



VILLES ET CAMPAGNES

DU CAMEROUN DE L'OUEST

J. CHAMPAUD

Éditions de l'O.R.S.T.O.M.

VILLES et CAMPAGNES
du cameroun de l'ouest

photographie de couverture : pague de danse de Bandjoun (*Cliché* : P. DONAINT)
maquette de couverture : J. BOUNIOL

« La loi du 11 Mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

« Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal ».

© O.R.S.T.O.M. - 1983

ISBN : 2-7099-0667-8

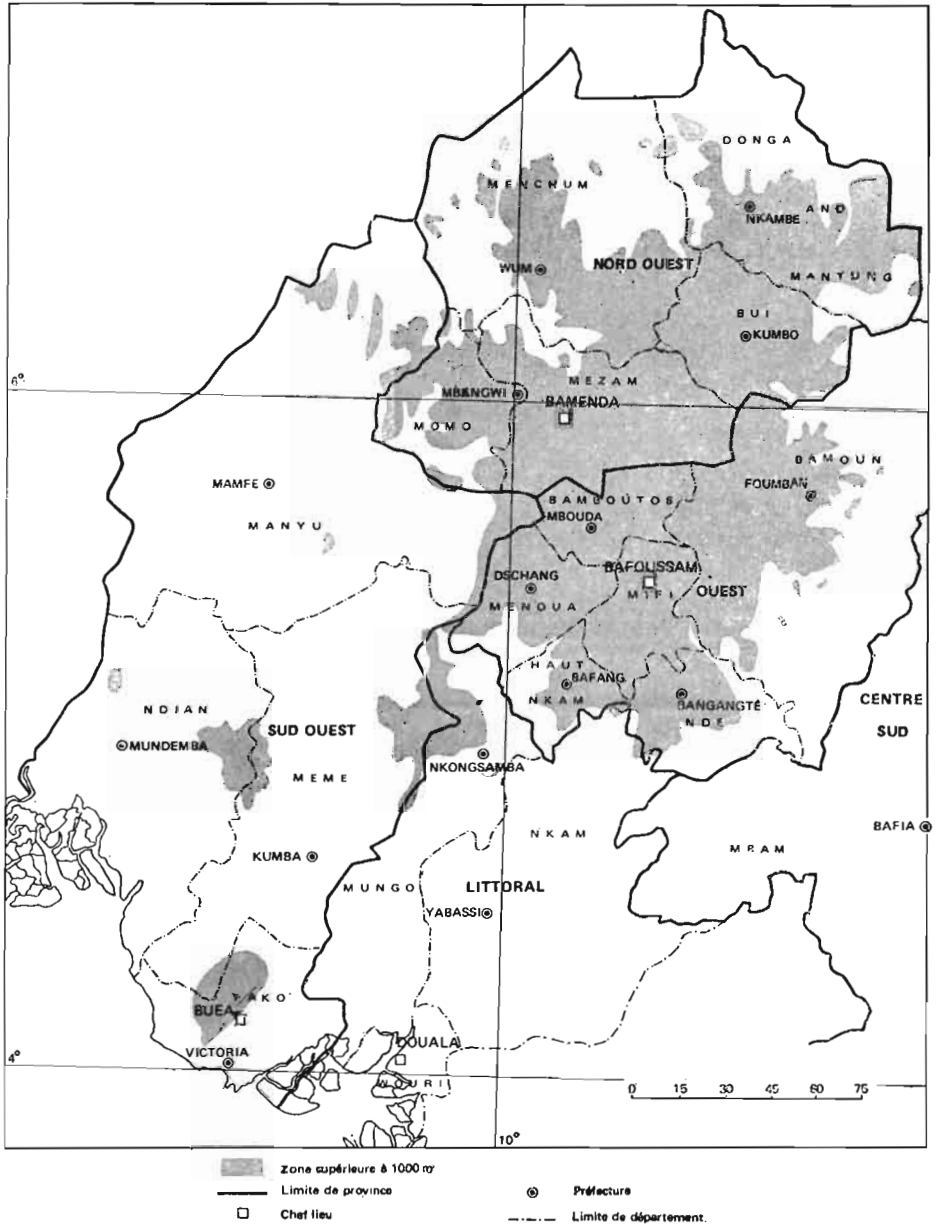
VILLES et CAMPAGNES

du cameroun de l'ouest

JACQUES CHAMPAUD

Éditions de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

Collection MÉMOIRES N° 98
PARIS - 1983



Provinces et départements

AVANT-PROPOS

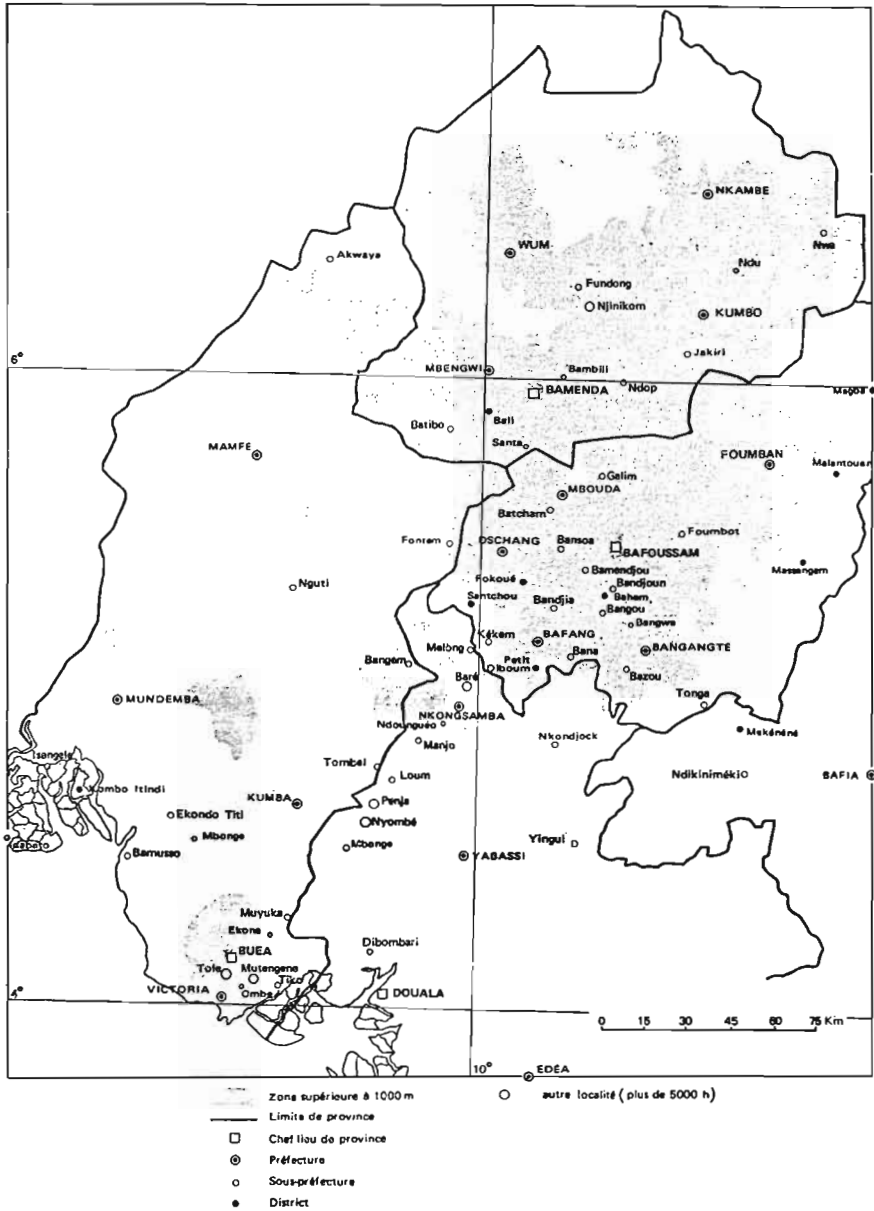
Cette étude sur les villes du Cameroun de l'ouest et les relations qu'elles ont tissées avec leurs campagnes marque le terme d'une longue présence au Cameroun dans le cadre de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (O.R.S.T.O.M.). Après un premier séjour à Yaoundé où j'ai travaillé sur la zone cacaoyère et le pays bassa, je m'installai, à la fin de 1965, à Bafoussam qui paraissait alors, vue de la capitale, comme le centre nouveau d'un ouest lointain, sortant à peine d'une époque troublée et marquée par l'espèce de frénésie, immobilière et économique, qui accompagne souvent les lendemains de guerre.

Après une première période consacrée surtout à la préparation d'une étude d'ensemble de la zone des plateaux (publiée sous la forme d'un atlas régional) et une interruption de deux années en France, c'est à l'occasion d'un nouveau séjour au Cameroun, entre 1970 et 1975, qu'a été réuni l'essentiel de ma documentation. Elle a été complétée et mise à jour sur certains points au cours d'une mission d'un mois en 1978.

Cette recherche, pour personnalisée qu'en paraisse être la phase finale, est aussi le résultat d'un ensemble de facteurs favorables et du soutien apporté par un certain nombre de personnes ou d'institutions que je tiens à remercier ici. L'O.R.S.T.O.M. tout d'abord, et son Directeur Général, Monsieur G. CAMUS, qui m'a affecté au Cameroun pour une longue durée et accordé le temps nécessaire à la rédaction ; les directeurs successifs du Centre de Yaoundé, notamment R. LEFEVRE qui a su manifester son intérêt amical pour cette recherche et me donner les moyens matériels suffisants pour aller sur le terrain. L'un des avantages de l'O.R.S.T.O.M. est également la cohabitation de chercheurs appartenant à diverses spécialités, et je tiens à dire ce que doit ce travail aux échanges nombreux que j'ai eus avec mes collègues du Cameroun, notamment A. FRANQUEVILLE, J. TISSANDIER, Y. MARGUERAT, G. COURADE et J. C. BARBIER.

Je me dois également d'exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont guidé l'élaboration de cette recherche ⁽¹⁾, en particulier M. G. LASSERRE, à qui je suis redevable de mon premier séjour en Afrique ; il n'a cessé depuis le début de ce travail de me prodiguer d'affables encouragements et des conseils judicieux. A l'O.R.S.T.O.M. même, M. G. SAUTTER a su insuffler

(1) Celle-ci, dans une première version, a été présentée comme thèse de Doctorat d'État, le 14 novembre 1980, devant l'Université de Bordeaux III.



Carte repère

un dynamisme nouveau à la section de géographie comme président du comité technique et m'a toujours été d'un appui précieux. Son successeur M. P. PELISSIER ne s'est jamais départi d'une bienveillante attention à mon égard depuis qu'il m'accueillit à Dakar, il y a plus de vingt ans, et il m'a beaucoup aidé à mener ce travail à son terme. M. M. ROCHEFORT également fût aux côtés de M. LASSERRE l'animateur à l'O.R.S.T.O.M. d'une réflexion collective sur le thème des relations villes-campagnes et les conseils ou les remarques précises qu'il fit lors de réunions, de tournées sur le terrain ou de contacts personnels m'ont été fort utiles.

Au Cameroun, nombreux sont ceux qui m'ont fourni une aide indispensable. Je suis tout particulièrement reconnaissant à J. F. LOUNG de m'avoir confié des tâches d'enseignement à la Faculté des Lettres de Yaoundé. J'ai moi-même beaucoup appris en dirigeant les mémoires de maîtrise de jeunes géographes et en les accompagnant sur le terrain. Je dois souligner également l'enrichissement que m'ont procuré les nombreux amis camerounais de Yaoundé ou de Bafoussam : ils m'ont permis de connaître, de comprendre et d'aimer un peu mieux leur pays. Il n'est pas possible de les citer tous non plus que tous les administrateurs, techniciens, hommes d'affaires, chefs de groupements ou de villages, informateurs, paysans ou citoyens, qui m'ont grandement facilité la tâche au cours de mes tournées. Que tous soient remerciés de leur compréhension et de leur aide. Je me dois toutefois d'exprimer une reconnaissance particulière à ces « compagnons-enquêteurs » qui ont partagé fidèlement les difficultés des tournées, la rudesse de pistes souvent médiocres et l'inconfort fréquent de l'hébergement : MM. Ahmadou MBOUMBOU, Martin WONTCHEU, François-Xavier KOUAM et Jean-Marie FOTSO.

Enfin lors de la rédaction de cet ouvrage, j'ai reçu une aide précieuse de J. D. GRONOFF, de l'antenne marseillaise de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales : il a mis sa compétence et son ordinateur au service de la typologie urbaine. Auparavant, un autre informaticien, O. BOUCHTA, de la Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux, avait assuré le dépouillement et l'analyse d'une enquête sur trois quartiers de Bafoussam. Je tiens à remercier aussi toutes les personnes qui, à des stades divers de son élaboration, ont contribué à la réalisation matérielle de ce travail. Et tout particulièrement Marie Jeanne CHAMPAUD, qui a relu et annoté avec patience ce texte tout au long de sa longue gestation ; mais, bien au delà de ces tâches matérielles, c'est l'ensemble de cette œuvre qui lui doit beaucoup.

Ce genre d'étude pose d'emblée la question de ses limites. Limites géographiques tout d'abord. À défaut du Cameroun entier, il fallait choisir parmi les trois grands ensembles géographiques qui le composent : le nord, domaine des savanes, à domination musulmane, où vivent des paysanneries très efficaces dans l'utilisation d'un milieu naturel difficile et où s'étaient développés des centres urbains pré-coloniaux ; le sud forestier, largement christianisé, très marqué par la colonisation qui a largement répandu les cultures d'exportation (cacao, café) et implanté des centres administratifs ; l'ouest, plus tempéré, dont le cœur est constitué de zones d'altitude aux densités élevées où l'organisation rurale

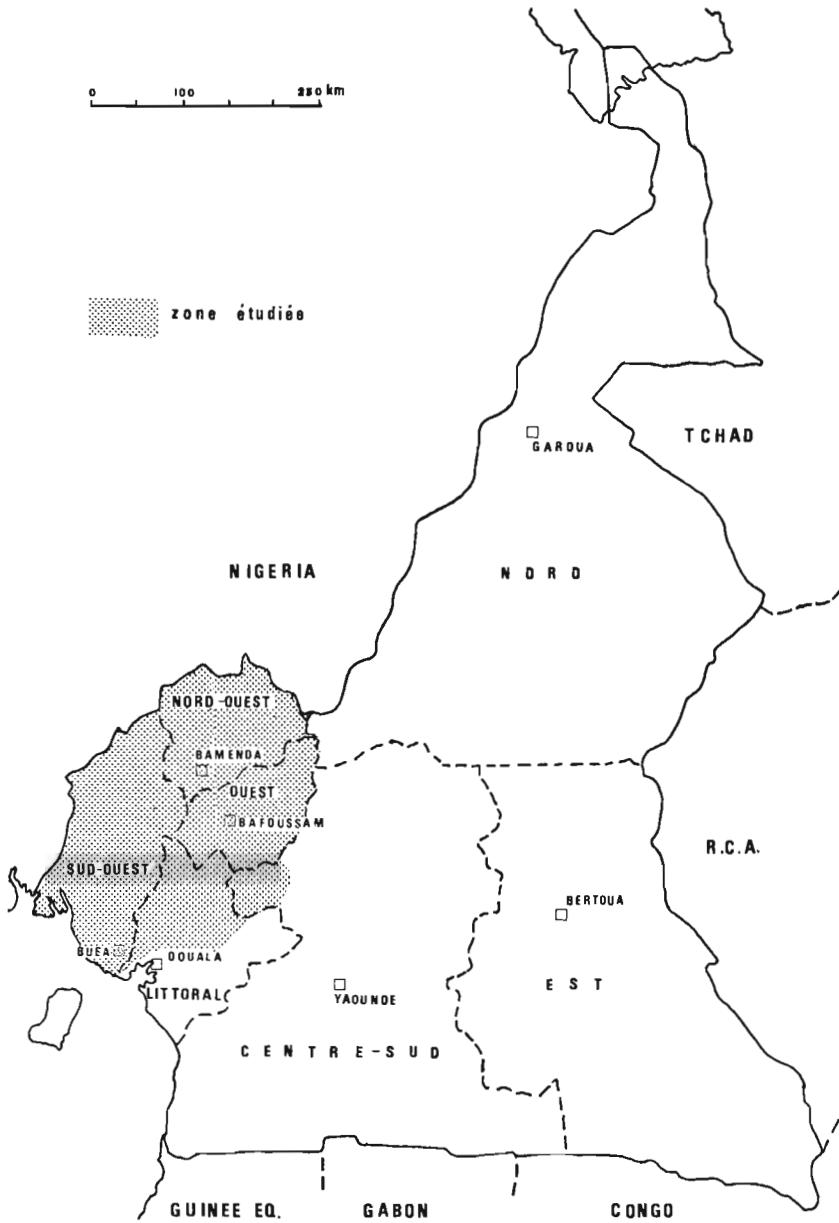


FIG. 1. Zone étudiée.

est parfaitement adaptée à l'environnement. Cette région était celle qui faisait preuve du plus vif dynamisme économique et démographique et manifestait dans les années soixante une véritable explosion urbaine. Il paraissait indispensable toutefois de ne pas limiter la recherche à la zone des plateaux, mais de l'étendre aux espaces qui depuis un demi siècle avaient été progressivement occupés par des populations venues des zones d'altitude, manifestant de façon nouvelle l'ancienneté des relations d'échanges que ces régions avaient tissées entre elles, bien avant la colonisation.

Les limites de l'étude étaient faciles à établir à l'ouest, avec la frontière du Nigeria et au nord est, avec la limite de la province du Nord (même si, à bien des égards, l'arrondissement de Banyo est dans la mouvance de Douala).

À l'est la zone de forêt dense, faiblement habitée marque aussi une limite, mais dans la province du Centre Sud l'arrondissement de Ndikiniéki a davantage de relations avec l'Ouest, Nkongsamba et Douala qu'avec Yaoundé. Dans celle du Littoral, le département du Nkam est doublement rattaché à la région étudiée, à la fois par les relations anciennes avec Douala et par la route nouvelle qui rejoint le plateau bamiléké à Yabassi. Ce sont donc trois provinces (Ouest, Nord-Ouest, Sud-Ouest), deux départements du Littoral (Mungo et Nkam) et un arrondissement du Centre Sud (Ndikiniéki) qui forment le cadre de cette étude.

Fallait-il y inclure Douala ? C'eût été logique tant il est évident que cette ville est à la tête de toutes les relations commerciales et économiques de la région. Mais en fait, Douala mérite à elle seule une étude spécifique (elle est d'ailleurs en cours, conduite par G. MAINET) et les problèmes qu'elle pose sont assez différents de ceux des autres villes. Mais bien évidemment sa présence s'impose en permanence comme une toile de fond en quelque sorte de tout cet ensemble. De même qu'à maintes reprises, il est apparu nécessaire d'évoquer les problèmes ou les situations de tout le pays et pas simplement ceux de la partie occidentale.

Problème de limites encore que celles du sujet lui-même. Il n'était pas pensable de restreindre la recherche aux seuls flux de relations entre les villes et les campagnes. Comprendre la nature, les directions et le volume de ces échanges supposait bien sûr que soient connus également les milieux ruraux et les nœuds d'échange ou les points de commandement qui les organisent. C'est donc à une étude régionale que j'ai été conduit, mais en privilégiant l'éclairage donné par le phénomène urbain et la vie de relations qu'il engendre.

* * *

L'essentiel de la documentation réunie pour ce travail provient d'enquêtes personnelles et de données recueillies sur le terrain auprès des services administratifs ou d'informateurs les plus divers. Dans la mesure du possible je me suis efforcé d'avoir des données chiffrées se rapportant à l'année 1976, date du recensement national.

* * *

Le Cameroun ayant connu bien des vicissitudes administratives au cours de sa brève histoire moderne, il n'est peut être pas inutile d'indiquer le sens exact qu'il faut donner à quelques noms.

— *Le Cameroun allemand* — ou Kamerun — désigne, outre le territoire actuel du Cameroun, les deux morceaux du Northern Cameroons intégrés au Nigeria en 1961.

— *Le Cameroun français* est la partie confiée à la France par mandat de la Société des Nations en 1920. Il est devenu indépendant le 1^{er} janvier 1960, sous le nom de *République du Cameroun*, puis a porté le nom de *Cameroun Oriental* de la Réunification jusqu'en juin 1972.

— *Le Cameroun anglais* confié à la Grande Bretagne a reçu des titres divers ; dans la période précédant la Réunification il était composé de deux entités : Northern Cameroons et Southern Cameroons. Seule cette dernière a été réunie à la République du Cameroun en octobre 1961.

— *La République Fédérale du Cameroun* a existé du 1^{er} octobre 1961 au 2 juin 1972. Elle comprenait deux États : le *Cameroun Occidental* (ex Southern Cameroons) dont la capitale était Buea, et le *Cameroun Oriental* dont la capitale était Yaoundé. La R.F.C. était divisée en 6 Inspections Fédérales d'Administration (I.F.A.).

— *La République Unie du Cameroun* qui a succédé à la République Fédérale comprend 7 provinces : Nord, Est, Centre-Sud, Littoral, Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest. Lorsque ces noms sont écrits avec une majuscule ils désignent la province ; écrits avec une minuscule, ils indiquent la direction ou la région. L'ouest du Cameroun désigne l'ensemble de la zone étudiée dans cet ouvrage.

* * *

Les photographies sont de l'auteur, à l'exception des clichés IGN.
Le manuscrit a été remis à l'éditeur en septembre 1981.

* * *

Sauf indication contraire, la monnaie utilisée dans ce texte est le franc C.F.A.
(1 F CFA = 0,02 Franc Français).

ABRÉVIATIONS

(utilisées dans le texte et la bibliographie)

B.C.D.	Banque Camerounaise de Développement.
B.C.E.A.C.	Banque Centrale des États d'Afrique Centrale.
B.C.E.O.M.	Bureau Central d'Étude des Équipements d'Outre Mer.
B.C.U.F.	Bakweri Cooperative Union of Farmers.
B.D.P.A.	Bureau pour le Développement de la Production Agricole.
B.E.A.C.	Banque des États d'Afrique Centrale.
B.I.A.O.	Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest.
B.I.C.I.C.	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie au Cameroun.
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.R.G.M.	Bureau de Recherches Géologiques et Minières.
Cah. d'O.M.	Cahiers d'Outre mer (Bordeaux).
CAMSUCO	Cameroon Sugar Company.
C.A.P.M.E.	Centre national d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises.
C.C.C.E.	Caisse Centrale de Coopération Économique.
C.D.C.	(en Grande Bretagne) Colonial (puis Commonwealth) Development Corporation.
	(au Cameroun) Cameroon Development Corporation.
C.E.G.E.T.	Centre d'Études de Géographie Tropicale (CNRS Bordeaux).
CENADEC	Centre National de Développement des Entreprises Coopératives.
C.F.A.O.	Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.
C.M.R.	Commune Mixte Rurale.
C.N.P.S.	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale.
C.P.E.	Commune de Plein Exercice.
C.P.M.S.	Cooperative Produce Marketing Society.
C.U.S.S.	Centre Universitaire des Sciences de la Santé (Université du Cameroun).
D.E.S.	Diplôme d'Études Supérieures.
ENFOM	École Nationale de la France d'Outre Mer.
E.N.S.	École Normale Supérieure.
E.N.S.A.	École Nationale Supérieure d'Agronomie.
E.P.H.E.	École Pratique des Hautes Études (Paris).
E.S.I.J.Y.	École Supérieure Internationale de Journalisme de Yaoundé.
F.A.C.	Fonds d'Aide et de Coopération.
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.M.E.C.	Fédération des Églises et Missions Évangéliques du Cameroun.
F.I.D.E.S.	Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social.
F.L.S.H.	Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
FOGAPE	Fonds d'Aide et de Garantie aux Petites Entreprises.
FONADER	Fonds National pour le Développement Rural.
I.F.A.C.	Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux (maintenant : « Institut de Recherches Fruitières Outre-Mer »).
I.F.A.N.	Institut Français (puis Fondamental) d'Afrique Noire.
I.R.A.T.	Institut de Recherches en Agronomie Tropicale.
I.R.CAM.	Institut de Recherches du Cameroun.
I.S.H.	Institut des Sciences Humaines (ONAREST Yaoundé).
J.U.N.C.	Jeunesse de l'Union Nationale Camerounaise.
MI. DE. VIV.	Mission pour le Développement des cultures vivrières.
N.I.S.E.R.	Nigerian Institute of Social and Economic Research.

J. CHAMPAUD

O.A.M.C.E.	Organisation Africaine et Malgache de Coopération Économique.
O.F.U.N.C.	Organisation des Femmes de l'Union Nationale Camerounaise.
O.NA.RE.S.T.	Office National de la Recherche Scientifique et Technique.
O.U.P.	Oxford University Press.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.M.O.	Produce Marketing Organization.
R.A.	Recensement administratif.
REGIFERCAM	Régie Nationale des Chemins de Fer Camerounais.
R.G.P.H.	Recensement Général de la Population et de l'Habitat (1976).
S.A.P.	Société Africaine de Prévoyance.
S.C.B.	Société Camerounaise de Banque.
S.C.E.T.	Société Centrale pour l'Équipement du Territoire.
S.C.P.M.	Société Camerounaise des Produits de Mer.
S.E.D.E.S.	Société pour l'Étude du Développement Économique et Social.
S.E.D.R.	Secrétariat d'État au Développement Rural.
S.G.B.C.	Société Générale de Banques au Cameroun.
S.I.P.	Société Indigène de Prévoyance.
S.I.P.E.C.	Société Industrielle de Pêche au Cameroun.
S.M.U.H.	Secrétariat des Missions d'Urbanisme et d'Habitat.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCAPALM	Société Camerounaise de Palmeraies.
SODENKAM	Société de Développement du Nkam.
SODEBLE	Société pour le Développement de la culture du Blé.
SOSUCAM	Société Sucrière du Cameroun.
U.C.C.A.O.	Union des Coopératives de Café Arabica de l'Ouest; depuis 1978 : Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest.
U.D.E.A.C.	Union Douanière des États d'Afrique Centrale.
U.N.C.	Union Nationale Camerounaise.
U.N.T.C.	Union Nationale des Travailleurs du Cameroun.
U.N.V.D.A.	Upper Nun Valley Development Authority.
U.T.C.	Union Trading Company.
U.P.C.	Union des Populations du Cameroun.

INTRODUCTION

Le Cameroun de l'ouest recouvre près de 70 000 km² (15 % du territoire national), mais abrite plus de 3 200 000 habitants en 1976, soit 45 % de la population du pays. Région de densités élevées, donc, par rapport au reste du Cameroun, mais également de dynamisme économique plus sensible qu'ailleurs. Le contraste est saisissant lorsque l'on quitte Douala par la route selon que l'on se dirige vers Nkongsamba (ou Victoria) ou bien vers Yaoundé. En allant vers la capitale on traverse une forêt dense, à peine égratignée par des champs ombragés et ponctuée de temps à autre de quelques cases en terre alignées en bord de route sur fond de palmiers ou de cacaoyers ; très vite au-delà d'Édéa, les villages se font plus rares et les véhicules sont peu nombreux sur une piste qui est très souvent en mauvais état. La route du Mungo au contraire est une artère large, complètement remise à neuf en 1976 et sillonnée en permanence par une armada hétéroclite de camions, de cars et de taxis. La forêt est encore le trait dominant du paysage jusqu'aux environs de Mbanga, trouée par les larges clairières des villages ou les étendues de palmiers à huile. Mais au-delà de ces soixante premiers kilomètres, elle s'éloigne de la route qui est alors de façon presque continue bordée de plantations et d'agglomérations de tailles diverses. Les villes sont nombreuses tout au long de cet axe qui au-delà de Nkongsamba rejoint Bafoussam et Bamenda, à l'image des densités élevées du milieu rural : sur les 64 agglomérations de plus de 5 000 habitants qu'a retenues le recensement national de 1976, 39 se situent dans l'ouest, et la population urbaine de cette région occidentale, Douala comprise, représente 57 % de celle du Cameroun entier.

L'ouest du Cameroun pourtant est loin de constituer une région homogène et sa diversité est le reflet aussi bien des différents milieux naturels qui la composent que d'une histoire complexe. En moins d'un siècle, des peuples qui avaient établi des civilisations originales aussi bien sur les zones d'altitude que sur la côte, ont été colonisés successivement par les Allemands, puis par les Anglais, accessoirement par les Nigériens, ou les Français. Depuis l'Indépendance elle-même, les modifications apportées aux cadres administratifs ou aux voies de communication ont été suffisamment importantes pour transformer sensiblement la vie de relation.

Ces relations se manifestent de plusieurs manières. Ce sont essentiellement les déplacements des hommes et des produits qui sont étudiés dans

ce travail. Les migrations humaines ont bien des traits communs avec celles d'autres pays africains. Nous chercherons à voir ce qui fait la spécificité du cas camerounais, à la fois dans le déroulement historique, les motivations et les destinations de ces déplacements, en attachant une attention plus grande à la situation des migrants vers les villes, puisque celles-ci sont maintenant le principal pôle d'attraction pour les candidats au départ. La commercialisation des produits qui revêt des aspects différents selon qu'il s'agit de denrées destinées au ravitaillement des villes ou de produits d'exportation pose plusieurs types de questions. Qui détient les moyens de cette commercialisation, des étrangers ou des nationaux, des citadins ou des ruraux ? Les campagnes souvent densément peuplées de cette région sont-elles en mesure de nourrir les villes et dans quelles conditions ?

C'est le résultat d'ensemble de ces relations qui sera examiné ensuite. Quelles transformations subissent les campagnes du fait du phénomène urbain ? Comment les villes résolvent-elles les problèmes que pose l'afflux des hommes aussi bien pour les emplois que pour l'utilisation de l'espace urbain ? Comment s'organise l'espace de cette région, avec ou contre les villes ? Peut-on établir une typologie de ces villes occidentales et dessiner des schémas de « réseaux » ou d' « armature urbaine » ? Enfin quel est le degré d'autonomie ou de dépendance qui peut être imputé au phénomène urbain camerounais : est-on en présence de villes médiatrices d'espaces extérieurs, relais de la dépendance, ou bien de villes véritablement nationales ?

Le raisonnement, au total, doit conduire à l'établissement d'un bilan d'ensemble des villes et des relations : les villes sont-elles utiles ou nuisibles à la région ? Ont-elles un effet irrigateur ou au contraire « sucent »-elles les campagnes dont elles sont issues ?

Toute une série de questions, on le voit, qui ne présentent pas qu'un intérêt spéculatif, mais sont au cœur même des problèmes qui se posent aujourd'hui au Cameroun et commandent en grande partie son avenir.

PREMIÈRE PARTIE

ÉLÉMENTS : L'ENVIRONNEMENT
ET L'HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER

LES ESPACES RÉGIONAUX

L'ouest camerounais contient des paysages qui sont parmi les plus beaux du Cameroun. Ils ont pour la plupart quelques équivalents en Afrique, mais peu d'espaces offrent sur des étendues somme toute assez réduites une telle diversité. Des paysages, qui malgré leur beauté n'ont pas encore été, curieusement, transformés en « marchandises » ⁽¹⁾ : ils sont « vécus » par ceux qui les ont peuplés et façonnés. et non regardés ou consommés par ces flots de touristes qui leur préfèrent les circuits des Kapsiki « lunaires » — autre splendeur au demeurant — les Oudjila des Mts Mandara et la faune de Waza. Peut-être tout simplement parce que ces paysages occidentaux témoignent d'une emprise très étroite de l'homme et d'une maîtrise minutieuse des techniques agraires qui les rendent moins exotiques aux yeux des étrangers.

Les paysages

Le bocage bamiléké s'impose comme un symbole exemplaire parmi ces images du Cameroun de l'ouest. Dans les zones où il est le plus élaboré, il marque l'espace d'un maillage serré de haies orthogonales. Pérennité des arbres et arbustes qui retiennent la terre sur les pentes fortes ; précarité des longues tiges de « bambous » (en fait de palmiers-raphia) qu'il faut périodiquement rattacher sur les parties vives. Selon la densité de l'occupation humaine, l'intensité des troubles des années 60 ou la solidité de l'organisation sociale, tantôt il ne reste que la végétation-vestige des haies, tantôt au contraire les clôtures sont soigneusement renouées chaque année, et consolidés les raides échaliers qui permettent de les franchir.

Ce paysage se prolonge dans la région de Bamenda, mais avec un maillage plus lâche autour des champs. Les haies servent là davantage à

(1) G. SAUTTER : *Le paysage comme convivence*. Hérodote 16, 1979.

délimiter les domaines occupés respectivement par les cultivateurs et les éleveurs qu'à répartir entre les paysans les espaces cultivés. Ce sont les herbages — la région est d'ailleurs souvent dénommée les Grassfields — qui sont le trait dominant des paysages de cette région de Bamenda, parcourus par de nombreux troupeaux de bovins.

Plus au sud, près du littoral, domine un paysage de plantations où pousse une large variété de produits tropicaux : bananiers, palmiers à huile, caféiers et hévéas, et, plus rares, cacaoyers, poivriers ou théiers. De grands domaines souvent bien entretenus, où la végétation dense entièrement plantée a pris la place de la forêt, créent une impression de modernité qu'accentuent fréquemment la présence d'une usine de conditionnement, les maisons serrées des camps de travailleurs et la résidence du patron (propriétaire ou directeur) noyée dans les fleurs.

Sur la côte elle-même, Ambas Bay, la baie de Victoria, est bordée de plages de sable noir ou de laves ourlées de cocotiers, et les îlots volcaniques des Bota Islands évoquent quelque gigantesque digue dont il ne resterait plus que les piles battues par les flots.

Le Mont Cameroun est tout proche. L'immense cône à flancs très inclinés évoque quelque montagne paisible et monotone quand on le voit, quelques jours par an seulement, de Douala. Il est plus divers et impressionnant quand on en entreprend l'ascension. On y traverse successivement une épaisse forêt équatoriale où les fougères arborescentes et les lianes sans fin dressent un décor étrange baigné le plus souvent d'une lumière moite, puis une vaste savane piquetée d'arbres rares et tourmentés par le vent, que les incendies parcourent régulièrement. Vers les 4 000 mètres surgit le paysage aride et rugueux de coulées de laves morcelées, de profonds cratères cendreux, de longues crevasses en baïonnette et de fissures étroites par où s'échappent de petits panaches de fumeroles.

Non loin sur la côte, un autre paysage à peu près désert lui aussi, mais vert, est constitué des vastes zones de mangroves que sont les deltas du Rio del Rey, à la frontière nigeriane, et du Mungo, entre Mt Cameroun et Douala. Ce sont des secteurs amphibies uniformément peuplés de palétuviers denses où quelques rares campements de pêcheurs témoignent d'une activité humaine plus maritime que terrestre.

Entre ces zones littorales et les plateaux s'étendent de vastes régions forestières assez semblables à l'ensemble du sud camerounais, où la végétation revêt d'un couvert uniforme des terrains faiblement accidentés, et où les hommes sont peu nombreux en dehors des villages qui jalonnent les routes.

Ce ne sont là que quelques exemples de l'étonnante variété des paysages que l'on rencontre dans l'ouest. « Toute l'Afrique au Cameroun » proclamaient naguère les affiches de l'Office du Tourisme. L'originalité de cette région occidentale vient précisément du fait que l'on y retrouve maints éléments qui échappent au schéma zonal habituel de l'Afrique de l'ouest et du centre et que l'on peut essayer d'ordonner autour de quelques axes simples qui tiennent à la géologie, à la pluviométrie et à l'occupation humaine.

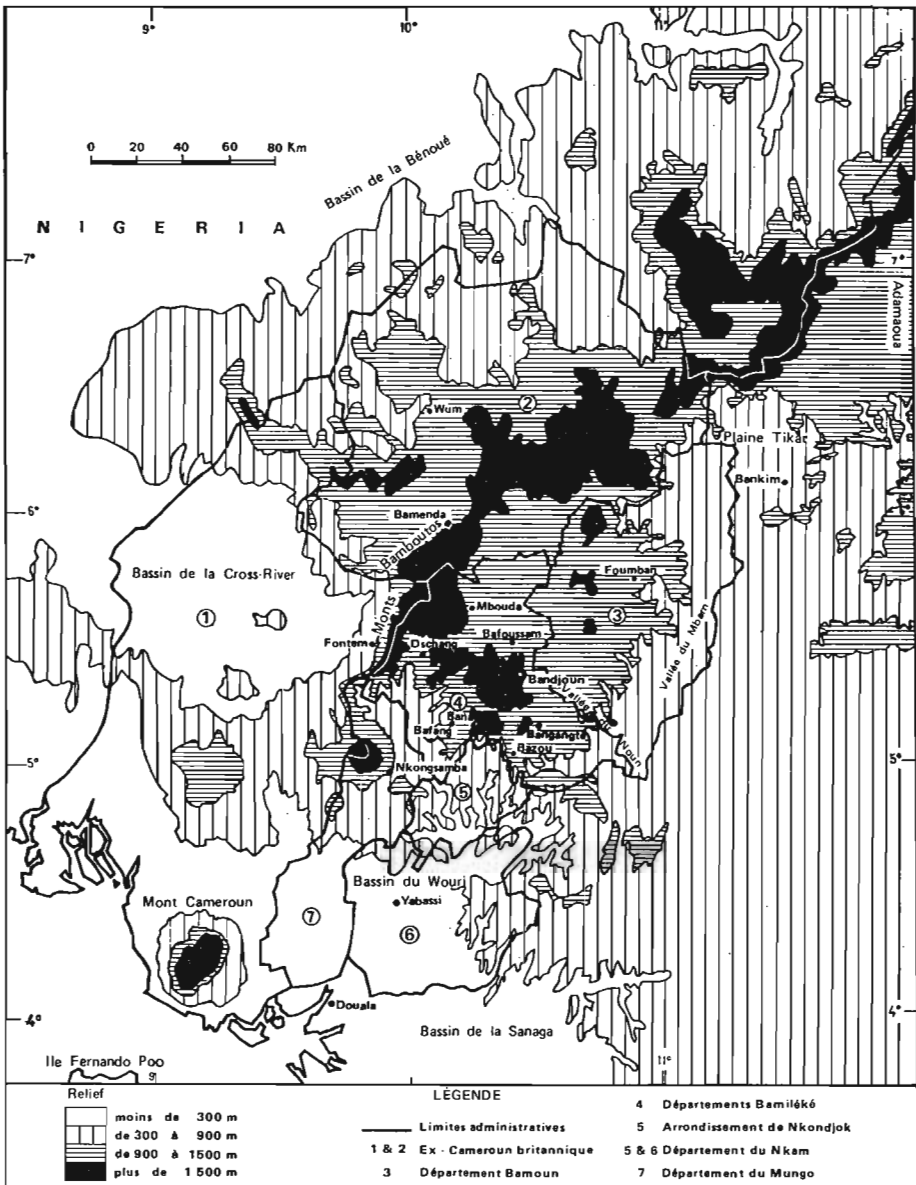


FIG. 2. Relief de l'ouest du Cameroun.

La ligne du Cameroun

Cette « ligne » définie par le géographe allemand PASSARGE en 1909 est la grande cassure de direction nord-est-sud-ouest qui représente une sorte de bissectrice du golfe de Guinée. C'est l'une des grandes fractures du continent africain dont la trace est visible depuis Annobon, en plein Atlantique, jusqu'aux Mts Mandara, aux abords du lac Tchad. Une série de fractures secondaires, parallèles, perpendiculaires ou obliques ont profondément cassé le vieux socle précambrien et donné naissance à des compartiments abaissés ou surélevés. Des intrusions granitiques ou syénitiques se sont produites au tertiaire. Mais la région a surtout été le théâtre de phénomènes volcaniques très importants à partir de la fin du crétacé ou de l'éocène (la période est sujet de controverse entre les géologues) et jusqu'à nos jours, puisque les dernières manifestations du Mt Cameroun remontent à 1922 sur le flanc ouest (coulée de Bibundi), 1954 (cratère sommital) et 1959 (coulée d'Ekona).

Ce volcanisme s'est traduit par l'édification de massifs imposants comme celui du Mt Cameroun qui culmine à 4 094 mètres, ou ceux du Manengouba (2 411 m) ou des Bamboutos (2 740 m) dont les sommets sont éventrés par d'immenses caldeiras où pointent des cratères plus récents. Plus au nord, le Mt Oku (3 008 m) est le point culminant de la zone des plateaux. D'autres reliefs moins imposants, mais tout aussi visibles dans le paysage, parsèment la région de Foubot ou la zone située entre le Manengouba et Mbanga, ce sont les nombreux cratères en forme de taupinières qui représentent les manifestations les plus récentes du volcanisme en dehors du Mt Cameroun et ont parsemé leur voisinage de matériaux légers, cendres et lapillis essentiellement.

Les plateaux eux-mêmes sont constitués de vastes coulées de basaltes ou de trachytes qui ont formé des planèzes sur la plus grande partie du pays bamiléké, la région de Bamenda-Kumbo et les Mts Rumpi au nord-ouest de Kumba.

Les terrains sédimentaires sont rares et ne se rencontrent que dans les secteurs les plus bas, dans la cuvette crétacée de Mamfe, au sud de Yabassi et dans le Rio del Rey, où ils sont recouverts, près de la côte, par les alluvions modernes des deltas.

Les sols de ces zones sédimentaires sont généralement médiocres de même que ceux qui se sont formés sur les terrains du socle. Dans les secteurs volcaniques la qualité des terres dépend essentiellement de l'ancienneté du volcanisme : les sols sur basaltes anciens ont subi une ferralitisation qui les a appauvris. C'est sur les basaltes jeunes ou les apports de cendres que l'on rencontre les sols les plus riches. Ce sont là au total, des conditions qui sont généralement favorables à l'agriculture d'autant que celle-ci bénéficie également de conditions climatiques qui sont souvent excellentes.

« L'empire de la mousson »

L'expression, empruntée à J. B. SUCHEL ⁽¹⁾, désigne la caractéristique majeure des climats de l'ouest camerounais. La mousson est le résultat d'un vent puissant orienté sud-ouest-nord-est, qui tend à s'infléchir vers l'est lorsqu'il aborde le continent. Elle est commandée par l'établissement du FIT sur les zones de basses pressions du Sahara méridional en mai-juin et le renforcement de l'anticyclone de Sainte-Hélène. L'alizé de l'hémisphère sud, dévié vers l'est après son passage de l'Équateur, devient un flux de grande ampleur. La mousson déverse alors des pluies très abondantes sur la côte et sur les premiers reliefs qu'elle aborde ; c'est ainsi que le cap Debundsha, à 25 km au nord-ouest de Victoria détient l'un des records du monde de pluviométrie avec près de 10 mètres annuels. Toute la côte, de Kribi à la frontière nigériane, reçoit plus de 3 mètres annuels et la pluviométrie diminue progressivement à mesure que l'on se dirige vers le nord.

Toutefois des modifications importantes sont apportées par le relief et le schéma zonal classique est largement perturbé par l'orientation des versants. La ligne de massifs qui a marqué longtemps la frontière entre les deux Cameroun est aussi une ligne de partage pluviométrique : les versants occidentaux, « au vent » en quelque sorte, sont nettement plus arrosés que les orientaux situés « sous le vent », et J. B. SUCHEL parle de « régimes à paroxysme » et « régimes d'abris ». Ainsi Fontem, à 900 mètres d'altitude reçoit 4 300 mm, alors que Dschang, à la même latitude et à 1 400 mètres, ne reçoit plus que 1 900 mm. La puissance des reliefs, l'orientation des massifs ou celle des rebords des plateaux engendrent une étonnante diversité des régimes pluviométriques. Toutefois, l'ensemble de cette zone est un domaine de pluviosité forte et d'hygrométrie élevée à l'exception des quelques jours annuels où les masses d'air tropical sec s'avancent vers le sud.

Ainsi le compartimentage du relief, les divers niveaux d'altitude et la complexité géologique ont déterminé une série de pays aux caractéristiques originales. Dans l'ensemble cependant, par delà la multiplicité des microclimats et la variété des sols, les conditions naturelles sont très favorables à l'occupation humaine. Mais l'intensité de celle-ci est loin de correspondre étroitement aux facteurs naturels.

(1) Cf. l'excellent ouvrage qu'il a consacré à la pluviométrie camerounaise : « La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun », CEGET - CNRS 1972.

La densité du peuplement

La carte n° 3 représente, pour chaque arrondissement la densité de la population totale ⁽¹⁾. Les noyaux de densités les plus élevées, plus de 100 habitants au kilomètre carré, correspondent aux hautes terres volcaniques du pays bamiléké et de la région de Bamenda ainsi qu'au Mungo Central. Ce sont des zones de sols riches formés sur des basaltes. Il n'y a pas pour autant d'adéquation absolue entre la richesse des sols et la densité, puisque d'autres secteurs aux sols favorables (autour de Foumbot, de Wum, de Kumbo) sont bien moins densément occupés. L'explication des densités diverses est à rechercher beaucoup plus dans l'histoire du peuplement que dans la géographie : selon les circonstances historiques en effet, certains peuples se sont rassemblés sur des positions élevées pour pouvoir se défendre plus efficacement contre des voisins avides de conquêtes, et dans le détail, ce sont les groupements situés à l'est et au nord de cet ensemble qui connaissent les chiffres de densités les plus fortes. Quant au noyau du Mungo Central (Nksongsamba, Loum), il est de constitution récente (moins d'un demi siècle) et est dû à la fois à la présence d'une ville importante et de grandes plantations.

C'est le cas également du sud du Cameroun anglophone, où le département de Fako doit son peuplement, largement importé, à la richesse de ses grands domaines de plantation installés sur les riches terres périphériques du Mt Cameroun.

Plus au nord, les densités moyennes (de 45 à 100) sont aux marges du noyau de fort peuplement et correspondent encore aux zones d'altitude marquées par le volcanisme.

On retrouve à peu de chose près, le grand axe nord-est-sud-ouest marqué par la ligne du Cameroun. De part et d'autre, le peuplement est beaucoup plus réduit, particulièrement le long de la frontière avec le Nigeria et au sud, dans les zones forestières du Nkam et du Mbam. Il est un peu plus dense dans le département Bamoun, mais très vite au sud-est de Fouban-Foumbot, il tombe à des valeurs très faibles.

Volcanisme, pluviométrie et densités se combinent avec l'histoire et l'organisation administrative actuelle pour délimiter un certain nombre d'espaces régionaux nettement individualisés.

(1) Elle a été établie à partir des chiffres de population fournis par le Recensement de 1976 (cf. annexe n° 1, p. III). Les superficies ont été empruntées au « Tableau de la Population » publié par le Centre ORSTOM de Yaoundé en 1971.

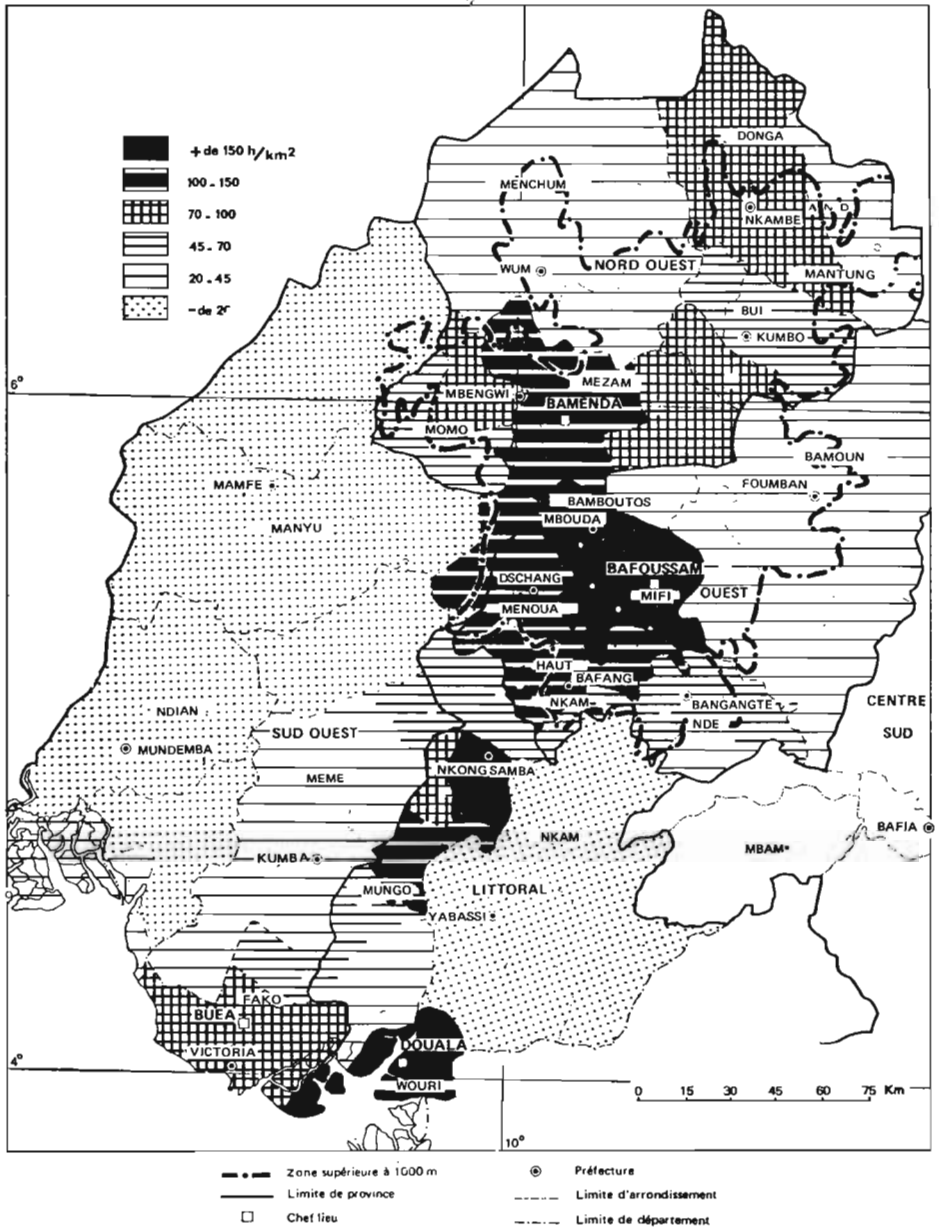


FIG. 3. Densités de population (par arrondissement).

Les ensembles régionaux

Le découpage de l'espace le plus couramment utilisé au Cameroun est celui effectué par l'administration. Il se trouve qu'il est également conforme, dans ses grandes lignes, à un découpage géographique, dans la mesure où les limites administratives ont été calquées, en règle générale, sur des entités ethniques et linguistiques dont l'organisation est antérieure à la colonisation. Ce cadre administratif vaut particulièrement pour la zone des plateaux.

LES PLATEAUX DE L'OUEST

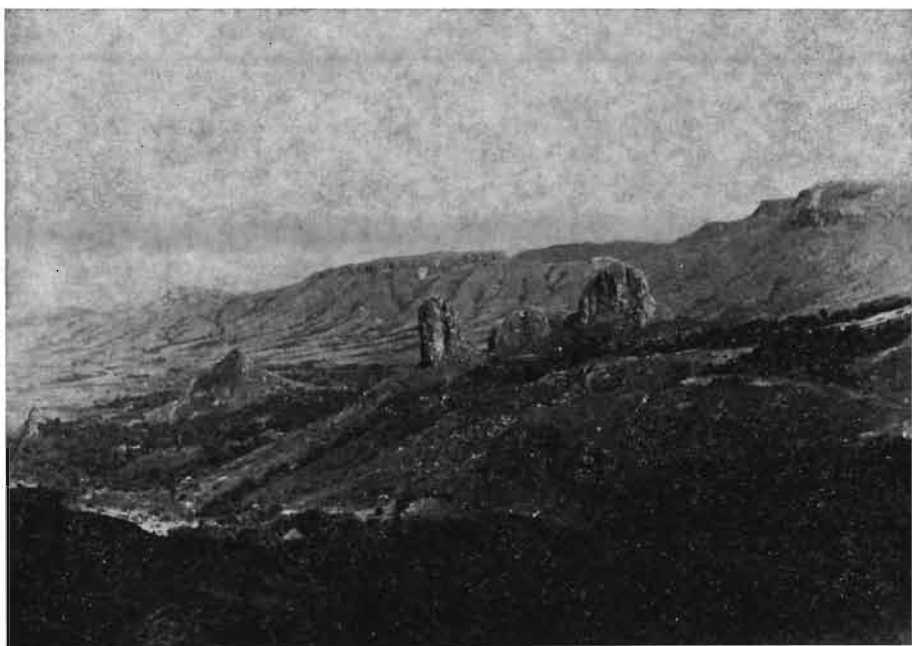
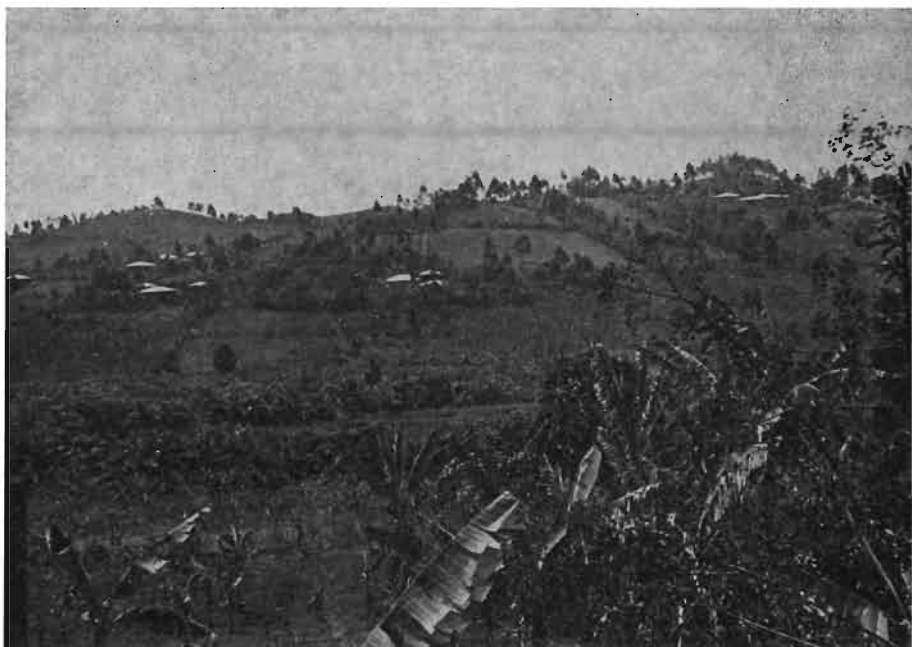
Ils correspondent à peu de choses près, aux deux provinces de l'Ouest et du Nord Ouest, dont la limite passe, pour partie, sur la ligne de crête des Mt Bamboutos.

La province du Nord Ouest contient les plus larges étendues de zones d'altitude, notamment avec le massif volcanique du Mt Oku et l'ensemble des hautes terres qui s'étendent des Bamboutos aux environs de Nkambe. Trachytes et basaltes forment d'épaisses couches sur un socle qui constitue lui-même un plateau supérieur à 1 000 m en général. Les secteurs les plus bas, vallées de la Donga, de la Katsina, de la Menchum sont aussi les moins peuplés. Les densités atteignent par contre des taux élevés en altitude dans le district de Bali (244 hab/km² en 1967), les environs d'Oku et de Kumbo (145 et 156 à la même date).

Des paysans minutieux mettent en valeur cette région, vivant le plus souvent en habitat dispersé et cultivant depuis une trentaine d'années à peine le café arabisca. Installés sur les versants, ils laissent libre le sommet des collines où s'étendent de beaux pâturages. De 10 à 20 000 éleveurs Fulani paissent leurs troupeaux dans la province, habitant des villages fixes qu'ils quittent chaque année en saison sèche pour transhumier vers les pâturages plus fournis de la plaine de Ndop ou de la plaine Tikar. La cohabitation est difficile parfois entre les éleveurs, derniers arrivés dans la région, qui ne possèdent pas les terrains sur lesquels ils font pâturer leurs bêtes et les agriculteurs qui, poussés par l'accroissement démographique et la culture du café, étendent leurs champs vers les sommets.

Peu de villes dans la province, hors son chef-lieu Bamenda, avec un site caractéristique d'une cité administrative perchée sur le rebord d'une coulée trachytique ; la ville elle-même s'étale plus bas, active et grouillante de voitures, de camions et de promeneurs, particulièrement les jours de marché ⁽¹⁾. Les préfectures de la province ne sont que des centres modes-

(1) Pour une analyse plus détaillée de la morphologie urbaine se reporter au chapitre XIII, p. 360.



1. *Le bocage bamiléké : aspect touffu, habitat dispersé, plantations de café, palmiers-raphia dans les talwegs, conquête des sommets par les cultures.*

2. *La plaine de Ndop.*



3. Baleng : l'entrée de la chefferie. Vaste place près d'un bois sacré, lieu de rassemblement, de fêtes, emplacement de marché. Les cases abritent les grands tambours d'appel des sociétés coutumières.

4. Paysage rural près de Jakiri. Campagne ouverte, cultures sur fortes pentes, habitat dispersé, maisons à toit de chaume. Sommets réservés à l'élevage.

tes qui reçoivent progressivement des équipements de villes, mais sont surtout de gros marchés agricoles. Mais on note aussi une série de bourgs ruraux ou de grosses chefferies qui étendent leur pouvoir de commandement sur une superficie assez vaste. Rien ne distingue ces bourgs des villages voisins sinon l'ensemble des maisons qui forment la chefferie, ou plus loin, un collège, une mission, un hôpital, le siège d'un council, dispersés dans la nature, comme des éléments de ville éparpillés.

Dans le détail, les maisons dites rurales se rencontrent aussi bien à la ville qu'à la campagne, mais on remarque ici et là de belles maisons en pierres (blanches ou noires), taillées à la main par des maçons experts. Elles évoquent l'idée d'un certain confort britannique que viennent confirmer bien des images de ces hautes terres verdoyantes, surtout en saison des pluies, où tombent parfois d'interminables averses.

La province de l'Ouest comprend deux plateaux désignés du nom de la population qui l'habite : le plateau bamiléké et le plateau bamoun.

Le plateau bamiléké, 1 400 à 1 500 mètres dans sa partie centrale, se présente comme un véritable bastion butant à l'ouest sur les Bamboutos et se relevant au sud par le massif de Batchingou-Bana (2 097 m). Il se termine par des rebords escarpés aussi bien à l'est, au-dessus de la vallée du Noun, qu'au sud-ouest, sur la vallée du Nkam. Il est recouvert surtout de basaltes, avec cependant, ici ou là, des pointements du socle.

De part et d'autre d'une ligne Dschang-Bangangté, on peut distinguer deux zones d'inégale richesse naturelle. Au nord s'étendent les chefferies les plus peuplées (à l'exception de celles qui composent l'arrondissement de Galim), les plus vastes et les plus prospères. Là s'étendent les sols les plus riches, formés sur basaltes ou bien recouverts des cendres émises par le Mt Mbapit. La culture dominante est le café arabica, mais la kola ou les cultures maraîchères apportent aux paysans des compléments de ressources appréciables. La partie méridionale du pays bamiléké par contre s'étend en grande partie sur le socle et les sols sont souvent médiocres en dehors d'une zone basaltique aux abords de la route Bafang-Bangangté. Les chefferies (Bangangté mise à part) sont de faibles dimensions et les densités peu élevées. La culture principale est le café robusta, complétée en certains endroits par l'exploitation des palmiers à huile ou des cacaoyers.

Deux plaines de remblaiement, restes d'anciens lacs formés en arrière de coulées de basalte, flanquent le plateau bamiléké. Celle des Mbo, au sud-ouest, s'étend en arrière du seuil dit du pont du Nkam, du nom de la rivière qui la draine péniblement en de lents méandres. Elle est, à une altitude de 700 m, nettement plus basse que le plateau, et comme l'ensemble de l'arrondissement voisin de Kékem, elle appartient plutôt, géographiquement, au Mungo (vastes plantations de café robusta, colonisation agricole bamiléké). Au nord-ouest, la plaine de Ndop, à 1 150 m environ est à la charnière de trois départements : la Mezam, les Bamboutos et le Bamoun. C'est à Bamendjing que s'était formée une coulée basaltique créant un lac d'accumulation. Les sols hydromorphes portent de belles prairies à bœuf (1) servant de pâturages de saison sèche aux bovins

(1) Cf. J. BOUTRAIS, 1978.

des plateaux de Bamenda. Le riz trouve ici, comme dans la plaine des Mbo un terrain favorable et une colonisation agricole s'y développe. La construction récente d'un barrage à Bamendjing et sa mise en eau (1974) comme réservoir pour le barrage d'Édéa a quelque peu perturbé le système de cohabitation entre éleveurs et agriculteurs.

Le département bamoun est d'une taille comparable aux départements bamiléké (6 200 contre 7 700 km²) mais il est moins élevé. La partie la plus riche s'étend du Noun à Foumban : ce sont de très bonnes terres d'origine volcanique récente, à plus de 1 000 mètres d'altitude. De vastes plantations de café arabica se sont installées à partir des années 30 autour de Foumbot, occupant ainsi l'ancien *no man's land* qui séparait les deux peuples antagonistes. Toute cette zone s'est, depuis, largement peuplée. Ce plateau est dominé par trois massifs importants qui ont nom Mbam, Nkogam, Mbapit. À l'est et au sud, la vallée du Mbam s'étend au niveau du plateau sud camerounais et on pénètre dans un milieu analogue à celui du reste du sud : les densités sont faibles, le café robusta est encore cultivé mais on exploite également les palmiers à huile, les terres sont beaucoup moins fertiles.

L'économie de la province est dominée par la culture du café, essentiellement arabica. Les routes sont nombreuses et fréquentées. Et le nombre des villes y est plus important que dans la province voisine : une vieille cité antérieure à la colonisation (Foumban), cinq autres préfectures en pays bamiléké et bon nombre d'agglomérations de tailles et de fonctions diverses, depuis Foumbot, importante ville-marché jusqu'aux sous-préfectures plus modestes ou districts comme Bamendjou, Kékem ou Santchou. Ces villes ont des physionomies diverses. Foumban, capitale d'un vieux royaume est en même temps une cité très verte, qui contraste avec la campagne environnante. La terre est rouge et les maisons, souvent carrées, avec un toit de chaume, évoquent plus quelque ferme que la villa. Les hommes sont généralement vêtus de la longue gandoura blanche, signe extérieur de l'appartenance à l'Islam. Les femmes bamoun également, qui sont parmi les plus élégantes des Camerounaises sont presque toujours drapées dans un pagne long ; un bijou discret, collier autour du cou ou anneau fin passé dans une narine ou le lobe de l'oreille, évoque leurs sœurs du Nord. Leur allure contraste avec celle des femmes bamiléké : celles-ci sont de robustes paysannes qui vivaient à peu près nues il y a une trentaine d'années ; elles portent maintenant des robes à l'européenne qui sont souvent tristes et sales. Mais il faut noter qu'est apparue ces dernières années une nouvelle génération de citadines qui fait preuve d'un souci marqué d'élégance moderne : en particulier le banal foulard de tête a cédé la place à la riche variété des coiffures tressées.

Parmi les villes bamiléké, Dschang fait penser à une station climatique un peu endormie, avec ses immenses eucalyptus, ses vieux bâtiments coloniaux et son centre d'accueil. Bangangté aussi paraît quelque peu somnolente en dehors des jours de marché. L'une et l'autre, il est vrai, sont situées à l'écart du grand axe de communication qui va de Douala à Bamenda. Il en est tout autrement de Bafang, parcourue par une longue rue commerçante très active, de Mbouda qui, partie de rien il y a une ving-

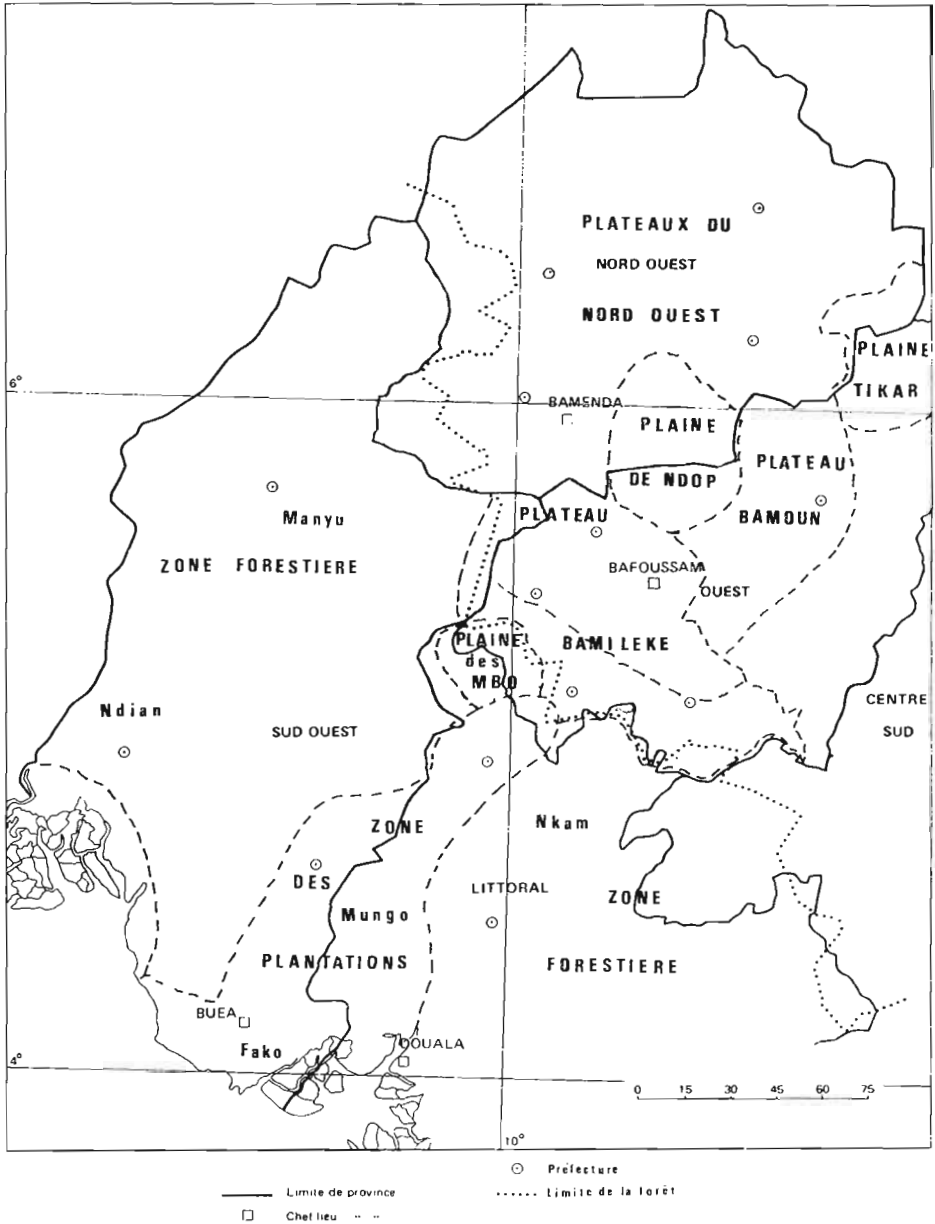


FIG. 4. Les espaces régionaux.

taine d'années, s'est accrue très rapidement jusqu'à devenir un dynamique marché agricole et urbain, ou de Bafoussam surtout, qui s'est affirmée en une quinzaine d'années comme la ville maîtresse de toute cette zone de plateaux.

Les zones côtières sont également très diverses et les contrastes sont frappants entre des paysages très humanisés où les hommes sont nombreux et de vastes étendues forestières quasiment vides de population.

Les Plantations du Fako (auxquelles on peut joindre quelques secteurs proches de Kumba) sont étroitement liées à la présence des riches terres volcaniques qui entourent le Mt Cameroun, et au climat chaud et humide. D'immenses domaines y ont été implantés, d'abord par les Allemands, pour y cultiver le cacao et le palmier. Les cultures se sont diversifiées par la suite, mais il reste un paysage très particulier de futaies bien ordonnées d'*elaeis* et d'hévéas qui constituent maintenant les domaines les plus vastes.

La monétarisation est plus grande là qu'ailleurs grâce aux salaires versés aux travailleurs des plantations. Les camps qui les abritent donnent une tonalité particulière aux paysages et l'on note une série de petites villes ou de bourgs reliés par un va et vient incessant de petits cars et de taxis. Les populations sont très mélangées et à un vieux fond de Bakweri sont venus s'ajouter en grand nombre des migrants venus d'autres régions.

Le paysage est semblable dans le Mungo voisin. Mais les grandes plantations sont moins nombreuses. Au lieu d'être rassemblées sous une seule autorité comme dans la région du Mt Cameroun, elles ont été progressivement démantelées, pour la plupart, en passant entre les mains des Camerounais : ce sont essentiellement de petits planteurs qui travaillent à leur compte et sont en majorité des immigrés. Du nord au sud, on trouve successivement une zone de culture du café robusta (du Nkam à Nlohé), puis une large plaine bananière autour de Loum, avec ici ou là de belles plantations d'ananas, puis un secteur où domine le palmier à huile. Bourgs et villes sont nombreux dans ce département, alignés le long de la route goudronnée près de laquelle se concentre l'essentiel du peuplement. Villes et villages — rues du Mungo ont des maisons en planches, reposant sur un soubassement de pierres. Entre la route et les habitations s'étend un espace assez large, aire de séchage du café dans le nord du département, cour ombragée de manguiers ou de cocotiers dans le sud. A l'approche de Douala, les hommes se remarquent souvent au pagne enroulé autour de la taille et les femmes portent l'ample « robe Douala » ou « robe mission » qui descend jusqu'aux chevilles.

Au delà du Mt Cameroun, le département de la Ndian touche à la frontière nigériane et se présente comme une série d'îles mal reliées au reste du pays : îlots de mangrove bien sûr, enserrés par les innombrables chenaux du Rio del Rey, mais aussi « îlots » des campements de pêcheurs ou de gros villages permanents, ou bien des plantations de la PAMOL au milieu de la forêt. Il est significatif qu'aucune route ne parcourt ce département pour le rattacher un peu mieux à la province, et que la vie urbaine se limite à quelques centres administratifs trop récents et encore trop peu équipés pour structurer la région.

Les zones forestières couvrent de vastes superficies et constituent également un monde à part qui ne déborde pas de vitalité sur le plan humain ou économique.

Le département de la Manyu correspond à la cuvette de Mamfe et à ses abords. Des paysans dispersés y cultivent le cacao et le café, principalement autour de la ville. Le reste est accaparé sans partage par la forêt et une seule route le traverse pour relier Mamfe à Kumba d'une part, à Bamenda de l'autre ; cette ville est tombée en somnolence depuis que la Réunification lui a enlevé son rôle de liaison avec le Nigeria voisin.

Le Nkam est lui aussi une région marginale dans cet ensemble. Mais le vide humain est plus récent : il s'est opéré au profit de Douala, et sa préfecture, Yabassi, n'a plus le dynamisme qu'elle avait lorsqu'elle marquait le point d'aboutissement de la navigation fluviale. Sa partie nord cependant est en voie de repeuplement grâce à une route récente.

C'est à ce même ensemble géographique qu'il faut rattacher l'arrondissement de Ndikiniéki, mais l'exploitation y est plus intense grâce aux plantations de café et de cacao. Le peuplement est réduit, cependant, en dehors de la route Bangangté-Bafia.

*
* *

Ainsi voit-on s'esquisser les grands traits de l'espace régional. L'axe essentiel est cette ligne sud-ouest — nord-est marquée par le volcanisme, le peuplement dense, la vitalité économique et les villes. Une ligne privilégiée, y compris à l'échelle du Cameroun entier, que l'on retrouvera tout au long de cette étude, d'autant qu'elle a servi de base à un partage colonial qui a marqué durablement cette partie occidentale du Cameroun.

CHAPITRE II

LA GENÈSE DES VILLES : CITÉS TRADITIONNELLES ET COLONISATION ALLEMANDE

« Allez, Peuples ! emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui ? À personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes. Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Où les rois apportaient la guerre, apportez la concorde. Prenez-la, non pour le canon, mais pour la charrue, non pour le sabre, mais pour le commerce, non pour la bataille, mais pour l'industrie, non pour la conquête, mais pour la fraternité. Versez votre trop plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires. Allez, faites ! faites des routes, faites des ports, faites des villes, croissez, cultivez, colonisez, multipliez ; et que, sur cette terre, l'esprit divin s'affirme par la paix et l'esprit humain par la liberté » ⁽¹⁾.

Victor HUGO.

Sur une telle diversité régionale, où les complémentarités ont joué davantage que les antagonismes, se sont développés un certain nombre de centres urbains. Leurs volumes démographiques, leurs types et leurs fonctions sont très divers. Plus encore que le contexte naturel a pesé ici le cours de l'histoire. Chaque phase historique de ce qui est maintenant le Cameroun a connu en effet une organisation spatiale différente. Des centres de commandement et des courants d'échanges se sont ainsi établis ; certains ont disparu, d'autres se sont maintenus et développés, au gré des transformations qu'imposait une nouvelle époque.

L'on connaît encore peu de chose sur l'histoire. Tout au plus, peut-on retracer les grands traits et les principaux mouvements de l'occupation humaine. L'Afrique « d'avant les Blancs » connaissait quelques cités. Mais c'est la colonisation qui, en fonction de ses besoins administratifs et commerciaux, a véritablement implanté des villes. Celles-ci ont revêtu d'ailleurs des physionomies différentes selon que la puissance colonisatrice était l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France. En outre les politiques ont elles-mêmes évolué dans le temps, et les types de centres d'après la guerre 1939/45 n'étaient plus les mêmes que ceux des années vingt ou trente.

(1) *Manuscrit de 1876 (cf. Le Manuscrit Autographe janv.-mars 1933). Cité par Cdt de BAYSER : Trans-Afrique 1933.*

L'indépendance enfin a imprimé une marque nouvelle au rythme de croissance et à l'aspect de ces villes, en assurant un contrôle plus proche du pays, en multipliant les relations commerciales et en promouvant ou facilitant des investissements d'un type différent.

L'histoire du peuplement

Quelle était la situation du Cameroun un siècle avant l'installation des Européens ?

À la fin du XVIII^e siècle, le littoral était peuplé des mêmes habitants que de nos jours. Les Duala étaient installés le long de la côte, après une longue migration qui les avait conduits de la côte gabonaise à leur emplacement actuel. Ils durent là s'infiltrer parmi d'autres populations, Élog Mpoo principalement, et Bassa, qui se disent autochtones et n'ont, dans le passé, effectué que des déplacements de faible ampleur. Les Duala

« restèrent à Pitti un temps considérable puis descendirent la Dibamba vers son embouchure et allèrent vers le nord-ouest, vers la rive orientale du Wuri, s'établissant parmi les Bakoko... Plus tard, ils occupèrent les deux rives de l'estuaire et pénétrèrent à l'intérieur du pays bassa... La date à laquelle les Duala s'établirent dans cette position n'est pas claire. Toujours est-il qu'au début du XIX^e siècle ils dominaient tout le commerce de l'estuaire du Wouri, sous le « despotique » roi Bell » ⁽¹⁾.

Le Chef MULOBE, le premier identifié de source européenne (1670) était le quatrième depuis l'arrivée dans la région ⁽²⁾. À ce groupe Duala, il convient de joindre les habitants actuels des pourtours du Mt Cameroun : Bakole, Bakweri, Bakundu et autres, ainsi que ceux du Mungo méridional : Pongo, Wuri, Bodiman, Malimba, Mungo, qui ont connu une migration identique à celle des Duala. Selon certaines traditions rapportées par E. BUISSON, les Mbo seraient également venus du sud, formant

« l'avant-garde d'un puissant courant migrateur venu du sud, dont la marche en avant a été enrayée autant par les formes violentes du relief que par la ceinture bamiléké » ⁽³⁾.

Mais, il semble bien en fait, selon J. C. BARBIER, que les Mbo sont quasi-autochtones, comme les Bakosi, puisqu'ils se réfèrent à des hauteurs proches de la plaine ; un ancêtre commun, Ngo aurait résidé sur les flancs du Manengouba ⁽⁴⁾.

La situation était plus confuse sur les plateaux. Ceux-ci étaient moins bien peuplés que de nos jours puisque la montée des peuples en altitude était alors en cours. On ne sait pratiquement rien des premiers occupants

(1) E. ARDENER, 1956, p. 17.

(2) P. ALEXANDREIN H. DESCHAMPS, 1970, T. I, p. 362.

(3) E. BUISSON, 1931.

(4) J.-C. BARBIER, J. CHAMPAUD, 1978, p. 36.

qui furent certainement incorporés aux nouveaux arrivants. On a retracé par ailleurs les étapes de cette montée sur le plateau et l'ordre dans lequel se déplacèrent les différents peuples ⁽¹⁾. Dans le groupe culturel dit des « bantoïdes » ⁽²⁾, les Bamiléké furent sans doute les premiers à faire mouvement vers l'ouest, sous la pression des Bamoun venant eux-mêmes de la plaine tikar. Des mouvements identiques intéressèrent également les hommes qui peuplent aujourd'hui la province du Nord-Ouest : Nso, Wimbumbum, Aghem, Kom, Bafut et Ngemba ⁽³⁾.

Outre ces déplacements de plus ou moins longue portée, des ajustements de moins grande ampleur se produisirent au cours du XIX^e siècle. Ils étaient dus à des causes diverses. Tantôt, la pression démographique jouant, certains groupes se scindaient : une partie des habitants s'éloignait à la recherche de terres nouvelles, et, ces émigrés fondaient un lignage nouveau, ou bien, si la distance avec leur lieu de départ n'était pas trop grande, ils conservaient des liens avec leur groupe d'origine, notamment par le culte des ancêtres. Tantôt, le harcèlement par des voisins mieux armés, ou disposant de chevaux, comme les Foulbé ou les Bali, obligeait à une concentration plus grande sur des sites mieux adaptés à la défense. Cependant que les peuples militairement supérieurs pouvaient étendre leur territoire sur de plus vastes espaces.

D'une manière générale, que l'on s'attache à la communauté culturelle de ces peuples ou que l'on mette en avant les diversités sociales ou politiques à l'intérieur de cet ensemble, on ne retrouve aucun caractère « racial » bien marqué, tant ont été nombreux les mélanges entre eux. Les peuples expansionnistes ou conquérants ont parfois détruit, totalement ou partiellement (les hommes étaient tués mais les femmes et les enfants étaient capturés et servaient ensuite à des échanges avec d'autres populations) les peuples conquis, mais le plus souvent, ils entamaient un processus d'assimilation, ou de vassalisation de ces derniers, non sans leur emprunter quelques traits de civilisation, d'organisation sociale ou de langue.

Ce jeu des différents groupes humains les uns par rapport aux autres explique les différences de densités sur le plateau. Sans qu'il soit possible de chiffrer les effectifs de population, on peut penser que la disposition générale à la fin du XIX^e siècle était à peu près semblable à ce qu'elle est de nos jours : densités faibles dans le royaume bamoun, fortes dans la région de Bamenda et la majeure partie du pays bamiléké, particulièrement sur les franges nord et est, que menaçaient les guerriers bamoun et bali. Ces derniers, malgré leur supériorité militaire ne réussirent pas à constituer un domaine aussi vaste que les Bamoun car ils arrivèrent tardivement dans un secteur déjà fortement peuplé. La possession de chevaux n'était

(1) J. CHAMPAUD, 1971. Voir aussi J.-C. BARBIER, 1971.

Toutefois, la chronologie de ces mouvements migratoires, reposant sur des données recueillies par des administrateurs coloniaux est aujourd'hui remise en question.

(2) Nom donné naguère par les Anglais, en référence à l'origine septentrionale présumée de ces populations et à leur parler bantou. L'équivalent français, utilisé autrefois, était « semi-bantou ».

(3) Encore faut-il nuancer cette assertion qui repose souvent sur des traditions recueillies auprès de patrilignages royaux : dans la région de Bamenda, les dynasties « tikar » — nom générique donné souvent aux peuples de ce plateau — qui se réfèrent à Bankim ne constituent pas l'ensemble du peuplement, mais seulement les groupes dominants (J.-C. BARBIER, communication personnelle).

d'ailleurs pas suffisante pour leur assurer la victoire à tous coups : c'est ainsi qu'ils furent défaits, et leur chef GAWOLBE tué, à Djuttitsa, vers 1835. Ils entreprirent, après la constitution de la chefferie actuelle de Bali (vers 1850), de nombreux raids en pays bamiléké ou bamoun, mais sans pouvoir maintenir un contrôle permanent sur cet espace.

Quant aux peuples de la côte, ils étaient sans doute dispersés sur des territoires assez vastes, en forêt ou en bordure de l'océan. Avec seulement quelques concentrations plus notables autour du Mont Cameroun (pays bakweri), de l'estuaire du Wouri, ou de quelques cours d'eau.

L'ORGANISATION SOCIALE

Plus significatif, peut-être, est l'examen comparé des structures sociales et politiques de ces différentes populations, car elles ont commandé de façon décisive les déplacements des hommes, l'organisation des courants d'échange et le développement des cités.

Deux types de sociétés se partagent le sud du Cameroun : sociétés lignagères acéphales dans la zone forestière, sociétés à chefferies ou royaumes sur les plateaux, analogues aux grandes constructions politiques soudanaises. Nous n'en rappellerons ici que les grands traits.

Les peuples des plateaux ont élaboré des structures sociales très hiérarchisées assurant un contrôle efficace de l'espace. Les principaux groupes qui connaissent une telle organisation sont les Bamoun et Bamiléké dans la partie francophone du Cameroun, ainsi que les Tikar. Au Cameroun anglophone, il s'agit des Nso, Kom, Bum, Bafut, Ngemba et des habitants de la plaine de Ndop.

Chez les Nso, par exemple, étudiés par P. M. KABERRY ⁽¹⁾ le *Fon* est le « seigneur » et le propriétaire de tout le territoire. Il a également des fonctions de prêtre et est chargé notamment d'assurer le culte rendu aux ancêtres. Son palais est un ensemble de vastes dimensions comprenant une succession de cours intérieures closes, de maisons d'habitation et de réunions. Il est assisté de quatorze conseillers principaux, les *Vibai* et *Atarntoh*. Il dispose d'une force de police, *ngwirong*, et d'une association militaire, *mandjong*, divisée en deux sections, *gham* et *bah*, et regroupant de petits groupes d'hommes dans les villages. Le *mandjong* avait aussi pour tâche d'organiser la chasse annuelle du *Fon*, les travaux communautaires, de construire et de couvrir (en chaume) les maisons du palais.

Une structure analogue existe chez les Bamiléké, soigneusement décrite par C. TARDITS et J. HURAUULT ⁽²⁾. Le *Fon* a pour fonction essentielle de « juger » le village et de « veiller » sur lui. Mais il détient aussi un rôle religieux important : un lien sacré unit le chef, la terre et les hommes. Autour de lui vivent un ensemble de serviteurs ayant des fonctions soit domestiques (les *tsofo*) soit religieuses (les *nwala*). Un grand nombre d'asso-

(1) P. M. KABERRY, 1952, 1962.
Voir aussi : MC CULLOCH, 1954, et J.-L. BONGFEN, 1973.
(2) C. TARDITS, 1960 — J. HURAUULT, 1962 — J. HURAUULT, 1970.

ciations rassemblent les diverses catégories d'habitants et donnent lieu à l'attribution de fonctions et de titres particuliers dans la société. La plus importante de ces sociétés coutumières est la *Kamvu*, conseil réunissant en général neuf notables (parfois dix, dans certaines chefferies), qui ont des responsabilités dans l'administration territoriale de la chefferie :

« Les grandes sociétés coutumières ont un rôle essentiellement politique et social ; placées sous la direction du chef, elles permettent à son influence personnelle de pénétrer toutes les couches de la chefferie ; réciproquement, elles lui permettent d'entrer directement en contact avec tous les éléments actifs de la population, et de connaître leur pensée sans qu'une caste de dignitaires ou de serviteurs puisse faire écran entre lui et le peuple, comme il arrive dans d'autres sociétés africaines » (1).

À Bandjoun par exemple, J. HURALT a dénombré onze sociétés (dont, là aussi, la société *mandjong*, force armée de la chefferie) « classées en quatre catégories de considération, en fonction de la difficulté d'admission et des dépenses imposées aux postulants » (2). À Bafut, près de Bamenda, R. et P. RITZENTHALER en ont recensé huit qui ont des objectifs différents : l'une, *kweyifon* est le conseil des douze notables chargés d'assister le *Fon*, une autre, *chung*, est réservée aux fils du *Fon*, d'autres ont pour rôle principal de danser lors des funérailles des personnages importants, ou de récolter les taxes ou amendes, ou bien regroupent les jeunes adolescents. En outre, le *mandjong*, organisé par quartiers, était là aussi « a powerful organization » (3).

Mais c'est incontestablement le royaume bamoun qui a élaboré le système politique le mieux organisé et fonctionnant sur le territoire le plus vaste. Les hauts dignitaires qui entouraient le roi étaient là au nombre de sept, les *Komgnu*,

« Pairs du roi, critiques éventuels du souverain, c'était traditionnellement avec eux que le monarque prenait ses décisions. Le titre était héréditaire et les sept *Komgnu* bamoun étaient les héritiers des compagnons du fondateur du royaume » (4).

À leurs côtés, d'autres dignitaires furent par la suite honorés de ce titre. Le fonctionnement du royaume reposait principalement sur les lignages, dont les chefs, *nji*, appartenaient à deux groupes de sociétés selon qu'ils étaient d'origine princière ou servile. Les principales sociétés bamoun étaient : *Nguon*, *Nguri* (5) (réservée à la noblesse de sang royal), *Mbansié* (réservée aux serviteurs), *Mutngu*, « organe de police, de justice et de gouvernement » (6).

Cette structure sociale vigoureuse, on la retrouve en des termes analogues chez tous les peuples du plateau : organisation politique très hié-

(1) J. HURALT, 1962, p. 82.

(2) J. HURALT, 1970, p. 7.

(3) R. et P. RITZENTHALER, 1962.

(4) C. TARDITS, 1973a, p. 44.

(5) Des sociétés secrètes analogues, réservées aux princes et portant le même nom ont été signalées dans d'autres royaumes des plateaux voisins du nord-ouest, notamment chez les Ntem, Nso, Mbot, Bafut et Bum (C. TARDITS, 1980, p. 637).

(6) C. TARDITS, 1980, p. 113.

rarchisée, couronnée par un chef puissant, assisté d'un conseil de notables ; regroupement des habitants en multiples sociétés. Les variations les plus significatives du système sont apportées par l'étendue spatiale de ces unités. Le dynamisme politique, militaire ou démographique différent a conduit soit à la constitution d'ensembles importants, c'est le cas des royaumes bamoun, nso ou bali, soit à un morcellement en chefferies de tailles très diverses, dont certaines étaient en position dominante par rapport à leurs voisines alors que les autres ne pouvaient que se défendre, avec un succès inégal, contre les prétentions des premières. C'était là le cas général du pays bamiléké et de la plupart des peuples de l'actuelle province du Nord-Ouest.

Un aspect important de cette unité de civilisation des peuples des plateaux était constitué par les règles de succession. Nous empruntons à J. P. WARNIER la description de ce processus :

« Les règles de succession étaient et sont toujours les mêmes à tous les échelons (du *Fon* au chef de famille). Le successeur est choisi par son père, et parmi les fils de celui-ci, de son vivant. Le choix est communiqué à un petit nombre d'hommes influents qui auront soin de veiller au déroulement correct de la succession. L'aîné n'est pas éligible. Dans le cas de la chefferie, le successeur doit avoir été conçu alors que le père était *fon* et il doit avoir déjà donné des preuves de sa fécondité. Les querelles de succession ont toujours été nombreuses. C'est un des principaux facteurs de segmentation ». (1)

Ces remarques portent sur la chefferie de Mankon, près de Bamenda, mais à quelques variantes près, elles sont valables pour l'ensemble du plateau. « Un *nji* » écrit C. TARDITS à propos des Bamoun,

« n'avait et n'a encore aujourd'hui qu'un héritier. Les critères de son choix sont doubles : ce doit être un de ses fils, mais, parmi ceux-ci, il retient celui qui lui paraît le plus apte à gérer le patrimoine collectif » (2).

Cet aspect de la société joue un rôle primordial dans les déplacements de population et la croissance des villes, puisqu'il entraîne à peu près tous les non-héritiers à créer leur propre situation que ce soit en installant une nouvelle exploitation agricole à l'écart du domaine familial ou en partant beaucoup plus loin à la recherche d'un emploi salarié.

Toute autre est l'organisation sociale des habitants du littoral, ceux que Baumann classe dans les « Bantous côtiers du Cameroun ». Le pouvoir politique est très morcelé : « l'autorité s'exerce en premier lieu au sein du système de parenté » (3) particulièrement au sein de chaque lignage où le plus ancien chef de famille, *mutudu* chez les Duala, est à la fois

« chef de culte, porte-parole du lignage et du village (ou du quartier) devant le clan, chef du conseil des anciens. Le pouvoir du *mutudu* est en effet tempéré par l'assemblée démocratique de tous les chefs de famille réunis et dont il est en quelque sorte le président » (3).

(1) J.-P. WARNIER 1973, p. 26 (note).

(2) C. TARDITS 1965, p. 180.

(3) R. BUREAU, 1962, p. 53.

Les Duala proprement dits avaient cependant une organisation plus structurée que les autres ⁽¹⁾. La proximité des clans sur un territoire assez réduit les avait conduits à constituer des sortes de chefferies disposées perpendiculairement au fleuve, et ayant en commun un tribunal supérieur, ou *ngondo*, chargé d'assurer la paix entre tous les clans. C'est là sans doute un des rares exemples dans la zone forestière d'une organisation s'adressant à l'ensemble de l'ethnie.

Comme chez les peuples des plateaux, un grand nombre d'associations exerçaient un pouvoir efficace : l'*épanga*, société guerrière dont le rôle était de rechercher des têtes nécessaires pour les grandes fêtes et les enterrements des chefs, l'association *menganga* qui permettait aux esclaves de se défendre contre leurs maîtres, le *mungi* qui exécutait les peines de mort décidées par les chefs et maintenait les femmes dans une stricte discipline ; *jengu* et *njangi*, enfin, étaient sous des formes différentes des associations d'entraide ⁽²⁾. Des associations analogues sont décrites par ARDENER ⁽³⁾ chez les Bakweri, bien qu'elles soient moins développées que chez les Duala proprement dits : *Male* et *Nganya* chez les hommes, *Malova* et *Liengu* pour les femmes. Elles sont à la fois groupes de danses, sociétés « secrètes » et associations d'entraide. L'organisation politique chez les Bakweri ne dépassait pas le niveau du village, où le chef, descendant de la branche aînée du fondateur du village n'avait jamais eu de pouvoirs très étendus et était assisté par un conseil des anciens.

Ainsi, bien avant l'arrivée des Européens, des facteurs de différenciation régionale très nets opposaient les plateaux, avec des sociétés hiérarchisées suivant un modèle assez uniforme, à une zone côtière et forestière où l'organisation sociale était beaucoup moins élaborée et ne se traduisait pas par des constructions politiques notables. Sociétés et densités différentes, milieux écologiques très divers également, les conditions étaient réunies pour que se développent à l'époque pré-coloniale des courants d'échanges importants entre la côte et les régions de l'intérieur, infirmant l'idée ancienne de sociétés vivant en autarcie.

MARCHÉS ET COURANTS D'ÉCHANGES PRÉ-COLONIAUX

Les échanges à l'intérieur de la région, avant l'installation des Européens, revêtaient trois formes principales :

- échanges entre peuples des plateaux
- échanges entre plateaux et zones soudaniennes
- échanges avec la forêt et la côte.

(1) Plusieurs éléments leur appartenaient en propre et les rapprochaient un peu des « sociétés à chefferies » : « une division en hommes libres et esclaves dans des proportions que l'on ne retrouve pas chez leurs voisins ... une différenciation entre chefs et sujets, accentuée par une inégale répartition des « bénéfices » laissés par la traite, dont on ne voit pas l'équivalent à l'intérieur. C'est enfin le monopole qu'ils détiennent et l'hégémonie qu'ils recherchèrent, comptant sur la fonction d'intermédiaire qu'ils étaient seuls à assurer ». (R. GUELLEIN, 1975, p. 54).

(2) R. BUREAU, 1962, p. 55/56.

(3) E. ARDENER, 1956, p. 68.

À l'intérieur même des plateaux, en dépit des conditions écologiques très voisines, les échanges étaient nombreux. C. H. de LATOUR DEJEAN ⁽¹⁾ indique, à partir de la chefferie de Bangwa, quelques-uns de ces échanges : le chanvre utilisé dans la chefferie venait de Bahouan ou de Bandjoun, l'écorce amère de la vallée du Noun, la nourriture rituelle à base de kaolin, de Balengou, le fer de Bali, les fusils de Bandenkop et les grands pagnes de deuil de Banso. Les échanges entre chefferies du plateau étaient le résultat pour une bonne part d'une spécialisation de quelques-unes d'entre elles dans certaines productions artisanales, comme le fer, les outils et les armes. Babungu, par exemple, dans la plaine de Ndop comptait un grand nombre de forgerons. We, près de Wum produisait également des objets en fer et ses forgerons étaient réputés, alors que le travail du fer était ignoré de ses voisins. Une houe valait une chèvre et ces outils étaient souvent volés aux femmes qui travaillaient aux confins de la chefferie ⁽²⁾. Par contre les habitants de We partaient vers le pays Esimbi, à trois jours de marche, pour rapporter huile et sel, par l'intermédiaire des Aghem ou des Esu.

Mais plus importants étaient, semble-t-il, les échanges avec l'extérieur. Ils donnaient lieu d'ailleurs, sur les plateaux, à un trafic entre les différents peuples, soit pour leur consommation propre, soit comme intermédiaires. Le commerce des esclaves était également pratiqué, et pas seulement pour alimenter la traite. A We, rapporte C. GEARY, un esclave de sexe masculin valait environ cinq chèvres et une femme pouvait valoir jusqu'à vingt chèvres, à cause des enfants qu'elle était susceptible d'engendrer.

Dans le royaume bamoun du ^{xix}^e siècle, C. TARDITS note l'importance, à côté d'un commerce de porte à porte, des marchés : il en dénombre trente quatre, se déroulant à une périodicité telle, liée à la semaine de huit jours, « qu'il ne pouvait pas y avoir plus de deux ou trois jours sans qu'un habitant des campagnes n'en ait un à proximité de sa résidence » ⁽³⁾. Celui de la ville de Fouban était de loin le plus important, puisque destiné à ravitailler une population de 15 à 20 000 habitants dont beaucoup ne pratiquaient pas l'agriculture. Ce commerce était pratiqué soit par les femmes, qui vendaient des produits agricoles, soit par les hommes qui étaient spécialisés dans le commerce à longue distance (sel, perles, outils, armes, cotonnades, par exemple). Le même auteur souligne cependant que le volume des échanges opérés sur les marchés était sans nul doute inférieur à celui des redistributions de type prestataire, la population servile alimentant ses maîtres.

Avec les régions soudaniennes, les produits échangés étaient principalement, dans le sens sud-nord des esclaves et de la Kola, qui alimentaient un trafic lointain, et, à plus courte distance, du petit bétail ou du maïs. Venaient du nord des cotonnades, et, assez tardivement semble-t-il, des bœufs et des chevaux. Ces courants anciens se sont partiellement

(1) C. H. de LATOUR DEJEAN, 1973.

(2) C. GEARY, 1973.

(3) C. TARDITS, 1973b, p. 18.

maintenus de nos jours, sous la forme notamment de la kola, acheminée aujourd'hui par camions, et des cotonnades qui sont brodées en pays bamiléké et teintes à l'indigo à Garoua (batik). Des fusils venaient également du nord-ouest (région de Takum), vendus par des commerçants haoussa.

C'est sans doute entre la forêt et les plateaux que les échanges étaient les plus importants et une série de marchés jalonnaient la limite entre les deux zones. Les principaux produits échangés étaient : des plateaux vers la forêt, l'ivoire et les esclaves, qui étaient ensuite acheminés vers la côte, mais aussi les volailles et les chèvres et quelques produits vivriers comme le maïs, les haricots ou l'arachide ; en sens inverse, l'huile de palme alimentait un trafic intense en direction des zones d'altitude, grosses consommatrices mais non productrices de cet élément essentiel de la cuisine. Le sel faisait également l'objet d'un trafic à longue distance : avant qu'il n'arrive en quantités importantes de la côte, apporté par les Européens, il venait de la région de Mamfe, était redistribué largement dans le pays bamiléké et le pays bamoun, où il rejoignait un autre courant venu des environs de Takum (actuel Nigeria), et gagnait de là le pays Nyokon, Bafia ou Lémandé.

Les peuples de la forêt vendaient de l'huile de palme, mais surtout ils servaient d'intermédiaires entre ceux des plateaux et les côtiers, pour assurer le transit des marchandises apportées par les Européens : fusils et poudre, sel, perles, tissus de coton, etc... Ils avaient le même rôle, en sens inverse, pour le commerce des esclaves. Dans le courant du XIX^e siècle, l'accroissement du commerce avec l'extérieur va donner aux côtiers, et notamment aux Duala, une importance grandissante et les préparer à jouer un rôle politique essentiel lors de l'arrivée des Européens. À Douala, il y avait un marché quotidien ; dans les autres villages habités par les gens de l'ethnie, ils suivaient une périodicité de neuf jours ⁽¹⁾. Outre-Mungo, cependant, les marchés semblaient peu nombreux, et limités sur la côte à des échanges de poissons contre des produits agricoles.

Parmi bien d'autres témoignages de l'activité commerciale des côtiers (Bassa et Malimba, Douala plus tard) citons celui de Jean BARBOT, qui écrivait au début du XVIII^e siècle :

« Les gens (du rio dos Camaroës) font le commerce avec les européens ; ils ont des cargaisons de dents (d'éléphants), d'accory ⁽²⁾ et d'esclaves ; les marchandises qu'ils préfèrent sont des barres de fer et de cuivre, des pots de cuivre, des marmites de fer battu, des verroteries et des perles de couleur rose, orangée ou jaune clair, des cornes de bœufs, des limes d'acier etc... On achète ordinairement l'accory avec des toiles de Harlem ou d'autres étoffes d'Europe du genre de celles importées au Rio del Rey et dans les autres centres de traite le long du golfe » ⁽³⁾.

(1) E. ARDENER, 1956, p. 48.

(2) accory, ou accorin : « sorte de corail bleu ou plutôt de lave vitrifiée » (J. BOUCHAUD).

(3) J. BARBOT, 1746, cité par J. BOUCHAUD, 1953, p. 97. À la fin du XVIII^e siècle, le principal lieu de rencontre était Malimba (Manembachagart, lit-on, d'après le nom hollandais sur la carte marine française de 1750) mais l'endroit fut abandonné par les Européens à la suite de la tentative des habitants de s'emparer d'un navire, et le commerce se fit un peu plus en amont, en un lieu dit Cameroon, qui devint plus tard Douala.

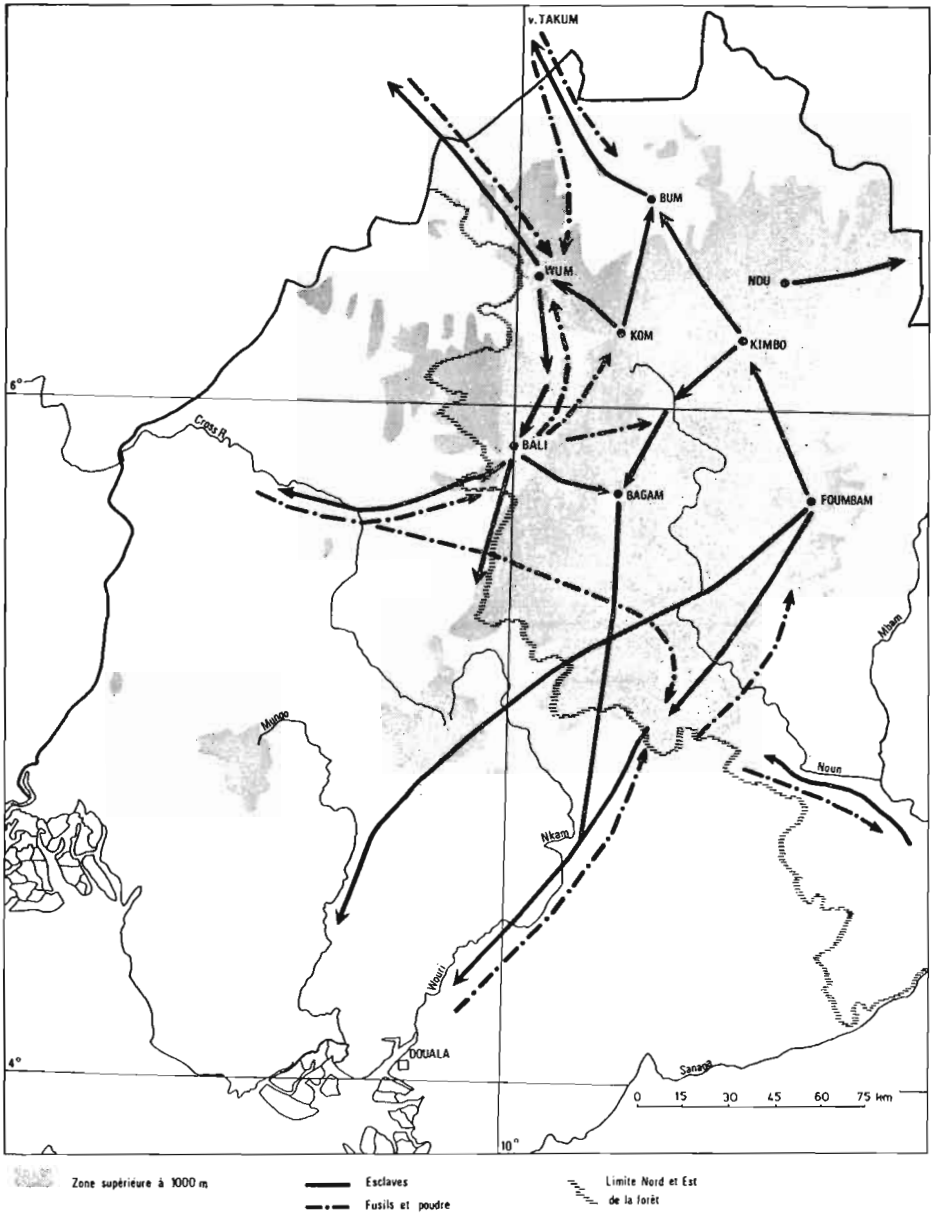


FIG. 5. Commerce précolonial : esclaves et fusils.

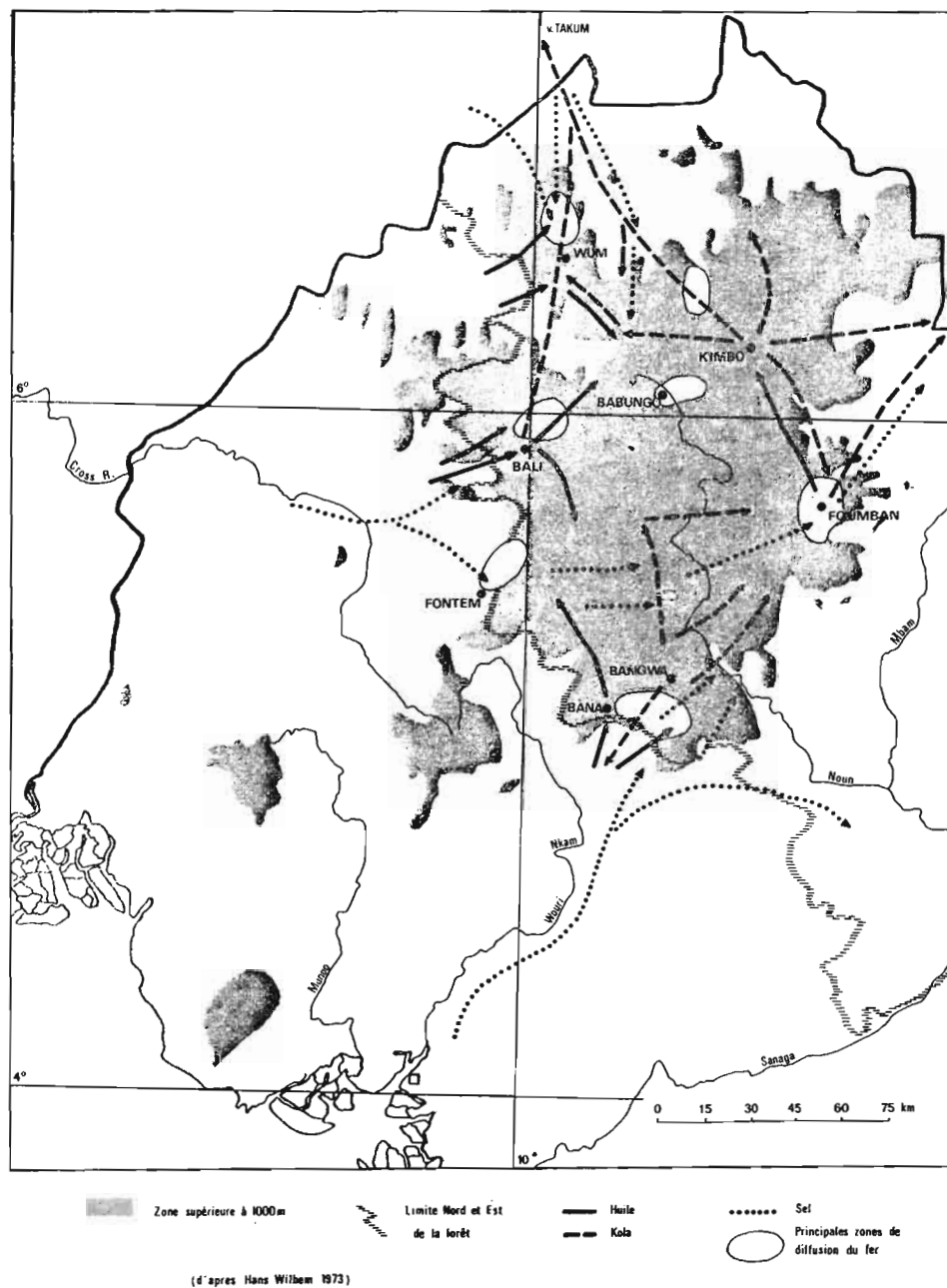


FIG. 6. Commerce précolonial : Kola, sel, fer, huile.

Il faut souligner en outre que ce commerce n'était pas aux mains de personnes accomplissant de longs trajets, il s'agit essentiellement

« d'un commerce de relais, les produits passant de main en main entre régions économiquement complémentaires, principalement la côte et le nord, selon deux axes : Mamfé-Widekum et Nkong-samba-Bafoussam-Ndop via Sabga » ⁽¹⁾.

En pays bamoun, par exemple, les commerçants dépassaient rarement les frontières du royaume : même pour le commerce à longue distance, ils fréquentaient uniquement les marchés situés de part et d'autre des limites du pays ⁽²⁾. En outre le commerce était le fait de personnes qui travaillaient pour le compte du roi ou des chefs de lignages puissants. Ce commerce enfin se pratiquait à peu près toujours par troc et les quelques « monnaies » alors disponibles, cauris, barres de laiton, sel, perles, semblent avoir été très peu utilisées en dehors des échanges pratiqués par les côtiers avec les Européens ⁽³⁾.

Les cités pré-coloniales

Cet examen rapide des sociétés qui pré-existaient à la colonisation a permis de souligner l'importance des constructions politiques. Les relations qu'elles entretenaient les unes avec les autres alimentaient des courants commerciaux très actifs. Ce sont là deux éléments essentiels qui entraînent habituellement la création de centres réunissant en un même lieu le pouvoir de commandement et l'organisation des échanges. Selon ce schéma, les zones de plateaux auraient dû être le foyer d'une vie urbaine active. Or il n'en est rien. Il faut donc faire intervenir un autre facteur d'explication, qui est l'existence de civilisations « urbanisantes » ou non s'exerçant dans un contexte de similitude géographique ou sociologique.

(1) J.-P. WARNIER, 1973. *Un autre axe était également important pour la région : partant de l'estuaire, il empruntait la vallée du Wouri jusqu'à la hauteur de Yabassi (accessible en pirogue), puis remontait la vallée de Nkam, atteignait le plateau bamiléké entre Tongo et Bazou, et gagnait de là l'important carrefour commercial que constituait la chefferie de Bangwa. Il se poursuivait au delà vers le royaume bamoun par les environs de Foumbot.* (Cf. J.-C. BARBIER, 1971).

(2) C. TARDITS, 1973, p. 20.

... Dans la seconde moitié du XIX^e siècle cependant des commerçants Haoussa s'installèrent aussi à Foumban. Ce sont eux principalement qui établirent des relations commerciales régulières entre le royaume et les régions septentrionales (Kano, Yola et l'Adamaoua). Ce trafic fut très actif au cours des deux premières décennies du XX^e siècle mais périclita progressivement à mesure que se développaient les échanges avec la côte (P. DUBIE, 1957).

(3) Le cas de Foumban était sans doute exceptionnel ; certes à Mankon J.-P. WARNIER cite le cas de spécialités des échanges à courte distance, mais ailleurs, à part quelques individus pratiquant le commerce à longue distance, il ne semble pas y avoir eu une classe de commerçants. Les échanges étaient l'occupation occasionnelle de la plupart des habitants, et on peut appliquer à l'ensemble de la région les remarques de Richard DILLON sur les Meta : « The degree of specialization in trading in precolonial times was not great. Trade was not a full time occupation for any group ; both men and women bought and sold in markets in precolonial times, and members of every clans are said to have done so » (communication au colloque CNRS Paris sept. 1973).

La société bamoun, avec Foumban, est sans doute le meilleur exemple de ces civilisations urbanisantes. La ville et le royaume, tout comme la société, étaient centrés sur la personne du souverain, et on peut les décrire comme une série d'aires concentriques. Clé de voûte du système, le roi vivait à Foumban dans un palais de vastes dimensions qui ne comprenait pas moins de 85 pièces ou cours intérieures fermées ⁽¹⁾. La cour royale « occupait un effectif de plusieurs centaines de gardes et de serviteurs » ⁽²⁾. Ces derniers fournissaient avec les chefs des principaux lignages une partie des cadres administratifs et militaires. Ce sont au total deux à trois mille personnes qui vivaient au palais ou à proximité immédiate.

Après ce premier cercle centré directement sur la personne du roi, un deuxième correspondait à la ville de Foumban. Une quinzaine de milliers de personnes sans doute y résidaient à la fin du siècle dernier et constituaient le lien entre le pouvoir et la campagne. La ville avait frappé les premiers explorateurs allemands par son ordonnance et par son organisation défensive. Une cité aérée très boisée à la suite de la politique du roi NJOYA qui encouragea la plantation de palmiers, de manguiers et d'autres arbres fruitiers, entourée de larges espaces agricoles et ceinte d'un double fossé défensif. Celui-ci, creusé au milieu du XIX^e siècle permit à la ville de résister victorieusement aux assauts de la cavalerie foubé ⁽³⁾. Le témoignage d'H. LABOURET, qui visita la ville en 1935 permet de se faire une idée de l'importance de ce système défensif :

« La ville de Foumban est une cité particulièrement aérée, les maisons, bâties à une certaine distance les unes des autres, sont séparées par des champs et des jardins. Pourtant elle possède un caractère bien personnel, étant entourée et gardée par des murs et des portes monumentales. Ces fortifications sont l'œuvre de Ngouo et Nsangou, XIV^e et XV^e sultans de la dynastie, elles remontent à une centaine d'années.

Leur ordonnance est relativement compliquée, elle comporte des défenses avancées et un mur d'enceinte. Les premières sont formées par des trous profonds dissimulés sous les herbes, et qui constituaient un excellent obstacle à opposer aux cavaliers peuls venus du Nord. Ceux-ci ne pouvaient charger, pour amener aux pieds des murs les fantassins accrochés à l'arçon ou à la queue des chevaux, et prêts à escalader les fortifications. En arrière de celles-ci était creusé un fossé profond de trois ou quatre mètres, dominé par un mur haut de deux mètres, percé de meurtrières.

« L'enceinte était pourvue de huit portes, une par quartier ⁽⁴⁾, qui étaient gardées par des postes d'une quinzaine d'hommes, armés

(1) H. LABOURET, 1935, p. 121.

(2) C. TARDITS, 1973b, p. 1.

(3) Ce système de défense, que l'on retrouve ailleurs sur le plateau, notamment pour marquer les limites de chefferies était pratiqué aussi dans les villes yoruba. Relatant l'histoire d'Abeokuta, C. CAMARA signale que les Egba s'enfuirent en forêt et parvinrent au site actuel d'Abeokuta, en 1830, facile à défendre contre les gens d'Ibadan. Ils entourèrent leur ville d'un profond fossé, dont le tracé fut modifié par la suite pour accueillir de nouveaux réfugiés. C. CAMARA, 1971. Il en fut de même à Ibadan que ses habitants entourèrent en 1851 d'un rempart de terre de 18 km pour se protéger contre les raids fulani. Comme à Foumban, l'enceinte passait très au large de la ville réelle ce qui lui permettait d'accueillir des réfugiés de la campagne voisine et de disposer d'espaces agricoles intra-muros.

(4) Ces quartiers qui existent toujours sont : Mfeuyouom, Mfeumntin, Manka, Zinnka, Zinntut, Kounnga, Njisé et Mamben.

d'arcs, de flèches, de sagaies, de coupe-coupe. Ils exerçaient, de jour et de nuit, une surveillance vigilante sur tous ceux qui entraient et sortaient. Ils fouillaient les paquets et les charges, interrogeaient les passants et s'informaient des motifs pour lesquels ils se rendaient en ville ou gagnaient la campagne. Dans ce dernier cas, on s'assurait que les voyageurs avaient l'autorisation du sultan de s'absenter » (1).

On retrouve sur le plan de Fouban, tel qu'il fut dressé au début du siècle sur l'ordre du roi NJOYA ⁽²⁾, l'allure typique des cités précoloniales africaines, comme aussi sur celui de Ngaoundéré : même aspect compact d'une ville ceinturée de remparts pour se protéger des agressions extérieures, disposition en quartiers séparés par des ruelles tortueuses, avec ça et là quelques espaces plus ouverts, par exemple devant le palais du souverain. Si le paysage urbain change, et notamment la forme des maisons et leur densité, l'allure générale de la ville est identique et rattache la ville de Fouban au style urbain soudanais.

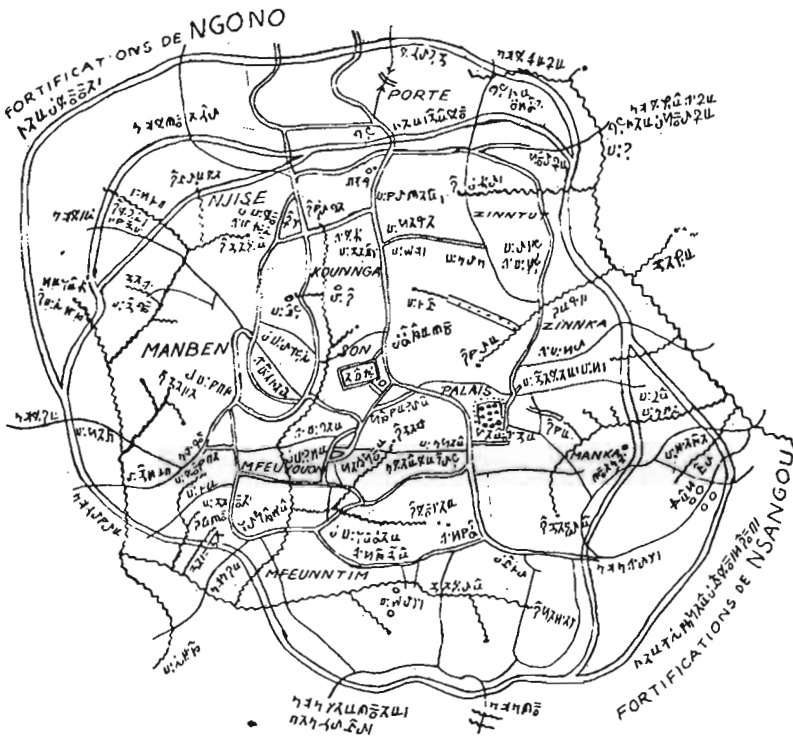


FIG. 7. Plan Bamoun de la ville de Foumban.
Togo-Cameroun avril-juillet 1935 (plan dressé en 1918)

(1) H. LABOURET, 1935, p. III.

(2) H. LABOURET, 1935, p. 110.

Foumban rassemblait une population agricole encore nombreuse, cultivant les champs situés à l'intérieur du périmètre défensif ⁽¹⁾, mais également un nombre élevé de non-agriculteurs :

« Il y avait dans le royaume plus d'une centaine peut être de forgerons et la concentration urbaine s'était accompagnée du développement d'un artisanat spécialisé à Foumban (fonte à la cire perdue, travail de bois, tissage). Un grand nombre de chefs de lignages s'occupaient strictement de gérer les patrimoines lignagers et d'exercer leurs fonctions judiciaires et religieuses... L'entretien de la population dégagée des activités agricoles avait été rendu possible par l'asservissement de captifs qui exploitaient les terres distribuées aux lignages par le roi » ⁽²⁾.

Le troisième cercle de ce système était constitué par ce que C. TARDITS appelle « les terres du noyau ». Elles formèrent pendant deux siècles environ tout le royaume bamoun, sur vingt ou trente kilomètres autour de la capitale et correspondaient au terrain conquis par Ncharé et ses compagnons au début du XVII^e siècle. Ce noyau comptait une population équivalente à celle de la ville, soit environ quinze mille personnes. Tous les patrilignages qui avaient été créés au cours de l'histoire bamoun, soit 750 dans les premières années du XX^e siècle, y étaient installés suivant une procédure commandée directement par le roi. C'est lui en effet qui installait ses fils ou ses serviteurs en leur donnant terres et femmes. Chacun devenait alors chef de lignage (*nji*) et ses descendants s'installaient à leur tour à proximité de son village.

Au delà de ce noyau, la zone des domaines correspondait aux terres conquises dans la première moitié du XIX^e siècle par le roi MBUEMBUE qui repoussa les limites du royaume jusqu'aux fleuves Mbam et Noun. Trente mille habitants environ y étaient installés. C. TARDITS y a compté 581 domaines exploités pour le roi ou distribués à des chefs de lignages. Des esclaves provenant des peuples conquis et restés sur place ou bien d'expéditions plus lointaines travaillaient sur ces terres, mais aussi des colons venus des lignages urbains. Ces derniers, lorsqu'ils constituaient des familles élémentaires ou formaient de petits villages demeuraient néanmoins soumis aux lignages du noyau dont ils étaient originaires. Ces domaines avaient en quelque sorte la même structure que le noyau des alentours immédiats de Foumban. Les chefs de lignages étaient « responsables directement devant le roi des obligations qui faisaient affluer en retour vers le palais biens et personnes sous forme de tributs, de filles à marier ou de garçons pour servir le roi » ⁽³⁾.

Un trait marquant du « système » bamoun était donc l'organisation de la campagne par ou pour la ville : J. BINET cite les trois procédés qui

(1) Les cultures ainsi pratiquées à l'intérieur du périmètre délimité par les fossés n'étaient pas suffisantes pour soutenir un siège de longue durée. Ainsi la famine fit-elle son apparition lors de la guerre qui opposa Njoya à Gbetnkoum et incita le roi à faire appel aux Foulbé. « La nourriture vint à manquer à Foumban : aussi les gens traversaient-ils le fossé pour aller chercher de la nourriture à Nku-Pa, mais ils étaient faits prisonniers. La famine fit que beaucoup de gens s'enfuirent et allèrent grossir les rangs des partisans de Gbetnkoum (Sultan Njoya, 1952, p. 35).

(2) C. TARDITS, 1973b, p. 1.

(3) C. TARDITS, 1973a, p. 41.

ont été employés vis à vis des peuples conquis pour renforcer la cohésion du pays : vassalisation, naturalisation et déportation. Dans le premier cas les chefs (*Mfontue*) sont devenus vassaux et « la collectivité qu'ils animaient n'a pas disparu, mais elle a perdu son autonomie » ⁽¹⁾.

C'est ce processus de vassalisation que décrit également l'Histoire de Njoya :

« S'il arrivait qu'un roi se soumit sans combattre, le roi vainqueur lui laissait la liberté sans lui ravir quoi que ce soit de son patrimoine royal. Il pouvait prendre place devant son vainqueur boire à la mêmealebasse que lui. Il pouvait garder ses coutumes entre lui et ses sujets, mais il devait se soumettre aux lois et coutumes des Pamom. Il n'avait plus le droit de vie et de mort sur ses sujets, du moins fallait-il qu'il prévienne son suzerain. On ne pouvait l'appeler esclave, ni lui ni ses gens. Il ne donnait que deux défenses d'éléphant à son suzerain et il mangeait tout le reste ; il avait droit de manger la panthère, le buffle et autre gibier qui d'habitude revenait de droit au roi des Pamom. Il donnait deux de ses filles à son vainqueur. S'il y avait grave désaccord entre lui et ses sujets, ou violation de la loi Pamom — ce qui ordinairement entraînait la mort — on le destituait » ⁽²⁾.

Lorsque le peuple conquis manifeste des réticences, on supprime le chef ; dès lors, « ayant perdu son suzerain, le peuple n'est plus qu'une agglomération de familles, totalement privée de ce qui donnait à la collectivité un caractère sacré, le groupe ainsi décapité est facilement absorbé dans la masse bamoun » ⁽³⁾. Dans d'autres cas, on procède au déplacement de la population. « Il semble bien que cet énorme brassage ait consolidé l'unité du pays. Les effets en sont encore sensibles maintenant. Les notables d'un village en sont rarement autochtones. Le chef est lui-même souvent étranger au pays. Il n'y a donc guère de liens entre les gens. Les villages n'ont guère de vie propre » ⁽⁴⁾.

Il faut mentionner aussi le cas des serviteurs issus de populations conquises et qui, souvent après avoir servi quelque temps au palais se voient promus par le roi au rang de *nji*, fondateurs de lignages. Ainsi s'est constituée peu à peu une « noblesse palatine » qui à l'époque de NJOYA était plus nombreuse que la noblesse princière de sang (respectivement 426 et 242 lignages) ⁽⁵⁾.

C'est donc en quelque sorte la ville qui a permis la constitution et le maintien d'un royaume important et sauvegardé son unité.

« Avec cette concentration urbaine l'œuvre unificatrice reçoit son couronnement. Des siècles de vie et de luttes communes ont soudé les éléments divers de ce peuple. Mais la réunion autour du souverain de tous les artistes et de tous les beaux esprits assurera mieux encore la fusion. En effet une culture bamoun se forme, dont tous sont fiers. Des techniques diverses empruntées à toutes sortes de tribus sont reprises et imitées dans tout le royaume. Il n'y a peut-être pas de

(1) J. BINET, 1952, p. 406.

(2) Sultan NJOYA, 1952, p. 34.

(3) J. BINET, 1952, p. 407.

(4) J. BINET, 1952, p. 407.

(5) C. TARDITS, 1973a, p. 47.

trouvailles originales dans la civilisation bamoun. Mais la diversité des emprunts donne un caractère particulier au pays » ⁽¹⁾.

On voit comment était assurée la solidité du système et combien était étroite la correspondance entre les divers étages de la société, tous centrés sur la personne du roi, et leur projection dans l'espace. Tout ceci assurait en outre au souverain une position économique privilégiée. C'est lui en effet qui commandait la répartition des terres et des esclaves par l'intermédiaire des lignages et en recevait en retour les prestations de services sous forme de ravitaillement ou de travail.

N'en concluons pas cependant à un ordre harmonieux au sein du royaume bamoun. Son histoire est jalonnée de révoltes ou de luttes intestines plus ou moins graves, particulièrement au moment des successions ; au point que Njoya, lors de son accession au pouvoir (avant dernière décennie du siècle passé) dût faire appel aux Foulbé de Banyo pour l'aider à maintenir l'ordre dans son royaume.

On peut se demander cependant pour quelles raisons le royaume bamoun, dont l'organisation, au début du XIX^e siècle, n'était sans doute pas fondamentalement différente de celle des grandes chefferies du plateau, est devenu tout à coup expansionniste. Nulle donnée ne ressort clairement des traditions bamoun relevées jusqu'à présent. Sinon la personnalité du roi Mbuembue, présenté comme un guerrier redoutable ⁽²⁾. Succédant au roi Kuotu,

« sa première parole fût : Je poserai les limites du royaume avec du sang et du fer noir. La guerre, c'est mon affaire. Lorsqu'on trace les frontières du pays avec la bouche, cela s'efface toujours » ⁽³⁾.

Mais l'explication par la personnalité du souverain n'est sans doute pas suffisante, et plusieurs hypothèses, nous semble-t-il, peuvent être avancées.

La première est peut-être que les Bamoun se trouvaient à l'étroit sur les terres du noyau central. Non que les densités aient été très élevées (près de 20 habitants au km² si l'on admet que 30 000 personnes environ vivaient dans un rayon de 25 km autour de Fouban). Mais on atteignait peut-être déjà une relative saturation des terres. La tradition a conservé le souvenir d'une certaine pauvreté avant MBUEMBUE : « Autrefois, les Pamom n'étaient pas riches ; lorsque MBOUOMBOU devint roi, il les fit riches, même les gens de basse extraction devinrent riches » ⁽⁴⁾. L'un des principaux mérites de MBUEMBUE fut sans doute d'avoir assuré la sauvegarde de la ville grâce aux fossés qu'il fit creuser contre les Foulbé. Ainsi protégée, la cité pouvait prospérer sans être périodiquement en butte aux attaques. C'est après avoir repoussé les Foulbé, et « dans la foulée » en quelque sorte, que MBUEMBUE entreprit la conquête d'une bonne partie des

(1) J. BINET, 1952, p. 414.

(2) « Sa force égalait celle d'un lion, nul ne pouvait le vaincre à la course, il était plus courageux qu'un lion, sa voix était rauque comme celle d'un lion... Si parfois il se levait, tout le monde fuyait de peur devant ce géant ». Sultan NJOYA, 1952, p. 30.

(3) Sultan NJOYA, 1952, p. 26.

(4) Sultan NJOYA, 1952, p. 26.

populations qui peuplent maintenant le royaume. Peut-être cette conquête fut-elle facilitée aussi par la présence de chevaux dont seuls étaient pourvus, au début du XIX^e siècle les Foulbé et les Chamba, mais leur usage ne se répandit que progressivement à travers le royaume ⁽¹⁾.

Enfin cette richesse que mentionne la chronique reposait aussi sur la présence dans le royaume agrandi des palmiers à huile de la vallée du Mbam et de la plaine T'ikar ⁽²⁾, et des produits vivriers que l'on pouvait obtenir dans la vallée du Noun, soit en les cultivant, soit en les achetant aux Bamiléké tout proches. L'extension de ce domaine et son organisation suivant un modèle très centralisé assurèrent à Fouban sa prospérité ⁽³⁾. Tout ceci renforçait la différenciation économique à la fois entre les *nji* et les autres habitants, et entre la ville et la campagne.

L'aristocratie, de guerrière devient terrienne. Les esclaves, qui se vendaient mal au début du XIX^e siècle, sont transformés en main-d'œuvre agricole. Les raids à l'extérieur ont pour objet de ramener des gens pour peupler le royaume et non pour les vendre au loin. On a là une société assimilationniste plus qu'esclavagiste, même si le trafic des hommes fut un temps l'une des bases du commerce des Bamoun. C'est ce processus que résume le rapport de synthèse de Hans WILHELM au colloque du C.N.R.S. :

« À l'intérieur d'une telle société, une spécialisation avancée des métiers devient possible car le système des prestations et de redistribution libère une partie de ses membres entièrement et de façon permanente de la production agricole. Aussi par la taille même de la société et de son territoire, elle contrôle — ou plutôt le pouvoir central contrôle — des ressources plus diverses et plus importantes que n'importe quelle autre chefferie du plateau. La spécialisation de certaines chefferies dans la production de telle ou telle commodité et les échanges qui en résultent, se trouve dans le cas des Bamoun à l'intérieur de la société. Il en résulte un grand pouvoir économique qui permet au royaume d'attirer une importante partie des courants commerciaux » ⁽⁴⁾.

(1) L'armement des Bamoun (lances pour le combat à distance, coupe-coupe pour le corps à corps, boucliers en vannerie ou peaux de buffle) était identique à celui des autres peuples des plateaux. Mais l'organisation militaire établie par Mbuembue était sans doute supérieure : elle s'articulait en trois corps de bataille, calqués sur les trois circonscriptions du royaume (Njimon, Mayap et Fouban). Et la puissance de cette armée entraîna bon nombre de ralliements sans coup férir. (Cf. C. TARDITS, 1980, p. 151-155). Quant aux chevaux c'est surtout après avoir constaté l'efficacité de la cavalerie peule appelée à la rescousse par Njoya que les Bamoun s'en procurèrent. Mais leur utilisation décevante contre les Bamiléké fit renoncer Njoya à lui donner une grande ampleur (ibid., p. 216).

(2) Les produits du palmier à huile (huile et noix de palmistes) sont l'objet d'un commerce international à partir de 1850, à la suite du recul de la pêche à la baleine et, plus tard, de la baisse des exportations russes de suif pendant la guerre de Crimée. Ils étaient utilisés pour l'éclairage, le savon et devinrent le lubrifiant le plus utilisé pour les machines (BRUNSWIG, 1957). D'où l'intérêt pour les peuples du plateau de s'assurer le contrôle, politique ou commercial des grandes palmeraies naturelles qui l'entourent. En 1854, plus de 2 000 tonnes d'huile avaient été exportées de la rivière Cameroon (J. BOUCHAUD, 1962, citant un rapport de LYNLAGER, vice-consul britannique).

(3) C. TARDITS souligne également comment les conquêtes de Mbuembue aboutirent à centraliser à Fouban l'essentiel des transactions : « En détruisant ces royaumes et en déplaçant leurs habitants, Mbuembue supprima de multiples petits centres économiques et politiques entre Mbam et Noun ; cela ne put que modifier les courants d'échange en les faisant converger vers Fouban et entraîner un accroissement des transactions sur le marché urbain qui aida dès lors à ravitailler une agglomération de plusieurs milliers d'habitants. (C. TARDITS, 1980, p. 164).

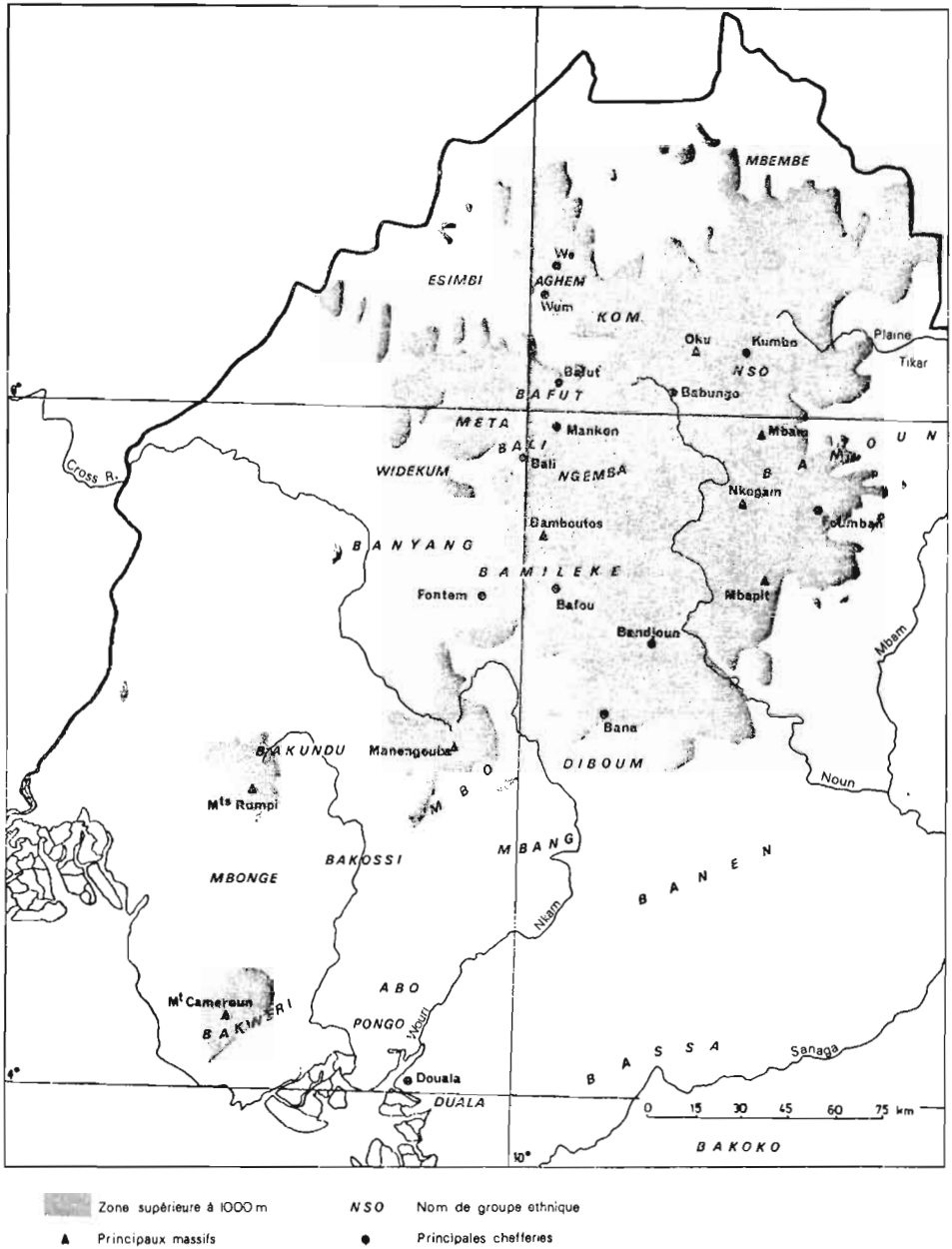


FIG. 9. *Groupes ethniques et chefferies.*

Si nous nous sommes attardés sur l'exemple de Foumban, c'est qu'elle était la ville la plus élaborée et la mieux établie au moment de l'arrivée des Européens. Elle n'était cependant pas la seule, ni dans l'ouest, ni dans le Cameroun actuel. Les quelques cités précoloniales étaient comme elle liées à l'existence d'une structure sociale et politique vigoureuse.

La ville de Kumbo, dans la province du Nord Ouest, fut fondée par les Nso, après une longue migration qui conduisit Nso (frère de NCHARE, le fondateur de Foumban) et ses compagnons de la plaine Tikar à leur emplacement actuel. Celui-ci ne fut choisi que tardivement, après que des attaques des Chamba, puis des Foulbé, les eussent obligés à abandonner les sites précédents de Kovifem, puis Tavis. Kumbo fut choisie en fonction de son site, plus facile à défendre. Bien que centre de commandement d'un peuple important, elle n'atteignit jamais cependant l'ampleur de Foumban. Il en était de même de Bafut, Bali ou Bandjoun, les plus grosses chefferies des plateaux, qui demeurèrent profondément rurales malgré leur importance politique. Elles n'ont pas connu ce développement d'une aristocratie guerrière gravitant autour du chef. En cas de menaces, la défense était assurée par la mobilisation des membres des sociétés comme le *mandjong*. Les artisans ou commerçants demeuraient agriculteurs et vivaient sur leur terre. Seul un noyau de serviteurs et d'artisans gravitait autour du *Fon*. Il y avait là une différence importante sinon dans la nature du pouvoir chez les Bamoun et les autres peuples, du moins dans la façon de l'exercer.

Un autre exemple, assez curieux, était fourni par Wum ; 6 000 personnes environ habitaient cette agglomération, vers 1900, qui portait le nom déformé du groupe ethnique, les Aghem. C'était cependant beaucoup plus un gros village, une grappe fournie d'habitations au pied d'un petit volcan et à proximité d'un lac de cratère, qu'une ville aux activités différenciées. Elle jouait pourtant un rôle important de relais, de par sa situation au bord de la forêt, entre les zones de palmiers à huile et le plateau.

Si les sociétés forestières n'ont pas connu de cités, les premiers éléments de vie urbaine apparurent sur la côte, liés au commerce avec l'Europe. On lit dans un texte de 1819, les phrases suivantes sur les débuts de la ville de Douala :

« La ville de Cameroons, à environ 15 miles de l'entrée de la rivière du même nom est située sur une île formée par les deux principaux cours d'eau de Cameroon et de Malimba. Il y a aussi une ville sur le rivage opposé ⁽¹⁾ mais on n'y fait point le commerce. Quelques uns parmi les commerçants de Cameroons sont riches et exercent un pouvoir oligarchique sur le reste des indigènes qui se soumettent à leur décisions sans manifester la moindre opinion personnelle. Un indigène qui se fait appeler King Bell détient l'autorité principale et use de son autorité d'une manière despotique, bien qu'il soit très apprécié des Européens, qu'il a toujours traité avec faveur et respect » ⁽²⁾.

(1) *Niggery-town, Bonabéri actuel.*

(2) *Extrait de G. A. ROBERTSON ; Notes on Africa, particularly those parts which are situated between Cape Verd and the River Congo, 1819, London. Cité par J. BOUCHAUD, 1952, p. 115.*

L'estuaire du Wouri a dû connaître une sorte d'apogée à la fin du XVIII^e siècle, au plus fort de la traite des esclaves dans cette région. Un chirurgien britannique, JACKSON, raconte dans une lettre de 1826 la visite qu'il fit au roi Bell : « Nous apprîmes que du temps où la traite des esclaves était à son zénith, le Cameroun avait vraiment été un grand marché : on y avait vu à l'ancre plus de 25 navires anglais à la fois ». Lorsque Bell devint roi, en 1792, prenant la succession de son frère aîné, ce fut à la suite de l'arbitrage en sa faveur des capitaines des quinze navires qui se trouvaient alors dans l'estuaire ⁽¹⁾. Le Wouri fut par la suite beaucoup moins fréquenté après la suppression de la traite.

Cette situation particulière du Wouri vaut une place à part à la société duala et on peut y voir avec J. C. BARBIER ⁽²⁾ « une cité pré-coloniale » réunissant quelques caractères spécifiques : la concentration de l'habitat en quelques villages proches les uns des autres (Deido, Akwa, Bonanjo), l'existence d'une structure communautaire supra-clanique, l'importance des activités non agricoles (pêche et commerce) et enfin l'approvisionnement des « cités » douala par des villages d'esclaves cultivant des terres extérieures pour assurer leur ravitaillement. On retrouve ainsi, dans cette domination d'une campagne par la ville, un trait commun avec ce qui avait été observé, dans des conditions voisines, à Fouban.

Ainsi l'ouest du Cameroun, avant même la conquête européenne, apparaissait-il comme une région très ouverte. Si les grandes constructions politiques étaient peu nombreuses et les villes rares (alors qu'une civilisation proprement urbaine s'était développée dans le nord grâce aux principautés Kotoko et aux grands lamidats) les échanges étaient intenses au sein de cet ensemble et avec l'extérieur ; celui-ci étant constitué aussi bien par les régions septentrionales que par la côte, et, par elle, le monde européen. Les principales directions de ces échanges empruntaient soit la vallée de la Cross River (débochant à Calabar) soit celle du Wouri-Nkam (accessoirement celle du Mungo). Avec le monde soudanais les relations se faisaient soit par Takum et la vallée de la Katsina, soit par Banyo. Aucun document par contre ne fait état d'échanges notables avec les régions qui forment maintenant le sud camerounais forestier.

La pénétration européenne

LES RIVALITÉS EUROPÉENNES

La côte du Cameroun fut longtemps pour l'Europe un bout du monde et fut fréquentée bien plus tardivement que l'Afrique du nord-ouest. Au début du XVI^e siècle cependant s'établirent les premiers courants com-

(1) Cité par J. BOUCHAUD, 1952, p. 120.

(2) J.-C. BARBIER et J. CHAMPAUD, 1977 *Manjo et le Mungo central* (en préparation), p. 74.

merciaux, par l'entremise des navigateurs portugais. L'Ilha Formosa avait été découverte en 1472 par Fernam do Po et la côte qui lui fait face fut sans doute explorée au même moment. Le chroniqueur DUARTE PACHECO PEREIRA, écrivant vers 1505-1508 décrit ainsi les premiers éléments de ce commerce :

« Le continent est à une distance de cinq lieues de l'île de Fernam do Poo... On peut acheter là des esclaves pour huit ou dix bracelets de cuivre par tête. Dans cette région, il y a beaucoup de grands éléphants, dont nous achetons les dents, que nous appelons ivoire, à raison d'une grande défense pour un bracelet de cuivre ; en plus il y a là une grande abondance de malaguette d'une belle et bonne qualité » (1).

Ni les Portugais, ni les Hollandais, qui les supplantèrent au milieu du XVII^e siècle n'éprouvèrent cependant le besoin de s'installer de façon durable sur la côte. « Peu d'établissements permanents sur le continent, mais des resgates, ou lieux de traite où se faisaient les échanges. Les marchés se tenaient habituellement aux embouchures des rios et le Rio dos Camaroes en était un » (2). Le commerce était cependant moins actif dans cette région qu'ailleurs, à la fois parce que les esclaves avaient mauvaise réputation (ils étaient peu dociles et jaloux de leur liberté) et que les navigateurs se méfiaient des courants violents qui se produisaient parfois le long de la côte.

Il faut attendre pratiquement le milieu du XIX^e siècle pour voir les Européens s'intéresser de manière plus suivie aux côtes camerounaises. Et ceci essentiellement par le biais de la lutte contre la traite des esclaves. À partir de 1840 quelques traités furent passés entre les Anglais et les chefs locaux du littoral (3), donnant aux premiers toutes facilités pour lutter contre la traite ; celle-ci n'en continua pas moins, cependant, sous des formes déguisées durant quelque temps encore. Au cours de la deuxième moitié du siècle, des commerçants s'installèrent peu à peu. Vers 1860, des firmes anglaises avaient des pontons dans l'estuaire du Wouri. Les agents des maisons de commerce européennes logeaient et travaillaient à bord de voiliers désarmés (hulk) mis à l'ancre devant les villages duala. En 1864, selon J. WIRZ, une douzaine d'agents européens, avec à peu près trois cents ouvriers africains et européens séjournaient à la « Rivière du Cameroun ». Un commerçant de Hambourg, A. WOERMANN y installa un vieux voilier en 1868. L'année suivante, John HOLT établit une factorerie à Bimbia, et en 1881, la firme Woermann achetait un terrain à Deido pour y construire également une factorerie. L'extension fut rapide puisqu'en juillet 1883 un mémoire adressé à la Chambre de Commerce de Hambourg demandait l'intervention directe de l'Allemagne pour protéger les commerçants allemands installés sur la côte ; il énumérait alors les postes suivants : Benito, Bata, Batanga, Malimba, Kamerun (auj. Douala) et Bimbia (4).

(1) *Esmeraldo de Situ Orbis*, cité par J. BOUCHAUD, 1952, p. 54.

(2) J. BOUCHAUD, 1952, p. 74.

(3) En 1841 King Bell et King Akwa signent un traité interdisant toute exportation d'esclaves et leur garantissant des indemnités annuelles considérables (J. WIRZ, 1973).

(4) ETOGA EILY, 1971, p. 128.

La concurrence était rude entre commerçants anglais et allemands. Bien que les chefs duala eussent à plusieurs reprises demandé la protection de la reine d'Angleterre, ce furent les Allemands qui l'emportèrent de justesse, en signant avec eux, le 12 juillet 1884 un traité de protectorat. Malgré le souhait hautement affirmé des chefs duala de conserver le monopole du commerce avec l'intérieur ⁽¹⁾, nulle mention n'en fut faite dans le traité que leur firent signer les représentants des firmes Woermann et Jantzen & Thormählen.

LA COLONISATION ALLEMANDE

La présence des Allemands se manifesta de plusieurs manières :

- des voyages d'exploration, ou des expéditions militaires qui permirent d'accumuler en un nombre d'années assez bref une documentation substantielle sur l'état du pays dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.
- une prise en mains progressive de l'administration même du pays, par la création de postes militaires et d'une ébauche de réseau routier.
- l'extension des missions chrétiennes à l'intérieur du pays.
- le développement du commerce et la création de grandes entreprises agricoles autour du Mt Cameroun, qui furent à l'origine de nouveaux déplacements de population.
- l'installation d'un réseau ferré, qui entraîna également des migrations de travailleurs et donna naissance à une série de bourgs autour des gares.

Les voyages d'exploration ne seront ici qu'énumérés, car s'ils apportèrent une connaissance fort utile, ils ne modifièrent pratiquement pas la physionomie de la région, et n'eurent pas de prise en particulier sur le développement des villes. Ils suivirent la conclusion des divers traités établissant la souveraineté allemande. Après avoir hissé le drapeau allemand sur Douala, le 14 juillet 1884, NACHTIGALL assura à son pays le contrôle des régions situées au sud du Wouri à la fin de la même année. En avril 1885, aux termes d'un accord avec la Grande-Bretagne, les Allemands purent occuper également tout le pays situé autour du Mt Cameroun jusqu'à Calabar, qui était depuis longtemps déjà dans la mouvance anglaise. Pendant une dizaine d'années cependant, l'effort de pénétration fut mesuré et eût surtout pour objectif d'atteindre le Congo d'une part, le lac Tchad de l'autre. L'ouest du pays fut exploré assez tardivement. Dans les dernières années du siècle, seule la région de Victoria-Buea était aux mains des Allemands (qui avaient d'ailleurs essuyé un échec devant Buea en 1891, où était mort Von GRAVENREUTH, et qu'ils n'occupèrent effectivement que trois ans plus tard). Une partie des Grassfields cependant avait

(1) Dans leur *mémorandum* du 12 juillet 1884, ils insistaient : « *Our wishes is that white men should not go up and trade with Bushmen, nothing to do with our markets, they must stay here in this river and give us trust so that we will trade with our Bushmen* ». Cité par S. ARDENER : *Eye witnesses*, p. 57.

été parcourue par ZINTGRAFF en 1889 ⁽¹⁾. Venant de la côte à travers le pays Banyang, il monta sur le plateau à la hauteur de Babessong, séjourna deux mois à Bali, où il noua des liens d'amitié avec le Fon GALEGA, puis, par Mankon, Bafut, et Befang, rejoignit Takum en Nigeria. Son périple le conduisit ensuite jusqu'à la Bénoué, d'où il revint vers Gashaka. En août, il atteignit Yola où il tenta en vain de soustraire l'émir à l'influence anglaise. Au retour, il visita les pays Bum et Kom, s'arrêta au village de Babungo, dans la plaine de Ndop et demeura à nouveau quelque temps à Bali avant de regagner la côte à la fin de l'année. Le pays Bangwa (arrondissement actuel de Fontem) dans la Manyu fut pacifié en 1899. La région de Bum (département de la Menchum) fut atteinte par MOSELEY, venant de Kentu (Nigeria), puis FLEGEL parvint à Berabe et gagna de là Banyo et Takum. Des expéditions furent conduites en 1901 contre les chefferies de Bafut et Mankon. L'année suivante, en juillet, le lieutenant SANDROCK et le capitaine RAMSAY arrivèrent à Fouban, venant de Banyo ⁽²⁾. En 1903 enfin, VON STRUMPELL parcourut le pays bamiléké, suivi, les années suivantes, par GLAUNING, le Dr HASSERT et Franz THORBECKE. Les plateaux bamoun et bamiléké furent ainsi, curieusement, parmi les dernières portions du Cameroun visitées par les Allemands, sans qu'il y ait eu pourtant dans ces zones, de manifestations d'hostilité à leur égard.

Au début de l'année 1891, comme à Buea, les Allemands essayèrent une sévère défaite à Mankon contre cette chefferie aidée par Bafut, et il fallut attendre près de dix ans pour qu'un poste définitif fût installé à Bamenda.

L'une des causes de la lenteur de l'installation des Allemands était que l'Allemagne n'avait guère de politique coloniale. BISMARCK, on le sait, fut longtemps hostile à toute politique d'expansion coloniale et il préféra durant une bonne partie de son séjour à la chancellerie que son pays jouât un rôle d'arbitre entre les puissances intéressées par l'Afrique. Sa conversion fut tardive et date, précisément de l'année 1884 ; encore indiquait-il à NACHTIGAL dans quelles limites étroites il devait cantonner son action :

« L'installation d'un appareil administratif qui nécessiterait l'envoi de nombreux fonctionnaires allemands, l'établissement de garnisons permanentes de troupes allemandes, l'engagement par l'Empire allemand de porter secours même pendant une guerre contre des puissances plus fortes sur mer, aux Allemands qui fonderaient leurs factoreries et leurs entreprises dans ces pays, n'est pas prévue... Pour atteindre le but que nous nous proposons, nous nous contenterons de signer des traités d'amitié, de commerce et de protectorat par lesquels nous acquerrons les droits nécessaires au soutien efficace des sujets allemands » ⁽³⁾.

Une telle attitude était cependant irréaliste et le Reich fut progressivement conduit à intervenir plus directement : des fonctionnaires et des troupes furent envoyés pour que la présence allemande devint effective.

(1) E. M. CHILVER, 1966.

(2) Cf. le récit que fait de leur arrivée C. TARDITS, 1980, p. 219.

(3) BRUNDSCHWIG, 1957, p. 129.

À partir de 1895 notamment, avec l'arrivée du gouverneur VON PUTTKAMER, quelques postes militaires sont fondés dans le sud (Bezirkämter). Il y en avait sept en 1895 : Rio del Rey, Édéa, Buea, Yaoundé, Lolodorf, Barombi (Johann Albrechthohe) et Kribi. Le nord restait soumis au régime de l'administration indirecte sous la tutelle de résidents. Ce même régime fût appliqué par la suite au royaume bamoun, dont le souverain accueillit avec sérénité les nouveaux arrivants :

« Un jour les Blancs apparurent au pays ; les Pamom se dirent : « faisons leur la guerre. Non ! dit Njoya, car j'ai vu en rêve que les Blancs n'ont rien fait de mal aux Pamom. Si les Pamom leur font la guerre, c'en est fait de leur race à eux, Pamom, ainsi que de la mienne. Il ne restera que très peu de survivants Pamom, ce ne sera pas bien ». Lui, Njoya, arracha de leurs mains flèches, sagaies, fusils. Les Pamom obéirent, ils ne s'opposèrent pas à l'arrivée des Blancs. Lui, Njoya, aida les Pamom et ils restèrent en paix.

Mais les Pamom craignaient les Blancs ; que fallait-il faire pour être bien avec eux ? Lui, Njoya, dit : « J'irai les observer, afin de me rendre compte de leur manière de vivre ». Il partit pour Gbuya et pour Kamaru (Buea et Douala). Au retour, il rapporta les observations qu'il avait faites sur les Blancs.

... Les Allemands lui firent du bien à lui Njoya. Ils lui laissèrent tout le pouvoir pour gouverner tout le pays des Pamom. Tant qu'il gouverna le pays, il n'y eut aucun désordre ni chez les Blancs, ni chez les Pamom » ⁽¹⁾.

La capitale, Kamerunstadt, fut rebaptisée Douala le 1^{er} janvier 1901, mais le siège du gouvernement fut ensuite transféré à Buea, reconnue plus saine et plus agréable. VON PUTTKAMER y fit construire un « Schloss » de pur style allemand (1901-1902). Quelques autres édifices témoignent encore du passé allemand de la ville, comme l'ancien secrétariat, la fontaine de Bismarck, une école et plusieurs villas sur pilotis ; de même à Victoria, le District Office et, non loin, le phare du cap Nachtigal.

L'année 1907 marqua un tournant, avec la création d'un Ministère des Colonies, confié à Dernberg, et l'Allemagne suivit dès lors une politique plus proche de celles des autres puissances coloniales.

En 1908, les Allemands étaient un millier au Cameroun, la plupart n'étaient pas fonctionnaires, mais commerçants ou planteurs. Leur répartition est déjà une indication de l'importance relative des divers centres « urbains » ⁽²⁾ :

Douala	302	Édéa	38	Lolodorf	28	Rio del Rey	13
Victoria	135	Kumba	42	Campo	21	Dschang	10
Kribi	104	Bamenda	39	Ossidingue	16	Banyo	9
Buea	103	Ebolowa	38	Garoua	15	Yoko	8
Lomié	66	Doumé	34	Kusseri	14		
Yaoundé	59			Yabassi	14		

Ce tableau illustre les principaux traits de la pénétration allemande à l'époque : importance de la région côtière avec les quatre premières

(1) Sultan NJOYA, 1952, p. 134.

(2) D'après ETOGA EILY, 1971, p. 249.

localités citées, dont trois ports ; existence de postes à l'intérieur, à la fois forts militaires (Bamenda, Doumé) et centres de collecte du caoutchouc (Lomié, Ebolowa). Yaoundé vient assez loin ; à noter aussi le petit nombre des Européens sur les plateaux de l'ouest : trente neuf personnes à Bamenda, dix seulement à Dschang, personne à Foumban.

En 1912/13 ⁽¹⁾ le nombre des Européens atteignit 1 871 (dont 1 643 Allemands) parmi lesquels 1 449 hommes. Fonctionnaires et militaires représentaient 460 individus (32 % de l'effectif masculin), les planteurs 182 (12,6 %) et les commerçants 614 (42,5 %).

La pénétration européenne se fit aussi par l'intermédiaire des missions ; nous ne citerons ici que les principales dates jalonnant leur expansion. En 1843, un métis jamaïcain, Joseph MERRICK fonde une mission à Cameroons, puis l'année suivante à Bimbila. En 1845, c'est Alfred SAKER qui débarque à Douala, y installe une école et traduit la Bible en langue duala. En 1858, des missionnaires baptistes chassés de Fernando Po par les Espagnols s'installent à Victoria. Ils seront rejoints trente ans plus tard par les missionnaires de Bâle, qui furent ensuite les premiers à pénétrer sur les Grassfields, à Bali, à la demande du Fon GALEGA (1902). De là, ils fondèrent un poste à Foumban, trois ans plus tard, et furent durant un temps encouragés et aidés par le roi NJOYA. Le pays bamiléké fut atteint en dernier : Bagam, Bangwa, Bandjoun et Bana furent les premiers centres, ouverts entre 1909 et 1913.

L'implantation de l'église catholique fut plus lente que celle des églises protestantes. La Préfecture Apostolique du Cameroun fut créée en 1890 et confiée aux Pères Pallotins, mais à la fin de la période allemande les postes étaient encore peu nombreux : Marienberg, près de l'embouchure de la Sanaga, Kribi, Édéa... Dans l'ouest : Douala, ouvert en 1898, Victoria (1908), Dschang et Shisong près de Kumbo (1910) Foumban et Kumba.

À la veille de la guerre, les trois missions qui œuvraient au Cameroun, Pères Pallotins, Mission Baptiste de Berlin et Mission de Bâle avaient entrepris un vaste effort de christianisation se traduisant notamment par l'implantation de postes, la création d'écoles ⁽²⁾, celle parfois de petits ateliers techniques (briqueteries, menuiseries) et quelques essais d'agriculture plus moderne.

Le développement économique du pays fut plus rapide que la prise en mains administrative. La pénétration commerciale de l'arrière-pays s'efforça de tourner le monopole que les Duala avaient voulu se réserver. Les Allemands interprétèrent l'accord de façon restrictive, estimant qu'il ne visait que les relations commerciales existant en 1884 et établirent progressivement des comptoirs à l'intérieur. Les premières zones ainsi touchées furent proches des ports : Douala, Victoria, Kribi ⁽³⁾. En 1900, d'après le Deut-

(1) *Deutschen Schutzgebieten in Afrika und der Südsee*, cité ETOGA EILY, p. 250.

(2) Alors que l'Administration n'avait que 4 écoles, à Douala, Victoria, Yaoundé et Garoua, avec 368 élèves, les missions instruisaient à l'époque plus de 24 000 élèves (MARADAIL, 1919, p. 132).

(3) Un rapport du gouverneur Von PUTTKAMER, en date du 19 octobre 1895 indique : « Après l'expulsion des commerçants duala du district d'Édéa, et la liquidation de la question des dommages de guerre qui



5. Wum : l'étonnante agglomération des maisons traditionnelles des Aghem.

6. Fontem : chefferie « tôle » de style allemand, précédée de vastes pelouses à l'anglaise.



7. Bamenda : le fort (abrite aujourd'hui les principaux services de la province du Nord Ouest).

8. Buea : The Lodge, palais du gouverneur construit en 1901/1902 sur les ordres du gouverneur Von PUTTKAMER.

schen Schutzgebiet, trente six maisons de commerce ou sociétés ayant leur siège en Europe avaient des comptoirs dans le « protectorat » du Cameroun : vingt cinq allemandes, dix anglaises et une suisse. Il y avait environ deux cent quinze comptoirs : quatre vingt dix huit dans la circonscription du Cameroun c'est-à-dire les environs de Douala, l'estuaire du Wouri et Yabassi, trente quatre dans la circonscription de Victoria, près de la côte et jusqu'à Rio del Rey, et quatre vingt trois dans celle de Kribi, implantés principalement là aussi le long de la côte avec cependant quelques établissements à l'intérieur comme Ngoulemakong, Ebolowa, Édéa, Lolodorf et Yaoundé. La firme Woermann, de Hambourg, était de loin la plus importante, avec trente quatre comptoirs ⁽¹⁾.

Quelques chiffres encore qui témoignent de la rapidité de cette pénétration commerciale des Allemands : il y avait en 1981, 82 commerçants et 7 planteurs, en 1903 ils étaient respectivement 187 et 100, et en 1913, 614 et 182 ⁽²⁾. Parallèlement se poursuivait donc une implantation agricole qui se trouva parfois en concurrence avec le premier mode de présence allemande.

Le développement de l'agriculture dans le sud se fit de deux manières. La première consista en la création de compagnies dotées de vastes superficies qu'elles étaient censées mettre en valeur. C'est ainsi que la Gesellschaft Nord-West Kamerun reçut 100 000 km² entre la Sanaga et la Cross River. Ces sociétés par actions ne répondirent pas cependant aux espoirs mis en elles et se consacrèrent surtout à la collecte du caoutchouc sauvage qui au début du xx^e siècle remplaça en partie, dans le commerce Afrique-Europe, les oléagineux dont les cours avaient baissé. La concession accordée à la G.N.W.K. en 1899 fut d'ailleurs annulée en 1910 après une série d'échecs financiers et l'opposition des commerçants qui voyaient d'un mauvais œil le monopole revendiqué par la dite société sur son territoire ⁽³⁾.

Plus intéressante, plus décisive aussi pour la transformation du pays, fut la création de plantations agricoles autour du Mt Cameroun. Le gouverneur Von Puttkamer fut à l'origine de cette nouvelle orientation de la colonisation européenne. Il voulut transposer au Cameroun ce qu'il avait vu réussir à Sao Tomé et Fernando Po. L'extension de ces cultures, cacao principalement, puis palmier à huile, hévéa et bananier, caféier enfin, s'appuyait sur les expérimentations réalisées au jardin botanique de Victoria.

Les pentes du Mt Cameroun furent les premières occupées par de grandes plantations. En 1895 s'installe la société Victoria ; puis en 1897, la société Victoria-Bibundi s'implante sur la côte à l'ouest de la montagne. La même année est fondée la West Afrikanische Pflanzungs Gesellschaft

avait entraîné en longueur, le commerce sur la Sanaga recommence à se développer visiblement (D.K.L., 1895, p. 619, Traduction : Archives Nationales du Cameroun).

(1) Données extraites de ETOGA EILY, 1971, p. 237 sq.

(2) ETOGA EILY, 1971, p. 218.

(3) À la même époque, les grandes compagnies concessionnaires françaises qui exploitaient le Gabon ou le Congo connurent le même échec économique, même si elles continuèrent à sévir plus longtemps dans les deux pays : cf. A. GIDE : Voyage au Congo et le Retour du Tchad, et Catherine COQUERY-VIDROVITCH : le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires (Mouton, 1972).

Victoria (W.A.P.V.) qui reçut 15 000 ha. Une superficie identique était également mise en valeur à Bwinda par Ambas Trading Cy. À côté de ces grands domaines des particuliers créèrent un grand nombre de petites plantations qu'ils exploitaient eux-mêmes. La superficie totale, qui était de 9 754 ha en 1907 passa à 12 791 en 1909 et 17 856 en 1911 ⁽¹⁾. On comptait en 1913 58 plantations qui employaient 195 européens et 17 827 manœuvres ⁽²⁾. Les militaires français qui occupèrent le pays dès septembre 1915 furent impressionnés, si l'on en croit le témoignage du général AYMERICH, par la mise en valeur déjà réalisée à cette époque :

« Après avoir jeté un rapide coup d'œil sur la ville (Victoria), complètement abandonnée, nous prenons place sur le petit chemin de fer qui grimpe en lacets sur les contreforts de la montagne, jusqu'à Soppo. Partout de riches plantations de cacao, de palmiers à huile, de bananiers, et de troupes d'indigènes occupés à rentrer les récoltes. De distance en distance, on trouvait des embranchements de chemin de fer destinés à desservir les différents lots de culture et on voyait circuler sur ces lignes transversales de minuscules locomotives, traînant des wagonnets chargés de gousses de cacao ou de régimes de bananes » ⁽³⁾.

Ce développement agricole du sud-ouest du pays entraîna des déplacements de population d'une grande ampleur. De nombreux travailleurs étaient nécessaires et il était difficile de les trouver sur place à la fois parce que les densités étaient faibles autour du Mt Cameroun ou sur les rives du Mungo, et que les autochtones étaient peu enclins à travailler comme manœuvres, particulièrement les Bakweri dont les terres avaient été accaparées par les Allemands ⁽⁴⁾. À la fin du XIX^e siècle s'amorça un mouvement de main-d'œuvre depuis les zones plus peuplées des plateaux. Dès 1897, Zintgraff avait obtenu du Fon de Bali l'envoi de travailleurs vers la côte ⁽⁵⁾.

« En fait, on l'imagine aisément, les recrutés n'étaient pas tous volontaires, les plantations ayant très mauvaise réputation. Très peu même étaient de Bali. Ceux-ci, dédommagés par des dash (cadeaux) fournissaient des esclaves ou des domestiques qu'ils exploitaient d'ailleurs largement en se réservant une partie de leur gain à leur retour. Plus encore, les Bali multiplièrent les petites expéditions de razzia chez leur voisin Bamiléké des chefferies de Bafut, Bikom, Bangwa. Ceci explique la résistance rencontrée par les Allemands lorsqu'ils voulurent

(1) Chiffres extraits de ETOGA EILY, 1971, p. 193/194.

(2) E. MVENG, 1963, p. 324.

(3) Gal. AYMERICH, 1933, p. 113.

(4) Le traité de paix de 1895 avec les Buéas (c'est à dire les Bakweri) stipulait : Art. 1. Les buéas sont expropriés de leurs territoires et obligés d'établir de nouveaux villages dans des terres vierges.

Art. 3. Les buéas devront céder au bureau du district de Victoria à titre de dommage de guerre 50 bêtes à cornes ou leur contre valeur.

Art. 5. Les buéas s'engagent à fournir à tout moment, sur demande du bureau du district de Victoria, 100 travailleurs contre un salaire mensuel de 7 marks et le ravitaillement gratuit en nature. (Deutsche Kolonial Lexikon, 1895, p. 382, Trad. Archives Nationales du Cameroun).

(5) « The agreement worked out was as follows : Galega would annually send several hundred people to the coast, but they would be obliged to pay him a head tax on departure and on return. But every Bali would have the right to take 5 others of « subject tribes » with him without payment, and to pay their bridge tolls (exacted in some villages commanding liana-bridge crossing). Galega made it a condition that his people must be protected from attack and capture, as somehead recently captured on their passage and sold into slavery to Nigeria » E. M. CHILVER, 1967, p. 492.

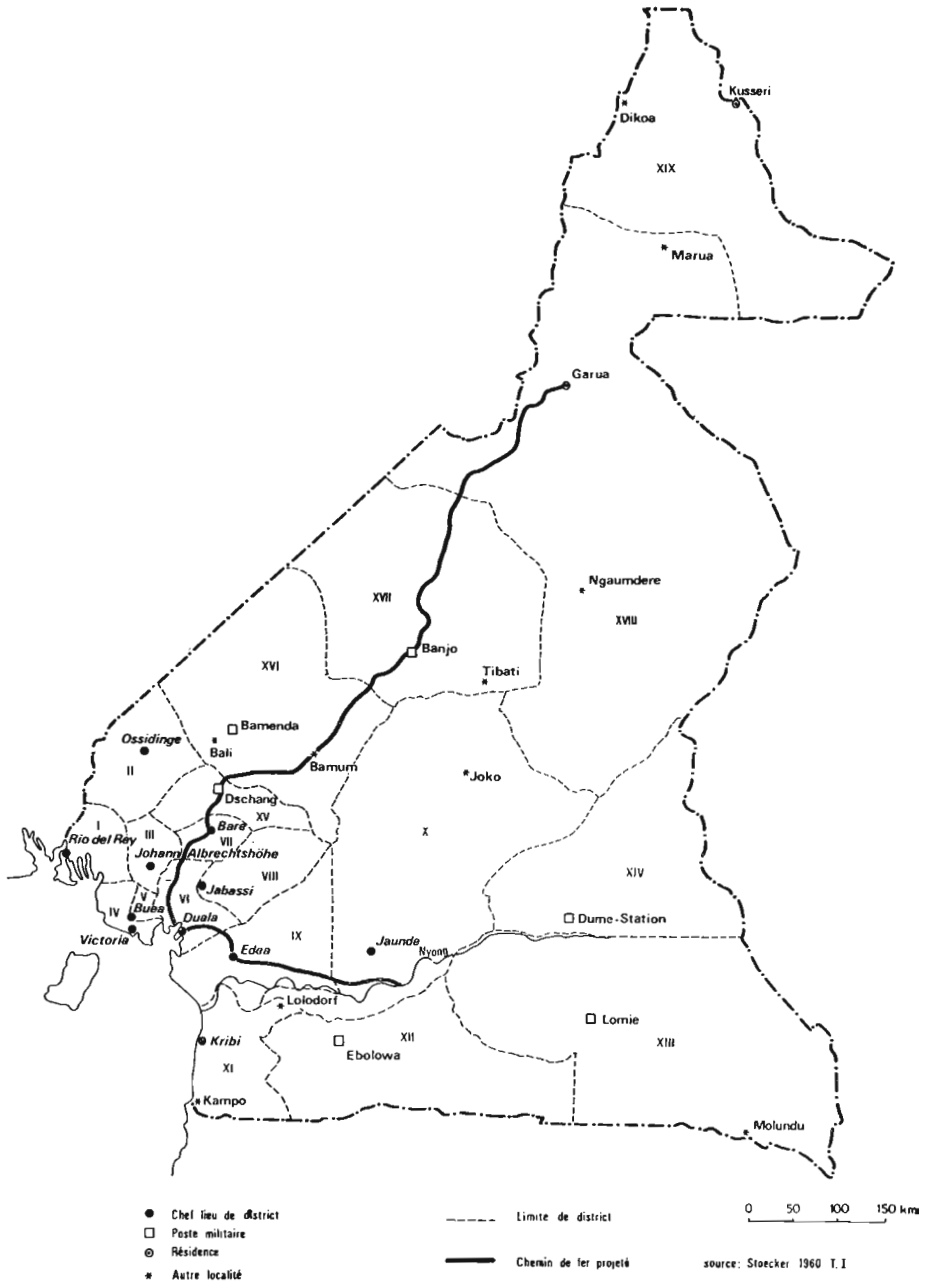


FIG. 10. Le Cameroun Allemand (1910).

engager directement des Bamiléké; en 1899, l'émissaire de Bali et celui des Allemands, Courau, sont tués par les Bamiléké de Bangwa. Après la répression, les Grassfields furent astreints à un lourd tribut en hommes ». (1).

Les contingents des « Grassfields » comme on désignait alors les peuples des plateaux herbeux étaient les plus nombreux, mais d'autres parties du Cameroun actuel étaient également mises à contribution. C'est ainsi que Charles ATANGANA de Yaoundé, parti à Victoria en août 1900 pour servir d'interprète, à la requête de l'administration allemande, aux 500 ouvriers « Boulou » qui avaient été envoyés dans cette région.

Autre problème lié à la main-d'œuvre, celui de la concurrence entre sociétés commerciales et plantations. Les premières avaient besoin de porteurs très nombreux pour apporter vers la côte le caoutchouc de forêt et en emporter les marchandises européennes, les secondes au contraire souhaitaient conserver des manœuvres permanents. Dans son étude sur les origines de Nkongsamba, B. NKUSSI estime, sous toutes réserves, que pour la région de Mungo, il fallait 20 à 50 000 porteurs pour le trafic commercial et les grandes concessions (essentiellement, ici, la Nord West Kamerun Gesellschaft), et 5 à 10 000 manœuvres dans les plantations de Tiko, Kumba, Mbanga et Nyombé (2). C'est l'une des raisons qui poussa l'administration allemande à mettre en chantier un programme de voies de communication plus efficaces que le traditionnel portage. Celui-ci, en effet, présentait bien des inconvénients : nécessité « d'importer » des travailleurs des régions les plus peuplées vers la côte qui l'était moins, problèmes liés au ravitaillement des caravanes, aboutissant parfois au pillage des villages traversés, abus des entreprises qui donnaient aux porteurs des charges trop lourdes et se préoccupaient peu de leur état sanitaire malgré les réglementations établies par la puissance publique (3).

Il fallait donc trouver un système de transports plus adapté. Les voies fluviales furent d'abord utilisées, mais elles sont peu nombreuses. Les estuaires du Wouri et du Mungo, celui de Dibamba, les innombrables chenaux de la région Douala-Tiko et du Rio del Rey étaient parcourus par des chalands et des pirogues, mais la circulation était très vite bloquée vers l'amont (4). La pénétration du pays par ce moyen était donc limitée.

(1) M. MICHEL, 1970.

(2) B. NKUSSI, 1967, p. 17. *La situation n'était pas meilleure entre Kribi et Yaoundé : « Les premières années (de la colonisation allemande) on s'était contenté du portage. Ce fut un véritable fléau pour le pays, car cette corvée se pratiquait dans des conditions inhumaines et les pistes de caravanes furent de tout temps jonchées de cadavres. La guerre trouvera le portage aussi vivace qu'au début, malgré le développement du réseau routier. Entre Yaoundé et Kribi, en 1913, près de 80 000 porteurs s'épuisaient pour relier l'arrière pays à la côte. A Lolodorf, quotidiennement, on voyait passer mille porteurs chargés du caoutchouc des forêts de Yokadouma. »* E. MVENG, 1963, p. 322.

(3) « J'ai vite compris », écrivait le gouverneur T. SEITZ, « qu'il fallait, avant de changer l'organisation en créant des instances intermédiaires entre le Gouvernement et les circonscriptions, créer d'abord la base d'une politique indigène pour tout le Protectorat. Avant tout, il fallait parer à la situation intenable provoquée par le portage dans le sud du Cameroun et qui devait mener tôt ou tard à la ruine économique et morale des indigènes et aux plus graves incidents si on ne prenait pas des mesures qui, non seulement envisageraient les intérêts des commerçants mais aussi ceux des indigènes. »

Th. SEITZ — *Von Aufstieg und Niederbruch deutscher Kolonialmacht*. Karlsruhe 1929. Cité par R. GOUILLAIN, 1975, p. 119.

(4) Au delà de cette période, un témoignage intéressant de cette activité fluviale est fourni par le

Le chemin de fer apparut bientôt comme la meilleure solution, et de nombreux projets furent élaborés pour traverser le territoire et le relier aux pays voisins. Les réalisations furent plus modestes, bien que menées rapidement. En 1905 fut fondée la Société des chemins de fer du Cameroun, Kamerun-Eisenbahn Gesellschaft. Le projet de construction du Kamerun Nordbahn reliant Bonabéri au Mt Manengouba fut approuvé par le Reichstag le 4 mai 1906. Un premier tronçon de ligne, long de 89 km fut ouvert au trafic le 1^{er} août 1909, et le 1^{er} avril 1911, le chemin de fer atteignait une petite bourgade promise par la suite à un bel avenir, Nkongsamba ⁽¹⁾. Plus de 2 300 personnes travaillaient sur le chantier, manœuvres originaires de Bamenda, Dschang ou Yabassi, et maçons et charpentiers originaires de Douala. Les travaux de construction furent donc à l'origine d'un déplacement important de main-d'œuvre dont une partie se fixa ensuite à proximité des 25 gares qui jalonnent le parcours Bonabéri-Nkongsamba.

Bien que les Allemands eussent en projet un prolongement de la voie vers le nord (d'où le nom de ce tronçon) on recula devant les difficultés techniques de la montée sur le plateau en direction de Dschang. Quelques autres projets virent le jour durant la période française, vers Fouban notamment, mais ils ne sortirent pas des cartons et la desserte ferroviaire de l'ouest resta ce qu'elle était à la fin de l'époque allemande, si l'on excepte la construction, en 1968, de l'embranchement Mbanga-Kumba (29 km).

En 1914, on peut tracer l'esquisse d'un réseau urbain allemand. La capitale administrative est à Buea, petit centre résidentiel qui fait une excellente impression aux militaires français qui le visitent en septembre 1915 :

« Buéa est à 1 000 km d'altitude et la vue y est magnifique dit-on ; mais la pluie et la brume ne nous ont pas permis d'en juger par nous-mêmes. Partout de coquettes villas avec terrasses et jardins étagés, partout des fleurs à profusion et de la verdure ; c'était la résidence favorite des hauts fonctionnaires et de gros commerçants, qui allaient y passer dans la fraîcheur les mois les plus durs. La plus importante et la mieux exposée de ces villas était sans contredit celle du gouverneur Ebermayer, alors occupée par l'État Major britannique » ⁽²⁾.

Douala apparaît déjà comme le centre économique le plus important ⁽³⁾, suivie de Victoria et de Kribi. Les amorces de villes sont des postes

chef de circonscription de Mbanga : « Cette rivière (le Mungo) est fréquentée par les planteurs indigènes des deux rives qui se rendent en pirogue soit à Douala, soit à Tiko ou Victoria (Cameroun anglais) pour y descendre des produits vivriers, des palmistes et du cacao. Les riverains français se rendent tous à Douala ; quelques riverains anglais les imitent. La rivière est également parcourue journellement par des remorqueurs et des chalands appartenant à diverses installations allemandes situées sur la rive droite et fréquentant les ports anglais ; ces remorqueurs remontent jusqu'à Mundame Beach, en face de Moundek. On ne peut que regretter, lorsqu'on croise cette flottille étrangère, de ne pas voir flotter aussi le pavillon français. ... quelques trains de billes, provenant de camps situés sur le Mungo, descendent par cette voie jusqu'à Bonabéri ». Circonscription de Mbanga. Rapport 3^e trimestre 1927. Archives Nationales Yaoundé APA 117 99/D.

(1) Sur la construction des chemins de fer au Cameroun, lire H. HAMEL : *Les chemins de fer au Cameroun, Régifercam 1966* ; la ligne Douala-Nkongsamba in Bull. Régifercam n° 26 (1974).

(2) Gal. AYMERICH. La conquête du Cameroun, PAYOT, p. 114.

(3) Malgré le transfert de la capitale à Buea en janvier 1901, Douala avait bénéficié largement de la conjonction de la présence administrative allemande et de l'activité commerciale. « Le plan de 1896 de Douala plus précisément du plateau de Joss, montre bien ce qui fut réalisé en 12 ans : résidence, palais,

administratifs ou militaires. Deux zones privilégiées dans leur distribution, la côte et le bassin du Congo. La première, connue de plus longue date a été plus facilement pénétrée et organisée sur le plan administratif : il importait de pouvoir y faire transiter facilement les produits primaires exportés et les marchandises venues d'Europe. Dans la seconde s'était développée une activité commerciale importante, liée à la zone de libre échange du bassin du Congo, le fleuve lui-même et ses affluents Sangha et Oubangui constituant de bonnes voies de pénétration. Dans le reste du pays, les postes administratifs et les factoreries étaient rares, comme l'étaient les voies de communication. Dès cette époque cependant, la plupart des futures villes du Cameroun étaient déjà des postes administratifs. Il y manquait cependant, dans l'ouest, Bafoussam et Nkongsamba (Dschang, Bamenda, Foumban et Bana étaient alors les quatre points principaux de la zone la plus peuplée du pays), ainsi que Mamfe, où fut transféré par la suite le poste d'Ossidingue.

casernes, logements de fonctionnaires, hôpitaux... » (R. GOUELLAIN, 1975, p. 129). Cette implantation européenne, bien que modeste en effectifs « créa un noyau urbain dynamique sur l'emplacement le mieux exposé et c'est sans discontinuité qu'il commença de s'étendre le long de la rive gauche. Dans l'esprit des occupants, comme pour les Duala quand ils s'établirent à la place des Basa, rives et plateaux constituaient un site unique, l'espace original d'une population homogène » (ibid., p. 130).

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT DES VILLES : DU MANDAT A L'INDÉPENDANCE

L'époque du mandat

Des changements importants intervinrent au Cameroun, peu de temps avant la guerre, sur le plan politique. Pour mettre un terme à leur rivalité au Maroc, la France, en échange de sa liberté d'action, céda à l'Allemagne, lors du traité d'Algésiras (4 novembre 1911), trois bandes de terrain prélevées sur l'Afrique Équatoriale : l'une joignait Ouesso à la baie de Mondo, au sud de la Guinée Espagnole, et deux autres, à l'est, de part et d'autre de la Sangha, donnaient accès au fleuve Congo et à l'Oubangui ; plus au nord, toute la rive gauche du Logone passait sous domination allemande, la rive droite devenant, elle, entièrement française. Le « Neu Kamerun » ainsi agrandi atteignait alors 750 à 790 000 km² (contre un peu moins de 500 000 avant ces accords). En dépit de la campagne de presse qui, en France, s'opposa à cette partition de l'A.É.F., l'accord fut ratifié par le Parlement, mais son exécution fut lente. Les négociateurs en discutèrent les modalités durant un mois à Berne, en juin-juillet 1912 et la remise des territoires s'échelonna du 1^{er} octobre 1912 au 1^{er} juin 1913.

L'Allemagne n'eût évidemment pas le temps de faire autre chose que de prendre possession des territoires cédés. La guerre éclata quelques mois plus tard et les troupes françaises, très vite, les réoccupèrent. Les hostilités, au Cameroun, durèrent moins de dix huit mois. Elles furent conduites, à l'est par les Français aidés d'un contingent belge, et, à l'ouest par un détachement franco-anglais. Dès septembre 1914, Douala était aux mains des alliés, et, en janvier 1916, Yaoundé. Les troupes allemandes évacuèrent le sud pour se réfugier en Guinée Espagnole. Seul le petit poste de Mora, perdu dans le nord, résista jusqu'en février 1916.

Anglais et Français se partagèrent alors le pays. Les premiers ne conservèrent qu'une bande étroite (60 à 100 km) le long de la frontière du Nigeria, soit environ 90 000 km². Le reste, un peu plus de 400 000 km² fut laissé à la France, qui avait déjà réintégré à son A.É.F. les territoires cédés en 1911. Ce partage à l'amiable fut confirmé par le traité de Ver-

sailles, qui introduisit la notion de mandat. Les puissances mandataires devaient rendre compte à la Société des Nations des conditions d'évolution du pays et garantir l'égalité économique à tous les pays membres de la S.D.N. Ainsi se trouva à la fois établi un nouveau style de colonisation, reconnue une responsabilité supérieure de la S.D.N. sur les anciennes colonies allemandes, et entériné le partage du Cameroun.

Les conséquences sur le développement urbain du pays furent nombreuses, et, là comme ailleurs, les deux puissances mandataires marquèrent une différence de comportement aussi bien dans le domaine de la structuration administrative de l'espace que dans celui du développement de l'économie agricole. L'histoire de ces deux parties du Cameroun, bien que séparées, doit être conduite parallèlement pour en faire ressortir les différences et expliquer mieux la situation contemporaine.

POUVOIR ADMINISTRATIF ET POUVOIRS TRADITIONNELS

La principale différence entre les deux politiques coloniales résidait dans leur attitude vis à vis du commandement. La doctrine française, prenant le contre-pied de ce qu'avaient tenté les Allemands fut de « libérer » les indigènes, maltraités par les colonisateurs précédents avec la complicité des autorités traditionnelles. Un opuscule publié en 1919 illustre bien le mentalité des nouveaux maîtres du Cameroun :

« L'Allemagne, comme partout, a visé au colossal sans se préoccuper le moins du monde de l'équité des moyens à employer. Son seul but a été d'avoir à sa disposition des terres nouvelles qui offrissent pour ses capitaux un placement rémunérateur et pour l'activité de ses colons un champ d'action suffisant...

... (le gouvernement) laisse à peu près libre cours aux tribunaux indigènes qui se développent sans cesse et il ferme l'oreille aux nombreuses réclamations qu'entraînent leur partialité et leur venalité. L'indigène ... a su si bien reconnaître nos efforts et il a une telle idée de notre impartialité qu'il nous a supplié de le délivrer de ses tribunaux indigènes. Instantment, il a demandé que l'administration française remplaçât son chef ou du moins fût appelée à le contrôler. Sur ses prières les tribunaux purement indigènes sont à la veille de disparaître définitivement du Cameroun. Nulle constatation ne saurait mieux faire ressortir la grandeur du rôle que nous avons rempli » (1).

Derrière l'emphase, et l'anti-germanisme vigoureux qu'il faut replacer dans le contexte de la fin de la guerre, se profilent quelques-uns des éléments qui constituent, au Cameroun comme ailleurs, la politique coloniale française : administration directe du pays avec un rôle subalterne donné aux pouvoirs traditionnels, justice d'inspiration française, développement d'un effort social, promotion d'une agriculture indigène et non de grandes plantations européennes.

Une telle politique n'était cependant pas exempte d'ambiguïtés. L'impossibilité d'appliquer d'emblée le code civil conduisit à respecter,

(1) Cdt MARABAIL, 1919.

en les contrôlant, les juridictions coutumières. De même, l'administration directe ne pouvant être relayée par une vie communale, la chefferie traditionnelle fut maintenue, mais elle était étroitement contrôlée et considérée essentiellement comme le relais de l'administration auprès des populations ⁽¹⁾. Des « conseils de notables » furent institués en 1925 dans chaque circonscription, qui devaient être consultés sur le

« régime et les modalités des diverses contributions indigènes, sur la fixation du taux de rachat des prestations, sur l'exécution des prestations en nature, sur le plan de campagne et l'exécution des travaux ainsi que sur les mesures d'hygiène et d'assainissement intéressant la circonscription » ⁽²⁾.

En fait, cela ne changea guère l'exercice habituel du pouvoir administratif.

L'administration s'attacha au cours de cette période à accroître le nombre des unités administratives. En 1916, le général Aymerich institua neuf circonscriptions (un peu moins nombreuses que les *Bezirkämter* de l'époque allemande). Sept ans plus tard (1923), il y en avait douze, divisées en trente subdivisions et trois postes, tous les chefs-lieux allemands avaient alors retrouvé une fonction administrative. En 1931, on comptait quinze circonscriptions, quarante trois subdivisions et quatre postes administratifs. Quatre ans plus tard, en 1935 (v. fig. 12, p. 72), les circonscriptions devinrent des régions et reçurent un nom emprunté le plus souvent à l'hydrographie, à l'image des départements français : Nyong et Sanaga, Mbam, Mungo, etc..., elles étaient alors 17, à la suite du découpage en trois parties de la circonscription de Maroua. Cette répartition devait demeurer à peu près inchangée jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, avec deux exceptions cependant : la création d'une région Bamoun (dite Région du Noun) dont Foumban était le chef-lieu, Dschang demeurant le centre d'une région dénommée alors « Bamiléké », et le regroupement en une seule « Région du Nord Cameroun » (chef-lieu Maroua), en 1939, des trois régions : Mandara (Mokolo), Logone (Maroua) et Chari (Fort-Foureau).

L'étendue des circonscriptions et le choix des chefs-lieux est révélateur lui aussi de l'attitude officielle vis à vis de la société traditionnelle. Le découpage des unités administratives s'est toujours ainsi inspiré de l'homogénéité ethnique ou linguistique des populations concernées, les limites des unités les plus petites épousant progressivement, à mesure qu'elles étaient créées, celles des groupes ethniques. Quant au choix des centres il obéit à plusieurs considérations. La première fut le maintien des localités déjà choisies par les Allemands, quelques-unes étant d'ailleurs, on l'a vu, des cités pré-coloniales (Foumban ou Ngaoundéré par exemple). Mais Yaoundé devint la capitale du Territoire le 1^{er} mai 1921, à cause de

(1) On ne saurait en trouver meilleure illustration que dans ce passage du Rapport Annuel de la Circonscription de Douala pour l'année 1920 : « Aucune administration directe ne peut se flatter d'organiser la vie sociale sur un Territoire africain sans faire appel à l'autorité traditionnelle des chefs indigènes ; mais ceux-ci doivent agir en qualité d'intermédiaires, suivant les directives tracées par le Pouvoir central ; ils ne peuvent être que des agents d'exécution. Telle est la règle ». (cité par GOUILLAIN, 1975, p. 189).

(2) V. CHAZELAS, 1931, p. 129.

son climat plus agréable et de sa position plus centrale, remplaçant Douala qui avait été le siège de l'État Major durant les opérations militaires. Dans l'ouest cependant, une incertitude significative : parmi les neuf circonscriptions des « Territoires Occupés de l'Ancien Cameroun » figure celle de Foumban (arrêté du 14 mai 1916). Elle devient le 2 juin de la même année circonscription de Baré-Foumban-Nkongsamba et son chef-lieu est fixé à Bana qui lui donne son nom à partir du 1^{er} mai 1917. Trois ans plus tard, c'est Baré qui devient chef-lieu (16 juin 1920), puis Dschang le 1^{er} octobre, à nouveau Baré le 15 mars 1921 (« provisoirement » précise le Journal Officiel) puis Dschang derechef le 27 juin 1921. Foumban réapparaît dans la liste des sièges de circonscriptions à la fin de 1922, en disparaît moins d'un an plus tard et ne redevient chef-lieu d'une région Bamoun qu'en décembre 1939. Ces balancements reflètent bien l'incertitude des pouvoirs publics vis à vis des structures traditionnelles. Le royaume Bamoun en particulier constituait un contre pouvoir de fait solidement établi et on craignait de donner à sa capitale un rôle régional trop marqué (qui de surcroît eût été mal accepté par les Bamiléké voisins). Lorsque fut rétablie, pour peu de temps, la circonscription de Foumban, en 1922, le gouvernement s'en excusa presque dans son rapport à la S.D.N. :

« Non point cependant que le chef de la nouvelle circonscription doive se substituer au Sultan et accaparer ses pouvoirs, bien au contraire. Ce fonctionnaire est uniquement chargé de guider et de conseiller le chef héréditaire, d'orienter son action et de la contrôler. le principe, là encore, est le même : instaurer une collaboration étroite des habitants et de l'Administration, pour assurer le mieux être moral et matériel du pays ».

Ce mieux être, pourtant, on pensa vite qu'il serait préférable de le prendre en charge directement, et l'on tenta, en 1924 de détruire la monarchie bamoun en érigeant neuf « chefferies supérieures » directement responsables devant l'administration. Le sultan NJOYA s'opposa à cette réforme, on lui supprima le droit de percevoir un tribut sur ses sujets en lui fournissant une allocation annuelle. Finalement, après quelque six années de démêlés, il fut déposé, comme l'avait été auparavant dans des conditions analogues le lamido de Ngaoundéré, et déporté à Yaoundé (1931), où il mourut deux ans plus tard. Mais il fallut ensuite rétablir en faveur de son fils Seidou NJIMOLUH (toujours régnant) une partie des pouvoirs qu'il détenait.

Des problèmes analogues se posèrent en pays bamiléké, nous rapporte J. WILBOIS :

« Le chef des Bandjoun étant mort, le successeur qu'il avait désigné ne plut pas à l'administration ; elle le remplaça par son frère Joseph Kamga, qu'elle avait apprécié comme interprète ; mais pour empêcher une révolte de la population, il fallut pendant six mois maintenir une garde armée sur le King Place de son village » ⁽¹⁾.

(1) J. WILBOIS, 1935.

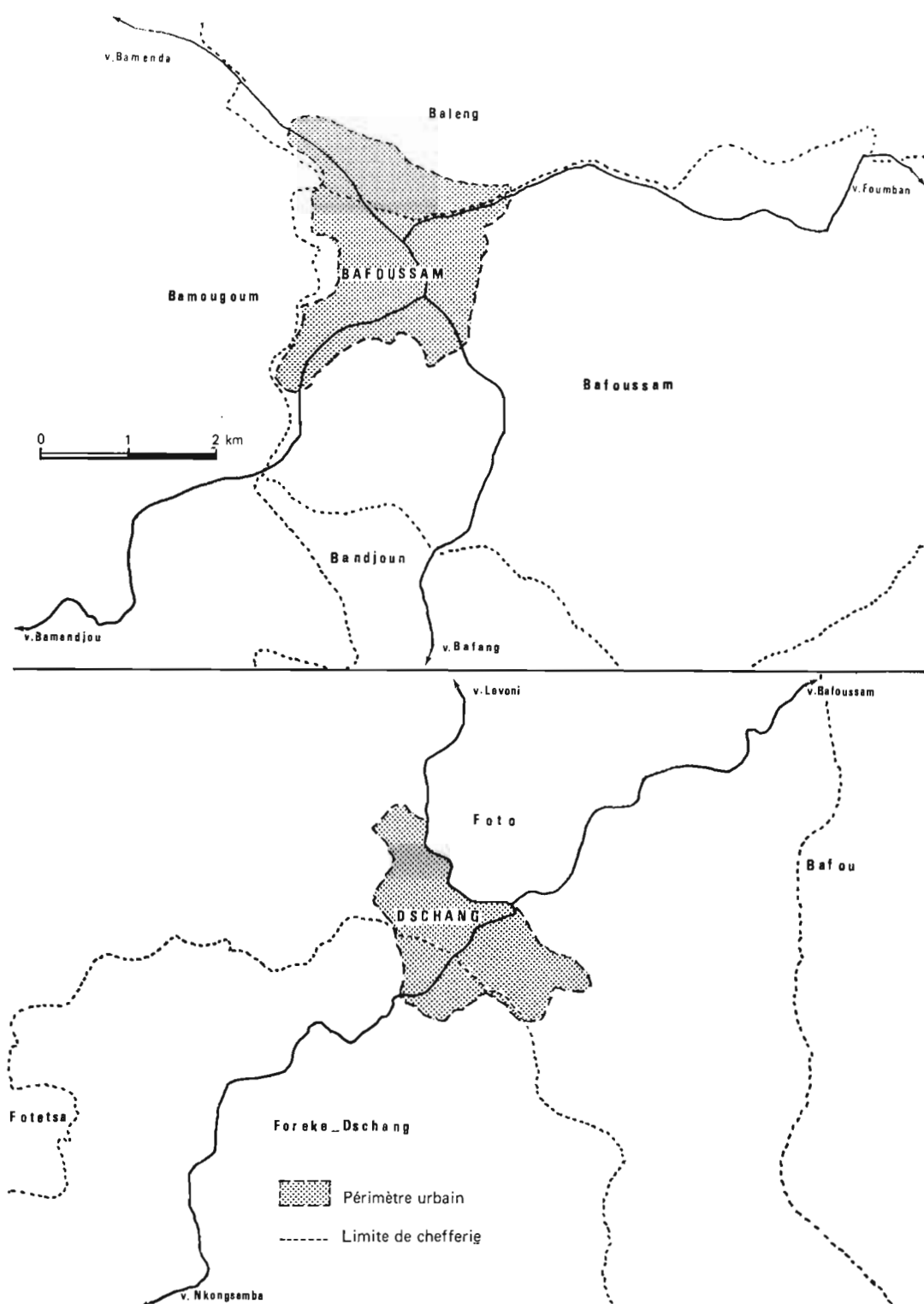


FIG. 11. *Villes et chefferies.*

Quarante ans plus tard, les choses n'ont pas fondamentalement changé dans les rapports entre l'administration et les structures traditionnelles, puisqu'on lit dans *Cameroon Tribune* du 14 novembre 1975 :

« La volonté du défunt (le même Joseph KAMGA, décédé le mois précédent) voulait que le choix de son successeur soit soumis au préalable à l'appréciation de l'administration et du gouvernement ».

Une autre caractéristique de cette ambiguïté entre les deux pouvoirs réside dans le choix des chefs-lieux : la plupart du temps, on évite le voisinage d'une chefferie trop importante, et lorsqu'il faut choisir l'emplacement des bâtiments administratifs qui deviendront progressivement l'amorce d'un centre urbain, on retient généralement un endroit proche de la limite d'une chefferie, et à l'écart des plus importantes. C'est ainsi qu'en pays bamiléké, Dschang fut établie à distance de Bafou, Bafoussam à l'écart de Bandjoun, et Bafang en dehors de Banka et loin de Bana ⁽¹⁾. Seule Bangangté fut installée sur le territoire de la chefferie de même nom, mais à proximité des chefferies voisines. Les chefs importants souhaitaient d'ailleurs eux-mêmes, souvent, cette distance entre l'administration et eux :

« ... le souci de tous les chefs bamiléké a toujours été de préserver leurs terres ; le chef de Bandjoun, alors Fotso II, manœuvra beaucoup pour empêcher l'établissement de la ville chez lui ; il aurait indiqué lui-même l'actuel site de Bafoussam qui fut ainsi retenu pour des raisons pratiques ; le chef de Bafoussam ne l'accepta point pacifiquement ; les premiers arrivés (18 personnes selon la tradition orale) virent une nuit tout leur équipement brûlé par les hommes de Mambou, ce qui valut au vieillard quelques temps d'internement » ⁽²⁾.

Dans les régions qui ne connaissaient pas d'organisation centralisée, le choix des chefs-lieux fut le plus souvent dicté par des considérations pratiques ou économiques. C'est ainsi que Baré, l'ancien poste allemand qui commanda durant un temps toute la zone des plateaux fut transformé en simple subdivision, laquelle fut ensuite transférée à Nkongsamba (sept. 1923), une petite bourgade encore, mais qui avait pour elle d'être le terminus (provisoire pensait-on encore à l'époque) du chemin de fer du nord. Lorsque se fit sentir le besoin d'un autre centre administratif entre Nkongsamba et Douala, on hésita longuement car aucune concentration d'habitants ne s'imposait : il y eut ainsi une subdivision à Nyombé, transférée ensuite à Kaké, puis à Suza (1921), puis à Mbanga (1923) érigée trois ans plus tard en circonscription (1926), puis à nouveau subdivision en 1928. Nkongsamba devenait alors définitivement chef-lieu de circonscription après avoir été une subdivision relevant de Dschang.

(1) Bien des années plus tard, en 1950, l'administration opéra de même lorsqu'elle voulut scinder la subdivision de Dschang. Le choix de Mbouda fut motivé par l'éloignement des chefferies : il fallait éviter de donner à l'une d'elles la supériorité morale sur les autres qu'elle eût pu tirer du voisinage de l'administration. En outre, en s'attribuant plus de 300 ha aux confins de plusieurs chefferies, l'administration prenait des terres qui étaient l'objet de conflits entre ces chefferies et les chefs s'en laissèrent dessaisir d'autant plus facilement qu'ils n'étaient pas très sûrs qu'elles leur appartenaient (communication orale de M. LEGRAND, premier administrateur de Mbouda).

(2) KAMGA SOUOP, 1972, p. 46.



FIG. 12. Les divisions administratives en 1935.

Alors que le centre et le sud du pays voyaient se perpétuer à peu près le même niveau d'encadrement, l'est et le nord, très vastes, étaient peu à peu morcelés en unités plus facilement contrôlables par les administrateurs : la circonscription de Doumé de 1916 donnait ainsi naissance aux deux unités de Lomié et Doumé ; celle-ci, malgré son ancienneté et son fort allemand cédait ensuite la place à Batouri, cependant que Lomié disparaissait aussi au profit d'Abong-Mbang (qui, créée en 1928 n'a toujours que les effectifs humains d'un petit bourg) et de Yokadouma. Cette dernière circonscription fut supprimée en 1933 pour des raisons économiques :

« Peuplée de 20 000 habitants seulement, cette circonscription, par suite de l'avitissement des cours du caoutchouc a vu son activité économique réduite presque à néant depuis plusieurs mois et je ne pense pas qu'il soit possible d'envisager une reprise dans ce domaine » ⁽¹⁾.

Une région de la Boumba Ngoko fut cependant rétablie en 1935, commandée par Yokadouma, supprimée à nouveau en 1941 et il fallut attendre 1950 pour qu'elle soit reconstituée. Ces différents avatars étant dus à la difficulté d'administrer depuis Batouri une région vaste, éloignée et frontalière mais mal pourvue en hommes et dotée de faibles ressources économiques. Processus identique dans le nord : si Ngaoundéré demeure inamoviblement à la tête de l'Adamaoua, la circonscription de Garoua est amputée de Maroua (1923) qui donne elle-même naissance (1935) aux régions du Logone (Maroua), du Chari (Fort-Foureau) et du Mandara (Mokolo).

À la fin de cette période de trente ans (1916-1945) sont mis en place tous les centres urbains du Cameroun : quelques-uns recevront par la suite des fonctions plus importantes, quelques autres, plus rares, verront diminuer leur ressort territorial ou le niveau de leurs fonctions, mais dans l'ensemble, l'armature urbaine administrative demeurera.

Du côté anglais, l'organisation territoriale était assez différente et les fonctionnaires coloniaux britanniques peu nombreux. En 1927 par exemple, il n'y avait que 258 Européens dans le Cameroun britannique, dont seulement 60 sujets de Sa Majesté (par contre 179 personnes étaient de nationalité allemande).

Cette partie mineure du Cameroun que s'était réservée la Grande-Bretagne paraissait d'un faible intérêt à côté du gros morceau constitué par le Nigeria, alors que le Cameroun français, lui, pesait d'un poids important sur le plan démographique et économique face à l'A.É.F. ⁽²⁾. La partie septentrionale (Northern Cameroons), composée de deux bandes non

(1) P.V. du Conseil d'Administration du Cameroun, année 1933, Archives de la rue Oudinot APA 3135.

(2) Au point que certains envisageaient même, à une époque, d'en faire le point central de l'ensemble équatorial français : « C'est au Cameroun que la capitale de l'Afrique Équatoriale future doit trouver sa place normale, à proximité des grandes voies de communication qui relieront à la mer les diverses régions de l'immense hinterland du Cameroun, du Gabon septentrional, du Congo, de l'Oubangui et du Tchad ». *Compte rendu de tournée du Commissaire de la République Française (Lucien FOURNEAU) dans les territoires occupés de l'ancien Cameroun (janv.-avril 1918)* Archives Aix en Provence, dossier 4 (2) D 24 bis.

contiguës, fut pratiquement intégrée au Nigeria du nord, sous le contrôle des grands émirats peuls. La partie méridionale (Southern Cameroons) fut également administrée, en fait, comme une partie de l'Eastern Province. La structure administrative laissée par les Allemands fut conservée sans grands changements, avec quatre « Divisions » pour le sud : Victoria, Kumba (ex-Johann Albrechthöhe) qui s'agrandit à l'ouest du territoire commandé auparavant par Rio del Rey, Mamfe (succédant à Ossidingue), augmentée à l'est d'une zone relevant à l'époque allemande de Dschang, et Bamenda. Les fonctionnaires européens de cette province n'étaient que 43 en 1931, dont 16 servaient dans l'administration générale. Quelques années plus tard, en 1938, on ne comptait encore que 74 britanniques (qui n'étaient pas tous fonctionnaires) mais 285 allemands.

La politique de l'Indirect Rule, appliquée d'abord par Lord LUGARD au Nigeria septentrional fut l'objet, ici, d'une mise en œuvre adaptée. Elle s'appuyait sur les collectivités locales, les Native Authorities, qui ne fonctionnaient bien que là où existait une structure traditionnelle bien organisée, c'est-à-dire, en fait, sur les plateaux. L'administration balançait toujours, d'ailleurs, entre le respect des autorités traditionnelles et le désir de promouvoir des institutions plus démocratiques ⁽¹⁾. Aussi le plus souvent prévalurent des solutions empiriques, qui pouvaient être différentes selon les régions concernées. Ainsi à Bamenda, en 1927, sur les 13 « districts », certains ont un seul chef (Banso, Nkom, Bali), d'autres rassemblent en une « Joint Authority » trois ou quatre chefs voisins (Nsungli, Meta, Ngie), d'autres encore ont un council comme Bafut, Ngemba ou Ndop. Un peu plus tard, en 1931, le rapport à la S.D.N. dénombre 15 Native Authorities dans Bamenda Division, 10 dans Kumba et 3 chefs de districts dans Victoria.

Cette armature urbaine administrative ne connut pratiquement pas de changement entre les deux guerres et se maintint sous la forme des quatre chefs-lieux de division, parmi lesquels seule Victoria, de par son passé et son activité économique portuaire pouvait faire figure de véritable ville, Buea pouvant être considérée un peu comme une annexe résidentielle et climatique.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le gouvernement allemand, nous l'avons vu, avait entrepris un vaste effort de développement économique, qui avait porté essentiellement sur

(1) En témoigne par exemple ce passage du rapport à la SDN pour 1933 (p. 9) (in Bamenda Division...) « Formerly, the chief was advised by a secret society which cannot now be recognized by the Government. Efforts have been made with some success to persuade the four most powerful and conservative chiefs, those of Bali, Bafut, Banso and Nkom, who, it appears, choose their own advisers, to select them from a wider field than that of a secret society. »

On a coutume d'opposer les pratiques coloniales françaises et britanniques. Mais le résultat fut identique, dans le sens d'un affaiblissement de l'autorité des chefs. Simplement du côté français, on mettait l'accent sur leur subordination aux autorités administratives coloniales. Alors que les Anglais, tout en conservant la haute main sur l'administration au niveau le plus élevé, mettaient un frein, localement, au pouvoir des chefs par le développement d'institutions locales représentant, d'ailleurs imparfaitement la population. (Cf. sur ce sujet, l'ouvrage de J. LOMBARD, 1967. Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique Noire).

la création d'une infrastructure ferroviaire et l'installation de grandes plantations. Si la prise en mains s'effectua rapidement sur le plan administratif, la reprise économique fut plus lente, comme le constatait L. FOURNEAU, commissaire de la République, lors d'une tournée faite au début de 1918. La situation politique est satisfaisante, dit-il...

« mais le noir n'a pas oublié non plus l'ère de prospérité matérielle réelle dont commençait à jouir la colonie dans les années qui ont précédé la guerre alors que le Cameroun faisait un commerce de 80 millions de francs par an... On ne fait plus de grands travaux, les bateaux sont rares et le commerce s'en ressent (à Lomé, il y avait 80 commerçants européens avant la guerre, un seul aujourd'hui). ... Un effort vraiment remarquable avait été fait par les Allemands pour doter le Cameroun d'un réseau routier comme je crois qu'il en existe peu dans nos colonies de l'Afrique tropicale. J'ai été frappé de la somme de travail que représente l'établissement de voies de communication » (1).

La guerre, au contraire de celle qui se déroulait en Europe, n'avait pas causé un nombre considérable de morts, mais les conséquences économiques et humaines étaient importantes : dévastation de villages et de plantations, extension des maladies endémiques à la fois à cause des convois de porteurs et des colonnes militaires qui se déplaçaient et de la désorganisation des services de santé. S'y ajoutèrent l'abandon de presque toutes les grandes entreprises agricoles et commerciales par leurs cadres allemands et le départ de la main-d'œuvre. Enfin de nombreux ouvrages d'art avaient été détruits sur le chemin de fer du Centre (Mittelbahn). Ils furent assez vite réparés, la circulation rétablie, et on entreprit de poursuivre la construction jusqu'à Yaoundé, qui fut atteinte en 1927. Sur le chemin de fer du nord, par contre, on s'en tint à l'acquit de l'avant-guerre et Nkongsamba devint le terminus définitif à cause des difficultés techniques qu'aurait représentée la montée sur le plateau bamiléké.

Les biens allemands avaient été placés sous séquestre, et, du côté français une commission de liquidation fut constituée. Les biens fonciers situés dans les villes (Douala et Kribi par exemple) se vendirent bien mais les grandes plantations trouvèrent plus difficilement preneurs et nombre d'entre elles furent achetées, finalement, par des étrangers. Il en fut de même dans la partie britannique où la vente dura jusqu'à la fin de 1924. La plupart des plantations y furent d'ailleurs rachetées par leurs anciens propriétaires allemands.

L'administration française paraissait plus portée à promouvoir les plantations indigènes que les européennes, (2) en partie pour des raisons humanitaires si l'on en croit le Cdt MARABAIL :

« Le système allemand, forçant 30 000 travailleurs à quitter leurs villages pour être employés dans les plantations européennes ne saurait être maintenu par les peuples qui ont véritablement souci

(1) C.R. de tournée ... janv.-avril 1918, Archives Aix, 4 (2) D 24 bis.

(2) Celles-ci continuèrent cependant à se développer. De 1922 à 1929, 215 concessions rurales nouvelles furent accordées dont 88 pour les circonscriptions de Dschang et de Nkongsamba portant sur 52 152 ha (dont près de 20 000 dans les 2 circonscriptions de l'ouest) CHAZELAS, 1931, p. 155.

de leur tâche civilisatrice. Au lieu de vastes sociétés européennes, c'est donc l'indigène qui doit être appelé à produire ce qu'on en attend. Intelligent et doué de véritables facultés d'assimilation, il est apte à remplir la tâche qu'on lui réserve » (1).

Le développement de ces petites plantations paysannes fut certes spectaculaire puisque le Cameroun devint rapidement exportateur de cacao, puis de café, produits qui venaient surtout de ces entreprises familiales. Elles furent aidées et encadrées par de nombreuses coopératives pour le cacao, puis les bananes et le café, des deux côtés de la frontière. L'extension des cultures de rente fut freinée cependant dans certaines régions, en pays bamiléké par exemple, où des réglementations successives furent établies par crainte de la disette dans un pays que l'on disait, déjà, surpeuplé.

L'EMPLOI DANS LES PLANTATIONS

Plus significative pour notre propos est l'attitude des pouvoirs publics vis à vis des grandes plantations. L'administration hésitait entre deux politiques. La première consistait à protéger « l'indigène » : il fallait éviter les abus commis par les prédécesseurs allemands en imposant aux employeurs une réglementation qui constituait une sorte de code du travail. La seconde considérait l'urgence qu'il y avait à assurer la récolte ou les travaux d'entretien, et l'intérêt pour le territoire d'accroître ses exportations ; elle conduisait de ce fait à fermer les yeux sur les abus et à faciliter le recrutement de main-d'œuvre par les « privés » (2). L'administration pouvait d'ailleurs difficilement être très répressive en ce domaine alors qu'elle organisait elle-même le travail forcé et les corvées pour maints travaux d'utilité publique.

Ce problème de l'emploi revient comme une préoccupation lancinante dans les rapports d'administrateurs, ceux du Mungo qui se font l'écho des planteurs, comme ceux du plateau qui se plaignent de ne pouvoir recruter facilement des travailleurs. D'importants courants migratoires s'étaient pourtant déjà établis au départ des plateaux. Mais dès cette époque le travail de plantation n'apparaissait pas des plus attractifs et les salaires étaient presque toujours inférieurs à ceux qui étaient pratiqués au Cameroun anglais (3). Le travail salarié lui-même présentait moins

(1) Cdt. MARABAIL, 1919.

(2) « En fait et dans la pratique, la réglementation sur le recrutement des travailleurs n'a jamais été appliquée dans la Région du Noun. Il n'y a jamais eu carence administrative mais, en cette matière, les légitimes intérêts des employeurs répondaient à une nécessité sociale indigène : décongestionnement des chefferies surpeuplées, amélioration du sort des jeunes, mieux être matériel et moral ». (RAYNAUD — Bafang septembre 1937 APA 118 20/B. Les abus sont de deux sortes selon cet administrateur : 1) les autorisations de recruter délivrées aux employeurs servent souvent de couverture et beaucoup de recrutés sont descendus de nuit sans aucun contrôle. 2) des recruteurs indigènes clandestins opèrent pour le compte de plantations allemandes de la zone anglaise.

(3) En 1926, dans la région de Victoria, sur 12 128 travailleurs de plantations, 6 330 étaient « Français » et 5 798 venaient des « territoires britanniques ». Les rapports cependant s'inversent dès l'année suivante (respectivement 5 347 et 7 597 travailleurs) ce dont se rejouit l'administration britannique : « another very satisfactory feature about labour supply is that there has been an increase in the proportion of labour coming from tribes in the british sphere and a decrease from the french sphere ». Report ... for the year 1927, p. 35.

d'attraits, sinon comme premier emploi, que l'installation à son propre compte comme planteur. Enfin Douala commençait déjà à exercer sur les jeunes une attraction qui préoccupait les autorités :

« Il n'est pas admissible, lit-on dans une circulaire du gouverneur BRUNOT aux chefs de régions, que les indigènes quittent leur village pour mener dans la banlieue mal famée des grosses agglomérations, une existence de parasites et deviennent par là-même accessibles aux tentations les plus pernicieuses de l'oisiveté » ⁽¹⁾.

Refouler les vagabonds sur leur village d'origine, comme le recommandait la circulaire, ne donnait pas pour autant des travailleurs aux plantations. En octobre 1937 furent institués des Offices Régionaux du Travail dans chacune des subdivisions de la région du Noun (celui de Bafoussam s'étendant aussi sur la subdivision de Foumban et celui de Bafang sur la région du Mungo) ⁽²⁾. Le recrutement en fut amélioré mais les problèmes ne furent pas résolus ⁽³⁾. D'autant moins que de nouvelles plantations européennes se créèrent encore entre les deux guerres : de 1922 à 1929, 10 concessions dans la circonscription de Dschang (presqu'uniquement en pays bamoun), totalisant 2 900 ha, et 78 dans celle de Nkongsamba, avec 17 000 ha. Dans les deux cas, l'appel de main-d'œuvre accentua le processus de migrations originaires du plateau bamiléké. De l'autre côté des Bamboutos un mouvement parallèle se développait en direction des grandes plantations de la région du Mt Cameroun. Celles-ci ne connaissaient pas les mêmes difficultés. « The labour supply has continued to be surprisingly good » lit-on à plusieurs reprises dans les rapports à la S.D.N. Outre les salaires plus élevés, les travailleurs pouvaient bénéficier de conditions d'accueil plus favorables, logement, services sociaux, etc... Mais là aussi on cherchait à fixer les travailleurs à proximité des plantations.

Dès cette époque, les ponctions effectuées par les migrations sur le milieu rural étaient importantes. Dans la chefferie de Bangangté par exemple, on ne comptait en 1937 que 2 200 hommes imposables pour 4 200 femmes, et le chef estimait qu'il avait plus de sujets hors de son territoire que sur celui de sa chefferie ⁽⁴⁾. Dans la chefferie de Fotouni, le chef de subdivision de Bafang recensait en décembre 1935, 683 hommes pour 1 377 femmes et il notait :

« Absence presque complète de jeunes gens de 16 à 30 ans, qui tous, sans doute, doivent descendre sur les plantations du sud pour y trouver du travail et amasser une somme suffisante pour constituer

(1) J.O.T.C. 1^{er} avril 1939.

(2) Une autre mesure fut adoptée pour tenter de résoudre ce problème de main-d'œuvre, qui revenait à pousser à la migration. « À la suite de plusieurs interventions de planteurs européens de la région de Foumban, Monsieur le Commissaire de la République vient, en raison de difficultés momentanées de main d'œuvre de prendre la décision de ralentir l'extension des cultures de caféier *Arabica* par les indigènes de la région du Noun ». R. COSTE, 1937, p. 23.

(3) Les O.R.T. créés pour offrir des emplois salariés furent vite détournés de leur but et servirent essentiellement à alimenter en main-d'œuvre forcée les plantations européennes de la région de Fombot et de celle de Nkongsamba. En 1941, selon un rapport de DUGAST, près de 3 000 travailleurs originaires des subdivisions de Dschang, Bafang et Bangangté avaient été embauchés de force dans les plantations de la région de Nkongsamba.

(4) F. C. C. EGERTON, 1938, p. 73.

une dot ou une partie de dot... les jeunes gens reviennent généralement au pays pour se marier, mais repartent pour retrouver dans le sud leurs occupations » ⁽¹⁾.

Déplacements vers les plantations certes, mais aussi vers les chantiers de travaux publics, nombreux dans les années 1920 à 1940, parmi lesquels l'achèvement du chemin de fer jusqu'à Yaoundé, notamment, mobilisa des effectifs très importants de travailleurs. Malgré le développement des voies de communication, le portage restait un moyen de transport encore très utilisé. Dans les quatre divisions du Southern Cameroons, par exemple, 10 000 porteurs (dont plus de 4 000 dans la seule division de Bamenda) étaient engagés pour les tournées officielles et les entreprises du gouvernement en 1927 ⁽²⁾.

Ces formes diverses de la vie économique eurent toutes un résultat identique, le départ des zones rurales d'un nombre important de personnes, dont beaucoup, après un itinéraire parfois compliqué se retrouvèrent en ville.

QUELLES VILLES ?

On connaît mal les centres urbains de l'entre-deux guerres. Ni leur population, englobée le plus souvent dans celle de la subdivision qu'elles dirigent, ni leur aspect extérieur ou leur équipement. Rapports administratifs et récits de voyageurs s'intéressent plus aux coutumes, aux langues ou aux questions traditionnelles qu'au phénomène urbain naissant. Quelques traits cependant permettent de dresser une esquisse des principaux centres.

Douala tout d'abord, capitale de guerre, de 1915 à 1921, puis à nouveau de 1940 (l'un des premiers actes du colonel Leclerc, le 30 août, après le ralliement du territoire à la France Libre) à 1946, s'affirme, même en temps de paix, comme la véritable capitale économique. En 1923, 30 maisons de commerce pratiquent l'import-export, et 10 uniquement l'import ; 3 agences bancaires et 5 agences de compagnies de navigation sont aussi installées dans la ville ⁽³⁾. La population passe de 25 000 habitants en 1923 à 60 000 en 1947, soit une croissance relativement modeste de 4 % par an. EGERTON la décrit en 1938 comme une petite ville aux quartiers bien différenciés : les entrepôts et le port en forment la partie la plus animée, la ville européenne sur la « falaise » est à la fois centre commercial et résidentiel, avec un hôtel, le Lido, cependant que les trois villages indigènes sont tenus à distance. La ségrégation voulue par les Allemands pour des raisons sanitaires a donc été tout normalement perpétuée par leurs successeurs. Une partie des principaux services du Territoire est demeurée à Douala, notamment les Directions des Postes, des Douanes, des Tra-

(1) *Rapport de tournée à Fotouni nov.-déc. 1935*, LACOUR. *Archives Nationales de Yaoundé* APA 118 04/C.

(2) *Report ... to the League of Nations*. 1927, p. 39.

(3) *Guide de la colonisation*, 1923.

vaux Publics et des Chemins de Fer, ainsi que les Chambres d'Agriculture et de Commerce.

Yaoundé, de son côté, a une croissance plus lente : 5 865 habitants en 1926, 9 000 en 1939, 17 000 en 1945 (accroissement de 3,3 % avant la guerre, mais qui atteint ensuite 11 % par an en moyenne). Comme à Douala, la ségrégation a des fondements sanitaires. Le rapport de 1923 à la S.D.N. précise :

« Toutes les cases indigènes ou paillotes habitées par les Noirs ont été transférées hors du périmètre urbain... Ce périmètre, largement établi permet une ségrégation vraiment efficace » (1).

D'autre part, l'arrivée du chemin de fer entraîne le déplacement du quartier commercial qui s'installe à proximité de la gare, laissant à l'administration la colline où se trouvent de nos jours la Présidence et les ministères. Il n'y a que 11 maisons de commerce dans la capitale en 1923 (7 françaises et 4 anglaises), plus un certain nombre de « traitants indigènes ».

Nkongsamba est considérée comme la troisième ville du Cameroun, ce qu'elle doit plus à son activité qu'à son poids démographique (2). C'est encore une petite ville de 2 100 habitants en 1933, mais elle connaît une activité économique croissante et passe à 7 760 habitants en 1945 (soit une croissance moyenne de plus de 11 % par an). Son départ fut lent (3), car elle était en position excentrique par rapport aux plateaux bamiléké-bamoun, et ce n'est qu'en 1928 que la subdivision fut érigée en circonscription, regroupant des territoires enlevés à Dschang et à Douala. Finalement, son rôle de terminus de chemin de fer l'a emporté sur cette position un peu excentrique. Nkongsamba, tout comme Eséka entre 1914 et 1927, tira largement profit de sa situation, notamment en organisant le transit des marchandises. Un réseau de pistes de portage en partait dans plusieurs directions. À raison de 25 km environ par jour, on comptait au départ de la ville 3 étapes vers Bana, 3 et demi vers Dschang, 8 pour Foumban et 26 jusqu'à Ngaoundéré (4).

Cette fonction de transit était assurée par des maisons de commerce européennes qui s'installèrent assez nombreuses dans la ville. En juin 1924, par exemple, une trentaine de lots étaient attribués dans le centre urbain. Parmi les attributaires on trouve 12 sociétés (7 françaises et 5 anglaises), 10 particuliers européens (dont 9 Français) et 11 Africains (dont 2 Sénégalais, 2 Bamiléké, 4 « Haoussa ») (5). Dès cette époque s'esquissait tout un réseau commercial où les sociétés européennes d'import-export basées à Douala avaient des agences à Nkongsamba et distribuaient ou collectaient marchandises européennes ou produits locaux par l'intermédiaire

(1) Cité par A. FRANQUEVILLE, 1968, p. 130.

(2) Les trois villes du nord avaient alors des effectifs plus importants : 5 000 habitants à Garoua en 1933, 8 400 à Ngaoundéré la même année, et 13 600 à Maroua (Y. MARGUERAT : les villes et leurs fonctions). Mais l'activité économique y était moindre qu'à Nkongsamba.

(3) B. NKUSSI, 1967.

(4) Le nombre de ces étapes et l'emplacement des gîtes étaient fixés par des arrêtés publiés au *Journal Officiel*.

(5) B. NKUSSI, p. 80.

de quelques détaillants européens et d'un nombre croissant de petits commerçants africains. Le pasteur CHRISTOL a laissé une première description de la ville où il est arrivé en 1920 :

« Nkongsamba... est une ville coloniale en miniature une rue bordée de factoreries en tôles ondulées, la gare, un petit bureau de poste, la place du marché, toute grouillante de monde à certaines heures du jour, la ville indigène, le gros village haoussa et sa mosquée, en tôles ondulées elle aussi ; enfin notre pauvre case chapelle, qui n'a aucune apparence mais où il se fait cependant de belles choses. Si Nkongsamba n'a rien d'extraordinaire la vue qu'on a sur les deux montagnes du Manengouba et du Nlonako est, par contre, de toute beauté, et l'air que l'on respire là-haut est tout à fait excellent et vivifiant » ⁽¹⁾.

Quelques années plus tard, en 1938, l'image qu'en laisse une voyageuse montre les progrès rapides de la ville :

« Des factoreries constituant la ville européenne s'alignent de la gare au Bazar sous lequel s'étale le pittoresque village indigène. À droite sur la hauteur, avec la Résidence et les bâtiments administratifs, le Cercle, les tennis, la case de passage, c'est le centre élégant, tandis qu'en face de ce quartier profane s'élèvent, sur la colline, l'église et les constructions religieuses de la Mission » ⁽²⁾.

Factoreries, quartier administratif, quartier résidentiel et « villages indigènes », ce sont là les éléments classiques du poste colonial de l'époque ⁽³⁾.

En même temps que croissait Nkongsamba, un autre centre, non loin de là, déclinait irrémédiablement, Yabassi. C'était une place de commerce importante jusque vers 1930, où l'on recense encore 17 factoreries, dont 9 gérées directement par des Européens :

« Ces maisons de commerce achètent les produits de l'intérieur, notamment les palmistes, qui leur sont apportés par les indigènes. La concurrence est vive et chaque maison de commerce entretient une pirogue sur le Wouri pour faciliter le passage de la clientèle... Cependant, avec le développement du Mungo, la région de Yabassi va perdre de son importance. Elle ne se relèvera pas de la crise économique des années 30. En 1930, quatre maisons de commerce sur les 17 que nous venons de citer, ont déjà fermé leurs portes et les gérants européens laissent la place à des homologues camerounais » ⁽⁴⁾.

Les autres villes de l'ouest faisaient figure bien modeste encore. C'est cependant l'époque où elles affirment progressivement leur fonction administrative, notamment pour les deux chefs-lieux de circonscription (puis de régions), Dschang et Foumban.

C'est pendant la guerre que l'on décida d'installer à Dschang une station d'altitude pour les familles européennes du Cameroun de l'A.É.F. et du Nigeria qui ne pouvaient rentrer en Europe. Le centre climatique fut ouvert en 1943, donnant à la ville une allure de petite station thermale.

(1) F. CHRISTOL, 1922, p. 234.

(2) M. de LYEE de BELLEAU, 1945, p. 40.

(3) Ils sont décrits en termes identiques au Gabon et au Congo par G. SAUTTER, 1966, p. 195.

(4) J.-C. BARBIER-J. CHAMPAUD, 1978.

Durant quelques temps, Kounden, en pays bamoun, aujourd'hui station d'élevage, avait joué un rôle identique.

Dschang souffre cependant de sa médiocre desserte routière :

« Dschang se vide peu à peu de ses commerçants indigènes dont certains possèdent des stocks de palmistes importants s'élevant chez l'un d'eux à plus de 50 tonnes faute de route permettant l'évacuation des produits. Les commerçants semblent pour le même motif, renoncer cette année à la campagne d'arachides qui s'annonçait très brillante. Le sort du centre commercial de Dschang qui devait être installé à la saison sèche prochaine, semble très compromis par suite de l'absence de routes, aucun indigène ne voulant plus maintenant faire de portage pour le commerce » ⁽¹⁾.

Des circonstances analogues entraînent dans le même temps le déclin de Bana :

« Seul un fait nouveau paraît influencer sur le marché du commerce qui est l'abandon presque complet par les indigènes de la région de Bana. Cet abandon a naturellement amené les deux commerçants européens installés dans le pays à rechercher une nouvelle place pour l'installation de leurs factoreries. Les commerçants indigènes relativement nombreux ont suivi le mouvement. Les seuls points commerciaux de la région de Bana sont Bafang et Bafoussam. Le premier est exactement le point de passage obligé de toutes les routes menant du Bamoun et du pays des Bamiléké de Bana ainsi que d'une partie du pays de Dschang et d'une partie de Fontchanda vers Nkongsamba. Le second est l'aboutissement des routes venant de Bamoun et du Bansa anglais vers Nkongsamba ainsi que le point de passage de la route Haoussa-Bafia-Tonga-Bangoua-Bagam-Bamenda-Foumban » ⁽²⁾.

Autour de l'administration proprement dite gravitent les services de police, gendarmerie et justice (Tribunal de 2^e degré), ceux de l'enseignement et de la santé, de l'agriculture et de travaux publics. Les équipements sont encore modestes : l'école régionale primaire à cycle complet est le plus répandu dans ces villes où n'existe encore aucune structure d'enseignement secondaire (ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale qu'un collège sera créé à Nkongsamba) ; un hôpital et un service de médecine préventive, ainsi qu'un bureau de poste figurent aussi parmi ces équipements. Un chef-lieu de subdivision possède généralement les services suivants : brigade de gendarmerie, agence spéciale (trésorier-percepteur), bureau postal, tribunal du premier degré, secteur scolaire, coopérative. En outre, comme dans les circonscriptions, un périmètre urbain est constitué et les lots attribués aux commerçants ou aux simples particuliers. Enfin un marché se tient régulièrement dans la ville. La population urbaine reste cependant modeste : Victoria a 4 500 habitants en 1928, Bafoussam 4 800 en 1938, Bamenda 1 300 seulement en 1934.

Au Cameroun britannique, c'est Victoria qui fait figure de vraie ville, doublant sa population, vraisemblablement, entre 1930 et 1950. Pourtant, malgré sa situation au cœur des grandes plantations allemandes (le commerce

(1) *Rapport 3^e trimestre 1925, cité par C. TARDITS, 1960, p. 81.*

(2) *Bulletin commercial 3^e trimestre 1925, cité par C. TARDITS, 1960, p. 81.*

était, lui, entièrement aux mains de sociétés anglaises), elle voit son rôle portuaire concurrencé victorieusement par Tiko, où peuvent accoster les cargos pour y charger bananes, cacao, huile et amandes de palme, et caoutchouc, sans la rupture de charge qu'imposait le manque de profondeur d'Ambas Bay.

« Redevenue une petite préfecture au départ des Allemands en 1915, la ville n'a pas eu depuis de fonctions capables de lui rendre le dynamisme qu'elle avait connu. Et pourtant elle s'accroît, devenant une ville-refuge pour les travailleurs saisonniers ou insatisfaits, dans l'attente d'un travail, et pour les Nigériens entrepreneurs et trop nombreux chez eux » (1).

En outre beaucoup de petits centres se développent à la faveur de l'activité des plantations, par exemple Nyombé, Penja et Loum dans le Mungo :

« Les demandes de location y sont nombreuses, c'est entre les commerçants une concurrence acharnée... Loum continue d'être le grand marché des macabos. Les apports provenant de la zone anglaise sont considérables » (2).

Il en est de même à Mbanga devenue chef-lieu de circonscription en janvier 1926 :

« Le centre de Mbanga, de création récente a pris rapidement une grande extension. Douze maisons de commerce s'y sont installées et un nouveau lotissement est en préparation. La colonisation européenne est représentée par de nombreuses et importantes entreprises s'intéressant à la culture du tabac, du palmier, du cacaoyer » (3).

On observe un phénomène analogue du côté anglais, avec l'esquisse, à côte des grandes plantations, de bourgs aux fonctions commerciales diversifiées, procurant aux salariés le ravitaillement vivrier et des marchandises d'importation.

Les Européens ne sont pas très nombreux au Cameroun. En 1931, on en compte 2 159, dont 1 373 hommes. Parmi ceux-ci, 523 sont dans la circonscription de Douala et 258 dans celle de Yaoundé. Par catégories socio-professionnelles, les fonctionnaires sont les plus nombreux (500) suivis des commerçants (325) et des missionnaires (155) ; on compte aussi 110 planteurs, 40 industriels et autant d'exploitants forestiers.

Dans la croissance urbaine de cette époque les missions jouent un rôle important, plus que durant la période allemande. Moins par la concentration humaine dont elles sont le pôle (les « villages de chrétiens » qui jouxtent parfois les missions n'atteignent jamais des dimensions très importantes), que par leur rôle de centres de services. Installées le plus souvent à quelques kilomètres d'un centre administratif, sur une colline (parfois aussi en pleine campagne, notamment en zone britannique), elles

(1) G. COURADE, 1975, p. 93.

(2) *Rapport de la circonscription de Mbanga, 3^e trimestre 1927, Archives Nationales de Yaoundé APA 11799/D.*

(3) *Bulletin de l'Agence Économique des Territoires Africains sous mandat (Mai 1927).*

rassemblent quelques équipements : église et logement des missionnaires bien sûr, mais aussi dispensaire et parfois hôpital. Celui d'Enongal, grande mission presbytérienne proche d'Ebolowa était en 1935 « le mieux monté du Cameroun » selon J. WILBOIS ; il y avait aussi à côté « divers ateliers, dont une imprimerie qui forment un important centre d'enseignement professionnel » ⁽¹⁾. À partir de là, les pasteurs rayonnaient sur un vaste territoire où le relais de l'évangélisation était assuré par 118 catéchistes. Organisation analogue dans les missions catholiques, également installées à l'écart des villes, et que décrit le même auteur :

« À côté du presbytère, au moins dans les missions importantes, sont l'école, qui est presque toujours un externat, le sixa ⁽²⁾, un dispensaire, la maison des sœurs, des cases de catéchistes ou de boys, des ateliers de menuiserie, un four à briques, une basse-cour, un jardin potager, une plantation de bananiers, de caféiers ou de palmiers pour fournir aux missionnaires leurs légumes, leurs volailles, et s'ils ont une main-d'œuvre habile, quelques produits qu'ils arrivent à vendre. C'est toute une petite cité : aux Noirs, elle semble une forteresse et un Eden » ⁽³⁾.

De la Tutelle à l'Indépendance

Le Cameroun français participa de façon active à la deuxième guerre mondiale et se rallia dès le 27 août 1940 à la France Libre du Général de Gaulle. Son passé allemand et les convoitises du Reich sur les colonies dont il avait été spolié en 1919 accélérèrent ici la rupture avec le gouvernement de Vichy. Douala, à nouveau redevint capitale. Le pays fut une base de transit pour les troupes qui se rendaient au Tchad puis en Lybie, et il contribua largement à l'effort de guerre tant en hommes qu'en matières premières.

Le mandat de la S.D.N. fut transformé en tutelle de l'O.N.U., assortie d'un contrôle plus précis de l'organisation internationale sur les puissances administrantes et d'une incitation plus nette à conduire ces pays à l'autonomie.

Du côté britannique, peu de changements jusqu'en 1957 ⁽⁴⁾. Le statut de 1946, dit « Constitution Richards » maintint l'incorporation du territoire dans le Nigeria. En 1948 sont instituées au sud deux provinces, Bamenda et Cameroons, mais elles sont supprimées en 1957, et l'ensemble, sous le nom de « Cameroons » se voit alors reconnaître une certaine autonomie, cependant que le Northern Cameroon demeure intégré au nord

(1) J. WILBOIS, 1935, p. 113.

(2) Sixa (de l'anglais « sisters ») : sorte de couvent où faisaient retraite les jeunes filles qui désiraient se marier religieusement.

(3) J. WILBOIS, 1935, p. 122.

(4) Sur l'histoire institutionnelle du Cameroun jusqu'à la récente constitution de 1972, on lira avec profit « Le Cameroun » de M. PROUZET, 1974.

de la colonie voisine. Un Premier Ministre est désigné le 15 mai 1958. Du coup, la petite ville de Buea (3 000 habitants en 1953) qui n'était plus guère qu'un centre climatique pour les Européens de la région, reprend vigueur avec l'installation de ce premier gouvernement autonome, et d'une, puis de deux Assemblées.

L'accès à l'autonomie interne suivit une voie parallèle du côté français : une Assemblée Territoriale fut élue en 1956 et un Premier Ministre (André Marie MBIDA, M. Ahmadou AHIDJO étant vice premier ministre chargé de l'Intérieur) désigné le 16 mai 1957. L'Indépendance fut ensuite proclamée le 1^{er} janvier 1960.

L'Indépendance survenait dans des conditions difficiles pour le Cameroun : une bonne partie de l'ouest, en particulier, échappait au contrôle régulier des autorités de Yaoundé. Née au lendemain de la guerre, l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.) s'était vite affirmée comme le principal parti politique du Territoire. Solidement structuré et hiérarchisé, dirigé par des militants dynamiques, il étendit très vite son influence sur le pays bassa (dont son Secrétaire Général, Ruben Um Nyobé, était originaire) la région de Douala, le Mungo et le pays bamiléké. Interdit par le gouverneur Roland Pré, en 1955, à la suite d'incidents violents dans quelques villes, il se transforma en organisation armée clandestine. Ses deux revendications essentielles étaient l'indépendance et la réunification du Cameroun tel qu'il existait avant 1914. Il trouva un terrain favorable dans le prolétariat urbain et dans les campagnes de l'ouest, où le manque de terres, les compromissions des chefs traditionnels avec l'administration, l'émigration des jeunes sans emploi avaient suscité bien des rancœurs. La rébellion qui s'éteignit vite en pays bassa après la mort d'Um Nyobé (septembre 1958) bénéficiait dans l'ouest de la proximité du Cameroun britannique où ses hommes pouvaient se réfugier.

Comme dans d'autres pays où s'organisait une lutte armée pour l'indépendance, les forces de l'ordre contrôlaient plus ou moins bien les villes et plutôt mal les campagnes. Rébellion et répression eurent des conséquences importantes sur le plan de la répartition des hommes. Ce fut d'abord la mise en œuvre d'une politique systématique de regroupements (en 1957 en pays bassa, en 1960/62 dans l'ouest) grosses agglomérations rurales qui, en pays bamiléké, dépassèrent parfois 10 000 personnes, bouleversant ainsi les habitudes et l'agriculture traditionnelle de gens qui vivaient jusqu'alors au milieu de leurs champs. L'exode rural augmenta lui aussi de façon spectaculaire, vers les villes de la région ⁽¹⁾ mais aussi vers l'extérieur : Douala, les petites villes du Mungo, et le Cameroun britannique. La plupart des centres urbains ont connu alors un gonflement de leurs effectifs qui s'est maintenu au delà de la période troublée. Les regroupements ruraux par contre se sont pour la plupart dilués dès que la contrainte administrative s'est relâchée.

Cette mobilité des hommes a en outre été facilitée par la création ou la modernisation d'un certain nombre d'axes routiers. Ces routes nou-

(1) Bafoussam passe de 7 000 habitants en 1956 à près de 20 000 en 1961, Bafang de 5 200 en 1957 à 11 500 en 1962.

velles ont été un facteur important dans la localisation ou le développement des centres urbains. De même que Baré avait été détrônée au profit de Nkongsamba à cause de la voie ferrée, et Bana au profit de Bafang à cause de la route, Dschang a souffert de sa situation en cul-de-sac excentrique par rapport à la région qu'elle commandait. Tout dans le réseau des voies de communication conduisait par contre à réserver à Bafoussam un sort meilleur, qui devait s'affirmer de façon spectaculaire au cours de la période suivante.

En matière de création urbaine, cette période de transition ne connut pas de grands changements, l'armature du commandement restant, en gros, la même jusqu'à l'indépendance. Les chefs-lieux de régions de 1950 sont les mêmes que ceux de 1935, à une exception près, Foumban, créé (ou plutôt recréé) en 1939, puis mis en sommeil, faute de personnel, de 1941 à 1943. Par contre, un certain nombre de subdivisions ou de postes administratifs sont installés pour assurer un contrôle plus étroit de la population ; c'est ainsi que dans l'ouest, Foubot et Mbouda deviennent des subdivisions, Yingui et Loum des postes administratifs.

L'époque de l'après-guerre enfin a été marquée par un certain développement économique. Des investissements importants ont été réalisés grâce au F.I.D.E.S. ⁽¹⁾, notamment dans le domaine de l'infrastructure : port de Douala et pont sur le Wouri, axes routiers dont plusieurs dans l'ouest, ont été bitumés. Les produits d'exportation, le cacao surtout, ont connu à quelques périodes des cours élevés (dans les années 50) qui profitèrent aux paysans et entraînèrent par contre-coup un essor assez remarquable des petites villes du sud. Le phénomène fut moins net dans l'ouest, mais l'accroissement des cultures de caféiers et de bananiers (dans la partie centrale du Mungo de 1949 à 1958) engendra aussi un développement commercial et urbain.

Les années d'indépendance

L'indépendance du Cameroun a entraîné une accélération du processus d'urbanisation du pays et quelques modifications dans l'armature urbaine. L'indépendance du Cameroun Français fut suivie, le 1^{er} octobre 1961, de la réunification avec la partie sous mandat britannique pour former une République Fédérale. Réunification incomplète cependant puisque le Northern Cameroun choisit lors du référendum, contesté d'ailleurs par le gouvernement camerounais, de demeurer partie intégrante du Nigeria.

Sur le plan politique, le Cameroun se trouva dès lors doté de deux capitales, trois gouvernements et quatre assemblées. À Yaoundé siégeaient

(1) *Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social.*

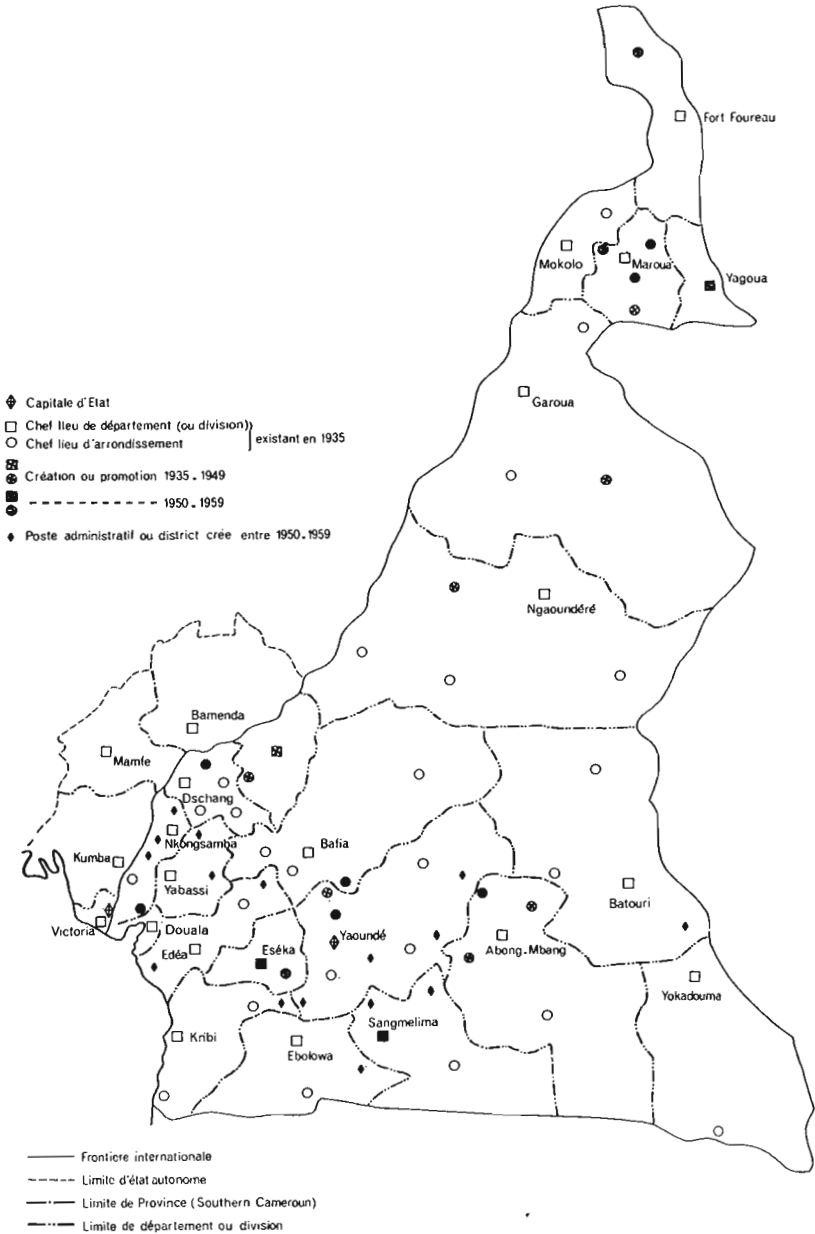


FIG. 13. Les divisions administratives au 1.1.1960. République du Cameroun et Southern Cameroons.

le gouvernement de la Fédération et l'assemblée fédérale, ainsi que le gouvernement et l'assemblée législative du Cameroun Oriental. À Buea, le gouvernement du Cameroun Occidental et les deux chambres (assemblée des chefs et assemblée législative). Ces deux villes ont bénéficié au cours d'une quinzaine d'années d'investissements publics importants qui en ont changé la physionomie. Yaoundé surtout a reçu plus que toute autre cette manne publique, sous forme d'aménagements de l'infrastructure (aéroport, gare, réseau routier) et de constructions publiques (Ministères, Université, Palais de l'Assemblée, Aérogare, etc...).

Au cours de cette période a été instaurée une politique de régionalisation administrative. À la fin de l'époque coloniale déjà, une certaine décentralisation s'était opérée au profit du nord : un inspecteur général de l'administration avait été nommé à Garoua, ainsi que plusieurs délégués des services techniques. Une loi de novembre 1960 étendit le système à l'ouest du pays (où s'avérait nécessaire une coordination plus étroite entre les forces de l'ordre et les autres éléments de l'administration). L'inspecteur général avait sa résidence provisoire à Dschang, en attendant de pouvoir s'installer à Bafoussam. Un peu plus tard, ces structures furent transformées et étendues à tout le pays, sous le nom d'Inspections Fédérales d'Administration (I.F.A.). Il y en avait cinq pour le Cameroun Oriental, basées à Garoua pour le Nord, Bafoussam pour l'Ouest, Douala pour le Littoral, Yaoundé pour le Centre-Sud, et Batouri, puis Bertoua pour l'Est. Une seule Inspection Fédérale couvrait l'ensemble du Cameroun Occidental et avait son siège à Buea.

Les structures mises en place en 1961 devaient respecter dans une certaine mesure l'originalité de la partie anglophone du pays et ce n'est que progressivement que furent unifiés monnaies, circulation routière, services douaniers, système de mesures, etc... Dans les faits, l'histoire institutionnelle comme la pratique administrative ont montré une volonté délibérée d'intégrer le plus possible le Cameroun anglophone au reste du pays. Les institutions politiques fédérales apparurent assez vite lourdes et coûteuses et la nouvelle constitution de 1972 y mit un terme en instituant une République Unie. Un seul gouvernement, une seule assemblée, et donc une seule capitale. Tout en conservant son rang de chef-lieu de province, Buea redevint une petite ville après la fièvre immobilière qui l'avait animée durant une décennie. L'organisation administrative par contre a été maintenue, le seul changement étant la création d'une 7^e province (nouvelle appellation des Inspections Fédérales) à Bamenda, sous le nom de North West, la partie sud de l'ancien état fédéré recevant celui de South West.

Un autre aspect de la politique administrative fut la création d'unités nouvelles, départements et arrondissements ou districts. Au Cameroun Oriental, le nombre des départements passe de 20 au 1^{er} janvier 1960 à 31 en 1975, celui des arrondissements ou districts de 85 à 155. Ainsi dans l'ouest, la loi du 30 novembre 1960 fit éclater le département bamiléké en 5 unités nouvelles dont les chefs-lieux se situaient respectivement à Dschang, Bafang, Bafoussam, Bangangté et Mbouda, les subdivisions créées de 1930 à 1950. Un sort analogue fut réservé plus tard au Nyong

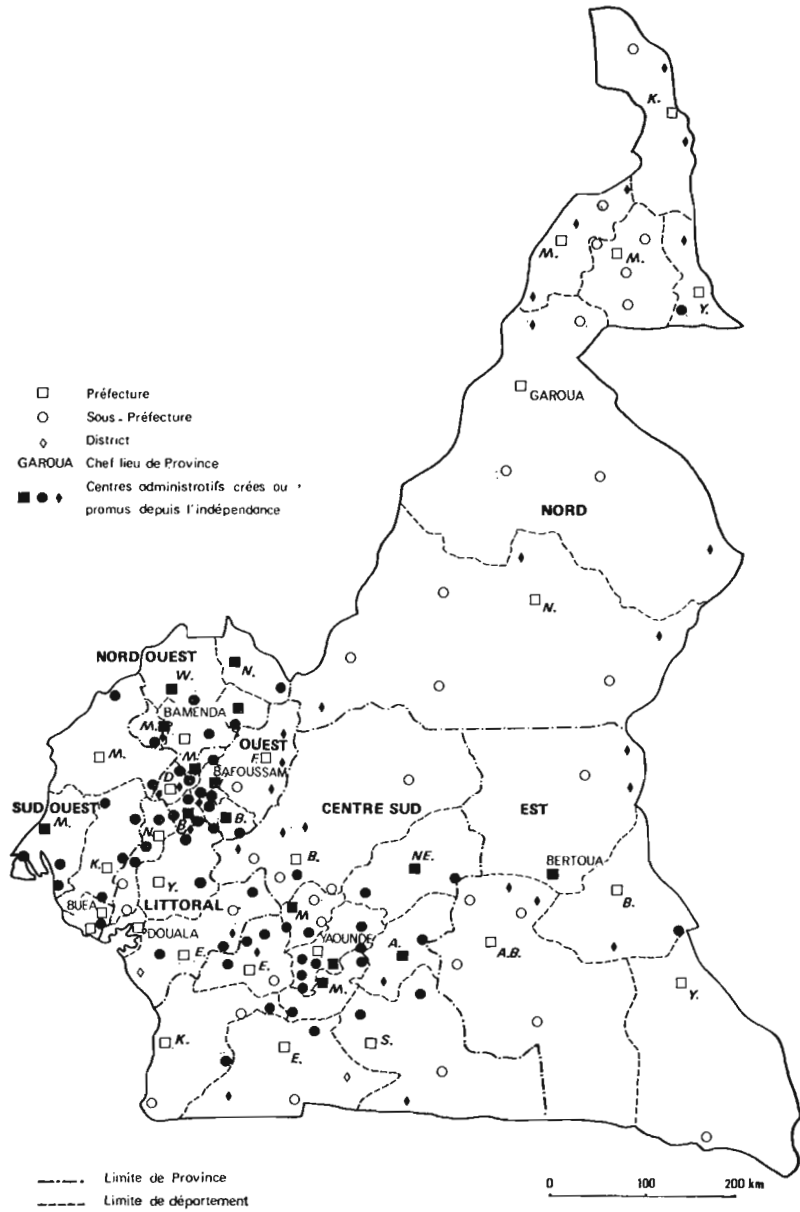


FIG. 14. Les divisions administratives en 1976.

et Sanaga qui céda la place lui aussi, en juin 1964 à 5 nouveaux départements. Une série de districts nouveaux fut également instituées en pays bamiléké, en 1960, dont la plupart devinrent ensuite des sous-préfectures : Penka Michel (Bansoa), Fokoué et Mbo (Santchou) dans la Ménoua, Kékem, Company et Petit Diboum dans le Haut Nkam, Tonga et Bazou dans le Ndé, Batcham et Galim dans les Bamboutos, Bandjoun dans la Mifi. D'autres créations eurent lieu dans les années suivantes : Bangou, Baham, Bamendjou dans la Mifi, Magba, Malantouen et Massangam dans le Bamoun.

Au Cameroun anglophone, considéré comme sous administré, un gros effort fut accompli pour harmoniser le niveau d'encadrement administratif avec celui de l'Est. Les 6 départements de 1961 étaient devenus 9 à la fin de l'époque fédérale. Non sans quelques hésitations d'ailleurs sur la localisation des chefs-lieux, liées aux rivalités politiques locales. C'est ainsi qu'en 1963 fut créée une sous-préfecture à Mbengwi, près de Bamenda, transférée ensuite à Gwofong. Élevée au rang de préfecture lors de la création du département portant son nom (puis celui de Momo Division), elle redevint sous préfecture et le chef-lieu fut transféré à Mbengwi où des investissements publics importants en matière de bâtiments administratifs n'ont toujours pas réussi à créer une véritable ville. Enfin les fonctions mêmes de sous-préfecture furent retirées à Gwofong et transmises à Batibo : il ne reste plus au sommet d'une colline que quelques bâtiments envahis par la brousse et dégradés avant même d'avoir été achevés.

De même, alors qu'il n'existait aucun équivalent de la sous-préfecture lors de la réunification, 26 furent créées en une dizaine d'années, principalement entre 1963 et 1966.

La Réunification eut également des conséquences importantes sur les courants commerciaux et la hiérarchisation urbaine. Avant 1961, la quasi-totalité du commerce se faisait soit par les ports de Victoria-Tiko, soit par la route de Mamfe en direction de Calabar. Après la quasi fermeture de la frontière avec le Nigeria, le trafic emprunta deux axes principaux : une médiocre liaison entre Bafoussam et Bamenda et une route guère meilleure de Loum à Kumba, qui s'ajoutaient aux échanges maintenus par les ports. La France, dans le cadre de sa politique d'aide et de coopération facilita grandement l'intégration du Cameroun anglophone au francophone, à laquelle le F.E.D. ⁽¹⁾ apporta aussi sa contribution. Une voie ferrée fut d'abord établie de Mbanga à Kumba en 1967, qui a permis

« d'évacuer directement sur Douala une bonne part des exportations de la région de Kumba : palmistes des plantations de la Pamol, cacao et café des petits planteurs des départements de la Meme et de la Manyu, bois du sud du département de la Meme » ⁽²⁾.

Puis, à grands frais, on construisit une route neuve de Bekoko (à 22 km de Douala) à Tiko (1961) prolongée en 1972 jusqu'à Victoria, et l'on a

(1) F.E.D. : Fonds Européen de Développement.

(2) G. COURADE, 1975, p. 23.

achevé en 1976 une très bonne liaison, bitumée elle aussi, entre Bafoussam et Bamenda. Désormais, l'ensemble Buea-Tiko-Victoria se trouve donc à une heure de voiture de Douala (60-70 km au lieu des 220-230 par Loum et Kumba). Malgré l'apport nouveau des habitants de Douala qui vont nombreux « faire les touristes » à Buea ou sur la côte, la ville de Victoria a périclité avec la diminution considérable de son trafic portuaire (suivant en cela Tiko), et le déclin également de ses activités de commerce de gros ⁽¹⁾. La nouvelle liaison routière du nord, par contre, devrait être beaucoup plus profitable à Bamenda qui conserve son rôle de redistribution pour toute la zone des Grassfields.

Ainsi se dessine une dépendance nouvelle : après une quasi intégration au Nigeria, puis une période de recentrage sur lui-même durant l'autonomie interne et le République Fédérale, le Cameroun anglophone se trouve désormais directement commandé par Yaoundé sur le plan politico-administratif et par Douala (directement ou via Bafoussam) sur celui des transports et du commerce.

Enfin une fonction administrative est venue parfois dans un passé récent, couronner une ville qui devait sa croissance à des raisons purement économiques : ce fut le cas de Loum, important carrefour routier à la jonction des routes Douala-Nkongsamba et Loum-Kumba, et gros marché vivrier au cœur d'une vaste zone de plantations : poste administratif en 1951, elle devint ensuite une sous-préfecture active dont la population dépasse maintenant celle de Mbanga, plus ancienne. Ce fut aussi le cas de Nkondjok, un petit centre encore, mais qui est le pôle de la zone de colonisation qui s'organise le long de la route Yabassi-Bafang. Plus à l'est, Mbandjok est devenue sous-préfecture après qu'une petite ville se soit formée autour de la plantation de canne et de la raffinerie de sucre. Ce sont des cas rares qui ne font que confirmer le rôle moteur de l'administration dans la croissance urbaine : même lorsqu'elle n'en est pas le promoteur elle vient toujours donner une impulsion nouvelle à un centre qui s'est déjà distingué par son rôle économique.



Cette revue des étapes de la création urbaine au Cameroun ne permet pas de dégager des « cycles » parallèles à l'évolution économique. Elle aboutit du moins à mettre en valeur l'apport original de chaque phase de l'histoire politique du pays.

Les cités pré-coloniales, capitales de « royaumes », grandes chefferies de l'ouest ou lamidats du nord ont connu des destinées diverses selon qu'elles ont été reprises en compte ou non par l'administration. Foumban est demeurée une ville malgré les avatars de son rôle administratif, mais de nos jours Foumbot lui dame le pion comme centre d'organisation des échanges dans le royaume bamoun. Kumbo, son pendant plus modeste, à l'ouest, a végété longtemps mais a repris une importance plus grande

(1) Le trafic de Victoria-Tiko était de 292 000 t en 1960, 86 883 en 1969/70, 64 797 en 1970/71 et 57 575 en 1971/72. (G. COURADE, 1975, p. 23).

depuis qu'elle a été dotée de fonctions préfectorales et que des hommes politiques ont pris intérêt à son destin ⁽¹⁾. De grandes chefferies comme Fontem, Bafut, Bali, Bandjoun, Bafou, réunissant de 30 à 50 000 âmes n'ont reçu que tardivement, et pas toutes, un échelon de commandement administratif modeste. Lequel n'a pas eu d'effet décisif sur le processus de création urbaine, ne créant qu'un médiocre quartier administratif. Par contre s'est développé ces dernières années un quartier commerçant très actif (sauf à Fontem), qui s'ajoutant à des équipements dispersés dans le bocage contribue à former un type « d'urbanisation campagnarde » très original.

En dehors de ces derniers cas, il faut souligner le rôle décisif de la fonction administrative dans le processus de création urbaine ; à quelques exceptions près, c'est l'implantation d'un chef-lieu administratif qui a créé la ville, ou bien, se superposant à une activité commerciale notable lui a donné une dimension et une croissance nouvelles. La situation camerounaise étant sur ce plan-là conforme à une règle générale en Afrique noire. À notre époque, il n'y a guère que quelques « bourgs de plantation » dans le Mungo (Nyombe, Penja), le Fako (Mutengene) ou les Grassfields (Ndu, et, cas particulier d'une sous-préfecture peu durable, Njinikom) qui présentent incontestablement des caractères urbains sans aucun rôle administratif).

Il serait illusoire cependant de calquer trop étroitement hiérarchisation urbaine et hiérarchisation administrative. Si l'action publique a eu un rôle décisif dans la création urbaine, la croissance n'a été effective que si une activité économique est venue se greffer sur cette fonction administrative. Bertoua et Buea, chefs-lieux de province n'en sont pas moins de petites villes où l'activité économique est réduite. Abong-Mbang et Yabassi qui sont parmi les plus vieilles préfectures ne sont également que des centres bien modestes. De même Monatélé (2 000 habitants en 1976) végète encore, dix ans après sa création parce qu'elle est située de façon tout à fait excentrique par rapport à son département bien peuplé (160 000 habitants en 1967) et dynamique. À l'inverse, de simples sous-préfectures comme Loum, Foumbot ou Kaélé témoignent d'une activité intense à cause de leur rôle de centre de collecte des produits agricoles.

C'est dire le rôle important qu'a joué aussi dans la croissance urbaine le système des transports, dont les composantes ont varié au cours de l'histoire du Cameroun. Les ports maritimes, ou les escales, étaient nom-

(1) Dans le nord du Cameroun, un autre exemple illustre bien le dépérissement d'une cité pré-coloniale lorsqu'elle n'a pas été reprise en compte par l'administration, c'est celui de Rey Boubas. Capitale d'un grand lamidat peul (36 000 km², un peu plus que la Belgique, avec un peu plus de 55 000 habitants en 1907) centré sur la personne du « Baba », « père, unique bénéficiaire de toute production et redistributeur unique de toute consommation », elle fit pratiquement sécession du monde peul. Un peu plus tard « refusant la tutelle allemande le « Baba » se rallia très tôt aux Français durant la première guerre mondiale ce qui lui valut un statut d'allié et pratiquement de protectorat autonome au sein du Cameroun, autonomie qui s'est même maintenue quelques temps après l'Indépendance. Afin de ne pas vexer ce précieux auxiliaire, on lui épargna d'avoir à supporter un proconsul dans la même ville que lui ; l'administration moderne s'installa donc à Tcholliré, à 50 km plus au sud, avec ses écoles, dispensaire, bureau de poste, qui font tout à fait défaut à Rey resté en plein XX^e siècle la vivante image d'une cité pré-coloniale mais qui paie d'une stagnation totale cette hibernation loin des transformations du temps présent ». (Y. MARGUERAT, 1976, p. 363).

breux au début de l'ère coloniale : Campo, Kribi, Douala, Victoria, Rio del Rey. Leur importance relative diminuait progressivement au profit de Douala et Victoria, puis de Douala seule. Mais l'évolution technique des transports maritimes et l'augmentation du trafic obligent maintenant le Cameroun à prévoir la création d'un autre port, en eau profonde celui-là. De même les voies navigables ont joué un rôle indéniable lors de la pénétration et leurs terminus ont été de petits centres actifs : Mamfe sur la Cross River, Mundame sur le Mungo, Yabassi sur le Nkam, Abong-Mbang sur le Nyong, Garoua sur la Bénoué. Tous ont disparu depuis des années, sauf Garoua qui s'est maintenu plus longtemps avant d'être victime, de manière sans doute irréversible, de la guerre du Biafra. Les chemins de fer ont connu une vogue plus durable, et là aussi les terminus ont engendré une activité urbaine : Éséka durant une dizaine d'années, Nkongsamba bien plus longtemps, mais aussi Yaoundé et Mbalmayo ont profité de cette nécessité du transit. Plus récemment, il en a été de même de Bélabo, durant les quelques années qui ont séparé la mise en service des deux tronçons du Transcamerounais. Actuellement, c'est Ngaoundéré, le terminus sans doute définitif, qui bénéficie spectaculairement de cette fonction. C'est aussi au chemin de fer que l'on doit la création de bon nombre de petits centres qui autour des gares ont organisé le ramassage des produits agricoles, particulièrement dans le Mungo.

Le rôle de la route a été moins évident dans la création urbaine mais elle a joué incontestablement dans la différenciation des centres. C'est ainsi qu'Obala, dans la Léké, plus que Monatélé, reste à cause d'elle le principal centre économique du département. À l'inverse, la route a parfois contribué au déclin d'une cité : cela a été le cas pour Mbalmayo devenue trop proche de Yaoundé, après la liaison bitumée réalisée en 1963/64 pour pouvoir conserver son rôle de commerce de gros ou de centre important de collecte des produits agricoles.

Une dernière remarque sur cette évolution historique : chaque période, on l'a vu, a pratiquement repris à son compte l'acquis de la période précédente sur le plan urbain. Mais les exceptions à cette règle méritent examen et il est intéressant à cet égard, de comparer les deux cartes de 1910 et 1976. Des 19 chefs-lieux administratifs allemands, 13 sont encore chefs-lieux de province ou de départements 65 ans après, 3 ne sont que sous-préfectures (Lomié, Doumé, Banyo) et 3 seulement ont disparu : Rio del Rey et Ossidingue, mal situés et excentriques ne sont plus que de minuscules villages, alors que Baré, sur la route de Douala-Bafoussam a pu demeurer un marché actif. Les « disparitions » de centres administratifs, on le voit, sont donc rares d'une période à l'autre, et malgré les hésitations parfois, sur la localisation d'un chef-lieu dans la période récente, elles le seront de plus en plus, dans la mesure où la fonction de commandement se marque très vite, maintenant, par l'érection de bâtiments et l'organisation d'un quartier administratif qu'il est bien difficile d'abandonner par la suite.

CHAPITRE IV

LES VOIES DE COMMUNICATIONS

« Le moyen de transport essentiel, économique, rapide, définitif, sur lequel il faut compter, est incontestablement le rail. Il met en valeur une région. Il crée des courants commerciaux. Il représente un labeur immédiatement productif. L'essor économique accompagne la locomotive ».

G. JOSEPH

« Ce qu'il faut savoir du Cameroun », 1922.

« Qu'il s'agisse de la construction des routes ou de la création de Cameroun Airlines, qu'il s'agisse du développement du réseau postal et des Télécommunications, notre politique en matière de communications vise ainsi à relier de manière toujours plus étroite toutes les parties du territoire national, à favoriser les contacts entre les citoyens, en un mot, à faire vivre à l'unisson le peuple camerounais tout entier.

Dans cet effort le chemin de fer trouve tout naturellement sa place. Et une place particulièrement importante dans la mesure où il constitue un moyen de transport de masse et une liaison efficace parce que économique, sûre et rapide, entre les deux grandes zones de peuplement du sud et du nord. »

S. E. El Hadj Ahmadou AHIDJO,

inaugurant le Transcamerounais, Ngaoundéré, 10 décembre 1972.

À plus de cinquante années de distance, les deux personnages cités plus haut privilégient le chemin de fer, mettant l'un et l'autre en avant son intérêt économique. L'intérêt politique de la voie ferrée était symboliquement aussi important, avec une différence d'optique : à l'époque coloniale il s'agissait de mettre en valeur une région en y drainant facilement les produits agricoles d'exportations vers le port. Depuis l'indépendance le but poursuivi a été d'unifier le Cameroun en matérialisant des liaisons internes aussi bien dans le sens ouest-est que nord-sud. C'est dire que l'histoire des voies de communication est un révélateur intéressant de l'histoire même du pays et qu'elle est étroitement liée aussi à la croissance des villes.

Ports et fleuves

La pénétration européenne s'est faite par la côte et les premières villes ont été des ports. Victoria, Douala, Kribi ont eu à une certaine époque

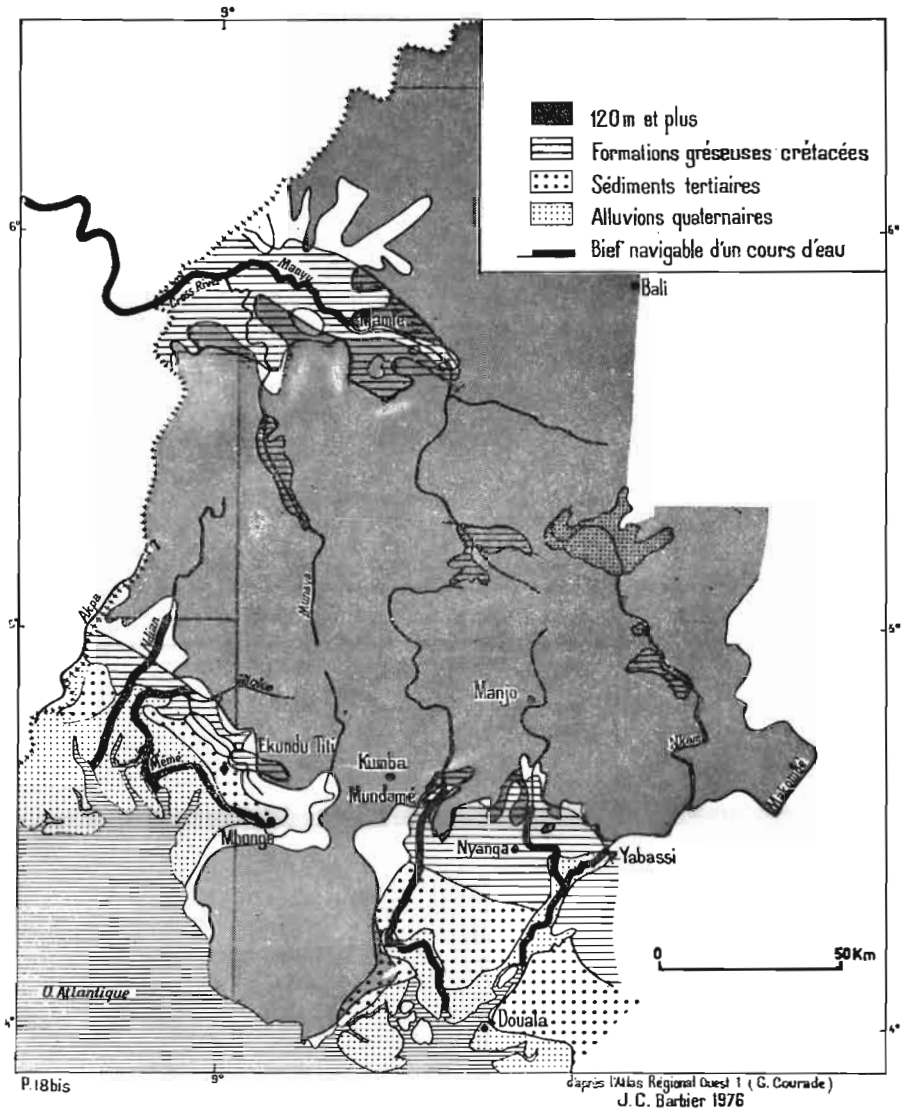


FIG. 15. *La navigation fluviale dans le Sud-Ouest du Cameroun.*

un poids équivalent mais ne présentent pas les mêmes avantages sur le plan de l'organisation des transports. Aucun d'ailleurs n'offre un site parfait pour un port : ni à Kribi ni à Victoria la côte n'est directement accessible aux navires importants qui doivent demeurer en rade foraine et être chargés ou déchargés par chalands. Douala est situé en fond d'estuaire assez loin de la côte proprement dite et la navigation moderne est tributaire du dragage du chenal. Quant à la pénétration vers l'intérieur, elle ne pouvait se faire, au départ de Kribi que par portage, et durant longtemps les pistes de Kribi à Yaoundé et de Kribi à Ebolowa furent les principaux axes de pénétration vers le centre. De Douala et de Victoria par contre on utilisa les voies d'eau : un réseau très anastomosé de multiples bras et marigots à travers la mangrove en faisait un moyen commode, relayé très vite, autour du Mt Cameroun, par des voies ferrées étroites qui desservaient les plantations. Mais les limites de la pénétration vers l'intérieur étaient vite atteintes et les voies d'eau ne constituaient qu'un réseau côtier : la navigation en effet s'arrêtait sur le Wouri à Yabassi, à une cinquantaine de kilomètres de Douala ; sur un affluent de rive droite cependant les pirogues remontaient jusqu'à Nyanga à une dizaine de kilomètres à l'est de Penja. Sur le Mungo, c'est Mundame, au nord-est de Mbanga, qui marquait le terminus du cours navigable. Sur la Sanaga, le trafic pouvait remonter jusqu'aux chutes d'Édéa, mais il n'y avait pas de port à l'embouchure du fleuve. Les transports fluviaux ne pouvaient donc jouer dans cette zone qu'un rôle tout à fait marginal. Ailleurs par contre, ils eurent un rôle essentiel : Garoua a eu une fonction portuaire importante jusqu'au moment de la guerre du Biafra, comme en témoignent encore les installations de stockage des hydrocarbures sur les rives de la Bénoué. Mbalmayo également est redevable de son rôle commercial à la rupture de charge qu'imposait la fin de la navigation fluviale sur le Nyong, en provenance d'Akonolinga et d'Abong-Mbang.

Le portage s'imposait donc naturellement comme le moyen indispensable d'accès vers l'intérieur du pays. Mais, on a vu ses inconvénients, notamment sa lenteur et son inadaptation à ces transports lourds, ainsi que les abus auxquels il donnait lieu malgré les efforts de l'administration pour y remédier.

La recherche de modes de transports plus adéquats a donc conduit assez vite à la construction de voies ferrées et de pistes automobilisables, avec cette idée, essentielle, de faciliter les relations avec l'extérieur du territoire.

La construction des chemins de fer

Au début du siècle les commerçants de Kribi firent pression sur le gouvernement allemand pour que le chemin de fer du centre partît de ce port. En vain. Dès lors le destin de Kribi était scellé, la ville ne resterait

qu'une bourgade. On sait par contre à quel avenir brillant était promise Douala une fois prise la décision d'en faire le principal port du Cameroun.

De nombreuses personnes reprirent après la première guerre mondiale le projet (ou le rêve) allemand d'un réseau ferroviaire important pour le Cameroun. Citons simplement G. JOSEPH qui exprime certaines vues assez justes sur l'avenir économique du pays :

« Au Cameroun, où 345 km de voies ferrées sont posées, il en faudrait 2 000.

(À propos du chemin de fer du Nord) : Son prolongement vers Fouban s'impose d'urgence afin d'atteindre économiquement les régions peuplées de Dschang, du Baminda et du Bamoum.

... le chemin de fer du centre... doit être poussé sans attendre vers la plus belle région d'activité économique, vers Yaoundé, ville de 30 000 habitants, où il est d'ailleurs question d'établir la capitale administrative. Un peu au sud de Yaoundé un embranchement devra être détaché sur Mbalmayo vers le bief navigable du Nyong, ensuite sur Ebolowa pour constituer l'amorce d'une voie reliant le Cameroun au Gabon par l'arrière pays de la Guinée espagnole.

De Yaoundé, le rail se dirigera vers le plateau central pour desservir Garoua et les régions du bas Logone et du bas Chari. Ainsi le territoire lointain du Tchad trouvera son débouché naturel sur le golfe de Guinée, et, ce jour-là, pourra devenir l'un des plus intéressants fournisseurs de coton de notre pays » ⁽¹⁾.

Une trentaine d'années plus tard c'est à nouveau le rôle de Douala qu'il s'agit de renforcer. On en trouve le témoignage sous la plume du Directeur des Travaux Publics de l'époque :

« Nous avons estimé en outre... qu'il était nécessaire de disposer, au départ du grand port de Douala, non seulement des deux axes ferroviaires existants et dont la modernisation a été prévue, mais aussi de routes qui s'écartent d'ailleurs largement des voies et dotées de caractéristiques modernes, l'une vers Loum (100 km), l'autre vers Édéa (80 km), siège d'une grande usine hydroélectrique, et sans doute ultérieurement de diverses industries.

Par ailleurs ces axes drainent la banlieue du grand centre économique qu'est Douala (100 000 habitants). Le doublement des voies ferrées par des routes semble donc ne pouvoir être évité et cette évolution normale ne doit pas être combattue » ⁽²⁾.

Le doublement du chemin de fer fut effectivement réalisé vers le Nord ; mais en direction de Yaoundé, il n'alla pas au-delà d'Édéa qui est toujours reliée à la capitale par une piste de terre souvent médiocre en saison de pluies.

La carte n° 20 (p. 104) montre quelles ont été les étapes de la construction des voies ferrées au Cameroun. L'arrivée du Transcamerounais à Ngaoundéré en 1974 a marqué la dernière phase de création du chemin de fer après l'indépendance. D'autres voies ne seraient construites, éventuellement, que pour l'évacuation de produits miniers.

Le chemin de fer du Nord, appelé maintenant ligne de l'ouest, a joué un rôle important, nous l'avons vu, dans la naissance de tout un chapelet

(1) G. JOSEPH. *Ce qu'il faut savoir du Cameroun*. A. TOURNON, 1922.

(2) P. DARNAULT : *Le problème des transports*, in *Cameroun Togo* (sous la direction d'E. GUERNIER) 1951, p. 287.

de petits centres urbains rassemblant autour des gares une population de travailleurs de plantations, immigrés pour la plupart d'autres régions du Cameroun. Une voie nouvelle a été achevée en 1969 pour relier Kumba à Mbanga. Sa construction, financée par des subventions du F.A.C. et du F.E.D., était motivée à la fois par des raisons politiques (unir les deux Cameroun, anglophone et francophone) et économiques (l'évacuation des bois de la région de Kumba).

Tableau n° 1

LIGNE OUEST — TRAFIC PAR GARE AU DÉPART

GARES	VOYAGEURS		MARCHANDISES (tonnes)	
	1937	1975/76	1937	1975/76
Bassa Ateliers	—	38 400	—	114 879
Bonabéri	50 180	21 532	14 082	74 751
Bonendale	7 223	1 500	87	14
Maka	15 121	—	455	—
Bomono	11 502	11 157	20	35
Nkapa	6 531	—	775	—
Souza	23 549	30 788	2 030	210
Kaké	22 961	11 984	28	182
Maléké	—	5 673	—	187
Kompina	5 205	3 281	2 893	836
Muyuka	9 813	—	4 036	—
Kombé	—	2 001	—	23
Mbanga	59 799	56 784	6 990	593
Ediki	—	7 361	—	623
Kumba	—	62 122	—	8 585
Mundeck	13 328	5 587	1 823	847
Mombo	—	15 850	—	2 399
Djoungo	4 985	599	5 161	27 357
Nyombé	26 891	16 498	617	8 864
Penja	23 632	19 553	4 812	31 806
Loum chantiers	14 045	—	6 181	—
Loum	30 224	10 118	7 971	23 165
Nlohé	20 693	4 564	4 267	220
Lala	3 424	—	5 692	—
Manengoteng	10 789	4 706	5 014	169
Manjo	12 788	22 280	1 229	2 497
Manengolé	9 902	4 404	226	157
Ndoungué	13 493	11 825	26	93
Nkongsamba	46 232	57 651	24 162	23 140
Total de la ligne	442 310	426 857	98 577	321 593
Total Régifercam	686 977	1 857 398	217 400 (1)	1 222 497
% de la ligne	64,38 %	22,98 %	45 %	26,31 %

(1) estimation. Sources : Régifercam : compte rendu de gestion (exercice 1976-77) ; statistique ligne Nord (1927-1938).

Le rôle des voies ferrées dans l'économie camerounaise n'est plus cependant aussi prépondérant qu'il l'était autrefois, particulièrement sur la ligne de l'ouest. Le réseau ferré national a connu une augmentation à peu près constante de son trafic, particulièrement pour les marchandises, et le prolongement jusqu'à Bélabo d'abord, puis Ngaoundéré lui a donné un coup de fouet. Mais le trafic voyageurs total oscille constamment depuis 1968/69 entre 1,5 et un peu moins de 2 millions de voyageurs par an, avec des variations sensibles d'une année sur l'autre. Sur la ligne de l'ouest ce trafic voyageurs est en diminution constante ⁽¹⁾ et l'ouverture de l'embranchement Mbanga-Kumba n'a pas été suffisante pour enrayer ce déclin ; il est évident que la multiplicité et la facilité des transports routiers dans la région, par car ou taxi, concurrencent très sérieusement le chemin de fer, la diminution du trafic est d'ailleurs plus rapide pour l'embranchement de Kumba que pour le reste de la ligne.

Quant au trafic marchandises, en progression constante sur le réseau général, il se maintient sans progression sensible sur la ligne de l'ouest, mais, là aussi l'embranchement de Kumba est en déclin très net : 19 000 tonnes en 1972/73, 3 520 seulement en 1976/77 ⁽²⁾. Par rapport à la ligne, le pourcentage de trafic marchandises de cet embranchement est passé de 7 % en 1972/73 à 6 % l'année suivante, moins de 3 % en 1975/76 et 1,16 % en 1976/77. Là aussi la concurrence de la route est sévère pour le rail. La gare de Kumba par exemple avait expédié par voie ferrée 5 398 tonnes de café en 1975/76, l'année suivante ce chiffre est tombé à 84 tonnes. À Nkongsamba pour le même produit on avait 18 000 tonnes en 1975/76 et 11 550 tonnes en 1976/77.

Cependant, malgré cette diminution, le rôle de cette ligne dans le développement urbain n'est pas à négliger et l'examen du trafic par ville est digne d'intérêt.

Le trafic voyageurs par gares (au départ) est approximativement proportionnel à la population des villes desservies : Kumba, Nkongsamba, Mbanga et Douala (représentée ici par les gares de Bassa-Ateliers et de Bonabéri, de part et d'autre du Wouri) viennent largement en tête de la liste. Manjo connaît aussi un trafic notable. Mais d'autres gares ont un mouvement largement supérieur à leur population. C'est le cas par exemple de Souza (2 309 habitants en 1967, près de 30 000 voyageurs en 1975/76, et à peu près autant les années précédentes). C'est un bourg très actif, où cohabitent des autochtones (Abo) et des étrangers et auquel un gros marché hebdomadaire, un dispensaire, des écoles, un collège et une mission catholique assurent un rayonnement qui dépasse sa population propre ; l'essentiel de son trafic est orienté vers Douala. Les gares voisines de Bomono et Kaké ont également un trafic voyageurs disproportionné par rapport à leur population. À l'inverse, on est surpris de constater qu'une dizaine de

(1) En 1927, année d'arrivée du chemin de fer à Yaoundé, le trafic voyageurs de la ligne Nord représentait 78 % du trafic total des chemins de fer du territoire, 5 ans plus tard il était descendu à 72 %, il était de 64 % en 1937 et seulement de 30 % en 1972/73 pour tomber à 20 % en 1976/77.

(2) On est loin des 150 000 t prévues dans l'étude économique de 1961/62 qui évaluait le trafic à 127 000 t à la descente (dont 90 000 de bois) et 22 500 à la montée. Régifercam : La ligne Mbanga-Kumba, 1969.

milliers de voyageurs seulement prennent le train à Loum. Peut-être l'importance de la gare routière de Loum avec son va-et-vient incessant de petits cars et de taxis fournit-elle l'explication de ce phénomène.

La comparaison de ce tableau avec celui de l'année 1937, l'une des années de plus fort trafic avant la deuxième guerre mondiale fait ressortir : une diminution globale du nombre des voyageurs au départ qui passe de 442 310 en 1937 à 357 374 en 1975/76 (après soustraction de l'embranchement Mbanga-Kumba qui n'existait pas en 1937), une augmentation de trafic pour quelques gares : Nkongsamba, Manjo et Souza, le maintien à peu de choses près de Mbanga et Ndoungué et une diminution très importante pour Loum et l'ensemble des petites gares de la ligne. Il y a donc une tendance assez nette à la concentration du trafic sur un nombre de gares plus réduit. Le trafic des marchandises est beaucoup plus inégalement réparti. Les deux gares de Douala en assurent 60 % au départ. Il s'agit pour l'essentiel de produits manufacturés. Parmi les autres gares, quatre dépassent les 20 000 tonnes par an : Djoungo, Penja et Loum où les bananes représentent 88 % du mouvement total des marchandises ⁽¹⁾ et Nkongsamba, où le café entre pour 78 % dans les produits embarqués ⁽²⁾. Ailleurs, hormis Nyombé qui expédie des bananes et Manjo, le tonnage est faible ou insignifiant.

À l'inverse du trafic voyageurs, les mouvements de marchandises ont connu un accroissement spectaculaire depuis la période d'avant-guerre, passant de près de 100 000 tonnes en 1937 à 312 385 tonnes en 1975/76 pour la ligne ouest (sans Kumba et Ediki mais avec Bassa-Ateliers puisque le trafic global au départ de Douala partait alors en totalité de Bonabéri). Comme pour les voyageurs il y a concentration du trafic des marchandises. Les mouvements au départ des principales gares « bananières » (Djoungo, Nyombé, Penja, Loum) passent de 24 742 tonnes en 1937 à 91 192 tonnes en 1975/76 ; le trafic de Bonabéri s'accroît lui de 14 082 à 74 751 tonnes, mais pour toutes les autres stations (Manjo exceptée : 1 229 tonnes en 1937, 2 497 tonnes en 1975/76 et Nkongsamba qui a conservé à peu près son trafic de 1937) c'est un véritable effondrement et certaines gares ont même été fermées.

Cette ligne de l'ouest ne connaît donc au total qu'un trafic assez limité, très spécialisé en ce qui concerne les marchandises, et en baisse constante pour les voyageurs. Cependant si le train n'est plus le vecteur principal des flux de personnes et biens, les gares sont la plupart du temps des pôles très actifs dans le paysage urbain : l'activité fébrile qui accompagne les arrêts du train où l'on vient vendre des vivres aux passagers, se prolonge, avec moins d'intensité, tout au long de la journée et de nombreuses boutiques, installées aux abords, élargissent à tout un quartier cette activité commerciale.

(1) Le trafic important de bananes a commencé peu avant la 2^e guerre mondiale. En gare de Loum, par exemple, les expéditions représentaient 5 % du total en 1935, 10 % l'année suivante 30 % en 1937 et 54 % en 1938. Au cours des mêmes années celles de bois régressaient de 62 % en 1935 à 13 % en 1938.

(2) Avant la guerre le trafic de Nkongsamba (Expéditions marchandises) était alimenté pour une part prédominante par les palmistes (62 % en 1935, 57 % en 1936 et 1937 et 50 % en 1938). Le café progressait durant les mêmes années de 5 % en 1935 à 15 % en 1938.

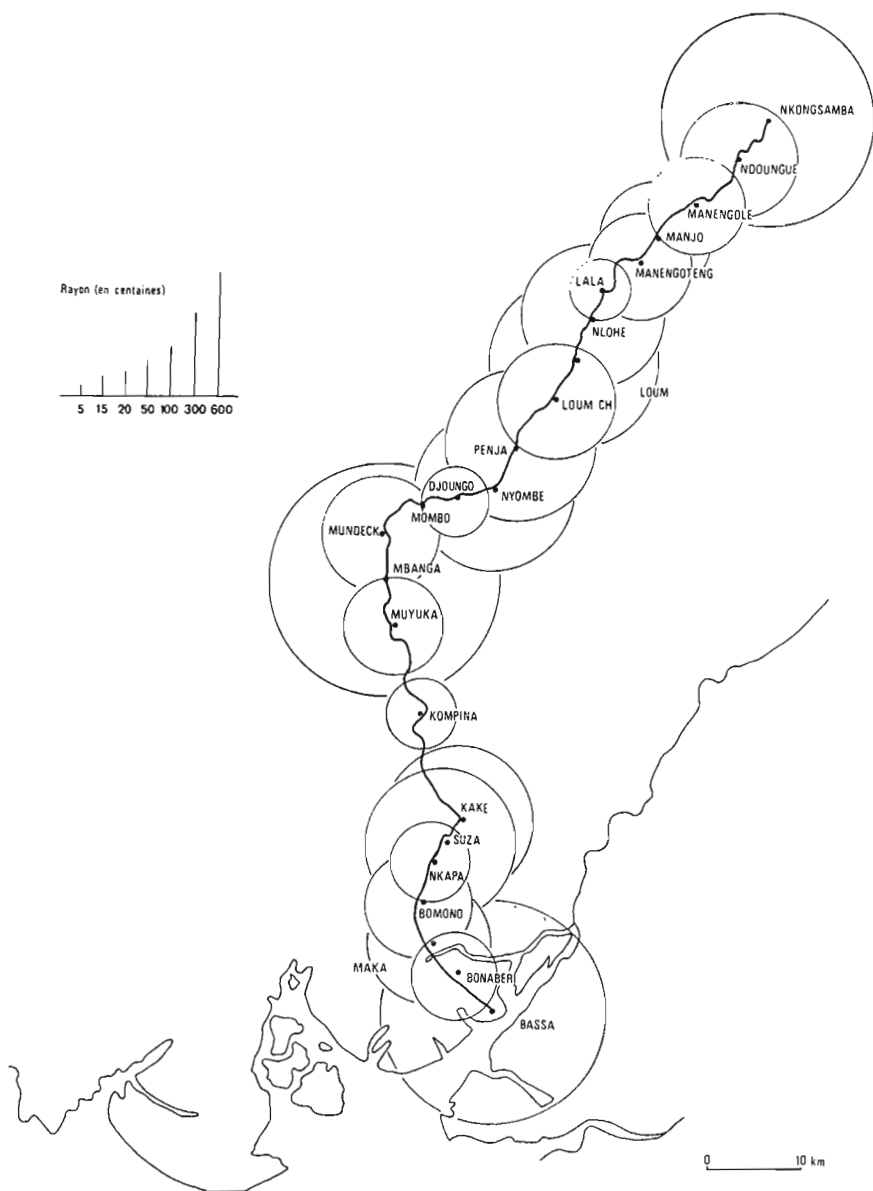


FIG. 16. Ligne de l'Ouest. Trafic voyageurs par gare 1937.

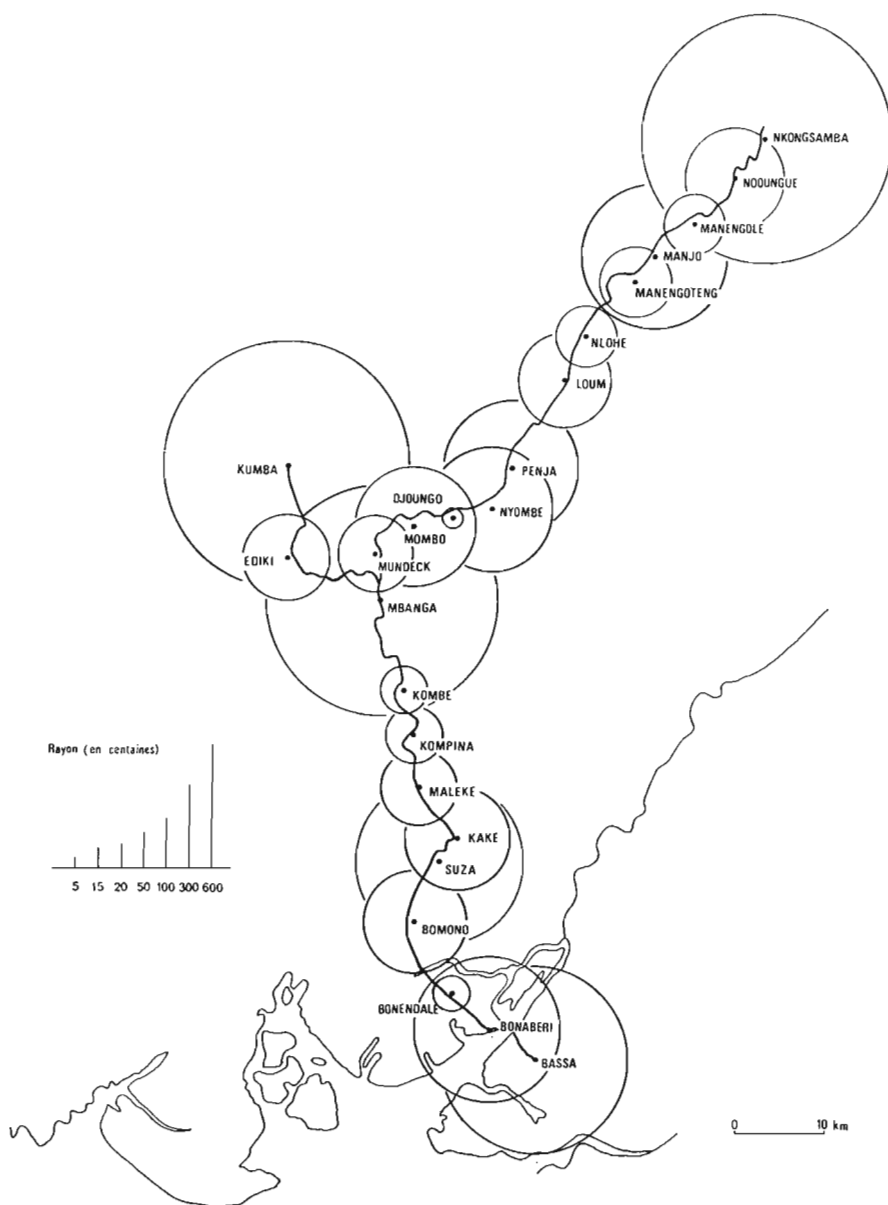


FIG. 17. Ligne de l'Ouest. Trafic voyageurs par gare 1975/1976.

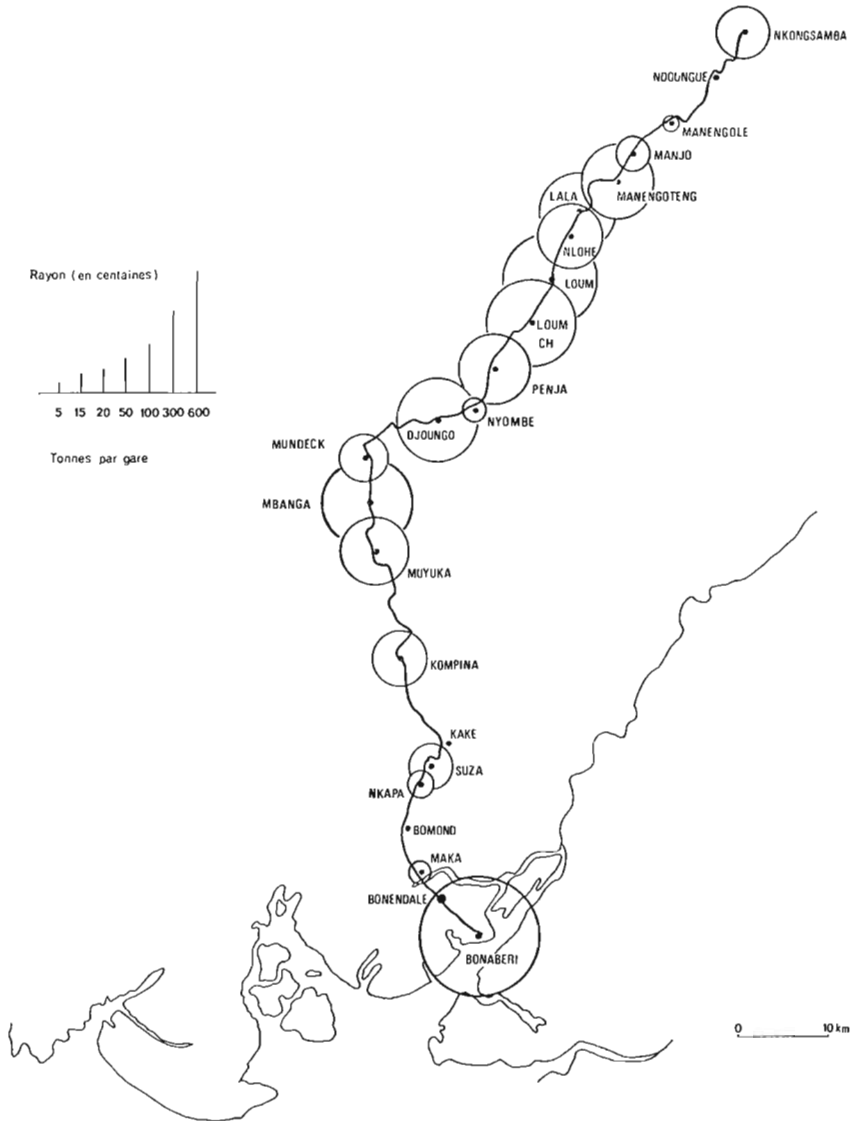


FIG. 18. Ligne de l'Ouest. Trafic marchandises 1937.

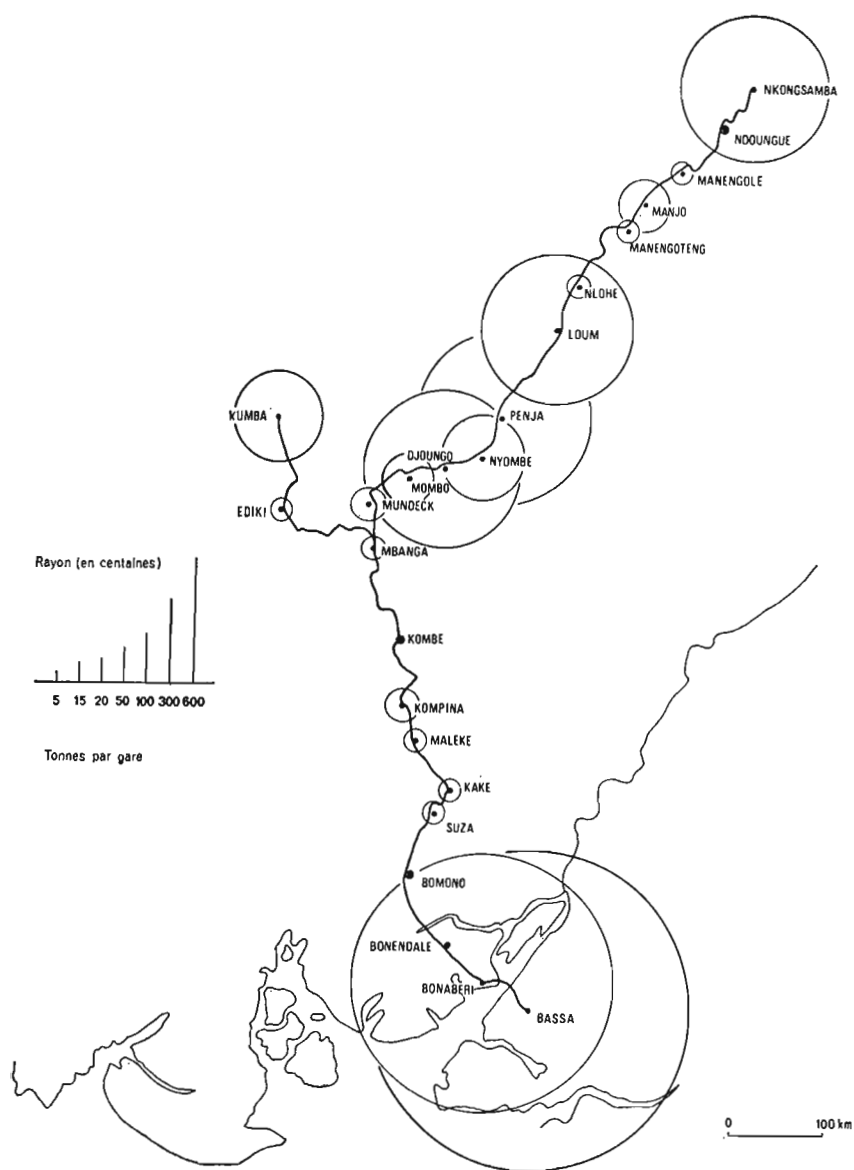


FIG. 19. Ligne de l'Ouest. Trafic marchandises 1975/1976.

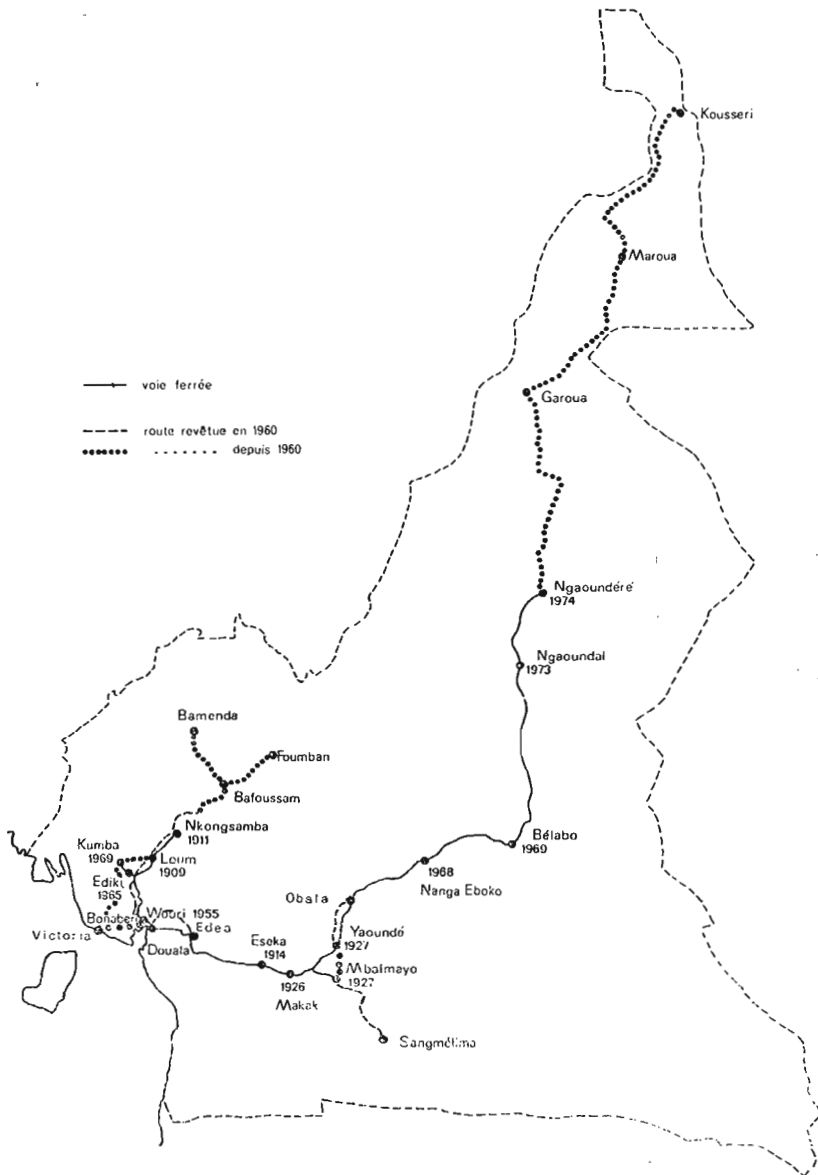


FIG. 20. Les grands axes de communications. Les étapes de la construction des voies ferrées.

Par ailleurs le chemin de fer a bien été un moteur essentiel de l'urbanisation dans le Mungo. Nkongsamba en particulier lui doit sa fortune, et son déclin actuel est parallèle à celui du trafic ferroviaire sur la ligne. D'autres villes au Cameroun ont connu un éclat particulier lié à leur rôle, parfois provisoire, de terminus. Ce fut le cas d'Éséka, puis de Mbalmayo (cette dernière a commencé de décliner depuis qu'une bonne route bitumée créée en 1963 la relie à Yaoundé, les transporteurs trouvent dans la capitale, outre l'embarquement de leur cargaison d'autres avantages et services qui n'existent pas à Mbalmayo). Plus récemment Bélabo qui fût durant quatre années (1969-1973) le terminus du Transcamerounais a connu un essor spectaculaire, drainant vers elle une bonne part de la production de la province de l'Est. C'est maintenant le tour de Ngaoundéré d'assurer la collecte et l'embarquement des produits de toute une province, celle du Nord ; mais plus peuplée et plus diversifiée que celle de l'Est, on peut estimer que la ville ne recevra pas seulement du chemin de fer un coup de fouet provisoire, mais une impulsion définitive pour devenir un centre urbain de niveau régional. Dans l'ouest aussi Bonabéri a été durant une quarantaine d'années (1911-1955) non pas terminus, mais point de départ du chemin de fer. À ce titre elle a vu se développer une activité de transit et de commerce de gros relativement importante. La construction du pont du Wouri l'a transformé en banlieue de Douala, lui faisant perdre ses fonctions antérieures mais lui a donné plus récemment un éclat nouveau avec la suppression du péage sur le pont et la création d'une vaste zone industrielle.

Quoiqu'il en soit dans l'ouest, le chemin de fer n'a plus ce rôle moteur dans l'urbanisation qu'il avait jadis. Ce sont les routes et les transports automobiles qui assurent l'essentiel des déplacements des hommes et des biens, d'autant plus que la zone de peuplement la plus dense se trouve hors de portée directe du chemin de fer.

Le réseau routier principal

Si le destin de Nkongsamba a été lié, pour une large part, à l'existence de la voie ferrée, l'essor de Bafoussam, au cœur du plateau bamiléké est largement dû, de son côté, à sa desserte par un réseau routier de bonne qualité. Mais celui-ci n'est pas uniforme et il convient de différencier en ce domaine le réseau principal, bitumé en majeure partie, du réseau secondaire. A la différence de nature de revêtement, en effet, correspond aussi une différence de trafic ; les modes de transports ne sont pas les mêmes et les répercussions sur l'urbanisation revêtent également des modes différents.

Le bitumage des routes est relativement récent au Cameroun. Lors de l'Indépendance le réseau bitumé réalisé au cours de la décennie précédente était à peine supérieur à 500 km : Douala-Édéa (100 km), Yaoundé-

Obala-Batchenga (56 km) Mbalmayo-Sangmélina (120 km) et dans l'ouest, outre 26 km de routes bananières de la région de Penja, l'axe Douala-Nkongsamba-Bafang-col de Batié (237 km) ⁽¹⁾. Cette répartition reflétait nettement l'option prise à l'époque des investissements F.I.D.E.S. de favoriser, en prolongement du chemin de fer, l'évacuation des produits en direction de Douala : la liaison entre Sangmélina et Mbalmayo avait pour but de drainer vers le terminus du chemin de fer une partie de la production cacaoyère du pays boulo ; celle du nord de Yaoundé desservait le pays éwondo, en partie, et le pays éton, également riches producteurs de cacao. Entre Douala et Édéa d'une part, Douala et Nkongsamba de l'autre, la route venait en parallèle avec la voie ferrée ; dans le premier cas elle ne présentait pas un intérêt économique indispensable puisque les approvisionnements de l'usine d'aluminium d'Édéa sont acheminés par voie ferrée, mais visait plutôt à faciliter les déplacements à Douala des nombreux cadres européens travaillant à Édéa. Dans le second par contre, il était important de doubler la voie ferrée par une route à grande circulation pour faciliter à la fois le transport des marchandises et des personnes.

Au cours des quinze années suivantes, de nombreuses routes ont été bitumées : Mbalmayo a été reliée à Yaoundé en 1963-1964 et du même coup a perdu l'essentiel de ses fonctions de centre commercial de gros.

Dans le reste du pays la politique de construction des routes revêtues répondait à trois grandes orientations :

- 1) la réalisation d'une grande liaison sud-nord, en prolongement des 930 km du Transcamerounais, représentée par un axe Ngaoundéré-Garoua-Maroua-Mora-Waza-Kousséri.
- 2) l'amélioration de la liaison Douala-province de l'Ouest justifiée par l'importance du trafic : la route Douala-Kékem en particulier a été refaite de 1974 à 1977 pour être adaptée à un trafic lourd et la portion pont du Noun-Foumban a été bitumée. On a tracé des rocades d'évitement de plusieurs villes notamment Loum, Nkongsamba, Melong.
- 3) la création de bretelles de raccordement de l'ancien Cameroun anglais au reste de la République, Fédérale puis Unie : routes Douala-Tiko (terminée en 1969) et Bafoussam-Bamenda (1978). Ces routes ayant pour effet de mieux « arrimer » en quelque sorte la partie anglophone au vaisseau camerounais.

Avec la même volonté de faciliter les relations sud-nord, on a revêtu récemment aussi la route de Tiko à Kumba.

En outre la Transafricaine (de Lagos à Mombasa) est en cours de bitumage sur le parcours Tibati-Maidougou, dans le sud de l'Adamaoua, sans que l'on saisisse l'intérêt économique d'une telle opération (on estime en effet généralement que c'est à partir de 300 à 350 véhicules/jour qu'une route revêtue est plus rentable qu'une piste en latérite. On est très loin du compte sur ce tronçon, mais cette opération répond à des considérations de politique panafricaine et résulte d'une décision de l'O.U.A.).

(1) P. BILLARD, 1961, p. 172.

Tableau n° 2

VOIES BITUMÉES EN 1975

NGAOUNDERE-GAROUA	296 km	DOUALA-EDEA.....	94
GAROUA-MAROUA	212	DOUALA-NKONGSAMBA	143
MAROUA-MORA.....	60	NKONGSAMBA-BAFOUSSAM ..	123
MORA-WAZA	62	BAFOUSSAM-FOUMBAN.....	72
WAZA-KOUSSERI	138	BAFOUSSAM-BAMENDA	110
TIBATI-MAIDOUYOU.....	85	LOUM-KUMBA	41
(partiellement)			
YAOUNDE-MBALMAYO	48	KUMBA-BUEA-MUTENGÈNE..	83
MBALMAYO-SANGMELINA ...	122	BEKOKO-TIKO-VICTORIA.....	47
YDE-BATCHENGA	62	TOTAL	1 798 km

La volonté d'unité politique du pays qui se manifeste ainsi à travers les constructions récentes de voies ferrées ou bitumées souligne bien sûr un certain recentrage du pays sur lui-même. Mais on reste toujours, globalement, dans la logique coloniale qui consiste à faciliter l'écoulement des produits vers l'extérieur et des importations venant des pays industrialisés. Par contre, on a moins investi, à proportion, dans les routes secondaires et de desserte de la campagne. D'où des difficultés à la fois pour assurer à de nombreuses zones rurales un écoulement correct de leurs produits, et pour approvisionner de manière satisfaisante les villes. C'est ainsi que la réalisation du bitumage de la liaison Yaoundé-Bafoussam à laquelle pourtant toutes les études économiques ont donné une « priorité élevée » n'est toujours pas entreprise alors que le financement pourrait être obtenu assez facilement semble-t-il des organismes de coopération bilatéraux ou internationaux ⁽¹⁾. Le « développement autocentré » préconisé par le congrès de l'Union Nationale Camerounaise de 1975 devrait se traduire concrètement par la création de voies de communication qui ne soient plus pour l'essentiel centrées sur Douala.

Par ailleurs, l'effort public a été insuffisant pour que le pays soit doté d'un service efficace d'entretien des routes. Et l'on pourrait citer bien des exemples de voies, revêtues ou non, pour lesquelles on a pu recueillir le financement extérieur nécessaire à leur création, mais dont la dégradation a été rapide faute de cet entretien régulier.

(1) En 1974, le F.E.D. avait accordé une subvention de 220 millions de F/CFA pour l'étude de cette liaison. Il semble toutefois qu'en 1980 on entame enfin un début de réalisation puisqu'un appel d'offres restreint a été lancé pour le premier tronçon de cette voie, Yaoundé-Obala (Marchés Tropicaux 15/02/80).

Ce réseau routier goudronné, 1 800 km environ en 1977, qui s'ajoutent aux 1 170 km de voies ferrées, constitue le support principal, et le plus fréquenté, des transports au Cameroun. Il est complété, nous y reviendrons, par un réseau plus ou moins dense de voies secondaires et de pistes de qualité variable. Son intérêt n'est pas seulement de permettre un écoulement plus facile du trafic au delà d'un certain volume. Il représente aussi une différence de nature comme support des transports en commun. Alors que les pistes en terre sont parcourues essentiellement par des petits cars ou des « stations wagons » tous terrains (au Cameroun anglophone essentiellement) les routes modernes voient se multiplier les transports rapides et plus confortables avec des taxis collectifs dont le break Peugeot 404 fut pendant longtemps le modèle le plus répandu.

« Les taxis à 9 places sont les « rois » de la vitesse ; on les a souvent appelé les « maquisards » de la route, à cause des nombreux accidents mortels qu'ils provoquent à la suite des excès de vitesse. Cette réputation ne les prive pas d'une clientèle plus nombreuse constituée de jeunes et d'hommes d'affaires avides d'économiser le temps. Leurs tarifs sont plus élevés que ceux des cars mais ils n'apprécient pas les voyageurs ayant beaucoup de bagages » ⁽¹⁾.

Dans les gares routières qui jouxtent généralement le marché il y a toujours des aires de stationnement différentes pour les taxis-break ou les « taxis-brousse » (ceux-ci étant des petits cars) dont les conducteurs ou des rabatteurs s'époumonent à crier la destination pour attirer le client. Les routes goudronnées engendrent donc elles-mêmes un trafic plus intense particulièrement pour le transport des personnes. Elles ont aussi pour résultat de modifier l'armature urbaine elle-même. Certaines zones sont ainsi désenclavées. Mais, au contraire, des villes peuvent se voir « court-circuitées » par des liaisons rapides qui leur enlèvent leur rôle de commerce de gros ou leur fonction de transit. C'est la mésaventure qui est arrivée à Dschang, où, dès 1925, on faisait état d'une certaine marginalisation ⁽²⁾. Certes l'histoire de Dschang n'a pas été aussi médiocre sur le plan commercial qu'on ne le prédisait à l'époque. Mais cette ville a incontestablement souffert de sa position en cul-de-sac par rapport au pays bamiléké dont elle fût longtemps la capitale administrative.

Plus à l'ouest, Mamfe a connu un déclin encore plus accentué depuis qu'a été pratiquement coupée la liaison avec le Nigeria. Et on peut penser que les récentes modifications du tracé de la route du Mungo n'avantageront pas les villes qu'elle contourne (Nkongsamba, Loum) ou qu'elle évite (Baré).

C'est également en partie au bitumage des voies qu'est dû le développement des taxis urbains à l'intérieur des villes, marqué par une multiplication des petites voitures, R 4 et R 8 Renault durant quelques années, voitures japonaises actuellement. La couleur jaune dont ils doivent être peints permet de constater qu'ils représentent actuellement plus de la moitié de la circulation urbaine dans les principaux centres du Cameroun.

(1) P. NANA, 1974, p. 98.

(2) Cf. ci-dessus, p. 81.

Dans la capitale et à Douala se pose de façon parfois aiguë le problème de la concurrence avec la S.O.T.U.C. ⁽¹⁾. Périodiquement on reparle d'ajustement des tarifs et il a fallu contraindre il y a quelques années les propriétaires de taxis à augmenter leurs prix jugés trop bas pour que les habitants des deux grandes villes soient incités à prendre les bus. De même a été institué un contrôle plus étroit sur les dossiers administratifs et sur l'état des véhicules.

La concurrence est vive également entre taxis de ville et taxis de brousse, les premiers allant souvent au delà des limites de la zone urbaine qu'ils sont censés desservir exclusivement ⁽²⁾.

Il faut souligner encore que la voirie urbaine est souvent elle aussi en état médiocre : une dégradation rapide est le résultat d'un écoulement pluvial souvent défectueux. Les voitures s'usent vite et l'on voit circuler en ville un nombre appréciable de véhicules brinquebalants, surchargés et poussifs qui sont loin d'offrir à leurs passagers le minimum de confort et de sécurité qu'ils sont en droit d'attendre.

Le réseau routier secondaire

En dehors des voies modernes, un réseau dense de routes secondaires et de pistes de collecte permettent les liaisons avec les villes, les bourgs et les villages. À l'heure actuelle, à peu près toutes les agglomérations dotées d'une fonction administrative (préfectures, sous-préfectures ou districts) sont accessibles en voiture. On note cependant quelques exceptions : dans le département de la Ndian (province du Sud-Ouest seule la sous-préfecture d'Ekundu Titi est accessible par une route venant de Kumba. La préfecture, Mundemba, est desservie par une piste d'atterrissage de plantation pour avions légers, mais sans lignes régulières, et par voie fluviale et maritime par la rivière Ndian. Les sous-préfectures d'Isangele et de Bamusso, les chefs-lieux de districts d'Idabato et de Kombo Itindi ne peuvent être atteints que par mer : on est là, en effet dans cette zone frontalière avec le Nigeria où la mangrove des estuaires du Rio del Rey interdit toute desserte terrestre. Un peu plus au nord, dans la Manyu, la sous-préfecture d'Adwaya (à 75 km à vol d'oiseau de Mamfe, la préfecture) n'est accessible que par des sentiers pédestres en territoire camerounais, ou par véhicule tout terrain au prix d'un long détour par le Nigeria.

(1) Société des Transports Urbain du Cameroun. Société d'économie mixte constituée en décembre 1972, dont l'État camerounais détient 65 % du capital et Renault-Saviem 35 %.

(2) Il existe quatre catégories de licences : la première pour les taxis urbains qui peuvent circuler dans un rayon de 10 km autour de la ville, la seconde pour un circuit de 30 km, la troisième pour trois itinéraires, et la quatrième qui permet aux véhicules de circuler sur toute l'étendue du territoire camerounais. Dans la ville de Mbouda, D. NOFIELE a relevé le nombre de licences délivrées aux transporteurs pour l'année 1971/72 : 12 en 1^{re} catégorie, 3 en 2^e catégorie, 30 en 3^e catégorie, 17 en 4^e catégorie, soit 62 au total dont le tiers ne sont pas exploitées au moment de l'enquête. Le parc automobile de ces transports en commun compte une soixantaine de véhicules dont 28 « 404 Peugeot » de 9 places et 3 cars, le reste est constitué de voiture légères et de camions ». D. NOFIELE, 1973, p. 97-98.

La desserte des villages est assurée de façon très inégale dans le Cameroun de l'ouest, cela tient à la nature même du terrain (les zones maritimes par exemple ont très peu de routes), mais aussi à la politique suivie en ce domaine par les deux puissances coloniales. Du côté français la création et l'entretien des routes étaient du ressort de l'administration (même si les populations locales étaient mises à contribution). Outre-Mungo par contre, l'administration laissait cette tâche aux collectivités locales, les « native authorities » (devenues après l'Indépendance « local councils ») qui disposaient en fait de faibles moyens techniques et construisaient les routes à la pelle et à la pioche. En outre on a constamment essayé du côté français de rassembler les populations le long des routes à la fois pour mieux les contrôler et les faire participer à leur entretien. Le résultat a été d'ailleurs inégal : le succès a été net dans le sud forestier à l'exception du pays bassa, mais dans l'ouest les populations sont demeurées fidèles, jusqu'à la période des troubles, à l'habitat traditionnel dispersé. Au total la densité du réseau routier secondaire était nettement plus élevée du côté francophone. Le tableau suivant indique pour quelques départements le pourcentage des villages accessibles aux voitures et de ceux qui ne sont desservis que par mer ou rivière ou sentier pédestre. La situation du pays bamiléké est assez particulière dans cet ensemble, il bénéficie d'une façon générale d'un bon réseau de pistes qui a été développé notamment à l'occasion des opérations de pacification ; à l'heure actuelle toutes les chefferies et la plupart des quartiers sont accessibles aux voitures ou sont à proximité d'une piste. On remarque d'ailleurs dans ces chefferies bamiléké une circulation relativement importante de camionnettes qui depuis les villes transportent des travailleurs (des femmes le plus souvent) vers les champs et ramènent les produits vivriers et du bois. C'est également cette densité du réseau routier qui assure la vitalité des marchés traditionnels. Ceux-ci sont l'occasion d'un trafic incessant de cars, taxis et camionnettes qui amènent les personnes vers la place du marché, et de camions qui viennent des villes pour ramasser les produits vivriers ou exportables. On note une variation importante de leur fréquentation selon les saisons et les observations faites à cet égard sur le marché de Mbouda sont intéressantes :

« La fréquence du flux est conditionnée par les saisons, la plus dense étant en saison sèche. En saison pluvieuse, quel que soit l'état des routes les taxis y circulent régulièrement et particulièrement les jours du marché. Pour Bangang par exemple, on peut faire huit à dix trajets un jour de grand marché et cinq tours un jour ordinaire, pour une distance de 12 km. Les tarifs varient aussi en fonction des saisons et atteignent leur maximum à l'occasion d'une moindre pluie : Mbouda-Toumaka (5 km) coûte facilement 100 F voire 150 F, en saison de pluies, et malgré cela les passagers se disputent les places. Le stationnement de Mbouda est particulièrement animé les jours de marché » ⁽¹⁾.

L'un des obstacles les plus sérieux à la circulation sur les pistes en latérite est constitué par les barrières de pluie qui ferment la route au trafic lourd durant les six à dix heures qui suivent une forte pluie. Cela représente une

(1) D. NOFIÈLE, 1973, p. 98.

gêne considérable pour les transporteurs et c'est une des raisons pour lesquelles le trafic de saison sèche est nettement plus élevé que celui de saison des pluies ; l'autre raison étant que les mois de novembre à mars correspondent, dans le sud du pays à la principale période de commercialisation des produits agricoles et donc aux rentrées d'argent chez les paysans.

Tableau n° 3

ACCESSIBILITÉ DES VILLAGES ⁽¹⁾

PROVINCE	DÉPARTEMENT	VILLAGES ACCESSI- BLES EN VOITURES	VILLAGES DESSER- VIS PAR SENTIER, MER OU RIVIÈRE
		%	%
OUEST	Bamoun	75	25
	Ndé ⁽²⁾	60	40
	Mifi	80	20
LITTORAL	Mungo	86	14
	Nkam	57	43
NORD-OUEST	Bui	65	35
	Donga-Mantung	43	57
SUD-OUEST	Fako	71	29
	Meme	57	43
	Manyu	27	73
	Ndian	16	84

On a noté également à Bafang les variations saisonnières dans le rythme et le coût des transports, liées cette fois à la récolte et à la commercialisation du café :

« Comme les autres activités commerciales, le transport subit fortement l'influence de la « saison ». Elle dure trois à quatre mois. Elle débute à la mi-décembre, mais les fêtes, les funérailles, la récolte et le transport du café mobilisent beaucoup de personnes. Le summum des recettes est atteint au mois de février. Les véhicules de cinq places font des recettes de 120 000 à 160 000 F. Mais pendant la saison morte, les recettes descendent jusqu'à 40 000 ou 50 000 F aux mois de vacances scolaires. La hausse des recettes au cours de la saison est due non seulement à l'afflux considérable de voyageurs mais aussi à la hausse des tarifs de voyage qui suit cet afflux de voyageurs » ⁽³⁾.

(1) Source : *Dictionnaires des villages de l'ORSTOM*.

(2) Dans ce département, une partie des quartiers ne sont plus habités dans le sud notamment, car la population a été regroupée.

(3) D. TCHAMGME, 1973, p. 153.

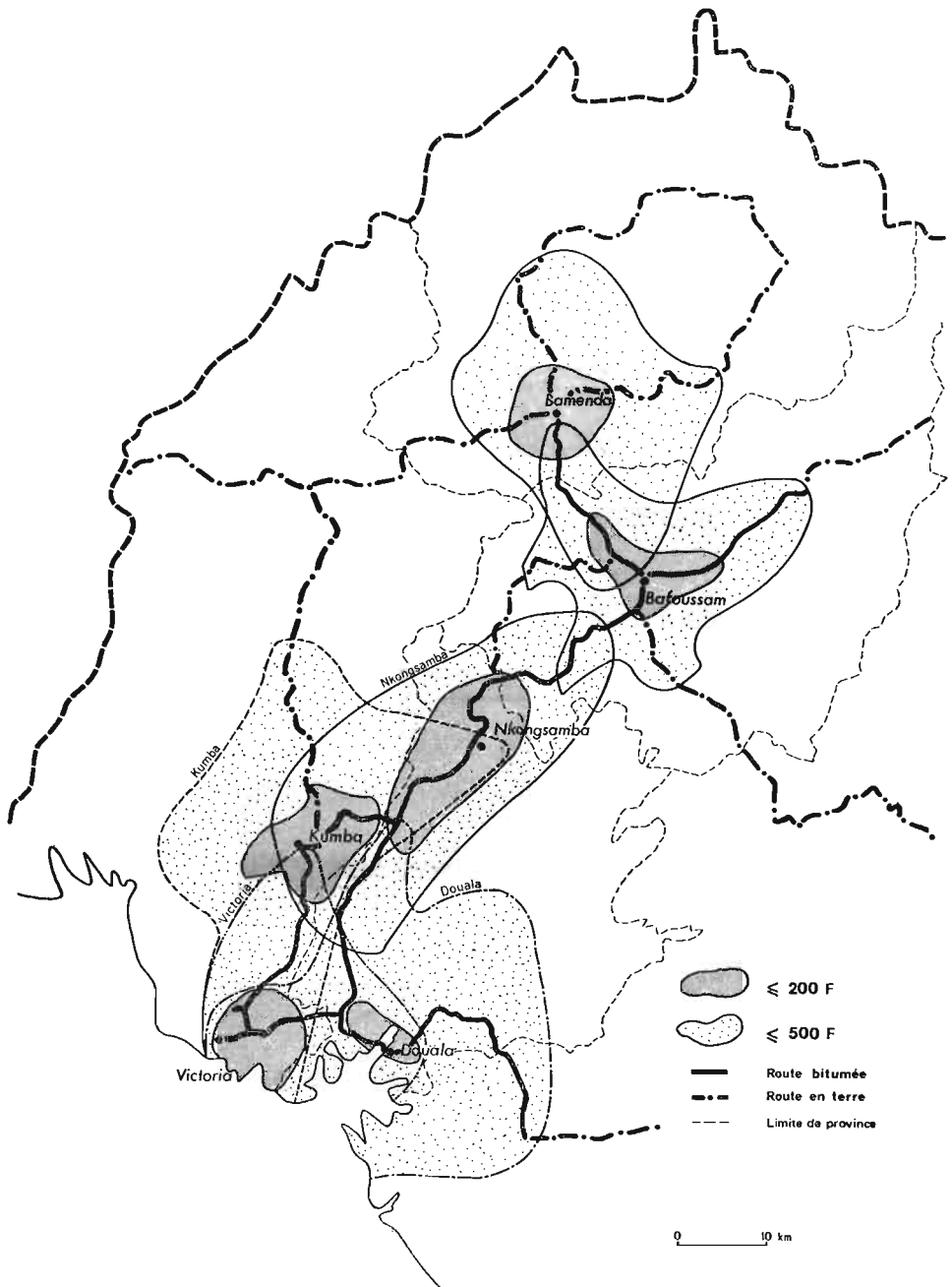


FIG. 21. Lignes Équinox.

Une carte des lignes d'équiprix a été dressée pour les villes les plus importantes à partir des tarifs officiels ⁽¹⁾. Elle ne reflète sans doute pas la réalité de façon rigoureuse dans la mesure où les tarifs réels s'établissent en fonction de l'importance de la clientèle, ou parfois, tout simplement, « à la tête du client ». Elle montre cependant à partir de deux tarifs 200 F et 500 F pour les principales villes quels sont les points privilégiés et les zones marginales du point de vue des transports. L'ensemble du pays bamiléké et la région proche de Bamenda (jusqu'à Wum et Jakiri) se trouve à « moins de 500 F » d'une ville importante, de même que les deux axes parallèles du Mungo et de Kumba-Victoria. On comprend là l'importance des gares routières de Loum et de Kumba en particulier. Par contre les départements de Donga-Mantung et de la Manyu, ainsi que le Nkam ne sont desservis qu'à des conditions bien plus onéreuses ; on constate en outre que des villes comme Dschang et Bangangté se trouvent elles aussi quelque peu « marginalisées » par le coût des transports.

Les deux cartes ci-après illustrent les variations du volume du trafic routier. La fig. 22, empruntée aux Cahiers d'Outre-Mer ⁽²⁾ représente, à l'échelle de l'ensemble du pays, le trafic de 1970. Elle souligne l'influence prédominante des deux métropoles camerounaises au départ desquelles s'organise la densité maximum de trafic. Elle montre aussi qu'en dehors d'une étoile aux branches assez courtes autour de la capitale, les chiffres les plus élevés sont atteints dans le sud-ouest du pays avec l'artère majeure Douala-Foumbot (plus de 1 000 véhicules/jour), une parallèle de moindre importance Victoria-Kumba et les transversales Douala-Édéa, Douala-Victoria et Loum-Kumba. En dehors de ces zones, la circulation est faible, puisque même la liaison Garoua-Maroua, dans le Nord, n'atteint pas les 500 véhicules/jour.

Une carte plus détaillée a été dressée pour l'ouest à partir cette fois de comptages effectués en 1973 par la Direction des Routes. Le schéma est identique dans ses grandes lignes à celui de 1970 : Douala-Nkongsamba et Victoria-Kumba sont les deux axes majeurs dépassant les 2 000 véhicules/jour. Mais alors que Kumba est un peu un terminus côté anglophone, l'autre axe se prolonge vers le nord avec des valeurs supérieures à 1 000 (à l'exception — curieuse — du tronçon Bandjoun-Company) jusqu'à Foumbot. Bamenda s'impose comme un pôle secondaire important avec des valeurs supérieures à 500 vers le sud et le nord et même 1 000 vers le nord-est et le sud-ouest. On peut penser que le bitumage de la route vers Bafoussam a augmenté sensiblement le trafic dans cette direction.

On note aussi sur cette carte la marginalisation relative de quelques préfectures : Mamfe, Wum, Nkambe, Bangangté, Dschang sont à l'écart des courants majeurs de circulation routière et sont donc de ce fait pénalisées dans leur développement.

Après l'examen de ces voies de communication qui permettent à une large échelle les déplacements des hommes et des marchandises, il

(1) Prix de 1975. Source : *Syndicat National des Transporteurs de voyageurs routiers par cars et autobus de la République Unie du Cameroun*.

(2) A. M. COTTEN et Y. MARGUERAT, 1976.

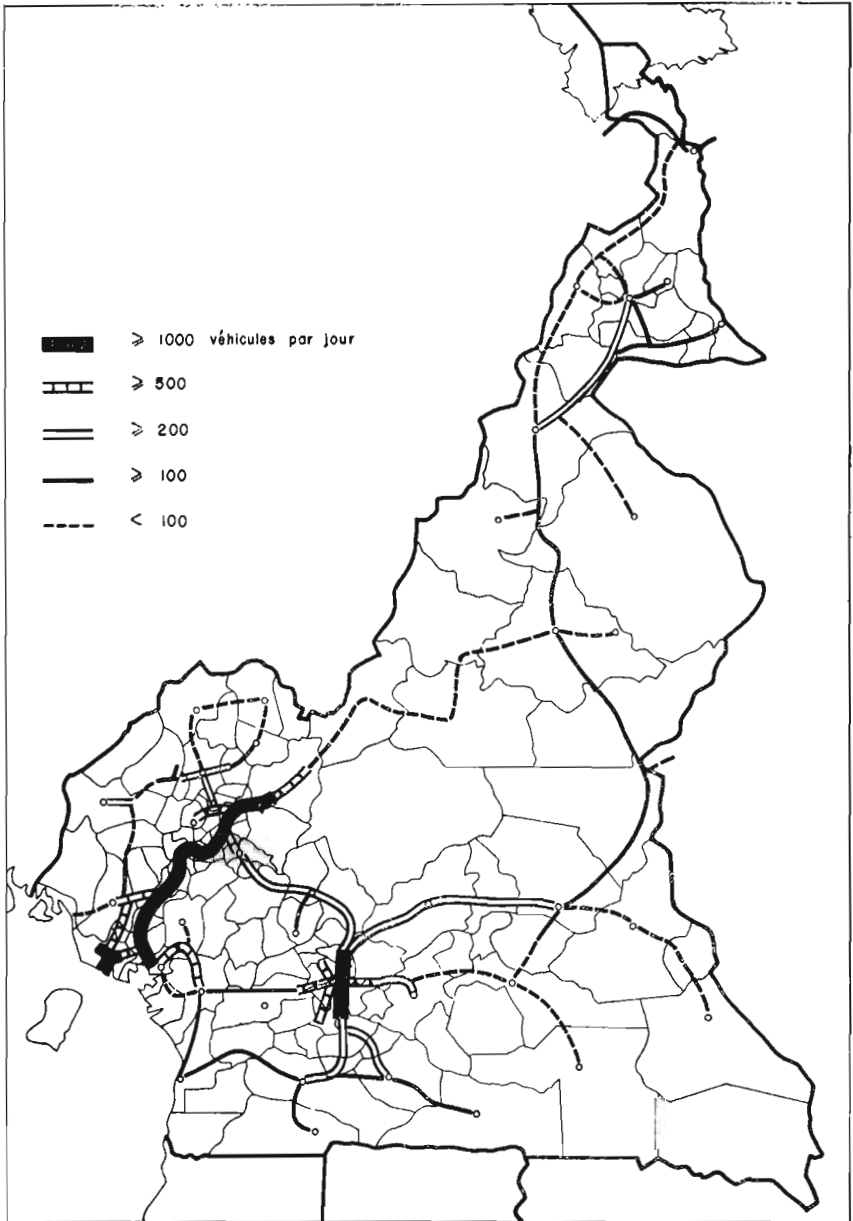


FIG. 22. *Le trafic routier du Cameroun en 1970.*
(A.M. COTTEN et Y. MARGUERAT 1976)

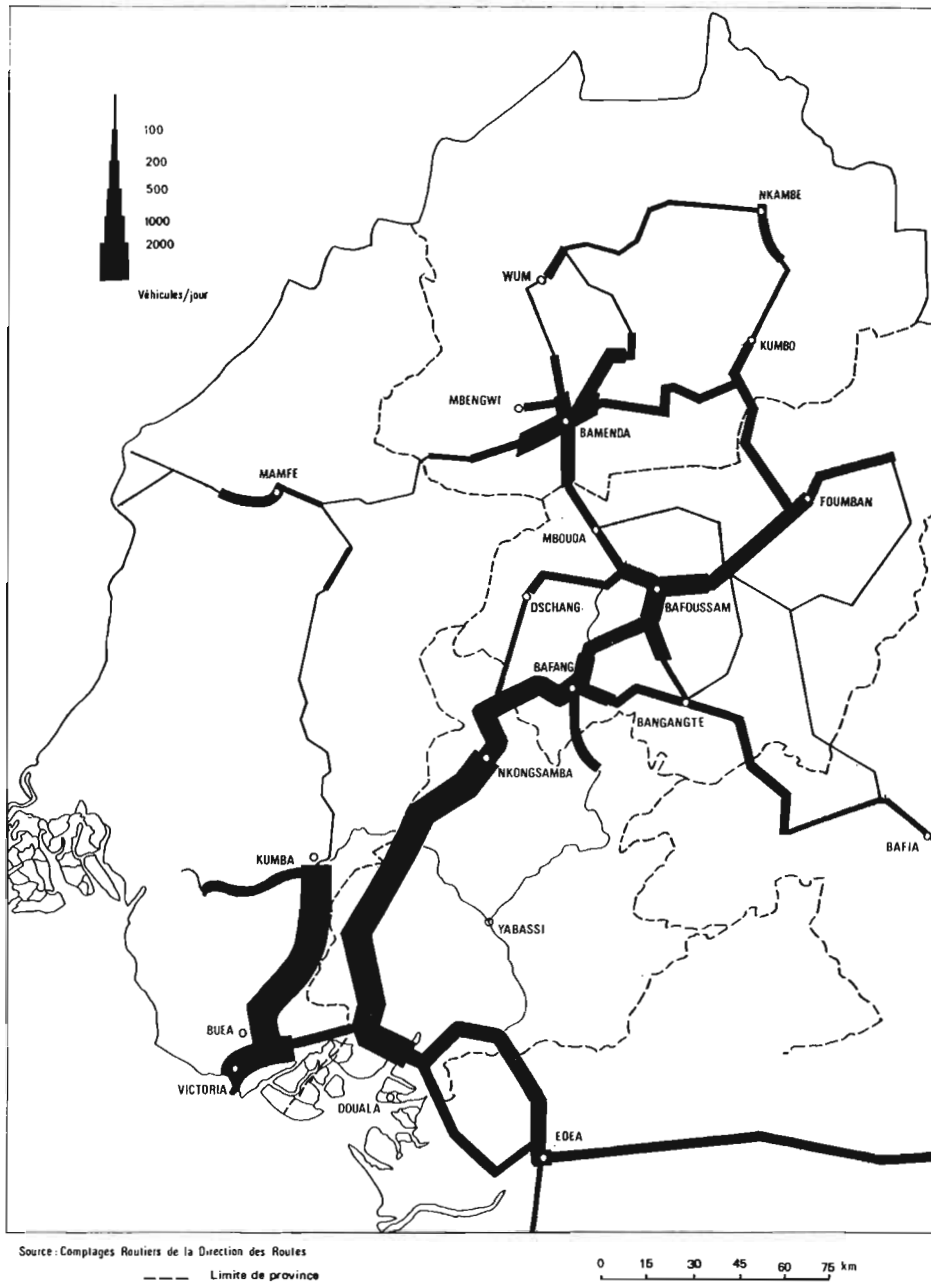


FIG. 23. Trafic routier en 1973.

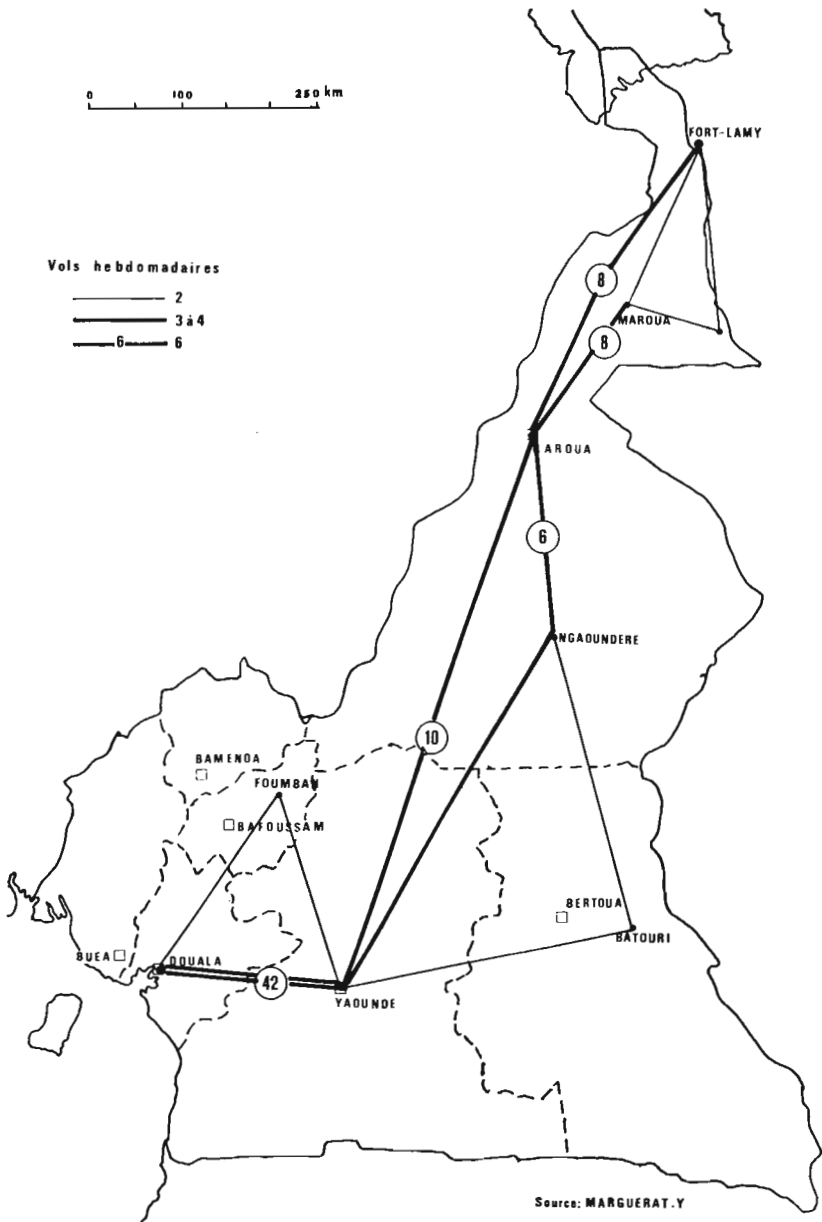


FIG. 24. *Liaisons aériennes intérieures 1972.*

convient de prendre en considération deux autres secteurs de communication plus modernes, les liaisons aériennes et les télécommunications. Leur impact est quasiment nul sur les migrations humaines, mais très important pour le dynamisme du secteur économique moderne. Ils sont signes et facteurs de l'expansion urbaine et de l'intégration des villes de l'ouest au reste du pays.

Liaisons aériennes et Télécommunications

Les premières liaisons aériennes entre le Cameroun et l'extérieur ont été établies peu de temps avant la deuxième guerre mondiale : la Compagnie Aéro-Maritime exploitait à l'époque une ligne régulière Dakar-Pointe Noire qui faisait escale à Douala. Mais c'est surtout après 1945 qu'au Cameroun comme dans le reste de l'Afrique, l'aviation a pris son essor. En 1951, Air France assurait quatre liaisons hebdomadaires vers Paris et reliait également le Cameroun aux pays africains voisins. Au même moment un certain nombre de villes camerounaises était également desservi par des liaisons régulières. Air France avait un service quotidien entre Douala et Yaoundé et deux hebdomadaires sur le parcours Douala-Yaoundé-Ngaoundéré-Fort Lamy, l'une de ces lignes desservant également Garoua et Maroua. Une liaison hebdomadaire avait été instaurée en 1951 entre Douala et Foumban. Une compagnie privée, Air Cameroun assurait aussi quelques vols sur ces mêmes lignes, et, en outre, un voyage hebdomadaire Douala-Kribi.

Lors de l'Indépendance, douze pays africains signèrent à Yaoundé un traité créant la compagnie multinationale Air Afrique, qui devait partager avec la compagnie française U.T.A. les vols internationaux. Air Afrique avait également en charge le trafic interne du Cameroun. Mais à la suite de dissensions sur le partage des postes de responsabilité et des bénéfices de l'association, le Cameroun s'en retira en 1971 pour créer sa propre compagnie « Cameroon Airlines » avec l'aide d'Air France ⁽¹⁾. Air Cameroun entre temps a disparu et la compagnie nationale dispose donc du monopole du trafic aérien à l'intérieur du pays. Les liaisons se sont multipliées ces dernières années et l'ouest notamment, qui était mal desservi l'est maintenant beaucoup mieux. La comparaison des cartes de trafic aérien en 1972 et 1978 fait ressortir cette progression constante du nombre des liaisons.

La ligne Douala-Yaoundé se taille la part du lion avec 54 vols hebdomadaires en 1978. Douala est à l'heure actuelle le seul aéroport international (de classe A) du pays. L'allongement des pistes est prévu à Garoua ainsi qu'une modernisation de son aérogare afin d'en faire également un aéroport international susceptible d'accueillir les avions gros porteurs. À Yaoundé

(1) *Air France possède 30 % du capital de la société camerounaise et assure l'assistance technique.*

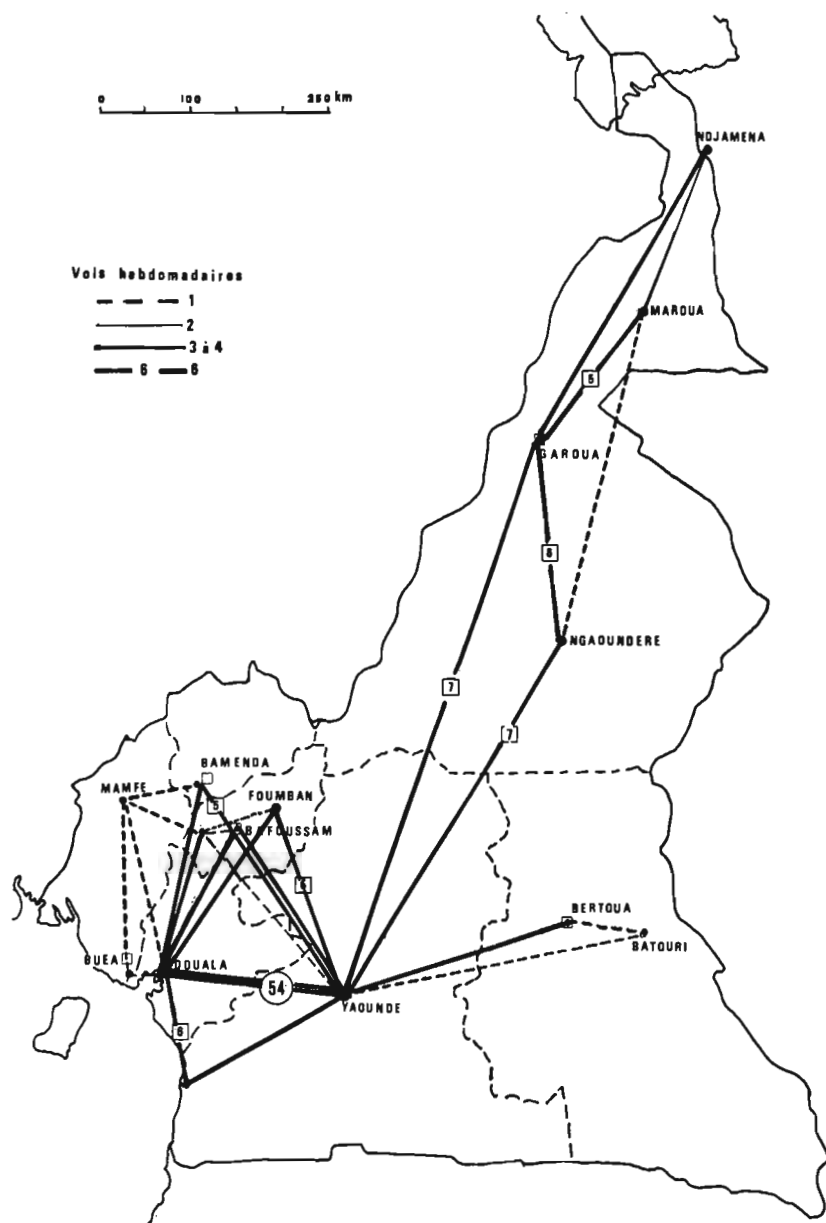


FIG. 25. Liaisons aériennes intérieures 1978.

aussi, une extension de l'aéroport est envisagée ; mais on se heurte là à des difficultés topographiques qui en rendent la réalisation onéreuse.

En dehors du trafic entre les deux grandes villes, c'est la ligne Sud-Nord qui est la mieux desservie. Elle se prolonge jusqu'à Ndjaména. Sur cette ligne, Ngaoundéré tend à prendre une place notable depuis que son rôle de terminus de chemin de fer en a fait un centre important de transit.

À l'ouest, un seul aérodrome est correctement équipé, c'est celui de Koutaba (qui joue également un rôle essentiel pour l'armée camerounaise). Il est bien relié à Yaoundé et à Douala. Les quatre autres escales de la région ne sont équipées que de pistes en latérite, avec des installations au sol très sommaires. Ceux de Dschang et de Bafoussam en particulier ont des conditions topographiques médiocres. Les avions à réaction peuvent atterrir à Koutaba, mais les autres aéroports ne sont desservis que par des avions légers, les Twin Otter. Deux villes importantes de la région sont totalement à l'écart de ces liaisons aériennes : Nkongsamba et Kumba, la proximité de Douala rendant peu utile ce mode de locomotion. Malgré l'étroitesse des avions (où les voyageurs ne peuvent emporter plus de 10 kg de bagages), le trafic des passagers est important et la compagnie nationale remplit tous ses vols. Une ville comme Bafoussam est reliée trois jours par semaine à Yaoundé soit en vol direct, soit avec escale à Koutaba ou Dschang et deux jours par semaine à Douala (vol direct). Mais les clients se plaignent de devoir réserver trop longtemps à l'avance, faute d'un nombre de places suffisant. De toutes manières c'est un mode de transport qui n'est fréquenté que par les fonctionnaires ou de grands commerçants, il ne se pose évidemment pas en concurrent de la voiture particulière.

Le développement des télécommunications a été spectaculaire depuis l'Indépendance. Alors que deux centraux automatiques seulement fonctionnaient en 1960, à Yaoundé et Douala, il en existait une vingtaine en 1975 et d'autres ont été construits depuis. Comme pour la desserte aérienne, les villes de l'ouest sont maintenant bien équipées ⁽¹⁾, et reliées entre elles et avec Douala et Yaoundé par un réseau hertzien. Au téléphone s'ajoute maintenant un service de téléx pour quelques villes : Bafoussam, Bonabéri, Buea, Douala, Édéa, Éséka, Garoua, Mbandjok, Nkongsamba, Victoria, Yaoundé, Zamengoé (village proche de la capitale où se trouve la station terrienne de communication par satellites exploitée par la Société INTEL-CAM). Mais les abonnés sont encore peu nombreux en dehors des deux principales villes.

*
* * *

Télécommunications modernes, liaisons aériennes et routes bitumées sont les signes visibles d'une intégration plus poussée et d'une modernisation de l'espace camerounais. Il est clair que les voies de communication

(1) Le Cameroun était même, en 1975 un des pays d'Afrique les mieux dotés en matière de Télécommunications.

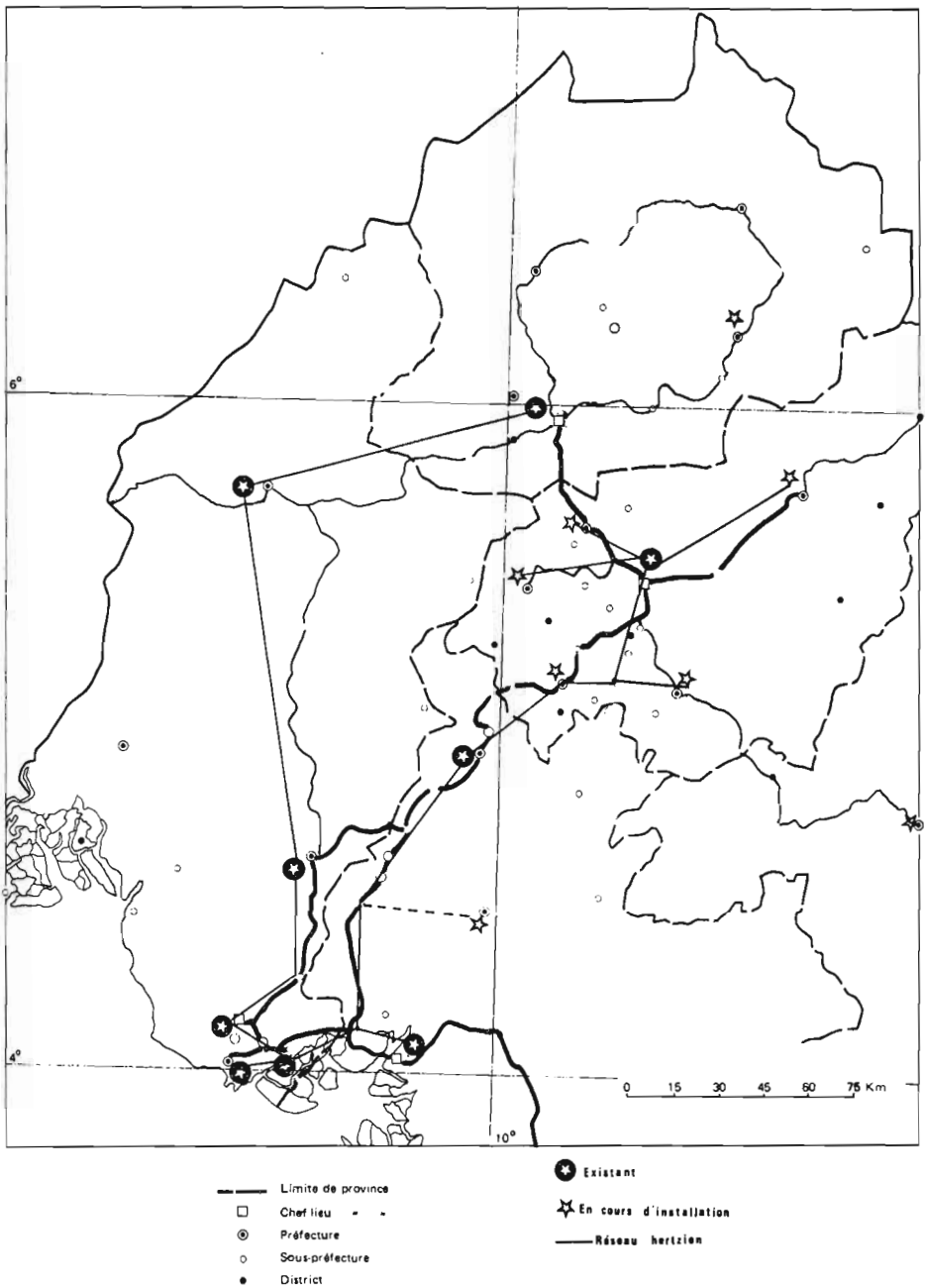


FIG. 26. Centraux téléphoniques.

et leur histoire ont joué un rôle important dans la structuration du réseau urbain camerounais.

La situation en 1960 était la suivante : le Cameroun anglophone sous la dépendance économique et politique du Nigeria constituait un ensemble à part avec ses ports, Victoria et Tiko, sa capitale, Buea, et trois autres villes importantes : Kumba, Bamenda qui commandait la province du même nom et Mamfe qui était la principale porte d'entrée par la route et avait donc un rôle de transit important. Du côté français, la prédominance de Douala était évidente appuyée par Nkongsamba qui jouait un rôle de relais vis à vis des plateaux occidentaux, le pays bamiléké lui-même était commandé par Dschang et le pays bamoun par Foumban.

La création de voies de communication modernes a eu pour effet de raccorder beaucoup plus étroitement les ensembles urbains à Douala ⁽¹⁾ : toute la province du Sud-Ouest est reliée à la capitale économique par routes bitumées et voies ferrées.

Par ailleurs la route bitumée a été prolongée au-delà de Bafoussam jusqu'à Foumban et Bamenda, Mamfe est devenue pratiquement un cul-de-sac, et Bafoussam promue chef-lieu de province assure, à 120 km au nord de Nkongsamba, le relais que détenait autrefois le terminus du chemin de fer.

Parmi les autres éléments du réseau routier qui peuvent dans le futur, modifier les relations entre villes, figure la réalisation de la route transafricaine. Cette route traverse l'Afrique d'ouest en est, de Lagos à Monbassa suivant une direction où les échanges sont rares. Elle emprunte le territoire camerounais de Mamfe à Garoua Boulai passant par Bamenda, Bafoussam, Foumban, Banyo, Tibati et le sud de l'Adamawa. Il est prévu à terme que cet axe soit entièrement bitumé (il ne l'est actuellement que sur la portion Bamenda-Foumban et Tibati-Maidugou). On peut donc prévoir que l'existence d'une bonne route de Douala à Tibati, à moins que la portion Tibati-Ngaoundéré (281 km) ne soit très mauvaise ⁽²⁾, détournera vers la voie occidentale une partie du trafic du Transcamerounais. Ngaoundéré en effet sera à ce moment-là à 945 km de Douala par Banyo-Bafoussam, et à 930 par le chemin de fer (1151 par la route souvent médiocre de l'Est). Si l'on tient compte des ruptures de charges et du caractère plus lent et aléatoire des transports ferroviaires, notamment tant que la voie Yaoundé-Douala n'aura pas été refaite pour faciliter l'écoulement du trafic, de nombreux transports trouveront intérêt à emprunter cette voie transafricaine plutôt que le Transcamerounais. Ce sont là autant d'éléments qui tendraient à renforcer encore les villes de l'ouest en leur assurant cette fois un rôle de relais entre Douala et le Nord. L'intégration du pays en serait accrue et les déplacements des hommes facilités.

Mais ceux-ci au demeurant, n'ont pas attendu de disposer de moyens modernes pour quitter en masse leurs campagnes, et aller en peupler d'autres ou bien pour s'installer dans les villes.

(1) On retrouve un schéma identique à celui de bien d'autres pays tropicaux où le développement des voies bitumées entraîne un accroissement du rôle des métropoles au détriment des centres secondaires. Cf. C. SPILL, 1976.

(2) Mais le gouvernement camerounais fait faire une étude sur le bitumage de cette portion.

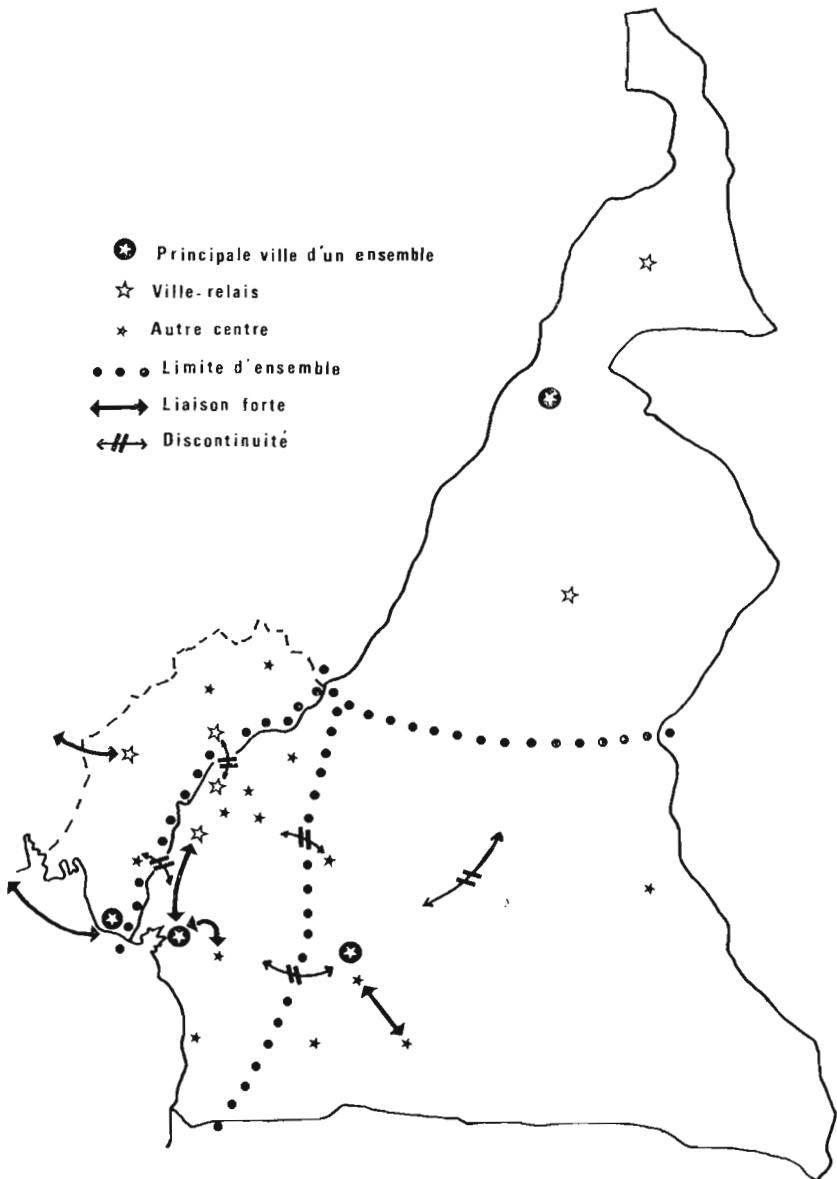


FIG. 27. Ensembles urbains et communications 1960.

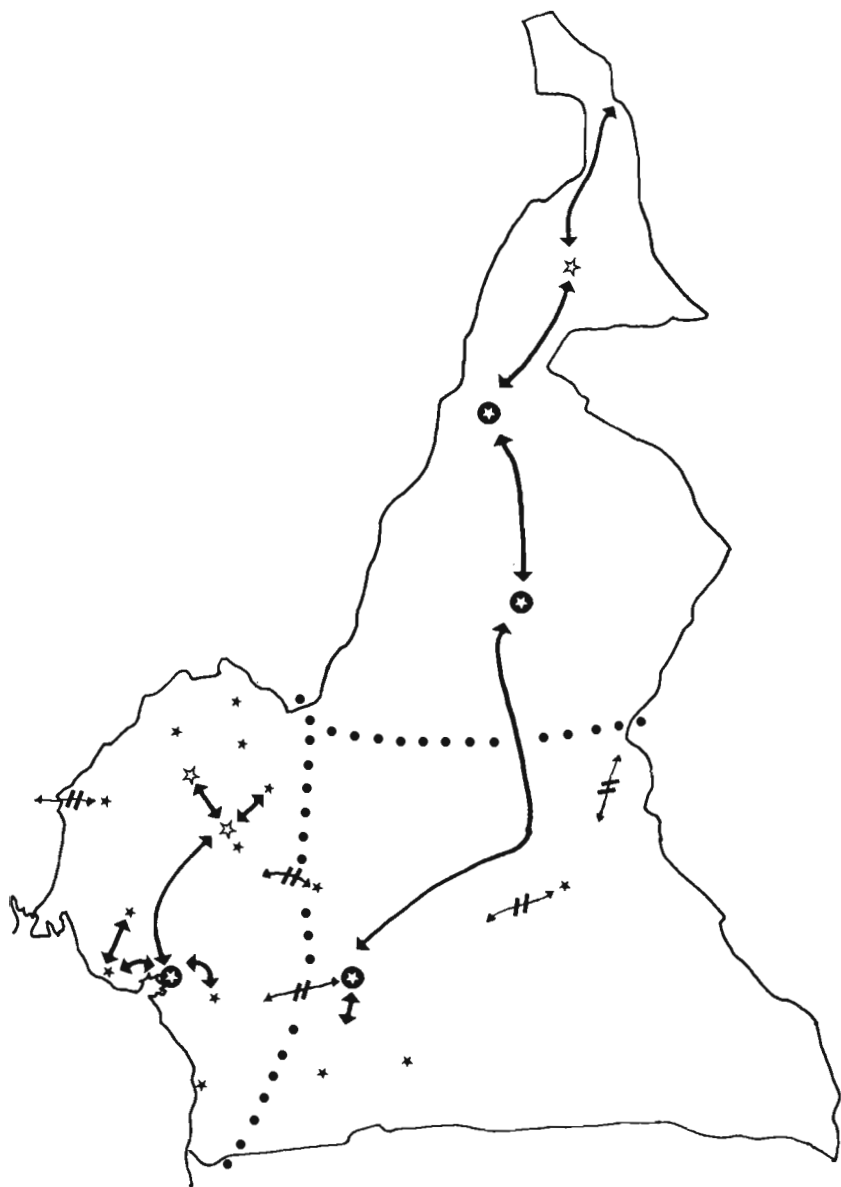


FIG. 28. *Ensembles urbains et communications 1976.*

Après avoir décrit, rapidement, le cadre géographique qui est celui du Cameroun de l'ouest, et montré comment les diverses phases d'un passé tourmenté ont laissé chacune leur marque sur le développement urbain, créant de nouveaux centres et en reléguant d'autres au « musée de l'histoire » parce que devenus inefficaces, il importe de considérer les mouvements qui animent cet espace régional. Déplacements des hommes bien sûr, mais aussi flux de produits et de marchandises qui s'organisent suivant des modalités assez différentes : les interactions ville-campagnes sont nombreuses dans ce jeu complexe, et font intervenir des acteurs très divers : organisations coopératives, commerçants de tous niveaux dont les plus prospères ont constitué progressivement une bourgeoisie d'affaires dynamique.

DEUXIÈME PARTIE

**FLUX : LA CIRCULATION
DES HOMMES ET DES BIENS**

CHAPITRE V

LES DÉPLACEMENTS DES HOMMES

« Au Cameroun, comme dans toutes les colonies de la Côte d'Afrique, l'Européen ne saurait, sans compromettre sa santé, se livrer à un travail manuel. Il faut donc recourir à la main-d'œuvre indigène ».

Guide de la colonisation au Cameroun, 1923, p. 115.

« Toute la jeunesse vive subit la tentation d'échapper à la tyrannie sociale. De là, l'afflux de plus en plus catastrophique de toute la brousse vers les centres extra-coutumiers et l'apparition d'une énorme masse prolétarienne. Pour les jeunes déracinés, dont l'instruction a été poussée au maximum et qui sont avides de liberté et de situations rémunératrices stables, il n'y a ni débouché, ni travail. Ils tombent dans le désœuvrement et la misère, dans l'immoralité et l'irrégion, deviennent la proie des idées subversives, des provocations à la haine et à la violence ».

P. HEBERLE, L'Église catholique, 1960, p. 13.

« Notre pays est entraîné dans l'évolution du monde moderne. A la notion de tribus doit se substituer celle de l'État, impliquant à la fois l'unité nationale et l'égalité des chances au départ de chaque citoyen. Il n'est pas possible que coexistent durablement des populations à l'étroit sur leur terroir d'origine et de vastes régions non mises en valeur parce que vides de population ».

S. E. El Hadj Ahmadou AHIDJO

(inauguration des travaux de la route Yabassi-Bafang, 1965).

Les migrations africaines ne datent pas de la colonisation. L'homme africain est un homme mobile. Sans parler même du nomadisme à grande échelle que pratiquaient aussi bien les éleveurs de la zone sahélo-soudanienne que les chasseurs pygmées de la forêt équatoriale, la plupart des peuples d'Afrique noire ont connu des déplacements de plus ou moins grande ampleur. Au Cameroun, on peut dire que la majorité de ces peuples étaient en mouvement lors de l'arrivée des Européens. Des mouvements très lents souvent ⁽¹⁾, au gré du rythme des saisons de cultures qui imposait des étapes relativement brèves (des éléments pionniers partaient en avant-

(1) Pierre Alexandre parle « d'une infiltration diffuse, en souplesse » à propos des peuples du sud camerounais. P. Alexandre, 1965.

garde à 20 ou 30 km de leur village pour opérer les premiers défrichements, puis revenaient chez eux). La colonisation a soit figé soit ralenti ces déplacements. Mais elle a aussi été à l'origine de nouvelles migrations. Tantôt directement par des regroupements autoritaires de population le long de certains axes routiers ou par le travail forcé sur ses grands chantiers de travaux publics. Tantôt indirectement par la demande de main-d'œuvre des grandes plantations, ou, plus tard, la croissance des premiers centres urbains.

L'histoire des migrations

Le développement de ces nouvelles migrations du ^{xx}e siècle fût donc lié, on l'a vu, aux premières implantations européennes. Les déplacements vers les chantiers avant la première guerre mondiale avaient à l'origine un caractère provisoire. Ils préparaient la voie cependant à une implantation plus durable qui s'est réalisée par la suite soit à partir du travail salarié dans les plantations, soit par la colonisation agricole. Dès cette époque se dessinaient à grands traits les oppositions et les complémentarités entre les zones pourvoyeuses d'hommes et les zones pourvoyeuses de travail.

(1) *De 1910 environ jusqu'à 1931/32*, les premiers secteurs d'implantation de migrants, furent d'une part la zone cacaoyère de Mbanga, d'autre part celle des palmeraies de Nkapa-Souza. Un peu plus au nord, les exploitations forestières ainsi que les maisons de commerce de Nkongsamba, ville en formation, offraient également des emplois. Les Bamiléké devinrent assez vite le groupe le plus nombreux, mais ils avaient été précédés par d'autres migrants, Duala, Béti et Boulou notamment.

Autour de Mbanga, les immigrés ne travaillaient pas seulement chez les planteurs européens, mais aussi, de plus en plus nombreux, dans les plantations autochtones. Et beaucoup, à la faveur de la crise des années 30 purent s'installer à leur compte, suivant un processus décrit soigneusement par l'administrateur J. RAYNAUD :

« La crise économique qui sévit de 1928 à 1932 bouleversa l'ordre établi : les planteurs autochtones, habitués à disposer de fortes sommes d'argent (certains vendaient annuellement plus de 100 000 F de cacao) ne surent pas s'adapter à la situation créée par les nouveaux cours de beaucoup inférieurs à ceux des années précédentes. Espérant des temps meilleurs, ils s'endettèrent, aussi bien dans le commerce local qu'auprès de leurs employés à qui ils demandèrent d'attendre la prochaine campagne de cacao pour être rémunérés de leur travail. Malheureusement les années qui suivirent n'apportèrent aucune amélioration du sort des planteurs, bien au contraire ; car, les cours n'étant pas à la hausse, les commerçants se payèrent en partie sur la nouvelle recette et les planteurs, presque sans argent furent dans l'impossibilité de régler leurs manœuvres. La troisième année, et celles qui suivirent, achevèrent de ruiner les propriétaires autochtones qui, ne pouvant tenir leurs engagements envers leurs employés, leur

donnèrent en paiement, quelquefois une femme, et le plus souvent une partie de leur plantation. Depuis, par suite de l'incurie et de la paresse des autochtones, ce procédé est devenu courant, et c'est ainsi que peu à peu les plantations passèrent aux mains des Bamiléké » (1).

Pour la masse des migrants toutefois, la crise fut synonyme de chômage et beaucoup rentrèrent chez eux : « La population flottante des travailleurs évaluée à 17 000 unités en 1931, tombe à 8 000 en 1933 » (2).

Dans le sud du Mungo actuel, les cultivateurs locaux de palmiers à huile faisaient rarement appel à une main-d'œuvre salariée. Par contre ils louaient parfois des portions de palmeraies à des étrangers.

« L'indigène de cette région (Abo Sud) n'exploite que la quantité de palmiers qui est nécessaire à ses besoins ; pour le reste, ou il le loue à des Grassfields qui lui laissent un léger bénéfice, ou il laisse vierge la forêt de palmiers » (3).

Les Duala par contre constituèrent dans cette région méridionale des plantations utilisant des salariés. Ravitaillés autrefois par des villages d'esclaves, selon J. C. BARBIER,

« ils étaient déjà acquis à l'emploi d'une main-d'œuvre agricole » et leurs plantations « constituèrent bien avant les grandes plantations bamiléké, le prototype des unités de production indigènes gérées sur le mode capitaliste, avec une main-d'œuvre qui était souvent d'origine Bamiléké » (4).

Ainsi se formèrent progressivement dans ce secteur des villages à peu près homogènes d'immigrés des plateaux, comme Nkapa ou Souza. Un peu plus au nord, un village important, Muyuka II, est peuplé lui aussi de façon à peu près homogène d'étrangers qui sont cette fois des Ewondo (au sens large, ce terme englobant indifféremment l'ensemble des Béti).

Là aussi, comme dans la région de Mbanga, mais suivant un processus différent, la crise aboutit à un transfert de propriété au profit des Bamiléké. En juillet 1932 deux décrets transformèrent le droit coutumier en véritable droit de propriété et permirent notamment par le biais de l'immatriculation l'établissement d'un titre de propriété, et donc de ventes régulières entre Africains et Européens. De nombreux Duala installés comme planteurs regagnèrent la ville.

« poussés par les contre-coups de la crise économique mondiale. Ils trouvèrent alors des emplois dans l'administration et profitèrent de la nouvelle juridiction pour s'enrichir en vendant des terrains » (5).

(1) J. Raynaud, 1942, *Recensement bamiléké, subdivision de Mbanga, région du Mungo. Archives IFAN, Yaoundé.*

(2) C. Tardits, 1960, p. 88 citant le *Rapport Annuel du Mungo (1934)*.

(3) *Rapport de tournée du chef de subdivision de Mbanga 24-30 septembre 1927. Archives Nationales Yaoundé, APA 117 99-F.*

(4) J. C. Barbier et J. Champaud, *Manjo et le Mungo central, ch. 4 (sous presse)*.

(5) SMUH, juin 1973.

Beaucoup de ces plantations, ainsi que des terrains laissés en friche après la crise, furent alors achetés par des Bamiléké.

Cette émigration toucha d'abord, en pays bamiléké les régions qui avaient été les premières en relation avec les Européens ⁽¹⁾, et pendant longtemps les chefferies situées à proximité d'une ligne Bafang-Bangangté furent les principales pourvoyeuses de migrants. Le mouvement s'élargit ensuite à la subdivision de Bafoussam et n'atteignit que plus tardivement celles de Dschang et Mbouda. Aujourd'hui encore dans les statistiques démographiques, les sex ratio des migrants venus des régions touchées en premier par le mouvement sont plus équilibrés que celles des chefferies atteintes plus récemment ⁽²⁾.

(2) *Une nouvelle phase économique* commence après la crise avec l'extension des grandes plantations de café et de bananes, au moment où on note une baisse dans les coupes de bois. L'activité agricole se déplace vers le nord et les régions de Loum et de Nkongsamba deviennent alors les principaux pôles d'attraction des travailleurs migrants. Ceux-ci, de plus en plus nombreux et divers, posent problème à l'administration qui cherche le moyen de les contrôler efficacement. A Nlohé, écrit un administrateur,

« on trouve toutes les races du Cameroun ayant chacune son chef. A la tête de cette tour de Babel, où les Bamiléké et les Yaoundé se comptent par centaines, nous avons placé un représentant de l'administration, soudanais retraité après quinze ans de service, qui tiendra en mains (espérons-le) cette population turbulente » (3).

En 1939, l'administrateur A. REYNAUD, au cours d'une tournée dans le département du Mungo avait effectué un dénombrement de 8 548 « étrangers » employés sur les concessions rurales et forestières. Les Bamiléké représentaient alors 59 % de ces travailleurs, suivis par les Yaoundé (22 %), les Bafia (10 %) et les Yabassi (2 %) ; les « divers » regroupaient 7 % de ce total ⁽⁴⁾.

Un peu plus tard, ce même administrateur préconisait une politique de déplacement de la population en projetant la création d'un village bamiléké à Penja.

« Je peuplerai cette agglomération indigène de Bamiléké récemment arrivés dans la subdivision... Ils pourront s'établir avec leur famille, faire venir leurs frères, parents ou amis, sous la condition expresse d'en aviser leur chef de village... La région du Noun sera avisée mensuellement de ces migrations... Les indigènes devront en principe, travailler chez les planteurs européens et, le travail finissant vers 13 heures, ils pourront à loisir dans l'après-midi s'occuper de leurs plantations vivrières.

(1) De même, dans la région de Bamenda, la chefferie de Bali fut la première touchée en raison des liens tissés entre le Fon local et les Allemands dès le début de la colonisation.

(2) A Douala (1967) 186 H pour 100 F parmi les originaires des Bamboutos, 195 pour la Ménoua, 151 pour la Mifi, 127 pour le Haut-Nkam, 113 pour le Ndé. A Yaoundé (1976), 202 pour les Bamboutos, 180 pour la Ménoua, 160 pour la Mifi, 157 pour le Haut-Nkam, 118 pour le Ndé. Chiffres cités par J. L. Dongmo, 1978.

(3) Rapport de tournée dans les régions Mohamenam et Manéhas, décembre 1934. Archives Nationales Yaoundé, APA II 797-B.

(4) Rapport de tournée mai-juin 1939. Archives Nationales Yaoundé, APA II 796-A.

... Les Bamiléké sont en effet très attachés à la région par les avantages qu'ils y ont trouvés : salaires convenables, la plupart sont chefs d'équipe, avec la satisfaction d'avoir pu devenir petit propriétaire. N'aggravons donc pas la crise aiguë de la main-d'œuvre en ne faisant uniquement que des propriétaires, ce n'est pas le but poursuivi. Ce qui nous intéresse, c'est d'amener dans le pays le plus d'indigènes bamiléké possible avec leurs familles, en leur faisant miroiter les conditions d'existence avantageuses qui leur sont procurées dans la subdivision » (1).

Les déplacements vers Douala prirent aussi de l'ampleur à cette époque. Pendant un temps, le volume des « étrangers » dans la ville (c'est-à-dire les non-Duala) fut proportionnel aux besoins de main-d'œuvre des entrepreneurs : ils étaient 1 900 en 1920, 4 396 en 1924, 12 800 en 1929. Après une diminution lors de la crise (l'on n'en comptait plus que 8 870 en 1933) les arrivées reprirent et ces étrangers atteignirent le chiffre de 17 424 en 1935. Dès cette époque se manifeste une distorsion nette entre les emplois offerts et le nombre des migrants à Douala, situation inverse de celle de la zone rurale du Mungo où les employeurs ne parviennent pas à recruter un nombre suffisant de travailleurs.

Dans ce développement de Douala, les Bamiléké prennent une part croissante. Ils ne sont que 1 432 en 1932, mais dépassent en 1938 les « Yaoundé » qui constituaient jusqu'alors le groupe d'étrangers le plus important. Leur nombre passe à 3 750 en 1944 (10 % de la population de la ville), à 10 600 en 1947 (22 %) et 29 635 en 1956 (26 %) ; ils sont dès lors plus nombreux que les Duala eux-mêmes, évalués à 24 232 (2). Les orientations professionnelles se précisent déjà : si 75 % sont manœuvres en 1947, arrivés depuis relativement peu de temps, leur groupe détient déjà plus des 2/3 des patentes délivrées aux petits commerçants (3). Dès avant la guerre leur mainmise sur le commerce était soulignée par les autorités :

« Un fort mouvement d'immigration Grassfield se dessine à Douala. Commerçants, travailleurs, économes, mais aussi extrêmement malhonnêtes, les Bamiléké ou Grassfield ont fini par s'emparer de la presque totalité du commerce indigène de la région Wouri ; et cela au point d'éliminer les Haoussa. Acceptant de travailler pour un maigre salaire ainsi que dans les emplois les plus humbles, les immigrants grassfields prennent toutes les places qui autrefois étaient presque entièrement détenues par les Duala » (4).

(3) *Le mouvement* s'accroît après la fin de la deuxième guerre mondiale. C. TARDITS estime

« à 50 000 le nombre des Bamiléké qui ont quitté le pays de 1945 à 1956. (Pendant cette période, la population bamiléké de Douala s'accroît de 20 000 unités et celle du Mungo de plus de 20 000 unités ; à ces chiffres s'ajoutent les émigrés dispersés dans le reste du Cameroun) » (5).

(1) *Archives Nationales Yaoundé, APA 100-B, 1942.*

(2) C. Tardits, 1960, p. 90.

(3) J. GUILBOT, 1947, p. 8-9.

(4) *Région du Wouri. Rapport annuel 1938* cité par R. GOUELLAIN, 1975, p. 251.

(5) C. TARDITS, 1960, p. 61.

FLUX : LA CIRCULATION DES HOMMES ET DES BIENS

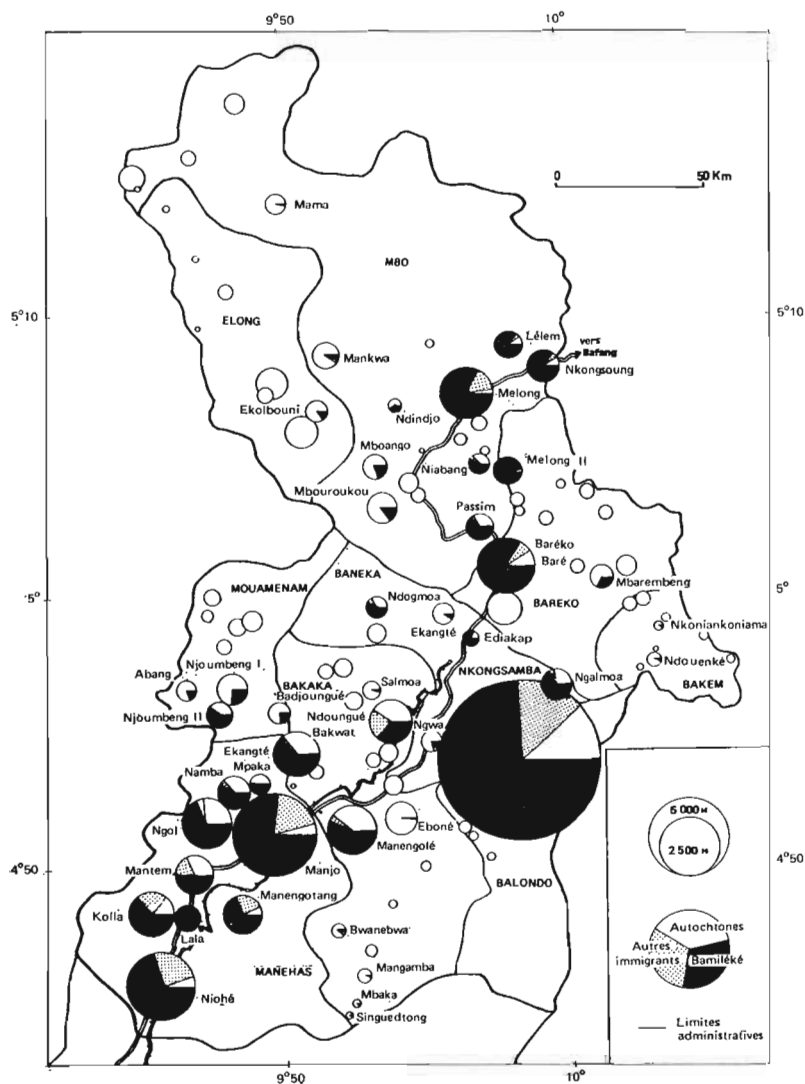


FIG. 29. L'immigration bamiléké dans le Mungo 1955, d'après J.-C. Barbier.

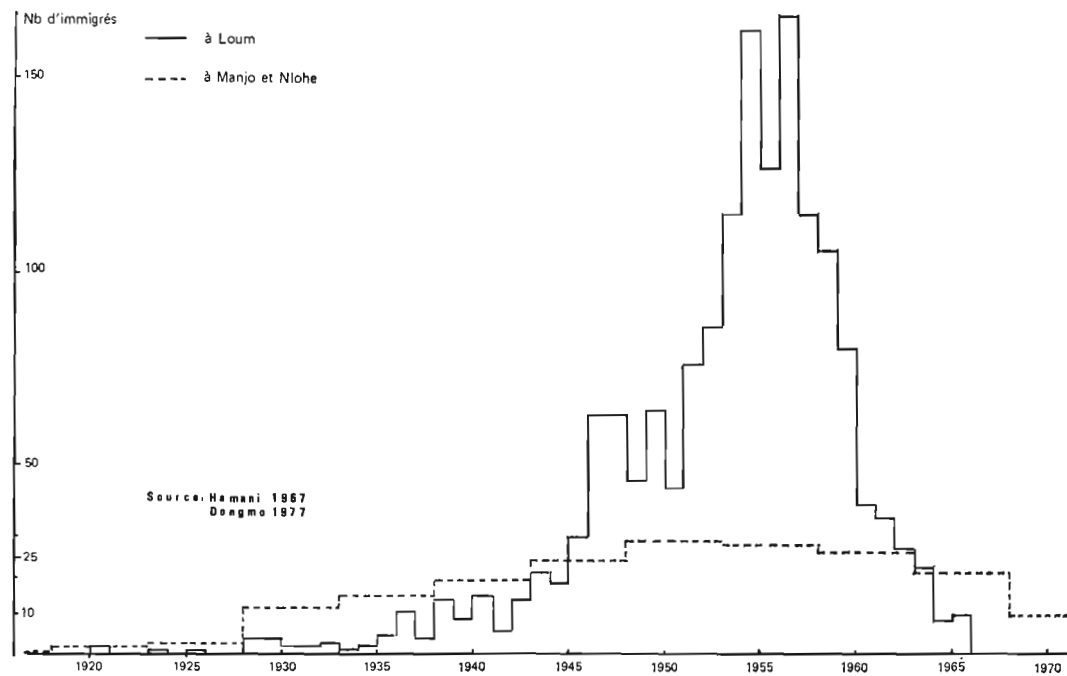


FIG. 30. Immigrés : date d'installation : Loum, Manjo, Nlohé.

La subdivision de Nkongsamba à elle seule voit sa population bamiléké passer de 16 000 personnes en 1948 à 24 000 en 1954.

Durant cette période, l'installation d'un colonat agricole prend le pas peu à peu sur les migrations de travailleurs de plantations ou de chantiers, en même temps que se développent les premiers centres urbains entre Nkongsamba et Douala. Deux facteurs ont contribué à cette relance de l'immigration : d'une part en 1946 la suppression du laissez-passer instauré durant la guerre, suivie peu après de l'interdiction du travail forcé, d'autre part les cours élevés du cacao et du café dans les années 50 qui ont accéléré le mouvement en direction des plantations. Ajoutons à cela le bitumage de l'axe routier et les facilités accrues de transport qui en ont résulté.

La carte (fig. 29) dressée par J.-C. BARBIER ⁽¹⁾ pour la subdivision de Nkongsamba en 1955 montre bien à la fois le caractère massif de l'immigration bamiléké et sa localisation préférentielle à proximité de l'axe central de communication et dans les bourgs ou villages les plus importants.

Dans la région de Loum par exemple où a été effectué un dépouillement des fichiers de planteurs du poste agricole on note très clairement (cf. fig. 30, p. 132) cette augmentation du nombre des installations, particulièrement au cours de la décennie 1950-1960 ⁽²⁾. Certes les arrivées les plus anciennes sont sans doute sous-estimées dans la mesure où, parmi les planteurs arrivés il y a une cinquantaine d'années, beaucoup sont morts ou repartis dans leur village, mais la tendance générale est nette. Le mouvement s'est considérablement ralenti après l'indépendance : le Mungo était, tout comme le pays bamiléké, une zone d'insécurité, et ceux qui désiraient quitter leur village portaient plutôt se réfugier en ville que dans une autre zone rurale.

Sur le même graphique figurent également les résultats d'une enquête de J.-L. Dongmo ⁽³⁾ portant sur un millier de planteurs de Manjo et de Nlohé : le rythme des arrivées, recueillies ici par tranches quinquennales, est amorti mais correspond cependant au même schéma, avec le maintien d'une tendance à la baisse après 1960, malgré le retour de la sécurité dans cette zone.

À la fin de la deuxième guerre mondiale, la diversité d'origine des migrants recouvre une diversification d'implantation dans le Mungo et de choix professionnel. Les Duala et apparentés se sont installés dans le sud du département actuel, surtout comme colons ; les Yaoundé (au sens large) et les Bafia sont venus comme travailleurs de plantations et par la suite certains d'entre eux se sont installés à leur compte. Les « nordistes » désignés le plus souvent sous le nom générique de « Haoussa » se sont concentrés dans les villes ou les bourgs pour se livrer au commerce. Déjà nombreux à Fouban au début du ^{xx}e siècle (2 000 environ) et propagateurs de l'Islam à la cour du roi Bamoun, ils s'infiltrèrent progressivement dans le Mungo, pour pratiquer le commerce à longue distance avec le nord en se spéciali-

(1) J.-C. BARBIER et J. CHAMPAUD, *Manjo* (sous presse).

(2) Gabriel HAMANI, 1967.

(3) J.-L. DONGMO, 1977.

sant dans le trafic de la kola. Ils profitèrent souvent de la création des postes administratifs ou des gares pour créer de petites colonies dans les centres urbains en formation. Ils bénéficièrent d'ailleurs souvent d'une influence supérieure à leur nombre : c'est ainsi qu'à Nkongsamba le chef des étrangers fut longtemps un Haoussa, ADAM ARAB, chargé de représenter auprès de l'administration l'ensemble des immigrés de la ville (les Haoussa ne constituaient cependant que 15,2 % des étrangers en 1937).

Les Bamiléké, présents partout, sont plus nombreux que les autres dans les villes ; ce qui n'est pas toujours le cas à la campagne. Ils constituaient en 1947 32 % de la population de la subdivision de Nkongsamba et plus de 46 % de celle de Mbanga.

La frontière franco-britannique joue un rôle d'écran à ces déplacements de population, chaque administration s'efforçant de conserver ses ressortissants. Mais les passages se font cependant et presque toujours du Cameroun français vers le Cameroun anglais car les salaires sont plus élevés dans les plantations du Mt Cameroun et les contrôles administratifs moins sévères.

Les Bamiléké tracent d'autres axes de migrations hors de chez eux, notamment en pays bamoun et en pays banen (arrondissement actuel de Ndikiniéki).

Le royaume bamoun entretenait parfois, on le sait, des rapports d'hostilité avec les Bamiléké. Mais la juxtaposition de densités aussi diverses (en 1967 : 93, 167 et 55 habitants au km² pour les trois départements Bam-boutos, Mifi et Ndé, contre 19 pour le département Bamoun) ne pouvait manquer de créer un déséquilibre, d'autant plus accentué que la région de Foumbot par exemple offre des sols recouverts de cendres et de lapillis particulièrement riches. Mais les Bamoun se sont longtemps défendus contre une arrivée des Bamiléké. Certes, quelques uns d'entre eux étaient employés dans les grandes plantations de café de la région de Foumbot mais il fallut l'intervention directe de l'administration coloniale pour que des implantations permanentes fussent réalisées. La première ne fut qu'un demi-succès. Le canton « rive gauche du Noun » fut durant quelque temps soustrait au royaume bamoun et incorporé à la région du Noun. Des villages de colonisation y furent créés portant le nom des chefferies bamiléké d'où venaient ses habitants : Bangou II, Bamendjou II Batoufam II etc... Ce fut un échec (un peu plus de 2 000 personnes dans le canton en 1967, près de 40 ans après la création de cette zone de colonisation) ⁽¹⁾ : les chefs en effet y envoyèrent des personnes qu'ils jugeaient indésirables dans leur chefferie, et voulurent contrôler étroitement ces villages annexes. Un peu plus réussie fut une colonisation plus diffuse et moins dirigée par l'administration dans la partie nord de l'arrondissement de Foumbot, parmi les espaces laissés vacants par les plantations européennes, mais là encore, ce déplacement n'intéressa qu'un nombre relativement réduit d'individus.

En pays bamoun encore il faut mentionner la colonisation agricole de la région de Magba où les Bamiléké peuplent plusieurs villages de la

(1) 2 200 personnes en 1932, 3 821 en 1938, 2 879 en 1941, Archives Nationales de Yaoundé APA 117 83/A.

plaine Tikar : Magba, Ngounso. Colonisation récente dans ce cas, et avec l'appui d'un chef de groupement, membre de la famille royale qui voulait ainsi grossir la population dont il avait reçu la charge et développer son canton. On doit, de fait, aux colons bamiléké l'installation de plantations de café robusta assez vastes.

En pays banen, actuel arrondissement de Ndikiniméki, l'émigration remonte à une trentaine d'années : elle était « toute récente » en 1949 selon I. DUGAST. Elle s'est produite sous deux formes : au centre commercial installé autour du poste administratif, où les Bamiléké possèdent toutes les boutiques ; et par une colonisation agricole dans les villages les plus proches du plateau bamiléké, en prolongement en quelque sorte de l'expansion interne de la région de Tonga ⁽¹⁾. Les Bamiléké constituent l'essentiel du peuplement du district actuel de Makénéné.

C'est à un glissement marginal identique qu'il faut rattacher, dans le même secteur, la colonisation bamoun de quelques villages du district de Makénéné Bantoum, Bamoun Makénéné et Bamoun Bangang ont été peuplés vers 1920-25 par des paysans bamoun venus du village de Magna, au sud du royaume.

Après l'Indépendance, les déplacements de population prennent de nouvelles orientations : les mouvements en direction des plantations s'atténuent, de même que les installations de paysans dans des zones de colonisation agricole. La croissance urbaine par contre s'accélère de façon remarquable, touchant une pléiade de villes petites et moyennes alors qu'auparavant elle concernait principalement les trois grands centres : Douala, Yaoundé et Nkongsamba.

Les migrations actuelles vers les campagnes

La province de l'Ouest, et aussi le Mungo, ont été le théâtre, après la Sanaga Maritime et le Nyong et Kélé, d'une véritable guerre civile dans les années voisines de 1960. L'insécurité dans les campagnes engendrée par la rébellion upéciste et la répression par les forces de l'ordre ont conduit à de profonds bouleversements. Il paraît impossible de chiffrer les pertes exactes en vies humaines. Il est plus facile par contre d'en évaluer les conséquences sur les déplacements des hommes. Les « événements » comme on dit parfois pudiquement au Cameroun, ont eu un double effet :

(a) Le regroupement forcé d'une large partie de la population en pays bamiléké : en 1962, un rapport d'experts du Ministère français de la

(1) Une étude récente faite par un étudiant de géographie de l'Université de Yaoundé signale en outre dans ce secteur l'immigration de « quelques hommes venus de la province du Nord Ouest, en particulier de Bamenda. Ils constituent une main-d'œuvre agricole utilisée dans les villages de Ndiki et d'Etundu ». O. IYEBI MANDJECK, 1978.

Coopération estimait à 70 % (soit 380 000 personnes) la population rurale regroupée dans cette région ⁽¹⁾. Seules faisaient exception, en conservant leur habitat dispersé, quelques chefferies proches de Bafoussam ou de Dschang. En dépit du jugement favorable porté par les experts sur les regroupements (et de leur suggestion de les généraliser, avec quelques améliorations ⁽²⁾) ils offraient des conditions de vie fort médiocres à la population : éloignement des terrains de culture, précarité de l'habitat, disparition de l'élevage traditionnel, destructuration sociale, taille trop grande des agglomérations, mauvais approvisionnement en eau etc... Ils ont d'ailleurs à peu près partout disparu. En quelques endroits cependant, à des carrefours ou à des emplacements de marché, s'est maintenu un habitat plus dense accompagné de quelques boutiques. La mise en place de ces regroupements allant de pair avec un contrôle policier étroit a largement contribué à accentuer les départs de la campagne.

(b) Les départs de la région ont été également nombreux : départs vers les « maquis » qu'il est difficile de chiffrer, mais aussi vers le Cameroun anglophone qui servait de refuge aussi bien aux « maquisards » qu'à ceux qui fuyaient les contrôles incessants. Les villes également ont joué ce rôle, notamment tous les centres urbains et militaires qui servaient de lieu de regroupement. Mais les individus qui voulaient se cacher allaient plus loin dans les villes les plus grandes où il leur était plus facile de préserver leur anonymat.

Cette situation troublée n'a duré que quelques années mais elle a eu des répercussions profondes et durables sur la répartition de la population dans la région. Les mouvements migratoires en ont été accentués. Ils ont par ailleurs, en fonction des données économiques, revêtu des orientations quelque peu nouvelles par rapport aux périodes antérieures.

LES DÉPLACEMENTS VERS LES PLANTATIONS

Les grandes plantations qui avaient été pour une large part à l'origine des appels de main-d'œuvre dans le premier quart de siècle ne jouent plus qu'un rôle modeste dans les déplacements régionaux. Elles continuent cependant de se développer, essentiellement d'ailleurs sous l'impulsion de grandes sociétés d'État. Le Cameroun a choisi une voie qui avait été tracée dix ans plus tôt par la Côte d'Ivoire ⁽³⁾. Il bénéficiait cependant de l'acquis d'une importante société, la C.D.C. (Cameroun Development Corporation) qui avait débuté bien avant l'Indépendance.

(1) A. COURRET *et al.* 1962/1963.

(2) « Dès maintenant il est nécessaire d'imposer à l'esprit des populations la certitude que le regroupement en villages ruraux et en centres urbains est une réalité définitive » *ibid.*, p. 83.

(3) C'est en 1963 que ce pays a pris la décision de lancer un ambitieux « Plan-Palmier » dont la réalisation est confiée à une Société d'État, la SODEPALM. La Côte d'Ivoire qui importait 4 700 t d'huile en 1963 en exportait 150 000 t en 1975. Des sociétés analogues ont été fondées ensuite pour le coton, le riz, le sucre etc...

On sait qu'après leur mise sous séquestre durant la première guerre mondiale, les plantations allemandes de la région du Mt Cameroun avaient été rachetées en 1924 par leurs anciens propriétaires. Confisquées à nouveau durant la deuxième guerre mondiale, elles furent confiées en 1946 à un organisme d'État britannique (Colonial Development Corporation) qui au terme de diverses mutations a donné naissance à la C.D.C. actuelle.

Cette entreprise connut une phase de prospérité lors du « banana boom » des années 1950, et elle employait en 1952 plus de 25 000 travailleurs. Le déclin de cette culture dû à la concurrence internationale, aux maladies, et à partir de 1961 à la perte du marché préférentiel du Commonwealth, s'est traduit par une diminution du nombre des ouvriers agricoles qui n'étaient plus que 15 575 en 1962 et 11 698 en 1966. Grâce à un plan de redressement rigoureux et à des aides extérieures de la B.I.R.D. et du F.E.D. ⁽¹⁾, la C.D.C. a procédé à de nouvelles extensions (en palmiers à huile principalement), créé de nouvelles usines et embauché du personnel. En 1970, les plantations industrielles du Cameroun Occidental couvraient 36 500 ha ⁽²⁾ dont 27 340 pour la C.D.C. ⁽³⁾.

Toute la zone littorale de Rio del Rey à Campo a fait l'objet d'études importantes pour la mise en place de nouvelles plantations entrant dans le cadre de grands projets dits agro-industriels. Les conditions naturelles sont en effet très favorables à la culture de quelques grands produits destinés à l'exportation tels que l'hévéa et le palmier. En dépit des projets qui sont périodiquement établis pour créer, autour des unités de production basées sur le salariat, des plantations villageoises exploitées par les paysans, seul le premier système est mis en pratique. Il est vrai que ces projets sont implantés le plus souvent dans des zones peu peuplées et qu'ils doivent faire appel à une main-d'œuvre extérieure.

Le 3^e Plan de développement (1971-1976) fixait un objectif de 39 810 ha cultivés en Elaeis en 1976 et une production d'huile et de palmistes de 55 000 t. La superficie fut dépassée dès 1974/75 avec 44 000 ha mais la production est restée inférieure à 50 000 t.

Le 4^e Plan est plus ambitieux puisqu'il prévoit au total la création de 42 000 ha de plantations nouvelles dans le sud (soit environ 28 000 emplois) et de 50 000 ha cultivés en blé dans l'Adamaoua. Des accroissements ultérieurs importants sont prévus notamment dans la région de Kribi où certains prévoient la création de 200 000 ha cultivés en palmiers et en hévéas. Les plantations (cf. tableau et carte ci-dessous) sont confiées soit à des sociétés d'État (SOCAPALM, C.D.C.) soit à des sociétés mixtes

(1) La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (groupe de la Banque Mondiale) et le Fonds Européen de Développement ont prêté respectivement 4,4 et 1,6 milliards de F/CFA en 1965 pour planter 12 872 hectares nouveaux.

(2) dont 19 914 en palmiers à huile, 14 002 en hévéas, 1 079 en bananiers, 1 075 en cacaoyers, 387 en théiers, 44 en poivriers. (G. COURADE, 1974, p. 129).

(3) La CDC a connu depuis cette date une croissance continue. En 1975, plus de 31 000 ha étaient exploités et la société dégageait à partir de 1973/74 un bénéfice net supérieur à un milliard de F/CFA ; celui-ci atteignait près de 3 milliards pour l'exercice 1977/78. En 1977, la CDC a racheté la plantation de thé de Ndu et s'est vu confier la création du complexe de thé de Djuttitsa, près de Dschang (800 ha, entourés de 2 000 ha de plantations villageoises). En 1979, elle a été chargée en outre de créer 5 000 ha de plantations d'hévéas dans le Mungo (dont 2 000 en plantations villageoises).

Tableau n° 4
QUATRIÈME PLAN (1976-1981) — PROJETS DE PLANTATIONS

SOCIÉTÉS	PALMIER		HEVEA		THE		CANNE À SUCRE		BLÉ		QUINQUINA	
	S (ha)	Emplois	S (ha)	Emplois	S (ha)	Emplois	S (ha)	Emplois	S (ha)	Emplois	S (ha)	Emplois
* SOCAPALM I (2 ^e tranche)	1 400 Dibombari	1 000										
* C.D.C.	3 600	2 600	6 000	3 200	100	150						
* HEVECAM			5 800	3 000								
* PAMOL I	1 400 Lobé	1 000										
* SAFACAM (PLAN THÉ)	1 000	700	700	360								
					700	1 000 Djuttitsa						
SOCAPALM III	6 000 Kienké	3 000										
CAMSUCO							15 000	12 000				
SODEBLE									50 000 Adamaoua			
(QUINQUINA)											200	300

* *Projet en cours d'exécution (en 1976).*

Source : *Ministère de l'Économie et du Plan : Quatrième Plan de Développement économique, social et culturel (1976-1981).*

(CAMSUCO, SODEBLE) soit à des sociétés privées implantées de longue date au Cameroun, comme la PAMOL ou la SAFACAM.

Cette extension continue des grandes plantations, à un rythme nettement plus élevé depuis 1970 que dans la décennie précédente n'a eu cependant que peu de répercussions sur les migrations régionales. Certes les besoins en main-d'œuvre sont importants, mais le recrutement se fait soit à proximité même des domaines, soit dans des zones relativement éloignées. Il est significatif par exemple que le pays bamiléké, jadis grand pourvoyeur de manœuvres de plantation n'en fournisse presque plus (quelques uns cependant travaillent comme employés permanents et sont souvent assistants de plantation ou conducteurs d'engins).

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de l'origine des travailleurs de la C.D.C. entre 1950 et 1969. L'augmentation des superficies cultivées est allée de pair avec une diminution de personnel employé : en grande partie par suite de l'abandon de la culture de la banane au profit du palmier ou de l'hévéa.

Tableau n° 5
TRAVAILLEURS DE LA C.D.C.

Années	Total	NIGERIA	VICTORIA-KUMBA DIVISIONS	MAMFE BAMENDA WUM NKAMBE	CAMEROUN ORIENTAL
1950	19 005	23 %	17 %	47 %	13 %
1955	21 664	27 %	16 %	49 %	8 %
1960	17 622	27 %	12 %	56 %	5 %
1965	12 785	5 %	19 %	71 %	5 %
1969	14 760	2 %	24 %	69 %	5 %

Source : BEDERMAN, 1968, p. 26.
COURADE, 1974, p. 103.

Le nombre de travailleurs originaires du Nigeria qui avait atteint son maximum en 1958 (32 % du total) a brutalement diminué à partir de 1962, au lendemain de la Réunification entre les deux Cameroun ⁽¹⁾. Beaucoup se sont repliés dans les villes. Ils n'ont pas été remplacés comme on aurait pu le penser par des ressortissants du Cameroun Oriental, mais plutôt par des travailleurs venus de la province du Nord-Ouest.

(1) Dans les plantations de la PAMOL proches de la frontière nigériane 4 employés sur 5 étaient Nigériens peu avant l'Indépendance.

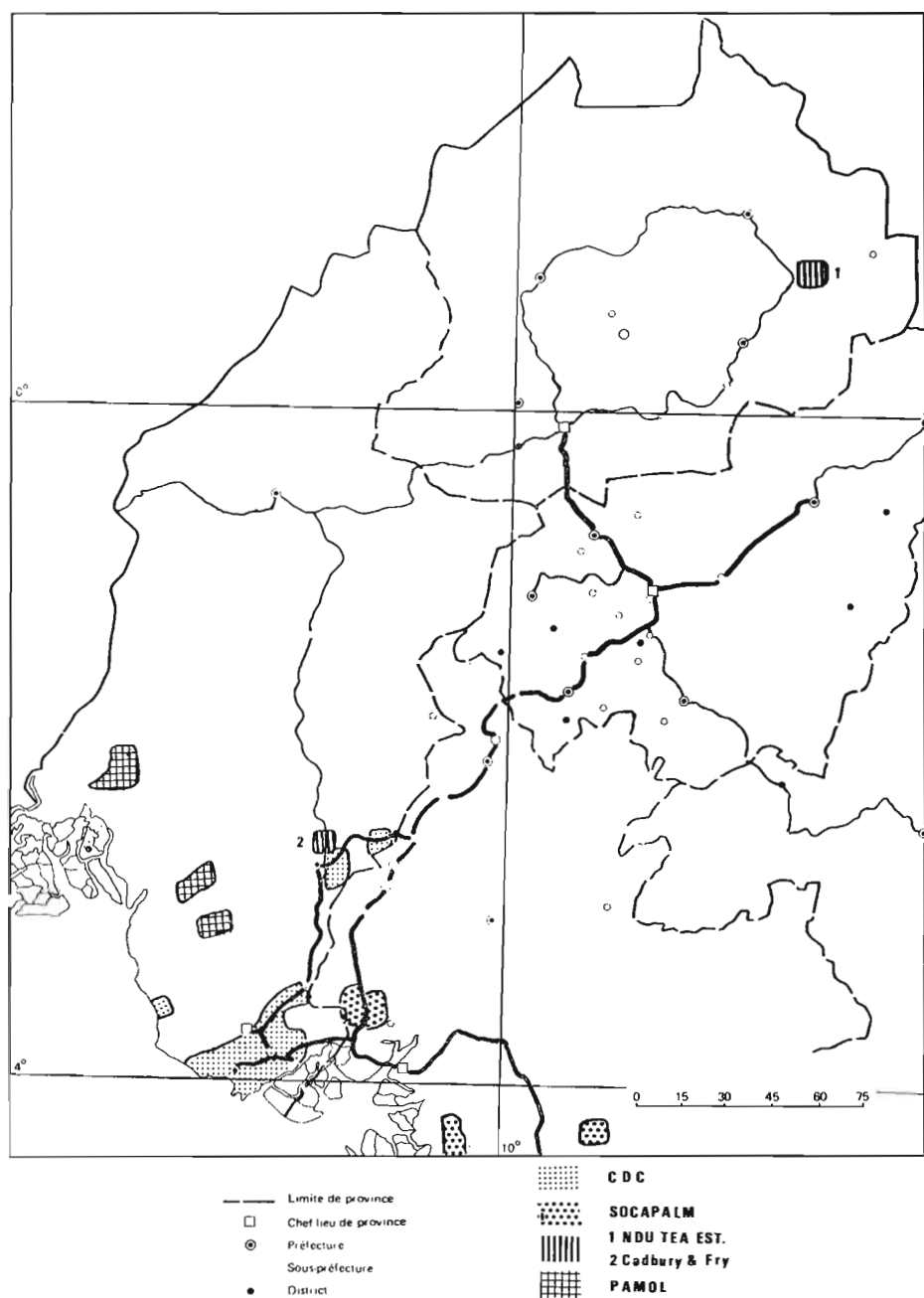


FIG. 31. *Plantations.*

Le recrutement des autres plantations, notamment celles qui ont été installées au cours de ces dernières années est également intéressant. Lors de quelques enquêtes réalisées en 1975 dans le cadre d'une mission économique de la Banque Mondiale on a relevé les chiffres suivants ⁽¹⁾.

Tableau n° 6

ORIGINE DES TRAVAILLEURS PAR PROVINCE

PROVINCES	SOSUCAM <i>Mbandjok</i> 2 333 person.	SOCAPALM <i>Mbongo</i> 1 475 person.	SOCAPALM <i>Dibombari</i> 284 person.
Nord	57 %	26 %	10 %
Est	2 %	2 %	—
Centre Sud	29 %	23 %	10 %
Nord Ouest	} 1 %	11 %	1 %
Sud Ouest		6 %	6 %
Ouest	2 %	6 %	9 %
Littoral	3 %	25 %	39 %
Étrangers	5 %	1 %	7 %
Non classés	—	—	18 %

L'enseignement le plus intéressant que l'on peut tirer de ce tableau est l'intervention nouvelle de migrants venus de la province du Nord ⁽²⁾. Celle-ci est même massive dans la plantation de canne à sucre de Mbandjok ⁽³⁾. La faiblesse du peuplement local jointe à une émigration déjà ancienne vers les villes rendait nécessaire le recours à une main-d'œuvre relativement éloignée, et le département de la Lékié (entre Mbandjok et Yaoundé) ne pouvait à lui seul répondre à ce besoin. À la SOSUCAM, comme à la SOCAPALM, on a songé dans un premier temps à faire appel aux nombreux chômeurs urbains, mais ce fut un échec : la rupture déjà marquée avec le travail agricole, et la disparité des salaires en 1974 (26 F par heure en zone rurale contre 49 F dans les villes principales) ont fait que bien peu de citadins (5 % à peine nous disait le directeur de la plantation de Mbongo) sont restés. Le résultat a été identique quel que soit le

(1) J. CHAMPAUD, 1975.

(2) En 1974 on a recruté 554 manœuvres à Garoua (455 pour la SOSUCAM, 95 pour SOCAPALM) et environ 225 à Maroua ; un autre recrutement a été fait également à Mokolo (chiffres non communiqués).

(3) En 1970, les « nordistes » n'étaient que 10 % à la SOSUCAM, mais dès 1977 ils atteignaient 56 % de l'effectif. (Enquête J.-C. BARBIER-J. TISSANDIER) ; En 1974 peu d'entre eux travaillaient à l'usine, mais ils constituaient 75 % des manœuvres de la plantation.



9. *Le thé à Ndu.*

10. *Caféiers à Manjo.*

lieu de recrutement : Douala, Yaoundé, Édéa ou Garoua. Le pays bamiléké de son côté fournissant également peu de volontaires pour ces emplois on s'est tourné vers le Nord où l'on va maintenant chercher par avion les travailleurs potentiels (les Caribou de l'armée de l'air assurent le transport vers les plantations de Mbongo et de Mbandjok notamment). Ce mouvement bien amorcé maintenant devrait aller en s'amplifiant à mesure que se feront jour les besoins accrus en main-d'œuvre des nouvelles grandes plantations.

Quelques plantations n'éprouvent pas de difficulté pour le recrutement de leur main-d'œuvre, ce sont celles d'Edéa, d'Éseka et de Dibombari : les deux premières, en pays bassa recrutent dans les villages environnants, la troisième, au sud du Mungo, est dans une zone relativement dense et recrute également à proximité une bonne partie de sa main-d'œuvre ⁽¹⁾. Les difficultés de recrutement que connaît la plantation de Mbongo sont attribuées pour une bonne part par les dirigeants de la plantation à l'enclavement du domaine : il n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres de Douala mais en est séparé par la Dibamba dont le bac connaît des pannes fréquentes. Nul doute en effet que joue sur le recrutement l'isolement en pleine campagne à l'écart des centres urbains et sans possibilité de s'y rendre facilement.

Le bilan de ce type de migration rurale sur le plan régional se traduit donc par un apport de main-d'œuvre extérieure. Tout se passe comme si les zones pourtant bien peuplées du Nord Ouest et de l'Ouest ne pouvaient subvenir seules à la demande de main-d'œuvre des grandes plantations ⁽²⁾. Les deux provinces certes ont déjà largement fourni les plantations anciennes du Mt Cameroun et du Mungo méridional, mais seule la région de Bamenda, ou, plus précisément celle de Wum, envoie encore des contingents de travailleurs. La différence de comportement entre ces deux régions étant due, nous y reviendrons, non pas à des raisons démographiques mais plutôt sociologiques. Les migrations vers des zones de colonisation sont-elles un objectif plus attirant pour les populations de la région ?

LA COLONISATION AGRICOLE

Une colonisation spontanée, essentiellement due à des migrants bamiléké a continué à se développer dans les secteurs périphériques déjà mentionnés : district de Makénéné, département Bamoun, Mungo. Mais ces déplacements ne touchent plus semble-t-il, que des effectifs réduits.

Pour le Mungo par exemple, la comparaison des recensements de 1967 et de 1976 fait ressortir un mouvement inverse de ce qui apparaissait auparavant (et avait été cartographié notamment dans l'Atlas Régional

(1) Situation analogue à Ndu Tea Estate (province du Nord Ouest) où le millier de travailleurs (hommes) viennent à 80 % du voisinage immédiat. La plantation ne fournit aucune aide complémentaire.

(2) La C.D.C. elle-même, (moins de 12 000 travailleurs en 1974 alors qu'elle en avait eu 25 000 en 1952) éprouve des difficultés et commence aussi à faire appel à la province du Nord.

Ouest 2). Au cours de ces neuf années, la population du département n'a cru que de 2,1 % en moyenne par an, c'est à dire à un taux un peu inférieur sans doute à son accroissement démographique naturel. Au niveau des arrondissements seul celui de Nkongsamba avec 3,7 % a un chiffre relativement élevé à cause de la présence de la ville. Les autres oscillent entre 1,2 (Loum et Mbanga) et 1,6 (Manjo et Mélong) ou 1,7 (Dibombari). Si l'on tient compte que chacune des sous-préfectures s'est accrue à un rythme supérieur, il y a eu dans ce département une diminution brute de la population rurale. On peut invoquer un gonflement artificiel durant la période troublée, mais en 1967 déjà les effets auraient dû en être atténués et les réfugiés repartis chez eux. Il nous semble plutôt que le Mungo, y compris sa partie rurale, est devenu à son tour zone d'émigration, ce qui n'exclut d'ailleurs pas des arrivées nouvelles. Incontestablement, le Mungo est un secteur relais entre le plateau et les grandes villes.

Il faut noter aussi dans le même département des changements qui, sans toucher un grand nombre d'individus, sont significatifs de l'évolution économique de la région. Il s'agit de planteurs originaires de l'Ouest qui progressivement prennent la place des anciens planteurs européens. Soit par rachat des plantations (souvent sous forme de société ou bien en vue d'un morcellement ultérieur), soit parce qu'ils ont créé eux-mêmes et progressivement étendu leurs propres plantations.

À proximité même du Mungo une colonisation bamiléké s'est infiltrée en pays Bakossi, entre Loum et Tombel, bien avant la Réunionification. Mais les difficultés étaient nombreuses dans un pays relativement bien peuplé et le dénouement fut tragique puisque le 31 décembre 1966, un vaste pogrom fut déclenché contre les Bamiléké et que 236 d'entre eux furent tués.

Des secteurs nouveaux de colonisation apparaissent soit spontanés, comme la plaine de Ndop, soit organisés et encadrés par l'administration comme la route Bafang-Yabassi, la plaine des Mbo, la zone de Galim.

Cette dernière est en quelque sorte une colonisation interne au pays bamiléké. L'origine est postérieure à l'indépendance et remonte à la conjonction du désir du chef de Bagam (30 habitants/km² dans sa chefferie) d'augmenter le nombre de ses ressortissants et de la présence d'un chef de circonscription agricole particulièrement dynamique qui s'est attaché à organiser le projet sur le plan technique (taille des parcelles, rotation des cultures, façons culturales, essai de culture attelée etc...). La terre était cédée aux candidats colons moyennant une participation de 40 000 F CFA aux frais d'infrastructure.

Le projet était conçu pour accueillir des paysans venus en volontaires des chefferies les plus densément peuplées. Mais le simple fait de devoir déboursier 40 000 F pour accéder aux lots a eu pour conséquence de détourner le projet de son but initial. La plupart des lots — 120 — en effet ont été acquis par des citoyens. Ils y ont certes installés en règle générale quelques personnes de leur parenté, des jeunes la plupart du temps, qui se sont trouvés ainsi un peu mieux « fixés » à la terre. Mais on ne peut négliger le risque, à terme, si l'expérience se généralisait, d'un accaparement de la terre par des citoyens au détriment des ruraux. Cette colonisation interne n'a touché que les groupements et les villes voisins de la zone de Galim.

C'est à la même catégorie qu'il faut rattacher une colonisation récente, dans le département Bamoun, du secteur le plus proche du pays bamiléké. Un exemple, le village de « Pont du Noun », entre Bamendjing et Njin-goumbé — 350 imposables en 1971 ⁽¹⁾ — a été peuplé, à partir de 1958 par des paysans bamoun envoyés par un grand nombre de villages du royaume pour constituer en quelque sorte un barrage contre les infiltrations de rebelles bamiléké et occuper la terre en intensifiant la production de café. Sur un autre point stratégique de la « frontière » bamiléké-bamoun, le pont de Djoné, reliant la chefferie de Bandjoun au canton Rive Gauche du Noun, une démarche analogue d'implantation de soldats-paysans avait été entreprise au moment des troubles. Il convient de noter qu'en 1967, 37 % seulement de la population de l'arrondissement de Foubot étaient nés dans l'arrondissement.

Au nord-est du même département, le district de Magba a continué à recevoir des colons. L'arrondissement a vu en effet sa population passer de 7 390 en 1967 à 15 554 en 1976, soit une croissance moyenne annuelle de plus de 8,6 %, très supérieure aux 3,2 % qu'a connu durant cette période l'ensemble de l'arrondissement de Fouban. Il est difficile cependant de préciser l'origine de cette colonisation : quelques Bamiléké sans doute, mais aussi des Bamoun envoyés par le Sultan et des Tikar de la province du Nord Ouest (en 1967 les Bamoun constituaient 63 % de la population du district, les Bamiléké étaient 17 %, les « Tikar » du Nord Ouest 9 % et les originaires du Nord 10 %). Dans le même secteur géographique, mais dans la province du Nord Ouest, un début de colonisation de la Mbaw Plain était aussi mené ces dernières années par des ressortissants de la région de la Bui, encadrés par la Mission catholique de Kumbo.

D'autres secteurs de colonisation ont été peuplés au cours de ces dernières années. C'est ainsi que la plaine de Ndop a dû recevoir en moyenne 1 300 à 1 500 personnes par an entre 1953 et 1968, venues des villages voisins ou du Bamoun. À Bambalang, lors d'une enquête menée en 1972, un tiers des agriculteurs de l'échantillon enquêté venaient de ce département ⁽²⁾. Depuis cette date, des Bamiléké sont venus en nombre nettement plus important, pour tirer parti des conditions favorables à la riziculture. Comme les paysans autochtones, ils ont cultivé des étendues importantes pour y établir des rizières bénéficiant d'une bonne maîtrise de l'eau. Les premières rizières (600 ha) ont été constituées spontanément par les paysans. Actuellement, l'ensemble de la plaine est sous le contrôle de l'UNVDA ⁽³⁾, créée en 1969. Après de nombreuses hésitations techniques, après l'incertitude qui a pesé sur les changements apportés par le barrage-réservoir de Bamendjing, la mise en valeur de ce secteur connaît un nouveau départ avec l'octroi d'un prêt de 900 millions de F CFA par la C.C.C.E. en septembre 1978 et d'une subvention du F.A.C. de 250 millions de F CFA :

« Il y sera créé en quatre ans, 2 200 ha de rizières sur lesquelles seront installés 3 000 paysans encadrés par une soixantaine de vulgarisateurs.

(1) S. NDOUMBE MANGA, 1972.

(2) S. NDOUMBE MANGA, 1972.

(3) UNVDA : *Upper Nun Valley Development Authority*.

Le projet, issu d'une expérience préalable, pourrait être porté à l'avenir de 2 200 à 8 000 ha, ce qui assurerait largement, alors, l'autosuffisance du riz au Cameroun » ⁽¹⁾.

Dans la même province, se développe près de Wum une expérience de colonisation agricole financée et encadrée par la coopération allemande. Elle consiste, à partir d'un centre de formation agricole créé en 1969, à établir des fermes individuelles, regroupées en blocs et bénéficiant de services mécanisés. Elle ne touchait encore, en 1975, qu'une bonne centaine de paysans, des jeunes surtout, venus des villages proches de Wum.

Dans le même ordre d'idées, signalons un début de colonisation de la plaine des Mbo (arrondissement de Dschang). À la suite d'essais de culture de riz pluvial très réussis vues les excellentes conditions climatiques de la zone, une opération de développement de cette culture a été lancée et confiée à une mission d'aménagement, la MIDERIM (Mission pour le Développement de la riziculture dans la plaine des Mbo) et 220 ha étaient cultivés en 1975/76. L'expansion véritable devait débuter l'année suivante pour atteindre environ 10 000 ha au terme de dix années. Dès le début de cette opération de mise en valeur, quelques colons sont descendus du plateau pour s'installer dans la plaine ⁽²⁾, mais nombreux encore sont ceux qui conservent leur habitation principale dans leur chefferie d'origine et ne descendent que pour la période de culture. On peut estimer cependant que d'autres choisiront de s'y implanter définitivement à mesure que le programme se déroulera.

Il faut aussi signaler, dans le département voisin du Haut Nkam, mais appartenant à la même zone géographique, la colonisation agricole de l'arrondissement de Kékem. Ancien no man's land en contrebas du plateau bamiléké, ce secteur a accueilli les premiers immigrants à partir de 1923, venus d'abord des chefferies de Bangangté, Bangoulap et Bazou pour travailler dans les grandes plantations européennes. Suivant un processus identique à celui décrit ailleurs, ces salariés agricoles se sont progressivement transformés en colons. Lorsque les plantations européennes ont été vendues, après l'indépendance, l'installation de colons s'est accentuée, particulièrement au moment des troubles ⁽³⁾. Ceux-ci ont provoqué un gonflement de la population de la ville de Kékem par des paysans qui cultivaient les larges espaces agricoles de l'arrondissement. Entre les deux recensements de 1967 et 1976, cependant le taux de croissance de l'arrondissement est tombé à 1,6 % par an en moyenne (4,9 pour la ville, moins de 0,1 pour la campagne). On peut raisonnablement penser que là aussi,

(1) *Marchés Tropicaux* 29/09/1978.

(2) Ils venaient s'ajouter à une population de près de 5 000 personnes immigrées au cours des années antérieures. G. NANKO a calculé que parmi ces colons, dont plus de la moitié sont Bamiléké (venant principalement, pour 57 % d'entre eux, du département voisin de la Ménoua), 2,5 % étaient arrivés avant 1950, 16 % entre 1950 et 1960, 57 % de 1960 à 1970, et 25 % entre 1970 et 1972. Il notait aussi la présence de près de 400 « Grassfields » venus de la région de Bamenda après la Réunification (chiffres cités par J.-L. DONGMO, 1978, p. 314).

(3) Selon G. NANKO, il y avait en 1972, 3 705 immigrants dont 3 567 Bamiléké et 100 « Grassfields ». 10 % se sont installés avant 1950, 24 % entre 1950 et 1960, 45 % de 1960 à 1970, et 21 % de 1970 à 1972. Le premier département fournisseur est là le Haut Nkam (chiffres cités par J.-L. DONGMO, 1978, p. 307).

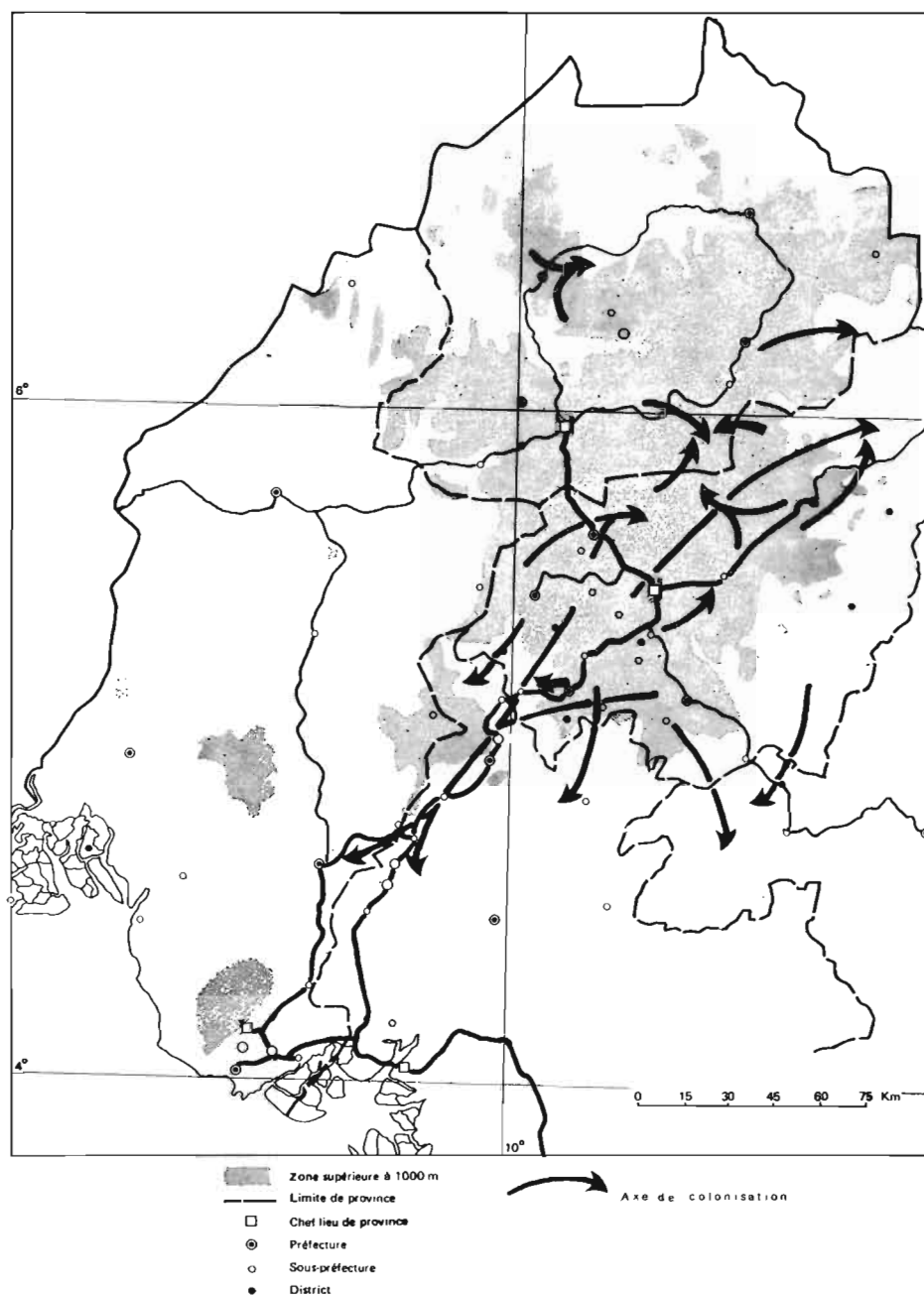


FIG. 32. Colonisation agricole.

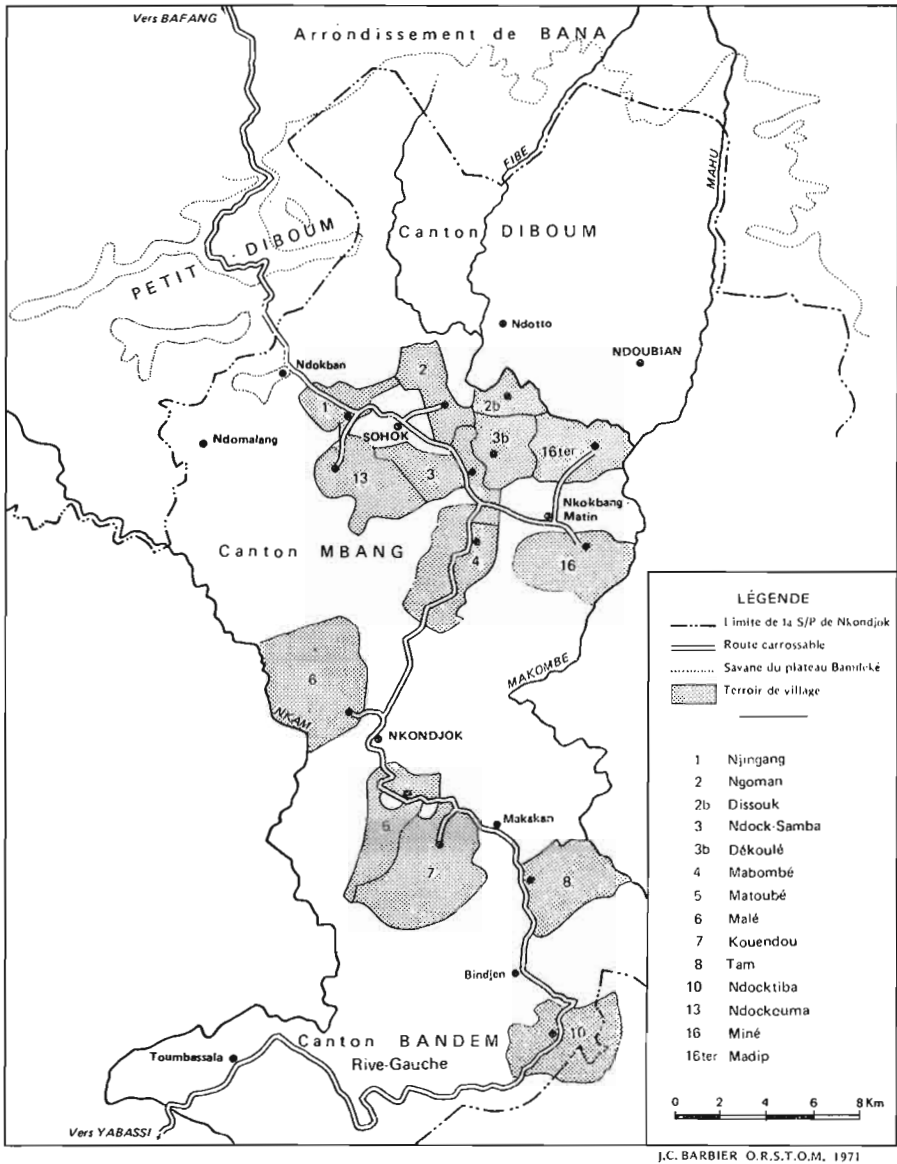


FIG. 33. Les villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang.

comme dans le Mungo, une zone ancienne d'immigration est devenue à son tour zone de départ.

D'autres opérations de colonisation agricole sont en cours, notamment dans le nord du Cameroun ⁽¹⁾ qui n'intéressent pas les ressortissants de l'ouest du pays. Par contre il convient de s'arrêter sur un projet important de colonisation dirigée, le long de la route nouvelle de Bafang à Yabassi.

Cette opération de développement était aussi à l'origine une opération stratégique. Au début des années 60 alors que la rébellion touchait à sa fin, les « maquisards » trouvaient un refuge facile dans les forêts au sud du plateau bamiléké qu'aucune route ne traversait entre Nkongsamba et Ndikinimiki. D'où l'intérêt d'une traverse Nord-Sud coupant ce massif forestier. Par ailleurs se posait le problème de la reconversion des gardes civiques. Ces supplétifs de l'armée, analogues aux harkis de la guerre d'Algérie, avaient été recrutés en pays bamiléké lui-même pour aider à la pacification. Ils avaient reçu un salaire durant plusieurs années ainsi qu'une formation civique et militaire. Il paraissait difficile de les licencier purement et simplement. La décision fut donc prise de les orienter vers une zone de colonisation. Dernier argument enfin, il était plus facile d'obtenir des pays étrangers une aide financière pour une route de colonisation que pour une route stratégique.

Les travaux de construction de la route par le génie militaire de l'armée camerounaise ont commencé en 1965. En dix ans 1470 pionniers ont été installés en 14 villages ⁽²⁾. L'expansion a été plus modeste que prévue puisque l'on n'a jamais atteint les 500 pionniers par an représentant la capacité d'accueil de la zone et que les départs (les « désertions » disent les pionniers) ont été relativement importants, de 13 % à 63 % selon les années avec une moyenne sur 8 ans de 32, 37 % ⁽³⁾. Les causes d'abandon sont à rechercher dans la difficulté des conditions naturelles : il s'agissait en effet pour des originaires d'une région de savanes d'altitude (les Bamiléké représentent 84 % des colons en 1972/73) de venir défricher une forêt particulièrement dense au pied du plateau. L'isolement de la zone a joué également, par l'absence d'une liaison directe vers Douala, et les difficultés, en saison de pluies, à « monter » à Bafang. Dans la mesure où les pionniers vivaient pour une part importante de la vente des produits vivriers, c'était là un handicap indéniable. Il faut y ajouter également, de ce fait même, la réticence des

(1) Citons pour mémoire les grands projets de colonisation du Nord tels que les « casiers » de Mokyo et Douloganay, et l'arrondissement de Guider qui ont vu s'installer plus de 5 000 familles originaires de régions voisines. (Cf. J. BOUTRAIS, 1973). D'autres projets de colonisation et d'aménagement sont en cours d'étude ou de réalisation dans le département de la Bénoué : Nord Est Bénoué qui pourrait accueillir 5 000 familles, Ouest Bénoué et Sud Est Bénoué.

(2) De nombreuses études ont été consacrées à cette opération de colonisation. Citons notamment : J.-C. BARBIER, 1971, 1973, 1977. BONNAMOUR-CRESPIN, 1972, G. BELLONCLE-D. GENTIL, 1973.

(3) Les arrivées annuelles ont été de 1965/1966 à 1972/1973 respectivement de 96, 112, 305, 330, 312, 212, 272 et 230 pionniers et l'on compte en moyenne 2,8 habitants pour un pionnier. Dans les années suivantes le recrutement s'est stabilisé à un chiffre légèrement supérieur à 200 : 232 en 1973/1974, 225 l'année suivante, puis 201 et 206 en 1975/1976 et 1976/1977. Mais ils ont été compensés par des départs nombreux (respectivement pour les 4 dernières années : 201, 95, 90 et 128. Le nombre de pionniers présents n'est donc que de 1 578 à la mi-1977 (5 162 habitants au total soit 1/3 de la population de l'arrondissement de Njondjock). Cette plus grande mobilité des pionniers est due selon J.-C. BARBIER à la diversification ethnique des recrutements (autochtones du Nkam, originaires de la province du Nord Oust plus intéressés par un travail salarié temporaire que par la situation de colon, Eton de la Lékié).

femmes à s'installer dans cette zone, et l'on sait la part que détiennent les femmes dans l'agriculture bamiléké.

Des aides relativement importantes sont pourtant fournies aux colons. Outre une aide en nourriture, en provenance du P.A.M. ⁽¹⁾, les colons dégrévés d'impôt durant les 5 premières années, perçoivent une allocation journalière de 100 francs la première année, 75 francs la seconde et 50 francs la troisième. Les gardes civiques conservant eux, leur salaire durant la première année de leur installation. La Sodenkam prépare en outre l'infrastructure de chaque village, fournit les plants de café et de cacao et met en place un encadrement dense (un agent de vulgarisation pour 50 colons). Chaque colon reçoit un lot de 6 à 8 ha dont il devient propriétaire au terme de 5 ans s'il respecte les normes de mise en valeur.

Le projet d'ensemble prévoyait la culture progressive de 120 000 ha pouvant accueillir 9 000 pionniers (y compris les cultivateurs autochtones englobés dans le périmètre). Ce programme se poursuit actuellement mais à un rythme moins élevé que celui qui était prévu à l'origine.

LES TRAVAILLEURS DE CHANTIERS

Une autre catégorie de migrants qui échappe souvent à l'investigation à cause de son caractère temporaire est constituée par les ouvriers de grands chantiers. Phénomène provisoire certes qui ne laisse d'autre trace dans le paysage que l'objet même des travaux, route, voie ferrée ou barrage, mais qui est révélateur de la mobilité des hommes. Ces chantiers ont été d'ailleurs le premier moteur, à l'origine, des migrations.

Deux enquêtes ont été conduites sur des chantiers de barrages à Mbakaou, dans l'Adamaoua (en mai 1968) et à Bamendjing sur le Noun (en décembre 1973) à la limite des départements Bamoun et Bamboutos. À Mbakaou sur 500 ouvriers on a relevé les chiffres suivants d'origine par province :

Tableau n° 7

LES TRAVAILLEURS DU CHANTIER DE MBAKAOU

	Lieu de naissance	Lieu de résidence
Nord	39,6 %	42,8 %
Est	2 %	0,4 %
Centre Sud	23 %	19,8 %
Littoral	15,8 %	25,8 %
Ouest	13,6 %	7 %
Nord Ouest	1,2 %	0,8 %
Sud Ouest	0,2 %	0,2 %
Étrangers	3,2 %	1,2 %
Non déterminés	1,4 %	2 %

(1) P.A.M. : Programme Alimentaire Mondial.

Les originaires de la province où se construisait le barrage ne constituent donc que moins de la moitié de l'effectif de travailleurs ; l'Adamaoua est un département peu peuplé ($dK = 3,4$) dont les habitants ont une faible propension à émigrer ; en outre les ouvriers spécialisés ont été recrutés par les entreprises à Yaoundé ou à Douala. Les originaires de l'Ouest qui représentent un pourcentage non négligeable de ces travailleurs extérieurs (près de 14 %) sont en fait, pour plus de la moitié, des gens ayant déjà migré, pour l'essentiel vraisemblablement vers la province du Littoral. Peu d'originaires de ce qui était alors le Cameroun Occidental la migration vers le Nord n'étant pas un de leurs axes habituels de déplacement.

Au barrage de Bamendjing, par contre, en décembre 1973, les originaires de la province de l'Ouest sont très largement majoritaires (87,37 % de l'effectif de 372 travailleurs), partagés à peu près par moitié, la recommandation en avait été faite de façon pressante à l'entreprise, entre Bamiléké (45,16 %) et Bamoun (42,20 %). La province voisine du Nord Ouest fournissait 3,76 % des travailleurs suivie par celles du Centre Sud (3,23 %), du Littoral (2,69 % seulement), du Nord (1,61 %) et du Sud Ouest (1,08 %). Il n'y avait pas lieu de chercher loin une main-d'œuvre abondante et qualifiée, l'essentiel des personnes employées sur le chantier du barrage provenait donc de la proximité immédiate.

Mais c'est déjà là une migration de type urbain orientée vers un travail salarié dans des conditions qui hormis le fait d'habiter « en brousse » n'ont plus rien de rural.

*
* *

L'ensemble de ces migrations rurales, très diverses, ne touchent plus, on le voit, qu'un nombre finalement réduit d'individus : le travail des plantations ne présente pas un attrait considérable pour les originaires de l'Ouest, la colonisation agricole elle-même est une opération difficile, lente qui n'intéresse qu'une minorité. Et pourtant les hommes et les femmes de cet ensemble occidental se déplacent, et en grand nombre, mais leur but principal est désormais constitué beaucoup plus par les villes que par les campagnes.

Les migrations vers les villes

MIGRATION ET CROISSANCE URBAINE

La croissance urbaine est un phénomène qu'il est difficile de chiffrer au Cameroun. D'une part on ne peut apprécier que les tendances les plus récentes. Les recensements les plus anciens en effet n'isolaient pas, le plus souvent, le centre urbain de l'entité territoriale qu'il commandait (seules les grandes villes Douala, Yaoundé, Nkongsamba et les trois centres du Nord

ont été observés sur une durée assez longue). D'autre part les méthodes de dénombrement ont varié : selon qu'il s'agisse d'un recensement administratif ou d'une enquête démographique les modalités de comptage, et donc aussi les résultats, sont différents. Enfin et surtout la définition des périmètres urbains est très aléatoire : tantôt on choisit le périmètre administratif (presque toujours plus étroit que l'urbanisation réelle qui prolifère souvent aux lisières de la ville « officielle ») tantôt on détermine sur le terrain ou après consultation de photographies aériennes récentes une « agglomération réelle » dont les limites sont vagues et que l'on ne retrouve plus au recensement suivant. Une telle incertitude conduit donc à manipuler avec précautions toutes les données chiffrées et les taux d'accroissement.

On ne peut cependant faire l'économie de tels calculs. Il convient seulement d'attacher plus d'importance aux tendances qu'aux chiffres eux-mêmes, quitte à indiquer ici ou là ce que tel ou tel résultat peut présenter de manifestement aberrant par rapport à la réalité observée.

À l'occasion d'une participation à la « Mission Économique » envoyée par la Banque Mondiale à la demande du Cameroun, nous avons étudié l'ensemble des migrations camerounaises ⁽¹⁾. Dans ce cadre avait été proposée une estimation des effectifs de population urbaine tenant compte des données connues à cette époque (1975). Ces estimations étaient fondées à la fois sur un recensement administratif déjà ancien (1967 en général, 1966 ou 1968 pour quelques circonscriptions), et sur les enquêtes démographiques par sondage effectuées en 1964 et 1965. Elles sont matérialisées sur la carte « Villes de 1967 ».

On avait noté alors une croissance très forte, dans la période précédant 1967, de la quasi totalité des centres urbains ⁽²⁾ de l'ouest. Une dizaine d'entre eux avaient un accroissement annuel moyen supérieur à 10 % et 6 autres un taux compris entre 7,5 et 10. On retrouvait dans cette catégorie les cinq préfectures bamiléké et presque toutes les villes du Mungo ; en dehors de ces ensembles : Bamenda, Buea, Muyuka et Tole, dans ce qui était encore le Cameroun Occidental, ainsi que Foubot. La plupart des petits centres administratifs de la province de l'Ouest, de création très récente, figuraient aussi dans cette catégorie dans la mesure où on les avait créés de toutes pièces à partir d'une population totalement dispersée. Une telle croissance est le résultat direct de l'implantation d'un échelon administratif, mais aussi, nous l'avons dit, de la situation troublée qui régnait dans la province de l'Ouest et dans le Mungo et avait poussé de nombreux paysans à se réfugier dans les villes.

À cette date de 1967, aucune ville n'enregistrait de diminution de sa population, une seule, Kumbo, avait un accroissement inférieur vraisemblablement à sa croissance démographique interne (à l'égal d'Édéa, à l'extérieur de la zone d'étude). Quatre agglomérations seulement, très diverses, avaient un taux voisin de leur croît démographique : Fouban (3,7 %),

(1) J. CHAMPAUD, 1975.

(2) Définis comme étant les localités ayant une fonction administrative de commandement : préfectures, sous-préfectures, chef-lieu de district, ainsi que celles ayant une population supérieure à 5 000 habitants.

Wum (3,1 %), Mamfe (4,3 % de 1953 à 1968, taux moyen sur 15 ans qui reflète mal une diminution relative de sa population et de ses activités entre 1962 et 1968) et Tombel (2,7 %).

La situation paraît avoir sensiblement évolué entre 1967 et 1976 ⁽¹⁾. Il était certes à prévoir que dans bien des cas une croissance aussi élevée ne pourrait se maintenir. On ne peut manquer toutefois d'être surpris par les chiffres du recensement de 1976 et en particulier du nombre de centres dont l'effectif officiel de population est en diminution.

Les explications sont parfois faciles à trouver : le déclin économique de Mamfe depuis la quasi fermeture de la route qui la relie au Nigeria s'est traduit aussi par une diminution de sa population (11 729 habitants en 1967, 8 473 en 1976). Pour Fontem et Batibo, situées l'une et l'autre dans des secteurs d'accroissement démographique, la baisse des chiffres (respectivement 9 163 et 5 460 habitants en 1967 contre 5 902 et 3 896 en 1976) correspond beaucoup plus à une modification de l'aire recensée qu'à une diminution de population (dont la frange proprement « urbaine » est d'ailleurs sans doute inférieure aux chiffres de 1976). L'arrondissement de Fontem a par ailleurs un taux de croissance démographique élevé (et sans doute a-t-il été mieux recensé en 1976 que dans les années précédentes). La diminution officielle de la population de Ndop, qui passe en huit ans de 6 400 à 4 600, contraste avec l'activité et le dynamisme de ce gros bourg ; là aussi ce n'est sans doute pas le même périmètre qui a été recensé aux deux dates.

En pays bamiléké, bon nombre de sous-préfectures (Bansoa, Bamendjou, Bana, Bangou, Bazou, Tonga) ont également en 1976 une population inférieure à celle de 1967. La diminution est bien réelle et correspond à la fin des regroupements. Une fois le calme revenu, en effet, de nombreux paysans qui s'y étaient réfugiés sont repartis chez eux. Il reste cependant, avec des effectifs moindres, de petits centres relativement bien organisés sur le plan urbain et qui jouent un rôle efficace de bourgs ruraux pour les habitants des arrondissements dont ils sont le chef-lieu. Leur population pourrait augmenter dans les années qui viennent mais lentement car leurs circonscriptions sont en déclin démographique, à mesure que de nouveaux services (collège, centre de santé, marché, commerces) s'y développeront. La diminution de la population ne s'est d'ailleurs pas accompagnée d'un déclin des activités « urbaines ».

Plus difficilement explicable par contre est le cas de Dschang : 16 310 habitants en 1967, 12 642 en 1976. Dschang a perdu certes en 1964 son rang de capitale régionale et tous les services provinciaux se sont progressivement installés à Bafoussam. De même le nombre de militaires a nettement diminué. On n'a pas le sentiment pourtant lorsque l'on examine les photos aériennes de 1973 ou que l'on circule dans les quartiers que des maisons aient été abandonnées ou que le périmètre urbanisé se soit rétréci. On peut dès lors se demander s'il n'y a pas eu tout simplement une différence des aires spatiales dénombrées en 1967 et en 1976. Le département

(1) *Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat effectué en avril 1976 est désigné ci-dessous par l'abréviation R.G.P.H. 1976.*

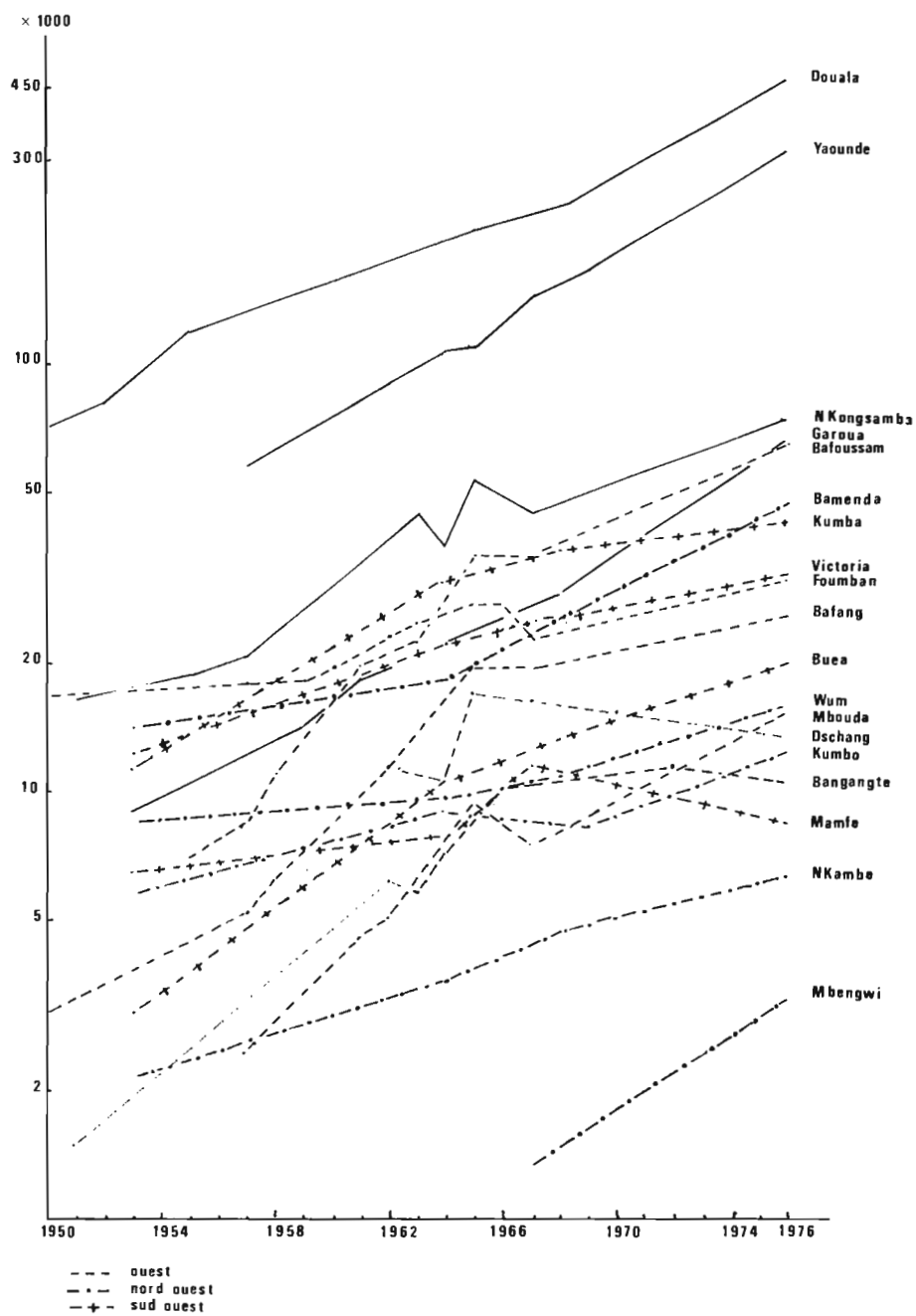


FIG. 34. Croissance des villes.

de la Ménoua jouit par ailleurs d'un bon état démographique, à l'exception sans doute du district de Fokoué, englobé ici avec le reste de l'arrondissement de Dschang.

Bangangté également aurait légèrement baissé (de 10 080 à 9 864). Ici aussi un certain nombre de personnes réfugiées en ville sont retournées chez elles après une longue période troublée dans le département. Celui-ci d'autre part, le Ndé, a subi une telle ponction du fait de l'émigration extérieure qu'il est entré dans une situation de déclin démographique. Toutefois l'examen des photographies aériennes soulève quelques doutes quant à la réalité de la baisse de population de la ville elle-même ⁽¹⁾.

Posent problèmes également le déclin de Ndikiniméki et celui de Penja, difficilement explicables autrement que par une variation des aires recensées en 1967 et 1976.

Par contre, Yabassi et Dibombari connaissent un dépérissement démographique lié à la proximité de Douala.

Bon nombre d'agglomérations de tailles diverses, par ailleurs, ont une croissance, entre 0 et 3 %, qui donne à penser qu'elles n'ont pas capitalisé leur croît démographique.

Pour Njinikom, le transfert de la sous-préfecture à Fundong (à une dizaine de kilomètres au nord) lui a fait perdre l'essentiel de sa population de fonctionnaires. L'explication est plus difficile à trouver pour des villes comme Kumba (accroissement de 1 % entre 1968 et 1976 inférieur à celui de l'arrondissement), Tiko (0,65 % alors que l'arrondissement dans son ensemble a un taux de 1,9), Manjo (1,4 % entre 1966 et 1976), Loum (1 %). Autant de villes moyennes à l'échelle du Cameroun qui témoignent d'une intense activité économique. Mais peut-être a joué là le relatif déclin de certaines activités agricoles liées aux grandes plantations, ou la diminution du nombre de Nigériens à Kumba et Tiko. On peut émettre aussi l'hypothèse que dans une population déjà immigrée, une nouvelle migration vers Douala par exemple (qui continue, elle, de s'accroître au rythme de 7 % par an ⁽²⁾) est plus facile que dans une population mieux enracinée dans son terroir.

Le cas de Foumban mérite d'être traité à part. Cette ville a toujours connu des fluctuations dans les recensements liées en bonne partie à la double résidence, urbaine et campagnarde, de bon nombre de chefs de famille, mais l'ensemble du département Bamoun fait preuve d'une nette vitalité démographique. Il n'en demeure pas moins que c'est une préfecture qui n'a guère d'autres attraits que sa fonction administrative et que les activités économiques y sont relativement stagnantes.

Le nombre des villes à croissance élevée (8 % et plus) a sensiblement diminué par rapport à 1967. Mbengwi est la seule préfecture à taux élevé (on ne peut guère y ranger Mundemba où le recensement de 1976 a classé en population urbaine tous les travailleurs vivant dans les camps de plantation de la PAMOL et indiqué que l'arrondissement est en nette diminu-

(1) Cf. p. 374/375.

(2) Mais sans doute plutôt de 8,5 % si l'on considère que la sous-estimation de sa population en 1976 est de l'ordre de 16 %.

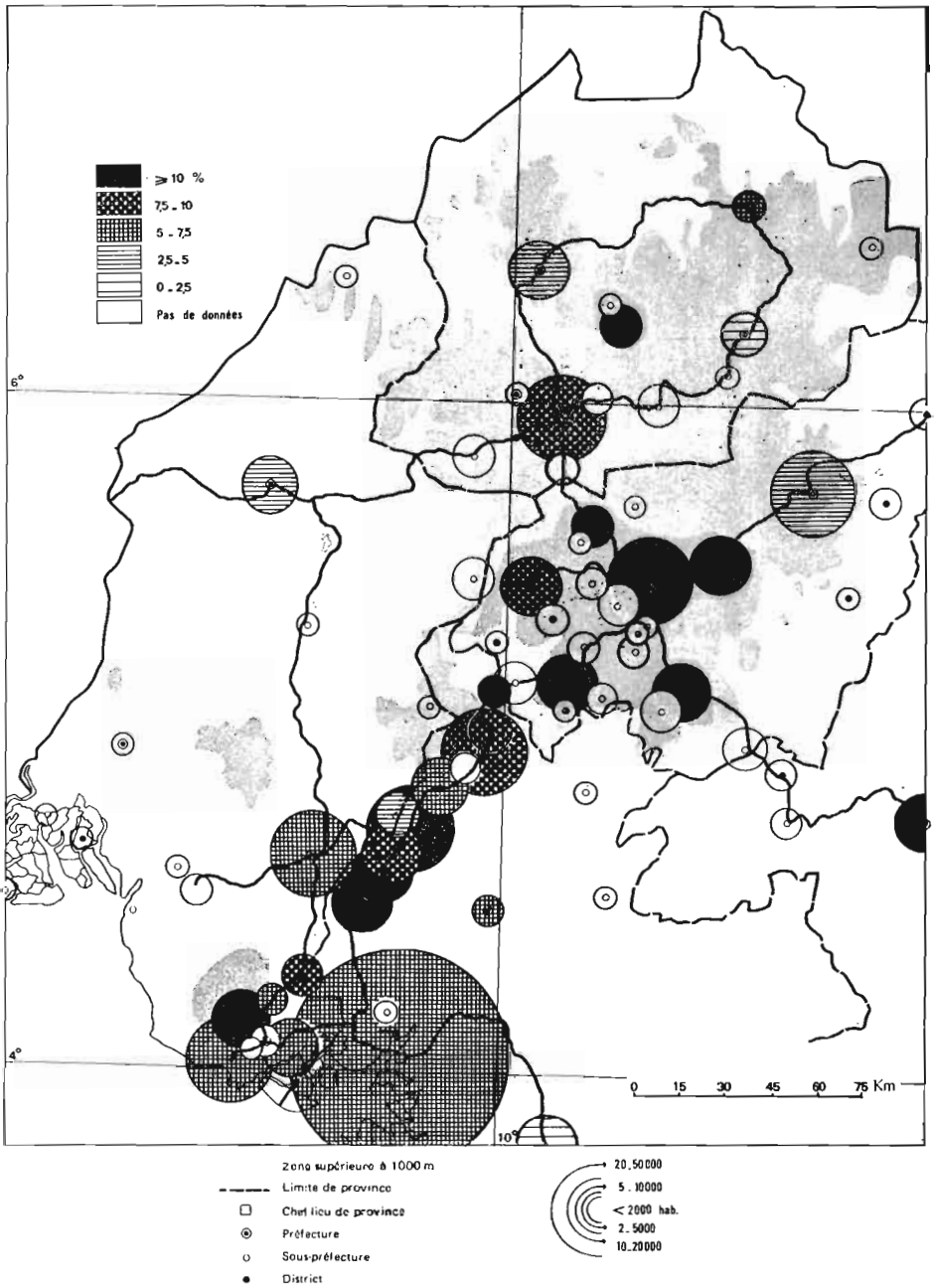


FIG. 35. Taille des villes (1967) et taux de croissance.

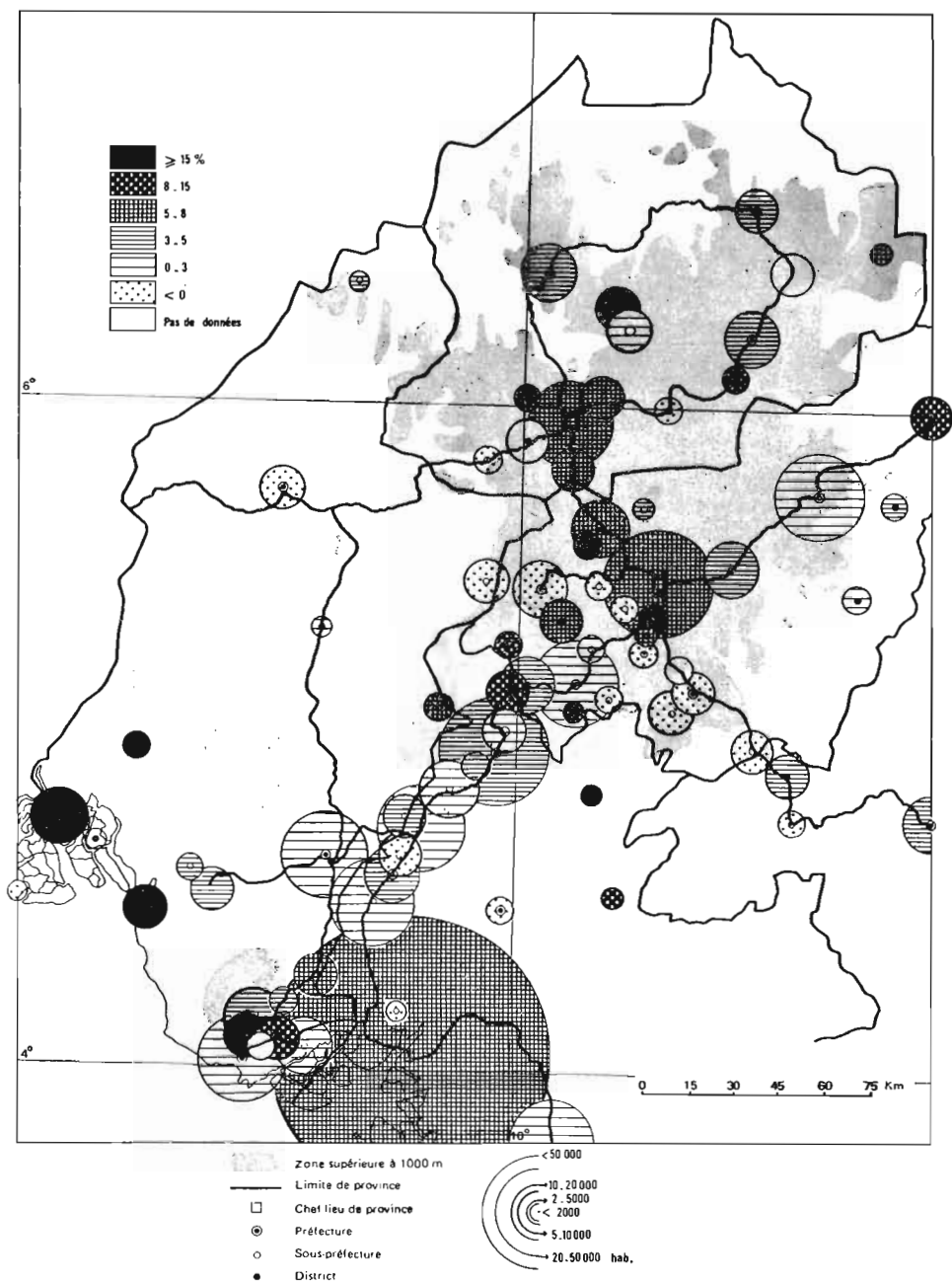


FIG. 36. Taille des villes (1976) et accroissement moyen annuel (1967-76).

tion). Par contre toute une série de sous-préfectures a connu une augmentation rapide de la population, mais il n'est pas toujours facile de démêler ce qui est dû à un accroissement réel et ce qui est le résultat d'une incertitude sur les périmètres recensés.

Trois villes importantes enfin ont connu un ralentissement net de leur croissance : Bafoussam, Bafang et Nkongsamba.

La première qui s'était accrue en moyenne de près de 14 % entre 1958 et 1967 n'a plus augmenté que de 5,7 % entre 1967 et 1976. Il nous semble toutefois que le chiffre de 62 000 habitants dont elle est créditée au dernier recensement doit être inférieur à la réalité. Les autorités locales estimaient que la population urbaine, en 1978, était de l'ordre de 80 à 100 000 habitants. Les photographies aériennes de 1973 montrent à la fois une densification et une extension nettes des constructions. Enfin le chiffre des électeurs inscrits pour les élections de 1978 indique que la population totale de la commune de plein exercice devrait être supérieure à 80 000⁽¹⁾ et non de 70 000 comme l'indiquerait l'ajustement à 1978 du chiffre officiel de 1976. Sans mettre en cause la méthode utilisée pour le recensement national, il est clair, nous l'avons d'ailleurs constaté sur le terrain, que l'aire recensée est inférieure à l'aire d'urbanisation réelle et inférieure même au périmètre de la commune de plein exercice.

Bafang est créditée d'un taux de 2,25 % par an pour la période 1967/76. Ce chiffre correspond à l'accroissement naturel de la ville. Sa croissance est certes moins rapide que celle de Bafoussam. D'autre part, le département du Haut Nkam a déjà fourni des contingents importants à une émigration dans tout le Cameroun (plus anciennement que celui de la Mifi). Mais il paraît peu vraisemblable cependant qu'après une croissance de 11,2 entre 1962 et 1967, Bafang n'ait plus capitalisé que son propre accroissement naturel. Là aussi, il semble que l'on n'ait pas recensé toute la zone urbanisée.

Nkongsamba par contre a un taux (4,4 %) qui paraît bien refléter la réalité de sa situation. Cette ville, après avoir été le principal centre régional de l'ouest, est en perte de vitesse. Le terminus de chemin de fer qui fût à l'origine de sa prospérité passée n'offre plus le même intérêt depuis qu'une bonne route bitumée relie directement les plateaux de l'ouest à Douala, et l'évitement récent de la ville par la route nouvelle ira dans le même sens de sa marginalisation relative.

Quelques remarques générales peuvent en outre être faites à partir de la fig. n° 36. Les villes des plateaux maintiennent une croissance moyenne à forte (de 3 à 8 % l'an) alimentée par une immigration encore notable. Toutefois la bordure méridionale, suivant une ligne qui va approximativement de Mamfe à Tonga, a des taux faibles ou négatifs et enregistre dans l'ensemble plus de départs que d'arrivées (l'accroissement y est inférieur au croît démographique). La situation est plus complexe dans le Mungo et une partie du Sud Ouest. La croissance y est voisine de l'excédent des naissances sur les décès. Mais elle s'accompagne de mouvements migra-

(1) Source : *sous-préfecture de Bafoussam*.

toires caractéristiques des villes-relais : de nouveaux habitants viennent des campagnes pendant que des citadins partent vers des villes plus importantes.

Les taux de croissance urbaine relevés dans l'ouest contrastent avec ceux d'autres parties du pays, le Nord notamment où l'on a assisté au cours de la dernière décennie à une accélération du processus d'urbanisation des villes les plus importantes. Citons quelques chiffres :

Ngaoundéré.....	1961/67 : 6,8 %	par an	1967/76 : 7,5 %
Garoua.....	1961/68 : 9,6 %	—	1968/76 : 10,5 %
Maroua.....	1959/68 : 4,0 %	—	1968/76 : 9,5 %
Yagoua.....	1962/67 : 10,6 %	—	1967/76 : 2,5 %

La tendance est nette pour les trois principales préfectures : Ngaoundéré a bénéficié essentiellement de la construction du chemin de fer : afflux de travailleurs durant la période de construction, activités économiques nouvelles liées au terminus du Transcamerounais. Garoua, chef-lieu de province, a vu se développer son rôle administratif au cours des années récentes et s'implanter aussi quelques activités industrielles. Quant à Maroua, au centre du département très peuplé du Diamaré (366 500 habitants en 1968), elle est le point d'aboutissement normal non seulement des ressortissants de son département, mais aussi des départements voisins : Margui Wandala (329 500 habitants) et Mayo Danaï (171 600 habitants).

Les autres centres ont une croissance moins forte, mais il faudrait pouvoir comparer les périmètres exacts des villes d'un recensement à l'autre : il est peu vraisemblable en effet que la population de Mokolo ait pu passer de 5 762 habitants en 1968 à 2 000 en huit ans, alors que c'est une ville qui s'accroît ; il est raisonnable de penser également que Yagoua a augmenté de plus de 2,5 % par an. Kousséri par contre poursuit une croissance régulière déjà très ancienne (10 % de 1955 à 1968, 9,9 % entre 1968 et 1976).

LE BILAN MIGRATOIRE

Il apparaît donc au total que les migrations intéressent toujours dans l'ouest des effectifs importants de population. Les déplacements en zone rurale cependant ne jouent que sur un nombre réduit de personnes. La colonisation périphérique aux secteurs les plus peuplés (pays bamiléké, environs de Bamenda) se poursuit de façon diffuse et lente. Les déplacements de travailleurs vers les plantations n'attirent pratiquement plus les originaires de la province de l'Ouest, mais sont encore le fait de ressortissants de la province du Nord-Ouest. Pas en nombre suffisant toutefois pour répondre aux besoins de main-d'œuvre puisque les plantations sont conduites à faire appel à des migrants plus éloignés, venant de la province du Nord.

Ce sont désormais les villes qui depuis deux décennies sont devenues le principal pôle attractif des déplacements. Villes extérieures aux plateaux pendant longtemps, et, maintenant, approximativement depuis l'indépen-

dance, villes des plateaux elles-mêmes, préfectures, sous-préfectures ou bourgs ruraux. Il ne s'agit pas pour autant, nous y reviendrons, d'exode rural dans la mesure où l'activité demeure très largement rurale même si la résidence est urbaine. Il faut noter toutefois que cet accroissement très élevé des villes de l'ouest dans les années qui ont suivi l'indépendance semble s'être un peu ralenti au vu du dernier recensement national, alors que les grandes villes de l'extérieur comme Douala et Yaoundé, ou les villes du Nord, poursuivent une croissance élevée.

Peut-on esquisser un bilan migratoire dans l'ouest du Cameroun ? Le tableau ci-dessous apporte quelques données chiffrées, mais elles doivent être examinées avec précautions.

Tableau n° 8
BILAN MIGRATOIRE THÉORIQUE 1967-1976

	OUEST	NORD-OUEST	SUD-OUEST	MUNGO
<i>Population 1967</i>				
Totale	784 083	685 879	498 611	229 169
Urbaine	194 976	65 700	137 424	94 230
Rurale	589 107	620 179	361 187	134 939
<i>Taux d'accroissement naturel</i> (estimation 1967)	2,6 %	2,4 %	2,6 %	2,6 %
<i>Population théorique 1976</i>				
Totale	988 000	849 000	628 000	288 000
Urbaine	246 000	81 000	173 000	119 000
Rurale	742 000	768 000	455 000	170 000
<i>Population réelle 1976</i>				
Totale	968 856	914 912	580 360	275 456
Urbaine	216 856	136 589	186 992	182 505
Rurale	752 000	778 323	393 368	92 951
<i>Bilan migratoire apparent</i> <i>1967-1976</i>				
Total	— 19 000	+ 66 000	— 48 000	— 13 000
Urbain	— 29 000	+ 55 000	+ 14 000	+ 64 000
Rural	+ 10 000	+ 11 000	— 62 000	— 77 000

Sources : — *Tableau de la population du Cameroun, 3^e édit. ORSTOM, Yaoundé, 1971.*
— *R.G.P.H. 1976.*
— *Enquêtes Démographiques par sondage 1964-1965.*

Le bilan migratoire de la province de l'Ouest peut paraître paradoxal dans la mesure où il montre un renforcement de la population rurale dans un pays déjà très densément peuplé et un solde négatif pour des villes que chacun s'accorde à voir en phase de croissance. Ces chiffres bruts sont trompeurs. La « population urbaine » de 1967 comprenait en fait toute une

catégorie de personnes qui étaient encore dans de grands regroupements. Elles les ont quittés par la suite soit pour reconstituer leur habitat dispersé dans les chefferies, ce qui a été le cas pour une majorité d'entre eux, soit pour rejoindre les villes de la province ou de l'extérieur. De même, l'accroissement brut de la population rurale cache en fait des mouvements plus complexes (réinstallation des « regroupés », retour d'émigrés d'un côté, départs vers les villes ou les zones traditionnelles d'émigration de l'autre).

Le bilan de la province du Nord Ouest est lui aussi quelque peu déconcertant. Il indiquerait en effet un apport de migrants, alors que la province, on le sait, est au contraire exportatrice d'hommes. Il faut faire intervenir ici la mauvaise qualité des estimations de population faites en 1967 (ou 1968), qui étaient généralement très sous-estimées, surtout dans les départements de la Menchum et de Donga et Mantung. Par ailleurs, il est vraisemblable que l'amélioration de la desserte routière, la croissance urbaine et la multiplication des formations sanitaires ont entraîné une diminution de la mortalité infantile qui était encore relativement élevée en 1964 (138‰ dans la zone rurale nord, et 193 ‰ dans la zone rurale centre).

Quant à la province du Sud Ouest, où les recensements administratifs étaient de meilleure qualité, le bilan paraît vraisemblable en faisant ressortir une croissance brute des villes et une diminution sensible de la population purement rurale. Dans cette province comme dans le Mungo, des départs ont lieu vers l'extérieur et ont une origine plus largement rurale qu'urbaine. Ils sont d'ailleurs à mettre en rapport avec les mouvements nombreux qui affectent la population des plantations.

Ces bilans migratoires en fait sont un peu décevants. D'une part à cause des incertitudes quant aux chiffres qu'ils révèlent : le recensement de 1976 lui-même est crédité pour l'ensemble du pays d'une sous-estimation de 7 % (qui atteint près de 16 % pour la ville de Douala), le coefficient d'erreur du recensement administratif de 1967 est sans doute plus élevé ; les taux d'accroissement naturel calculés à partir des enquêtes démographiques par sondage étaient sans doute valables pour les années où ils ont été établis, ils peuvent être par la suite entachés eux aussi d'une certaine erreur.

Par ailleurs, les bilans migratoires ont pour effet, en présentant un résultat global, d'occulter en quelque sorte tous les mouvements en sens divers qui sont très nombreux.

Il est donc intéressant de compléter les résultats ci-dessus par l'examen de plusieurs documents tirés du R.G.P.H. 1976.

Le premier (tabl. n° 9) indique le nombre de personnes, par province, qui ont changé d'arrondissement depuis leur naissance. Il confirme les remarques générales déjà faites précédemment : la province du Nord Ouest émigre relativement peu (ou bien l'émigration étant moins ancienne, du moins dans une bonne partie de la province, les retours à la campagne sont encore relativement peu nombreux). La province de l'Ouest, paradoxalement a moins de personnes parmi ses résidents, ayant changé d'arrondissement, que la moyenne nationale : il faut cependant rapprocher le chiffre de 29 % parmi les adultes de 15 ans et plus, de celui établi par A. FRANQUEVILLE dans la Lékié où un tiers des hommes résidents sont des personnes

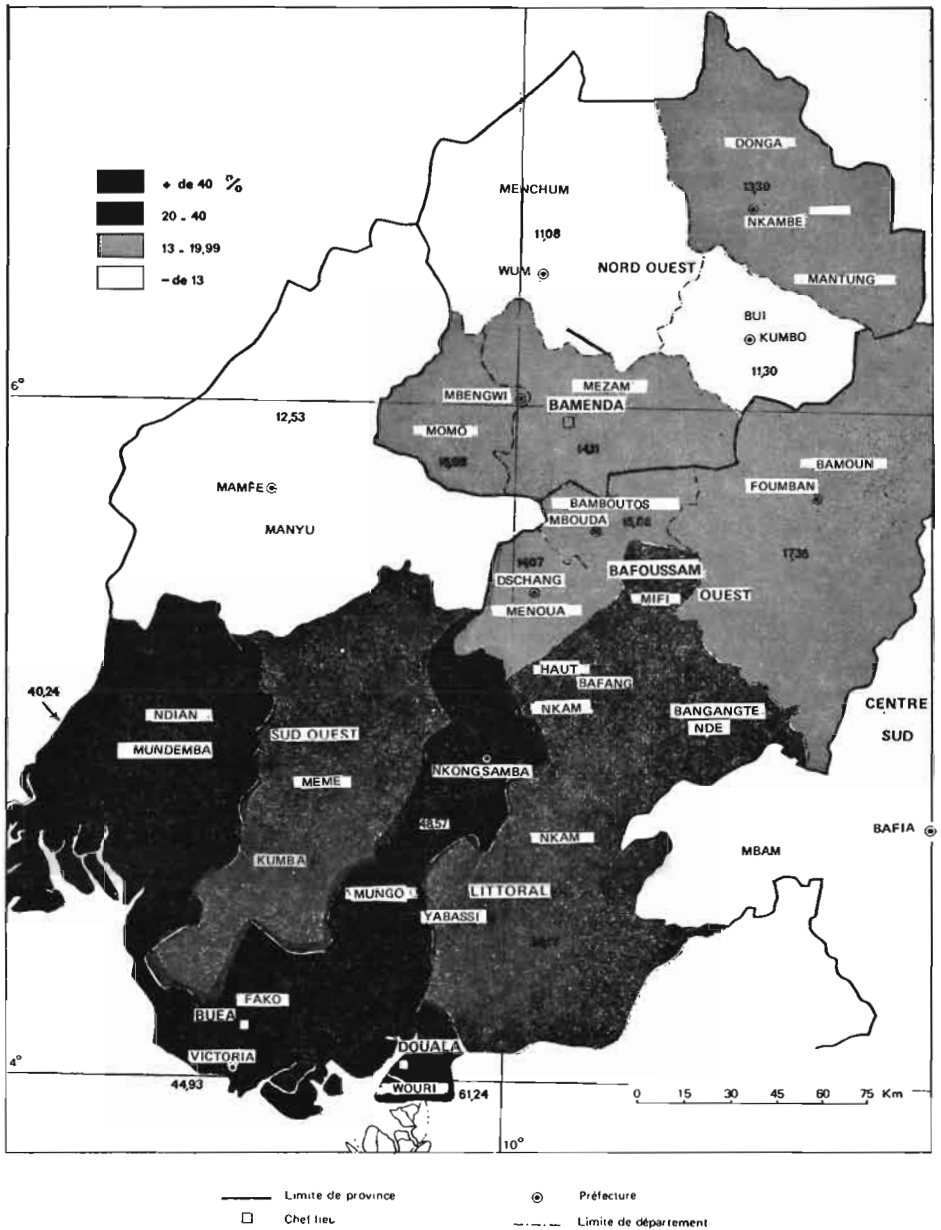


FIG. 37. Personnes ayant changé d'arrondissement.

ayant quitté à un moment de leur vie leur village de naissance ⁽¹⁾. Par ailleurs ce tableau ne prend pas en compte les départs définitifs de personnes qui se sont installées hors de la province. Les provinces du Sud Ouest et du Littoral, et, à un taux encore plus élevé, Douala, sont des zones où un nombre très important d'individus ont changé d'arrondissement au cours de leur vie.

Tableau n° 9

PERSONNES AYANT CHANGÉ D'ARRONDISSEMENT DEPUIS LEUR NAISSANCE

	POPULATION RÉSIDENTE		PERS. AYANT CHANGÉ D'ARRONDISSEMENT		%	
	<i>Tous âges</i>	<i>15 ans et plus</i>	<i>Tous âges</i>	<i>15 ans et plus</i>	<i>Tous âges</i>	<i>15 ans et plus</i>
PROVINCE DU NORD-OUEST	914 912	464 867	119 698	91 642	13,08	19,71
PROVINCE DU SUD-OUEST	580 360	306 242	186 629	140 869	32,16	46,00
PROVINCE DE L'OUEST	968 856	491 137	195 209	142 988	20,15	29,11
PROVINCE DU LITTORAL (sans Douala)	445 643	255 804	202 641	163 584	45,47	63,95
DOUALA	395 813	241 605	243 058	198 740	61,41	82,26
CAMEROUN	7 131 833	4 037 414	1 916 099	1 513 460	26,87	37,49

Source : R.G.P.H. 1976, tableau n° 20 ABC.

La carte ci-contre (n° 37) a été dressée à partir des mêmes données, par département, mais tous âges confondus. Elle résume bien le schéma général de la situation migratoire : très forte mobilité dans le Wouri et les départements de grandes plantations ou de colonisation agricole (Ndian, Fako, Mungo), déplacements nombreux également dans les départements contigus qui sont, soit des zones d'accueil, comme la Meme, soit des zones d'émigration importante comme le Nkam et les trois départements bamiléké, Haut Nkam, Ndé et Mifi. Les trois autres départements de l'Ouest sont moins touchés par les migrations. C'est dans la province du Nord Ouest que l'on atteint les taux de plus faible mobilité, particulièrement dans la Bui et la Menchum.

Un graphe de ces relations migratoires a également été élaboré pour visualiser les principaux déplacements (cf. n° 38 et annexe V). On connaît pour chaque département le nombre de personnes qui ont eu une résidence

(1) A. FRANQUEVILLE, 1973.

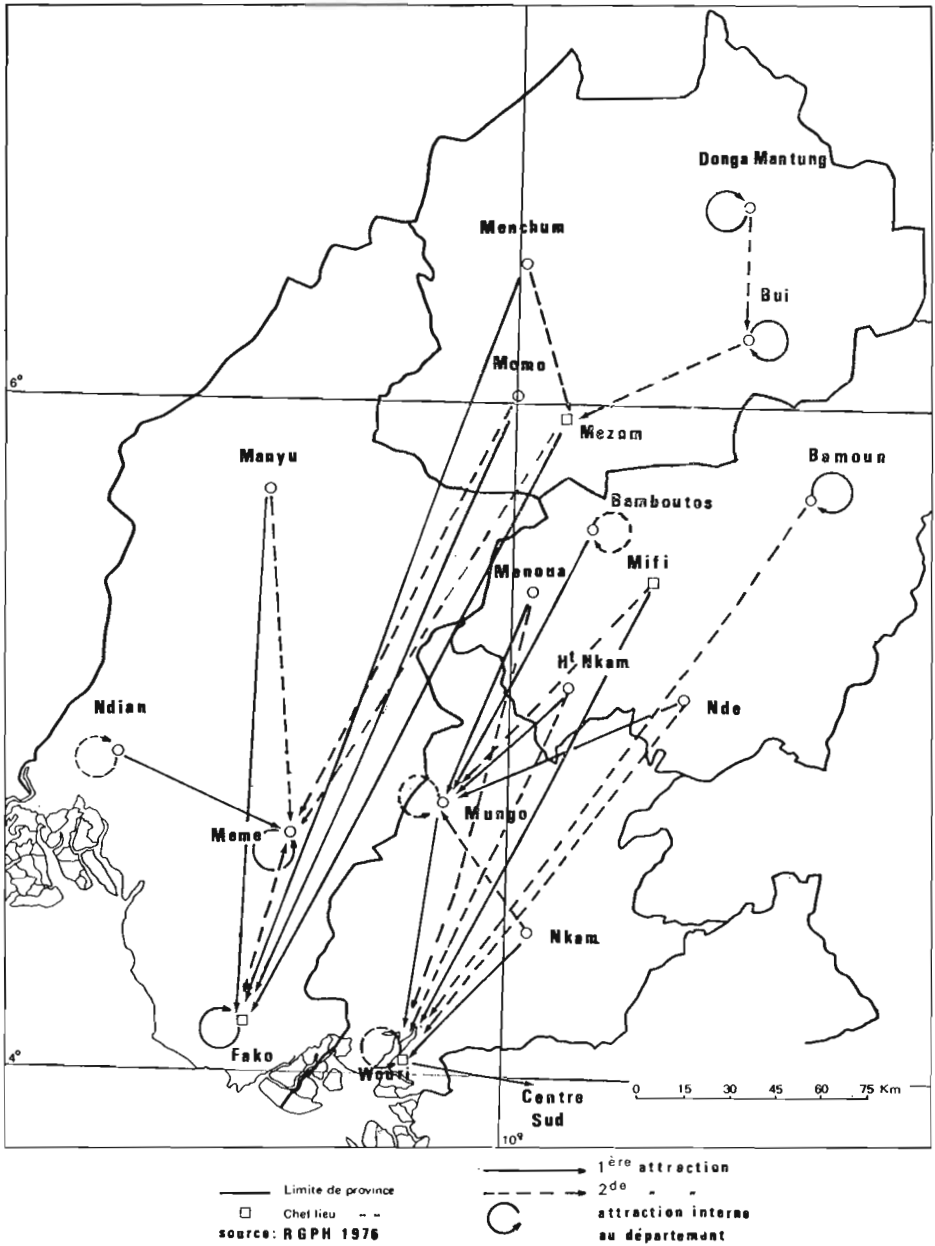


FIG. 38. Relations migratoires prioritaires.

antérieure différente de celle qu'elles avaient lors du recensement (rappelons que « le lieu de résidence » désigne en fait l'arrondissement de résidence). Ce nombre représente donc un total d'arrivés regroupant à la fois des immigrés réels, des personnes qui viennent seulement de l'arrondissement voisin et des émigrés qui rentrent chez eux après une absence plus ou moins longue. Les flèches de relations portées sur le graphe indiquent les deux relations privilégiées des déplacements, au départ de chaque département.

Ce graphe montre la persistance des directions migratoires traditionnelles : quinze ans après la Réunification en effet, les migrants se déplacent en deux mouvements parallèles, de part et d'autre de l'ancienne frontière, des plateaux vers la côte. Seule exception, la Mezam dont des migrants choisissent le Mungo, mais en troisième rang seulement.

Dans cinq départements, (sur dix-huit), c'est une relation interne (d'un arrondissement à l'autre) qui a le premier rang. C'est le cas par exemple de la Bui et de Donga et Mantung, et ces déplacements courts doivent intéresser aussi bien des colons que des éleveurs. Ces deux départements sont en outre réservés par rapport aux déplacements lointains, puisque leurs relations prioritaires ne concernant qu'eux-mêmes et le département, proche, de la Mezam. Dans le Bamoun, un tiers des migrants ne font que changer d'arrondissement : il s'agit, très certainement, de la colonisation de la région de Foumbot par des habitants de l'arrondissement de Foumban. Enfin, pour le Fako et la Meme, les migrations « internes » sont liées aux déplacements vers les plantations, les chantiers forestiers ou les villes.

Parmi les départements « receveurs », le Fako vient en tête pour le nombre de relations prioritaires puisque cinq départements anglophones ont avec lui une relation de premier rang et un autre une relation secondaire. Vient ensuite le Mungo vers lequel se dirigent en priorité les migrants de quatre départements bamiléké et, en second rang, la Mifi, le Nkam et le Mungo lui-même. Le Wouri de son côté est un autre pôle prioritaire pour la Mifi, le Mungo et le Nkam.

En considérant non plus le nombre de relations mais les effectifs, on arrive à des résultats voisins. Wouri et Mungo viennent en tête aussi bien pour les arrivées que pour les départs (256 661 arrivées et 174 197 départs pour le Wouri, et respectivement 133 779 et 111 516 pour le Mungo). Ce sont bien les départements de plus grande mobilité. On trouve ensuite parmi les départements « receveurs », Fako, Meme et Mifi (70 547, 67 108 et 59 603 arrivées), ce dernier étant surtout l'objet de mouvements internes. Parmi les départements fournisseurs de migrants, on note, à la suite de Wouri et Mungo, la Mifi, le Fako et le Ndé (89 631, 78 350 et 49 922).

On ne peut que regretter toutefois que les résultats actuellement disponibles du recensement ne permettent pas de faire la différence, dans les zones d'arrivée, entre population urbaine et population rurale, ni de dénombrer précisément ce qui est migration vraie et retour au pays.

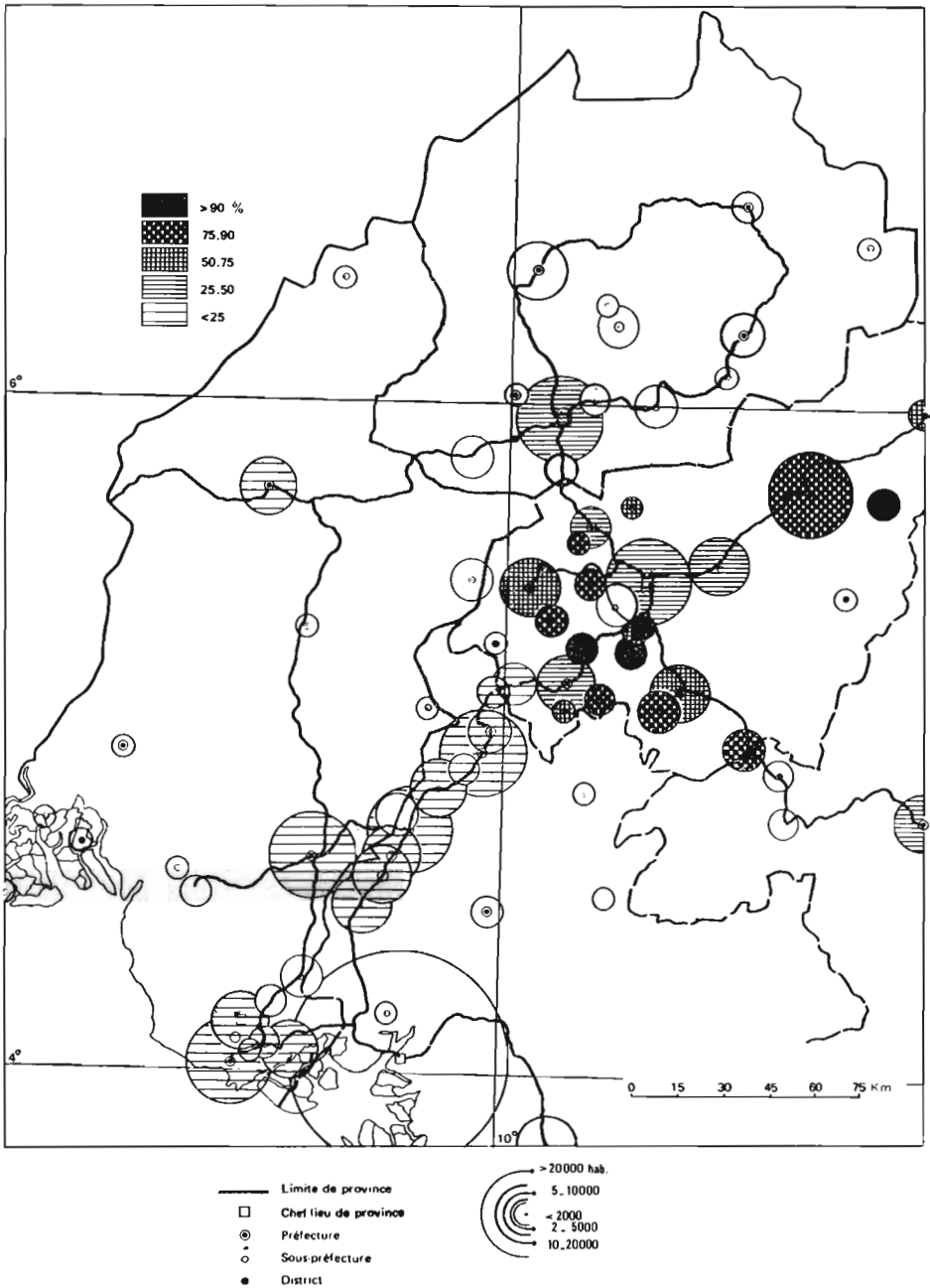


FIG. 39. % de citadins nés dans l'arrondissement.

L'AIRE DE RECRUTEMENT DES VILLES DE L'OUEST

À partir de l'étude du recensement administratif de 1967 ⁽¹⁾, ont été réalisées trois cartes représentant pour chaque ville le pourcentage de citoyens nés respectivement dans l'arrondissement, dans le département ou dans la province. Les calculs ont porté uniquement sur les hommes âgés de 15 ans et plus. (Cette catégorie est la plus intéressante pour l'objet de l'étude, dans la mesure où de nombreux enfants sont nés au lieu de domicile de leurs parents et où les migrations des femmes suivent pour l'essentiel, et avec un retard variable selon les zones, celles des hommes qu'elles ont épousés).

Le principal enseignement de ces trois cartes est de faire ressortir très nettement l'opposition entre les zones des plateaux (provinces actuelles de l'Ouest et du Nord Ouest) et la zone littorale. Très significative est par exemple la carte du recrutement dans l'arrondissement de la ville. Celle-ci n'y recrute que moins de 25 % dans tout le Mungo géographique (y compris Kékem qui se trouve administrativement dans le Haut Nkam). Il en est de même des villes du Sud Ouest : Victoria, Tiko, Buea, Kumba et Mamfe. Sur les villes des plateaux par contre, la plupart des sous-préfectures trouvent dans leur arrondissement plus des 3/4 de leurs habitants. Parmi les centres plus importants, Foumban a un recrutement tout à fait identique (89 % des hommes adultes sont nés dans l'arrondissement) ⁽²⁾. Fombot par contre, ne compte que 36 % d'hommes adultes nés dans son arrondissement. Si Dschang a un fort recrutement d'arrondissement (61 %), Bangangté ne se rattache que de justesse à la catégorie des 50 à 75 % (50,15 % nés dans l'arrondissement). La plupart de ces villes-préfectures ont donc un recrutement qui provient de l'ensemble du département.

La carte de recrutement départemental n'est guère différente de la précédente, mais les quelques exceptions méritent que l'on s'y arrête : Buea ne recrute qu'un peu plus dans le département (27 %) que dans la Local Authority dont elle était le siège en 1964 ; Mamfe par contre a près de la moitié de ses hommes adultes qui viennent du département 49,56 % contre 18 % seulement pour la Local Authority). Quant à Kékem, c'est le cas typique d'un centre de colonisation agricole où moins de 11 % des citoyens sont nés dans l'arrondissement proprement dit, mais 42 % dans le département.

Sur les plateaux, toutes les villes-préfectures ont plus de la moitié des hommes venus du département qu'elles commandent. Un peu paradoxalement, c'est la plus grande d'entre elles, Bafoussam, qui recrute le plus exclusivement dans son département (78 %), avec Foumban déjà citée.

On ne dispose pas de données détaillées identiques pour les provinces

(1) Les données identiques pour le recensement de 1976 ne sont pas encore disponibles au moment où nous rédigeons. Dans plusieurs cas, on a dû utiliser les résultats des enquêtes démographiques par sondage faute d'un recensement administratif correct. (Toutefois, des informations complémentaires sont apportées par l'annexe VI).

(2) Au sens large, y compris les districts actuels de Magba et de Malantouen.

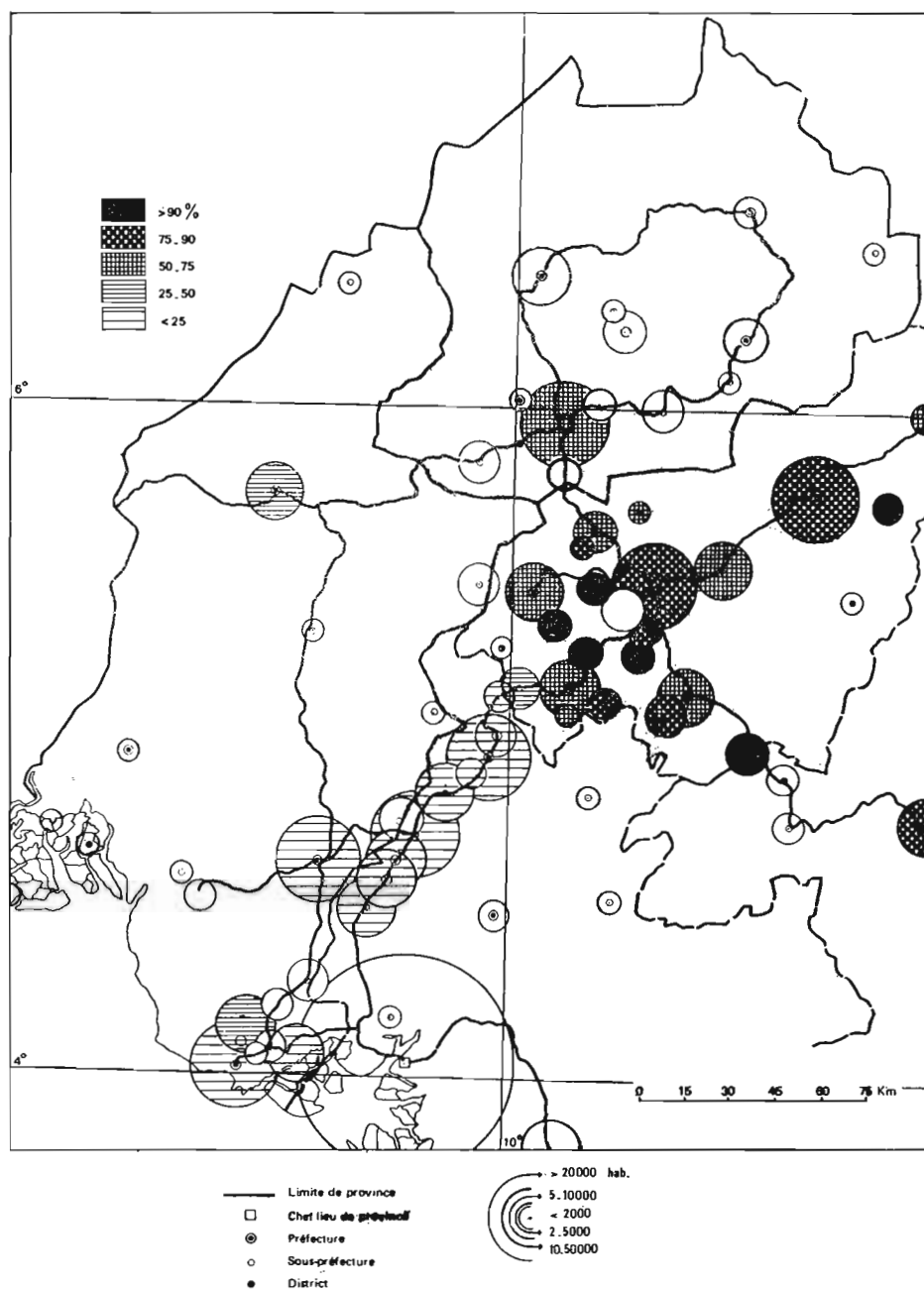


FIG. 40. % de citoyens nés dans le département.

anglophones. Quelques indications cependant, tirées de l'enquête démographique de 1964, illustrent bien l'opposition entre les provinces actuelles du Nord Ouest et du Sud Ouest. Dans les bourgs du nord (c'est à dire Nkambe, Nwa, Wum, Njinikom, Kumbo) 93 % de la population (totale) est née dans le département, alors que ce pourcentage n'est que de 49,6 % pour les bourgs du sud, (Tombel, Ekundu Titi, Mbonge, Muyuka). Par ailleurs, on compte 0,7 % d'originaires du Cameroun Oriental au nord contre 14,9 % dans le sud, et 1,5 % de Nigerians et autres étrangers au nord pour 21,8 % dans le sud. A Mbengwi en 1976, 77,31 % de la population (3 760 habitants) est née dans le département et 97,2 % dans la province ⁽¹⁾.

L'intérêt de la troisième carte (fig. 41 : % de citoyens nés dans la Province) est de mieux souligner encore le clivage plateaux/zone littorale. La plupart des villes de la province de l'Ouest quelle que soit leur taille recrutent plus de 90 % de leurs citoyens dans la province, les quelques exceptions (Bangangté, Bazou, Bafang) étant très proches de ce chiffre : 89 %. Au Cameroun anglophone les comparaisons sont plus difficiles à établir dans la mesure où les résultats de 1964 utilisés ne faisaient pas la différence entre les deux provinces actuelles du Nord Ouest et du Sud Ouest non créées à l'époque. Il en ressort simplement le recrutement plus local de Buea, et il convient de souligner, ce qui n'apparaît pas sur la carte, qu'à Victoria, Tiko et Kumba un fort pourcentage de la population est d'origine étrangère au Cameroun (respectivement 23, 55 et 36 % des adultes, hommes et femmes, sont des étrangers africains, Nigerians, presque exclusivement).

Une plus grande précision dans les origines a été recherchée dans le dépouillement des listes électorales de quelques villes, le seul document facile d'accès, à notre connaissance, qui mentionne le village de naissance (ou la chefferie pour le pays bamiléké) ⁽²⁾. Un relevé a été fait à titre d'exemple, pour trois villes très différentes : Bafoussam (sondage à 1/10 sur les listes électorales de 1975), Bangangté (dépouillement exhaustif des listes de 1972) et Nkongsamba (exhaustif, listes de 1970). On comptait 3 075 électeurs inscrits à Bangangté et 23 000 dans chacune des deux autres villes. Les résultats, cartographiés, (cf. fig. n° 42) sont révélateurs de « bassins migratoires » divers.

Bangangté, bon exemple des petites préfectures de l'ouest recrute 76 % de ses électeurs dans son département le Ndé, les départements voisins se situant loin derrière : 6,48 % de la Mifi, 3,92 de la Ménoua, 1,52 des Bamoutos, 1,62 du Haut Nkam, 0,92 du Bamoun et 1,87 du Mungo. Il est remarquable que toutes les chefferies du Ndé ont plus d'électeurs inscrits à Nkongsamba qu'à Bangangté (seules la ville et la chefferie ont des effectifs à peu près équilibrés entre les deux villes : 1 155 originaires à Bangangté contre 1 240 à Nkongsamba). Par contre Bafoussam recrute

(1) T. WUNDO, 1977.

(2) *Encore n'est-il pas toujours rempli correctement, comme on a pu le constater pour quelques villes de la province du Nord Ouest ; à Bamenda par exemple, la mention du lieu de naissance n'est portée que sur une partie des listes.*

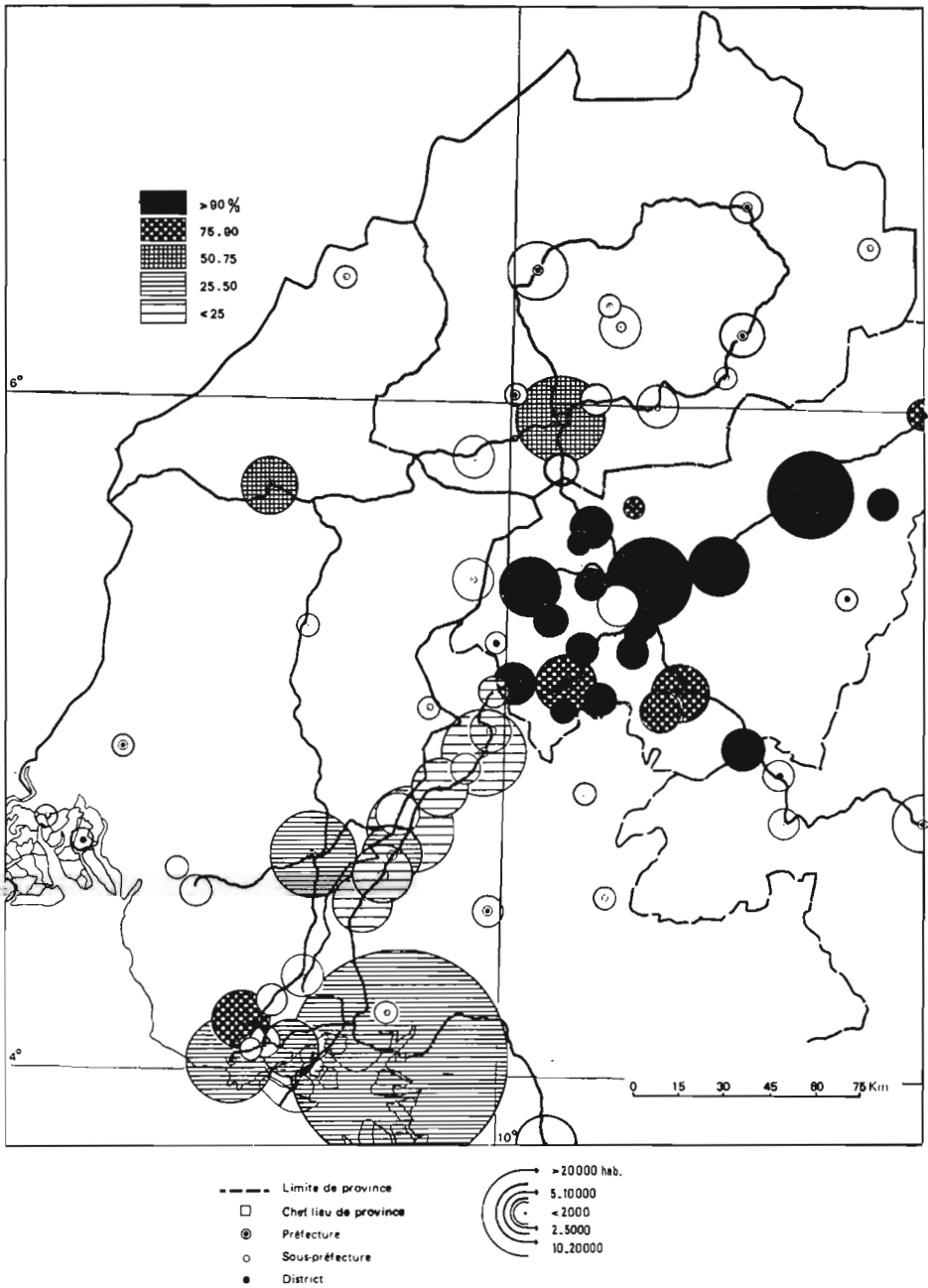


FIG. 41. % de citadins nés dans la province.

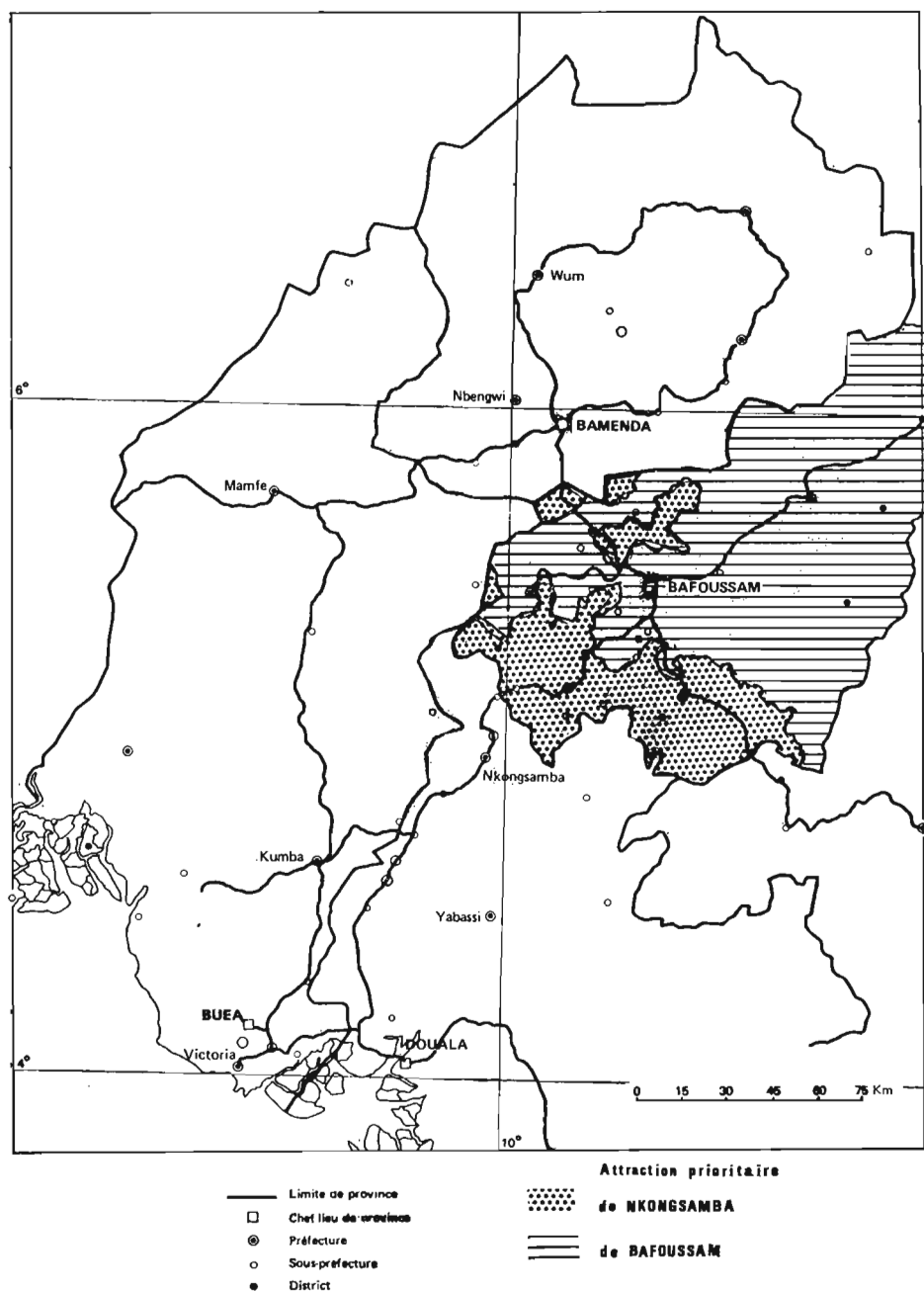


FIG. 42. Province de l'Ouest. Attraction électorale (Bafoussam/Nkongsamba).

plus que la préfecture du Ndé dans deux chefferies : Batchingou et Bandounga.

Le recrutement de Bafoussam est dans une situation intermédiaire : elle draine essentiellement dans son département, la Mifi, où toutes les chefferies sauf deux méridionales (Bayangam et Bangou) lui fournissent plus d'électeurs qu'à Nkongsamba, et son influence migratoire est plus forte que celle de Nkongsamba sur la moitié nord de la Ménoua et la plus large partie des Bamboutos.

Tout le sud du pays bamiléké (le Haut Nkam en entier, le Ndé et le sud de la Ménoua) est par contre bien plus nettement orienté vers Nkongsamba que vers Bafoussam plus proche pourtant de la plupart de ces zones.

Ces différences sont en rapport avec l'ancienneté de la migration dans les zones de départ. Nkongsamba a été durant longtemps la seule vraie ville de l'ouest et c'est elle qui a attiré les premiers migrants. Le développement de Bafoussam est beaucoup plus récent, et hors de son recrutement normal en quelque sorte, la Mifi, elle n'a supplanté Nkongsamba que dans les zones les plus récemment acquises à une émigration rurale importante. Il convient de noter cependant que cette « audience » de Bafoussam s'élargit au fil des années. En 1965, l'enquête démographique de la S.E.D.E.S. ⁽¹⁾ indiquait que 77,61 % des adultes étaient nés dans la Mifi (à rapprocher des 76 % de Banganté en 1972) mais en 1975 le pourcentage du département tombe à 67,81 % (dont 25 % pour l'arrondissement de Bafoussam, 18 % pour Bangou, 17 % pour Bamendjou et 8 % pour Bandjoun). Dans le même temps, le pourcentage de la province diminue lui aussi légèrement, de 94 à 88 %.

Ces chiffres ne traduisent pas la diversification et l'extension de l'influence régionale de Bafoussam sur le plan économique, qui ne se répercutent qu'avec lenteur sur la démographie. En 1975 encore, la ville de Nkongsamba a un recrutement beaucoup plus diversifié que la capitale de l'Ouest alors que, paradoxalement, son rôle économique la ramène progressivement aux dimensions de son département.

D'une enquête par sondage faite aussi à partir des listes électorales par notre collègue Y. MARGUERAT ⁽²⁾, nous avons extrait la carte ci-jointe qui illustre l'attraction par chefferie des préfectures bamiléké. La remarque qui s'impose d'emblée est l'adéquation du recrutement des citadins de la préfecture avec le département qu'elle commande. Une exception importante, celle de Bafoussam, vers laquelle des chefferies contiguës à la Mifi (Bansoa, Batchingou, Balengou, Bangwa) envoient plus de migrants que vers leur préfecture. Il en est de même pour Bamena dans le Ndé, plus orientée vers Bafang que vers Banganté.

Il faut ajouter toutefois que l'attraction des grandes villes extérieures à la province est parfois plus forte que celle de la préfecture. C'est ainsi que sept arrondissements Bamiléké (Dschang, Mbouda, Bafoussam, Bandjoun, Banganté, Bazou et Bafang) subissent l'attirance prioritaire de Douala et deux (Tonga et Bangou) celle de Nkongsamba.

(1) *La population du pays bamiléké... 1966.*

(2) Y. MARGUERAT, 1975, p. 56 sq.

FLUX : LA CIRCULATION DES HOMMES ET DES BIENS

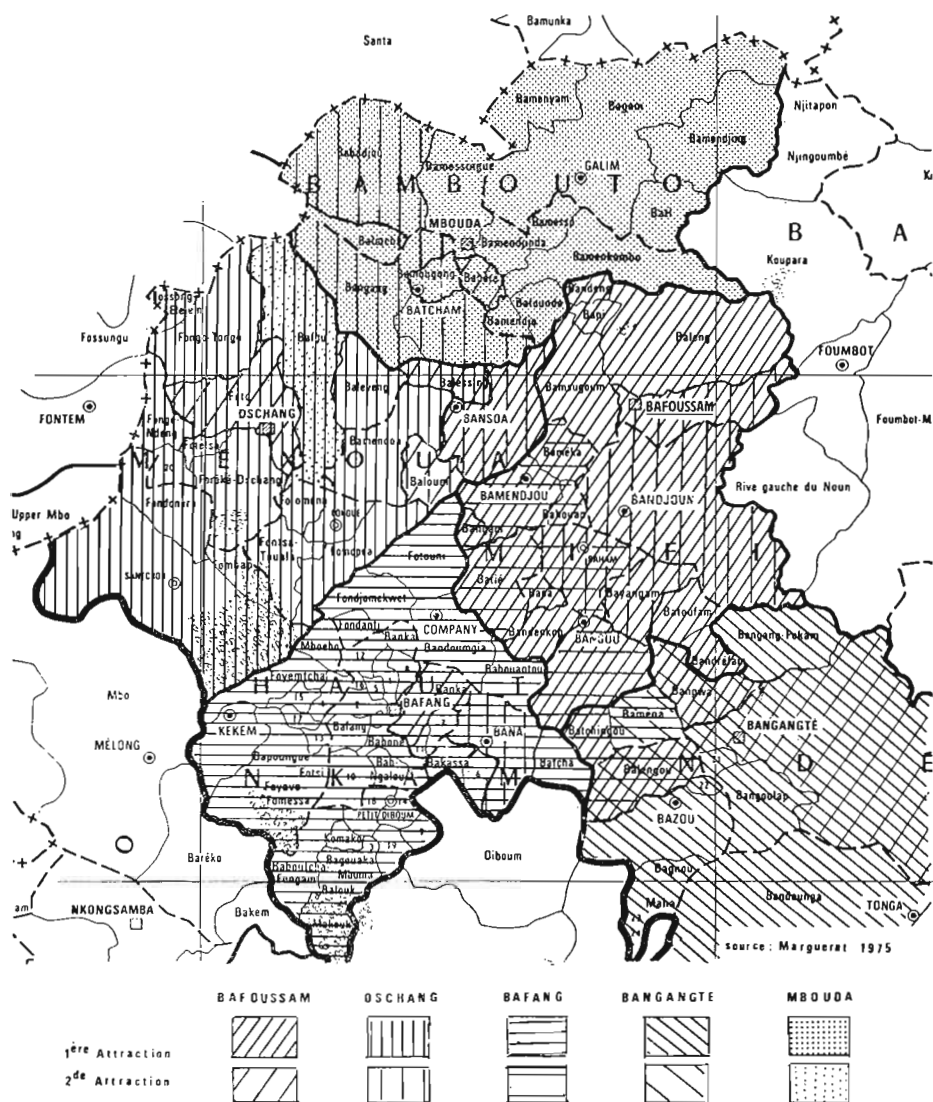


FIG. 43. Attraction électorale des villes bamileké.

La situation de Victoria présente une image tout à fait différente des précédentes. À partir du dépouillement du recensement administratif de 1967, G. COURADE ⁽¹⁾ a montré que sur l'ensemble des citadins 36 % étaient nés dans la ville, 52 % dans la province, 21 % dans celle du Nord Ouest et 17 % au Nigeria, l'Ouest n'étant présent que pour moins de 4 %.

En ne considérant que la population adulte immigrée il note que c'est la province du Nord Ouest qui fournit les effectifs les plus importants (35 %), le Sud Ouest et le Nigeria envoyant chacun un quart des immigrants.

L'auteur de cette étude souligne en outre que « les arrondissements urbains (Bamenda, Mamfe, Kumba) sont ceux qui participent le plus activement au flux migratoire en direction de Victoria... ». Par ailleurs « les arrondissements ruraux les plus touchés par l'émigration vers Victoria sont en même temps ceux qui fournissent les gros bataillons de manœuvres des plantations : Wum et Gwofon » ⁽²⁾. Il note enfin le faible nombre d'immigrés venant des arrondissements marginaux et estime qu'il y a une corrélation entre la densité du réseau routier et le nombre des départs.

Les cheminements migratoires

Les cheminements migratoires, c'est à dire les itinéraires et les étapes parcourus par les migrants, sont mal connus. Dans toute la partie occidentale du Cameroun, l'émigration est suffisamment ancienne maintenant pour que le jeune rural candidat au départ, n'éprouve pas forcément ce besoin d'un relais entre le village et la grande ville. Très souvent pourtant l'itinéraire migratoire est complexe : pour les Bamiléké ce sont les zones rurales du Mungo — où la charge d'un nouvel arrivant est moins lourde qu'en ville — qui constituent ce relais entre le plateau et la ville. À propos de Douala, M. LACAN notait :

« Dans l'ensemble, le chef-lieu du département ne joue qu'un rôle insignifiant dans le cheminement géographique de l'émigré. En fait, seul le Mungo conserve un rôle important avec ses nombreux bourgs et petites villes qui, prises ensemble, sont finalement plus attractives que Nkongsamba et retiennent en particulier les migrants du Nkam et du pays bamiléké » ⁽³⁾.

Dans les provinces anglophones ce sont souvent les plantations qui ont servi de relais entre la campagne et la ville. À Victoria toutefois, sur 50 migrants interrogés par G. COURADE, plus de la moitié sont venus directement en ville.

(1) G. COURADE, 1975, 1979.

(2) G. COURADE, 1979, p. 39.

(3) M. LACAN, 1974, p. 207.

Ces migrations n'ont pas toutes la même physionomie : à Yaoundé par exemple, A. FRANQUEVILLE signalait que dans le quartier Haoussa, les citadins viennent en majorité des trois villes du Nord (Garoua, Maroua, Ngaoundéré) qui ont bien joué là, le rôle de relais et il soulignait aussi le rôle dominant dans les migrations des arrondissements comportant une ville ⁽¹⁾.

Cette propension à émigrer plus fortement dans les arrondissements « préfectoraux » a été mise en valeur, à l'échelon du Cameroun entier par l'étude de Y. MARGUERAT ⁽²⁾ qui note à propos du rapport entre population émigrée en ville et la population totale de l'arrondissement :

« Deux arrondissements non préfectoraux seulement parmi les dix taux les plus forts, et sept parmi les quinze suivants, alors que s'y trouvent les arrondissements contenant les plus grandes préfectures du pays ».

Il convient toutefois, nous semble-t-il, de nuancer cette affirmation sur la sur-émigration des arrondissements préfectoraux par le fait que les originaires d'un département se disent volontiers nés dans l'arrondissement du chef-lieu, surtout si les autres arrondissements sont de création récente.

Par ailleurs, le même auteur souligne combien les zones de plus forte intensité migratoire se trouvent localisées dans le secteur qui connaît le développement économique le plus net :

« Toutes les valeurs supérieures à 400 (émigrés pour 1 000 habitants de l'arrondissement) au nombre de 19 se regroupent sans exception dans la partie sud occidentale du Cameroun francophone dans un quadrilatère Douala-Foumban-Yaoundé-Kribi, soit sur une profondeur de 250 km à partir de la côte » ⁽³⁾.

Avec ces données on aborde un autre aspect des migrations qui est celui des conséquences sur les campagnes. Avant de les examiner, il faut souligner cependant que les chiffres et les réflexions présentés ci-dessus ne concernent qu'un bilan migratoire et ne tiennent pas compte des innombrables « mouvements browniens » qui agitent cette population migrante, comme en témoigne la durée de résidence dans les villes. Dans une enquête remontant à une dizaine d'années, les auteurs notaient qu'à Yaoundé en un an près de 23 % des personnes interrogées avaient changé de domicile et que dans cette ville comme à Abidjan 1/3 des habitants repartaient après moins de deux ans de séjour, et leur conclusion paraît valable pour bien des villes africaines.

« À l'idée parfois implicitement acceptée d'une population homogène et stable, on substituera explicitement l'image plus fidèle d'un noyau de résidents autour desquels gravite une nébuleuse composite, sans cesse renouvelée, dont une partie s'agglomère progressivement au noyau tandis que l'autre finit, plus ou moins rapidement, par s'en éloigner » ⁽⁴⁾.

(1) A. FRANQUEVILLE, 1972.

(2) Y. MARGUERAT, 1975.

(3) Y. MARGUERAT, 1975, p. 24.

(4) L. ROUSSEL, F. TURLLOT, R. VAURS, 1968.

Tableau n° 10

DURÉE DE RÉSIDENCE DES CITADINS NÉS HORS DE L'ARRONDISSEMENT

DÉPARTEMENT	POPUL. URBAINE	RÉSIDENT DEPUIS LA NAISSANCE		ONT CHANGÉ D'ARROND.	DURÉE DE RÉSIDENCE DES IMMIGRÉS			
		N	%		moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	plus de 10 ans
BUI	14 104	10 699	75,86	3 405	19,94	39,06	17,83	23,17
DONGA-								
MANTUNG	8 259	6 386	77,32	1 873	21,73	48,69	11,05	18,53
MENCHUM	35 751	31 375	87,76	4 376	14,79	46,05	19,90	19,26
MEZAM	67394	46 305	68,71	21 089	18,35	44,47	19,07	18,11
MOMO	11 081	8 061	72,75	3 020	22,25	47,65	16,66	13,44
BAMBOUTOS	15 888	8 729	54,94	7 159	20,18	44,73	18,63	16,45
BAMOUN	46 030	36 494	79,28	9 536	15,60	36,76	20,16	27,49
HAUT NKAM	40 976	25 581	62,43	15 395	10,76	34,04	19,79	35,41
MENOUA	24 057	16 269	67,63	7 788	18,08	43,21	18,94	19,77
MIFI	67 312	37 800	56,16	29 512	15,16	41,82	20,80	22,22
NDE	22 593	16 647	73,68	5 946	17,25	42,48	17,99	22,27
FAKO	83 737	45 317	54,12	38 420	11,11	35,73	22,87	30,28
MANYU	15 107	11 912	78,85	3 195	15,37	47,70	21,63	15,30
MEME	67 394	35 753	53,05	31 641	11,64	35,20	19,70	33,46
NDIAN	20 754	10 927	52,65	9 827	21,06	42,46	21,93	14,54
MOUNGO	182 505	84 937	46,54	97 568	9,95	29,51	17,96	42,58
DOUALA	395 813	152 755	38,59	243 058	13,10	37,88	22,00	27,02

Source : RGPH 1976 (listings mécanographiques).

Dans les villes de l'ouest (cf. tabl. n° 10) cette mobilité est aussi la règle dans la majorité des cas : d'une manière générale, plus de la moitié de la population réside en ville depuis moins de cinq ans (le pourcentage réel est même plus élevé si l'on tient compte du fait que le recensement n'a retenu comme immigrées que les personnes nées à l'extérieur de l'arrondissement et a donc éliminé de ce fait les citadins nés en campagne mais dans le même arrondissement que la ville). Les exceptions à ce schéma ne concernent que quatre départements : le Haut Nkam où chaque centre urbain recrute en priorité dans son arrondissement, et Fako, Meme, Mungo qui sont des départements très urbanisés où la ville est souvent le point d'aboutissement de personnes qui ont déjà travaillé un certain temps dans les plantations ou les zones de colonisation. Ce sont celles également où l'existence des villes bien établies est la plus ancienne.

Les conséquences sur les campagnes

L'exode rural, au Cameroun, est un thème fréquent de discours officiels et il est souvent perçu en termes négatifs de campagnes saignées progressivement par des villes boulimiques. Qu'en est-il au juste de cette déperdition de population au profit, essentiellement, des villes ? Les départs appauvrissent-ils les campagnes ou sont-ils au contraire une soupape de sûreté atténuant la pression des fortes densités et épongeant un excédent démographique notable ?

Examinons tout d'abord quelques données concernant les années 1967 et 1976 (cf. tabl. n° 11). En neuf ans, la population totale du Cameroun s'est accrue en moyenne de plus de 3 % par an et celle des villes de près de 7 %. Quant à la population urbaine elle est passée de 23 à 28 % de la population totale. Ce dernier chiffre est relativement modéré, mais, il est le résultat de situations régionales très diverses. Trois provinces se distinguent par des taux d'accroissement très élevés de leur population globale : le Littoral (3,65 %), le Nord Ouest (3,7 %) et le Nord (4,1 %). Le premier cas est lié à la croissance continue de Douala, mais dans les deux autres provinces, où la mortalité infantile est encore très élevée et le développement économique moins avancé que dans le reste du pays, il faut voir dans ces chiffres davantage le résultat d'un meilleur dénombrement de la population que d'une croissance démographique spectaculaire (il n'y a pas eu en effet d'apport migratoire notable dans ces provinces). Les taux d'accroissement urbains par contre sont sans doute plus faibles globalement et l'on peut souligner la croissance spectaculaire de la population urbaine du Nord et de l'Est : les dimensions humaines de ces deux régions ne sont pas comparables mais elles avaient en commun, jusqu'à une date récente, d'avoir des villes à croissance modérée. Dans le Nord cette croissance récente est due à la fois aux trois principales villes (Garoua, Maroua et Ngaoundéré passent de 78 051 habitants en 1967/68 à 158 155 en 1976 soit une croissance moyenne annuelle de 9,2 %) mais aussi à la multiplication des petits centres administratifs. Il faut ajouter toutefois, que lors du recensement national de 1976 on a intégré dans la population urbaine de gros villages dépassant parfois les 5 000 habitants mais n'ayant rien « d'urbain » (ni fonctions administratives, ni équipement tertiaire important). Par contre, nous l'avons déjà évoqué à propos de Mokolo, il n'est pas évident que la population urbaine ait si peu augmenté dans le Margui Wandala et le Mayo Danaï ni que les taux d'urbanisation aient diminué entre 1967 et 1976 dans ces deux départements. Des explications analogues peuvent être avancées pour la province du Nord-Ouest.

On est frappé par contre de l'accroissement faible de la population urbaine de l'Ouest entre 1967 et 1976 (plus 3,9 % par an). C'est le seul cas où le taux d'urbanisation diminue de 1 %. Là, aucune création administrative nouvelle au cours de la décennie ; par ailleurs, les centres administratifs

Tableau n° 11

POPULATION TOTALE ET POPULATION URBAINE PAR PROVINCE 1967-1976

PROVINCE	POPULATION TOTALE		TAUX Accrois- sement 1967/76 Moy/an	POPULATION URBAINE		Accrois- sement 1967/76	TAUX D'URBANIS.		PART DE LA PROVINCE			
	1967 ⁽¹⁾	1976		1967	1976		1967	1976	POP. TOT.	POP. URBAINE	1967	1976
CENTRE SUD	1 103 791	1 393 608	2,6 %	237 121	463 370	7,7 %	25,67 %	33,25 %	20,30	19,54	21,34	23,11
EST	273 876	342 850	2,5 %	28 086	70 662	10,8 %	16,01 %	20,61 %	5,04	4,81	2,53	3,52
LITTORAL	608 222	841 456	3,65 %	377 602	623 717	5,7 %	63,76 %	74,12 %	11,19	11,80	33,99	31,10
NORD	1 484 456	2 089 791	4,1 %	130 898	307 037	10,8 %	11,14 %	14,69 %	27,30	29,30	11,78	15,31
NORD-OUEST	683 579	914 912	3,7 %	70 402	136 589	8,4 %	10,66 %	14,93 %	12,57	12,83	6,34	6,81
OUEST	784 083	968 856	2,4 %	152 803	216 856	3,9 %	23,31 %	22,38 %	14,42	13,58	13,75	10,81
SUD-OUEST	499 611	580 360	1,8 %	114 047	186 992	6,5 %	25,02 %	32,22 %	9,19	8,14	10,27	9,33
CAMEROUN	5 437 618	7 131 833	3,1 %	1 110 959	2 005 223	6,8 %	23,19 %	28,12 %	100,01	100,00	100,00	99,99

(1) ou 1968 pour quelques départements du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Sources : Tableau de la Population du Cameroun (ORSTOM Yaoundé 1971), R.G.P.H. 1976.

qui étaient gonflés encore en 1967 d'une population rurale réfugiée se sont vidés dans les années suivantes : exemples Bamendjou 7 200 habitants en 1967, 3 200 en 1976 ; Bazou 7 300 habitants en 1966, 6 100 dix ans plus tard ; Bangou 4 400 habitants en 1967, 2 600 en 1976. À quoi il faut ajouter, nous l'avons déjà dit, une sous-évaluation dans l'extension spatiale de quelques villes du pays bamiléké.

À ces réserves près, on peut dire que le Cameroun connaît une croissance urbaine relativement équilibrée entre ses provinces et n'est pas dans une situation aussi critique que bien des pays où règnent la « macro-céphalie » d'une seule grande ville, port et capitale. On en voit une preuve dans la part que détiennent les quatre provinces étudiées plus spécialement ici : pour la population totale elle est à peu de choses près la même en 1967 (47 %) et 1976 (46 %), mais malgré la présence de quelques unes des villes les plus importantes, elle ne comprend plus que 57 % de la population urbaine contre 64 % en 1967.

Les taux d'urbanisation par département sont en général en légère progression de 1967 à 1976 (cf. fig. n° 45 et 46). Mais les exceptions méritent d'être relevées : dans l'Ouest, Ménoua et Bamoun passent respectivement de 16 à 12 % et de 29 à 23 %. Or, la population totale de ces deux départements s'est accrue entre les deux dates de 2,7 et 3,4 %. La population urbaine elle, n'a augmenté que de 0,9 % pour le Bamoun (mais à Foumbot, on n'a pas recensé le même périmètre urbain, la population de cette ville, dans ses limites de 1967 serait de 18 000) et elle aurait diminué de 0,45 pour la Ménoua (avec les réserves qu'impose ici le recensement de Dschang).

Hors de la région, à noter l'uniformisation des taux de la partie méridionale du pays, et le vide que crée autour d'elle Yaoundé (entre les deux recensements on a créé le petit département du Mfoundi qui isole la capitale) alors que l'on note tout autour de Douala des taux d'urbanisation élevés, mis à part le cas du Nkam, de plus en plus exsangue.

Trois départements sont en situation démographique déclinante :

la Ndian.....	74 217 habitants en 1968,	74 180 habitants en 1976
le Ndé.....	83 547 — 1967,	67 942 — 1976
le Nkam.....	36 151 — 1967,	34 373 — 1976

Nous dirons peu de choses de la Ndian, peuplée pour une large part de Nigerians, population flottante (si l'on peut dire !) de pêcheurs, mais aussi de travailleurs de plantations dont beaucoup ont dû échapper aux recensements. Paradoxalement, le taux de population urbaine a fait un bond en avant de 5 à 28 %. Mais en 1976 on a relevé près de 5 000 habitants à Mundemba, la préfecture, englobant là à l'évidence l'ensemble des travailleurs de Pamol Estate qui résident souvent dans des camps et ne constituent pas une population urbaine à proprement parler. D'autre part, on a donné 10 000 habitants à Isangele Town, confondant sans doute, l'ensemble de l'arrondissement avec la sous-préfecture.

Ndé et Nkam par contre sont mieux connus et de plus longue date. Leur décroissance est liée à la puissance de l'exode rural. Si le département du Ndé a perdu en moyenne plus de 1 700 personnes par an, ce sont surtout ses campagnes qui se sont appauvries, la population urbaine a diminué

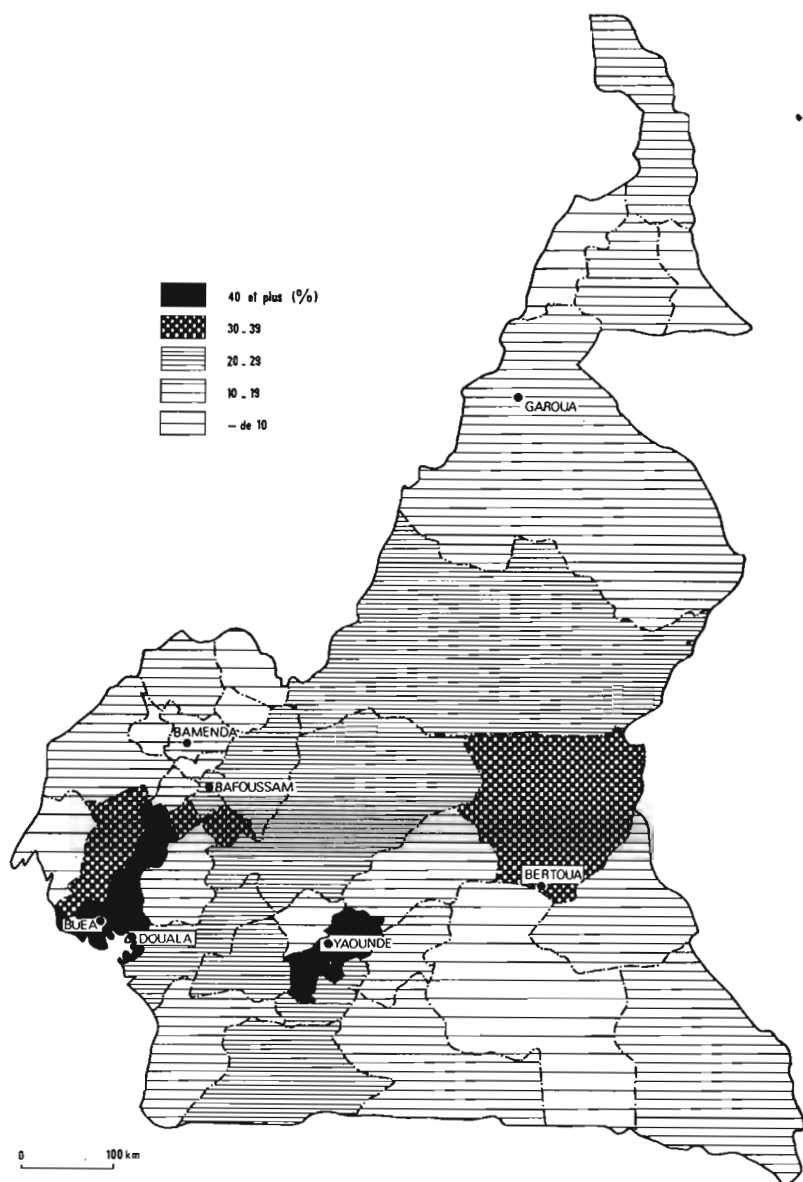


FIG. 44. Taux d'urbanisation 1967.

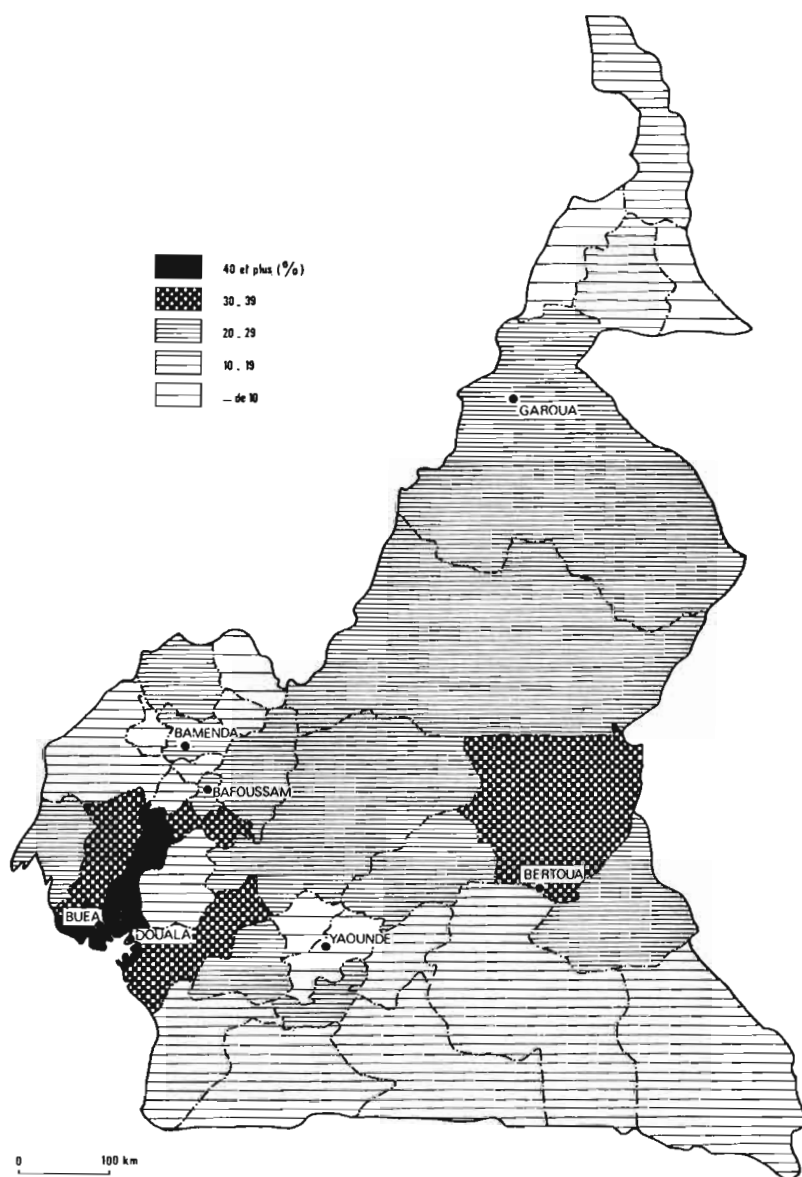


FIG. 45. Taux d'urbanisation 1976.

elle-aussi, mais dans des proportions moindres : 24 680 habitants pour Bangangté, Tonga, Bazou en 1966, 22 590 dix ans plus tard. Il s'oriente sur la même voie que le Nkam ⁽¹⁾ que les décennies précédentes ont déjà vidé de l'essentiel de sa population au profit de Douala. La stagnation de Bangangté (qui perd 200 habitants en dix ans) est à l'image de son département et l'on peut se demander si l'on n'a pas atteint un point de « non-retour » au sens propre du terme, dans la mesure où les émigrés ne songent pas à faire dans leur région de départ des investissements comme cela se pratique dans les autres villes bamiléké. On ne peut fournir impunément près de 13 % des citoyens de Douala.

Le bilan n'est pas aussi négatif pour les autres départements de l'ouest. Plusieurs ont même des taux d'accroissement élevés, supérieurs à une croissance démographique normale mais les chiffres de la Menchum (plus 5,6 % par an) et de Donga Mantung (plus 5 %) sont dûs pour l'essentiel, vraisemblablement à de meilleurs dénombrements qu'en 1967/68. Le taux des Bamboutos (4 %) est également élevé, le département est nettement moins touché que les autres par l'émigration. Bamoun et Mezam (3,4 et 3,1 %) sont également en forte croissance et sans doute bénéficient-ils d'une immigration rurale en sus de leur démographie propre. Quant aux autres, ils connaissent des taux voisins de 2 % par an qui leur permettent à la fois d'augmenter leur population rurale et de donner des effectifs notables à l'émigration. Seul le département du Haut Nkam, 1,5 % seulement de croissance annuelle est peut être en train de prendre la même orientation que le Ndé ; plus particulièrement les arrondissements de Bafang (plus 0,9 % seulement malgré la présence de la ville) et de Bana (plus 0,7 %). De même l'arrondissement de Bangou dans la Mifi est lui aussi en diminution régulière de 0,2 % par an.

Y. MARGUERAT a calculé que 90 % des migrants du Ndé quittent leur département, de même que 74 % de ceux de la Mifi, 71 % du Haut Nkam et 64 % de l'ancienne Bamenda Division ⁽²⁾. Mais le résultat est tout différent dans le Ndé et la Mifi : dans le premier, il y a dépérissement progressif alors que dans le second, l'émigration n'empêche pas une croissance démographique élevée.

Ce risque de dépérissement démographique est celui que court la partie méridionale du plateau bamiléké, celle qui en fait connaît déjà les conditions agricoles les moins favorables. Les arrondissements de Fokoué, Company, Bafang, Bana, Bazou et Bangangté sont pour une bonne part sur le socle et leurs sols sont souvent médiocres. Bana et Bangangté mises à

(1) Reprenons ici les remarques déjà faites sur ce département par A. FRANQUEVILLE :

« Il faut voir dans cette régression généralisée la conséquence de la période de troubles qui a précédé et suivi l'Indépendance, mais on peut penser que ces troubles n'ont fait qu'amplifier un mouvement d'émigration vers Douala déjà sensible auparavant. Une bonne partie de la population s'est regroupée dans les petites villes de Yabassi, Yingui, Ngambé et surtout à Douala où existe d'ailleurs un quartier « Yabassi ». La majorité des habitants de l'arrondissement de Yingui se trouve actuellement soit rassemblée au chef-lieu dont la population a été ainsi multipliée par 7 en 10 ans, soit émigrée à Douala. Le canton Lognanga n'a plus d'existence sur le terrain ; de même toute la population du canton Ndogbiakat est regroupée dans des villages situés à la limite nord ».

A. FRANQUEVILLE, 1973, p. 39.

(2) Y. MARGUERAT, 1975, p. 34.

FLUX : LA CIRCULATION DES HOMMES ET DES BIENS

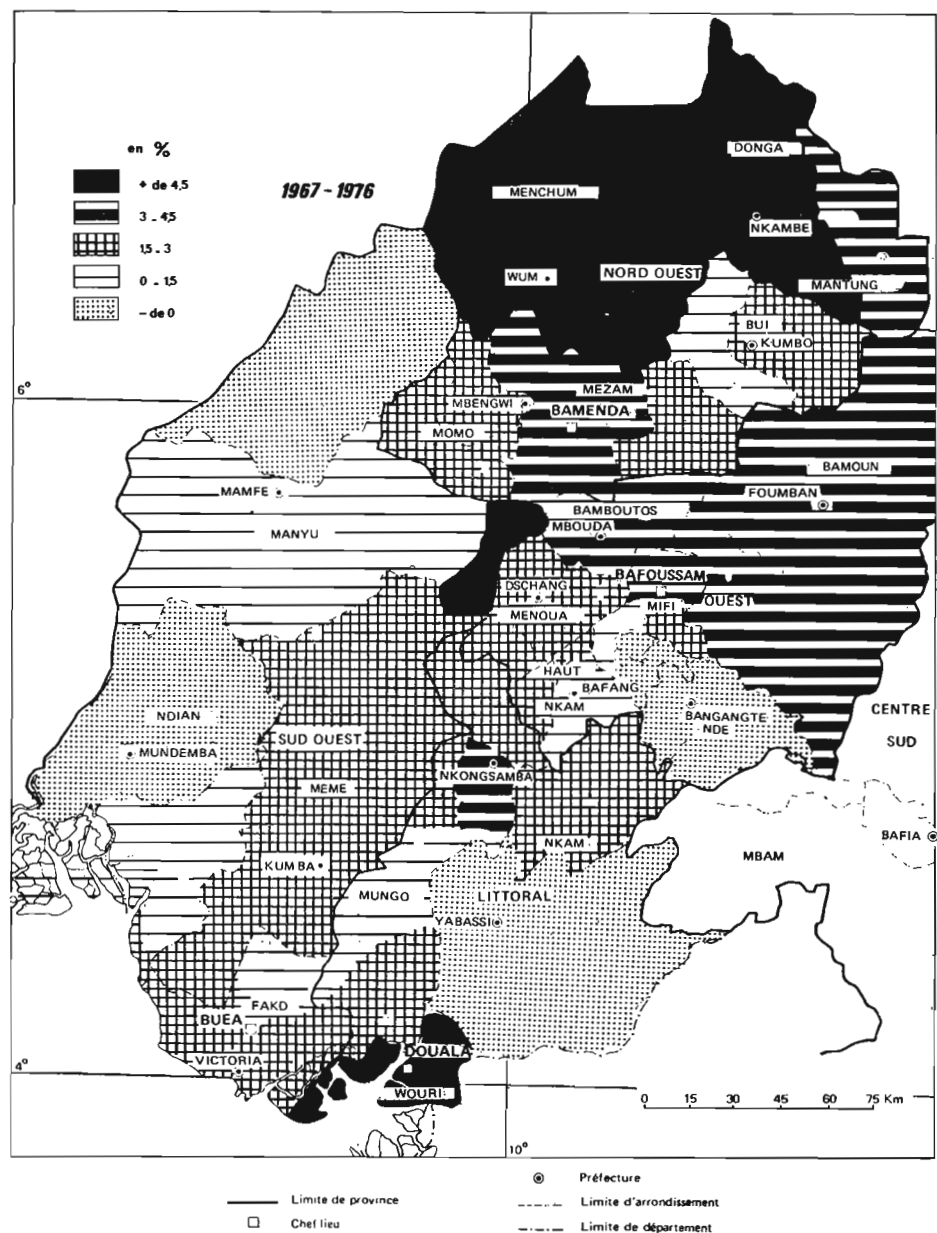


FIG. 46. Taux d'accroissement moyen annuel par arr. 1967-76.

part, les chefferies méridionales sont généralement de petite taille, moins bien structurées, et moins solides que celles du nord et de l'est. L'ancienneté de la migration, en outre, a fait qu'une seconde génération de Bamiléké nés ailleurs que dans leur chefferie éprouve moins le besoin que la précédente de maintenir des liens étroits avec la campagne ⁽¹⁾.

Retours moins fréquents des individus, retours moindres aussi des investissements expliquent que la ville de Bangangté ait une allure peu brillante. Un résultat qui était ainsi analysé dans un mémoire d'un jeune géographe de l'Université de Yaoundé :

« La façon de concevoir l'émigration est plus dangereuse pour les ressortissants de Bangangté et sa région... les autres originaires des Hauts Plateaux reviennent chez eux temporairement et même définitivement. Ils investissent... Ceux de Ndé ne s'intéressent pas à leur région » ⁽²⁾.

Une conséquence dramatique de cette émigration urbaine aurait été selon certains la rébellion elle-même des années 1960. Cette émigration concerne généralement selon J. HURAUULT des enfants :

« La plupart de ces enfants et adolescents sont hébergés par une sœur mariée, un oncle maternel, parfois un simple camarade. Ils sont élevés hors de toute discipline et souvent livrés sans défense aux influences anti-sociales de la ville. Parvenu à l'âge adulte, l'émigré se trouve en présence d'un monde sans pitié, où l'argent règne en maître, où les faibles ne bénéficient d'aucun soutien et d'aucune garantie. Un clivage se produit, beaucoup plus net que dans la société coutumière entre riches et pauvres. Les uns deviennent planteurs ou commerçants, les autres manœuvres, sans grand espoir de sortir de leur condition. Des sentiments de haine et de frustration se développent parmi ces « émigrés ». Ils sont à l'origine des troubles de la période de 1958/62 » ⁽³⁾.

Nous ne partageons pas l'avis de l'auteur ni sur l'origine des troubles en pays bamiléké, ni sur l'abandon de l'émigré en ville, mais son opinion méritait d'être citée et est un bon témoignage d'un sentiment assez répandu sur la « ville source de tous les maux ».

Dans d'autres parties du Cameroun, des enquêtes ont montré l'ampleur de ces départs de la campagne. Travaillant sur deux villages qui avaient fait l'objet d'études de terroirs 11 et 12 ans plus tôt, A. FRANQUEVILLE a montré clairement combien ils étaient bouleversés par les phénomènes migratoires ⁽⁴⁾. L'un et l'autre sont situés en bordure d'une voie de communication bien fréquentée : le chemin de fer met Mom en relation facile avec Yaoundé et Douala, la route nationale du Nord et, accessoirement,

(1) Dans la Haute Sanaga, J. TISSANDIER note un autre cas de dépeuplement : la population rurale y est passée de 53 000 habitants en 1923 à 33 000 en 1967, les villages les plus atteints étant ceux que traverse la route : ils ont perdu plus du quart de leur population entre 1947 et 1957. J. TISSANDIER, 1972.

(2) E. NGANSO, 1977.

(3) J. HURAUULT, 1970, p. 21.

(4) A. FRANQUEVILLE, 1978.

J. CHAMPAUD, 1970.

J. TISSANDIER, 1969.

la voie ferrée via Nanga Eboko relie Zengoaga à Yaoundé. Dans ces deux cas plus de la moitié de la population de 1975 n'était pas présente lors de l'enquête précédente et les 2/3 de ces nouveaux étaient des immigrés, l'autre tiers étant constitué par les naissances entre les deux dates. Dans le même temps, l'émigration est également importante, plus de la moitié (53,5 %) des habitants de Mom en 1963 ont quitté le village, et près du quart (22,5 %) en ont fait autant à Zengoaga (dans ce dernier cas les hommes de 20 à 44 ans absents du village sont plus nombreux que les présents).

Dans le département de la Lékié, proche de Yaoundé A. FRANQUEVILLE ⁽¹⁾ a noté que parmi les chefs de famille interrogés (plus de 2 000) les 2/3 avaient vécu un temps hors de chez eux ⁽²⁾. Chez les Eton (ethnie dominante dans ce département) comme chez les Bamiléké, le courant majoritaire se dirige vers les villes (45 % vers Yaoundé, 13 % vers Douala) alors qu'il était autrefois orienté davantage vers les plantations et les exploitations forestières. Et il fait les mêmes constatations qu'à Mom ou Zengoaga : les villages « sont en passe de devenir des villages-dortoirs, des villages de retraités ou des villages d'aigris que la ville a rejetés ».

Ces remarques valent pour la région de Yaoundé, mais ne décrivent pas la situation moins catastrophique, nous y reviendrons, qui prévaut dans les régions occidentales.

Les motivations des migrations

Ces mouvements massifs à l'échelle du Cameroun, à quelles motivations répondent-ils ?

Il existe une littérature abondante sur le caractère magique de la ville, l'attraction des lumières, des plaisirs et la facilité. À titre d'exemple, on pouvait lire il y a quelques années dans Cameroon Tribune, sous le titre « l'attrait des villes : ce miroir aux alouettes qui engendre l'exode rural », les phrases suivantes :

« Les multiples possibilités de distractions dans les villes fascinent les jeunes ruraux qui pensent trouver plus de bonheur ailleurs que dans leur village. Ils oublient souvent que pour aller au cinéma, visiter les étalages des grands magasins, il faut avoir de l'argent ; et pour en gagner il faut travailler » ⁽³⁾.

Par delà ce sentiment, il importe de cerner ce qui pousse les paysans, et plus particulièrement les hommes jeunes à quitter la campagne.

(1) A. FRANQUEVILLE, 1971 et 1972.

(2) A un millier de kilomètres au Nord, G. PONTIE sociologue à l'ORSTOM fait la même constatation et a noté que chez les Guiziga 1/3 seulement des chefs de famille n'avaient jamais quitté leur village de naissance et que plus de la moitié (55 %) ont effectué 2 ou 3 mouvements migratoires ou plus. (G. PONTIE, 1973, p. 209).

(3) CAMEROON TRIBUNE, 3 juillet 1974. Casimir DATCHOUASOUPA.

Les premières raisons des migrations sont à rechercher dans l'organisation même de la société traditionnelle. Les sociétés africaines sont généralement des sociétés gérontocratiques et une série de tutelles s'exerce sur les jeunes, de façon suffisamment pesante bien souvent, pour qu'ils aient envie de les fuir. À l'occasion d'une monographie sur la ville de Bangangté ⁽¹⁾, un étudiant voit même dans l'administration traditionnelle la cause principale des départs, bien plus que la pauvreté de la terre ou la paresse des jeunes. Dans un ouvrage déjà ancien consacré à Bandjoun, le R. P. A. ALBERT soulignait les motivations spécifiques des migrations de chrétiens :

« Pour échapper à l'arbitraire des chefs, aux vexations de leur famille et des notables, pour fuir toute une ambiance hostile, nos chrétiens, nos catéchumènes s'en vont vers des centres plus évolués, où l'on puisse être chrétiens avec impunité... L'exode continue et continuera tant que les cadres puissants de l'organisation politico-religieuse de la chefferie n'auront pas été plus sérieusement ébranlés » ⁽²⁾.

À l'inverse, c'est plutôt la dégradation des cadres traditionnels que S. KAME met en accusation :

« Si, dis-je, les jeunes Bamiléké ne se trouvent plus à l'aise dans leur région et si la plupart d'entre eux la fuient, c'est dans la rupture des cadres traditionnels qu'il faut en chercher la raison.

« Ces cadres dégradés sous l'influence combinée de l'administration et des missions catholiques et protestantes n'offrent plus aucun charme, aucune jouissance spirituelle à la jeunesse... lorsque les institutions coutumières fonctionnaient d'une façon harmonieuse... la jeunesse avait conscience d'occuper utilement une place... Aujourd'hui son milieu natal n'est ni réellement coutumier, ni « moderne ». Sous tous les rapports il ne présente presque plus d'attrait. On comprend que dès lors, l'ennui, la lassitude, la tristesse même, les contraignent à s'évader, à vouloir se recréer dans d'autres milieux » ⁽³⁾.

Ces sentiments négatifs portés sur les institutions sont loin d'être partagés par J. HURAUULT qui se fait un fervent défenseur des structures bamiléké. Cet auteur insiste à juste titre, sur l'un des traits essentiels de la société qui en fait un facteur puissant d'émigration, c'est le mode d'héritage.

Dans une famille en effet, nous l'avons vu, un héritier unique est choisi qui dispose de l'ensemble des biens légués par son père (et cet héritier est rarement l'aîné). Les autres frères sont donc réduits à demander un terrain à leur frère héritier, mais ils ne peuvent alors espérer aucune promotion sociale et économique. Ils peuvent aussi demander une terre au chef de groupement ou à un chef voisin, mais les espaces disponibles sont maintenant rares sur le plateau. Le plus souvent, c'est donc le départ lointain qui est choisi. Ainsi chaque changement de génération met sur le « marché migratoire » en quelque sorte un nombre important d'individus, la majorité des « non-héritiers », qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour réussir. Et, bien évidemment, les jeunes n'attendent pas la mort

(1) E. NGANSO, 1977.

(2) A. ALBERT, 1943, p. 264.

(3) S. KAME, 1956 cité par C. TARDITS, 1960, p. 95.

de leur père pour aller chercher fortune ailleurs, c'est même pour eux un moyen d'être désignés comme héritier s'ils font preuve de leur réussite économique.

Ce système de l'héritage est le même pour les sociétés voisines de la province du Nord-Ouest et a le même effet positif sur les départs. Lors d'une enquête sur la population de Ndu en 1969, on a remarqué que les travailleurs de la plantation étaient en général les enfants non-héritiers ⁽¹⁾.

Une situation voisine est d'ailleurs décrite par G. ROCHETEAU pour les Wolof du Sénégal. Là, ce sont les aînés qui sont héritiers et les cadets leurs sont subordonnés. Les conflits sont fréquents et ils n'ont que deux solutions : l'émancipation des cadets ou l'éclatement du groupe.

« En tout état de cause cependant, l'émancipation sur place est rarement appliquée en faveur du cadet célibataire dans la mesure où il n'est guère admis en milieu traditionnel qu'un adulte masculin assure lui-même la tenue de son foyer (préparation des repas, ménage). La migration est donc, ici, la solution la plus « normale » ⁽²⁾.

Parmi les contraintes autoritaires, il faut également citer celles de l'administration, du moins du côté francophone, et rappeler l'obligation faite en temps de troubles aux populations de se rassembler dans de vastes regroupements. C'était là aussi un facteur d'encouragement au départ, soit vers le maquis, soit vers des lieux moins perturbés ⁽³⁾ qui s'ajoutait à l'insécurité générale régnant alors.

Mais par delà tous ces facteurs, l'essentiel et le plus permanent, est bien la recherche d'un mieux être économique. Motivation première que soulignait déjà en 1938 un voyageur britannique :

« More and more, the young men are leaving their homes to work elsewhere. This is partly due, no doubt, to the greater excitement of life in a place like Douala, and the greater degree of independence possible to a young man working away from home, driving a lorry or growing bananas for some white man. But economic necessity is mainly responsible for the exodus. At home a young man can get land, but that is about all. There is little money to be made and money is becoming more and more necessary » ⁽⁴⁾.

En dépit de tout ce que l'on peut écrire et dire sur le chômage dans les villes, et sur l'inadéquation entre les emplois offerts et les migrants, la recherche de revenus réguliers et d'un emploi stable pousse toujours les jeunes à quitter leurs champs, même s'ils doivent vivre une période plus ou moins longue de difficultés.

Parmi les facilités de promotion sociale qu'offre la ville figure aussi l'équipement scolaire ou sanitaire, et l'envoi d'enfants au collège, hébergés

(1) S. NDOUMBE MANGA, 1970.

(2) G. ROCHETEAU, 1975 (*Société Wolof et mobilité*, Cah. ORSTOM Sci. Hum. XII, I, 1975, p. 318).

(3) *Contrainte administrative qui s'est exercée dans bien d'autres lieux du Cameroun : déplacements des habitations vers les routes, dans le sud camerounais, regroupements en pays bassa durant la rébellion upéciste, obligation faite aux montagnards de l'arr. de Mora en 1963 de quitter leurs massifs pour s'installer dans la plaine.*

(4) E. C. E. EGERTON, 1938, p. 123.

souvent chez un parent, est le premier stade d'une émigration qui dans ce cas, risque de se prolonger longtemps. La diffusion considérable de l'enseignement primaire depuis l'Indépendance a notablement accru cette propension à émigrer. Les cartes établies par Y. MARGUERAT montrent un parallélisme frappant entre le « taux de mobilité », c'est à dire la propension à émigrer, et le taux de scolarisation primaire.

Les motivations économiques, nous l'avons dit, sont essentielles, et il est vain de vouloir retenir à la terre de jeunes paysans sans revalorisation substantielle des revenus agricoles. Mais cette motivation varie selon les sociétés en fonction du « projet » du candidat à la migration. À taux de rémunération égale, certaines sociétés envoient des migrants vers les plantations (exemples : les Toupouri du Diamaré vers la SOSUCAM, ou les populations du Nord-Ouest vers les plantations de la SOCAPALM) d'autres s'y refusent comme les Eton de la Lékié ou les Bamiléké. Le travail des plantations n'est pas quelque chose d'attractif. Il est certes peu rémunéré, mais un peu partout les dirigeants sont obligés de donner à leurs travailleurs, sous forme de primes ou d'avantages matériels, plus que le salaire minimum agricole garanti (SMAG). C'est beaucoup plus l'absence de promotion qui est en cause (car si on trouve peu de Bamiléké ou d'Eton parmi les coupeurs de régimes ou de cannes, ils sont présents parmi les ouvriers d'usines, les contremaîtres ou les conducteurs d'engins) ainsi que la possibilité de réaliser un projet personnel. Le salariat, pour le Bamiléké, n'est considéré le plus souvent que comme une étape, un moyen d'accumuler un petit capital avant de le faire fructifier pour son propre compte, que ce soit sous forme d'une plantation ou d'une entreprise moins modeste.

G. COURADE fait des remarques analogues au sujet des travailleurs des plantations du Fako.

« Entre 1959 et 1964 on assiste à une compression du personnel : près de 4 000 Nigériens sont licenciés et 900 postes nouveaux sont occupés par des Camerounais. Pourtant plus de la moitié du personnel a été renouvelée. Un travailleur ne reste pas longtemps dans un domaine de plantation. Or dans trois cas sur quatre c'est là qu'il a son premier emploi salarié. Que devient-il ensuite ? Beaucoup de travailleurs souhaitent retourner chez eux reprendre une ferme ou faire du commerce. Cependant un certain nombre d'habitants du Fako avait travaillé dans les plantations » (1).

CONCLUSION

Ainsi les migrations apparaissent-elles comme un phénomène de masse. Prenant le relais de très anciens échanges d'hommes et de biens, elles ont été accélérées par la colonisation en fonction de ses besoins de main-d'œuvre. Travaux publics, chantiers forestiers, plantations ont été les principales destinations, parfois obligées, des travailleurs recrutés quelquefois très loin. Puis les migrations ont pris en quelque sorte leur autonomie et se sont orientées vers les zones de colonisation agricole. Ce n'est que dans la période

(1) G. COURADE, 1974, p. 102.

la plus récente qu'elles ont envahi massivement les villes, au grand dam cette fois d'une administration impuissante à endiguer le flux. Facilitées par des excédents démographiques notables, et par des structures sociales qui poussent à la mobilité, elles posent de nos jours des problèmes considérables, à la fois dans les villes mal préparées à les recevoir, et aussi dans certaines campagnes qui, au terme de plusieurs décennies d'émigration intense se retrouvent exsangues.

Mais après avoir vu les divers cheminements de l'homme vers les villes, il convient de s'attarder sur la situation de l'homme dans la ville.

CHAPITRE VI

LES HOMMES DANS LA VILLE

Nous avons vu précédemment comment et pourquoi les hommes quittent les campagnes pour se diriger vers les villes. Processus, étapes et motivations sont divers. Mais le résultat patent, c'est l'accumulation dans des centres urbains de toutes tailles d'un nombre de personnes de plus en plus grand. Il est indispensable d'examiner ce que sont et ce que deviennent ces hommes vivant dans les villes, leur nombre et leurs caractères démographiques, mais aussi leurs structures sociales. Autant d'éléments qui ne peuvent être examinés qu'en comparaison avec la situation de la campagne et apporteront un élément de réponse à la question : les villes sont-elles la projection de la campagne dans un milieu différent ou bien le lieu d'élaboration d'une société nouvelle ?

Démographie Urbaine

Les sources

À défaut d'un état civil encore déficient (bien qu'en ville on puisse estimer que la plupart des naissances soient désormais enregistrées, avec la réserve que de nombreuses femmes préfèrent retourner chez elles pour accoucher) ce sont les études démographiques et les recensements qui seront ici utilisés. Le recensement administratif de 1967 (1966 ou 1968 pour certains arrondissements) effectué par l'administration territoriale avec une inégale rigueur, donne peu de renseignements proprement démographiques, hormis les principales catégories de population (groupes d'âges et répartition par sexes) il est utile surtout pour les effectifs globaux donnés pour chaque localité (il sera désigné ci-dessous par l'abréviation R.A. 1967). Quelques années auparavant le Service de la Statistique avait confié à la S.E.D.E.S. ⁽¹⁾ la réalisation d'enquêtes démographiques par sondages, moins précises pour les effectifs, mais beaucoup plus détaillées pour les taux proprement démographiques. Ces enquêtes (désignées par l'abréviation E.D. suivie de la date) ont eu lieu respectivement en 1964/65 pour la ville de Douala (faisant suite à une enquête identique sur Yaoundé en

(1) Société pour l'Étude du Développement Économique et Social.

1962), en 1964 pour le Cameroun Occidental (provinces actuelles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) et en 1965 pour le pays bamiléké et les départements limitrophes c'est-à-dire la province de l'Ouest, le département du Mungo, la plaine tikar (district de Bankim dans l'Adamaoua et quelques villages de l'arrondissement de Yoko, département de Mbam), l'arrondissement de Ndikiniméki (Mbam) et l'arrondissement de Yabassi (Nkam). Cette dernière enquête toutefois n'a donné lieu qu'à un rapport provisoire en présentant les principaux résultats. Enfin plus récemment, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat qui s'est déroulé en avril 1976 (R.G.P.H. 1976), donne pour la première fois des indications détaillées sur les effectifs globaux de population et sur les divers taux démographiques. Cependant les résultats définitifs ne sont pas tous publiés au moment de la rédaction de cet ouvrage, et nous ne pouvons donc en utiliser que certains éléments. D'autre part, il est difficile dans certains cas d'isoler la population des villes dans la mesure où les chiffres présentés au niveau du département ou de l'arrondissement sous la rubrique « population urbaine » regroupent en fait toutes les localités qualifiées d'urbaines dans cette circonscription (en théorie les chefs-lieux administratifs et les agglomérations de plus de 5 000 habitants mais des exceptions ont été remarquées dans un certain nombre de circonscriptions et les chiffres donnés recouvrent alors des réalités plus hétérogènes).

Les grands groupes d'âges

La population de l'ouest, comme d'ailleurs celle du reste du pays est une population jeune, et la proportion des moins de 15 ans, par rapport à la population totale, est élevée : par province elle est toujours supérieure à 40 % aussi bien dans les villes que dans les campagnes. La carte traduisant ce phénomène montre à nouveau l'opposition plateaux-zone littorale et le contraste villes-campagnes, avec toutefois des nuances qu'il convient de préciser.

En zone rurale les populations les plus jeunes (plus de la moitié de l'effectif a moins de 15 ans) se rencontrent dans quatre départements de « culture » bamiléké (Bamboutos, Ménoua, Mifi, Mezam) et un département forestier, la Manyu. Les taux d'accroissement naturel y sont élevés et l'émigration importante. Il en est de même des trois autres départements de la province du Nord-Ouest (Momo, Menchum, Donga-Mantung) où les jeunes dépassent les 49 %. Dans la Bui ils sont un peu moins nombreux (47,4 %). Cet ensemble recouvre donc à peu près la zone des plateaux, région d'émigration intense mais où le renouvellement de la population est assuré par cette forte proportion de jeunes.

Dans la zone littorale par contre la proportion de jeunes est moindre : 42,28 % pour la N'dian où résident de nombreux pêcheurs Nigériens et des travailleurs de plantations, 41,46 % pour le Mungo où l'immigration pourtant est ancienne, mais peut être conserve-t-on l'habitude de laisser au village d'origine les enfants les plus jeunes, et en outre le département est devenu une zone de départ.

Les taux intermédiaires (45 %) correspondent à des départements

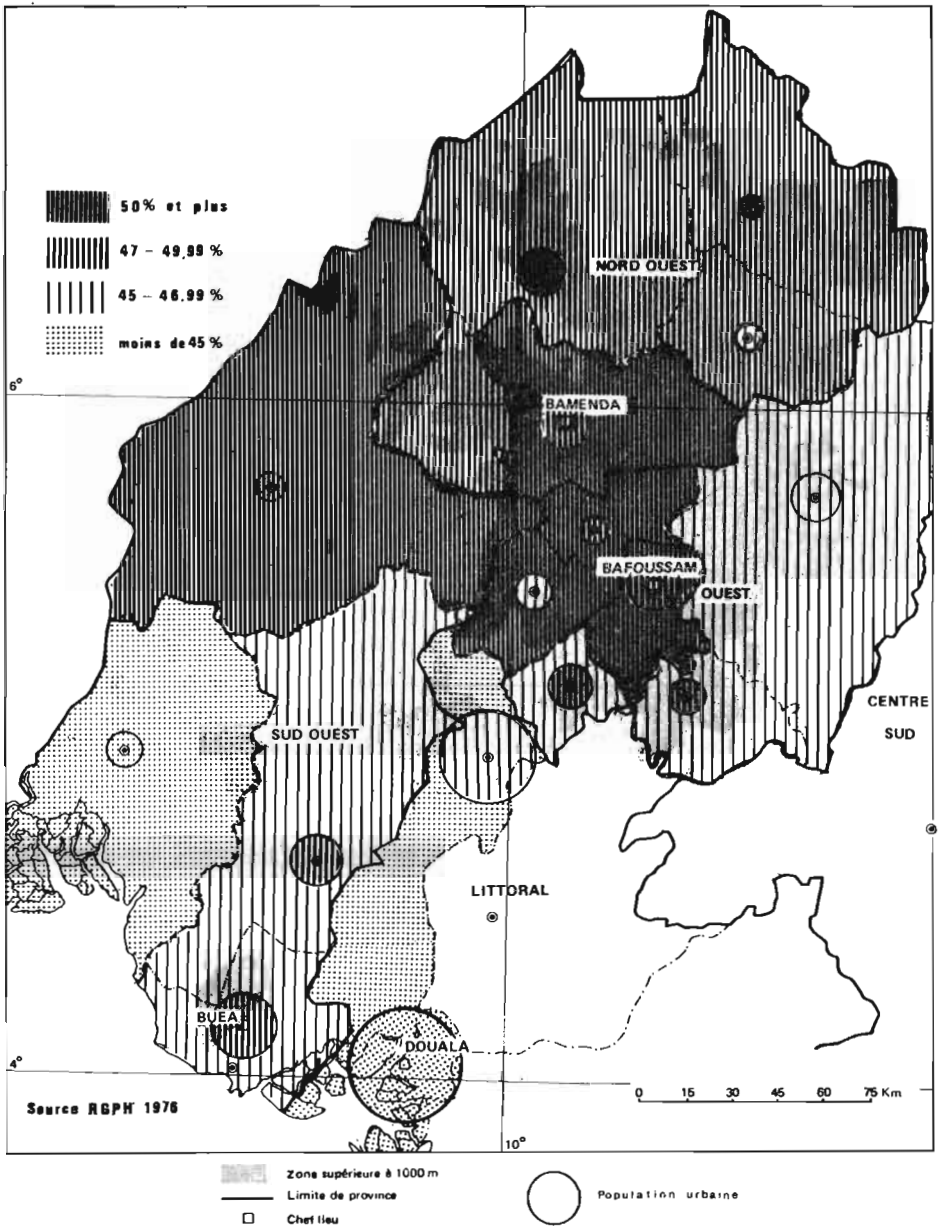


FIG. 47. Nombre de jeunes (% de moins de 15 ans).

bien différents : Ndé et Haut Nkam ont été déjà saignés par l'émigration, et le renouvellement de leur population n'est plus assuré : corollaire de la proportion de jeunes, celle des personnes de 60 ans et plus est de 8,96 % dans le Ndé et de 8,12 % dans le Haut Nkam (pour la population rurale) alors que les personnes âgées ne représentent que 4,91 % de la population des Bamhoutos. Le Bamoun avec 45,85 % de jeunes appartient à la même catégorie, mais la proportion n'est pas là le reflet d'une émigration particulièrement intense, elle est plutôt le résultat d'un dynamisme démographique un peu moindre. Quant au Fako et à la Meme, l'importance de la population immigrée adulte semble être à l'origine d'une proportion de jeunes un peu plus faible. Mais on notera que ces chiffres demeurent élevés à l'échelle du Cameroun, et que globalement, les trois provinces Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest, ont une proportion de jeunes, en zone rurale, nettement plus forte que les autres régions du pays.

La population urbaine est d'une manière générale légèrement plus jeune que celle de la campagne voisine, avec des différences de taux relativement faibles. Ce qui traduit semble-t-il le rôle de polarisation scolaire joué par les centres urbains. Les exceptions sont très diverses là aussi. On peut mettre de côté le cas de la Ndian, où la définition de la population urbaine est erronée et regroupe en fait, très largement une population immigrée (donc à prépondérance adultes) de pêcheurs et de travailleurs de plantation. Pour Mezam et Bui, la polarisation scolaire joue sans doute moins dans la mesure où les principaux établissements scolaires sont situés en dehors des villes. Pour les trois départements Ménoua (plus de 7 points d'écart entre population urbaine et population rurale), Mifi et Bamhoutos (respectivement 3 et 5 points) l'explication est moins facile à trouver : on a déjà vu les problèmes soulevés par l'estimation globale de la population de Dschang. Peut être là aussi la population scolaire secondaire a-t-elle été sous-estimée, peut être est-ce que dans ces trois départements on envoie plus volontiers les jeunes faire des études secondaires dans des zones d'émigration plus lointaines ?

Dans cette population urbaine, Yaoundé et Douala ont une proportion assez faible de jeunes (40,86 et 39,96 %). Ce sont de grandes villes où l'émigration est encore pour une bonne part le fait de personnes adultes. Ces taux sont très proches des zones rurales provinciales (40,07 % pour le Centre Sud et 40,37 % pour le Littoral).

La répartition par sexes

La répartition par sexes de la population adulte, représentée par département (cf. carte n° 48), fait ressortir également cette différenciation entre plateaux et zone côtière. Le déficit en hommes du pays bamiléké est considérable, puisque les cinq départements ont tous moins de 70 hommes pour 100 femmes en zone rurale (moins de 60, pour quatre d'entre eux). C'est un indice supplémentaire de l'importance des départs de cette région. Tout au plus la situation légèrement plus équilibrée dans le Haut Nkam peut elle être attribuée à l'ancienneté de la migration qui a conduit aussi un nombre important de femmes à partir. Mais le Ndé lui-même, très

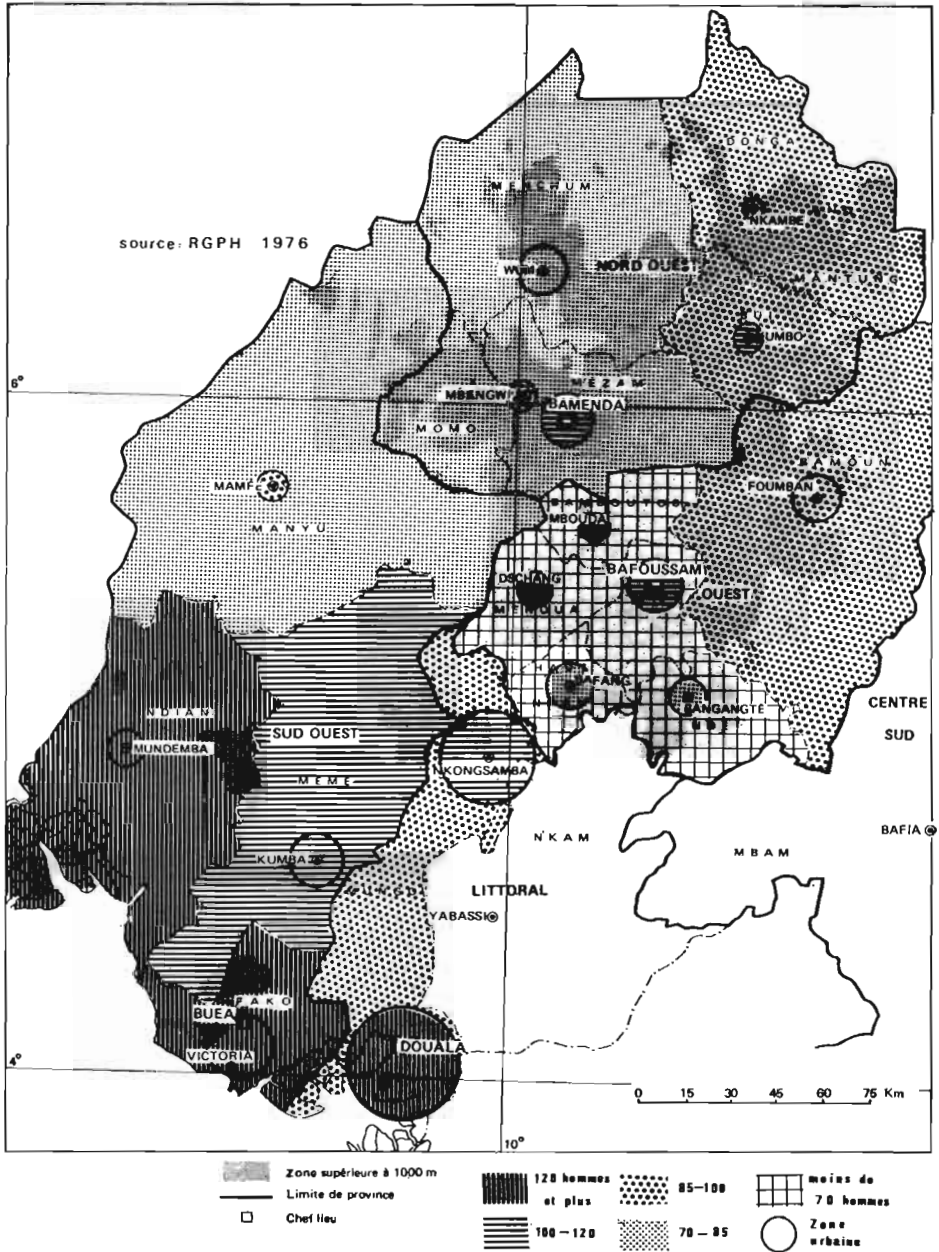


FIG. 48. Nombre d'hommes adultes pour 100 femmes (plus de 15 ans).

anciennement touché a le même taux de masculinité que les Bamboutos, plus récemment atteint par l'émigration. Dans ce dernier cas, la forte proportion d'hommes dans les villes (Mbouda essentiellement) compense un peu ce faible taux rural alors que dans le Ndé, les villes elles-mêmes ont un fort déficit masculin. Il faut faire intervenir aussi, comme élément d'explication, la période de troubles qui a poussé bon nombre d'hommes à quitter le pays et bon nombre d'hommes, de femmes et d'enfants à se réfugier en ville. Précisément la population urbaine de trois de ces départements est en faveur des hommes (135 hommes pour 100 femmes dans les Bamboutos, 133 dans la Ménoua et 104 seulement dans la Mifi) alors que dans les deux autres départements, les villes elles-mêmes semblent être un lieu d'émigration différenciée touchant plus les hommes que les femmes.

Ce déficit en hommes se prolonge de l'autre côté de l'ancienne frontière, plus accentué dans les quatre départements qui sont zones de départs depuis longtemps (Manyu, Momo, Mezam et Menchum) où les rapports de masculinité avoisinent 80, que sur les deux autres départements, Bui et Donga-Mantung touchés depuis moins de temps et où les migrations n'ont pas encore revêtu un caractère massif. Parmi les villes de ces départements, seules celles de Mezam (essentiellement Bamenda) et de Bui (Kumbo) ont un taux légèrement en faveur des hommes. Le Bamoun représente un cas à part avec une population presque équilibrée entre hommes et femmes, et entre ville et campagne : l'émigration féminine de ce département est, il est vrai, presque aussi importante que celle des hommes.

Plus au Sud, les rapports sont inversés dans un sens favorable aux hommes, y compris en zone rurale : les villes comme les zones de plantations attirent davantage les hommes dans un premier temps (on sait que le travail de plantation est souvent un premier emploi et qu'il n'est que provisoire).

La zone rurale du département du Mungo fait exception avec 94 hommes seulement pour 100 femmes : l'ancienneté de l'immigration, le fait qu'il s'agisse plus de colonisation agricole que de travail dans de grandes plantations, expliquent que les femmes soient venues depuis longtemps se joindre aux hommes, mais cette ancienneté même fait qu'aujourd'hui, on l'a déjà remarqué, le Mungo est à son tour une zone de départs vers d'autres destinations, les grandes villes principalement. On retrouve à Yaoundé et Douala, avec 126 et 122 hommes pour 100 femmes l'image classique en quelque sorte, de la ville de pays jeune à surémigration masculine.

Il reste à analyser plus en détail ce phénomène en examinant une répartition plus fine de ce taux de masculinité, à la fois géographiquement par arrondissement, et structurellement par groupes d'âges quinquennaux.

La carte n° 49 a été réalisée d'après les données du R.G.P.H. de 1976 par exploitation du tableau n° 6, « Population par groupes d'âges quinquennaux et par sexes », sur les listings aimablement communiqués par le Bureau National du Recensement. En fonction de la documentation existante, il n'a pas été possible de distinguer la population urbaine de la rurale, les deux, au niveau de l'arrondissement, étant présentées globalement (elles seront présentées séparément lors de la publication définitive du recensement).

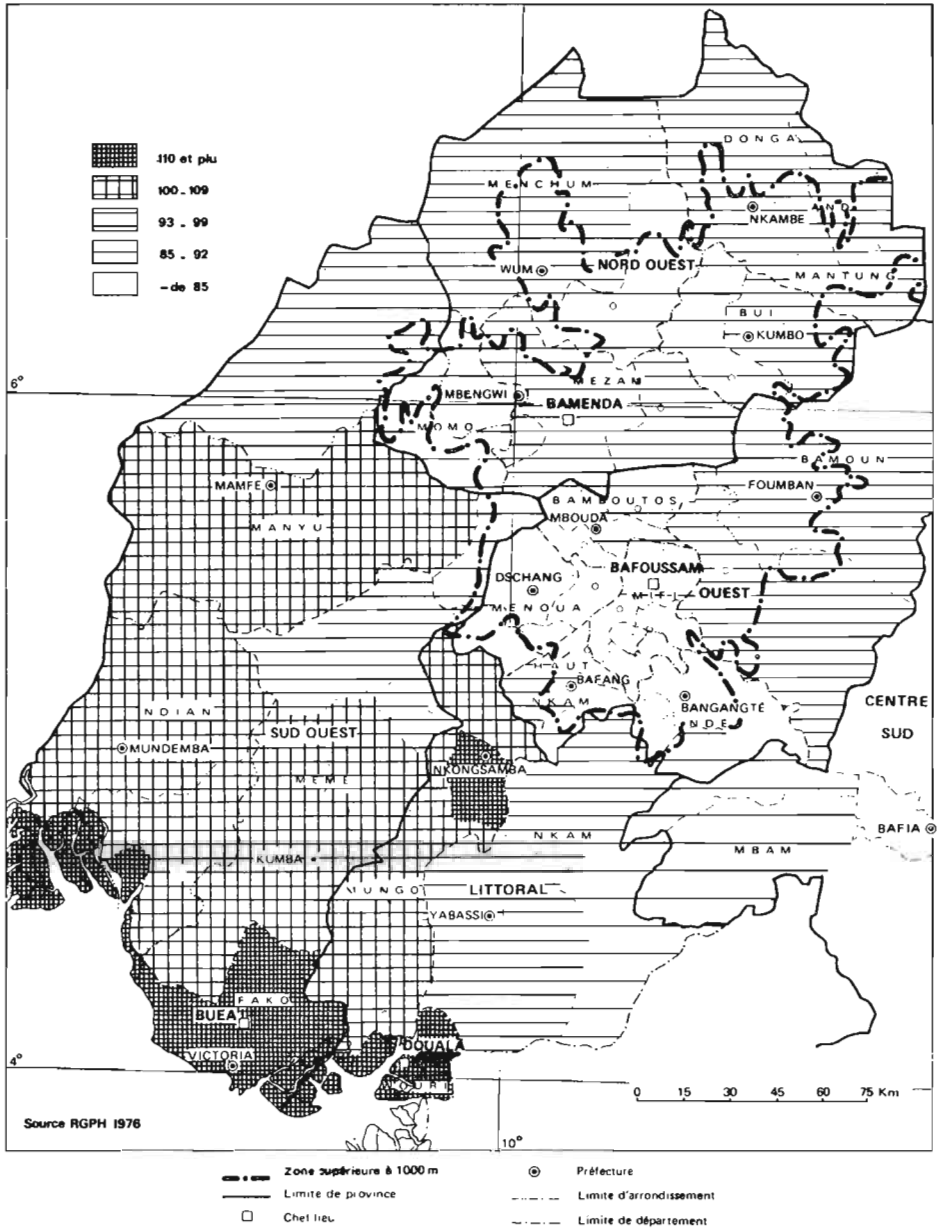


FIG. 49. Nombre d'hommes pour 100 femmes (par arrondis.).

Les arrondissements de plus fort déficit masculin se trouvent tous en pays bamiléké, qu'ils recouvrent en presque totalité. Les exceptions : celui de Bafoussam où la ville rassemble plus d'hommes que de femmes, Mbouda et Galim dans les Bamhoutos (le premier a aussi une ville à fort taux de masculinité et le second est relativement peu touché par l'émigration) et dans le Haut Nkam, Bafang (la ville représente plus de la moitié de la population de l'arrondissement) et Kékem qui est en partie zone d'immigration et s'apparente géographiquement au Mungo. Les autres classes choisies (85 à 92 hommes pour 100 femmes et 93 à 99) désignent à des degrés divers des zones de départs et correspondent en particulier pour la province du Nord-Ouest aux secteurs d'émigration importante : seule la couronne nord est moins touchée (dans la Mezam l'arrondissement de Bamenda bénéficie de la présence de la ville et celui de Ndop d'une relative immigration agricole).

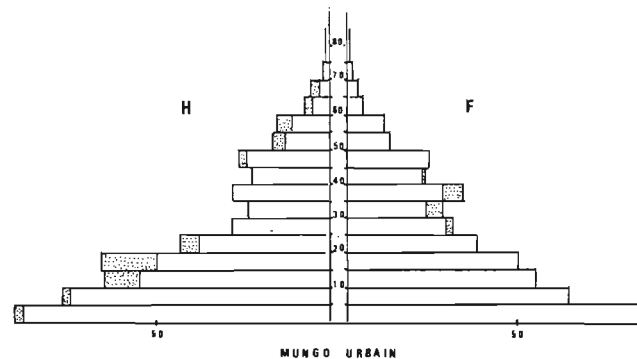
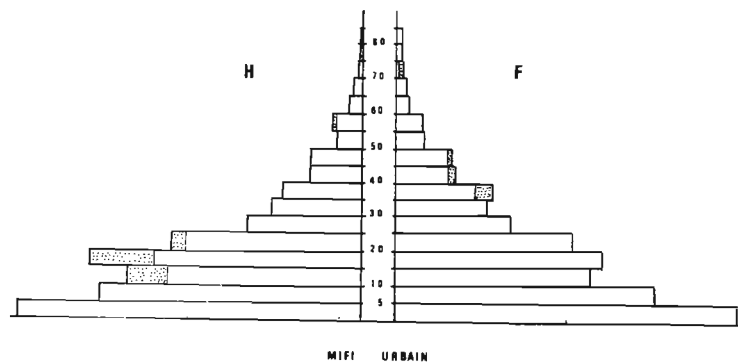
Le sud, comme sur la carte par département représente (hors le Nkam vidé de sa population active depuis déjà longtemps par la proximité de Douala) un secteur d'apport de population extérieure où les hommes sont plus nombreux que les femmes. L'arrondissement de Mamfe toutefois pose problème, c'est maintenant une région marginalisée sur le plan économique d'où les habitants, (les hommes en premier) ont tendance à partir : dans la tranche d'âge de 15 à 45 ans de la population rurale du département, ils ne sont que 73 pour 100 femmes. Ils sont plus nombreux (ou peut être mieux recensés à ces âges-là) que les femmes parmi les moins de 15 ans (109) et les plus de 45 ans (113), ce qui explique que l'arrondissement se trouve dans la même strate cartographique que les unités méridionales. La prépondérance masculine s'accroît dans les zones côtières (plus l'arrondissement de Nkongsamba, mais la ville représente à elle seule 84 % de l'arrondissement) tantôt à cause de la présence d'une population de pêcheurs (Isangele, Bamussso) tantôt à cause des plantations (Mundemba, Muyuka, Tiko), tantôt des villes (Victoria, Douala).

Du bilan par provinces (cf. tableau n° 12), il ressort que la population est généralement plus jeune en ville qu'en campagne, sauf dans le Nord-Ouest et l'Ouest, et que les hommes sont plus nombreux en ville qu'en campagne sauf là encore, dans ces deux provinces. La province du Sud-Ouest par ailleurs, est la seule où les campagnes regroupent plus d'hommes que de femmes.

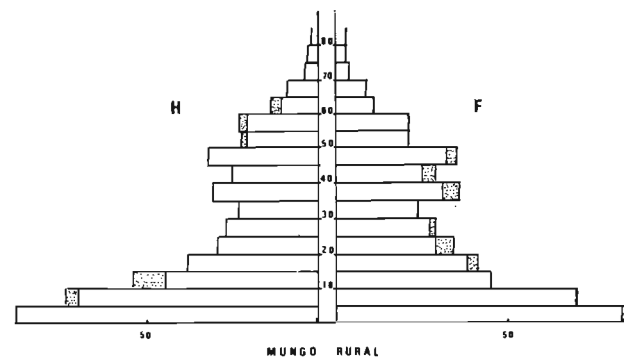
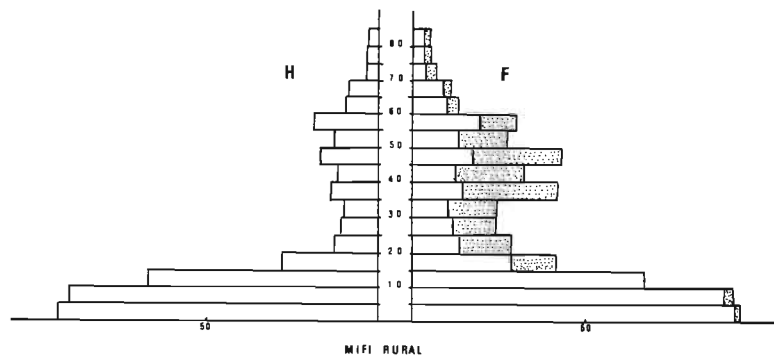
Globalement toutefois, le bilan est défavorable aux hommes : le total des quatre provinces Ouest, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Littoral est de 1 622 262 hommes pour 1 683 323 femmes soit une moyenne de 96 hommes pour 100 femmes.

Pyramides d'âges

La comparaison des deux pyramides Mifi urbain et Mifi rural est significative. La première comprend Bafoussam (plus de 60 000 habitants) et les centres de Bandjoun, Bamendjou et Bangou (3 000 environ pour chacun). Elle est relativement équilibrée pour les âges : base large, signe de jeunesse de la population, et rétrécissement rapide au-delà de 60 ans. Le



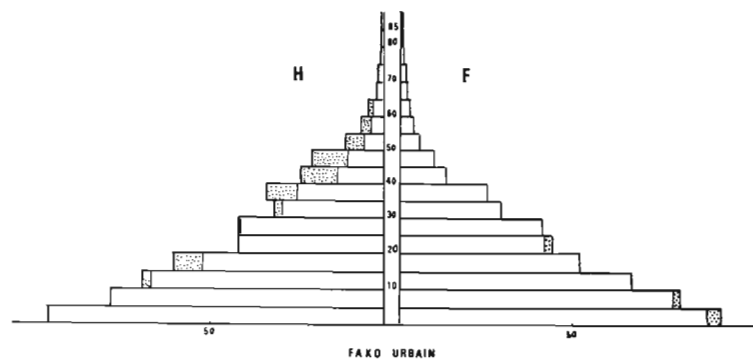
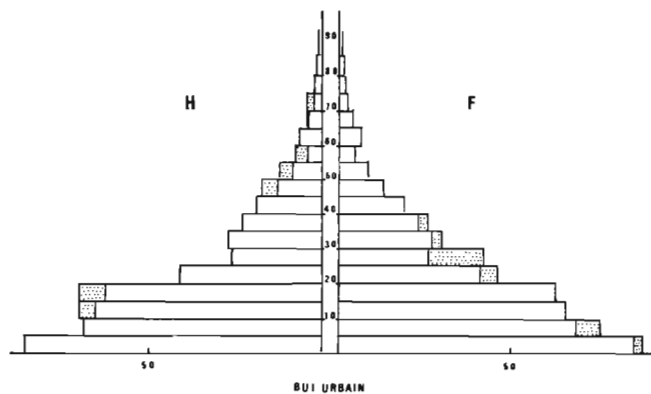
Source: RGPH 1976



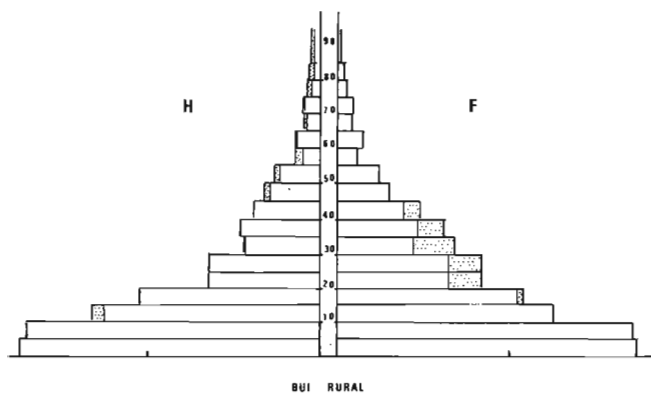
Source: R.G.P.H. Tableau n° 6

Source: RGPH 1978

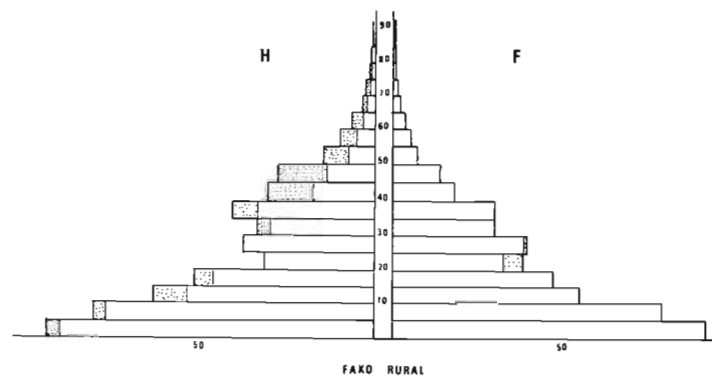
FIG. 50. *Pyramide d'âges MIFI/MUNGO.*



Source: RGPH 1976



Source: RGPH 1976



Source: RGPH 1976

FIG. 51. *Pyramide d'âges BUI/FAKO.*

creux de la tranche 10-15 ans, assez fréquent en Afrique Noire, correspond sans doute à une déclaration erronée des âges. Les garçons sont plus nombreux que les filles entre 10 et 25 ans, ce qui est le reflet, probablement de la polarisation scolaire. Par contre les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes entre 35 et 55 ans. C'est peut être le signe du rôle de refuge qu'a joué la ville de Bafoussam durant la période troublée : les familles sont venues en ville mais une partie des hommes sont allés plus loin. Une telle pyramide n'est pas l'image d'une ville nouvelle recrutant en majorité des hommes jeunes mais plutôt celle d'un peuplement relativement équilibré.

Tableau n° 12

PROPORTION DES JEUNES ET TAUX DE MASCULINITÉ PAR PROVINCE

	% Jeunes de moins de 15 ans		Nomb. d'Hom. pour 100 Fem. (15 ans et plus)	
	POP. URBAINE	POP. RURALE	POP. URBAINE	POP. RURALE
NORD	39,48	40,39	98,01	87,14
EST	43,93	40,93	103,16	90,78
CENTRE SUD	41,48	40,07	120,44	80,22
LITTORAL	41,07	40,37	116,44	97,90
OUEST	47,10	49,95	98,29	61,87
NORD-OUEST	48,82	49,25	95,19	82,26
SUD-OUEST	47,57	47,07	127,91	103,29
YAOUNDE	40,86		126,50	
DOUALA	38,96		121,77	
CAMEROUN	42,81	43,62	111,25	82,86

Source : R.G.P.H. 1976 (tableau 6).

Il n'en est pas de même de la pyramide « Mifi rural » La base est toujours aussi large, les personnes âgées plus nombreuses qu'en ville, mais il y a un déficit marqué des adultes et un déséquilibre considérable entre les sexes. Il est intéressant de noter qu'à tous les âges sans exception, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, alors qu'il existe habituellement un peu plus de naissances masculines que féminines. Le déficit en hommes est particulièrement marqué entre 20 et 60 ans. Il y a moins de 50 hommes pour 100 femmes entre 20 et 55 ans et même moins de 40 entre 35 et 50 ans. Bien que touchée depuis longtemps par l'émigration, la Mifi connaît encore une forte surémigration masculine.

Même si elles ne recouvrent pas exactement la même réalité, il est

intéressant de comparer cette pyramide d'âge à celle résultant (pour Bafoussam seule) de l'enquête démographique de 1965. À onze ans d'intervalle ont peut remarquer : un élargissement très net de la base, avec notamment un gonflement important des effectifs, pour les deux sexes entre 10 et 20 ans, c'est à dire pratiquement aux âges scolaires, un rétrécissement, par contre, entre 25 et 30 ans chez les hommes, 25 et 35 ans chez les femmes, comme si cette tranche d'âge était moins attirée par les villes du département que par d'autres lieux plus lointains ; un rééquilibrage des femmes par rapport aux hommes dans la tranche 20-35 ans, et l'inverse entre 40 et 50 ans.

Les deux pyramides du Mungo ont une physionomie bien différente de celles de la Mifi. Le déséquilibre entre les sexes est plus faible en zone rurale que sur les plateaux ; on note cependant un déficit en hommes actifs, entre 15 et 50 ans. Mais les femmes aussi de ces groupes d'âges quittent la campagne, et globalement, les tranches d'adultes actifs sont déficitaires par rapport à la population totale. Au-delà de 45 ans, on a une population relativement équilibrée correspondant peut être à l'installation permanente de colons venus, entre 1950 et 1960, s'ajouter à la population autochtone. Les arrivées plus récentes étant marquées par contre par une moindre stabilité.

La pyramide représentant la population urbaine montre que celle-ci ne compense pas les déséquilibres de la population rurale. On y retrouve également un déficit de la population adulte, plus accentué chez les hommes que chez les femmes, mais commençant un peu plus tardivement. Les jeunes apparemment restent un moment en ville, soit pour poursuivre une scolarité, soit pour chercher un premier travail salarié, avant d'aller ailleurs. Mais l'excédent de population féminine entre 25 et 45 ans confirme à nouveau l'idée que les villes du Mungo elles-mêmes sont maintenant une zone de départs.

Dans les provinces anglophones, les pyramides permettent de comparer un département du plateau, la Bui, avec un département littoral, le Fako, et d'esquisser un parallèle avec les situations symétriques de la Mifi et du Mungo.

La Bui montre une base très large, comme les départements voisins, attestant ainsi des possibilités de renouvellement de la population. Mais la diminution est rapide après 20 ans et traduit une forte émigration, surtout masculine, jusqu'à 45 ans. Les villes sont autant que les campagnes des zones de départs. La pyramide de Bui rural indique comme dans la Mifi une émigration notable mais son équilibre en paraît moins affecté.

Le Fako est le département qui présente le profil le plus régulier de répartition entre les grands groupes d'âges. Les hommes sont majoritaires, presque à tous les âges. C'est une zone d'immigration où les hommes adultes viennent souvent en célibataires, notamment dans les grandes plantations. Autre caractère lié à l'immigration, la faible proportion des personnes de 60 ans et plus : 10 et 7,2 % pour les hommes et les femmes en milieu urbain, 15,4 et 10,6 en milieu rural (seul le groupe des hommes dans les villes de la Mifi, avec 8 % est inférieur à celui du Fako). L'immigration étant ancienne c'est le signe que la majorité des travailleurs originaires des plateaux retournent dans leur village d'origine à la fin de leur vie active.

Structures Sociales

Il n'est pas dans notre propos d'étudier ici la sociologie des villes camerounaises. Mais simplement d'indiquer dans la vie sociale les quelques éléments qui permettent d'éclairer les rapports entre la société moderne et les sociétés traditionnelles et de voir sous cet aspect s'il y a rupture ou continuité entre les campagnes et les villes.

À ce titre, il convient de prendre en considération ce que l'on peut appeler *la distance sociale* entre zones de départ et centres urbains, que J. GALLAIS désigne du nom de « distance structurale » ⁽¹⁾. La propension à migrer des ruraux est d'autant plus forte, on le sait, qu'ils trouvent en ville des parents ou des amis susceptibles de les accueillir et de les aider. Mais on peut y ajouter le facteur important que constitue l'existence de structures sociales permettant au nouveau citadin une intégration progressive à la ville sans qu'il y ait rupture avec la société traditionnelle. Ainsi la distance ressentie par le migrant ne sera pas comparable avec la distance réelle mesurée en kilomètres.

De ce point de vue une ville comme Douala où les ressortissants d'une chefferie sont nombreux peut paraître moins éloignée qu'une ville du département voisin où ils sont moins bien représentés. Mais la réponse apportée par la ville en ce domaine est différente suivant sa taille et sa localisation, et aussi suivant son degré d'occidentalisation. On comprend dans cette perspective le rôle notable du Mungo comme relais migratoire dans la mesure où il est jalonné d'une série de petites « colonies » bamiléké et sillonné par un trafic incessant de taxis qui font la navette entre le plateau et Douala. Cette extension de l'espace bamiléké permet ainsi au migrant potentiel de ne pas se sentir étranger dans un paysage qui ne lui est pas familier mais qui représente une sorte de continuité sociologique. Dans les autres directions par contre, vers les départements du Mbam, du Bamoun et de la Mezam, la migration se fait principalement aux marges du pays bamiléké avec un éloignement minimum.

De même les plantations du Fako semblent jouer un rôle analogue à celui du Mungo comme relais migratoire pour des populations de la province du Nord Ouest.

Outre cet espace de liaison, le départ est facilité en quelque sorte par la nature et la qualité de l'*accueil du migrant*. Passons sur l'accueil en zone de plantations : les migrations concernent essentiellement des hommes jeunes et célibataires qui retrouvent là un minimum de facilités de logement dans les camps de travailleurs et une organisation en popotes collectives à base ethnique le plus souvent ; mais c'est là pour la plupart une étape, même si elle dure plusieurs années, dans un processus migratoire plus lointain et plus stable.

(1) J. GALLAIS, 1976.

Dans les villes le migrant, nous l'avons vu, est généralement accueilli par sa « famille » ; le terme recouvrant un ensemble d'individus qui à défaut de liens de sang ont au moins des liens de terroir, d'origine commune. L'accueil est basé sur des associations de chefferies ou de département selon l'importance de la colonie d'immigrés. Elles sont le siège d'une vie sociale intense. Outre leur rôle financier important sur lequel nous reviendrons, elles vivent de réunions régulières (le plus souvent le dimanche), se manifestent par la constitution de groupes de danses traditionnelles, se rassemblent aussi à l'occasion de cérémonies familiales ou de la visite de tel ou tel membre important de la chefferie. Les « chefs de famille » qui sont à leur tête représentent le chef, ce qui n'empêche pas que l'on désigne souvent un individu qui a déjà réussi à la ville, fonctionnaire important ou homme d'affaires, mais l'organisation est copiée sur le modèle des associations modernes avec un bureau comprenant Président, Vice-Président, Trésorier, Secrétaire etc... C'est également dans le cadre de ces associations que se recrutent les groupes de travail qui dans les zones de colonisation agricole vont travailler à tour de rôle dans les plantations de leurs différents membres.

Ces réunions sont, dans un milieu où les solidarités traditionnelles ont tendance à s'estomper, un puissant moyen d'intégration à la société urbaine. Le nombre des membres peut être important (plusieurs centaines parfois pour les chefferies les mieux représentées) et un registre est tenu à jour pour les arrivées et les départs. Ces associations sont également le support d'échanges monétaires entre la ville et la campagne : chez les Bamiléké par exemple, de grandes collectes sont organisées parmi les citadins pour reconstruire « la grande case » de la chefferie, acheter une voiture au chef ou verser une contribution à la construction de l'immeuble du parti dans la ville voisine.

La solidarité entre les membres se manifeste de plusieurs façons ⁽¹⁾ :

- une sorte de secours mutuel, comme à la campagne, auquel chacun des membres souscrit et qui sert en cas de maladie ou de décès.
- la recherche d'une solution à l'intérieur de ce cadre lorsqu'il y a conflit entre plusieurs des membres de l'association, et la discussion d'une stratégie en cas de conflit avec une personne extérieure à l'association.
- l'aide mutuelle pour la recherche d'un travail, d'un logement ou une démarche administrative.

Parmi les signes de prolongement en ville des sociétés traditionnelles, il faut citer la persistance des pratiques de médecine traditionnelle ou de sorcellerie. Même si l'attrance de la ville est liée pour un certain nombre de migrants à la possibilité de bénéficier de meilleurs soins médicaux qu'à la campagne, le recours au « médecin indigène », au « sorcier » ou au « marabout » est encore fréquent, en particulier pour les événements exceptionnels. J.-M. GIBBAL a montré comment la malchance est interprétée en milieu urbain ivoirien en fonction d'un système occulte et d'agissements malveil-

(1) D. SOEN et P. de COMARMOND, 1972, p. 1176.



11. Dans les secteurs de colonisation (ici à Kola, dans le Mungo), les immigrants bamilé, revêtus des pagnes traditionnels en batik, dansent à l'occasion d'une lamentation.

12. Les fêtes traditionnelles de la chefferie (ici, Bahouan) sont l'occasion pour les émigrés de revenir au village.

lants, une interprétation que l'on va chercher souvent dans le village d'origine ⁽¹⁾. Des pratiques analogues ont cours dans toutes les villes camerounaises. On n'y trouve pas par contre, à notre connaissance, les cultes inspirés du vaudou qui est en vigueur dans les pays du Bénin, ou bien ce syncrétisme religieux inspiré des religions chrétiennes du Congo ou du Zaïre.

La permanence de ces liens est renforcée aussi par la fréquence des voyages. Dans le cadre d'une étude de la ville de Bangangté, un étudiant en géographie notait :

« Les visites aux zones de départ ont lieu quand on vient pleurer un mort, sacrifier sur les crânes des ancêtres, assister à certaines cérémonies : intronisation d'un chef, visite d'une personnalité importante. Certaines femmes reviennent accoucher dans leur village. Le soutien est souvent apporté aux parents : construction d'une maison, frais d'hospitalisation, scolarité des petits frères. cadeaux de toute sorte... » ⁽²⁾

C'est le même phénomène d'ordre religieux que soulignait déjà l'administrateur R. DELAROZIÈRE :

« Cet attachement des émigrés à leur chefferie d'origine tient à une raison primordiale, d'ordre religieux. C'est dans la chefferie que sont conservées les dépouilles des ancêtres et que le culte leur est rendu, c'est dans sa chefferie que l'émigré reviendra vieillir et mourir ; c'est là qu'il sera enseveli » ⁽³⁾.

Les allées et venues fréquentes entre le lieu d'émigration, la ville surtout, et le village permettent aux émigrés de participer activement à la vie sociale de leur village. Fonctionnaires et hommes d'affaires sont très soucieux d'acquérir un titre dans l'une ou l'autre des sociétés traditionnelles. Cette acquisition suppose une présence physique des individus, elle suppose également une participation financière importante : cotisation plus ou moins élevée, cadeaux en nature etc... La réussite en ville n'est pas complète pour le migrant venu des plateaux de l'ouest (bamiléké ou bamenda) si elle ne se manifeste pas aussi par une ascension sociale dans le village ou la chefferie. Deux exemples significatifs : le goût des citadins originaires de la région de Bamenda pour revêtir la « chasuble » traditionnelle réservée aux notables, et, du côté bamiléké, le désir d'avoir devant sa résidence au village les cases traditionnelles qui symbolisent la détention d'un titre important dans une société de la chefferie.

Le mode d'intégration à la ville varie suivant l'ancienneté de la résidence et l'importance des associations. Ainsi à Dschang, note un étudiant :

« Les anciens Bamiléké installés avant 1950 sont actuellement bien intégrés dans la population locale malgré les vifs souvenirs des chefferies d'origine. Ces souvenirs se manifestent par les réunions familiales hebdomadaires ou dans les associations d'épargne » ⁽⁴⁾.

Dans cette ville, où la bourgeoisie locale est constituée en majorité de personnes de Bafou, les originaires de la Mifi sont nombreux autour

(1) J.-M. GIBBAL, 1972.

(2) NGANSO, 1977.

(3) R. DELAROZIÈRE, 1950, p. 19.

(4) P. NGWEPE, 1976.

de la Mission Catholique, ceux du Haut Nkam sont regroupés en une association au niveau du département, alors que ceux de Ndé ont une association par chefferie et une autre pour le département entier.

Le poids de la société traditionnelle est parfois un obstacle à la croissance urbaine. Ainsi Bangangté, seule ville du pays Bamiléké créée à proximité d'une chefferie importante, ne s'est pas dégagée d'une emprise traditionnelle assez forte. Citons au hasard quelques réflexions faites par des habitants de la ville : « Il y a beaucoup de sorcellerie à Bangangté. Les gens ici croient trop à la tradition... Les gens de Bangangté sont trop tribalistes, le chef et les notables surtout, ils considèrent les non-Bangangté, même du Ndé, comme des étrangers et les empêchent de s'installer ».

Cette influence de la chefferie s'était déjà manifestée à l'époque coloniale (avant 1950 précise-t-on) par la restriction des cultures de café et des plantations d'eucalyptus. « Si les gens ont de l'argent, ils ne voudront plus obéir » disaient alors les notables de la chefferie. Les difficultés ainsi faites en ville à l'installation des « étrangers » (à la chefferie) expliquent sans doute le fait que les émigrés investissent ailleurs que chez eux, et la stagnation de cette ville qui contraste avec le dynamisme des autres centres urbains du pays bamiléké.

Ce maintien des liens entre la chefferie et la ville n'est cependant pas exempt d'ambiguïtés et quelques uns, peu nombreux il est vrai, ont cru déceler un effacement des institutions traditionnelles sous l'influence urbaine.

« L'instruction dispensée dans les écoles publiques et privées a donné naissance à une classe nouvelle celle des intellectuels qui joue un rôle important dans la vie politique et économique du pays ; elle fournit à l'administration des fonctionnaires qui servent de plus en plus de trait d'union entre la puissance administrative et la masse populaire, et ce, en quelque sorte, au détriment des chefs traditionnels... À côté de celle-ci et se confondant souvent avec elle est apparue la classe que nous pourrions qualifier de « bourgeoisie » enrichie par le commerce et la culture des plantes d'exportation... Ce qui caractérise ces classes nouvelles, c'est qu'elles ne sont pas intégrées dans la société nouvelle » ⁽¹⁾.

C'est une opinion semblable qu'exprimaient les auteurs du rapport sur « la relance de l'Économie dans l'Inspection Fédérale de l'Ouest » en 1963. Ils constataient l'affaiblissement des structures traditionnelles, la quasi disparition des chefferies et misaient pour l'avenir sur des sortes de conseils municipaux élus. Opinion compréhensible dans le contexte de l'époque, mais que la suite des événements n'est pas venue étayer ; le rétablissement de la paix en effet s'est accompagné d'une restauration physique des chefferies (reconstruction des grandes cases, réinstallation chez eux des chefs qui s'étaient réfugiés dans les villes ou les regroupements) et du maintien, avec ici et là des adaptations, des structures de la société traditionnelle. Celles-ci ont évolué beaucoup plus dans le sens d'une récupération des institutions modernes que proposait l'État en construction (parti

(1) S. KAME cité par C. TARDITS, 1960, p. 54.

unique, mairies, coopératives) que d'une démocratisation à l'occidentale dont rêvaient les auteurs du rapport pré-cité.

Ce conflit dans la société traditionnelle s'est manifesté de manière plus nette dans une société plus marquée encore par la colonisation et l'urbanisation, celle des Duala. Ceux-ci ont été en effet « aux premières loges » pour subir de plein fouet ce double phénomène dans la mesure où leur société et leur espace se confondaient pratiquement avec le point d'impact principal de la domination occidentale. R. GOUELLAIN note à juste titre :

« Depuis 1920, date à laquelle la société douala fut dans tous les domaines et à tous les niveaux radicalement atteinte par la colonisation, il n'est de rapport politique où l'on ne se plaigne du « désencadrement, de la passivité, des manques d'initiative et de bonne volonté » dans les affaires de la ville, de la part de la population autochtone. Cette société, aux dires de l'administration, n'existait pratiquement plus, son organisation était inopérante et l'esprit « traditionnel » qui l'animait totalement éteint » ⁽¹⁾.

Un rapport administratif indiquait en 1927 :

« La population, par une sourde résistance remontant à plusieurs années a marqué son désir de s'affranchir le plus possible du contrôle des intermédiaires pour ne dépendre que des représentants directs du Pouvoir mandataire » ⁽²⁾.

On retrouve ainsi la même idée que dans le mémoire de KAME cité plus haut, d'une stratégie assimilationniste servant plus en fait, la promotion individuelle des lettrés, que celle d'une société entière.

Une telle acculturation toutefois n'empêchait pas les conflits avec l'administration coloniale profondément marqués à Douala par l'accaparement des terres en ville par les Allemands, dont la puissance coloniale française avait recueilli l'héritage empoisonné.

Ce processus d'intégration urbaine aboutit à une *répartition par quartiers* en fonction de l'origine des migrants. Mais la mobilité à l'intérieur de la ville conduit assez vite à un brassage des habitants dont le résultat est l'absence d'homogénéité ethnique des quartiers. Un autre phénomène joue, c'est un regroupement par niveau de revenus. À Douala par exemple, G. MAINET a montré la présence grandissante de la bourgeoisie camerounaise dans les quartiers occupés autrefois presque exclusivement par les Européens. Dans ces quartiers (Bonapriso, Bonadoubé, Bonadouma), où 80 % des résidents sont encore des non-autochtones, surtout expatriés, vit une population de haute qualification et de salaires élevés : le salaire médian déclaré est de 360 000 F/CFA par mois pour les expatriés et de 80 000 F pour les Camerounais ; d'autre part, 73 % des loyers sont supérieurs à 100 000 F, ils sont payés très souvent, il est vrai, par les entreprises ⁽³⁾. L'appartenance à une certaine classe sociale revêt dans ce cas plus d'importance que l'appartenance ethnique. Il suffit d'ailleurs d'errer quelque peu à

(1) R. GOUELLAIN, 1975, p. 233.

(2) Ibid., p. 235.

(3) G. MAINET, 1978.

Douala pour constater l'importance et la qualité de ces beaux quartiers où les « concessions » sont vastes, abritées derrière une haie épaisse de bambous de Chine, agrémentées de beaux jardins et assez souvent d'une piscine. La voirie elle-même est d'une bien meilleure qualité dans cette zone que dans les quartiers pauvres.

Christianisation et urbanisation

Les missions ont joué un rôle important dans la transformation des mentalités et des structures sociales et elles ont marqué profondément toutes les sociétés du Cameroun méridional. Aussi n'est-il pas sans intérêt de s'interroger sur leur attitude vis à vis de l'urbanisation. Cette attitude a souvent été négative et la ville a été conçue par les missionnaires, à l'instar de ce qui se passait en Europe, comme le lieu par excellence de déchristianisation et de démoralisation. La stratégie des missions n'était pas pour autant de prendre appui sur les structures traditionnelles mais plutôt de constituer en milieu rural, là du moins où existait une implantation permanente, des villages de mission soustraits à l'influence de la tradition et à l'abri du danger urbain. Ce n'est qu'assez tardivement, après l'indépendance essentiellement, que les missions ont pris conscience que l'avenir de la christianisation se jouait dans les villes et y ont consacré des efforts importants. Les résultats de l'urbanisation sont divers et quelquefois paradoxaux. Ainsi R. BUREAU étudiant les côtiers de la région de Douala note que :

« La comparaison entre ville et campagne joue en sens inverse par rapport aux autres groupes ethniques... La comparaison entre la pratique religieuse dans le quartier de Bonakwamwang à Douala et le village de Grand-Batanga... joue en faveur du quartier urbain : 37 % de pratique contre 13 % à Grand-Batanga. Cette différence est due au facteur de la proximité de la mission et de l'église dans le cas des Duala, et la vie urbaine a peu d'influence sur ce phénomène. Par contre les apparentés aux Duala, transplantés en milieu urbain dans les quartiers duala ou dans les autres, subissent généralement un contrecoup de la détribalisation. Chez eux, la pratique religieuse tend à diminuer dans la mesure où ils ne s'intègrent pas dans un milieu tribal familial » ⁽¹⁾.

Un nouveau type de citadin

Quoiqu'il en soit cependant des solidarités ethniques, un nouveau type de citadin apparaît, né en ville ou dans une zone d'immigration (Mungo ou plantations) et beaucoup moins lié que ses parents au milieu traditionnel. Il ne se rend que rarement au village, n'y construit pas de maison et envisage de demeurer en ville. Les études précises manquent sur ce type de citadin, notamment sur le plan sociologique.

Enfin on peut se demander s'il existe ou non des classes sociales. « Un effet retardateur s'exerce, écrivait G. SAUTTER en 1970 ⁽²⁾, du fait

(1) R. BUREAU, 1962, p. 229.

(2) G. SAUTTER, 1972, p. 85.

de la classique solidarité en milieu urbain ». Mais il est indéniable que la décennie écoulée a vu s'accroître la constitution de véritables classes sociales. La bourgeoisie des villes, qu'elle ait des fondements politiques, administratifs ou commerciaux, voit se renforcer ses liens de solidarité et ses intérêts communs, quelle que soit son origine ethnique. Des rapports de classes apparaissent, moins nets qu'en Occident dans la mesure où coexistent une population régulièrement salariée et une masse de citadins sans emploi ou ne travaillant qu'épisodiquement. Et bien que masquées par le caractère autoritaire du régime politique et l'absence d'une véritable vie syndicale, des situations conflictuelles apparaissent comme en témoignent de temps en temps les manifestations de grèves qui éclatent à Douala dans divers secteurs (Port ou Régifercam par exemple).

Il convient également de prendre en considération la volonté politique d'unité nationale qui se manifeste d'autant plus souvent que sa traduction n'est pas à l'évidence très facile. Dans cette perspective on a vite fait d'appeler tribalistes toutes les manifestations d'un groupe culturel donné. Très significative à cet égard est l'information rapportée il y a quelques années par Marchés Tropicaux.

« Réunis le 21 octobre à Nkongsamba, les membres du bureau départemental de l'U.N.C. ⁽¹⁾ ont adopté plusieurs motions, réclamant notamment :

- la dissolution des équipes de travail à caractère tribal et leur remplacement par des équipes constituées par des personnes dont les exploitations sont voisines.
- la suppression dans le titre de certaines associations de noms indiquant l'origine de leurs associés, telles la Coopérative des planteurs Bamileké et la Coopérative des planteurs Mbo.
- le recensement à partir de janvier 1972, et pour les décourager des tontines tribales » ⁽²⁾.

Cette information parmi d'autres, montre à quel point les villes et dans le cas présent, les zones d'immigration donc d'hétérogénéité ethnique, sont un lieu d'affrontement entre la volonté politique de bâtir un État moderne et centraliste sur le modèle occidental, et le désir des habitants de se regrouper en fonction de leurs affinités culturelles. Et l'on pourrait méditer longtemps sur les rapports dialectiques entre la politique et la culture. L'on se contentera ici de poser la question : est-il possible de fonder une culture nationale autre que technicienne et occidentale, en voulant gommer les cultures traditionnelles même si elles sont porteuses de germes particularistes ?

Ainsi les villes apparaissent-elles, même à travers ces brèves notations, comme un monde en mutation, et, c'est banalité de le dire, le creuset du Cameroun nouveau. Lieu de transition entre une société traditionnelle encore bien vivante et un monde occidentalisé. Mais peut-être plus que d'autres ces villes de l'ouest apparaissent-elles significatives dans la mesure

(1) Union Nationale Camerounaise, « parti unifié » de la République Unie du Cameroun.

(2) Marchés Tropicaux, 30 octobre 1971.

où les structures traditionnelles ont su à la fois s'adapter à la modernisation et intégrer à leur propre système de valeurs le phénomène urbain (et, plus généralement, la monétarisation accrue de la vie économique). Cette prise en compte des deux aspects de la vie contemporaine donne aux sociétés qui sont en mesure de réussir leur intégration une avance importante par rapport à d'autres groupes qui sont soit figés dans la tradition soit totalement acculturés.

Il faut toutefois nuancer ce tableau. Cette prise en charge du phénomène urbain par la société traditionnelle n'empêche pas l'apparition dans les villes les plus importantes (Nkongsamba, Bafoussam, Victoria, Bamenda) de manifestations de pathologie sociale : certaines formes de délinquance caractéristiques des villes modernes, et une prostitution grandissante en sont les témoignages les plus visibles. De même apparaissent, même si les classes sociales ne sont pas encore bien marquées, des formes de conflits sociaux internes.

Mais en outre, les villes de l'ouest n'appartiennent pas qu'aux originaires de la région et ceux-ci sont loin d'être les seuls à décider de leur destin. Si le pouvoir administratif est sans conteste, nous y reviendrons, l'émanation du pouvoir central, le « pouvoir » municipal est un enjeu potentiel dont on a veillé jusqu'ici en haut lieu à ce qu'il ne devienne pas un lieu de contestation possible.

Le cheminement qui nous a conduit à suivre les hommes dans leurs déplacements et leur installation en ville doit céder la place à l'examen d'autres flux : ceux qui portent les produits agricoles et les marchandises et témoignent eux aussi des échanges multiformes et incessants entre les campagnes et les villes.

CHAPITRE VII

LES MARCHÉS ET LES VILLES

Si l'on met à part les trois départements côtiers les plus « urbanisés », Wouri, Fako et Mungo, l'ouest est une région essentiellement rurale et la population vivant à la campagne y représente, selon les départements, 61 à 95 % de la population totale. Si l'on ajoute qu'une proportion importante des citadins vit également de l'agriculture, on mesure le caractère tout à fait essentiel de la production agricole dans l'économie régionale.

La campagne produit, se nourrit et vend ; aucune zone de cette région, même dotée d'une desserte routière médiocre ne vit en marge des échanges monétaires. Ceux-ci cependant sont de nature et d'importance très variables selon que les produits vendus sont destinés au commerce international, ou bien aux échanges intérieurs représentés principalement par le ravitaillement des villes. Ces deux activités sont à l'origine de deux sortes de structures commerciales, basées principalement sur un système coopératif et sur un semis de marchés. Dans les deux cas interviennent aussi les commerçants privés. C'est là un point de contact important entre la ville et la campagne. La première joue le rôle principal, y compris dans les relations avec le monde extérieur et c'est un des domaines, parmi d'autres, où l'on peut mesurer le degré de dépendance ou d'autonomie dont jouissent les campagnes par rapport aux villes.

Les marchés traditionnels sont l'élément essentiel de la vie économique dans le monde rural. Chaque chefferie en pays bamiléké, chaque village important ailleurs, a le sien. Dans toutes les villes existe aussi au cœur même du tissu urbain un espace important réservé aux activités commerciales primaires. Le cadre n'est pas le même, la fonction non plus, ni la périodicité. Mais c'est partout la même impression de grouillement, de foule, de bruit : les hommes qui s'interpellent à voix forte, les femmes qui marchandent avec véhémence, les « motor boys » qui racolent les clients ; ou bien, à l'écart, les bêlements des moutons, les cris aigus des porcs que l'on tire de force au bout d'une longue corde ou le grincement lancinant des moulins à maïs. Impression aussi de va et vient incessant, de mouvements browniens d'individus qui sont successivement vendeurs, acheteurs ou promeneurs. Multiplicité des modes de locomotion : longues théories des femmes qui au petit matin brumeux portent sur la tête leur panier de vivres, des hommes qui véhiculent à bicyclette un régime de plantains ou une paire

de bonbonnes de vin de palme, des jeunes gens qui tirent un pousse-pousse chargé de vivres ou de cochons ; breaks qui roulent à vive allure pour multiplier les allers et retours entre la campagne proche et la ville, petits cars qui viennent de plus loin ou desservent les marchés ruraux, camions souvent venus la veille, qui stationnent à proximité de la place du marché et repartent vers la ville une fois leur chargement terminé.

Ces marchés ont un rôle social très important. Lieu de rencontres, et d'échanges de nouvelles entre ceux qui les fréquentent, mais aussi entre les villes et les campagnes. C'est à l'occasion des marchés que les personnes voyagent le plus, ce sont les camions ou les cars venus de la ville qui apportent les nouvelles des émigrés.

Ils jouent aussi un rôle politique. E. M. CHILVER a souligné leur importance pour la communication entre le palais et les habitants de Bamenda :

« The main eight day market at the chiefdom capitals, which took place on a rest day, was the centre of a system of communication between palace and people. Announcements were made at it by designated officers, public tasks assigned and criminals admonished, trade with hostile groups forbidden, and new market sites and days declared » ⁽¹⁾.

À Bafut également, c'est à l'occasion des marchés que sont proclamées les nouvelles officielles :

« An important segment of the day is that time in the afternoon where the local news announced. About five or six *Bukum* ⁽²⁾... march in single file from the Fon's compound to the market place. At the market they stand in a line under a particular tree. A crowd quickly collects and one or two *bukum* proclaim the news. Announcements also are made, arrangements for a coming election, preparing for a community project like the gathering of grass to thatch the Fon's compound. They speak with great fervour and dynamic gestures of hand and spear. Then silently and in a single file they march through the crowd and return to the Fon's compound ⁽³⁾ ».

La situation même des marchés, au voisinage de la résidence du chef témoigne du contrôle qu'exerce celui-ci sur les activités de la population, (toutefois, ni lui, ni ses femmes dans certaines chefferies ne doivent apparaître sur le marché). À Kumbo comme à Foumban, c'est à proximité même du palais que se tient le marché, et il en est de même dans les chefferies bamiléké.

De nos jours les marchés sont souvent l'occasion d'un contrôle politique ou fiscal de la part des forces de l'ordre et sur certains marchés de brousse par exemple, les gendarmes vérifient l'identité, le ticket d'impôt et la carte du parti des paysans qui s'y rendent.

Il est difficile d'analyser dans le détail le fonctionnement des marchés dans une zone où ils sont aussi nombreux. Aussi limiterons-nous notre propos à un examen de leur organisation générale et à quelques exemples précis, soit géographiques, soit sectoriels, en nous demandant aussi si

(1) E. M. CHILVER, 1962, p. 240.

(2) *bukum* : membres du Conseil des Anciens (12 personnes) chargés d'assister le Fon.

(3) R. and P. RITZENTHALER, 1962, p. 100.

MBOUDA

Le Centre Commercial et le Marché

ECHELLE
0 50 100m

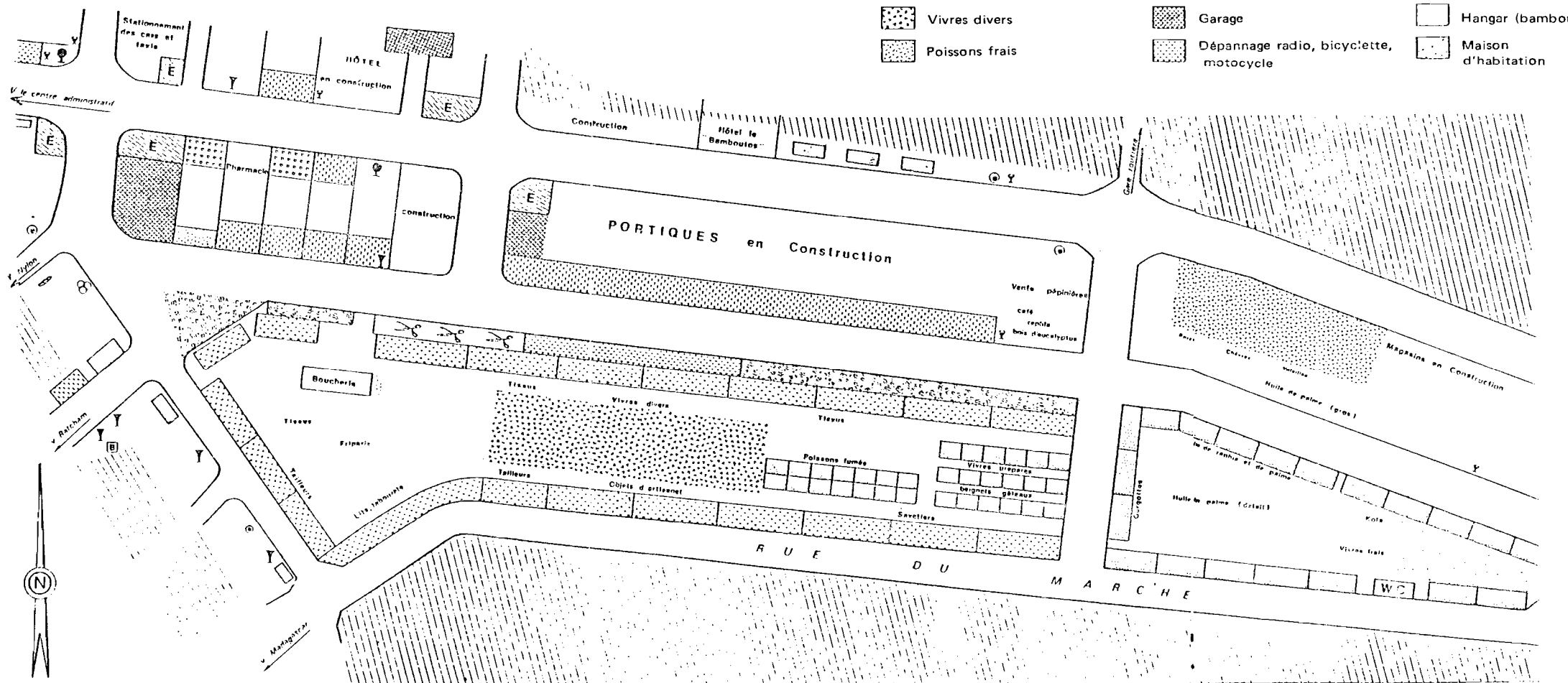


Fig. 52. Le marché de Mbouda et le centre commercial (d'après Nofiele, 1973).

en l'état actuel, les campagnes camerounaises sont en mesure de nourrir les villes du pays et à quelles conditions.

L'organisation des marchés

Le semis des marchés couvre largement tout l'ouest camerounais, mais leur densité varie, comme il est normal, avec celle de la population. La localisation est fonction également du réseau routier : rares en effet sont les marchés dans les zones non accessibles par route et ils n'ont dans ce cas qu'une fonction modeste d'échanges strictement locaux.

Le rythme varie selon les zones. En pays bamiléké et dans la région de Bamenda, ils ont lieu tous les huit jours suivant en cela la durée de la semaine selon le calendrier local. Dans les chefferies les plus importantes, un « petit marché » se tient quatre jours plus tard. En pays bamoun et dans la province du Sud-Ouest, ils se tiennent à jour fixe dans la semaine. Dans le Mungo coexistent des marchés hebdomadaires dans les villes et les gros villages et des marchés décadaires dans les localités moins importantes. Enfin dans les villes, outre les marchés traditionnels, a lieu quotidiennement un marché aux vivres plus ou moins important.

Ces marchés commencent très tôt le matin, car de nombreuses femmes repartent aux champs aussitôt après avoir vendu leurs produits, et se terminent le plus souvent au début de l'après-midi.

Sur les plateaux, l'emplacement du marché traditionnel domine généralement la chefferie et s'ouvre sur l'allée centrale qui descend vers la résidence du chef. C'est un espace de vastes dimensions ombragé par de gigantesques fromagers. Autour de la place se dressent les cases de bambous qui abritent les tambours d'appel des différentes sociétés et une ou deux cases de réunions. C'est là en effet que se tiennent aussi les grands rassemblements de la chefferie et de nombreuses fêtes ou cérémonies traditionnelles.

Les installations sont sommaires : en dehors des boutiques permanentes des villes les plus importantes, les vendeurs ou marchands s'installent en plein air, ou parfois sous un abri sommaire de nattes de palmiers reposant sur des piquets. De même la marchandise est souvent étalée sur le sol, parfois sur un carton ou quelques feuilles de bananiers, ou bien dans le meilleur des cas sur un banc ou une table basse faits de tiges de bambous raphias.

Des transformations récentes sont apparues sur certains marchés. Elles sont significatives d'un changement de nature des transactions. Ainsi à Bafoussam, en 1974, des stands en bois ont été construits par la mairie, sur le marché central et celui de Baleng, et loués à des revendeurs. Spacieux

(1) On retrouve le même rythme de 8 jours dans les marchés du pays Yoruba, au Nigeria.



13. L'entrée du marché de Dschang.

14. Gare routière de Bafoussam : l'agitation fébrile des jours de marchés.

et bien tenus, peints en vert épinard, ils ont une allure coquette et prospère, et les clients se tiennent devant un comptoir au lieu de pénétrer dans la boutique. Ils sont spécialisés dans la vente des produits maraîchers et s'adressent manifestement à une clientèle plus exigeante sur la propreté des lieux que celle des produits vivriers traditionnels.

Une répartition assez rigoureuse préside à l'organisation des places de marché par catégorie de produits vendus. Le plan de Mbouda (emprunté à D. NOFIELE) est un bon exemple de cette répartition fonctionnelle des différents types de commerces et de vendeurs en plein air. Mais souvent dans les villes où les emplacements sont disputés, de nombreux vendeurs s'installent dans les rues voisines à la périphérie du marché officiel. Dans une ville comme Bafoussam où le marché central est trop exigu depuis longtemps, des marchés annexes se tiennent ainsi près de l'hôpital, mais aussi au bord de toutes les routes qui mènent à la ville.

Les marchands ambulants tiennent une place importante dans ces échanges et sont très mobiles :

« Ces petits commerçants, pendant toute l'année sillonnent les campagnes. Ils vont de marché en marché périodique, y compris bien sûr celui de la ville. Ils exposent de petits articles faciles à transporter : articles vestimentaires, articles de toilette, articles de ménage » ⁽¹⁾.

Pour le seul département des Bamiboutos, 150 patentes sont délivrées chaque année aux « ambulants ».

LES PRODUITS VENDUS

Le rôle de ces marchés est double : il permet les échanges entre les habitants de la campagne (et ces échanges sont très nombreux) et entre la campagne et la ville. Les marchés de brousse sont fréquentés par des acheteurs de la ville voisine qui collectent les produits du cru et les expédient souvent directement vers les agglomérations les plus importantes, Douala, Yaoundé ou Nkongsamba.

Les marchés sont aussi pour les campagnes des centres de services, où se manifeste toute l'ingéniosité africaine dans le domaine du bricolage. On y trouve côte à côte des vendeurs de sel qui l'achètent en sacs et le revendent en pains ou par petites boîtes, des vendeurs de boîtes de conserves vides, de ficelles, d'élastiques découpées dans de vieilles chambres à air, de morceaux de pneus transformés en sandales, des réparateurs de bicyclettes munis d'un attirail hétéroclite de pièces détachées, de vendeurs de nattes, de sacs ou de paniers pour emballer la kola.

À un niveau de transformation plus élaborée figurent les tailleurs qui s'installent avec leur machine dans quelque cabane, et les moulins à maïs.

L'essentiel des transactions toutefois porte sur les produits de l'agriculture, et l'on retrouve toute la gamme des productions, locales ou parfois importées d'autres régions (les arachides ou les oignons par exemple, vien-

(1) D. NOFIELE, 1973, p. 93.

ment de la province du Nord). On y retrouve aussi de nombreuses catégories dans le volume des échanges, dont l'unité varie du sac de 100 kg pesé sur la bascule à la petite boîte ronde de « Craven » ou de sauce tomate, ou bien du fût de 200 litres d'huile à la calebasse de moins d'un demi-litre. C'est cette étonnante variété des gens et des produits qui selon les lieux et selon les saisons fait l'intérêt et la richesse de ces marchés.

La figure 53 montre la répartition et les jours des marchés (numérotation de 1 à 8 selon la semaine bamiléké) dans le département de la Mifi. Chaque chefferie a le sien à l'exception de Bandréfam et de Bapa (729 et 1 753 habitants en 1966), quelques unes en ont plusieurs. C'est le cas par exemple de Bamendjou, où un marché se tient à un carrefour de pistes près de la sous-préfecture, un autre à la chefferie et un troisième à un regroupement situé au bord de la route Dschang-Bafang. À noter une plus grande densité de marchés autour de Bafoussam : trois dans la chefferie de Baleng et autant dans celle de Bafoussam, outre la ville elle-même.

Tableau n° 13
MARCHÉS DE LA MIFI
 (billets de places par catégories de commerce)

Période : janvier/mars 1972				
	Commune mixte rurale de Bafoussam		Commune mixte rurale de Bangou-Baham	
	Nombre	%	Nombre	%
Marchands ambulants sur camion	44	0,60	23	0,51
Marchands ambulants simples	828	11,23	214	4,70
Acheteurs de produits du crû	748	10,14	}	152
Vendeurs d'huile en fût, de café chaud et du petit bétail	326	4,42		
Vendeurs de rafraîchissement, sel, pain et huile en vrac	1 734	23,51	497	10,91
Bouchers petit bétail, vendeurs de poulets par cageots	423	5,74	—	—
Vendeurs de tabac	683	9,26	32	0,70
Vendeurs d'arachides grillées, beignets etc...	1 953	26,48	3 600	79,05
Vendeurs bois de chauffage	231	3,13	36	0,79
Artisans	406	5,50	—	—
TOTAL	7 376		4 554	

C.M.R. Bafoussam : 98 marchés — 8 Lieux.
C.M.R. Bangou-Baham : 25 marchés — 7 lieux.

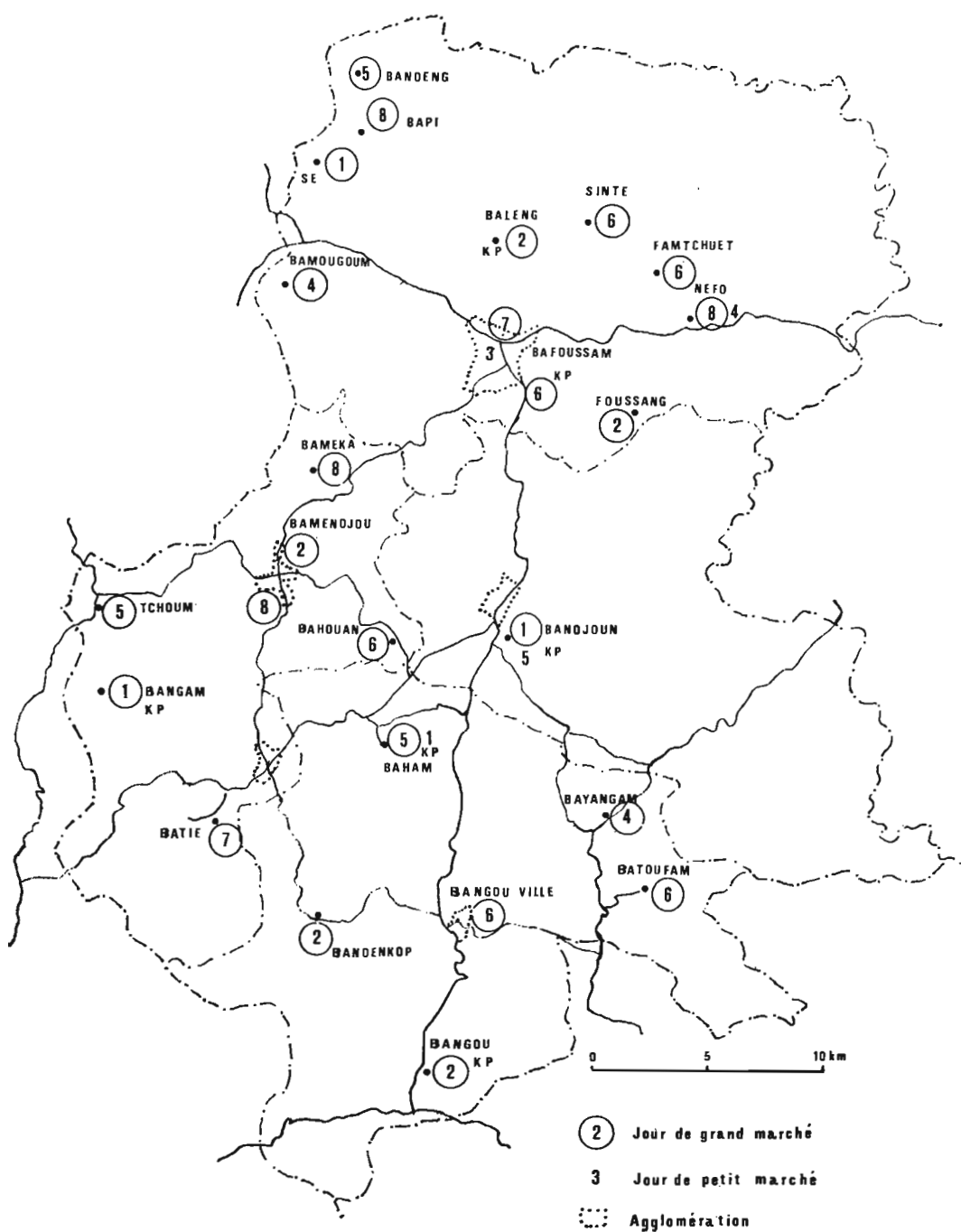


FIG. 53. Les marchés de la Mifi.

Il existe en pays bamiléké (comme d'ailleurs en pays Yoruba) un jour différent dans chaque chefferie, qui est traditionnellement sans marché. Il a cependant été « récupéré » pour les marchés urbains : par exemple, c'est ce jour qu'a lieu le petit marché de Bafoussam-ville ou le marché principal de Mbouda.

À partir des relevés faits par deux communes mixtes rurales, nous avons noté (cf. tabl. n° 13) les catégories de billets de place fournis aux divers vendeurs. Ces relevés sont imparfaits : ils sont incomplets, procèdent parfois à des regroupements hétéroclites (par exemple « vendeurs d'huile en fût, de café chaud et de petit bétail »), et ne prennent pas en compte les paysans qui viennent sur le marché pour vendre leur production ; il semble bien en outre, que les catégories ne soient pas tout à fait identiques dans les deux communes concernées. Ce tableau montre néanmoins la part importante des vendeurs de nourriture (arachides, beignets, rafraîchissements, pains) et des produits de première nécessité comme le sel et l'huile. Les vendeurs de bois de chauffage ne sont présents que dans les marchés les plus proches de Bafoussam. La part relativement importante des acheteurs de produits du cru montre le rôle essentiel de ces marchés ruraux dans le ravitaillement des villes.

Mais au-delà de ces relevés imparfaits des employés communaux, il est possible d'aller un peu plus loin dans l'analyse de cette activité commerciale, à partir de deux marchés de la province de l'Ouest, Foubot et Bangangté et d'un du Mungo, Manjo.

TROIS MARCHÉS DE PETITES VILLES

Ces trois marchés sont situés dans des contextes différents : Bangangté c'est celui d'une petite ville (10 000 habitants) dans un département en stagnation économique et régression démographique, Manjo (14 000 habitants) est un centre plus dynamique au cœur d'une zone de colonisation sur l'axe Douala-Nkongsamba, Foubot (17 000 habitants) est essentiellement un marché de gros où les acheteurs sont pour une grande part des personnes qui viennent s'approvisionner pour expédier au loin. Ce marché dépasse largement le ravitaillement de la ville elle-même. Quelques remarques sur le tableau n° 14 :

(1) La répartition entre vendeurs hommes et femmes est inégale selon les villes. Les hommes ne sont majoritaires que sur le marché de Manjo ; et les femmes représentent une proportion très forte de celui de Foubot (signe de l'émancipation économique des femmes bamoun, plus accentuée que dans les autres sociétés camerounaises).

(2) Les produits vivriers intéressent, dans les trois cas, le nombre le plus important de vendeurs (ils atteignent même 55 % à Bangangté, qui est essentiellement un marché de ravitaillement urbain), suivis par les produits destinés à l'alimentation qui ne sont pas issus directement des cultures pratiquées sur place. Pour le reste, on retrouve la gamme habituelle des produits en vente sur les marchés : tissus, vêtements, quincaillerie, produits de première nécessité.

Tableau n° 14
ANALYSE DE TROIS MARCHÉS URBAINS

	MANJO		BANGANGTÉ		FOUMBOT	
	N	%	N	%	N	%
<i>Nombre de Vendeurs</i>	412		547		2 129	
Hommes		54		30		27
Femmes		46		70		73
Producteurs		54		33		49
Revendeurs		46		67		51
<i>Résidence : Localité</i>		78		53		63
moins de 10 km		3		27		28
de 10 à 25 km		14		13		3
plus de 25 km		5		7		6
<i>Produits vendus</i>						
produits vivriers	155	37,62	299	55,06	1 026	48,26
Vin (maïs, raphia)	23		14		59	
Kola	3		16		116	
Huile de palme	11		23		126	
Farine, sel, lait, pain	5		14		49	
Beignets, mets préparés	11	19,42	1	23,94	140	29,59
Viande	6		18		20	
Volailles	3		19		28	
Poissons	18		23		72	
Palmistes			2		19	
Quincaillerie, bazar	40	9,71	22	4,05	94	,42
Tissus, pagnes	30		13		54	
Ateliers de couture	9				27	
Fripierie	6	23,30	6	5,52	113	10,54
Vêtements	19		8		9	
Couvertures	12		1		2	
Chaussures	20		2		19	
Médicaments indigènes	5		13		10	
Dépôts pharmaceutiques	4		2			
Kaolin, parfumerie, bijoux	6	8,25	13	9,21	8	3,81
Valises, sacs, corbeilles, nattes	9		6		39	
Tabac	10		16		24	
Moulins à maïs	3				2	
Restaurants, gargottes	2	1,70	1		22	
Bois			7			3,39
Artisans divers	2		1	2,21	38	
Engrais, pétrole					10	
Papeterie			3			

(3) Parmi les denrées produites localement (produits vivriers, plus vin, huile, viande etc...) la répartition revendeurs/producteurs est très variable : les producteurs ne représentent que le tiers des vendeurs sur le marché de Bangangté, ils sont par contre majoritaires à Manjo et à peine

moins nombreux que les revendeurs à Foubot. Dans ces marchés urbains en effet, nombre de paysans venus en ville vendre leur production, n'arrivent pas jusqu'à la place du marché. Ils sont arrêtés avant, soit à l'entrée de la ville, soit à l'entrée de la place par des revendeurs (le plus souvent ce sont des femmes) qui achètent leurs produits et les revendent ensuite aux clients de la ville. Dans certains marchés, il y a même une pression très forte, pour ne pas dire un véritable racket, pour empêcher les paysans d'accéder eux-mêmes au marché avec leurs marchandises.



LES BAYAM SELAM AU CAMEROUN

FIG. 54. *Les Bayam Selam, vues par le dessinateur de Cameroon Tribune (15 mai 1975).*

C'est le phénomène connu dans les villes camerounaises du sud sous le nom de « Buy'em Sell'em » (de l'anglais « Buy them, Sell them »), qui a été étudié en détail par NSANGOU AROUNA à Yaoundé (1975 a, c). Celui-ci y voit un facteur incontestable d'enrichissement pour la région dans la mesure où des revenus importants sont ainsi distribués aux paysans pour le ravitaillement des villes, et où de nombreux petits emplois sont induits par ce trafic : pousseurs, chargeurs etc... Il estime à 13 000 environ, en 1974, le nombre de vendeurs de vivres dans la capitale. Mais il note en même temps le coût élevé de la distribution qui représente au moins 60 % de la valeur du produit. Ces « buy'em sell'em » sont surtout des femmes qui

possèdent sur le marché un local ou une place. Elle travaillent de plusieurs manières : ou bien en association avec d'autres, l'une possédant parfois un camion parcourt les villages pour acheter des vivres pendant que d'autres vendent au marché. Ou bien en saisissant les producteurs dès leur descente du car, « aidées souvent par les percepteurs de droit de place qui exigent le paiement du ticket dès que quelqu'un descend avec des vivres ». Et l'auteur ajoute :

« que ce soient les revendeurs autochtones ou allogènes (celles-ci étant le plus souvent bamiléké), toutes pratiquent un véritable « commerce de traite » avec les populations rurales : achat des articles manufacturés dans les magasins de la grande ville et revente dans les villages enclavés ou insuffisamment approvisionnés en ces biens à des prix de détail pratiqués à Yaoundé, fourniture de matériel pour les travaux agricoles, prêts d'argent aux paysans ».

J.-L. DONGMO décrit ainsi ce processus sur le petit marché de Fam-leng (chefferie de Baleng, sur la route de Bafoussam-Foumbot) :

« Les vendeurs qui amènent leur maïs sur la tête ou en pousse-pousse n'atteignent pas le gros acheteur, car des garçons robustes sont postés à l'issue de chaque voie : ils arrachent les sacs et les conduisent près de leur patron qui attend près de la bascule, tandis que le vendeur les suit pour récupérer son argent » ⁽¹⁾.

(5) L'examen du domicile des personnes présentes sur le marché fait ressortir la proportion élevée de vendeurs originaires de la localité elle-même ou de ses environs immédiats. Dans chaque cas, ce sont plus de 80 % d'entre eux qui viennent de moins de 10 km, les vendeurs de la localité étant toujours majoritaires ⁽²⁾. C'est le résultat à la fois du nombre important de revendeurs non-producteurs et aussi du fait que de nombreux citadins sont des agriculteurs qui ont leurs champs à proximité de la ville, et peuvent de ce fait, vendre leur propre production.

Le commerce de la kola

Le commerce de la kola est intéressant à plus d'un titre. D'abord par sa durée, puisque c'est un produit qui, avec le sel, a alimenté les échanges les plus anciens en Afrique. Mais aussi par son étendue géographique puisque la kola a toujours été transportée sur des distances assez longues, et sociale car il fait appel à la collaboration de groupes ethniques différents sans qu'aucun n'ait pu en conquérir le monopole. C'est enfin un commerce qui est toujours demeuré exclusivement africain, sans aucune intervention

(1) J.-L. DONGMO, 1974-1976, p. 64.

(2) On a trouvé des chiffres voisins sur le marché de Mbouda où 47 % des vendeuses venaient de moins de 5 km du marché, 41 % entre 5 et 10 km, 9 % de 11 à 15 km et 3 % de plus de 16 km (NOFIELE, 1973).

des commerçants auropéens. On sait également le rôle important, presque rituel, qu'il joue dans la vie sociale : partager la kola est un geste d'amitié, presque un rite de communion entre les membres d'un groupe.

L'ouest du Cameroun est à cet égard un terrain d'observation privilégié puisqu'il constitue la principale zone de production de la kola. En pays bamiléké, les kolatiers sont particulièrement nombreux sur les versants des Mts Bamboutos et entre Bafoussam et Bangangté. Les chefferies de Bandjoun et de Banyangam étant parmi les plus productrices. Dans le Nord-Ouest, outre le versant occidental des Bamboutos, les zones de production principales sont situées entre Njinikom et Kumbo et autour de Nkambe et Ndu. Dans le Mungo, le principal secteur est la partie centrale du département notamment autour de Loum et au pied du Mt Kouké ⁽¹⁾.

La kola alimente un commerce important vers les régions septentrionales, notamment vers les zones soudano-sahéliennes où il est le seul excitant toléré par l'Islam. Bien avant la colonisation, elle était acheminée par des convois de porteurs ou d'ânes, depuis la région de Bamenda vers Yola et le nord du Nigeria actuel, depuis le plateau bamiléké vers l'Adamaoua et la Bénoué.

La principale époque de récolte se situe de mars à juin. La conservation du produit suppose une manipulation et une surveillance constantes pour éviter que les noix ne s'échauffent. Aussi est-ce souvent affaire de spécialistes et bon nombre de paysans vendent les noix dans leurs cabosses laissant à l'acheteur le soin de les faire sécher. Après le séchage, elles sont emballées dans des feuilles et mises dans des paniers en moelle de raphia tressé qui en contiennent environ 2 000.

Pendant un temps, les Bamoun ont été les intermédiaires entre les régions productrices du plateau bamiléké et les régions consommatrices du nord à une époque où les commerçants ne franchissaient guère les frontières de leur groupe ethnique. Mais assez vite ils ont été supplantés dans ce commerce par les « Haoussa » eux-mêmes venus du Nord. Dans une étude déjà ancienne du marché de Foumbot, J. BINET note que 89 Bamiléké et 5 Bamoun apportent des noix sur le marché pour l'exportation, des commerçants importants les collectent et les montent vers le nord avec des caravanes d'ânes. Mais vers 1950, ce type d'échange prend une autre dimension lorsque les ânes se voient préférer le camion pour ces voyages. En même temps ce sont les commerçants bamiléké de Bafoussam ou de Nkongsamba qui accaparent ce commerce et partent via Yaoundé (le route de Foumban à Banyo n'était pas construite) ⁽²⁾. Ils en rapportent des cuirs, des tissus de coton ou des oignons ⁽³⁾.

Les Bamiléké ne sont venus que plus tardivement à ce commerce. Actuellement Bafoussam est le principal centre de groupage de ce produit. Dix sept hommes pratiquent ce négoce, plus de la moitié sont originaires

(1) Cf. Fig. n° 56, p. 227.

(2) J. BINET, 1952 — *Le marché de Foumbot*. Études Camerounaises.

(3) C'est à l'occasion de ces voyages aussi que l'on emportait vers la Bénoué les grands pagnes de danses formés de bandes de cotons cousues et brodées avec du raphia. Ils étaient teints à l'indigo et rapportés ensuite vers les plateaux. La broderie de raphia enlevée, ils apparaissaient avec des réserves blanches. Ces batiks jouent toujours un rôle important lors de toutes les cérémonies en pays bamiléké.

de Baham, les autres viennent des chefferies voisines de Bafoussam. La plupart (12 sur 17) ont commencé avant 1955. Ils achètent sur les marchés où viennent déjà des revendeurs (à Bandjoun par exemple 20 % seulement de vendeurs sur le marché sont des producteurs, les autres sont des intermédiaires même s'ils ne disposent chacun que de quantités minimes). Les acheteurs préparent, emballent et stockent la marchandise. Ils l'expédient ensuite vers le Nord (la moitié des commerçants de Bafoussam vendent sur ce marché lointain et souvent ils accompagnent eux-mêmes le chargement). C'est une spécialité d'hommes qui ne pratiquent pas d'autres commerces, sont souvent à peu près illettrés et ne tiennent pas de comptabilité.

Dans les régions productrices, la kola est source de revenus qui dépassent parfois pour les paysans ceux provenant de la vente du café. Ainsi à Bandjoun, lors d'enquêtes de budgets réalisées par J. HURAUULT en 1967/68, on a relevé les exemples suivants sur quatre familles. Les recettes des hommes chefs de famille durant les 7 ou 8 premiers mois de l'année se répartissent ainsi en pourcentage :

	PROD. ARTISAN.	KOLA	CAFÉ	PORCS VOLAILLE	VIVRES VIN	DIVERS
N° 1	44,6	28	26		1,5	
N° 2	0,6	37,2	26,4	25,3	1,5	8,9
N° 3	65,6	5,1		13,8	2,2	13,2
N° 4	46,5	20,7		21,1	5	6,7

Ces pourcentages, qui n'ont évidemment pas une valeur statistique, montrent l'importance de la kola dans les revenus paysans, ses recettes sont supérieures ici à celles provenant du café. (Il faut souligner en outre l'importance pour trois chefs de famille des revenus tirés de l'artisanat : il s'agit dans le cas présent de la fabrication des sièges, fenêtres, meubles).

La partie Centrale du Mungo représente une part importante de la commercialisation de la Kola. La région produit une variété de kola rouge qui est très appréciée dans le Nord du Cameroun et du Nigeria. C'est l'objet d'un trafic important, et assez paradoxalement, dans un département où les Bamiléké détiennent l'essentiel des activités commerciales et agricoles, il est à peu près entièrement aux mains d'étrangers à la région, les « Haoussa » (1).

Ils se sont installés à Loum et dans les environs vers 1950 selon M. NANA pour se consacrer au commerce des bœufs venus à pied de l'Adamaoua. Puis ils l'ont peu à peu délaissé pour s'attacher exclusivement à celui de la Kola.

(1) Haoussa : ce terme désigne indistinctement l'ensemble des originaires du Nord musulman, parmi lesquels les Haoussa stricto-sensu ne sont qu'en très petit nombre. En Côte-d'Ivoire également le commerce de la kola en zone forestière est le fait des groupes ethniques septentrionaux. À Anyama par exemple, M. VERNIÈRE a noté 38 % de Dioula et 62 % de Malinké (M. VERNIÈRE, 1969).

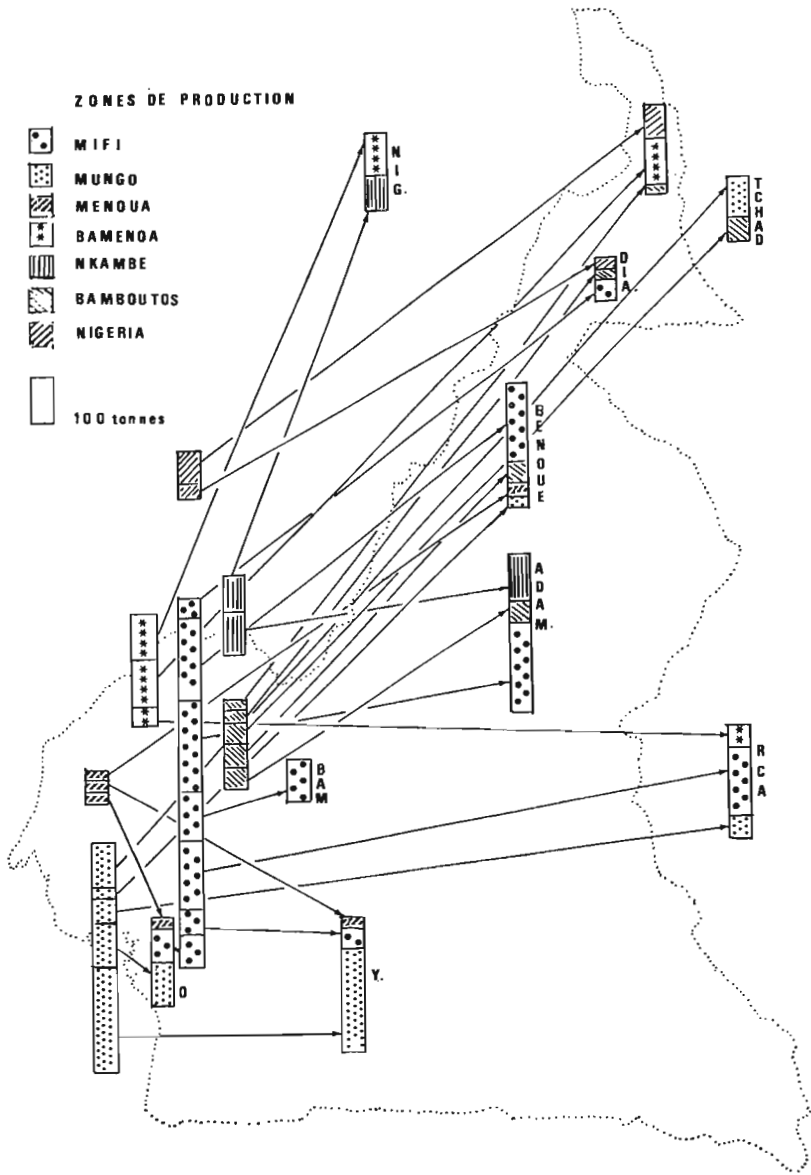


FIG. 55. Commerce de la kola (source : Puechavy-Simon, 1967).

« Ils reçoivent au début et pendant la saison de la kola, des mandats de leurs « patrons » du Nord qui leur permettent d'acheter les tonnes de kola qu'ils font évacuer par des grands camions Mercedes de 10 à 15 tonnes. Depuis 1968, un fort contingent de Haoussa arrivent dans la ville pour renforcer les acheteurs sédentaires.

Ceux-là forment une population flottante difficile à évaluer. Du matin au soir, ils sillonnent toutes les pistes de la région à la recherche de ce produit de cueillette. Les plus astucieux attendent au bord des pistes qui débouchent sur les routes principales, axes de pénétration dans la ville » ⁽¹⁾.

La kola est achetée fraîche, souvent sur les marchés. Elle est entassée à terre et recouverte de feuilles. Les noix pourrissent durant 6 à 7 jours ; on les piétine ensuite pour enlever la peau noire. Après lavage, elles sont mises en sacs de 100 kg environ, et emballées avec des feuilles pour l'expédition. Dans le petit bourg de Nlohé, à quelques kilomètres de Loum, une centaine de « nordistes » font ce commerce durant la saison dont la période principale se situe d'octobre-novembre à janvier.

La kola exportée est vendue en cours de route dans les différentes villes du Nord, mais aussi à Bangui, Ndjaména, et, via la R.C.A. jusqu'au Soudan.

Le principal commerçant de kola interviewé à Loum a déclaré y être installé depuis 1954. Il n'a pas d'employé, mais se considère comme un « ambassadeur » qui accueille et conseille des marchands venus du Nord s'installer chez lui. Quelques commerçants logent chez des Bamiléké, et parmi ces derniers quelques uns se sont mis récemment, à Loum, à pratiquer ce commerce.

Le commerce de l'huile de palme

L'huile de palme est la matière grasse la plus couramment utilisée dans la cuisine. Or, les plateaux n'en produisent pas. Elle est donc l'objet d'un trafic très important et très bien organisé puisque c'est un produit qui est diffusé jusque dans les marchés les plus modestes.

Quelques transactions sont effectuées avec l'huile produite à la périphérie immédiate des plateaux : région de Magba et vallée du Mbam, vallée de la Menchum, au sud-ouest de Wum, région de Batibo, vallée du Nkam (plaine des Mbo, Kékem).

L'huile produite localement, par des procédés tout à fait artisanaux (le foulage aux pieds des noix préalablement chauffées est de règle) est vendue sur les marchés tels que Massangam et Malantouen (Bamoun), Beba Befang (Menchum), Batibo (Momo), Kékem, et achetée par des commerçants venus des villes voisines qui la redistribuent ensuite sur les

(1) P. NANA, 1974, p. 70.

marchés des plateaux. Les palmistes sont vendus soit en coques, soit décortiqués et destinés à l'exportation. Dans ces zones de production les paysans tirent souvent des revenus plus importants de l'huile que du café.

Mais l'essentiel de l'huile consommée dans l'ouest vient maintenant des grandes plantations du Sud-Ouest ⁽¹⁾. Victoria et Kumba sont les principaux centres où les camions vont s'approvisionner. Les grands fûts de 200 litres sont ensuite répartis entre les villes et les marchés, et l'on vend au détail, par tines (bidons de 18 litres) calebasses ou bouteilles. Les vendeurs d'huile sont généralement regroupés et les fûts sont le plus souvent réchauffés par un feu pour rendre l'huile plus fluide.

À Bafoussam, sur les 22 principaux commerçants d'huile de palme, la moitié l'achètent dans la province du Sud-Ouest et la moitié à Bafoussam même. Sur le marché de Bandjoun, on a relevé lors d'une enquête, 95 vendeurs (49 hommes et 46 femmes), originaires de la chefferie pour 73 d'entre eux (les autres venant de chefferies proches). Quelques uns vont acheter l'huile à Bafoussam ou à Nlohé, mais les autres sont livrés en quelque sorte sur place. Il y a d'ailleurs peu de grossistes sur le marché de Bandjoun : 4 seulement vendent en fûts, les autres détaillent l'huile par tines (18 cas), litres (52 cas) ou calebasses (21 cas).

Les cultures maraîchères

Pratiquées depuis longtemps dans l'ouest, elles ont pris une extension spectaculaire au cours des dernières années sous l'influence de plusieurs facteurs. D'une part, le milieu naturel du Cameroun occidental se prête bien à ce genre de production : l'altitude et le climat frais qu'elle engendre, la pluviométrie abondante et le nombre de cours d'eau, les sols excellents dans les zones de volcanisme récent sont autant de conditions qui ont permis une bonne acclimatation des légumes européens (que certains Camerounais préfèrent appeler légumes « exotiques »). Depuis longtemps déjà certaines cultures maraîchères étaient pratiquées par les agriculteurs des plateaux ; on a noté par exemple une diffusion spectaculaire du chou, consommé très largement maintenant par les producteurs. Par ailleurs l'essor urbain s'est accompagné d'une modification des habitudes alimentaires chez les citadins aisés qui consomment actuellement des produits réservés autrefois, pratiquement, aux Européens. Enfin, l'expérimentation agricole a pu s'appuyer sur place sur les grandes plantations qui, saisissant les opportunités du marché national, et ne voulant plus être tributaires d'un marché international du café trop aléatoire, se sont lancées parfois avec des moyens importants dans la production maraîchère. L'exemple

(1) La PAMOL livre maintenant la totalité de son huile de palme sur le marché local. (Cf. G. COURADE, 1978). La C.D.C. en livrait 60 % en 1974.

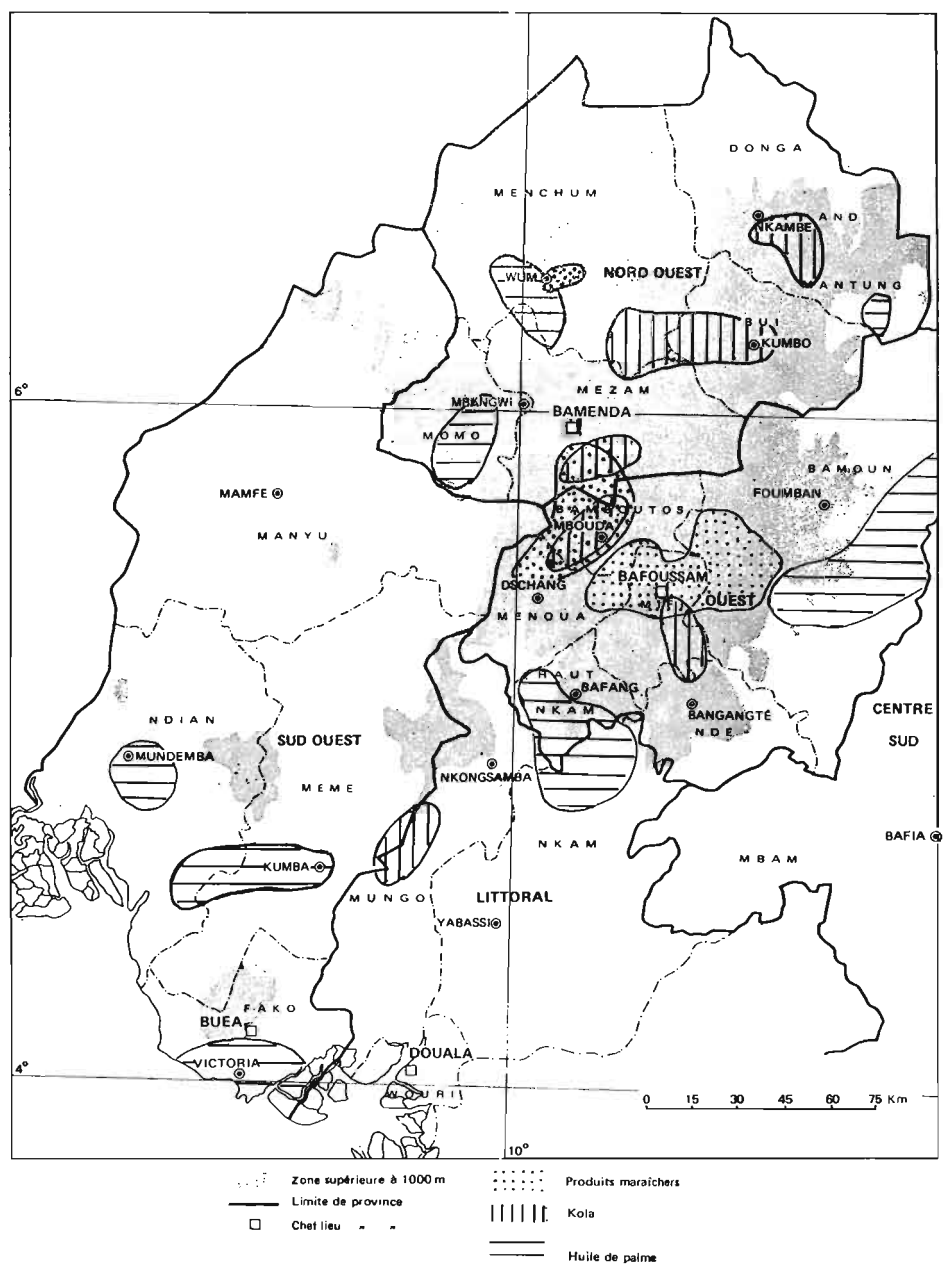


FIG. 56. Principales zones de production : prod. maraîchers, kola, huile de palme.

a été donné notamment par les grandes plantations de Babadjou (Darmagnac et Sincoa) qui s'en sont fait une spécialité et par la plupart des Européens de Foubot, notamment la C.O.C. après une tentative difficile de reconversion de ses activités dans les plantes à parfum.

Le relais a été pris maintenant par un grand nombre de petits producteurs. Foubot est le grand centre régional de collecte de ces produits maraîchers qui sont cultivés largement dans son arrondissement. Les vendeurs sont nombreux mais les acheteurs aussi, on en dénombre une centaine les dimanches matins (jour de marché officiel, mais en fait les transactions sont actives dès le samedi après-midi). Certains acheteurs ont des camions. Mais la plupart, soit seuls, soit à plusieurs, louent les services d'un transporteur à destination de Douala ou de Yaoundé et partent eux-mêmes en car ou taxi pour accueillir leur marchandise à l'arrivée. Dans ces villes, les produits sont achetés par des magasins (il existe sept magasins de primeurs à Douala), par des collectivités ou par des commerçants associés aux acheteurs qui fréquentent les marchés de l'Ouest.

Certains grossistes stockent chez eux, dans les villes de l'ouest, les produits faciles à conserver afin de les écouler lorsque les prix ont augmenté sur les lieux de grande consommation.

Foubot est relayé par de petits marchés, plus proches des lieux de production comme Bankouop. De même, Mbouda et Bafoussam, les deux autres principaux centres de collectes de légumes ont pour satellites respectivement Bangang et Badadjou pour l'une qui collectent notamment les pommes de terre et les choux cultivés sur les Mt Bamboutos et dans la région de Santa, et Bansa pour l'autre.

Les principales zones de production maraîchère sont situées autour de Foubot, de Baleng, Bafoussam, dans les environs de Bamenda et de Santa.

La Ménoua est également une zone importante de production maraîchère :

« Les secteurs de production sont surtout Bafou, Fongo Tongo, qui se spécialisent dans la production de l'oignon et de l'ail, tandis que Bansa et Baloum produisent surtout du poireau, de la carotte et de la salade. La zone périphérique de la ville produit pour le ravitaillement du centre urbain de la tomate, du chou et de la salade » (1).

Ce département, comme celui des Bamboutos où l'on pratique les cultures maraîchères à Babadjou, Galim, Bamendjing, Bafounda, Bamendjo, est également producteur de pommes de terre, en quantités importantes, qui sont cultivées surtout en altitude sur les Mts Bamboutos. On a même installé récemment à Djuttitsa, à l'ancienne ferme de la Pastorale, une unité de production de semences grâce à l'aide technique hollandaise.

À Bafoussam, les collecteurs de produits maraîchers achètent sur place pour la plupart. Quelques uns ont des « abonnés » dans les chefferies voisines (Baleng, Bafoussam, Bamougoum, Bansa) : ils leur vendent les graines et vont avec des camionnettes chercher les produits. Les boutiques

(1) P. NGWEPE, 1976.

de produits maraîchers sont ouvertes chaque jour. Les légumes sont achetés par les citadins pour leur consommation, mais aussi pour des expéditions : des sociétés viennent de Douala ou Yaoundé avec des camions. Il y a également des « Gabonais » (ce sont en fait des Bamiléké associés avec des Gabonais) qui effectuent des achats pour Libreville où ils exportent soit par camions (via Ebolowa) soit par avion au départ de Koutaba ou de Douala.

La culture elle-même est pratiquée de façon très traditionnelle, sans autre fumure le plus souvent, que celle provenant de l'enfouissement des feuilles, ou du fumier de cochon, avec le même outillage (râteau en plus cependant) que pour les cultures vivrières. Mais de nombreux paysans la trouvent plus rémunératrice que celle du café.

Plusieurs tentatives ont été faites pour promouvoir un système de commercialisation coopérative. Aucune n'a été jusqu'à présent couronnée de succès. Par contre depuis quelques années des sociétés privées assurent ce négoce avec efficacité. La C.O.C. (Compagnie Ouest Cameroun) l'avait d'abord tenté en vendant à Douala où elle avait un magasin (« Les Primeurs du Noun », ouvert en 1967) sa production et celle des paysans voisins de sa plantation, mais elle a dû renoncer par suite de difficultés qui n'étaient pas seulement d'ordre économique. Elle a été rachetée depuis par un haut fonctionnaire bamoun. Actuellement, la Société Africaine de Fruits et Légumes, basée à Fombot, assure le conditionnement des produits (difficile pour des fruits comme les fraises par exemple) et les exporte par avion vers le Gabon, ou par camion vers Douala. Cette société ramasse 10 à 12 t de produits par semaine, en envoie à Douala où elle a loué une chambre froide de 400 m³, 8 à 10 t (5 de pommes de terre et 2 d'oignons) puis par avion vers Libreville. Par route vers le Gabon en effet, il faut trois jours de voyage et les légumes arrivent souvent abîmés. Cette société collecte, mais n'intervient pas directement dans la production, sauf sous forme de contrats avec des paysans (dans la région de Fombot ils sont à peu près tous bamoun) à qui elle fournit les graines et achète la production.

Depuis, un second centre de ramassage a été installé à Bafoussam pour trier et conditionner les produits. Et l'entreprise, trois ans après son démarrage, possède quatre camions frigorifiques.

Parmi les légumes produits et proposés à la vente, au marché de Fombot, on note, d'après des chiffres relevés en 1974/75 par la Direction Départementale de l'Agriculture, une proportion élevée de tomates (857 t sur un total de 1 224 soit 70 %), suivies par les salades (7,65 %), les pommes de terre (5,07), les carottes (3,67 %) et les choux verts (2,57 %). Mais on y trouve aussi toute la gamme des légumes dits européens (par ordre d'importance) : haricots verts, poireaux, courgettes, haricots secs, concombres, aubergines, betteraves, navets, choux rouges, poivrons, radis, fenouil, épinards, céleris, petits pois, oignons verts. Les vendeurs de ce marché sont à peu près tous Bamoun, et beaucoup vendent eux-mêmes leur production. Ce qui n'est pas le cas dans les villes importantes où les producteurs sont assaillis dès leur entrée en ville ou sur la place du marché.

Le bétail et le marché de la viande

Le commerce de bétail tient une part importante de l'activité des marchés traditionnels. Il est pratiqué à la fois par les paysans et par des éleveurs. Les premiers vendent et achètent chèvres et moutons, mais aussi des porcs qui sont l'objet d'un trafic notable ; certains paysans vendent de jeunes porcelets, d'autres les achètent pour les engraisser chez eux dans des enclos et les revendre quelques mois plus tard. Traditionnellement l'élevage des porcs se pratique dans des enclos proches de la maison d'habitation et ils sont nourris essentiellement par les déchets de cuisine et les feuilles de bananiers. L'élevage des chèvres et des moutons se pratiquait autrefois sur les pâturages collectifs qui couronnaient les collines, les bêtes allant et venant librement entre ces pâturages et les abords des maisons qu'elles rejoignaient à la nuit. La période troublée qu'a traversée le pays bamiléké a considérablement réduit ce type d'élevage, d'autant plus que l'extension des cultures vers le sommet des versants réduisait l'étendue des terrains disponibles. De ce fait, c'est surtout l'élevage des porcs qui est pratiqué maintenant. Sur les marchés, un espace important est toujours réservé à ce petit bétail et comme pour les autres produits agricoles des acheteurs venus des villes voisines les embarquent dans des camions à destination des marchés urbains.

Le marché de gros bétail est un peu différent et il faut distinguer deux types de vente ; celle de la viande, et celle du bétail sur pied. Dans le premier cas, ce sont des bouchers qui amènent sur les marchés des campagnes ou des villes, des bêtes abattues qu'ils débitent pour la consommation locale. Dans le second, ce sont les éleveurs (Peuls, Bororos ou Fulani) qui vendent leurs bêtes à des chevillards qui les évacuent ensuite vers les lieux de consommation. Les principaux marchés à bétail sont situés à Bagam, Babadjou Kobou et Galim (Bamboutos), Bafolé (Bamoun), Bafou (Ménoua).

Un marché très important se tient à Nkongsamba. Il fût pendant longtemps à Nyabang, à une quinzaine de kilomètres au nord de cette ville. C'était là, dans un vaste espace peuplé de goyaviers, le lieu de rencontre entre les troupeaux venus à pied de la région de Bamenda et de Banyo, et les chevillards bamiléké de Douala, qui convoaient ensuite les bêtes jusqu'à la gare de Nkongsamba pour les embarquer vers la grande ville. Les chevillards payaient les éleveurs sur place et ceux-ci expédiaient l'argent vers Banyo sous forme de mandats avant de regagner eux-mêmes l'Adamoua en car. « Ce ne serait pas prudent, disaient-ils, de traverser ce pays avec de l'argent sur soi ».

Les bœufs viennent en général de la région de Banyo et ils arrivent dans l'Ouest au terme d'un voyage de 2 à 3 semaines au cours duquel de nombreuses bêtes ont été vendues au gré des marchés rencontrés. Ils sont conduits par des bergers peuls et le plus souvent dans les villes, un « Haoussa »

sert d'intermédiaire entre eux et les bouchers locaux, qui sont pour la plupart du temps bamiléké dans l'Ouest ou le Mungo. La consommation de viande varie selon les saisons. Ainsi à Bafang

« on tue 5 à 7 bœufs les jours de marché et 3 seulement les jours ordinaires. Mais pendant la « saison » on en tue davantage. Le jour de l'An, il arrive qu'on en tue jusqu'à 18 ... Le petit bétail chèvres et porcs, viennent surtout du département de la Mifi, notamment de Bandjoun. On tue 23 à 25 chèvres pendant les jours de marché, mais 2 à 3 seulement les jours ordinaires. Les porcs ne sont abattus que les jours de marché, leur nombre varie autour de 5 » ⁽¹⁾.

À Loum également, P. NANA indique que l'abattage des bœufs double durant la saison caféière. Il en est de même à Mbouda où l'on tue 5 à 6 bœufs les jours de marché et deux fois plus lors de la vente du café et des fêtes de fin d'année.

L'élevage bovin se pratiquait autrefois en pays bamiléké notamment dans une grande ferme installée à Bafou sur les Bamboutos, la Pastorale. Celle-ci avait aussi une installation importante à Nkongsamba, sur les flancs du Manengouba. Elle s'était constituée en 1928 et ravitaillait essentiellement la ville de Douala où elle avait installé une boucherie moderne. Elle possédait également des installations importantes à Ngaoundéré. Depuis l'Indépendance elle a perdu ses installations de Bafou, mais continue grâce à ses deux autres centres, à ravitailler les villes du Sud (et, à Douala, les compagnies de navigation qui font escale) ainsi que Libreville.

Quelques troupeaux de bovins existent aussi dans plusieurs plantations européennes notamment celles de Babadjou (deux troupeaux de 150 à 200 têtes), et un certain nombre de chefs ou de notables possèdent également des bœufs qu'ils confient à des pasteurs bororo.

Des éleveurs vivent également, en nombre important, dans les deux provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest. Dans la première, on compte environ 40 000 têtes principalement dans le département Bamoun. Les effectifs du Nord-Ouest se montent à 250 000 têtes environ. Dans les deux cas, les troupeaux servent à l'approvisionnement des villes locales mais la plus grande partie est acheminée vers les villes du Littoral, soit en camions (environ 1/10), soit à pied comme pour les bêtes venues de l'Adamaoua.

L'un des problèmes rencontrés par ce type d'élevage est celui de la concurrence pour la terre avec les agriculteurs qui mettent progressivement en culture les sommets de versants autrefois réservés à l'élevage. En pays bamiléké cet accroissement des surfaces cultivées a pratiquement empêché que ne se reconstitue l'élevage existant avant les troubles (il ne subsiste plus guère de troupeaux que sur le massif de Bana, les Bamboutos et la région de Galim). Par contre dans le Nord-Ouest, la concurrence est encore vive entre paysans et éleveurs et les conflits fréquents au point que l'on a dû organiser un vaste projet, le « Farmers Graziers Scheme » qui délimite les terrains des uns et des autres.

La consommation de poisson est un élément important de la nourriture des citadins et des paysans. Deux types de commercialisation assurent

(1) D. TCHAMGWE, 1973, p. 159.

sa distribution. D'une part le poisson frais venu de la côte. Il est maintenant distribué en ville par des camions isothermes de deux sociétés de Douala, la S.I.P.E.C. et la S.C.P.M. ⁽¹⁾ qui apportent des poissons congelés dans les principales villes de l'Ouest. Là, il est souvent distribué par de petites camionnettes munies d'un haut-parleur, qui parcourent les rues de la ville. Mais c'est le poisson fumé ou séché qui est le plus largement vendu car son transport et sa conservation sont plus faciles. Il provient de Douala ou de Kumba (cette ville servant de relais avec les pêcheries de la région de Mbonge, Lobe, Rio del Rey). Ce commerce est, lui, entre les mains des petits commerçants.

Le ravitaillement vivrier des villes

Les villes de l'ouest ne souffrent pas dans l'ensemble d'un manque de ravitaillement. Il est de fait que même dans une ville comme Bafoussam on achète des vivres sur les marchés urbains pour l'extérieur. Ces villes ont donc un rôle important de collecte des denrées de base pour les autres marchés. Ainsi à Mbouda :

« Les produits vivriers sont achetés par les fonctionnaires, les prostituées et les gens exerçant des professions autres que l'agriculture. Rarement les citadins ruraux achètent des vivres ou même des condiments, car leur polyculture permet de tout produire sur un même champ et la culture intra-urbaine leur fournit des légumes frais. Aussi une grande partie des achats est destinée aux grandes villes du Sud du pays. Les acheteurs intermédiaires paient à des prix dérisoires au détriment des productrices » ⁽²⁾.

Le ravitaillement des citadins se fait de deux manières :

— d'une part par leur propre production, plus précisément par celle des femmes qui cultivent des champs, soit dans la ville elle-même (mais ceux-ci sont moins nombreux que les petites plantations de café s'insinuent partout dans les quartiers urbains), soit, le plus souvent, à la périphérie urbaine.

Il suffit par exemple de circuler aux environs de Bafoussam en saison de pluies pour être frappé par l'omniprésence du maïs : les collines en sont couvertes et la culture déborde jusque sur les talus des bords de route. Une bonne partie de la campagne au bord du Noun, à une quinzaine de kilomètres de la ville est cultivée par des citadins dont bon nombre s'y rendent en voiture (camionnettes et petits cars). Le café y est rare, c'est une zone consacrée principalement au maïs et aux autres produits vivriers.

(1) SIPEC : *Société Industrielle de Pêche au Cameroun*.
SCPM : *Société Camerounaise des Produits de Mer*.

(2) D. NOFIELE 1973, p. 90.

— d'autre part, par des achats sur les marchés. Mais ceux-ci par exemple à Bafang ou Bangangté, sont parfois insuffisants et les acheteurs doivent dans ce cas aller plus loin. À Bafang par exemple :

« Les personnes qui ne peuvent pas s'approvisionner en ville, soit du fait des prix élevés ou du fait de l'absence de vivres, le font hors du département, notamment à Mbouda, Foumbot ou Bafoussam. Certains fréquentent les marchés péri-urbains dont Kékem (23 km), Banka (3 km), Petit Diboum (10 km) » ⁽¹⁾.

L'auteur cite encore le cas de la prison civile de la ville qui pour nourrir ses 200 pensionnaires s'adresse à 4 fournisseurs (2 pour les vivres frais et 2 pour la viande et le poisson sec). Les premiers parcourent les marchés de la province, surtout dans les départements Bamoun, Mifi et Bamboutos et achètent les denrées nécessaires pour honorer leur contrat. Il en est de même du grand collège catholique dont l'un des employés parcourt aussi les marchés extérieurs au département pour collecter les produits vivriers.

À Loum, P. NANA note la présence de quelques jardins de petites dimensions autour des maisons où l'on cultive surtout des condiments, et,

« c'est la zone périphérique de la ville qui assure pour un bon tiers l'alimentation des citadins. Le reste des denrées provient donc des plantations de brousse où les femmes vont s'approvisionner une ou deux fois par semaine » ⁽²⁾.

L'un des produits les plus vendus sur les marchés est le maïs, qui est véritablement la culture dominante dans la province de l'Ouest. Lors d'une enquête conduite en 1964 ⁽³⁾, on a estimé à plus de 21 000 t les quantités exportées par la province, venant essentiellement de quatre départements (Mifi 7 200 t, Ménoua 7 000 t, Bamoun 5 500 t et Bamboutos 1 250 t). Les enquêteurs estimaient ainsi les destinations de ce produit : un peu moins de 1/5 vers le Nord (Garoua et Ngaoundéré), 2/5 vers le Mungo et Douala, 1/5 vers Yaoundé, le reste vers les autres départements bamiléké.

En 1974, à l'initiative de l'église évangélique, une coopération dite « Association des Paysans du Bamoun » s'est constituée à Foumban. L'association a un camion de 7 tonnes avec lequel elle parcourt les villages pour acheter du maïs. Celui-ci, dont les cours sont très fluctuants au cours de l'année, sera stocké en silo avant d'être expédié en ville ou revendu aux paysans. Cette culture est elle aussi plus rémunératrice que le café ⁽⁴⁾.

Dans les villes plus grandes par contre, la proportion de citadins qui assurent eux-mêmes leur ravitaillement est beaucoup plus faible, à la fois

(1) D. TCHAMGWE, 1973.

(2) P. NANA, 1974.

(3) SEDES, 1965.

(4) Un autre projet de culture du maïs, sur une grande échelle, est en cours d'exécution dans le même département. Une société d'économie mixte, la Maïserie de l'Ouest, financée par des capitaux américains (Alexander and Baldwin Agribusiness Ltd) et une participation de la Société Financière Internationale (Groupe de la Banque Mondiale) projetait de cultiver 12 000 ha de maïs (après une phase expérimentale de trois ans portant sur 140 ha), assurant une production de 100 000 T. (Marchés Tropicaux 3/03/1980). C'est évidemment là une toute autre stratégie de développement que l'expérience protestante.

à cause de la taille même de la ville, mais aussi de sa diversité ethnique et sociologique. Ainsi à Yaoundé, selon NSANGOU AROUNA :

« 40 à 60 % des familles ne sont plus en contact avec la famille du village ; elles doivent acheter toute la nourriture et les achats portent en général sur des calories plus coûteuses que les calories traditionnelles riz, pain, pâtes... se substituent au maïs, manioc, igname etc... » ⁽¹⁾.

Il note également en ville un véritable engouement pour le pain, un aliment qui donne « le brevet de citoyen ».

Le Cameroun de l'Ouest ravitaille non seulement ses propres villes, mais aussi pour l'essentiel Douala. Dans une étude sur le trafic ferroviaire V. PASSELANDE notait qu'en 1969, les vivres acheminées par voie ferrée venaient pour 80 % de la ligne nord (plus de 24 000 tonnes sur 30 000 débarquées à Douala par an). Les bananes refusées à l'exportation constituant une partie importante de ce trafic (11 700 t) suivies par les bovins de l'Adamaoua, le sucre de Mbandjock, l'huile de palme et les tubercules divers, venant pour une grande part de l'Ouest. Il notait aussi l'importance des « colis accompagnés » : chaque jour circulent deux trains sur la ligne nord (et un sur la ligne du Centre) qui ont des voitures spécialement conçues pour le transport des vivres accompagnés.

« À leur retour sur Douala, les trains sont bondés... Le voyage se poursuit toutes portières ouvertes, dans un entassement indescriptible de sacs, d'hommes et de femmes ruisselants de sueur, de dame-jeannes, de ballots informes écrasés les uns contre les autres, de volailles effrayées gisant sous les colis ou juchées sur les porte-bagages. Les soufflets sont bourrés. Vouloir se rendre d'un wagon à l'autre ne se fait qu'au prix de multiples acrobaties ; il faut d'abord escalader cinq à six étages de sacs ⁽²⁾.

L'auteur estime que 9 tonnes par jour s'ajoutent ainsi au ravitaillement vivrier de la métropole. Mais il faut souligner que la voie ferrée ne véhicule sans doute qu'une partie relativement faible du ravitaillement de Douala, l'essentiel voyage par la route.

CONCLUSION

Au terme de cet examen de la commercialisation des produits agricoles, plusieurs questions viennent à l'esprit : quel est le rôle respectif des villes et des campagnes dans la maîtrise des échanges ? Les campagnes camerounaises sont-elles en mesure de nourrir leurs villes ?

Sur le premier point, on le verra aussi pour les produits d'exportation, mais cela apparaît davantage pour les produits vivriers, le rôle décisif est tenu par les citoyens. Les essais qui ont été tentés pour organiser le monde agricole dans un système coopératif ont connu un certain succès pour les produits d'exportation, mais ils ont à peu près toujours échoué pour les

(1) NSANGOU AROUNA, 1975 b.

(2) V. PASSELANDE, 1972, p. 213.

vivres. Aussi s'oriente-t-on désormais vers une structure de grandes sociétés dotées de moyens importants : soit publiques, c'est le cas de la MIDEVIV ⁽¹⁾ à Yaoundé et Douala qui conduit une opération « ceinture verte » autour des deux métropoles, soit privées comme à Foubot et Bafoussam pour les produits maraîchers. C'est donc un type de développement qui est étroitement dirigé par les habitants des villes et qui dans le cas de la MIDEVIV profite davantage à des citadins désireux de produire des vivres, bananes, plantains par exemple, qu'à des paysans véritables. On a vu également combien l'accès direct aux marchés urbains était difficile pour les producteurs eux-mêmes. Leur proportion varie selon l'importance du centre, mais même dans des petites villes comme Bangangté, la proportion des revendeurs est plus élevée que celle des producteurs. Ainsi se dessine dans les faits toute une stratégie plus ou moins avouée dont l'objectif est moins d'accroître les revenus des paysans que d'empêcher l'enchérissement des produits vivriers dans les villes.

Et pourtant un nombre croissant d'agriculteurs ont compris l'intérêt d'orienter leur production davantage vers le marché intérieur que vers l'exportation. Et avec des nuances selon les régions et les tailles des villes, on peut dire que les divers « greniers » du Cameroun sont en mesure de nourrir leurs cités, et même, on l'a vu pour le Gabon, d'approvisionner aussi les pays voisins. La situation est différente au Cameroun de ce qu'elle est par exemple au Congo où Brazzaville est facilement à la merci des difficultés d'approvisionnement ⁽²⁾.

Toutefois, les grands produits agricoles d'exportation tiennent encore une place prépondérante dans l'économie camerounaise. Leur collecte et leur acheminement mettent en œuvre des systèmes commerciaux différents selon les régions et selon la nature de ces produits.

(1) MIDEVIV : Mission pour le Développement des cultures vivrières.

(2) « La région du Pool vit aujourd'hui « en étroite symbiose » avec la capitale. Il s'ensuit que ce courant commercial est en majeure partie entre les mains d'un même groupe ethnique : l'ensemble Bacongobalali-Bassoundi, ce qui permet à cette population de marquer aux Pouvoirs Publics son mécontentement en restreignant volontairement le volume des transactions. C'est ce qui s'est produit au début de l'année 1969. Il faut remarquer aussi combien le ravitaillement en vivres de Brazzaville est particulièrement vulnérable quand on constate que tout le trafic emprunte les deux seules routes et la seule voie ferrée qui la relie au reste du pays. Que les transports ferroviaires et routiers soient interrompus, la population brazzavilloise n'a plus rien à manger au bout de 48 h. Les événements politiques de 1963 le démontrèrent. » A. AUGER, 1972.

CHAPITRE VIII

LA COLLECTE DES PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION

Les exportations de produits agricoles représentaient en 1974-75 près de 70 % des ventes du Cameroun à l'étranger ⁽¹⁾. C'est dire qu'en dépit d'un important effort d'industrialisation, mené surtout depuis l'indépendance (mais qui tend à s'atténuer du fait de la crise économique mondiale), et de l'activité forestière, le pays est encore largement tributaire pour ses échanges des ventes de produits agricoles. Dans l'ouest, les cultures destinées à l'exportation sont essentiellement le café, arabica ou robusta, et le palmier à huile ; les bananes, le caoutchouc et le thé ont une importance moindre, et le cacao y est presque marginal. L'histoire de ces cultures est diverse de même que la structure des exploitations agricoles et l'organisation commerciale qui préside à leur exportation vers l'étranger.

La commercialisation des produits d'exportation et l'organisation traditionnelle de la traite

La pénétration économique européenne, nous l'avons vu au cours des chapitres précédents, s'est opérée dans un premier temps par les concessions, immenses, attribuées à de grandes sociétés allemandes, qui s'intéressaient essentiellement au ramassage des produits de cueillette, latex et palmistes. Mais très vite ce mode d'exploitation très extensif a cédé la place à l'installation de grands domaines agricoles, autour du Mt Cameroun et dans le Mungo, pour pratiquer des cultures dites riches. Au fil des années, et après bien des avatars, ces plantations privées ont été soit regroupées au sein de la C.D.C. dans la province du Sud-Ouest, soit, dans le Mungo, morcelées et vendues pour la plupart. Par ailleurs, le gouverne-

(1) dont 28 % pour le cacao, 9 % pour les sous-produits du cacao, 19 % pour le café. Source : IV^e Plan quinquennal de développement économique, social et culturel.

ment du Cameroun poursuit un vaste programme de grandes plantations d'État consacrées au palmier à huile et à l'hévéa.

Très vite la colonisation française a pris le contrepied de la politique allemande pour développer des cultures familiales basées sur les mêmes produits d'exportation. Avec toutefois une certaine prudence sur le plateau bamiléké où l'on craignait que ce pays « surpeuplé » manquât de vivres, comme en témoignent les rapports administratifs de l'époque :

« Il y aura surtout lieu de se méfier de l'engouement des autochtones pour les cultures dites riches, café principalement, pour éviter tout nouveau recul des surfaces cultivées en produits vivriers » ⁽¹⁾.

« Les prix élevés du café ont provoqué une sorte de frénésie pour la culture du café. L'interdiction de créer de nouvelles plantations qui a été accueillie avec beaucoup de mécontentement a permis d'éviter une disette qui n'aurait pas manqué de sévir » ⁽²⁾.

Cette culture qui s'est étendue progressivement à partir de 1930 ⁽³⁾ a surtout profité dans un premier temps aux chefs et aux notables qui disposaient de terres et de main-d'œuvre — féminine — importantes. Mais à partir de 1945, elle s'est diffusée massivement à l'ensemble de la population paysanne. Dans la région de Bamenda, c'est seulement à partir de 1950 que le caféier s'est répandu dans les campagnes, il n'était guère cultivé jusqu'alors que dans de grandes plantations comme à Santa ou à proximité des missions.

L'extension de la culture du café Robusta s'est faite sur une plus large échelle dans le département du Mungo, essentiellement à partir de grandes plantations européennes (comme d'ailleurs pour le café Arabica en pays bamoun). Mais la partie centrale du département était beaucoup plus vouée à la culture du bananier, soit sous forme de grands domaines, soit en cultures paysannes. Il en était de même pour le palmier à huile et l'on retrouvait une structure analogue dans la région du Mt Cameroun, de l'autre côté de la frontière.

Durant longtemps ces produits destinés à l'exportation ont été commercialisés par les grandes sociétés européennes qui pratiquaient l'import-export et détenaient une sorte de monopole en ce domaine. Le commerce de traite, comme on l'appelait à l'époque, consistait pour ces sociétés, à la fois à collecter les produits de la campagne et à vendre des marchandises importées. Il a considérablement évolué au cours des deux dernières décennies ; les grandes sociétés ont abandonné au commerce local le rôle de distribution, tout en développant certaines activités nouvelles et plus spécialisées

(1) Rapport annuel de Dschang 1945.

(2) Rapport annuel de Dschang 1946, cité par C. TARDITS, 1960, p. 73. En 1933 un arrêté en date du 4 avril (modifié le 20 janvier 1934) comportait l'obligation de déclaration de plantation et imposait l'autorisation du chef de Région pour la mise en terre de caféiers (cité par COSTE, 1937, p. 22).

(3) En 1936 le Cameroun produisait 400 t de café arabica dont 282 t venant de la production européenne et 118 t de la production indigène. À l'époque 80 % des surfaces plantées étaient localisées dans la subdivision de Fouban (COSTE, 1936, p. 20).

On ne prévoyait d'ailleurs qu'une extension limitée de cette culture sur les hauts plateaux. Le même auteur écrivait en effet : « En tablant sur l'essor de ces derniers temps, on peut estimer à 5 000 t au maximum les exportations de café Arabica des hauts plateaux dans un avenir assez éloigné, tonnage qui serait sans doute alors le plafond », *ibid.*, p. 21.

comme la vente de véhicules automobiles, de machines, de mobilier etc... À l'exportation elles ont dû partager ce rôle, avec parcimonie d'ailleurs, avec des exportateurs privés camerounais et avec les coopératives, et elles ont aussi, pour les activités de collecte, largement décentralisé leur mode d'intervention.

Le système coopératif

La coopération a une histoire relativement ancienne au Cameroun. Histoire jalonnée de plus d'échecs que de succès certes. Mais on est frappé de voir avec quelle constance a été tentée la mise sur pied d'un système coopératif aussi bien à l'époque coloniale que depuis l'Indépendance.

Les premières coopératives furent fondées à l'initiative du gouverneur MARCHAND, en 1924, pour améliorer l'élevage. En 1934 il existait 33 coopératives dans le Territoire qui avaient des rôles très variés : à Dschang une coopérative qui avait pour objet l'achat d'outillage agricole, mais aussi la production et la vente. Plusieurs coopératives se donnaient pour but l'introduction de la culture attelée (Ngaoundéré, Maroua, Garoua, Nkongsamba et Dschang). À Mbanga, Ebolowa, Sangmélima, elles menaient une action de protection de la cacaoyère ; en pays bassa elles permettaient d'acheter des concasseurs de palmistes ; à Dschang et Bafang, les coopératives se consacraient à l'extension de la culture du café ⁽¹⁾.

La coopérative de Foumban, créée en 1932, fut sans doute celle qui allait le plus loin dans le sens de l'intégration et du contrôle par l'administration. Celle-ci était désireuse de développer la culture du café parmi les paysans bamoun mais, souhaitait en même temps diriger la production. Au début, entre 1929 et 1931 :

« Les plantations de caféiers étaient créées dans les villages, souvent sur des pistes, situation rendant difficile leur succès. Toute surveillance effective était pratiquement impossible à exercer et la dissémination des caféiers dans toute l'étendue de la subdivision limitait considérablement la mise en œuvre de tout moyen technique » ⁽²⁾.

On remédia à cette situation en créant de grands lotissements : deux d'entre eux furent créés en 1932, de 500 et 300 ha, confiés à la coopérative qui les divisa en lots de 2 ha chacun. Des agents de l'agriculture surveillaient les opérations et la coopérative avait sa propre pépinière pour distribuer aux paysans des plants de qualité contrôlée.

« Il est intéressant ici de souligner que l'élément indigène, ignorant hier encore les règles les plus élémentaires de la culture, s'est adapté avec une rapidité étonnante à nos méthodes de travail, et que, pour

(1) *L'éveil du Cameroun* 15 juillet 1967 « Les tendances du mouvement coopératif au Cameroun ».

(2) R. COSTE, 1937, p. 22.

beaucoup d'entre eux, le dressage des bœufs, la conduite des attelages ou l'exécution des traitements anti-cryptogamiques sont devenus de pratique courante » (1).

Situation apparemment favorable mais qui suscita bientôt de la part des planteurs européens la crainte de la concurrence, et R. COSTE ajoutait :

« Au moment de terminer cette note, nous sommes informés qu'à la suite de plusieurs interventions de planteurs européens de la région de Foumban, M. le Commissaire de la République vient, en raison des difficultés momentanées de main-d'œuvre, de prendre la décision de ralentir l'extension des cultures de caféiers « Arabica » par les indigènes de la région du Noun » (2).

Cependant ces diverses tentatives, pour intéressantes qu'elles furent, échouèrent pour la plupart et l'administration orienta son effort du développement de l'agriculture vers d'autres directions. C'est ainsi que furent créées à partir de 1937 les Sociétés Indigènes de Prévoyance (S.I.P.) transformées quelques années plus tard en Sociétés Africaines de Prévoyance (S.A.P.), dirigées par le chef de Région qui en administrait le budget. Elles étaient alimentées par une cotisation obligatoire des paysans, qui s'ajoutait en fait à l'impôt de capitation. Prévues pour être le lieu d'apprentissage de la démocratie locale et préparer les paysans à des actions de type coopératif ou communal, elles n'aboutirent guère en fait, qu'à renforcer les pouvoirs et les moyens de l'administration.

Dix ans après la création des S.I.P., la loi du 10 septembre 1947 établit un nouveau cadre aux coopératives et sa promulgation au Cameroun entraîna un développement du système coopératif. Mais sur des bases telles que les coopérateurs participaient peu et ne pouvaient contrôler la marche de ces organismes. La commercialisation des produits agricoles restait pour l'essentiel entre les mains du secteur privé. De nombreux paysans se sentirent lésés, et, dans la zone cacaoyère notamment, conservèrent une méfiance solide.

« Le coopérateur se trouva frustré. Il avait souscrit des parts sociales ; on lui avait beaucoup promis, tout promis... Mais il ne tira aucun profit de la coopération, bien au contraire, il y perdit son modeste revenu annuel. Il en vint à haïr le mot même de « coopérative » (3).

À peu près en même temps qu'au Cameroun français, le mouvement coopératif fut institué au Cameroun sous mandat anglais ; notamment parmi les planteurs de cacao de la région de Kumba :

« Il a fallu du temps », souligne le rapport à la S.D.N. pour 1934 ; « pour inspirer aux cultivateurs confiance et intérêt. Mais le mouvement a pris racine et s'étend sur une base sûre et solide » (4).

(1) Ibid., p. 23.

(2) R. COSTE, 1937, p. 23.

(3) F. NGOUE, p. 20.

(4) *Report by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Council of the League of Nations on the Administration of the Cameroon under British Mandate for the year 1934.*

Ce rapport fait état de 80 sociétés de village dans la région de Kumba, affiliées à la « Cocoa Marketing Union », dont chacune a un four de séchage. La production commercialisée est alors de 600 tonnes. Dans la division voisine de Mamfe existent 34 sociétés coopératives qui ont des hangars de séchage. Les coopératives semblaient démarrer plus difficilement dans la division de Victoria malgré les efforts de l'administration.

Après la deuxième guerre mondiale le mouvement coopératif s'étendit largement dans cette division avec la Bakweri Cooperative Union of Farmers ⁽¹⁾. Celle-ci comptait en 1955, 63 sociétés regroupant 4 244 membres et exportait près de 250 000 régimes de bananes. Après avoir passé des contrats de ventes avec la C.D.C., la B.C.U.F. s'adressa pour les exportations à la Compagnie Elders and Fyfes, et vendit en 1961/62 plus de 1,7 millions de régimes. La coopérative avait alors le monopole de la collecte auprès des petits planteurs camerounais. Mais en 1961/62 le gouvernement autorisa les commerçants privés à participer à ce commerce. Très vite se profila la crise du commerce de la banane sur le marché mondial, aggravée dans le cas présent par la quasi fermeture du marché britannique à la suite de la Réunification. La B.C.U.F. tenta une reconversion en établissant des pépinières de cacao, café, hévéa et palmiers pour les distribuer à ses membres, mais elle ne se remit pas de la crise bananière et le coup de grâce lui fut porté par la création de coopératives concurrentes en 1972 à Victoria et à Muyuka.

La B.C.U.F. constituait la réussite la plus spectaculaire du mouvement coopératif mais n'était pas la seule. À la veille de la Réunification, le Cameroun anglophone avait de nombreuses autres coopératives : en 1959 en effet, on comptait pour l'ensemble de l'État

« 15 000 coopérateurs répartis en 175 coopératives primaires, regroupées en huit unions de coopératives. Elles commercialisaient 32 % du cacao, 54 % du café robusta et vendaient plus de 1 200 000 régimes de bananes » ⁽²⁾.

La politique suivie dans le domaine coopératif illustre bien comme les autres aspects de la vie politique les différences de conceptions entre les autorités de tutelles françaises et anglaises.

Du côté français prévalait l'idée de l'impulsion et du contrôle administratif. D'une certaine manière, il fallait contraindre les paysans à participer au mouvement coopératif et dans le même temps, il fallait contrôler ce mouvement. D'où la création des S.I.P. et des S.A.P., avec l'adhésion obligatoire des paysans, qui aboutit finalement à donner aux chefs de circonscriptions administratives un budget supplémentaire pour des travaux d'infrastructure ou de développement rural. Quant aux coopératives proprement dites, leur fréquente mauvaise gestion a conduit le plus souvent à une multiplication des contrôles de la part des pouvoirs publics. Une

(1) Une large partie de notre information a été puisée dans un intéressant mémoire du Diplôme d'Études Supérieures d'un étudiant anglophone : CAVEN NNOKO BELE : *The Cooperative Movement in the South West Province of Cameroon : a geographical appraisal*. F.L.S.H. Yaoundé 1977, 103 p. multigr.

(2) G. COURADE, 1974, p. 85.

telle politique a été reprise plus ou moins par le gouvernement du Cameroun indépendant.

Au Cameroun sous tutelle britannique au contraire l'accent était mis beaucoup plus, dans le cadre de l'Indirect Rule, sur le développement par la base et le service qui assurait la tutelle des coopératives s'appelaient le « Community Development ». L'administration se bornait essentiellement à un rôle de conseil technique aussi bien aux coopératives qui se mettaient en place à l'initiative des communautés villageoises, qu'aux councils qui désiraient installer un marché, créer un dispensaire, construire une école, ouvrir une route ou capter une source. Il y avait alors partage des tâches entre la communauté qui fournissait la main-d'œuvre et une partie de l'investissement et le service administratif qui dressait les plans et se procurait les matériaux subventionnés en partie par le gouvernement. D'où, dans cet État, un développement communautaire sans doute moins structuré sur le plan juridique (beaucoup de groupes fonctionnant sans avoir de statut ou de déclaration légale) mais beaucoup plus efficace sur le plan de la participation des personnes et du dynamisme collectif. Le résultat de ces deux politiques sur la croissance urbaine est lui aussi très différent. D'un côté on assiste à un renforcement du pouvoir de commandement des villes sur les campagnes. De l'autre, à une efficacité plus grande et à une relative autonomie des structures rurales dont le siège est d'ailleurs presque toujours implanté hors des centres urbains.

Le mouvement coopératif au Cameroun a été réorganisé pour l'essentiel par une loi en date du 17 juin 1959, et le gouvernement indépendant a cherché lui aussi à développer les coopératives. Des initiatives nombreuses ont été prises notamment par la création d'un Centre National de Développement des Entreprises Coopératives (CENADEC) qui joue un rôle d'assistance technique vis à vis des organisations de base. Sur le plan de la formation, des efforts notables ont été accomplis, avec la création d'un collège coopératif à Bamenda et d'un Centre National de Formation Coopérative à Ebolowa.

L'analyse proprement dite des coopératives actuelles doit être conduite par province dont le cadre s'accommode assez bien de la diversité des grands produits commercialisés mais aussi des héritages du passé colonial, puisque c'est un domaine où l'unification est encore relativement peu avancée.

LA PROVINCE DE L'OUEST : L'U.C.C.A.O.

L'Union des Coopératives de café Arabica de l'Ouest ⁽¹⁾ est une puissante « entreprise » qui règne sur les six départements de la province. Elle encadre près de 70 000 planteurs et son chiffre d'affaires a atteint 9 milliards de F/CFA en 1977. Une réussite incontestable qui peut paraître paradoxale dans un milieu où la profession de commerçant, la réussite individuelle et l'enrichissement personnel sont à l'honneur.

(1) J. CHAMPAUD, 1969. Voir carte n° 57, p. 257.

La situation actuelle est le résultat d'une longue histoire puisque les premières coopératives de la Région furent fondées en 1932 et 1933 à Dschang et à Foumban, dès le début de la diffusion des caféiers auprès des planteurs locaux. Il existe actuellement sept coopératives qui se sont regroupées en 1959. Ce regroupement venait à la suite de campagnes très mauvaises les années précédentes. La commercialisation était alors essentiellement faite par de petits commerçants, des market-boys, qui achetaient le café pour le compte des exportateurs.

« La campagne de 1957/58 fut catastrophique. Brutalement, les acheteurs traditionnels cessent tout achat en raison de la mévente du café. L'administration, obligée d'intervenir, fait pression sur les coopératives existantes pour qu'elles fonctionnent à nouveau, mais, avec l'aide de l'État cette fois » ⁽¹⁾.

Une étape décisive a été franchie avec le monopole accordé en 1961, de la collecte et de l'expédition du café Arabica.

L'organisation de l'U.C.C.A.O. comprend plusieurs niveaux : dans chaque chefferie ou groupement, les planteurs de café élisent des délégués qui désignent, en assemblée générale, les membres du conseil d'administration (en général 7 à 9 personnes) de la coopérative. Chacun de ces Conseils délègue à son tour trois de ses membres (deux seulement pour les petites coopératives de Bafang et de Bangangté) pour former le conseil d'administration de l'Union.

La production de café arabica a connu une progression constante depuis l'Indépendance jusqu'en 1973. L'U.C.C.A.O. commercialisait 2 200 t en 1960/61, 13 132 t cinq ans plus tard et 18 432 t en 1969/70. Un record était atteint en 1972/73 avec près de 23 000 t. Mais la chute fut brutale par la suite : moins de 16 000 t en 1973/74, 19 000 l'année suivante, puis 14 000 en 1975/76, 10 000 en 1976/77 et à nouveau 14 000 en 1977/78. Les raisons de ce déclin, alors que les cours mondiaux connaissaient une augmentation sensible, étaient attribuées au vieillissement des arbres, à une série de mauvaises conditions climatiques (sécheresse), à la baisse de la consommation des engrais (6 000 t en 1975 par exemple, au lieu de 15 000 les années précédentes) et à la désaffection des planteurs pour une culture moins rentable que celle des produits vivriers.

Chaque coopérative est autonome et achète le café aux paysans ⁽²⁾ soit dans des centres de groupage, soit à l'usine même. Le café est décortiqué et calibré dans les usines de Dschang, Foumbot, Foumban et Bafoussam (cette dernière traite aussi la production des coopératives de Bafang et Bangangté). Il est ensuite trié, soit à la main, ce qui nécessite la mobilisation d'une main-d'œuvre importante, soit, de plus en plus, à l'usine de triage

(1) M. BEAUFILS, 1965/1966, p. 153.

(2) À titre d'exemple, en 1977 le prix du café Arabica payé au producteur avait été fixé à 225 F le kg, qui était réglé de la façon suivante : une première avance de 180 F était donnée à la livraison, puis une deuxième, de 45 F, quelques mois plus tard. Enfin une ristourne devait être établie en fin de campagne par arrêté du Ministre, sur proposition de l'UCCAO ou du Marketing Board au vu des résultats de l'exercice. Cette ristourne, très variable selon les années est le plus souvent de l'ordre de 20 à 40 F par kg.

En 1980 le prix d'achat au kg a été porté à 300 F.

électronique de Bafoussam, inaugurée en 1967 ⁽¹⁾. C'est ensuite l'Union qui a la charge de l'exportation : elle expédie l'essentiel des tonnages à un agent général du Havre, Franck Cavannagh, qui sert d'intermédiaire avec les marchés extérieurs ⁽²⁾.

Le ressort territorial des coopératives est le même que celui des départements, et leur siège social est dans la ville-préfecture. Dans le Bamoun cependant, où la production principale se situe autour de Foumbot, c'est là que sont situés le siège social et les bureaux de la coopérative. D'autre part, Bafoussam, avec les bureaux de l'U.C.C.A.O. proprement dite, abrités dans le plus grand bâtiment de la ville, et l'usine électronique, joue un rôle régional identique à celui qu'elle tient de ses fonctions administratives. L'organisation coopérative de la campagne par la ville est donc entièrement calquée sur la structure administrative.

Bien plus, en dépit de la structure coopérative, le pouvoir n'appartient guère aux paysans ⁽³⁾. Les directeurs de coopératives ont là comme ailleurs une liberté importante de gestion, dans la mesure où ils sont des spécialistes et des permanents : européens pour la plupart jusque vers 1970, ce sont maintenant des cadres camerounais, issus du CENADEC. Mais les conseils d'administration eux-mêmes, comprennent très peu de « vrais » paysans : ils sont composés pour l'essentiel de chefs traditionnels ou de citadins, hommes politiques, fonctionnaires ou commerçants, qui bien sûr sont aussi des planteurs de café, mais qui n'ont pas à la campagne l'essentiel de leurs préoccupations professionnelles ⁽⁴⁾. Là aussi jouent les rivalités de clocher et les luttes traditionnelles d'influence : c'est pourquoi coexistent à Dschang deux coopératives dont le ressort territorial est identique ⁽⁵⁾. Dans une autre ville, Mbouda, les adhérents se plaignent que les membres du C.A. et le personnel de la coopérative viennent en majorité d'une seule chefferie ⁽⁶⁾. En 1973 dans deux cas au moins c'est le préfet du lieu, totalement étranger à la région, qui était président du C.A. de la coopérative (CPCAB de Bafoussam et CAPBCA de Dschang) ; ils ne le sont plus maintenant ⁽⁷⁾.

Depuis, on est allé un peu plus loin dans le renforcement du contrôle des coopératives par l'État. En mars 1978 en effet, l'U.C.C.A.O. a changé

(1) C'est l'investissement le plus important réalisé par l'UCCAO, pour un coût de 80 millions de FCA provenant pour moitié d'une subvention de l'État, pour 20 millions des réserves de l'UCCAO et pour 20 millions des réserves des Coopératives.

(2) En 1973/1974, les principaux acheteurs étaient la France (39,7 %), l'Allemagne Fédérale (23,4 %), le Japon (12,9 %), les U.S.A. (8,85 %) et l'Italie (7,6 %).

(3) En 1975 toutefois, l'UCCAO envisageait un remodelage des structures coopératives dans le sens d'un rapprochement des paysans, avec mise en place d'unités collectives de dépulpage ; on se rapprochait ainsi de la structure des CPMS des provinces anglophones.

(4) En 1970 par exemple, la répartition professionnelle du conseil d'administration de l'UCCAO était la suivante : 2 députés, un chef traditionnel, un médecin (chef traditionnel également), un huissier, 6 commerçants, un transporteur, un éleveur, un boucher et 5 planteurs.

(5) La COOPCOLV de Dschang fut fondée en 1948 par le chef de Foréké-Dschang, Djoumessi Mathias, une des plus fortes personnalités du pays bamiléké. Il était également le fondateur du KUMZE, mouvement politique local, et selon J.-L. DONGMO, la coopérative fut lancée pour permettre aux petits planteurs de café qui avaient planté sans l'autorisation de l'administration d'écouler leurs produits que refusait alors la coopérative « officielle » de Dschang (la CAPBCA). (J.-L. DONGMO, 1978, p. 201).

(6) D. NOFIELE, 1973, p. 79.

(7) Cette intervention directe de l'administration était motivée par des détournements et une mauvaise gestion de ces organismes.

de nom (en conservant ses initiales) pour devenir : Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest. De même, on a institué une seule coopérative par département (ex. CAPLAME : Coopérative Agricole des Planteurs de la Ménoua) en élargissant ses attributions. Chaque coopérative a ainsi vocation pour commercialiser à la fois le café Arabica et le Robusta, tout en ne disposant pas pour ce produit du monopole d'achat et d'exportation.

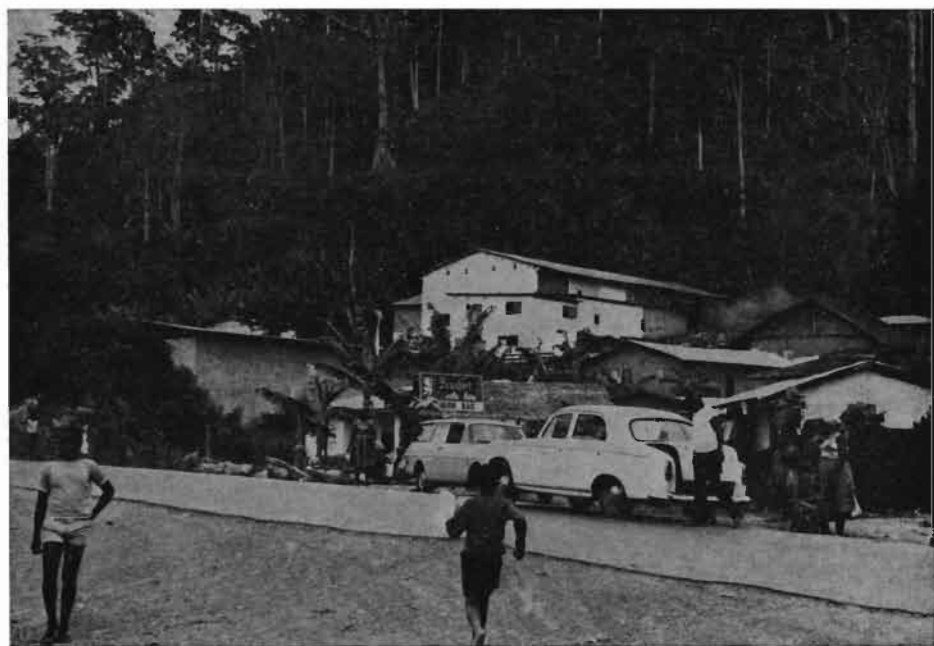
En mai 1978, un vaste projet de développement agricole intégré était mis sur pied dans l'Ouest. Il s'agissait de promouvoir une meilleure qualité de café, de produire des semences, d'organiser un centre de formation et de développer des cultures de bas-fonds pour le riz et le jardinage. Projet grandiose de 6 milliards de F/CFA (3 fournis par la Banque Mondiale, 2 par l'U.C.C.A.O. et un par le gouvernement Camerounais).

On a voulu ainsi utiliser la structure lourde et bien rôdée que représentait l'U.C.C.A.O. pour étendre ses activités à d'autres produits agricoles dont la commercialisation était parfois anarchique. Tentative intéressante, mais l'U.C.C.A.O. y résistera-t-elle ?

Alors échec ou succès du mouvement coopératif ? Sans jouer les puristes, il faut bien admettre que les principes de ROCHDALE, fondement du mouvement coopératif, sont quelque peu oubliés, que la coopération ne s'accompagne pas d'un effort suffisant de formation des coopérateurs de base et que le pouvoir réel échappe aux paysans. Le mouvement coopératif tend dans les faits, en se calquant sur l'organisation politico-administrative à devenir une courroie de transmission du pouvoir, entre la capitale et les provinces, entre la ville et la campagne, comme le sont déjà le parti unifié et le syndicat.

En outre la coopérative ne supprime pas toute intervention privée. Certains planteurs regrettent le système précédent avec ses manifestations de clientélisme où ils pouvaient avoir recours aux commerçants pour obtenir des avances pour des dépenses imprévues d'hospitalisation ou de scolarisation. À l'heure actuelle, lorsqu'ils ont besoin d'argent, il arrive à certains de vendre quelques sacs de café à des particuliers avant même la récolte, ou bien de l'écouler en fraude vers le département de la Mezam. Le paiement des produits souvent est trop lent, et incite le paysan à se retourner vers les commerçants privés.

Il n'en demeure pas moins qu'une telle organisation a su faire la preuve de son efficacité sur le plan commercial. Elle est devenue une entreprise de très grande taille pratiquant l'exportation en échappant à la tutelle des grandes sociétés capitalistes occidentales. Elle est en mesure d'autre part d'impulser dans une certaine mesure le développement régional par les investissements qu'elle réalise, par l'encadrement et les facilités qu'elle procure aux paysans (y compris la fourniture d'engrais et de produits phyto-sanitaires) et par l'orientation nouvelle qu'elle a prise ces dernières années de porter ses efforts également vers d'autres types de production que le café, comme les cultures maraîchères. Enfin l'U.C.C.A.O. a joué quand même plus ou moins un rôle de contre-pouvoir si l'on en juge par les prélèvements à l'exportation des caisses de stabilisation qui sont moins élevés pour le café Arabica que pour les autres produits agricoles.



15. Le siège de l'U.C.C.A.O. à Bafoussam.

16. Usine à café (privée) à Kékem, et vente de vivres au bord de la route.

Tableau n° 15
LES COOPÉRATIVES DE L'U.C.C.A.O.

NOM	SIÈGE	TON- NAGE ⁽⁵⁾ 1972/73	%	TON- NAGE ⁽⁵⁾ 1973/74	%	NOMBRE ⁽⁹⁾ d'adhérents (1970)
C.A.P.B.C.A. ⁽¹⁾	DSCHANG	5 226	23	3 727	23	13 580
C.O.O.P.C.O.L.V. ⁽²⁾	DSCHANG	3 169	14	2 456	15	7 787
C.P.C.A.M. ⁽³⁾	MBOUDA	4 654	20	3 409	21	9 523
C.P.C.A.B. ⁽⁴⁾	BAFOUSSAM	3 738	16	3 259	21	17 970
C.O.P.L.A.C.A.H.N. ⁽⁵⁾	BAFANG	177	0,8	130	0,8	530
S.C.A.P.C.A.N. ⁽⁶⁾	BANGANGTÉ	168	0,7	107	0,7	675
C.P.B.C.A. ⁽⁷⁾	FOUMBOT	5 663	25	2 833	18	14 628
		22 795	100	15 921	100	64 693

(1) CAPBCA : Coopérative agricole des planteurs bamiléké de café arabica.

(2) COOPCOLV : Coopérative de collecte et de vente.

(3) CPCAM : Coopérative des planteurs de café d'Arabie de Mbouda.

(4) CPCAB : Coopérative des planteurs de café d'Arabie de Bafoussam.

(5) COPLACAHN : Coopérative des planteurs de café Arabica du Haut Nkam.

(6) SCAPCAN : Société Coopérative Agricole des planteurs de café arabica du Ndé.

(7) CPBCA : Coopérative des planteurs Bamoun de café Arabica.

(8) Source : F. CAVANNAGH : Campagne 1973-74.

(9) Source : Rapport annuel 1969/70 du Secteur des Coopératives et de la Mutualité de l'Ouest.

L'U.C.C.A.O. est d'autre part l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics qui la citent volontiers en exemple, même s'ils sont parfois inquiets du pouvoir qu'elle représente. Ainsi le Premier Ministre du Cameroun Oriental inaugurant l'usine électronique disait :

« Mes amis, je le proclame bien haut pour que tous les paysans camerounais puissent m'entendre, et notamment les producteurs de cacao, c'est là le plus incontestable succès du système coopératif. Et c'est en même temps la preuve de la justesse des vues du Président de la République qui a toujours préconisé la coopérative comme le moyen le plus adéquat pour résoudre les difficultés du développement normal de notre pays » ⁽¹⁾.

Les coopératives jouent aussi un rôle important dans le développement urbain proprement dit. Dans plusieurs villes, elles constituent, avec l'administration, le principal employeur. Elles disposent par ailleurs de sommes importantes qui sont souvent mises au service de la ville (et pas toujours des paysans). C'est ainsi que dans toutes les villes de l'Ouest, elles ont participé assez largement au financement des permanences de l'U.N.C. qui sont souvent un des plus vastes bâtiments de la ville. Citons par exemple le cas de la C.P.C.A.M. de Mbouda :

(1) OUEST INFO, juin 1967.

« Dans ses activités extra-coopératives, la CPCAM subventionne quelques écoles et met ses véhicules au service de l'Administration quand le besoin s'en fait sentir. La ville n'étant pas dotée d'une vaste salle des fêtes, les manifestations de grande envergure — congrès des élèves, mariages des particuliers et autres — empruntent souvent la salle de l'assemblée générale de la CPCAM... Ce rayonnement économique de la C.P.C.A.M. est bénéfique pour la ville et le paysan. Elle finance des projets tels que la nouvelle villa du directeur qui fait la fierté du quartier de l'usine » ⁽¹⁾.

Tableau n° 16
LA NOUVELLE U.C.C.A.O.

COOPÉRATIVE	TONNAGE 1976		TONNAGE 1977	
	Arabica	Robusta	Arabica	Robusta
Dschang (CAPLAME)	4 153	380	3 324	503
Foumban (CAPLABA)	3 030	296	2 239	1 078
Mbouda (CAPLABAM)	3 325		2 768	
Bafoussam (CAPLAMI)	3 290		1 620	
Bafang (CAPLAHN)	101	1 834	68	1 857
Bangangté (CAPLANDE)	133	911	120	1 282
TOTAL GÉNÉRAL	14 032	3 421	10 139	4 720

CAPLAME : Coopérative des Planteurs de la Ménoua
 CAPLABA : — du Bamoun
 CAPLABAM : — des Bamboutos
 CAPLAMI : — de la Mifi
 CAPLAHN : — du Haut Nkam
 CAPLANDE : — du Ndé

Une autre coopérative de café Arabica existe dans la province de l'Ouest c'est la COOP. AGRO créée en 1961. Son siège social est à Foumbot et elle regroupe 17 grandes plantations industrielles européennes de la région exploitant plus de 2 500 ha. Elle commercialise en moyenne le dixième de la production de l'U.C.C.A.O., soit 1 000 à 1 500 t selon les années, et a comme elle son agent général au Havre. Il s'agit là plutôt d'une organisation commerciale classique que d'une véritable coopérative. La COOP. AGRO. a été fondée au moment où le Président Ahidjo a décidé de confier aux coopératives le monopole de la commercialisation du café Arabica.

Plusieurs autres coopératives, dans la province, n'ont pas pour objet la commercialisation du café Arabica, mais d'autres produits. La COO.-PLA.CA.H.N. à Kékem, un peu plus de 100 adhérents, achète le cacao

(1) D. NOFIÈLE, 1973, p. 81.

(40 tonnes en 1966, 89 en 1972/73). La C O O P L A R I T O N, à Tonga, qui a en charge la commercialisation du riz, regroupait plus de 500 adhérents en 1969/70, mais est en veilleuse à l'heure actuelle. À Petit Diboum la COOP/PALMISTES rassemble une quarantaine de membres. À Foumban, on tente périodiquement d'organiser une coopérative des artisans pour acheter en commun les matériaux et gérer des magasins à Douala, Yaoundé et à l'étranger ; en 1975 une pré-coopérative regroupait environ 100 personnes et avait en caisse un capital de 600 000 F environ. Mais cette activité artisanale se prête mal à une comptabilité publique et régulière.

Enfin une autre coopérative fonctionnait dans l'Ouest il y a quelques années, la C O O A D E B O C A M. (Coopérative d'Achat des Débitants de Boissons du Cameroun) Institution originale par son extension (l'ensemble du pays) et son but : permettre aux débitants de boissons de traiter des marchés d'importance suffisante avec les Brasseries du Cameroun ou les importateurs de vins. Le fondateur de cette coopérative et son président était un des principaux hommes d'affaires bamiléké de Douala. Le siège social était chez lui et il y avait apparemment confusion entre les fonctions de l'homme d'affaires et celles du Président ⁽¹⁾.

QUEST ET MUNGO : LE MARCHÉ DU ROBUSTA

Le marché du café Robusta est largement dominé par les circuits traditionnels et les intermédiaires. Les coopératives n'ont qu'une part secondaire dans la commercialisation et très faible dans les exportations (6 % de la production en 1974/75 sont exportés directement par des coopératives).

Tableau n° 17

QUOTAS DES EXPORTATEURS DE CAFÉ ROBUSTA EN 1974/75

Ets Gortzounian	15 %	A.E.K.	4 %
Sté Commerciale afric.	15 %	Cie Soudanaise.....	3,5 %
Ets Daniel Ancel & Fils	13 %	UCCROCAM	3 %
Cie Commerciale Hollando- Africaine.....	5 %	Coop. des Planteurs	
Ets Jacques Borie	5 %	Bamiléké du Mungo	3 %
CACEP.....	4,5 %	Cie Forestière Sangha-Oubangui	3 %
Ets Mikès & Fils	4 %	Gpment intern. pour le dévelop. écon. et techn.....	2,5 %
Cie de transactions Commerciales ...	4 %	SOCCDE	2 %
Ets Paul Monthé	4 %	ZAPI DE l'Est.....	2 %
Ibéro Cameroun	4 %	Yimo Timothée.....	2 %
		J. P. Papadopoulos.....	1,5 %
		Sté d'expans. commerciale du Wouri..	1 %

(1) ABDELKADER et LOEMBE : *La Cooadebocam*. Mémoire I.P.D. 1969.

En général, le planteur vend son café à un commerçant de la ville voisine ou, plus souvent, à un usinier. Celui-ci retient 3 % du prix d'achat pour frais d'usinage. La transaction se fait soit à l'usine, soit sur un marché périodique, soit, pour les planteurs les plus importants, sur les lieux mêmes de production (les usiniers prennent alors une commission supplémentaire de 2 % au moins pour le transport). Le commerçant, ou l'usinier paie le plus souvent comptant ; s'il ne fixe pas lui-même le prix, il a néanmoins la possibilité de jouer sur la qualité et sur le poids. D'autre part, le producteur s'est souvent endetté auparavant auprès de lui et cela réduit d'autant son pouvoir de marchandage. Les usiniers décortiquent le café et le conditionnent avant de le livrer à l'exportation. La plupart d'entre eux sont camerounais, mais on retrouve à l'exportation la domination des grandes sociétés étrangères qui traditionnellement s'étaient spécialisées dans ce commerce de traite.

Parmi les exportateurs, les sociétés camerounaises occupent une place qui est du même ordre que les coopératives, avec guère plus de 6 % du quota d'exportation.

Dans la *province de l'Ouest*, on comptait jusqu'à une date récente trois coopératives : la CAPCRB (coopérative agricole des planteurs de café robusta) de Bangangté, celle de Bafang, et une autre à Mantoum, dans le département Bamoun, la CPBCR (Coopérative des planteurs Bamoun de café Robusta).

Ces trois coopératives se sont regroupées en 1969 pour constituer, sur le modèle de l'UCCAO, l'UCCROCAM (Union des Coopératives de café Robusta de l'Ouest Cameroun), rejointes en 1971 par la COOAP-DIMAK (Coopérative agricole des Planteurs de Makénéné).

Tableau n° 18

LES COOPÉRATIVES DE L'UCCROCAM

NOM	SIÈGE	ADHÉRENTS	PRODUCTION	PRODUCTION
			1972/73	1973/74
CAPCRB	Bafang	3 524	1 995 T.	2 031
CAPCRB	Bangangté	907	1 390	653
CPBCR	Mantoum	2 000	296	458
COOAPDIMAK	Makénéné	2 111	272	85

Au cours des cinq campagnes de 1969 à 1974, cette Union a commercialisé entre 21 et 34 % de la production totale de l'Ouest ⁽¹⁾. Ce qui n'est pas négligeable compte tenu de la concurrence des usiniers privés. Elle

(1) Rapport sur l'UCCROCAM pour la préparation du 4^e plan 13.03.1975.

avait cependant de la difficulté à obtenir des crédits pour financer ses équipements et les campagnes d'achat. D'autre part, la limitation des quotas à l'exportation l'a conduite en 1972/73 à revendre une partie des produits collectés à des exportateurs privés.

Depuis 1978, on l'a vu, ces coopératives de Robusta ont été englobées dans celles de l'UCCAO.

Le Mungo est peut être le département où les initiatives ont été les plus nombreuses sur le plan coopératif. Au début du second plan quinquennal en effet (1966), on n'en comptait pas moins de 22 : 11 pour le café, 7 pour les bananes et 4 pour le cacao. Souvent de petite taille et se faisant concurrence entre elles, faute de secteurs territoriaux bien délimités, la plupart ont plus ou moins disparu. En janvier 1972, selon un rapport de secteur de la Coopération et de la Mutualité, il n'en restait plus que 6 pour le café Robusta et 1 pour les bananes. En 1970/71, 8 % seulement de la production du département étaient commercialisés par les coopératives, pourcentage qui remontait à 13,5 en 1973/74.

Les coopératives sont nombreuses dans le Mungo, on le voit sur le tableau ci-dessous. Parmi les plus importantes citons :

— la COOPACAM (Coopérative des produits agricoles du Mungo). Fondée en 1966, elle a son siège à Manjo. Elle regroupe 501 adhérents en 1973/74 et a trois sections (Manjo : 6 délégués au C.A., Loum : 2 délégués et Mbanga 1). Le Conseil d'administration, présidé par un commerçant-plantier de la ville, a 9 membres qui sont tous des planteurs. Les tonnages récoltés sont de l'ordre de 300 à 400 t selon les années. La collecte se fait avec deux camions qui ramassent le café-cerise dans les sections. La coopérative possède une usine à Manjo et vend ensuite son café aux exportateurs (Paul Monthe et Daniel Ancel) qui fournissent les crédits de campagne et prennent le café à l'usine.

— la COOPLACARM (Coopérative des planteurs de Café Robusta du Mungo) créée en 1962, est divisée en 15 sections qui vont de Souza à Mélong. Elle ramasse le café chez ses adhérents. Les exportations sont assurées par GORTZOUNIAN ou la Cie Soudanaise. C'est une coopérative au fonctionnement défectueux qui a des dettes importantes. Elle commercialisait aussi les bananes (2 300 t en 1963/64, 280 en 1966/67).

— La COOPRODICAM (Coopérative des produits divers du Cameroun) a son siège à Loum et a été créée en 1962. Elle regroupe 3 000 adhérents avec trois sections (Loum, Mbanga, Manjo). À la suite de la crise bananière, elle ne commercialise plus guère que le café : des camions vont chercher le café dans les champs pour les planteurs puis le reprennent chez eux après séchage. Elle se charge de l'usinage et du transport, et a des contrats de ventes avec ANCEL et C.T.C. qui font des avances de campagne. La coopérative a eu en 1969 une licence d'exportation qu'elle n'utilise pas. Elle a aussi installé un four de séchage de cacao et compte commercialiser ce produit.

— La COOPLAMEL, à Mélong, a succédé à une autre coopérative qui

LES COOPÉRATIVES DU MUNGO

COOPÉRATIVE	SIÈGE	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74
<i>CAFÉ (en tonnes)</i>									
SOCOPLAME	MELONG	73	266	247	320	—		COO- PLAMEL	310
COOPACROM	MELONG	—	—		204	192	77	154	104
COOPLACARM	NKONGSAMBA	480	250	47	132	157	309	258	292
COOPLABAM	NKONGSAMBA	1 500	1 944	1 612	1 200	685	600	702	891
SOCOPAMBO	NKONGSAMBA	65	0	0	0	0			
COOPRACAM	MANJO	287	306	407	348	385	295	267	400
COVENPROVEX	MANJO	40	0	0	0	0	33	37	51
SOCOPLACACAM	NLOHE	367	276	430	332	337	319	303	195
COOPRODICAM	LOUM	755	462	607	267	338	370	213	404
COOPAM	LOUM	—	150	0	0	0	—	—	—
COOPAGRIL	LOUM					61	38	15	310
COOPRACOM	LOUM BONAHO					—	—	—	102
CAPC	PENJA	68	0	0	0	0	—	—	—
TOTAL COOPÉRATIVES		3 635	3 654	3 350	2 803	2 155	2 041	1 949	3 059
TOTAL DÉPARTEMENT		21 345	24 435	23 406	27 483	22 407	25 482	25 008	22 540
% COOPÉRATIVES		17,03	14,95	14,31	10,20	9,62	8,01	7,79	13,57
<i>Bananes (en tonnes)</i>									
COOPLABAM	NKONGSAMBA	2 692	507						
COPRODICAM	LOUM	3 161	601						
COOPAM	LOUM	3 776	186	124					
COOFRUICAM	MBANGA	2 938	291						
CAPC	PENJA	1 747	322						
UGECOBAM			28 804	31 630	31 349	33 566			
TOTAL COOPÉRATIVES		14 314	30 801	31 754	31 349	33 566			

SOCOPLAME : Société Coopérative des Planteurs de Mélong, créée en 1963.

COOPLAMEL : Coop. des Planteurs de Mélong (1973).

COOPACROM : Coop. des Planteurs Africains de café Robusta du Mungo (1960).

COOPLACARM : Coop. des Planteurs de café Robusta du Mungo (1962).

COOPLABAM : Coop. des Planteurs Bamiléké du Mungo (1950).

SOCOPAMBO : Sté Coop. des Planteurs Agricoles du Mbo (1955).

COOPACAM : Coop. des Produits Agricoles du Cameroun (1965).

COVENPROVEX : Coop. de vente des Produits Vivriers et d'Exportation (1961).

Source : Rapport des sous-secteurs Coop. Mut. Mungo-Nkam.

SOCOPLACAM : Sté Coop. des Planteurs de Café et de Cacao du Mungo (1963).

COPRODICAM : Coop. des Produits divers du Cameroun. (1962).

COPAM : Coop. des Planteurs Africains du Mungo (1962).

COPAGRIL : Coop. Agricole de Loum.

COOPROCAM : Coop. de Production et de Commercialisation des Produits Agricoles du Mungo (1973).

CAPC : Coop. Agricole des Producteurs du Cameroun (1962).

COOFRUICAM : Coopérative Fruitière du Cameroun 1962.

UGECOBAM : Union Générale des Coop. Banananières du Mungo.

avait cessé de fonctionner ; mais sur des bases plus assurées : elle limite son rayon d'action à l'arrondissement, regroupe (en 1977) 2 500 adhérents (70 % sont autochtones et 30 % immigrés), en 36 sections qui ont chacune un collecteur. Son directeur a été formé au centre d'Ebolowa. Une bonne gestion lui a permis de passer de 310 tonnes collectées en 1973/74 à 1068 t en 1975/76 ⁽¹⁾.

L'essentiel du café robusta du Mungo est cultivé dans le nord du département (18 à 20 000 t sur 23 à 28 000 viennent des 3 arrondissements de Melong, Nkongsamba et Manjo).

La concurrence est rude dans le département puisque aux six coopératives s'ajoutent plus de 70 usiniers. En tonnage, le café acheté par les coopératives oscille entre 2 et 3 000 t, mais leur pourcentage n'est pas très élevé et dépasse rarement les 15 %.

Le circuit est très peu intégré et l'action des coopératives ne profite que peu à la région ; comme le souligne un rapport de secteur Coopération et Mutualité :

« Les usiniers travaillent pour le compte des exportateurs commerçants qui sont installés à Nkongsamba et Douala. Le café robusta produit dans nos départements est acheminé pour être calibré et trié à Nkongsamba et Douala. Ce traitement primaire donne plutôt des emplois à Nkongsamba et Douala. Cette situation ne fait que favoriser l'exode vers les villes industrielles ».

La ville de Nkongsamba toutefois joue un rôle essentiel dans cette collecte puisque la plus grande partie du Robusta acheté dans le département et dans la province de l'Ouest y est concentrée pour y être trié électriquement (dans deux usines appartenant l'une aux Éts Gortzounian, le premier exportateur du pays, l'autre à un transitaire, la SOCOPAO) avant l'expédition sur Douala, qui se fait surtout par chemin de fer.

Dans le Mungo une tentative de regroupement analogue à l'UCCROCAM a été entreprise en 1975 avec la constitution de l'UNICOOPCARM (Union des Coopératives de café Robusta du Mungo) mais sa mise en place s'avère difficile et lente, notamment à cause du passif accumulé par la plupart des coopératives précédentes.

Les coopératives de bananes ont cessé de fonctionner pratiquement en 1968/69. L'UGECOBAM est une union qui ne regroupe plus guère que les grandes plantations européennes comme la COOPAGRO pour les plantations de café arabica. Les causes de la dégradation du mouvement coopératif pour ce produit sont à rechercher dans plusieurs directions selon les autorités de tutelle :

- la crise bananière elle-même et la difficulté pour les petits planteurs à reconvertir leur plantation de la variété Gros Michel à la Poyo,
- la situation financière de ces coopératives : créances aux planteurs qui ne sont pas remboursées, mauvaise gestion des responsables, voire détournements de fonds,

(1) T. TIOKING, 1978.

— la non-participation des adhérents : du fait en particulier de la multiplicité des coopératives, il est facile à un coopérateur endetté de s'inscrire à une autre coopérative que celle envers laquelle il a des dettes.

Une reconversion est en cours depuis plusieurs années sous l'impulsion de l'Office Camerounais de la Banane, qui assure un encadrement serré des planteurs et commercialise la production ⁽¹⁾.

LA PROVINCE DU NORD-OUEST

La province du Nord-Ouest a connu un essor des coopératives plus tardif que celle de l'Ouest, dans la mesure surtout où la culture du café arabica y est plus récente : elle ne s'est développée en effet qu'à partir des années 1950 (1953/54 dans la région de Nkambe).

Tableau n° 20
LES COOPÉRATIVES DU NORD-OUEST

	NOM	Siège	Date de créat.	Ressort Territorial	Production
N.C.U.	Nkambe Coopérative Union	Nkambe	1969	Donga-Mantung Division	1970/71 : 860 T Arabica 177 T palmistes 11 T Robusta
N.A.C.U.	Nso Area Cooperative Union	Kumbo	1958	Bui Division	Arabica, riz ⁽¹⁾
B.C.A.C.U.	Bamenda Central Area Cooperat. Union	Nkwem		Arr. de Bamenda (partie)	Arabica, palmistes Robusta
	Santa Area Coop. Union	Santa	1959	Santa	Arabica
	Ndop Union	Ndop		Arr. de Ndop	Arabica
K.A.C.U.	Kom Area Coop. Union	Njinikom	1952	Arr. de Fundong	Arabica (1 000 T en 1970/71) palmistes (Bafang)
M.C.A.C.U.	Mbengwi Central Area Coop.	Mbengwi	1973	Momo Div.	Arabica (250 T en 1975) Palmistes (156 T)

(1) Vend des matériaux et de l'outillage. Une coopérative de bétail et une d'approvisionnement lui sont affiliées.

(1) Ce renouveau de la culture bananière a porté les exportations à plus de 81 000 t en 1976 (elles étaient tombées à moins de 50 000 t entre 1967 et 1970).

Les coopératives n'ont pas le monopole de la commercialisation et se trouvent en concurrence avec des commerçants privés qui disposent souvent de moyens importants. Elles sont organisées un peu différemment de celles du Cameroun francophone. À la base (le village ou le groupe de villages voisins) fonctionnent des C.P.M.S. (Cooperative Produce Marketing Society), regroupées en Union (Secondary Societies) au niveau du département. Pour la province une union générale coiffe le tout et prend en charge les exportations, c'est la Bamenda Cooperative Farmers Association Ltd.

Les coopératives de la province sont diversifiées, plus que celles de l'Ouest et commercialisent souvent, outre le café Arabica, du café Robusta et des noix de palmistes. En 1968, les coopératives vendaient 76 % du café de la province, la plantation d'État de la West Cameroon Development Agency, à Santa 11 % et les commerçants privés 13 %. Les coopératives participent au financement de certaines opérations sociales ou économiques. À Kumbo par exemple, la coopérative a participé à la construction d'un bureau de poste, d'un orphelinat et elle a subventionné des ventes d'engrais ainsi que du personnel d'encadrement.

Dans la province du Nord Ouest encore, il faut souligner la participation importante des femmes au mouvement coopératif, notamment sous la forme de sociétés d'exploitation des moulins à maïs. Un rapport de B.D.P.A. de 1964 signale qu'en 1961, 27 000 femmes étaient regroupées en 278 sociétés (Women's Societies). Pour la petite histoire, notons que ce mouvement avait été impulsé à son origine par une anthropologue anglaise qui avait séjourné longtemps dans cette région ⁽¹⁾.

LES COOPÉRATIVES DANS LA PROVINCE DU SUD-OUEST

Comme dans la province du Nord-Ouest, le niveau de base des coopératives est constitué par le C.P.M.S. dirigées par un comité élu et fonctionnant avec un personnel rémunéré et peu nombreux ⁽²⁾. Cette société primaire commercialise les produits et vend à ses membres engrais et produits chimiques. En fin de campagne, le bonus annuel est redistribué selon la participation des membres.

Les C.P.M.S. sont regroupées en Unions de Coopératives, Fédérations ou Associations, qui négocient directement avec le gouvernement ou le marketing board et dirigent les produits collectés vers l'exportation.

En 1975, les coopératives de la province comptaient 11 114 membres.

Les coopératives du Sud Ouest couvrent on le voit, la quasi totalité de la province, à l'exception de l'arrondissement d'Akwaya et d'une bande littorale dans les départements de la Ndian et du Fako. Les limites ne sont

(1) B.D.P.A. 1964 : *Le mouvement coopératif au Cameroun*. P. M. KABERRY. Women of the Grassfields. 1952.

(2) *Un peu comme à l'UCCAO, le pouvoir réel échappe souvent aux paysans locaux*. M. CAVEN cite l'exemple de la division de Kumba où plus de 50 % des cultivateurs de café sont d'origine bamiléké. « La promotion du mouvement coopératif est dans les mains des non-natifs, même si l'association est initialement créée pour résoudre les problèmes de commercialisation des fermiers de la localité immédiate ».

pas aussi exactement calquées sur celles des départements que dans la province de l'Ouest.

Ces Unions de Coopératives sont regroupées à un troisième niveau au sein de la WCCA « The West Cameroon Cooperative Association Ltd » qui est le pendant, pour la province de la BCFA (Bamenda Cooperative Farmers Association) du Nord-Ouest.

Tableau n° 21

COOPÉRATIVES DE LA PROVINCE DU SUD-OUEST

SIGLE	NOM	CPMS	Nombre de Membres	SIÈGE SOCIAL
VACFA	Victoria Area Farmers' Association Ltd	6 ⁽¹⁾	481	Dibanda
BCUF	Bakweri Cooperative Union of Farmers Ltd	2	260	Buea
MACU	Muyuka Area Coop. Union Ltd	7	1 872	Muyuka
K/F of CPMS	Kumba Federation of CPMS	46	4 643	Kumba
BCF	Balue Cooperative of Farmers	8	313	Ekundu Titi
TACFA	Tombel Area Coop. of Farmers Association	18	2 116	Tombel
BACUF	Bangem Area Coop. Union of Farmers	10	818	Bangem
NMCU	Nwe Mundani Coop. Union	3	193	Fontem
MACUF	Mamfe Area Coop. Union of Farmers	17	418	Mamfe

(1) La VACFA ne comporte pas de CPMS mais des sections (comme il était courant alors au Cameroun Oriental) ayant pour centre : Bova-Bomboko, Buea, Muea, Mutengene, Victoria et Tiko.

Ces coopératives ont des activités différentes selon les zones. Dans les départements de Fako et de Manyu, elles commercialisent le cacao, pour lequel elles ont un monopole d'achat et de vente. Par contre, dans celui de la Meme, elles se trouvent en concurrence avec les commerçants privés. La coopérative de Nwe Mundani commercialise surtout le café arabica, celle de Ndian, les palmistes.

Les coopératives achètent également les noix de palmistes principalement dans la Ndian et la Meme, mais les tonnages sont faibles : 225 t en 1973/74 et 682 en 1974/75.

Dans la province existent d'autres coopératives qui n'ont pas pour objectif le commerce d'exportation, mais le commerce intérieur. Ainsi le long de la côte ouest fonctionnent plusieurs coopératives de pêcheurs (Fishermen's Cooperative) ainsi qu'à Missellele, Modeka et Bimbia. Ce

sont de petites entreprises dont l'activité est faible et qui se heurtent pour la commercialisation à la concurrence des grosses sociétés implantées à Douala, comme la SIPEC ou la SCPM.

Quelques coopératives de consommateurs fonctionnent dans plusieurs villes, Mamfe, Buea, Muyuka et Victoria. Elles ont pour but l'achat et la vente de vivres, mais ce sont là aussi des entreprises un peu marginales qui peuvent difficilement lutter contre la concurrence des circuits traditionnels empruntant les marchés réguliers.

Tableau n° 22

COOPÉRATIVES DU SUD-OUEST :
PRODUITS COMMERCIALISÉS

	CACAO		CAFÉ ROBUSTA	
	73/74	74/75	71/72	72/73
VACFA	344 T.	290 T.	—	180 T.
MACU	442	303	79	305
K/F of CPMS	2 579	1 343	367	405
BCF	216	100	—	—
TACFA	684	591	849	842
BACUF	—	150	—	—
NMCU	—	—	—	168
MACUF	1 515	115	295	396
Mbonge CPMS	434	532	—	—

Une institution originale dans ce mouvement coopératif est représentée par les coopératives de femmes (Women's Cooperatives) qui s'adonnent à la commercialisation de l'huile de palme. Ces vendeuses se regroupent surtout pour acheter l'huile dont le fournisseur principal est la PAMOL, qu'elles revendent ensuite sur les marchés. Elles sont près de 400 dans les trois sociétés de Tiko, Buea, Muyuka, près de 900 à Kumba (plus de 500 t commercialisées en 1974/75) d'autres, moins importantes, existent aussi à Tombel, Lobe et Mamfe.

Les caisses de stabilisation

Elles ont été créées entre 1955 et 1960 par le gouvernement français pour pallier les fluctuations du marché mondial ⁽¹⁾. Ce sont des services

(1) La caisse « cacao » a été créée le 16 décembre 1955, les caisses de café Robusta et Arabica le 23 juillet 1959.

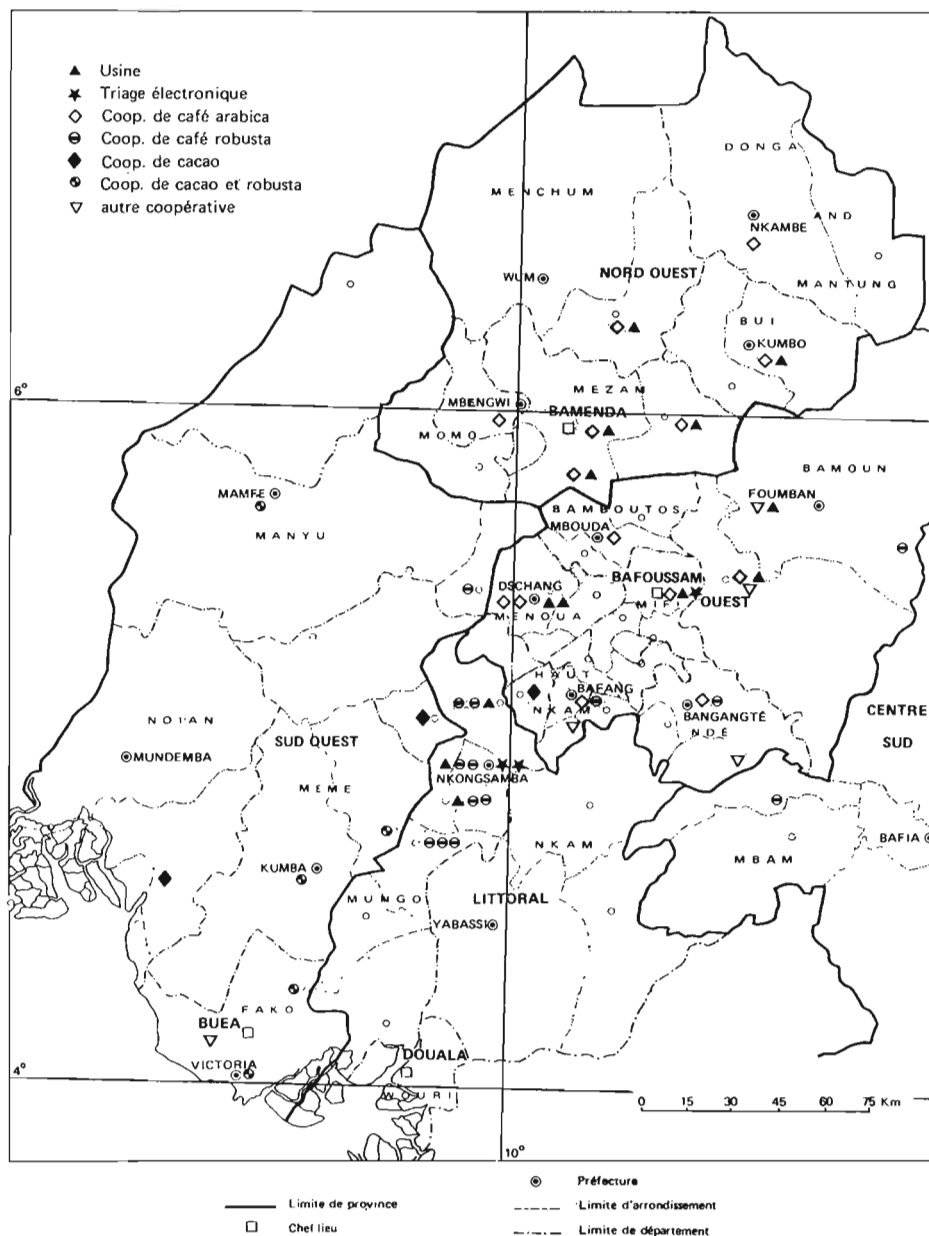


FIG. 57. Les coopératives de l'Ouest.

publics qui possèdent leur autonomie financière mais sont sous la tutelle du gouvernement. Elles garantissent un prix stable d'intervention en fonction du marché international. Elles sont alimentées par un prélèvement sur les produits exportés. Mais l'examen de leur fonctionnement depuis une dizaine d'années montre qu'elles sont presque toujours excédentaires ⁽¹⁾. Le résultat en est que l'État prélève ainsi une somme supplémentaire sur le produit paysan. En effet, les recettes des caisses de stabilisation ne sont réinjectées que pour partie dans le monde rural sous forme de participation à la lutte phyto-sanitaire ou de subvention aux achats d'engrais.

Le reste est régulièrement prélevé par l'État pour ses besoins propres ou pour des investissements spécifiquement urbains dans les grandes villes (exemple : les stades omnisport de Douala et Yaoundé, l'avion présidentiel, etc...).

En 1970/71 les budgets des trois caisses s'établissaient ainsi : 17 735 300 000 F/CFA pour la caisse cacao, 6 148 069 000 pour la caisse Robusta et 726 786 000 pour la caisse Arabica. Sur ce budget annuel, les dépenses d'aide à la production ont été de 11,8 % pour le cacao, 8,13 % pour le Robusta et 7,50 % pour l'Arabica. Par contre les dotations au fond de réserve ont absorbé respectivement 51, 41 et 34 % du budget annuel ⁽²⁾.

Les prix d'achat au producteur pour le robusta n'ont guère varié au cours des vingt dernières années : le café supérieur était payé 148 F le kilo en 1957/58, 91 en 1960/61 pour remonter progressivement jusqu'à 135 F en 1974/75 et connaître depuis des taux plus honorables (145, 195, 250 et 280 F pour les campagnes 1975/76 à 1978/79 ⁽³⁾. « Le planteur Camerounais de Robusta doit vendre en 1975/76 environ 165 kg de café Robusta supérieur pour percevoir une rémunération identique à celle que lui procurait il y a douze ans (1963/64) la vente de 10 kg de ce même café » ⁽⁴⁾.

Dans les provinces anglophones, le rôle des caisses de stabilisation est tenu par le P.M.O. (Produce Marketing Organisation) qui a pris la suite du West Cameroon (ex Southern Cameroon) Marketing Board. C'est un service public basé à Victoria qui exporte les produits collectés par les coopératives. Il emploie 500 personnes et a embarqué au cours de la campagne 1974/75 23 296 t de produits. Le P.M.O. possède des magasins, des usines à café, un garage à Kumba et une vingtaine de camions et autant de Land Rover ⁽⁵⁾.

Son fonctionnement est apparemment plus orienté vers le développement rural que les caisses de stabilisation puisque en 1974/75 il a donné

(1) En 1971/72, la différence entre le prix à l'exportation (en F/CFA par kg) était de 51 F pour le cacao (141 à l'exportation, 90 à la production). Deux ans plus tard, elle était de 135 (220 et 85 respectivement), de 103 pour le café Robusta (228 à l'exportation et 125 à la production) et 101 pour l'Arabica (256 et 155 F). Bien sûr cette différence ne représente pas uniquement le prélèvement de l'État, mais aussi les divers frais d'acheminement. Il n'en reste pas moins que la différence est grande entre prix à l'exportation et prix payé au producteur. Source : BIRD : Étude du secteur agricole 1974.

(2) Marchés Tropicaux. 28 janvier 1972.

(3) T. TIOKING, 1978.

(4) Marchés Tropicaux, 29 octobre 1976.

(5) CAVEN NNOKO BELE, 1977.

250 millions au FONADER ⁽¹⁾ et 222 millions pour des actions d'amélioration de la qualité et d'augmentation de la production. De même, il fournit les avances aux coopératives en début de campagne ⁽²⁾.

Depuis quelque temps le gouvernement de Yaoundé essaie d'unifier aussi les systèmes et les pratiques administratives coopératives sur l'ensemble du territoire. Cette uniformisation ne va pas forcément dans le sens d'une meilleure efficacité. Par exemple, M. CAVEN NNOKO BELE signale le fait que depuis 1976 à l'initiative du CENADEC, les coopératives primaires de la région de Kumba peuvent commercer directement avec le P.M.O. et il y voit :

« A giant step towards the desintegration of the cooperative movement in this province »

dans la mesure où cela permet une tutelle plus directe du pouvoir central sur le mouvement coopératif.

CONCLUSION

Bilan ambigu que celui des coopératives. Leur prospérité est indéniable dans la province de l'Ouest et au Cameroun anglophone. Elle l'est d'autant plus d'ailleurs qu'elles disposent dans certains cas du monopole de la commercialisation. Elles contribuent aussi à moraliser quelque peu le marché des produits d'exportation qui échappent par elles au traditionnel commerce de traite. Mais elles ne sont pas exemptes de défauts et maintes coopératives ont été mal gérées ou bien ont servi surtout à la promotion économique ou politique de tel ou tel notable. Elles sont aussi en effet l'enjeu d'une lutte pour le pouvoir et de cette lutte, c'est rarement le simple planteur qui sort vainqueur. Un certain « pouvoir rural » (pas forcément paysan) existe bien dans les provinces anglophones, parallèle à celui des councils, mais combien de temps résistera-t-il à l'uniformisation croissante des institutions de la République Unie ? Par contre, du côté francophone les coopératives profitent davantage aux villes qu'aux campagnes : c'est là que résident par exemple la plupart des administrateurs et des salariés des coopératives.

En outre, l'État accroît son emprise sur ces institutions. Certes des interventions administratives directes ont été justifiées par la mauvaise gestion de certaines coopératives. Mais on sent bien, à travers l'histoire

(1) Fonds National pour le Développement Rural, organisation de crédit destiné au milieu rural.

(2) En février 1978, les Caisses de Stabilisation et le P.M.O. ont été supprimés et remplacés par un Office National de Commercialisation des Produits de Base (O.N.C.P.B.). L'Office, placé sous la tutelle du Ministre de l'Économie et du Plan est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il a pour rôles : la régularisation des prix d'achat aux planteurs, l'organisation et le contrôle de la commercialisation, intérieure et extérieure, des produits, la participation aux conférences internationales, la mise en œuvre de mesures propres à améliorer la production. Les produits relevant de sa compétence sont le café (arabica et robusta), le cacao, le coton, les arachides et les palmistes. Comme les caisses auxquelles il s'est substitué, il doit constituer des réserves lui permettant de faire face aux dépenses de stabilisation des produits. Ses fonds sont centralisés par le Trésor Public. (Marchés Tropicaux 0/03/1978 & 02/02/1979).

récente (celle de l'UCCAO en particulier) la crainte constante de voir se développer une sorte de contre-pouvoir régional. Et l'on peut se demander ce qui restera de l'autonomie coopérative et entre autres de l'avantage que tirait l'UCCAO de pouvoir vendre elle-même ses produits à l'extérieur, lorsque fonctionnera pleinement l'Office National de Commercialisation. N'est-ce pas aussi la même crainte qui a empêché l'administration de contraindre (il eût fallu là user d'autorité face à de petites féodalités) les coopératives du Mungo à se regrouper en une union viable et efficace ?

De même la transformation récente de l'UCCAO en union de coopératives à compétence géographique va dans le sens du développement régional intégré (il n'y a pas de développement global possible si on limite l'action à un seul produit) mais elle signifie aussi en même temps un renforcement de la tutelle administrative. Il est à craindre que les coopératives soient considérées par l'État plus comme de simples exécutants que comme des partenaires. Ainsi ce bilan de l'action coopérative ne peut être séparé, on le voit, d'un examen de la situation générale du pays, et du problème des dépendances, nous y reviendrons.

CHAPITRE IX

L'ORGANISATION COMMERCIALE

La commercialisation des produits agricoles représente, nous l'avons vu, l'élément essentiel des relations économiques de la campagne avec l'extérieur, que celui-ci soit représenté par les pays étrangers acheteurs de produits de base, ou bien par les villes pour leur nourriture. Mais elle n'est qu'un volet d'une activité commerciale multiple qui conduit aussi vers les campagnes toute une gamme de marchandises produites au Cameroun ou à l'étranger. La nature de ces biens ne présente qu'un intérêt limité. Essentielle par contre est la compréhension du mode de fonctionnement de cette organisation commerciale et la connaissance des différents acteurs qui interviennent dans le processus de distribution.

Parmi ceux-ci et dans le prolongement en quelque sorte des marchés que nous avons examinés, figurent au premier rang les commerçants camerounais. Ils constituent moins une classe ou une caste qu'un groupe ethniquement bien marqué. La vie commerciale de l'ouest (mais aussi celle du Cameroun entier) ne saurait être étudiée sans une référence précise au groupe des Bamiléké qui en représente l'élément moteur le plus efficace. Il est utile de s'interroger sur les raisons de leur dynamisme commercial et sur les étapes qui conduisent nombre d'entre eux à occuper une place enviée. Même s'ils ne sont pas les seuls, ils représentent un des principaux éléments d'une bourgeoisie nationale qui s'est développée sensiblement depuis l'Indépendance. Enfin, il est important d'examiner comment cette bourgeoisie dépasse, timidement encore, les activités purement commerciales pour s'intéresser aussi au développement industriel. Mais là, plus encore que sur le plan commercial, se pose la question de ses rapports avec le monde capitaliste occidental.

Les fondements du dynamisme bamiléké

Le « commerçant bamiléké » fait partie de ces images classiques de l'Afrique noire, comme le marchand dioula, le berger peul ou le pêcheur

bozo. Cette concordance de la fonction et de l'ethnie ne doit certes pas faire oublier qu'à l'heure actuelle la majorité des Bamiléké sont des paysans. Mais il est incontestable qu'ils ont su pratiquer bien mieux que d'autres groupes les activités commerciales et qu'ils y ont conquis sur l'ensemble du Cameroun une position prépondérante.

L'explication par le milieu dans lequel ils vivent n'est évidemment pas satisfaisante. Si la pression démographique sur des terres étroites mais fertiles a pu contribuer à l'essor des migrations, les facteurs décisifs de la réussite sont à rechercher plutôt dans les traditions sociales et le mode de fonctionnement des groupes.

On a vu lors de l'étude des migrations comment le système de l'héritage indivis conduisait chaque génération à pousser hors du terroir familial les non-héritiers. Si certains recherchaient la possibilité de s'installer comme paysans et fondateurs d'un nouveau lignage à l'intérieur ou à proximité de leur chefferie d'origine, la plupart allaient beaucoup plus loin pour chercher fortune. Ceci au sens propre du terme dans la mesure où la société bamiléké incite l'individu à une promotion sociale liée à la réussite économique.

Ce souci de réussite, il est difficile de le rechercher simplement dans un « esprit commercial » propre aux Bamiléké. Il existe certes chez eux une attitude passionnée vis à vis de l'argent qui privilégie l'accumulation en vue d'effectuer des investissements plutôt que des dépenses de consommation individuelle ou de prestige. Mais une telle mentalité trouve un support efficace dans les institutions sociales et plus particulièrement dans les associations à caractère financier qui permettent l'épargne.

La société bamiléké comme les sociétés voisines de la région de Bamenda est fondée sur l'existence de nombreuses associations coutumières qui jouent des rôles différents. La qualité de membre de ces associations s'acquiert soit par voie d'héritage, soit par la désignation du chef qui octroie un titre, soit par cooptation et versement d'un droit d'entrée important. Même dans les deux premiers cas, l'accès à une association suppose que le bénéficiaire ait la capacité économique de faire face à une série d'obligations, droit d'entrée et cotisations régulières. R. DELAROZIÈRE a donné quelques exemples de ces contributions :

« Le droit d'entrée au *Kem* (société inférieure) de Bayangam est de trente calebasses d'huile et autant de vin de raphia ; au *Kuosi* (société supérieure) de Baham, il est de une femme (ou de sa valeur) qui est remise au chef » ⁽¹⁾.

Dans ce contexte global de promotion sociale par l'intermédiaire d'associations coutumières, certaines associations ont un caractère essentiellement économique. Elles s'appuient dans les chefferies sur les institutions traditionnelles mais revêtent des caractères nouveaux dans les zones d'émigration. R. DELAROZIÈRE soulignait ainsi leur importance :

(1) DELAROZIÈRE R., 1950, p. 69.

Ajoutons toutefois que, selon l'expression de J.-C. BARBIER, il ne s'agit pas exactement d'un droit d'entrée, mais plutôt de l'obligation morale faite à quelqu'un qui a été reconnu digne d'un titre d'honneur ce titre en quelque sorte en faisant face à un certain nombre de dépenses, dont celle qui consiste à régaler ses pairs (communication personnelle).

« Cette solidarité se manifeste à tout moment par la création spontanée de multiples associations restreintes, groupant ici les membres d'une famille, là un groupe de commerçants ou d'artisans originaires du même quartier ou du même village, là encore des employés ou des manœuvres qui mettent leurs ressources en commun, pour pouvoir, à tour de rôle, ou en cas de circonstances exceptionnelles (mises de fonds, paiement d'une dot, d'une amende, etc...) faire appel au fonds commun » ⁽¹⁾.

Le principe de ces associations est celui des tontines ⁽²⁾ à la nuance près que l'on ne met en commun que des cotisations régulières qui sont ensuite réparties entre les membres. Selon DELAROZIÈRE, elles seraient relativement récentes et regroupent les personnes non sur une base territoriale (le quartier ou la chefferie) mais sociale. L'administrateur RIPERT décrit l'une de ces sociétés (*Kambuïn*) de fondation récente, dans la chefferie de Bamendjou, qui regroupe des gens riches :

« La quote-part exigée de chaque membre est une femme pour le *Fong*, et de une ou plusieurs chèvres pour chacun des membres. La quote-part est fixée par les membres assemblés. Mais chacun peut doubler, tripler cette quote-part, au *Fong* et aux autres membres. La part qui lui reviendra par la suite à chaque admission d'un nouveau membre, sera doublée ou triplée. C'est donc un véritable placement que réalise le membre de la Société en s'y faisant admettre » ⁽³⁾.

Les administrateurs de cette époque notaient la décadence de ces associations traditionnelles et prédisaient leur effacement prochain au seul profit d'un renforcement du pouvoir personnel des chefs. L'évolution de la société a été différente et on a assisté au contraire à un accroissement de leur rôle, mais beaucoup plus sur le plan économique que dans le domaine religieux ou traditionnel à proprement parler.

C. TARDITS a repris à son compte, en se basant surtout sur les documents établis par les administrateurs, cette désaffection vis à vis des associations coutumières. Par contre « certaines sociétés dont les buts sont plus particulièrement économiques — les *Kamboun* — paraissent actives dans certaines chefferies » ⁽⁴⁾.

J. HURALT n'en parle guère dans son étude pourtant très bien documentée sur la structure sociale des Bamiléké. Il signale cependant deux types de « réunions basées sur des buts strictement utilitaires : banques et cotisations » ⁽⁵⁾.

Elles ont reçu en tout cas de la vie économique moderne une impulsion nouvelle et représentent un atout essentiel dans la promotion des individus. Elles revêtent des formes assez différentes selon les lieux. On peut toutefois les ramener à quatre types principaux :

(1) R. DELAROZIÈRE, 1950, p. 85.

(2) « Association de personnes qui mettent leur capital en commun pour jouir d'une rente viagère » (*Petit Robert*).

(3) Cité par R. DELAROZIÈRE, 1950, p. 87.

(4) C. TARDITS, 1960, p. 49.

(5) J. HURALT, 1962, p. 104.

1) Les associations de secours mutuel, les plus traditionnelles en quelque sorte, leur taille moyenne est de 20 à 30 individus. Les souscriptions relativement modestes, de 50 à 100 F par semaine en moyenne ⁽¹⁾ par cotisant sont conservées par le responsable du groupe ou un secrétaire. Elles sont prêtées avec intérêt en cas de décès ou de maladie dans la famille de l'un des cotisants. De telles mutuelles fonctionnent aussi bien en ville qu'en campagne regroupant souvent des personnes modestes qui sont parfois uniquement des femmes.

2) Les « cotisations » ou *njangi* (terme couramment utilisé dans tout le sud camerounais). Les membres versent une quote-part variant selon les possibilités de chacun. La réunion se tient soit une fois par mois, soit une fois par semaine. Chacun reçoit à tour de rôle l'ensemble des cotisations dont le montant est inscrit sur un registre afin que, le tour terminé, chacun ait reçu autant qu'il a lui-même versé.

3) Les « banks » sont des formes plus évoluées. Le principe en est que chaque membre dépose ce qu'il veut au cours de réunions mensuelles. À la fin de l'année, en général quelque temps avant les fêtes de Noël, « on casse la bank » et chacun récupère sa mise majorée d'un intérêt et du montant des amendes. Ceux-ci sont répartis au prorata des apports, mais diminués d'une rémunération pour le secrétaire ou le trésorier du groupe ⁽²⁾. L'intérêt provient des prêts à court terme et à taux élevé (souvent 5 % pour un mois ou deux) qui sont consentis aux membres du groupe. Les amendes sont imposées pour des absences injustifiées aux réunions. Parfois, c'est le cas à Bafut ⁽³⁾, l'argent collecté est prêté à l'extérieur du groupe à un taux usuraire (10 % par mois) et les profits sont partagés tous les quatre ans entre les cotisants.

Dans d'autres cas par contre, les sommes sont prêtées sans intérêt :

« Nous avons signalé que l'intérêt était des fois inexistant pour le capital ainsi constitué ; c'est ce qui explique le souci d'encadrement et de promotion sociale qu'ont tous les membres du groupe. En prêtant ainsi à tout nécessaire, on lui permet de faire ses premiers pas dans la vie et de résoudre ses problèmes les plus pressants. La libre abnégation des intérêts fait apparaître un sens aigu du social contrairement aux principes. C'est justement l'intérêt qu'on aurait dû payer qui est laissé à l'emprunteur afin qu'il puisse ainsi s'aider à constituer son premier capital. N'est ce pas là un stimulant à l'effort aussi valable qu'un autre ? Tout ce qui est exigé de tous, c'est que chacun puisse rembourser à la date prévue la quote part perçue et tant pis pour lui s'il n'a pas su en tirer profit à temps » ⁽⁴⁾.

4) Une variante de ce dernier type fait appel aux enchères. Il s'agit d'une formule nouvelle, essentiellement urbaine, qui serait née à Douala,

(1) Selon D. SOEN et P. de COMARMOND, 1972, p. 1172.

(2) « Les intérêts payés servent pour une grande part à payer le trésorier et le secrétaire... Ce type de cotisation a fait ses preuves. Mais il favorise le trésorier qui le plus souvent, homme d'affaires, exploite et fait fructifier l'argent du groupe à son profit ».

D. TCHAMGME, 1973, p. 178.

(3) R. et P. RITZENTHALER, 1962, p. 1-3.

(4) J. SANGUE, 1966.

Yaoundé et Bafoussam selon J.-L. DONGMO ⁽¹⁾ entre 1965 et 1970. Au lieu que la somme collectée soit remise à tour de rôle aux cotisants, elle est confiée au plus offrant. Celui-ci n'empêche la somme que s'il présente un avaliste, qui est souvent quelqu'un n'ayant pas encore reçu la cotisation totale. Parfois le bénéficiaire doit laisser en outre un chèque non daté qui serait remis à la banque en cas de défaillance dans le remboursement. Mais de tels manquements paraissent exceptionnels. On constate toutefois que s'agissant de cotisations importantes et dans un milieu urbain où la pression sociale traditionnelle est moins forte, on s'entoure de plus de précautions qu'à la campagne.

Le montant des cotisations dans ce type d'association est souvent élevé : de 100 à 250 000 F dans certains groupes de Bafang ⁽²⁾, de 10 à 50 000 F à Dschang ⁽³⁾ où NGWEPE signale aussi une pratique originale qu'il désigne du nom de « Fonds tournant » : en début d'année chacun verse en une seule fois, selon ses possibilités, de 1 000 à 20 000 F. La somme collectée est divisée en lots de 5 ou 10 000 F qui sont mis aux enchères pour 5 % par mois et parfois plus. À la fin de l'année, le capital est restitué et les intérêts distribués en fonction des apports individuels. À Douala, une étude a été conduite par Justin DJANDJA en 1977 : sur 28 *Loung*, un demandait une cotisation mensuelle de 5 000 F., dix de 20 à 30 000, deux de 40 000, dix de 50 000, trois de 100 000 et deux de 200 000 F. J.-L. DONGMO signale de son côté qu'un *loung* entre vingt hommes d'affaires de Yaoundé fonctionne avec des cotisations de 500 000 F par mois. À Douala encore, D. SOEN et P. de COMARMOND parlent d'un groupe de trente membres dont la souscription atteint 1 800 000 F et d'un autre qui a collecté 1 000 000 F ⁽⁴⁾. Signalons d'autres cas de cotisations importantes : 100 000 F par mois parmi les grands commerçants de Bafoussam (30 000 dans celles auxquelles sont associés des fonctionnaires) ; à Bangangté une dizaine de commerçants se réunissent le 30 de chaque mois et versent 50 000 F (à l'exception de trois d'entre eux qui ne paient que 25 000 F).

Ces diverses catégories de réunions à base économique sont aussi l'occasion de repas pris en commun et de longues discussions qui dépassent l'intérêt strictement financier de la rencontre. Elles sont un puissant moyen de cohésion sociale et d'intégration. Elles assurent en dehors de tout circuit bancaire ou d'épargne officiel, une accumulation de capital qui permet aussi bien de faire face aux difficultés imprévues que d'entreprendre ou de développer une affaire foncière, commerciale ou autre.

De telles pratiques sont largement répandues en Afrique Noire et depuis longtemps. C'est ainsi que l'histoire des Bamum rédigée au début du siècle par le sultan NJOYA contient déjà une réglementation précise à une époque où la monnaie était représentée par des cauris :

« Si un sociétaire ne donne pas la somme qu'il aurait dû donner et que par exemple il aurait dû donner cinq mille cauris, il devra donner

(1) J.-L. DONGMO, 1978.

(2) D. TCHAMGME, 1973, p. 178.

(3) NGWEPE, 1976.

(4) D. SOEN et P. de COMARMOND, 1972, p. 1178.

cinq mille cauris de plus lorsqu'on renversera la marmite du *mgba* c'est à dire lorsque chaque sociétaire aura ramassé, à son tour, les sommes versées. Le manquant devra toujours verser le double de la somme qu'il aurait dû verser, quelle qu'ait été cette somme » ⁽¹⁾.

Mais c'est sans doute chez les Bamiléké ⁽²⁾ que les cotisations du type « bank » sont le mieux structurées et orientées vers des dépenses d'investissement et non de consommation individuelle ou de dépannage. Chaque Bamiléké appartient au moins à une association et très souvent, en dehors d'une association de secours mutuel dans le cadre de la chefferie, à une association purement économique en ville.

Au total, le moyen d'intégration sociale qu'elles représentent est ambivalent. Elles constituent en effet par les bases du regroupement sur lequel elles opèrent un prolongement du milieu traditionnel et, par le fait même, la persistance d'un certain contrôle de la chefferie sur les citadins, mais c'est en même temps le moyen de s'intégrer à la ville et d'y réussir économiquement. L'orientation actuelle donne la priorité à ce deuxième aspect, dans la mesure surtout où le recrutement des membres de l'association ne se fait plus uniquement sur la base de l'appartenance à un terroir, mais sur celle d'un niveau de revenu. Dans ces conditions peuvent s'associer des hommes d'affaires bamiléké quelle que soit leur chefferie d'origine. Ils s'associent également avec des fonctionnaires ⁽³⁾ pour lesquels c'est un moyen de faire fructifier leurs revenus et l'on voit même apparaître des cotisations auxquelles participent des non Bamiléké pourvu qu'ils disposent d'une certaine « surface » financière. Ainsi se dessine progressivement une solidarité de classe sociale qui estompe quelque peu la simple solidarité traditionnelle. Il est à noter également que dans le milieu citadin, même parmi les personnes à faibles revenus (employés, fonctionnaires), certaines aspirent à participer à des associations tenues par des Bamiléké, c'est une participation qui est gratifiante sur le plan social dans la mesure où on est jugé digne d'un groupe qui a une grande réputation d'efficacité économique.

Les « cotisations » ou « banks » ne sont pas le seul moyen pour réunir le capital initial nécessaire au démarrage d'une petite entreprise. Au niveau élémentaire, il est fréquent qu'un jeune homme soit doté d'une somme d'argent remise par l'un de ses parents avec laquelle il achètera l'huile de palme ou les noix de kola, du sucre, du sel ou des tissus et débuttera ainsi dans le commerce. À un niveau plus élevé et sans avoir recours au système bancaire qui a longtemps été fermé aux commerçants camerounais, le crédit par un fournisseur était fréquent, et pouvait aller dans certains cas jusqu'au prêt d'un camion par une société, laissant ainsi le temps au commerçant de ramasser le bénéfice nécessaire pour s'acquitter de sa dette.

(1) Sultan NJOYA, 1952, p. 113.

(2) En englobant parmi eux les peuples de la région de Bamenda.

(3) Cette participation des fonctionnaires est particulièrement importante dans la mesure où elle permet d'insufler dans le circuit économique de l'argent frais. Les cotisations entre commerçants par exemple ne sont qu'un moyen d'épargner plus facilement mais ne mobilisent que des sommes qui sont déjà dans le circuit commercial. L'apport des fonctionnaires par contre oriente vers l'investissement des sommes qui auraient été, autrement, soit thésaurisées soit consommées.

Un autre facteur de la réussite commerciale des Bamiléké réside dans la diversification de leurs activités et dans leur solidarité. D'où l'appartenance à plusieurs sociétés de cotisation ou de banques et la multiplicité des affaires. D'où également le partage des risques : à l'entreprise purement individuelle, on préfère l'association avec d'autres qui apportent capitaux et savoir faire. Tout ceci évidemment va de pair avec une certaine dispersion, un activisme fébrile qui empêche parfois de gérer correctement une affaire.

Les Bamiléké sont ainsi dotés d'institutions coutumières solides qu'ils ont su progressivement adapter à la vie économique moderne. Ils en ont tiré un parti intéressant. Ils ne sont pas toutefois la seule composante de la bourgeoisie nationale camerounaise. Aussi est-il intéressant d'examiner quel est le processus de l'ascension sociale et économique de cette nouvelle classe qui a connue avec l'Indépendance une croissance remarquable.

L'ascension sociale

La naissance et le développement d'une bourgeoisie nationale est un phénomène constant des jeunes républiques africaines. Mais ils sont généralement fondés sur la classe politico-administrative : députés et notables du parti unique, hauts fonctionnaires formés aux écoles occidentales en constituent les principaux éléments. Leurs origines ou leurs fonctions ne les empêchent pas d'ailleurs, avec un succès inégal, de se lancer dans des opérations commerciales. Plus rares sont les pays qui connaissent des bourgeoisies essentiellement liées aux affaires. Celles-ci existent cependant, le Sénégal a une classe d'hommes d'affaires dont la réussite repose exclusivement sur les activités commerciales, la Côte d'Ivoire a une bourgeoisie d'origine agraire qui s'est convertie depuis peu à d'autres secteurs, avec des liaisons étroites avec la classe politico-administrative. L'originalité de la bourgeoisie camerounaise, et particulièrement de celle de l'ouest du pays tient peut-être dans son relatif détachement vis à vis de l'administration et du parti ainsi que dans la multiplicité des activités économiques que pratiquent ses membres.

Mais comment devient-on un homme d'affaires ? Une trentaine de biographies ont été recueillies directement, quelques autres l'ont été par des chercheurs dans le cadre de travaux sur l'ouest. Bien que ces matériaux ne représentent pas un échantillon statistique au sens propre du terme, ils permettent cependant de se faire une idée du processus d'ascension sociale. Avant l'examen d'ensemble de ces biographies cependant, il est intéressant de retracer en détail celles de plusieurs hommes d'affaires qui avec un itinéraire voisin ont pris des orientations un peu différentes.

Le premier est commerçant à Bangangté. Il est né dans la petite chefferie de Baména où il est allé à l'école avant de poursuivre sa scolarité à Bafoussam.

Moniteur d'enseignement dans une école de brousse, il est affecté ensuite à Foumban où il reste deux ans avant d'être muté à Bangangté à la mission protestante. Au bout d'un an et demi, il quitte l'enseignement, en 1949, avec un modeste capital de 21 000 F., et s'installe comme tricoteur dans une échoppe du marché. Il vend aussi de la laine, puis du savon. En 1950 ou 1951, il va à Douala avec un autre commerçant qui achète pour lui dans les magasins des grandes sociétés, et il fait les marchés de Tonga, Ndikiniméki et Nitoukou, en payant le transport par camion. Quatre ans plus tard, associé avec deux compatriotes, il achète un camion d'occasion, à crédit, qui est payé en un an. Deux maisons de commerce de Nkongsamba font crédit également pour les marchandises. Le camion une fois payé, il le laisse à l'un de ses associés et en achète un à son compte, toujours d'occasion, puis un deuxième, qui lui sert surtout pour transporter les palmistes, qu'il achète à Bazou et Balengou, vers Nkongsamba.

Il achète aussi du riz à Tonga pour le revendre à Bangangté. En 1955, il plante à Baména 2 000 pieds de caféiers, mais son oncle revendique le terrain et il abandonne pour commencer une autre plantation de café Robusta, à Maham, sur la route de Tonga.

Il continue en même temps, jusqu'en 1957, le commerce de la laine, qu'il abandonne à cause de la concurrence des friperies. Il achète alors un lot au centre commercial et construit. Mais son ascension est stoppée par les troubles. Les « maquisards » menacent de tuer tous les fonctionnaires et les commerçants qui ravitaillent les Européens, et il se réfugie en décembre 1959 à Nkongsamba, après avoir vendu ses deux camions, un autre ayant été brûlé à Bazou par les « rebelles » avec 15 tonnes de palmistes et des bascules.

De retour à Bangangté en juillet 1960, il vit grâce à sa plantation et repart à zéro dans les activités commerciales en achetant des bouteilles vides. L'année suivante, il peut construire une nouvelle boutique, devient pour quelque temps vice-président de la coopérative de café Robusta, mais en est éliminé. La vente de son café lui permet d'agrandir son commerce. En 1969, il peut à nouveau acheter un camion, prend une licence de transport public pour les marchandises et achète les palmistes, en gros cette fois, aux commerçants de Bangangté pour aller les livrer à Douala, à la C.C.C. (Compagnie Commerciale Chypriote). Il est président de la COOADEBOCAM (Coopérative de Débits de Boissons) pendant quelque temps, et agent d'assurances de 1967 à 1973. Il possède aujourd'hui une plantation de café gérée par des membres de sa famille, 2 camions, un magasin d'alimentation à Bangangté et une « vente à emporter » à Tonga. Il participe à une cotisation de commerçants de la ville dont le montant est de 50 000 F par mois.

Cette biographie est celle d'un commerçant moyen, « self made man », qui s'est mis à son compte dès qu'il a pu réunir, grâce à un travail salarié, le petit capital nécessaire, s'est relevé de mauvaises affaires dues aux troubles et a su diversifier ses investissements pour mieux assurer l'avenir en le basant sur une trilogie assez classique : plantation de café, transports, boutique en ville.

Le second est un grand planteur de Baré, dans le Mungo. Il a en effet acheté en 1963 une plantation de 450 ha (dont 200 plantés en caféiers)

à un Européen qui désirait quitter le pays : mais cet achat ne représentait qu'une étape d'un déjà long cheminement. Né vers 1925 à Bandenkop (Mifi) il fut d'abord boulanger, à partir de 1943. Quelques années plus tard, en 1951, il achète un terrain et crée une plantation de café. Il possède aussi deux boulangeries à Bafoussam et à Nkongsamba. Il a su résoudre mieux que les planteurs européens les problèmes de main-d'œuvre : il autorise les femmes du village à cultiver du maïs entre les rangées de caféiers, qu'elles nettoient par la même occasion ; des prisonniers de Nkongsamba travaillent aussi à l'occasion sur la plantation. Enfin au moment de la récolte, en plus des travailleurs que l'on va chercher en camion à la ville voisine, des enfants des écoles de mission viennent également, ce qui permet de diminuer les frais d'écologie. Ce planteur possède une autre usine à café à Ngwa et traite ainsi avec celle de sa plantation environ 2 000 tonnes par an. En 1971, il a installé une grande porcherie qui abrite 700 têtes, et un élevage de poules et de canards. Il distribue plus d'un million de francs en salaires par mois (en 1975) et utilise les services d'une société spécialisée pour tenir sa comptabilité. Lui-même travaille beaucoup, se lève chaque matin à 5 h 30 (il habite Nkongsamba), et va une fois par semaine à Bafoussam. Il se plaint, comme beaucoup d'usiniers, des relations avec les paysans à qui il fait crédit en début de campagne, pour la rentrée des classes, et dont certains ne le remboursent pas. Même pour un homme comme lui, qui a du répondant, le crédit bancaire est chichement mesuré.

Cet homme d'affaire est aussi un bon exemple de la diversification des entreprises, avec le choix fait d'investissements à la campagne, les entreprises urbaines n'assurant qu'une petite partie de ses revenus.

Le troisième exemple est celui d'un planteur-hôtelier qui partage son temps entre Nyombé, dans le Mungo, et Douala. Il est né à Batcha, dans le Haut Nkam, et a émigré très jeune dans le Mungo où il a été boy. Après quelques études élémentaires, il est devenu professeur pour trois ans puis est entré à la King de Nkongsamba, comme comptable. Il y a passé quatre ans et a exercé la même profession dans une banque, la BICIC pour devenir ensuite gérant d'une boutique de la CFAO. Ayant ainsi réuni un petit capital, il s'installe à son compte à Nyombé où il avait, quelques années auparavant, acheté un terrain. Il agrandit progressivement son domaine, défriche la forêt et y plante cacaoyers et caféiers. En 1956, il installe une usine à café et pratique la traite ; l'usine est encore en activité mais fonctionne au ralenti (300 t en 1974). L'année suivante, il abandonne le café et le cacao pour l'ananas, profitant du voisinage de la station de recherche de l'IFAC qui lui fournit des rejets. Il en exploite aujourd'hui 60 ha et est devenu, avec 1 000 tonnes par an, le premier exportateur du Cameroun. Culture délicate, demandant beaucoup de soins, mais qui a pu prendre appui dans le cas présent sur les techniciens de la station de recherches. En 1966, il s'est orienté vers des investissements urbains et a fait construire un grand hôtel à Douala, le Cameroun Hôtel (42 chambres) avec bar et restaurant. Il est en outre associé avec d'autres hommes d'affaires pour investir dans des immeubles à louer.

On a ainsi l'exemple d'un homme qui a assis sa réussite sur une grande entreprise agricole avant de songer à une activité proprement urbaine.

Avec le quatrième cas, nous abordons l'histoire d'un homme qui après avoir suivi un itinéraire comparable à celui de nombreux autres s'est lancé récemment dans l'aventure industrielle.

Cet homme est né à Bamendjou et a travaillé d'abord dans l'administration qu'il a quitté volontairement en 1957 pour installer une librairie à Bafoussam. Six ans plus tard, il fonde un collège, le collège de la Réunification qui a tout de suite un grand succès car la ville est encore sous équipée sur le plan scolaire. En 1968 ayant terminé l'immeuble qui abrite sa librairie, il installe, au sous-sol une boîte de nuit, sur la rue une station service et ajoute à sa boutique la représentation des machines de bureau. Il fait construire un autre immeuble à une sortie de la ville où il s'installe et aménage le sous-sol pour y loger une imprimerie et le rez de chaussée en bureau et magasin. Il recrute pour l'imprimerie un linotypiste formé en Allemagne et fait appel à deux techniciens européens pour installer et mettre en route ses machines. Il possède également une grande plantation de café à Bamougoum près de Bafoussam et a fait construire à Yaoundé, au quartier Bastos — le quartier chic — une villa qu'il loue. Peu de temps après il élargit ses activités en lançant successivement la société Camerounaise de Cartonnage, Enveloppes et Étiquettes (SCCEE) avec d'autres hommes d'affaires bamiléké (mais il s'en est retiré par la suite) puis, toujours en association avec d'autres partenaires, la SAFCA (Société Africaine de Fabrication de Cahiers) qui est installée à Yaoundé. Nouvelle étape en 1975 : il participe à une société d'importation de voitures japonaises (Toyota), la CAMI où la CFAO est majoritaire et en devient le représentant pour la province de l'Ouest. En même temps il installe un petit garage près de chez lui, et une autre imprimerie à Douala.

Au total cet homme entreprenant a aujourd'hui des activités variées : dans l'agriculture (une plantation de café à Bamougoum et une autre de 100 ha dans la région de Foubot où il pratique la culture du maïs à grande échelle, avec un tracteur), dans le commerce avec la vente de voitures, deux librairies à Bafoussam et Yaoundé, l'industrie avec l'imprimerie et la participation à la société de fabrication de cahiers, les services avec le garage et le collège de Bafoussam, la boîte de nuit confiée à son frère. La plupart de ces entreprises ont été lancées en association avec d'autres hommes d'affaires ou des hauts fonctionnaires. Parallèlement, il a acquis des titres importants dans une société traditionnelle de sa chefferie d'origine (où il a fait construire une importante « résidence secondaire » qu'il utilise durant les fins de semaine) et est à Bafoussam cofondateur et animateur d'une section du Lions Club International.

Il a toujours de nouveaux projets d'investissement : machines pour composer les étiquettes (il existe au Cameroun un marché important avec les 3 sociétés de brasserie), société de fabrication de couches en papier et de serviettes périodiques, et s'apprête à installer une nouvelle unité près de la zone industrielle de Bonabéri pour y transférer son imprimerie de Douala. Il souhaite également installer un hôtel avec restaurant de bonne qualité près de Bafoussam.

Cet exemple, comparable à la réussite de quelques autres hommes d'affaires bamiléké de Douala ou Yaoundé est intéressant à plus d'un titre :

là aussi par la diversification des activités (mais celle-ci ne va pas sans une certaine dispersion qui rend difficile de suivre personnellement chacune des entreprises), par le recours à des cadres étrangers pour assurer le fonctionnement de ces entreprises (notamment pour l'imprimerie et pour le collège qui fonctionne à la fois avec des enseignants camerounais et des coopérants techniques à temps partiel). L'origine des capitaux a été d'abord, outre l'apport personnel, les cotisations et l'association avec d'autres hommes d'affaires ou des fonctionnaires. Mais actuellement ils peuvent être fournis par le circuit normal des banques, le « répondant » étant suffisant et par les crédits fournisseurs. Enfin, il faut souligner le caractère un peu symbolique de l'appartenance au Lions Clubs qui est le signe d'une sorte d'affiliation au capitalisme international, entre autres par les voyages d'études et les relations qu'il permet de nouer notamment avec la France, la Grande-Bretagne, les U.S.A., le Canada et le Japon.

En dehors de ces cas individuels et sans prétendre à une généralisation que ne permet pas la constitution de l'échantillon, qu'en est-il de la quarantaine d'hommes d'affaires de niveau très différent, qui ont été interrogés ?

1) La première remarque est qu'ils sont tous des « self made men » ⁽¹⁾. Nés dans un village et avec un père cultivateur ; quelques exceptions : une commerçante à Manjo et deux commerçants de Bangangté et de Bafoussam avaient un père également commerçant. Un autre à Manjo était fils du chef supérieur des Manéhas. Parmi les Bamiléké, très majoritaires dans notre échantillon (37 sur 42), quelques uns sont héritiers de leur père, mais cela ne leur a donné nul avantage pour se lancer dans les affaires. Le niveau d'instruction est généralement faible : quatre n'ont jamais été à l'école (mais ne gèrent que des petits commerces), 24 ont une instruction primaire au moins partielle, 4 sont allés au collège et 1 a un C.A.P. d'aide comptable (on compte aussi 9 sans réponse). Donc, à une exception près, aucune formation technique ou scolaire sérieuse.

2) Dans ces conditions, le point de départ d'une affaire consiste à collecter soi-même le capital nécessaire. Le salariat est alors, pratiquement, le point de passage obligé ; il revêt d'ailleurs des formes diverses : sur 36 réponses, 13 personnes ont débuté comme employés de commerce, chez un parent ou dans une société étrangère, 6 ont travaillé un temps dans l'enseignement, privé le plus souvent, et 3 dans la fonction publique, 9 ont pratiqué des activités diverses (3 ont été boys, 2 manœuvres, les autres ont été photographe, boulanger, chauffeur, ouvrier). Parmi les enquêtés, quatre cependant ont débuté directement dans le commerce, au niveau le plus élémentaire comme colporteur ou petit boutiquier, et un a d'abord été planteur.

Le salariat n'est pour toutes ces personnes qu'un passage provisoire

(1) La situation est identique au Sénégal. Au terme de la remarquable analyse qu'il fait du monde des affaires sénégalais, Samir AMIN note : « Une classe d'entrepreneurs sénégalais est en train de naître. Or, nous n'en sommes qu'à la première génération, celle des « self made men » et la stabilité familiale n'a pas encore eu le temps de donner à ce monde en formation sa structure définitive. Les entreprises sénégalaises n'existent pas encore, seuls les entrepreneurs qui les ont créées existent ». S. AMIN, 1969, p. 181.

en attendant de pouvoir s'installer à son propre compte. Il est vrai que les salaires obtenus et les emplois occupés n'étaient pas tels en général, qu'ils puissent laisser entrevoir une promotion intéressante et rapide. Une exception toutefois, avec un commerçant de Manjo qui après avoir fait des études secondaires a abandonné sa profession de douanier, mais il s'agissait pour lui de succéder à son père, chef supérieur des Manéhas, qui venait de décéder, et les activités commerciales, dans ce cas, n'ont été entreprises que plus tard.

3) Ce capital initial accumulé grâce à des économies sur le salaire a été complété en général, par des « cotisations familiales », des « prêts entre amis », quelquefois par un crédit accordé par des fournisseurs. Le crédit bancaire est exceptionnel et n'intervient que lorsqu'une affaire est déjà bien établie, il en est de même des prêts accordés par la B.C.D. (Banque Camerounaise de Développement), organisme officiel de prêts dont la vocation aurait dû être précisément d'aider au démarrage des petites et moyennes entreprises et dont les fonds ont été utilisés en fait, essentiellement, pour des investissements immobiliers.

Quel que soit le point de départ, plusieurs faits sont encore à noter.

4) C'est d'une part le caractère aléatoire de la progression dans les affaires. Nombreux sont en effet les cas d'échecs : un camion accidenté, un vol, la maladie, conduisent parfois le commerçant à repartir entièrement à zéro et à redémarrer une nouvelle affaire.

5) Par ailleurs, c'est la multiplicité des entreprises pour une même personne. Peut-être parce que l'on est en présence d'individus partis de rien, qui ne constituent pas encore une classe d'hommes d'affaires à proprement parler, et donc ne sont pas encore vraiment sûrs d'eux, le principe général semble être que l'on ne met pas tous les œufs dans le même panier, et l'on cherche plus à diversifier les investissements qu'à se concentrer sur une affaire qui marche bien.

6) Enfin, il y a toujours chez ces hommes un lien maintenu avec la terre : la plantation de café dans une zone de colonisation est presque de règle, soit qu'elle ait été le premier investissement (achetée ou créée à partir d'un morceau de forêt), soit qu'elle figure après un certain délai, parmi les entreprises permettant de diversifier les placements. Depuis peu de temps, certains achètent en outre des terrains ou des plantations en vue du ravitaillement vivrier des villes, ou pratiquent l'élevage dans cette même optique.

Pour certaines catégories de petits commerçants, il semble même qu'il y ait hésitation pendant quelques temps sur la priorité à donner à l'une ou l'autre activité. Citons par exemple, ce témoignage d'un boutiquier de Dschang :

« C'est la période de récolte du café arabica qui commence. C'est la seule activité qui soit utile ici à Dschang. Je ne travaille en ville que deux fois par semaine maintenant, les jours du grand et du petit marché périodique. Les autres jours, je suis à la plantation. Mon

petit frère s'occupe de mes affaires après les classes. D'ailleurs je préfère laisser tout tomber maintenant pour ma récolte qui me fournit l'essentiel pour vivre au cours de l'année » (1).

Il est certain en tout cas que l'activité agricole, en zone de plantation par exemple, vise essentiellement à une accumulation de capital, et que, de plus en plus, le migrant préfère choisir une résidence dans une petite ville ou un bourg plutôt que dans un village, car il est plus facile là de diversifier son activité. J.-C. BARBIER a d'ailleurs fort bien résumé cette aspiration à propos de l'opération Yabassi-Bafang :

« Le colon n'envisage pas la reproduction du système agricole traditionnel, ni une adaptation de ce système à un milieu écologique différent. Il se fait planteur pour accéder à l'économie marchande et ne vise pas comme le paysan à utiliser toutes les possibilités du milieu naturel en vue d'une auto-consommation.

La plantation, une fois mise en valeur, peut être entretenue par un aide familial (et le surpeuplement du plateau bamiléké le permet aisément), ce qui libère le temps de travail de l'exploitant. Ce dernier peut alors se consacrer à une activité non agricole dont les revenus s'ajouteront à ceux de la plantation. L'accumulation rapide du capital par une activité commerciale ou artisanale repose sur une base économique — la plantation — qui garantit une stabilité à l'entreprise » (2).

Cette liaison étroite entre activité commerciale et activité agricole est elle-même à l'origine du caractère temporaire de la première. D'une part le planteur-boutiquier n'ouvre sa boutique qu'une partie de la journée car il est aux champs le reste du temps. D'autre part, dans l'année le commerce subit de fluctuations : il est fréquent que l'argent tiré de la vente du café serve à acheter un stock de marchandises qui est écoulé au cours de l'année sans être complètement renouvelé. À ce titre, le commerce est pour une part, en fait, le moyen pour le planteur de réguler en quelque sorte ses ressources.

Ce lien avec la vie agricole va aussi de pair avec le maintien des relations avec la chefferie d'origine, quand il s'agit des Bamiléké. Si, peu d'entre eux ont une plantation au village de naissance, à peu près tous y ont un terrain et ont construit (ou bien envisagent de le faire) une maison d'habitation. Précaution en vue de la retraite parfois, mais aussi désir d'avoir un pied à terre où l'on se rend régulièrement pour des fêtes ou tout simplement pour une fin de semaine. Dans de nombreux cas, ces maisons sont le témoignage éclatant, aux yeux des villageois, de la réussite urbaine.

Il n'y a pas d'ordre préférentiel ni de cheminement type dans la progression sociale. L'achat ou la création d'une plantation est cependant très vite entrepris. Pour le reste deux voies s'offrent : soit dans le milieu rural par extension progressive des plantations, création d'une usine à café et à partir de là orientation vers le transport ou le commerce (l'usine à café est un complément soit de la plantation, soit du commerce, mais pas une étape vers un investissement industriel), soit une voie urbaine avec commerce

(1) NGWEPE, 1976, p. 77.

(2) J.-C. BARBIER, 1973, p. 214.

en ville, achat ou construction d'immeubles de rapport, et pour les plus chanceux, investissement dans le secteur des services : hôtels restaurants, cinémas, boîtes de nuit. Dans l'un et l'autre cas, un secteur d'investissement souvent pratiqué a été celui des établissements scolaires. Malgré les efforts considérables faits en ce domaine par les pouvoirs publics depuis l'Indépendance, le besoin éducatif est tel au Cameroun que de nombreux collèges privés ont été créés et ont recruté facilement des élèves. Le succès financier pour les promoteurs de ces établissements étant d'ailleurs souvent supérieur à l'intérêt purement scolaire. Lorsque le gouvernement a voulu contrôler de plus près la gestion et le fonctionnement de ces établissements, un certain nombre ont dû être fermés pour insuffisance pédagogique.

Il est remarquable enfin que cette bourgeoisie bamiléké se recrute principalement dans les zones les plus anciennement touchées par l'émigration, c'est à dire les départements du Ndé, du Haut Nkam et de la Mifi.

Les différentes catégories de commerces

On distingue plusieurs niveaux dans la pratique du commerce. Le premier est celui des vendeurs de marché que nous avons déjà rencontrés au chapitre précédent, mais ce n'est là que l'activité temporaire d'hommes et de femmes qui pour l'essentiel, vivent de l'agriculture.

Parmi ceux qui font profession de commerçant, le stade élémentaire si l'on peut dire est celui des « tabliers » ; comme leur nom l'indique, ils se contentent d'exposer sur une table quelques menus articles. C'est à cette catégorie qu'appartiennent dans toutes les villes les très nombreux enfants ou adolescents qui vendent cigarettes, allumettes ou bonbons, la table étant alors remplacée par une grande boîte plate que le vendeur porte en bandoulière ou pose sur un parapet, quelques parpaings ou des piquets. Citons aussi pour mémoire les innombrables vendeurs à la sauvette qui proposent quelques légumes dans une cuvette à la porte des magasins dans les villes les plus grandes ; ou bien encore les vendeurs d'objets artisanaux, colliers, chemises brodées, bijoux divers, espadrilles de cuir qui occupent les trottoirs ou les abords des hôtels dans les agglomérations où les étrangers sont nombreux. Chacun de ces commerçants porte sur sa tête toute sa marchandise et ne dispose en fait que d'un faible capital. Mais c'est souvent une première étape vers un négoce plus ambitieux, un apprentissage en quelque sorte de la fonction commerçante.

Un peu plus élaborée est l'activité des « ambulants ». Ceux-ci fréquentent les marchés ruraux plutôt que les villes et transportent également en un ballot des articles de parfumerie, des vêtements, des chaussures. Ils empruntent généralement les petits cars, mais disposent parfois de leur autonomie sous la forme d'une mobylette ou d'une petite camionnette brinquebalante.

Au-delà, on pénètre dans le domaine du commerce sédentaire avec

boutique, en retrouvant là une gamme assez large de situations plus ou moins prospères. L'échoppe est souvent le premier degré : une pièce unique sans autre ouverture qu'une large porte à deux battants, et coupée au milieu par un comptoir grillagé qui en ferme l'accès. Sur les étagères du fond de la pièce figurent généralement les marchandises les plus hétéroclites. Dans les villages les plus reculés, le poisson fumé, le sel, le pétrole, le savon et quelques conserves constituent l'inventaire de base. La gamme des produits se diversifie, le stock augmente et les boutiques se spécialisent à mesure qu'augmente la taille de la ville.

Les magasins de type moderne apparaissent ensuite, suivant un modèle européen : pièce plus vaste, plusieurs employés, spécialisation dans les produits vendus. Ce n'est qu'à un stade de développement commercial plus avancé que l'on rencontre le magasin avec vitrine. Enfin à un niveau supérieur, les entreprises d'import-export avec leurs bureaux et leurs entrepôts ressemblent aux entreprises européennes de taille comparable.

L'examen du nombre des patentes délivrées permet de faire quelques observations supplémentaires sur le volume de l'activité commerciale de diverses communes (dans l'ex-Cameroun Oriental) : communes de plein exercice (CPE) ou communes mixtes rurales (CMR), et sur l'évolution même de ce commerce en comparant les patentes délivrées à plusieurs années d'intervalles.

Un premier relevé avait été fait sur les registres de 1965/66 (province de l'Ouest) ou de 1967/68 (Mungo). Un second a été effectué quelques années plus tard pour trois de ces départements. Les chiffres sont présentés par communes, soit urbaines (CPE), soit rurales (CMR) et concernent alors des arrondissements entiers. Le nombre brut des patentes délivrées témoigne bien sûr de la vitalité de l'activité commerciale avec un avantage marqué pour les localités préfectures. Parmi les chefs-lieux d'arrondissement deux se distinguent par un nombre élevé de patentes : Foumbot où les Bamiléké sont deux fois plus nombreux que les Bamoun, et Loum, avec ses deux bourgs satellites de Penja et Nyombe. Mais dans le Mungo, ce sont toutes les sous-préfectures qui sont très commerçantes.

L'examen de la nature de ces patentes révèle la part très importante de la catégorie « Boissons Hygiéniques » ou « ventes à emporter ».

À Foumban, elles représentent 35 % des patentes (contre 30 % au commerce général), elles sont 37 % à Dschang, 42 % à Bafoussam (38 % pour le commerce général) et exactement la moitié à Mbouda. C'est dire le caractère multiple de cette activité, aussi bien en ville qu'en campagne. C'est souvent le premier échelon d'une activité commerciale, celui qui est le plus facile de gravir, à la fois à cause des facilités de crédit par les Brasseries et par la facilité d'approvisionnement : la coopérative de débits de boissons (COOADEBOCAM) naguère, les livraisons à domicile maintenant, alors que les trois grandes brasseries du pays se livrent une concurrence sévère.

L'évolution dans le temps de ces commerces est également intéressante.

Dans le Mungo, leur nombre a presque partout doublé en cinq ans, sauf dans le sud du département, à Mbanga et Dibombari. La situation de Nkongsamba mérite attention : si le nombre de patentes est passé de 371 à

Tableau n° 23

NOMBRE DE PATENTES DÉLIVRÉES PAR COMMUNE			
	1965/66		1965/66 1973/74
BAMBOUTOS		MIFI	
CMR de Mbouda	95	CPE de Bafoussam	310 1 869
CMR de Galim	10	CMR de Bafoussam	10 143
CMR de Batcham	27	CMR de Bamendjou	14
		CMR de Bandjoun	27 250
		CMR de Bangou	12
		CMR de Baham	5
BAMOUN		HAUT NKAM	
CPE de Foumban	142	CPE de Bafang	167
CMR de Foumban	54	CMR de Bafang	11
CMR de Foubot	92	CMR de Bana	10
MENOUA		CMR de Petit Diboum	10
CPE de Dschang	203	CMR de Company	12
CMR de Dschang	66	CMR de Kékem	62
CMR de Fokoué	7	NDE	
CMR des Mbos	8	CMR de Bangangté	116 356
CMR de Penka Michel	9	CMR de Bazou	13
		CMR de Tonga	10
MUNGO	1967/68 1972/73		
CPE de Nkongsamba	371 592		
CMR de Nkongsamba	32 63		
CMR de Mélong	98 225		
CMR de Manjo	75 159		
CMR de Loum : ville	108 195		
Nyombe	34 51		
Penja	39 56		
CMR de Mbanga	103 122		
CMR de Dibombari	91 92		

592, il y a eu modification de la structure commerciale : le nombre des sociétés a diminué, passant de 73 à 70 (128 patentes en 1967/68, 110 en 1972/73). Au total 29 sociétés ont disparu des rôles des contributions, parmi lesquelles quelques grandes sociétés étrangères (CAMAG, CIACAM, MORY, KING, U.T.C., Soudanaise etc...) et 26 nouvelles se sont installées qui sont soit des petites sociétés, soit des implantations locales de compagnies de distribution pétrolière. Dans le même temps, le nombre de particuliers européens tend lui aussi à diminuer. Ce sont donc aux commerçants, en particulier camerounais, qu'est due cette augmentation spectaculaire de patentes. Ceci dit, il n'est pas évident pour autant que le chiffre d'affaires commerciaux ait globalement augmenté, on assiste plutôt, en même temps qu'à une camerounisation, à un certain émiettement des activités de négoce.

On remarque donc dans le même temps une grande mobilité de ces petites entreprises commerciales. À Manjo par exemple, sur les 75 patentes délivrées en 1967/68 on n'en retrouve plus que 40 cinq ans plus tard (il y aurait donc eu au cours de cette période 119 créations nouvelles). À Bangangté, sur 96 commerces en 1965/66, 48 seulement, exactement la moitié, paient encore patente en 1972/73.

La conclusion que l'on peut en tirer est donc celle d'un grand « déchet » dans ce type d'activité. Il y a un renouvellement constant de la classe commerciale, de nombreuses entreprises nouvelles sont créées chaque année dont une partie seulement arrive à une réussite suffisante pour se maintenir au-delà de quelques années ; une partie également des disparitions est aussi le fait de commerçants qui ayant réussi à un certain stade vont dans une autre ville lancer une affaire plus importante.

À Bafoussam aussi, la progression des patentes est spectaculaire. Même si cet accroissement est dû en partie à un meilleur contrôle de la profession, il témoigne aussi d'une augmentation réelle des activités. Sur les 1869 patentes payées par anticipation, on compte 1468 hommes (79 %), 320 femmes (17 %) et 82 sociétés (4 %). Les principales catégories représentées dans la commune de plein exercice sont : 579 « commerçants » (31 %), 321 marchands ambulants (17 %), 326 transporteurs (17 %), 165 « ventes à emporter » (9 %) et 151 tailleurs et couturières (8 %). Les autres catégories, avec un effectif inférieur à 100 sont dans l'ordre : les transporteurs de marchandises, les menuisiers, les mécaniciens, les restaurateurs, les bouchers etc... Dans la commune mixte rurale (c'est à dire l'arrondissement moins la ville) les principales catégories sont : les marchands ambulants (31 %) les ventes à emporter (27 %), les commerçants (17 %) et les bouchers (11 %). Dans la commune voisine de Bandjoun, on retrouve des proportions analogues : 26 % de commerçants, 24 % de ventes à emporter et autant de marchands ambulants, 10 % de bouchers.

Le type de commerce qui occupe le plus grand nombre de personnes est le commerce permanent qui prend place en général à proximité des marchés urbains. À Mbouda par exemple, on a relevé en 1971/72, 84 commerçants payant chacun plus de 40 000 F de patente, et dont le chiffre d'affaires varie de deux à trois millions de francs par an, et 120 avec une patente de 25 000 F. Les achats se font à Mbouda chez les grossistes qui vont eux-mêmes à Douala, mais certains commerçants-détaillants vont

Tableau n° 24

BOUTIQUES DE MARCHÉS À BAFOUSSAM ET BAMENDA (Juillet 1972)

		BAFOUSSAM		BAMENDA	
Nombre de boutiques					
tenues par 1 personne		333		299	
par 2		27		44	
par 3, 4, 5		3		8	
pas de renseignement		143		18	
TOTAL		506		345	

PRODUITS VENDUS	Nombre	RECETTES		Lieu		Recettes	Lieu
		Jours	Jours	d'Approvisionnem.	Nombre	Journal.	d'Approvision.
		ordinai.	marchés			F/CFA	
		F/CFA	F/CFA				
Tissus	159	803	1 651	Bafoussam	91	3 545	Douala
Quincaillerie	99	1 198	2 488	Bafoussam/Douala	75	6 216	Douala/Bamenda
Alimentation	56	1 098	2 110	Bafoussam	53	2 586	Bamenda
Magasin/entrepôt	51						
Couture	48				6		
Vêtements	48	1 091	2 114	Douala/Bafoussam	68	4 247	
Chaussures	46	1 446	3 027	Bafoussam	47	5 104	Bamenda
Parfumerie	43	741	1 641	Bafoussam	50	3 612	Bamenda
Boissons	21	2666	4 664	Bafoussam	8	6 200	Bamenda
Vin de Raphia	20						
Librairie	17	859	2 659	Bafoussam	31	5 655	Bamenda
Parapluies	17	841	1 785	Douala/Bafoussam	12	5 823	Bamenda/Douala
Mercerie	17	466	925	Bafoussam/Douala	14	3 299	Bamenda
Radio	13	3 038	5 762	Bafoussam	6	8 250	
Friperie	12	7 138	12 879	Bafous./Victoria	2	22 075	Victoria
Sacs, valises	9	986	1 761	Douala-Bafoussam	17	4 828	Douala/Bamenda
Restaurants	8						
Artisanat traditionnel	7	1 529	3 443	Douala/Bafoussam	12	4 933	Douala/Bamenda
Médicaments	7	443	1 186	Douala/Bafoussam	20	7 041	Bamenda
Coussins	6	1 000	2 433				
Boucherie	5				10	26 200	
Sacs engrais	4	562	1 625	Douala			
Réparation vélos	4						
Coiffeur	3						
Horloger	2	300	650	Bafoussam	2	3 000	Bamenda
Boutiques fermées	8				11		

directement, soit à Douala, soit à Bafoussam. Parmi les boutiques de marché visitées par D. NOFIELE, 27 commerçants faisaient leurs achats à Douala, 12 à Bafoussam et 7 à Mbouda même. Curieusement, une forte proportion de ces boutiquiers (19 sur 51) n'est pas originaire des Bamboutos mais de Bafoussam ⁽¹⁾.

D'autres enquêtes ont été menées à Bafoussam et à Bamenda sur les boutiques de marché. À Bafoussam elles sont situées au cœur de la ville et dessinent un vaste triangle qui encadre la place où se tient le marché deux fois par semaine. À Bamenda le marché était dans une situation analogue en plein centre de la ville, mais trop à l'étroit, et en 1967 il a été transféré à la périphérie. On a alors construit des bâtiments neufs et l'ensemble des quelques 400 boutiques qui se font face de part et d'autre des allées, ont des allures de souk nord-africain. Dans les deux cas, les boutiques ont une seule pièce ouverte complètement soit sur l'extérieur, soit sur une rue intérieure au marché, et où les acheteurs pénètrent sans être arrêtés par un comptoir.

Le tableau ci-contre résume les principaux résultats de cette enquête. Les boutiques sont en très forte majorité (91 %) de petits commerces tenus par une seule personne qui est presque toujours le propriétaire. Lorsque celui-ci prend un gérant, très souvent il ne lui donne pas de salaire mais l'autorise à vendre à son compte certaines marchandises (qui sont bien entendu différentes de celles du patron). Ce système est en principe interdit car il empêche la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) de percevoir les cotisations des employeurs. Mais c'est ce qui a permis à bon nombre de petits commerçants d'acquérir l'expérience de la vente et de recueillir le capital nécessaire au démarrage d'une affaire personnelle.

L'essentiel des achats d'approvisionnement se fait sur place, à Bamenda ou à Bafoussam, quelques uns seulement vont directement à Douala, ou à Victoria pour la friperie, mais ils ne sont pas très nombreux.

Les catégories de boutiques sont très variées et leur importance respective est voisine dans les deux villes (leur nombre est supérieur à celui des boutiques elles-mêmes dans la mesure où certains ont une double activité).

La date d'installation en ville de ces commerçants est significative. À Bafoussam, on note une augmentation très nette à partir de 1967/68, alors qu'à Bamenda c'est à cette époque précisément que les arrivées ont chuté. Il n'y a aucun phénomène de transfert entre les deux. Mais les différences s'expliquent par le recrutement de ces commerçants. À Bamenda, 299 sur 372 (soit 80 %) sont des Ibo du Nigeria Oriental et beaucoup se sont installés entre 1960, date de l'Indépendance du Cameroun et 1967, date de la sécession biafraise (la plupart d'entre eux d'ailleurs affirment « I am a Biafran »), le mouvement semble avoir considérablement diminué depuis. Les arrivées importantes après 1960 sont sans doute liées pour une part du moins, à des départs des travailleurs de plantation, remplacés par des Camerounais ; des anciens manœuvres ont préféré souvent s'installer en ville chez un frère plutôt que de retourner dans leur pays. À Bamenda on est surpris de constater le petit nombre d'originaires de la province parmi

(1) D. NOFIELE, 1973, p. 93 sq.

ces boutiquiers : 35 seulement contre 38 venus de la province de l'Ouest, où les originaires de Mbouda sont les plus nombreux.

À Bafoussam par contre, tous les boutiquiers sont bamiléké, mais les originaires de la chefferie même de Bafoussam ne sont que 26 sur 362, devancés par ceux qui viennent de Bandjoun (77), Batié (53), Bamendjou (43) et Baham (38).

Tableau n° 25
BOUTIQUES DE MARCHÉS

	Bandjoun	Bangangté	Manjo
Total	108	127	18
Tenues par le propriétaire	68	106	8
Tenues par un employé	40	21	7
Pas de renseignement			3
<i>Lieu de naissance du propriétaire :</i>			
— localité	85	51	3
— autre local. du départ.	3	58	
— autre département	1	18	15
<i>Date d'installation</i>			
— avant 1960	4		
— 1961-1965	10		
— 1966-1970	32		
— 1971-1974	43		
<i>Marchandises vendues</i>			
— Boissons	46	31	2
— Alimentation	20	17	—
— Quincaillerie	18	16	—
— Parfumerie	16	8	4
— Couture	13	17	6
— Restaurants	4	3	6
— Vêtements, chaussures, tissus	5	11	—
— Artisans (coiffeurs, cord. répar. vélos)	7	13	
— Autres	7	14	
<i>Lieu d'achat des marchandises.</i>			
— Bafoussam	71	33	
— Bandjoun	31	1	
— Douala	16	16	
— Bangangté		50	
— Nkongsamba		5	
— Autres	11	12	
— Inconnu	7		

Les recettes journalières de ces boutiques sont fondées sur les déclarations des propriétaires, et sont donc vraisemblablement sous-estimées, davantage encore sans doute à Bafoussam où pour toutes les catégories

de boutiques, les recettes déclarées sont inférieures à celles de Bamenda. Il faut noter, à Bafoussam, l'importance du jour de marché qui arrive à doubler, en moyenne, les recettes faites les jours ordinaires. Le tableau des recettes indique bien que pour certains produits vendus, les tissus par exemple, le nombre de boutiques est très certainement supérieur à la capacité d'absorption du marché de la ville, et les recettes de ces boutiques sont parmi les moins élevées.

À une échelle plus modeste de la vie urbaine une enquête identique à celles de Bafoussam et Bamenda a été menée sur Bandjoun, Bangangté et Manjo. Dans ces deux dernières, le centre commercial encercle la place du marché ; à Bandjoun par contre où la « ville » n'est qu'amorcée, les boutiques se disposent au carrefour des routes qui vont de Bafoussam vers Bangangté et Yaoundé ou Bafang et Douala. Malgré le caractère modeste de ces centres on compte plus de 100 boutiques de marché à Bangangté et à Bandjoun. Elles sont tenues par leur propriétaire. L'origine de ce dernier est différente selon les localités : à peu près tous les boutiquiers de Bandjoun sont originaires de la chefferie même, ce qui correspond bien au caractère très récent de l'urbanisation de cette localité, par contre à Bangangté les originaires sont moins de la moitié, et 1/6 seulement à Manjo, en zone d'immigration. La date d'installation, pour Bandjoun, reflète le même caractère de jeunesse de la ville puisque la plupart étaient installés depuis moins de 10 ans lors de l'enquête. La nature même de ces boutiques n'est pas très différente de celle de Bafoussam et Bamenda, puisqu'on y retrouve la même prépondérance de l'alimentation, de la quincaillerie et de la couture. Par contre les magasins de tissus sont beaucoup moins nombreux, et le type de commerce rencontré le plus souvent est celui des boissons qui est de loin le premier, alors qu'il ne se situe qu'en neuvième position à Bafoussam et quatorzième à Bamenda.

Les recettes journalières moyennes varient là aussi en fonction des jours de la semaine, elles sont en général doublées les jours de marché par rapport aux jours ordinaires : ainsi à Bandjoun on a relevé respectivement 1 941 F et 782 pour les commerces de boissons, 4 464 et 2 193 pour la quincaillerie, 958 et 467 pour la couture, 2 412 et 1262 pour la parfumerie et 2 978 et 1 178 pour l'alimentation.

La bourgeoisie d'affaires camerounaise

Il est difficile de rattacher à la bourgeoisie d'affaires les diverses catégories de commerces que nous venons d'examiner. Ce sont certes des commerçants, mais ils se situent par leurs revenus à un niveau qui ne les différencie guère du paysan aisé ou du salarié moyen. Simplement, ils ont la possibilité beaucoup plus facilement qu'eux d'accéder à une catégorie sociale plus fortunée. Il est intéressant de ce point de vue, d'examiner

quels ont été les secteurs privilégiés d'investissement de cette bourgeoisie en voie de constitution.

Si la plantation de café, l'usine de décortilage ou la boutique urbaine sont toujours les secteurs traditionnels d'activité, de nouveaux domaines se sont ouverts, surtout depuis l'Indépendance. Cette ouverture a été facilitée à la fois par les tendances nationalistes qui périodiquement font considérer comme indésirables au Cameroun, les étrangers qui ont des intérêts économiques importants, et par les facilités accordées dans le passé aux commerçants bamiléké par un Ministre des Finances qui était originaire de l'Ouest.

Le premier secteur qui s'est ouvert largement a été celui de la spéculation foncière et immobilière dans les grandes villes. Yaoundé en particulier, a été le théâtre d'un véritable boom sur l'immobilier. L'augmentation du personnel des ministères, la mise en place des ambassades, l'arrivée de nombreux assistants techniques a créé un marché du logement (et surtout du logement cher avec villa individuelle entourée d'un jardin) dont a largement profité cette bourgeoisie, au moins autant d'ailleurs, sinon plus, la classe politico-administrative que la classe traditionnelle commerçante. Ces opérations ont été facilitées par des crédits très larges, accordés à l'époque par la B.C.D. (Banque Camerounaise de Développement) : il fut un temps où une personne pouvait construire un immeuble avec un prêt très important, et le louer ensuite (pour 2 ans, 3 ans parfois) au gouvernement camerounais ou à une représentation diplomatique, et commencer aussitôt la construction d'un nouveau bâtiment. Des mesures ont dû être prises par la suite pour interdire la location par le gouvernement d'appartements ou de villas appartenant à des fonctionnaires.

Cette spéculation immobilière s'est étendue aussi aux autres villes de taille inférieure, mais avec un succès moindre sauf dans quelques cas comme Bafoussam, Buea ou Bamenda, capitales provinciales. Autre secteur d'investissement, mais limité celui-ci aux hommes d'affaires proprement dits (bien que certains fonctionnaires aient pu s'associer avec eux sous une forme ou sous une autre) celui des hôtels et restaurants, où les Bamiléké ont d'ailleurs acquis assez tôt une position dominante. Selon J.-L. DONGMO (1978) ils possèderaient 75 % des hôtels à Yaoundé et à Douala. Ils possèdent la plupart des établissements de la province de l'Ouest sauf le Centre Climatique de Dschang et les hôtels du Bamoun. Dans la même ligne, ils ont investi aussi dans les boîtes de nuit ou les cinémas où ils détiennent également des positions très fortes.

Par la suite, en gros à partir des années 1970, la bourgeoisie, notamment bamiléké, s'est orientée vers des investissements industriels. Citons, en empruntant quelques informations à J.-L. DONGMO : une société de confection et bonneterie à Douala, une société de fabrication de cahiers déjà mentionnée plus haut à Yaoundé, une savonnerie à Bafoussam, trois entreprises d'articles de caoutchouc et plastiques à Douala, trois également pour la fabrication d'articles métalliques et un atelier de fabrication de pousse-pousse et de brouettes. Il faut ajouter les entreprises de taille plus importante comme la fabrication de piles électriques ou l'Union Camerounaise de Brasserie pour lesquelles des hommes d'affaires bamiléké se sont

associés à des entreprises étrangères importantes (Hellessens pour les piles, Breda-Heineken pour la bière) tout en étant les maîtres d'œuvre de l'opération.

Un cas particulier : les « antiquaires » Bamoun

Une place à part, dans cette bourgeoisie d'affaires qui est d'origine essentiellement bamiléké, doit être faite à celle de Foumban. On connaît le rôle historique de cette ville et la manière dont elle a maintenu à travers bien des vicissitudes son rôle de capitale du royaume bamoun. Autour de la cour s'est développée une activité artistique basée sur le travail du cuir, la broderie et surtout la sculpture sur bois et la technique du cuivre à la cire perdue. Les artisans sont rares maintenant au palais, mais ils peuplent la rue qui porte leur nom et conduit au très beau musée de l'IFAN qui conserve quelques témoins exemplaires de l'art bamoun. De modestes cases toutes identiques (une pièce ou deux, murs de briques sèches et toit de chaume) précédées d'une véranda où travaillent les sculpteurs, bordent cette rue de chaque côté. Juste derrière se tiennent les maisons d'habitation dont certaines se sont transformées de façon très spectaculaire depuis quelques années, cédant la place à de véritables immeubles à 3 ou 4 niveaux : d'innombrables pièces où sont entassés des objets hétéroclites mais parfois fort beaux, entourent les pièces d'habitation où le salon meublé de cuir et orné du combiné radio-hifi est le signe patent de la promotion sociale.

Changements récents qui ont vu de modestes artisans devenir des antiquaires patentés, ayant leur réseau de rabatteurs en brousse et leurs correspondants à New York ou Paris, qui ne sont autres que de grands marchands d'art africain. L'achat des objets en brousse n'est guère antérieur à 1960. Jusqu'alors les artisans se contentaient de fabriquer des objets et de maintenir ainsi vivant un art de qualité. Quelques uns ont quitté Foumban pour s'installer à Yaoundé dans le quartier de la Briqueterie ou à Douala. Ils ont vite constaté qu'il y avait là un marché intéressant dû à la présence des Européens. Et ils se sont lancés alors dans l'achat d'objets dans les villages. Un véritable coup de fouet a été donné à ce trafic par la guerre du Biafra. De nombreux Bamoun se rendaient alors au Nigeria, à pieds, avec du riz et des vivres qu'ils revendaient aux militaires nigériens ou plutôt qu'ils échangeaient contre des objets (sculptures en bois surtout) venues des pays Ibo ou Yoruba. Ce fût le point de départ de plusieurs des grosses fortunes de ces anciens artisans bamoun. Ils ont su faire preuve de qualités commerciales qui ne le cèdent en rien au dynamisme bamiléké. Cette bourgeoisie foumbanaise d'antiquaires a aussi des colonies importantes à Yaoundé et à Douala et elle s'est faite une véritable spécialité à la fois de la vente des objets traditionnels et du maintien de leur fabrication. Ce « petit monde clos des Bamoun » ⁽¹⁾ s'est donc très largement ouvert sur l'extérieur et s'il veille précieusement sur son art et ses institutions, il participe pleinement maintenant à un commerce international de haut niveau.

(1) P. DECRAENE, 1977

Les concurrents

La réussite des commerçants bamiléké s'est manifesté notamment par l'élimination des concurrents d'autres groupes, au moins sur le plateau. Mais la situation de monopole qu'ils ont acquise chez eux n'est pas très ancienne. Les Haoussa par exemple, commerçants traditionnels, détenaient jadis une part importante de ce commerce, y compris sur les marchés. Ils ont pénétré cette région à la faveur des liens privilégiés qu'ils ont noués à la fin du XIX^e siècle avec la cour du roi NJOYA. En 1921 l'administrateur JAUBERT notait la présence d'une trentaine d'entre eux sur le marché de Bamendjinda :

« Ce marché paraît être le centre de toutes les transactions comprises entre Bagam et Dschang ; il est fréquenté par les individus des chefferies les plus éloignées, aussi les Haoussa s'abattent-ils comme une nuée de sauterelles, tâchant de tirer tout ce qu'ils peuvent des craintifs et naïfs grass fields » ⁽¹⁾.

Un quart de siècle plus tard, leur situation est devenue marginale sur le plan des activités économiques :

« Les Haoussa ne se livrant qu'au petit commerce et subissant la concurrence redoutable des Bamiléké vivent dans une situation voisine de la misère et tirent une bonne partie de leurs revenus de la location de cases à des passagers » ⁽²⁾.

On a vu que les Haoussa avaient encore un rôle actif dans le commerce des bœufs et de la kola dans le Mungo, mais qu'ils sont là aussi en butte à une concurrence sérieuse de la part des Bamiléké.

Ceux-ci par contre n'ont pas réussi, ni non plus avant eux, leurs « frères » de la région de Bamenda à entamer sérieusement la position très forte que détiennent les Ibo. Ceux-ci sont souvent mal aimés, et dans certaines chefferies, par exemple à Bafut et Bambui, on leur a même interdit de pratiquer le commerce sur les marchés. Mais ils sont encore très nombreux dans les villes, il n'est que de fréquenter les boutiques de marchés à Bamenda, Kumba ou Victoria pour en être convaincu, mais aussi les quartiers commerciaux des autres villes, même de taille modeste.

Au cours des deux dernières décennies, les structures commerciales se sont modifiées de manière très sensible. Un très grand nombre d'Européens installés à leur compte sont partis après avoir vendu, souvent dans de mauvaises conditions, leurs biens ou leurs équipements à des camerounais. Quelques uns parfois sont restés, en associant des hommes d'affaires

(1) JAUBERT *Rapport de tournée 16 déc. 1921* cité par TARDITS, 1960, p. 82.

(2) *Rapport sur la population haoussa 15 janv. 1946* cité par TARDITS, 1960, p. 82.

bamiléké à leurs entreprises ou en créant avec eux des nouvelles. Mais les planteurs individuels, progressivement, quittent le pays.

Les sociétés étrangères ont modifié leur stratégie commerciale. Elles ont abandonné, pratiquement, le commerce de traite, du moins dans les campagnes, mais jouent encore un rôle important à l'exportation. Elles ont également reconverti partiellement leurs activités vers des secteurs plus modernes et plus spécialisés. Elles ont su profiter des changements politiques survenus dans le pays. C'est ainsi que très peu de temps après la Réunification, des sociétés à capitaux français se sont implantées au Cameroun Occidental. Renault par exemple, a fait une percée remarquable et conquis un moment une part notable du marché automobile (R 4 et petits cars principalement) grâce à un service après vente très bien organisé. Mais cette société doit affronter maintenant la concurrence très vive des Japonais. Il en a été de même des sociétés de distribution pétrolière (Total), des banques (BICIC, filiale de la BNP) ou des sociétés de commerce général (Printania) qui ont créé des stations services, des agences ou des magasins dans les principales villes anglophones (essentiellement Victoria, Kumba, Bamenda).

Du côté francophone, on a vu également de nombreuses sociétés se désintéresser progressivement de Nkongsamba où elles passaient la main à des commerçants camerounais, pour se replier sur Douala et Yaoundé, ou bien investir dans des villes nouvelles comme Bafoussam dans des secteurs bien précis tels que la vente de voitures, les garages, le matériel de bureau. Dans le même temps, elles assuraient la camerounisation prudente de leur personnel d'encadrement.

Il reste cependant, quel que soit le dynamisme et l'appétit des hommes d'affaires camerounais, que les rouages essentiels de l'économie leur échappent. Très minoritaires parmi les exportateurs de produits agricoles, ils ne représentent que le 1/5 des importateurs, et la moitié d'entre eux sont Bamiléké.

Par contre, ils sont en position dominante dans de nombreux secteurs intermédiaires. Notamment dans celui des transports. À Yaoundé et Douala, selon J.-L. DONGMO, les Bamiléké détiennent 80 % des taxis. Dans le transport des voyageurs, ils sont 207 sur 422 transporteurs. Pour les marchandises, on compte 113 Bamiléké sur 258 transporteurs, mais ils ne possèdent que 343 camions sur 800 ⁽¹⁾ car il existe quelques sociétés européennes ayant des véhicules nombreux (à Yaoundé, Douala ou Nkongsamba) et les Foulbé sont quelques uns à pratiquer cette activité dans la province du Nord.

Géographiquement, la bourgeoisie d'affaires camerounaise détient une position de quasi monopole dans la province de l'Ouest et une part croissante des activités commerciales dans celle du Nord-Ouest. Elle se heurte là à la concurrence solide des Ibo qui demeurent les principaux détenteurs de la distribution dans le Sud-Ouest. Dans les autres provinces, les Bamiléké ont une position dominante à Yaoundé et à Douala ainsi que dans

(1) J.-L. DONGMO, 1978, p. 1023.

la plupart des villes du sud camerounais ⁽¹⁾, où ils sont en concurrence cependant avec des commerçants grecs ou libanais. Dans le nord par contre, c'est aux grands négociants peul qu'ils font face, et dans une ville comme Garoua ils ont du mal à s'imposer, à cause

« du souci jaloux de l'aristocratie locale de ne pas laisser les immigrants prendre le contrôle économique de leur pays, pour cela ils emploient même les moyens politiques pour entraver l'essor des Bamiléké ; ils sont d'ailleurs eux-mêmes des commerçants expérimentés » ⁽²⁾.

Il nous reste à voir comment cette bourgeoisie d'affaires de l'ouest (essentiellement bamiléké, mais aussi « bamenda »), en cours d'ascension sociale rapide et essayant petit à petit de contrôler de plus larges secteurs de l'activité économique, s'intègre dans la vie nationale et quels sont les pouvoirs qu'elle y détient, y compris sur le plan politique.

Bourgeoisie d'affaires et vie politique

La situation du Cameroun est assez spécifique dans la mesure où la bourgeoisie politico-administrative et la bourgeoisie d'affaires constituent deux ensembles distincts qui ne se rejoignent que partiellement. Le conflit est potentiel, mais il est encore masqué. Le risque d'affrontement existe d'autant plus que ces ensembles recouvrent assez largement des oppositions d'ordre ethnique. Or, le pouvoir politique échappe à l'heure actuelle tout à fait à la bourgeoisie bamiléké. Certes le régime en place pratique un savant dosage régional dans la répartition des portefeuilles ministériels et la haute administration. Mais à l'Assemblée Nationale, comme au Gouvernement, les Bamiléké ne sont représentés qu'en fonction du poids démographique de leur province, alors qu'ils sont presque aussi nombreux dans la diaspora que sur les plateaux. Par contre, la technocratie est en passe de devenir l'apanage des Bamiléké ⁽³⁾. Ils ont investi très largement les enseignements scientifique et technique de haut niveau. Et leur groupe dispose maintenant d'un « capital » important à l'échelle du Cameroun, de techniciens supérieurs, d'ingénieurs de toutes sortes, de professeurs parmi lesquels le Gouvernement puise pour pourvoir à des emplois détenus naguère par des expatriés, et pour lesquels il n'est pas possible d'établir une péréquation inter-ethnique. Le jeune proviseur du lycée de Bafoussam soulignait récemment devant nous le peu d'attrait des Bamiléké pour les séries littéraires : ses élèves nous

(1) À Mbalmayo par exemple, ils représentaient en 1967 47 % de la population totale, mais sur 210 détaillants de marché, on comptait 184 Bamiléké. J.-L. DONGMO estime qu'ils contrôlent environ 50 % de l'économie de la ville.

(2) J.-L. DONGMO, 1978, p. 886.

(3) J. CHAMPAUD, 1981.

disait-il préfèrent les séries C ou D et passent systématiquement, en Terminale les concours d'entrée à l'ENSA, Polytechnique, ou CUSS, éventuellement à l'ENS, mais très peu sont candidats à l'ESIJY. Par contre, il n'y a toujours pas, en 1978, de lycée technique à Bafoussam, ni d'enseignement commercial public, malgré l'existence de projets vieux de plus de dix ans.

Lorsque les grandes entreprises privées camerounisent leurs cadres, c'est également au profit de cette bourgeoisie bamiléké que se produit le changement :

« Cette forte représentation des Bamiléké parmi les cadres supérieurs est un atout très important car c'est surtout en leur faveur qu'est en train de se faire la camerounisation des cadres des entreprises privées ; à leur grand nombre s'ajoute leur réputation de travailleur acharné : en leur confiant leurs entreprises, les propriétaires sont sûrs de passer la main à des gens qui sauront faire fructifier on ne peut mieux leurs capitaux » ⁽¹⁾.

Ainsi apparaît à la jonction de ces deux bourgeoisies mentionnées plus haut, une nouvelle classe de « managers » travaillant soit dans le secteur privé, soit dans les grandes entreprises d'État, soit dans l'administration. Ceux-ci seront-ils en mesure d'établir un pont et d'assurer des liaisons entre le secteur public et le secteur privé, ou bien seront-ils enclins à basculer dans un camp ou dans l'autre ? Une bonne partie de l'avenir du Cameroun se joue à ce niveau et dépend de la réponse faite à cette interrogation. Certes la loyauté de la bourgeoisie d'affaires vis à vis du pouvoir politique n'est pas en cause, mais la dissociation trop accentuée entre les responsabilités économiques et les responsabilités politiques est en soi un facteur de déséquilibre. Il pourrait se révéler au grand jour s'il entrait en phase avec un mécontentement du prolétariat urbain (qui existe de façon latente mais ne se manifeste que de manière sporadique sans secréter de structuration permanente) et celui d'une partie des marginalisés ou des rejetés de la bourgeoisie politico-administrative ; entendons par là les cadres qui pour une raison ou une autre ont perdu leurs fonctions ou se sont trouvés rétrogradés, ainsi que le nombre grandissant de diplômés (naguère du niveau bac, maintenant pourvus souvent de titres universitaires) qui attendent, sur le seuil, de pouvoir pénétrer dans ce monde.

(1) J.-L. DONGMO, 1978, p. 926.

TROISIÈME PARTIE

BILAN : L'URBANISATION ET SES RÉSULTATS

Les pages qui précèdent nous ont permis d'examiner dans quel contexte, historique ou régional, circulent les hommes et les marchandises. Les migrations alimentent des flux importants, dont les villes sont maintenant la principale destination. Mais les hommes s'y accumulent plus vite que les richesses, les nouveaux citadins sont plus nombreux que les emplois créés, leur logement pose problème et le fonctionnement même des villes est difficile. Les campagnes de leur côté sont profondément transformées par ces échanges : certaines en sont dynamisées, d'autres au contraire y perdent leur substance même. Autant d'interactions qu'il est important d'étudier, en tenant compte du fait que la situation actuelle n'est pas le résultat du seul jeu des campagnes et des villes dans le cadre régional, mais aussi celui d'influences externes dont l'évocation ne peut être dissociée d'une réflexion sur la nature du pouvoir dans la société camerounaise.

CHAPITRE X

LES TRANSFORMATIONS DE LA VIE RURALE

Les villes sont sans doute l'élément le plus spectaculaire de la modernisation du Cameroun depuis l'Indépendance. Mais elles ne constituent nullement un phénomène en soi, qui serait détaché du reste de la vie régionale, et nous avons déjà vu quels liens profonds unissent les villes de l'ouest aux campagnes dont elles sont issues. Encore faut-il nuancer ce tableau et faire le partage entre les centres qui sont effectivement engendrés par leur environnement rural et ceux qui sont créés de l'extérieur. En tout état de cause cependant la présence des villes a modifié en profondeur la situation des campagnes et leur développement récent a engendré des modifications sensibles de leur fonctionnement. Ceci étant, il n'est pas toujours facile de faire le partage, parmi les facteurs de transformation des campagnes, entre la généralisation de l'économie monétaire, l'impact plus ou moins proche du commerce international et la présence des villes elles-mêmes. Celles-ci n'étant d'ailleurs souvent que le relais entre l'extérieur et les campagnes.

Un fait à l'évidence frappe celui qui observe la réalité rurale contemporaine. C'est, précisément, une relative désaffection, remarquée souvent, vis à vis des cultures de plantation traditionnelles. Nous l'avons déjà rencontrée et décrite ailleurs : en pays bassa par exemple, les paysans estiment plus rentable de se consacrer à l'exploitation des palmiers naturels pour le vin et l'huile expédiés vers les villes qu'à la culture astreignante, aléatoire et aux revenus saisonniers de la cacaoyère ⁽¹⁾. Dans l'Ouest, les paysans trouvent plus de profit à exploiter les kolatiers, ou à faire pousser du maïs pour le ravitaillement du Nord ou des villes qu'à cultiver les caféiers. Certes ils font l'un et l'autre, pénétrés de l'idée qu'il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Mais les cultures de rente les plus sûres ne sont plus celles qui sont destinées au commerce extérieur et les paysans camerounais, bien avant que leurs dirigeants n'en fassent le leitmotiv des discours officiels ont découvert l'intérêt et les vertus du « développement auto-centré ».

L'impact des villes sur les campagnes joue sur plusieurs registres.

(1) J. CHAMPAUD, 1970 et 1973 a.

Il affecte tout d'abord le domaine foncier dans la mesure où des habitants des villes achètent, louent ou exploitent des terrains à la campagne, dans la mesure également où ils y construisent des maisons. Il joue également sur la vie agricole elle-même, par l'introduction de nouvelles plantes ou de nouveaux modes de culture, mais aussi par des perspectives nouvelles de commercialisation. Enfin, c'est la vie quotidienne elle-même du monde rural qui est transformée par l'existence des villes et leur rayonnement.

Les modifications foncières

Les transformations foncières que subit la campagne du fait de la présence des villes sont de plusieurs ordres.

La première est apportée par la présence physique de la ville elle-même. Beaucoup de ruraux n'accèdent pas d'emblée à la ville proprement dite, mais s'installent à sa périphérie. L'accès aux lotissements officiels intra-urbains suppose en effet certaines disponibilités d'argent et entraîne quelques obligations, notamment celle de construire assez rapidement. Par contre, l'installation hors du périmètre urbain se fait souvent par simple accord avec le propriétaire du terrain moyennant une rétribution faible et ménage au nouveau citadin un espace de transition qui lui permet à la fois de construire une maison traditionnelle, souvent provisoire, sans être soumis aux règles d'urbanisme et de cultiver non loin quelques plantes vivrières. Le résultat est l'existence autour des villes les plus importantes de quartiers d'habitat spontané, souvent très mal structurés sur le plan de la voirie et qui ont tendance, on le constate par exemple à Bafoussam, à se « durcir » très vite. Une évolution qui rend du même coup aléatoire et à tout le moins difficile les opérations ultérieures d'urbanisme lorsque les pouvoirs publics, en étendant le périmètre urbain aux limites réelles de la zone urbanisée veulent reprendre en compte ces quartiers.

Dans les villes plus petites ce phénomène est moins visible, mais on remarque cependant une densification plus grande de l'habitat, particulièrement aux abords des routes principales qui prolongent la ville elle-même.

Moins visibles, mais tout aussi importantes sont les transformations apportées par les cultures pratiquées par les citadins hors du périmètre urbain. La plupart des habitants des villes cherchent à se procurer eux-mêmes une partie au moins de leur subsistance ⁽¹⁾. Beaucoup n'ont d'autre activité professionnelle que l'agriculture et doivent donc avoir des récoltes suffisantes pour disposer d'un surplus à vendre. D'où la recherche de terrains disponibles qui se traduit parfois par une véritable colonisation d'origine

(1) Dans les trois quartiers de Bafoussam étudiés en 1968, 11 % seulement des citadins achètent toute leur nourriture, autant en achètent plus de la moitié, 45 % en achètent moins de la moitié et 26 % pas du tout.

urbaine de terres innocupées : c'est le cas par exemple d'une large partie de la vallée du Noun (rive droite) qui, à proximité de Bafoussam (12 à 15 km) est cultivée par des habitants de la ville. C'est le cas aussi de certains quartiers des chefferies de Baleng ou de Bamougoum. À Dschang, outre la périphérie même de la ville, c'est la plaine des Mbo qui est ainsi mise en valeur par des citadins. À Mbouda, D. NOFIÈLE estime que le rayon d'activité des « citadins ruraux » est d'environ 10 km autour de l'agglomération : plus de 200 personnes quittent quotidiennement la ville pour cultiver leurs champs à Bamessingué, au nord, d'où ils sont originaires pour la plupart (au moment des troubles neuf quartiers de ce groupement avaient été déplacés à Mbouda), une bonne centaine se déplaçant vers l'ouest en direction de Balatchi et de Bamougong, et plus de 200 encore vers le sud, le long de la route de Bafoussam, vers la chefferie de Bafounda.

Dans tous ces cas, qui sont la règle autour des villes de l'ouest ⁽¹⁾, les citadins se rendent aux champs chaque jour, à pied ou à bicyclette, mais de plus en plus nombreux sont ceux qui se déplacent en petits cars ou en camionnettes. Ils construisent souvent un abri sur leur champ, mais ils y passent rarement la nuit.

Dans les zones proprement rurales, quelles sont les répercussions foncières de l'urbanisation ? Il y a tout d'abord l'effet d'allègement, pour ainsi dire, des densités rurales du fait des départs. Mais cet effet est ambivalent. D'une part dans les secteurs de forte pression démographique la migration vers les villes ou les zones de colonisation a empêché sans doute le phénomène de surpopulation ; mais le système social lui-même, avec la pratique de l'indivision de l'héritage, avait pour effet d'éviter la pression trop forte en réservant à ceux qui restaient sur le terroir un espace agricole suffisant pour vivre. Donc, une fois rempli le territoire de la chefferie, la densité de population n'augmentait plus guère que par l'accroissement des familles existantes et non par apports extérieurs. Toutefois, que les cultures soient pratiquées par des citadins pour eux-mêmes ou par des paysans pour ravitailler les marchés urbains, l'existence des villes a entraîné ce que J.-L. DONGMO appelle une « dilatation de l'espace agricole », par la mise en culture d'espaces laissés autrefois en friches, en jachère, ou réservés aux pâturages. La demande urbaine ajoute là ses effets à ceux de l'accroissement démographique et se traduit notamment par une montée progressive des champs vers les parties hautes des collines. Parallèlement, les cultures de jardinage ont permis la mise en valeur des bas fonds inondés qui étaient autrefois le domaine exclusif des palmiers raphia. À l'opposé, l'émigration a créé dans certaines zones un vide tel que la régression démographique s'accompagne de la mise en jachère de superficies importantes. C'est pourtant un cas un peu exceptionnel, car on est frappé de constater que, d'une manière générale, le séjour hors la zone des plateaux va de pair avec le désir de conserver des liens avec le village d'origine.

(1) Mais c'est aussi le cas dans les autres régions ; autour de Yaoundé par exemple, comme l'a montré A. FRANQUEVILLE (1972 b) ou bien dans la province du Nord : ainsi, à Mokolo, dans le Margui Wandala, où 60 % des actifs sont des agriculteurs, 80 % d'entre eux cultivent des parcelles situées à moins de 10 km de la ville et 88 % ont des champs ailleurs que dans leur village d'origine. Les citadins ont peu à peu occupé les terres de piedmont non encore cultivées. (B. STECK 1972).

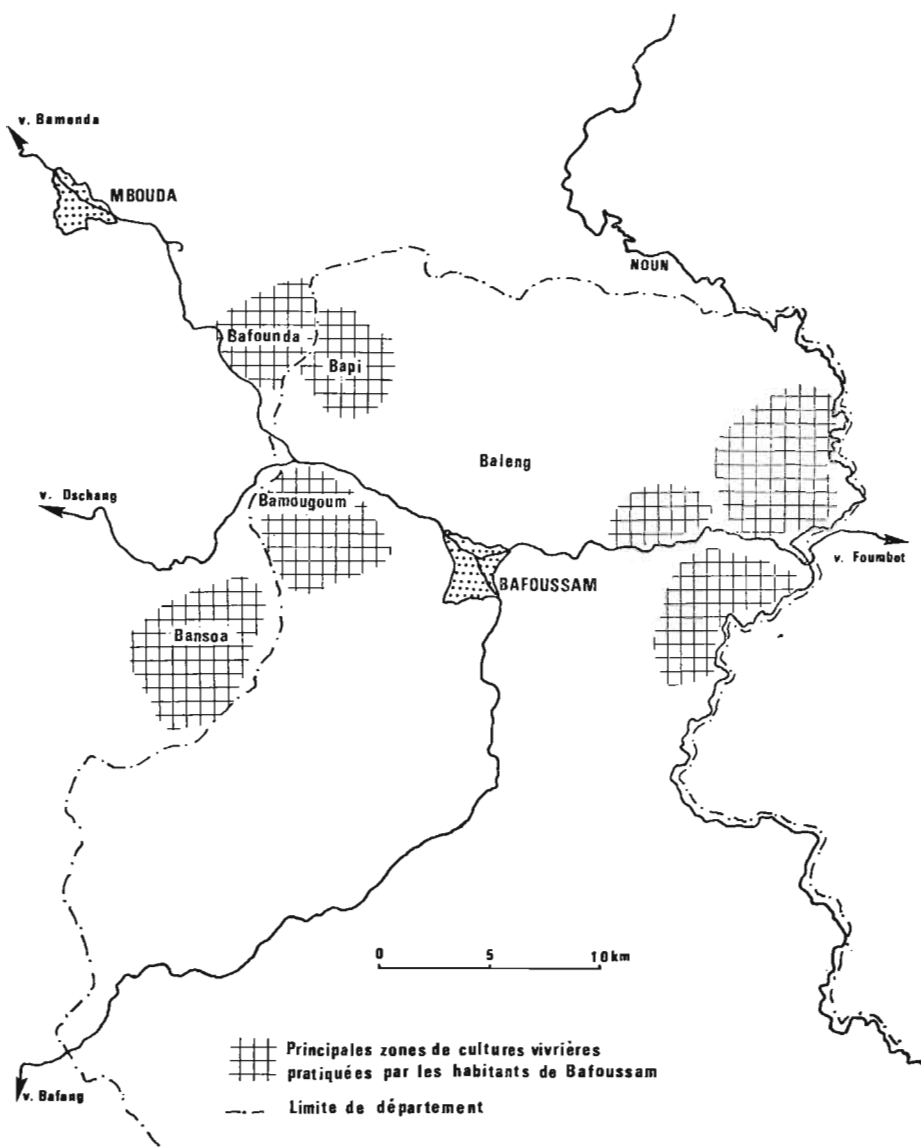


FIG. 58. Principales zones de cultures vivrières autour de Bafoussam.

TROIS QUARTIERS DE BAFOUSSAM

Nous avons déjà vu à propos de la bourgeoisie d'affaires combien ce désir était largement partagé. Une autre enquête le confirme, effectuée en 1968, dans trois quartiers de Bafoussam :

- Famla I, un quartier ancien, loti depuis longtemps et relativement aisé : c'est là que les fonctionnaires sont les plus nombreux et que résident une proportion importante de citoyens nés hors de la province (21 %, alors que 55 % seulement sont nés dans le département).
- Famla III, quartier plus récent peuplé à 98 % d'originaires de la province et où près de 20 % des résidents sont nés dans l'arrondissement même de Bafoussam.
- Kwogwo, quartier marginal par rapport à la ville à l'époque de l'enquête, constitué hâtivement quelques années plus tôt pour héberger des « regroupés » des chefferies voisines (84 % sont nés dans le département et 99,7 % dans la province).

Sur les 604 chefs de famille interrogés, 168 soit 28 % possèdent une maison au village de naissance, la proportion étant d'autant plus élevée que la résidence urbaine est récente (32 % des habitants de Kwogwo contre 22 % de ceux des deux Famla). Le pourcentage varie peu, selon la profession du chef de famille : il va de 27 % pour les artisans à 35 % pour ceux qui travaillent dans le secteur des transports.

Autre signe de la pression foncière de la ville sur la campagne, la pratique des cultures vivrières : 65 % des citoyens de Famla, 81 % de ceux de Kwogwo les pratiquent, le plus souvent dans leur chefferie d'origine (pour 48 % des cas). Par ailleurs, ce sont bien sûr les chefferies les plus proches de la ville, Bamougoum, Baleng, Bafoussam, Bapi, Bafounda qui sont recherchées pour établir des champs, bien qu'elles aient toutes des densités rurales déjà élevées (185 h/km² à Bamougoum, 77 à Baleng, 133 à Bafoussam, 103 à Bapi et 85 à Bafounda). Ceci n'empêche pas cependant que des prêts de terrain (ou des locations) puissent être consentis aux habitants de la ville proche, même non originaires de la chefferie.

Ces cultures extra-urbaines sont pratiquées essentiellement par les femmes (70 %) des citoyens plus rarement par leurs parents (10 %) ou bien par eux-mêmes (9 %), le recours à des manœuvres salariés est exceptionnel (1,28 % des cas).

Les plantations de caféiers par contre sont moins répandues puisque les deux tiers des citoyens enquêtés n'en possèdent pas et que parmi les autres 85 % possèdent moins de 1 000 pieds. Peut-être faut-il y voir le signe que ceux qui exploitent effectivement une plantation de caféiers partent moins facilement vers les villes que les simples paysans ⁽¹⁾.

(1) En 1965, dans cette zone, où 225 exploitations avaient été enquêtées par les services de statistiques agricoles, 13 seulement n'avaient pas de plantations de café. (P. CAPOT REY, G. MAHDAVI, D. AUDEBERT, S.E.D.R. s.l.n.d.).

On constate au total que la migration vers des villes ne soulage donc que partiellement les densités rurales puisque la majorité des citadins continuent d'utiliser des terres. La nouveauté du phénomène urbain par contre c'est la redistribution des terres qui s'opère à proximité des villes pour les cultures vivrières. Ce phénomène que nous avons mentionné pour Bafoussam existe dans toutes les villes de l'ouest, les citadins devant simplement parcourir des distances plus grandes à mesure que s'accroît la taille de l'agglomération.

L'APPROPRIATION FONCIÈRE PAR LES CITADINS

Sur le plan de l'appropriation foncière, il faut souligner cependant quelques signes d'accaparement des terres rurales par des citadins. L'ouest du Cameroun est une région où existent de grands domaines. Certains nous l'avons vu, les plus importants maintenant, appartiennent à l'État directement ou sous forme de sociétés d'économie mixte. Ceux qui sont la propriété de particuliers ont été créés souvent par des étrangers (sociétés ou individus) et la plupart quittent le pays. Lorsque ces plantations sont rachetées, elles le sont par des citadins, hauts fonctionnaires ou hommes d'affaires. Dans le meilleur des cas les plantations sont morcelées entre des exploitations plus modestes et revendues non sans que les premiers acheteurs n'aient réalisé quelques bénéfices. Mais elles sont aussi parfois conservées en exploitation directe avec personnel d'encadrement et salariés. Il y a donc là prélèvement par la ville d'une rente foncière sur la campagne. On a vu également à propos de la zone de colonisation de Galim que les lots avaient tous été achetés par des personnes résidant en ville.

On signalait dans le Mungo, en 1973, que certaines exploitations européennes avaient été « reversées » à l'État : la C.F.S.O. ⁽¹⁾ à Manjo (300 ha) et la S.A.E.C. à Mbanga (280 ha). Elles devaient être morcelées et louées à des planteurs pour une courte durée, avec un contrat annuel, les agriculteurs s'engageant à respecter les consignes des services de l'agriculture, mais sans participation financière de leur part.

Le Rapport annuel 1969/70 de la circonscription agricole du Mungo signalait qu'à la date du 30 juin 1970, 22 plantations européennes du Mungo (dont 12 dans le seul arrondissement de Mélong) totalisant 3 754 ha avaient été achetées au cours des années précédentes par des Camerounais. En dehors des deux exemples ci-dessus, une plantation avait été achetée par la C.M.R. de Mélong et une autre par une coopérative. Mais toutes les autres étaient devenues la propriété d'hommes d'affaires bamileké.

Dans la chefferie de Banka, voisine de Bafang, un jeune géographe soulignait ainsi les dangers du « nouveau régime foncier » :

« Les hommes d'affaires et les intellectuels Banka, le feu chef... ont acquis sur de nombreuses parcelles des titres fonciers. C'est souvent au détriment des paysans : les « nantis » menacent par leur avoir, mais aussi par leur savoir les « prolétaires » ⁽²⁾.

(1) C.F.S.O. : *Compagnie Forestière Sangha Oubangui*.

(2) J. NTOWA DJIAGUE, 1977, p. 31.

Même inquiétude chez D. NOFIELE, à propos des achats de terre effectués à Bafounda et Bamessingue (Bamboutos) par des citoyens de Mbouda :

« Le phénomène récent de vente de terre résulte de l'influence de la ville sur le milieu rural et atteste une certaine dégradation de la structure sociale existante ; il risque aussi, à la longue, de créer une nouvelle classe de paysans aisés, non exploitants directs, qui actuellement est à peu près inexistante. Cela pourra alors introduire dans le milieu rural des transformations inédites amenant dans une zone à population homogène, des originaires d'autres chefferies, voire d'autres départements, car ce sont surtout les fonctionnaires et les commerçants qui achètent » (1).

Très significative aussi est l'information suivante relatée par Cameroon Tribune du 2 janvier 1975. Le journal rend compte d'une tournée du préfet du Mbam dans le sud du département :

« À l'issue de la tournée, le préfet de Mbam a visité une quarantaine d'exploitations agricoles dans le secteur Goura Talba parmi lesquelles celles de MM. Mbah Ephraem, président de la Chambre d'Agriculture, Beb à Don, directeur du Cabinet Civil de la Présidence de la République, Kwayeb Enock ministre de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale, le colonel Étondé, Bidias à Ngon Bernard ministre de l'Éducation Nationale, Georges Biscene préfet du Dja et Lobo et M Kemayou Pierre planteur et commerçant à Goura ».

Ces noms bien connus sont ceux de personnes qui appartiennent, à part le dernier cité, à la haute bourgeoisie de Yaoundé (à 130 km de là) et sont d'origines ethniques diverses. Le risque n'est pas imaginaire de voir s'opérer un détournement de la propriété foncière au profit des citadins. Ajoutons toutefois que dans l'exemple cité, il s'agit d'une zone où la pression démographique est relativement faible (il en est autrement à proximité de Yaoundé où les achats semblent se généraliser) et que ces transactions permettent au moins, dans la plupart des cas, de mettre en œuvre une agriculture plus intensive.

Les transformations de l'agriculture

L'existence des villes modifie-t-elle les conditions de la vie agricole ?

L'agriculture de l'ouest camerounais, on le sait, est marquée par la coexistence des cultures de rente destinées à l'exportation et de cultures vivrières, qui entretiennent entre elles des rapports de concurrence en cohabitant souvent sur le même espace. L'existence du marché représenté par les habitants des villes conduit en outre à un intérêt moindre porté

(1) D. NOFIELE, 1973, p. 60.



17. Du maïs à perte de vue dans la vallée du Noun.

18. Vente de pommes de terre à Santa.



19. Culture de fraisiers à Foubot.

aux cultures d'exportation. En partie du fait de la dégradation des termes de l'échange (bien que les cours de ces dernières années aient été sensiblement relevés), mais aussi parce que la commercialisation échappe à peu près totalement aux paysans (même là où les coopératives maîtrisent la collecte et la vente à l'extérieur) et que le marché urbain est plus à même de procurer des revenus stables et réguliers à peu près tout au long de l'année.

Un autre avantage des cultures destinées au ravitaillement urbain réside dans le fait que le prix des produits suit davantage le coût de la vie que ceux qui sont exportés. Selon J.-L. DONGMO :

« Chaque fois que la radio nationale publie un décret présidentiel augmentant les salaires, les prix des vivres montent dans les jours qui suivent. En outre, chaque année, les paysans profitent des saisons de pénurie pour augmenter les prix et maintiennent ces augmentations après le retour de l'abondance » ⁽¹⁾.

Une telle appréciation est fondée mais reflète aussi le point de vue des fonctionnaires camerounais qui ont généralement tendance à faire reposer sur les paysans la responsabilité de la hausse constante du coût des denrées. On ne peut affirmer que les paysans soient aussi maîtres de leurs prix que ne le laisse entendre l'auteur cité, et les prix retombent bel et bien lorsque revient la période des récoltes.

(1) J.-L. DONGMO, 1978, p. 275.

Tout ceci montre l'importance de l'agriculture péri-urbaine, déjà mentionnée pour le ravitaillement des villes de l'ouest. Mais tout aussi importantes sont les cultures spécialisées qui ont pour objectif de fournir des denrées aux villes plus lointaines, Yaoundé, Douala ainsi que les villes et les chantiers du Gabon.

Cette reconversion partielle des cultures d'exportation aux cultures pour l'approvisionnement des citadins avait d'ailleurs été déjà amorcée, nous l'avons vu, par les grandes plantations européennes de l'Ouest ou du Mungo.

L'orientation de la production agricole vers le ravitaillement des villes n'est pas nouveau, et dès 1927, alors que Douala n'avait guère que 25 à 27 000 habitants, l'administrateur de Mbanga décrivait ainsi le trafic engendré par les besoins de la métropole :

« Les cultures vivrières sont étendues et suffisent largement aux besoins de la consommation locale. Le surplus de la production est exporté sur Douala. Par le Wouri, l'Abo, le Mungo descendent sur Douala des pirogues lourdes de bananes, de macabos. Par le chemin de fer partent de certaines gares pour la même destination, des wagons de macabos. Loum est le gros fournisseur. Tous les jours, sur la place principale s'entassent les macabos provenant pour la grande partie du Cameroun britannique. Des femmes transportent des hottes de 25 à 30 kg de macabos parcourant 10 à 15 km et gagnent 5 à 6 F que la plupart transforment en marchandises qu'elles rentrent par des sentiers détournés sans acquitter la Douane au poste frontière » ⁽¹⁾.

En dehors des cultures vivrières traditionnelles qui connaissent ainsi une extension spectaculaire, notamment le maïs, des spéculations nouvelles sont apparues dans le domaine des cultures maraîchères et du petit élevage. Et l'on voit apparaître ici ou là un début de capitalisme agraire spécialisé dans le ravitaillement des villes.

Les cultures maraîchères, qui ne sont plus liées seulement de nos jours à la présence des Européens dans les villes, n'ont guère apporté sur le plan des techniques. Des cultivateurs cependant commencent à prendre l'habitude de mettre des engrais sur ces cultures, et ils sont entrés dans un mode de production quelque peu nouveau par l'achat de graines et le pré-conditionnement qu'ils doivent faire subir à leurs produits. D'autre part c'est bien à l'existence d'un marché urbain qu'est due la diffusion massive de la culture de la pomme de terre sur les pentes des Mts Bamboutos et dans la région de Santa. Dans la mesure où ces cultures deviennent des cultures de rapport, elles sont souvent pratiquées aussi par les hommes, renversant ainsi la traditionnelle répartition du travail entre les sexes qui est de règle dans la plupart de ces sociétés. Enfin là où les conditions se prêtent facilement à l'arrosage, ces cultures sont pratiquées tout au long de l'année.

Plus nouveau est le développement d'entreprises agricoles capitalistes. Des hommes d'affaires, ou parfois des fonctionnaires ⁽²⁾, achètent ou louent

(1) Rapport trimestriel 2^e trim. 1927 Circonscription de Mbanga. Archives Nat. Yaoundé APA 117 99/D.

(2) Depuis plusieurs années les fonctionnaires, soumis naguère aux mêmes règles qu'en France, peuvent effectuer des investissements en leur nom propre dans l'agriculture.

un terrain, construisent quelques bâtiments et emploient des salariés ou une main-d'œuvre familiale pour des cultures ou de l'élevage. Nous avons vu avec la biographie d'un planteur du Mungo, un exemple de ces élevages de porcs et de volailles destinés aux marchés urbains. D'autres existent aussi à proximité de Nkongsamba (Nyabang par exemple) ou de Douala (arrondissement de Dibombari ou route d'Édéa).

Le marché urbain a été également à l'origine, à une échelle plus modeste, de la création d'un grand nombre de petits élevages de volailles. Ceux-ci sont souvent soutenus par la F.E.M.E.C. ⁽¹⁾. Les églises y voient la possibilité de permettre à des jeunes l'accès à des ressources monétaires régulières sans qu'ils soient obligés ni d'aller en ville ni de créer une plantation au village ce qui est pratiquement impossible à un jeune homme tant que son père est en vie. L'Église Presbytérienne du Cameroun a un centre de formation à Libamba dans le Nyong et Kélé où séjournent régulièrement des jeunes stagiaires. En outre, un Centre d'Assistance Rurale (C.A.R.) implanté à Douala assure l'encadrement et l'assistance technique des jeunes exploitants. Il fabrique notamment de la provende pour les volailles, les lapins et les porcs, à partir de tourteaux d'arachide ou de coton, et de maïs qui est acheté dans l'Ouest. En 1975, 600 familles environ bénéficiaient de cet encadrement. L'Église fournit également les poussins, mais dans la région de Douala, de nombreux éleveurs font venir de Paris par avion des poussins d'un jour.

Un autre centre important d'aviculture existe aussi à Muyuka (Fako). Il dépend du Ministère de l'Élevage et produisait, en 1975, 8 000 poussins par mois.

Un autre aspect encore est à souligner dans la transformation de l'agriculture. C'est le recours à la main-d'œuvre citadine lorsque l'on a besoin d'un personnel abondant, lors de la récolte par exemple. Nous avons souligné les difficultés pour les grandes plantations de recruter en ville une main-d'œuvre permanente. Elle disparaît lorsqu'il s'agit de travail temporaire. Dans les villes du Mungo pour les grandes plantations, à Bafoussam pour les grands domaines de Foubot, à Bafang pour les exploitations de Robusta de Kékem, des camions vont chercher de jeunes citadins pour la journée.

Outre les cultures vivrières, il est fréquent que les citadins pratiquent une agriculture de plantation à titre parfois d'investissement pour la retraite : le café et le cacao s'ajoutant à la pension de retraite doivent permettre d'envisager avec optimisme le retour dans un village où entre temps le salarié aura fait construire une maison. À Ndikinimiki, un étudiant a décrit ainsi l'association originale entre des fonctionnaires et des paysans :

« Il existe depuis 1970 des groupes de travail avec des fonctionnaires natifs du pays. Ces groupes existent à Nkidi village. Comme ces fonctionnaires ne peuvent être présents lors des travaux, ils versent régulièrement de l'argent pour combler leur absence effective. Ceci leur permet de créer des plantations de café et de cacao qui pourraient leur être d'un grand secours pendant leur retraite » ⁽²⁾.

(1) F.E.M.E.C. : *Fédération des Églises et Missions Évangéliques du Cameroun*.

(2) B. IYEBI MANDJECK, 1978, p. 67.

Parmi les transformations de la vie agricole liées à l'existence des villes figurent aussi celles qui sont apportées par le ravitaillement en vin de palme ou vin de raphia des principaux centres. C'est un commerce spécialisé qui est particulièrement intense aux environs de Douala : il suffit de voir jusqu'à une trentaine de kilomètres du grand port, le nombre de triporteurs à moteur qui se livrent à la collecte de ce produit. Dans une région aux sols pauvres, où le palmier par contre jouit d'excellentes conditions naturelles, les paysans tirent de cette spécialité l'essentiel de leurs ressources. « Les 3/4 au moins de la population active masculine se livre à la cueillette du vin de palme » ⁽¹⁾. P. MOBY ETIA a montré qu'un paysan tire trois fois plus d'argent de la vente du vin provenant d'un palmier que de celle de ses régimes ⁽²⁾. L'extraction du vin, certes, se pratique par abattage de l'arbre, mais dans une région où les palmiers sont abondants, il n'y a pas de danger, selon l'auteur cité, de voir disparaître les palmeraies. Les bénéfices sont encore plus importants avec la vente clandestine de l'alcool tiré du vin qui est souvent acheminé par pirogues et de nuit, vers Douala.

Un autre type de petit commerce est lié aux villes, c'est celui du bois de chauffage. Devant les maisons aux abords des routes les mieux fréquentées sont dressés des paquets de bûches qui attendent le passage des voitures tout comme la cuvette d'oranges, le régime de bananes ou le panier de macabos, posés sur un étal assez élevé pour être hors de portée des animaux.

Les changements dans la vie quotidienne

Au cours des deux dernières décennies, la ville s'est rapprochée du monde rural. Sous un double aspect : d'une part, la création de nombreux postes administratifs a rapproché du paysan le pouvoir politique. Ce qui entraîne un contrôle plus étroit des individus dont ils se seraient sans doute bien passés ; mais aussi la mise en place d'un petit centre, avec ses quelques fonctionnaires (administration générale, agents des finances, de l'agriculture, gendarmes) qu'il faut ravitailler, et la création d'une vie commerciale permanente (sous forme de boutiques qui tendent à pérenniser l'activité hebdomadaire des marchés). À Massangam par exemple, dans le Bamoun, deux commerçants rencontrés peu après la création du district, un Bamiléké et un Bamoun, nous ont dit avoir installé leur boutique « à cause du district », « il faut être près de l'autorité ». Ce sont ces retombés économiques, même modestes, des créations administratives qui font que de nombreux ruraux demandent l'installation dans leur village d'un échelon de l'administration.

L'autre aspect du rapprochement villes-campagnes est la réduction des temps de transports. Les créations de routes et de pistes ont été nom-

(1) P. MOBY ETIA, 1976, p. 150.

(2) Ibid., p. 153.

breuses depuis l'Indépendance et un trafic incessant de cars et de taxis permet aux villageois, dans la plus large partie de l'ouest, d'accéder facilement à la ville ou de bénéficier sur place de ses services. Deux témoignages de ce phénomène : le trafic routier autour de quelques petits centres et la distribution de pain.

LE TRAFIC ROUTIER PÉRI-URBAIN

Une enquête menée sur Manjo en 1974 avait montré l'importance des retours au village dans le trafic routier : le samedi par exemple 523 véhicules avaient été enregistrés à la montée contre 365 à la descente ; les rapports étant exactement l'inverse le lendemain (526 vers Douala, 375 vers Nkongsamba) ⁽¹⁾. On est donc en présence d'un mouvement pendulaire qui conduit les émigrés de Douala vers leurs lieux d'origine en fin de semaine.

En outre, la carte ci-dessous montre l'intensité du trafic mesuré à Manjo et les principales directions (enquête portant cette fois sur les véhicules s'arrêtant dans la ville pour y laisser ou prendre des passagers). La route nationale bitumée est l'axe privilégié de ces relations, mais tous les villages qui sont situés à ses abords sont l'objet d'un trafic journalier très intense et bénéficient donc de facilités très grandes pour se rendre dans les villes voisines.

Une étude identique sur une autre petite ville, Bangangté, montre également l'importance des liaisons villes-campagnes. Avec dans ce cas, deux types de trafics de nature différente ; l'un autour de la ville en direction des villages voisins (ceux du département du Ndé) : plus de 200 liaisons hebdomadaires avec Bangwa, 131 avec Bazou, 34 avec Bantoum, 35 avec la chefferie même de Bangangté, sans compter les liaisons plus lointaines qui s'arrêtent à l'occasion dans ces villages. L'autre trafic est précisément celui qui relie Bangangté aux villes plus éloignées, et l'on retrouve sur la carte l'axe privilégié de ces relations qui est également celui des migrations les plus importantes, en direction de Douala via Nkongsamba et le Mungo. 88 taxis ou cars relient chaque semaine la capitale économique à la préfecture du Ndé, 66 font de même avec la capitale administrative. C'est un trafic qui est essentiellement alimenté par les citadins des villes les plus importantes dont beaucoup reviennent chez eux pour le week-end, à Bangangté comme à Manjo. C'est le samedi que les mouvements, là aussi sont les plus nombreux : 226 arrivées ou départs contre une moyenne de 153 les autres jours de la semaine.

Enfin la carte empruntée à l'étude de D. NOFIELE sur Mbouda ⁽²⁾ montre un phénomène identique : d'une part le caractère prioritaire de la liaison Bamenda-Bafoussam (dont l'importance s'est d'ailleurs accrue depuis que la carte a été établie, avec le bitumage de la route), d'autre part les

(1) J.-C. BARBIER, J. CHAMPAUD : *Manjo et le Mungo Central* (à paraître).

(2) D. NOFIELE, 1973, p. 97/98.

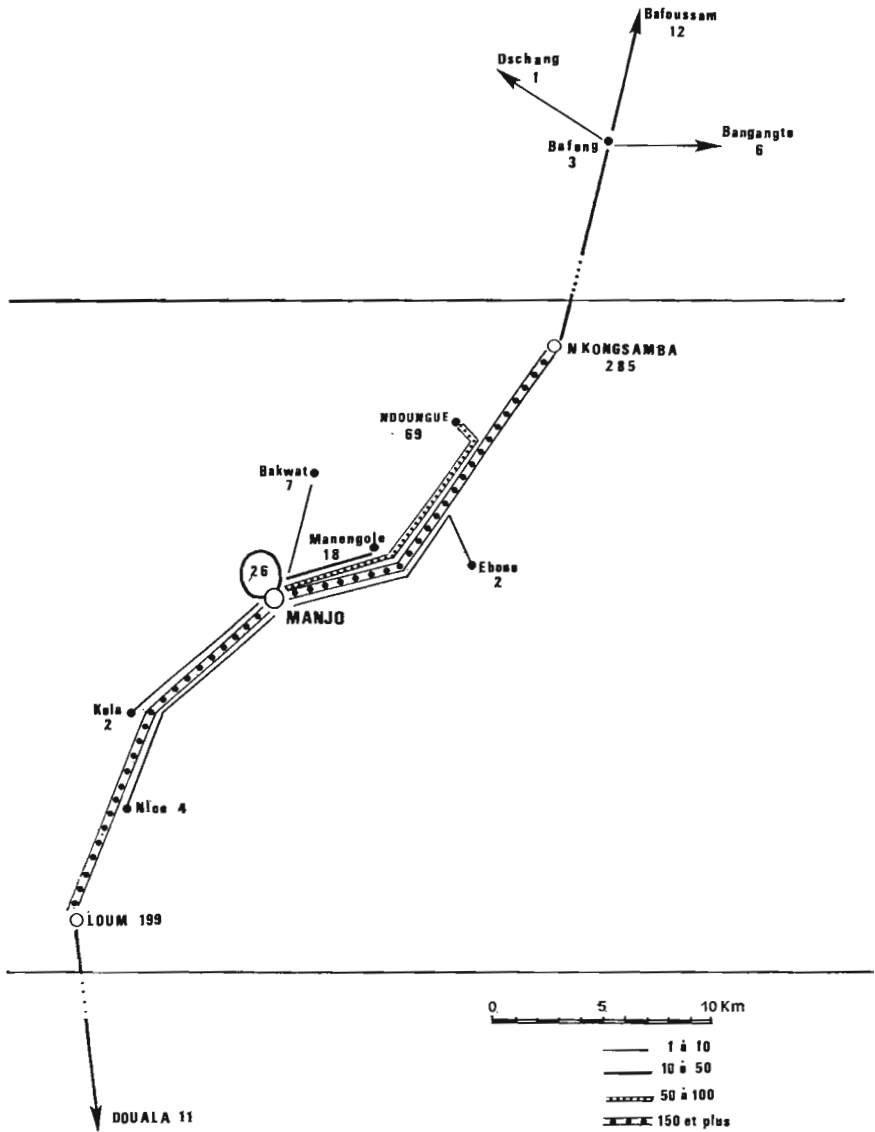


FIG. 59. Manjo : nombre de liaisons hebdomadaires.

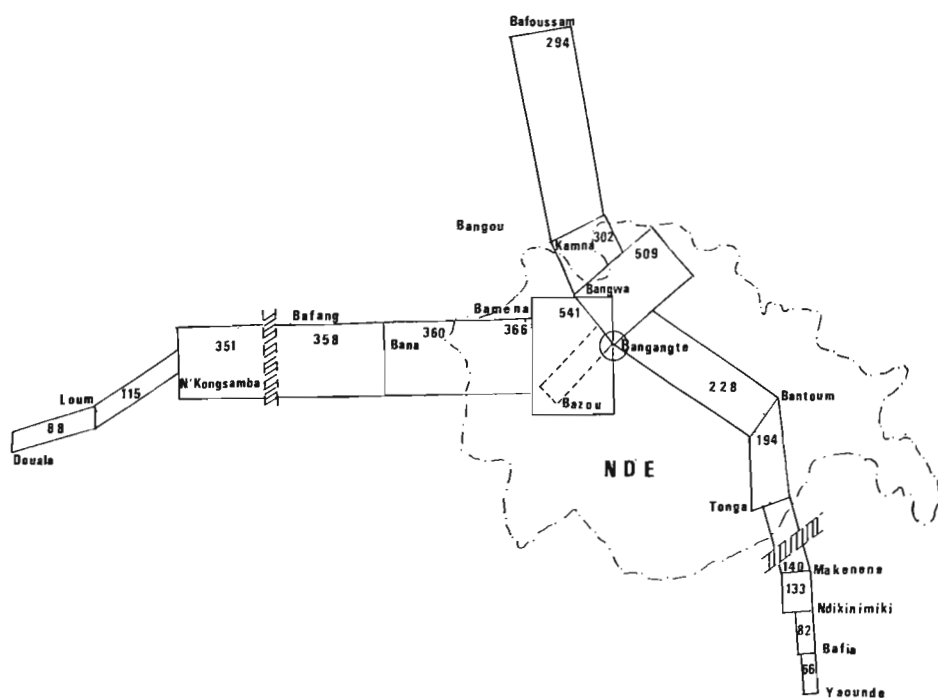


FIG. 60. Bangangté : nombre de liaisons par semaine (cars et taxis).

relations qu'établit la préfecture avec l'ensemble des chefferies de son département, toutes accessibles par route, sous forme d'un réseau étoilé.

L' « ÉLITE » ET LES PAYSANS

De telles facilités de communication permettent de maintenir les relations entre les campagnes et les villes. Mais un autre aspect mérite d'être souligné, c'est celui de la prise en charge du développement rural par les citoyens. Les exemples sont nombreux au Cameroun et certaines opérations d'envergure ont été activement encouragées et encadrées par les missions, telle l'opération Ombessa dans le Mbam, soutenue par les missions catholiques, ou l'opération Babimbi, en Sanaga Maritime, orchestrée par la Fédération des Églises Évangéliques. L'intérêt de telles entreprises réside dans une prise en charge collective, en quelque sorte, des problèmes de développement par les émigrés. À ce titre le témoignage qui figure ci-dessous (Extrait du quotidien Cameroon Tribune) est révélateur à plus d'un titre. Dans son libellé tout d'abord : « le 2^e congrès de l'élite de Komako ». Komako est une des petites chefferies du sud du Haut Nkam (1 000 habitants en 1966, 1 311 en 1976) qui a fourni comme ses voisins,

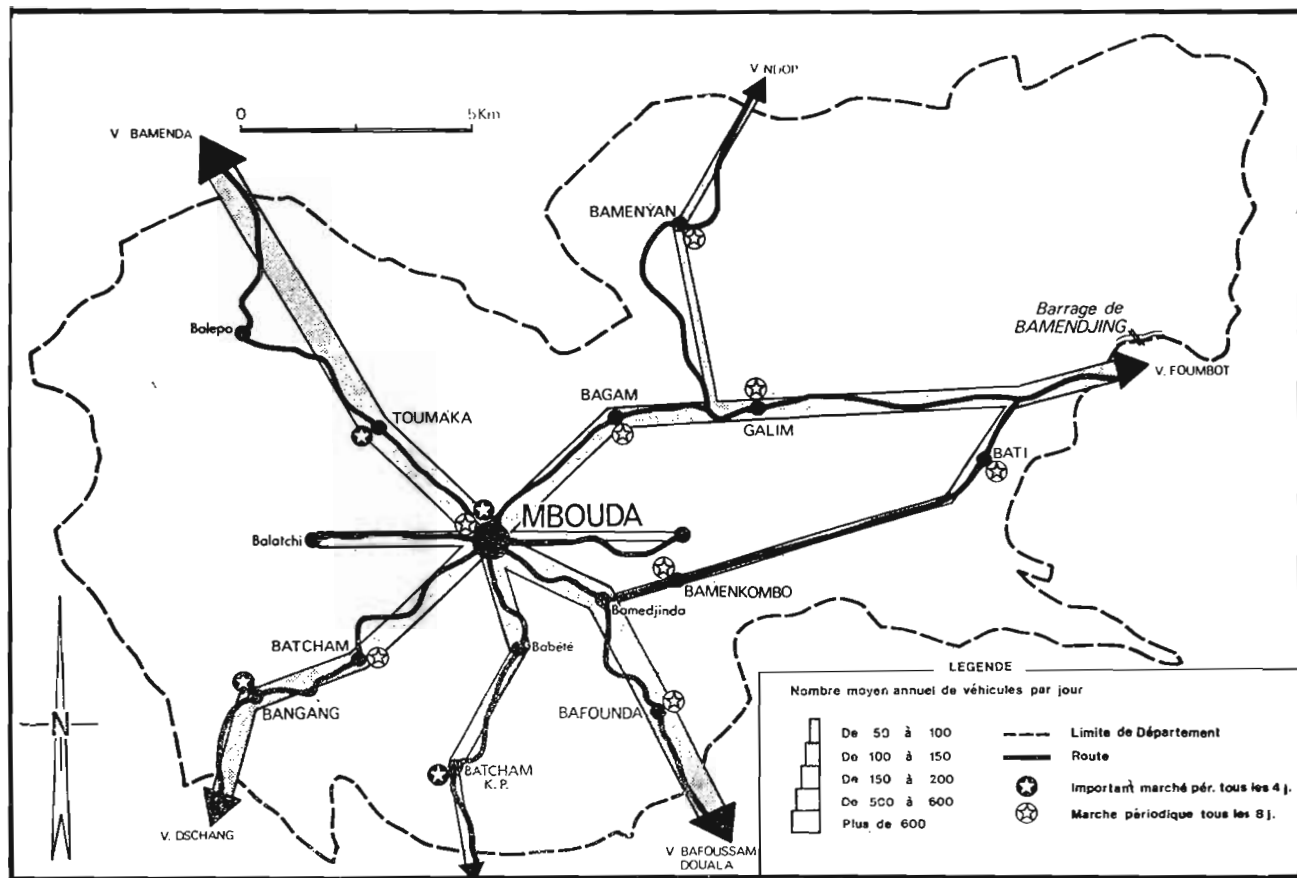


FIG. 61. Mbouda : flux des véhicules.



Ouest

HAUT-NKAM

LE 2^e CONGRÈS DE L'ÉLITE DE KOMAKO S'EST TENU A DOUALA

C'est dimanche dernier 13 juillet 1975 que s'est ouvert à Douala le 2^e congrès des ressortissants de Komako. L'élite de ce village du Haut-Nkam résidant à Bafang, Mbanga, Douala, Yaoundé et Komako s'est donc donné rendez-vous à Douala pour débattre des problèmes relatifs au développement du village.

A 9 heures toutes les délégations étaient déjà installées le notable Nzanoumi Barnabé prit alors la parole pour leur souhaiter la bienvenue. Dans son allocution, il a particulièrement insisté sur la nécessité pour la génération actuelle de poursuivre la tâche immense entreprise par les aînés qui ont presque tous aujourd'hui disparu. Une minute de silence a été observée à l'intention des personnes décédées, dont le chef Ngangoué Nicodème, Nzâ Soupa Ngako...

Un bureau comprenant un président et un secrétaire général a été constitué pour la suite des travaux du congrès, étant entendu que le secrétaire de chaque délégation devait prendre les notes nécessaires pour informer les habitants de sa localité des débats et résolutions adoptées.

L'ordre du jour était volumineux et comportait 7 points la route Koba-Komako; constructions au village; intensification des cultures vivrières et de l'élevage; école du village; obstacles au déve-

loppement du village Komako; causes de l'exode rural; construction de la chefferie.

C'est le dernier point qui s'est avéré être le point le plus urgent, étant donné le caractère vétuste de la chefferie actuelle. Il a été demandé aux ressortissants de cotiser pour la construction de deux grandes maisons à la chefferie: Douala 200 000 F, Yaoundé: 100 000 F, Maroua: 50 000 F, Ngaoundéré 20 000 F, Barembeng 10 000, Mbalmayo 50 000 F, Manjo 5 000 F, Mbanga 15 000 F, Loum 100 000 F, Nkong-samba 75 000 F, Bafang: 50 000 F. Les habitants du village s'engagent à fournir du sable et la main d'œuvre ainsi que les planches et chevrons nécessaires. Les fonds seront réunis à Komako le 23 août 1975 pour le démarrage des travaux.

D'importantes résolutions ont été adoptées quant à l'amélioration du tracé de la route Koba-Komako et à la scolarisation des enfants.

S'agissant des cultures vivrières, un choix a été arrêté

pour l'approvisionnement des centres environnants dans les prochaines années. Constatant le non rentabilité du café, les congressistes ont décidé de diversifier leurs activités afin que le paysan ne fonde plus l'espoir sur un seul produit dont le prix est subordonné aux aléas de la conjoncture internationale.

La tâche de développement qui a été définie incombe en grande partie aux jeunes à qui les conditions d'existence doivent désormais être facilitées au village.

Les travaux du congrès ont été facilités car tous les points inscrits à l'ordre du jour avaient été présentés deux mois plus tôt aux diverses localités qui ont envoyé leurs délégations avec leurs résolutions. Le congrès s'est attaché à en faire la synthèse.

En fin d'après-midi du dimanche, une grande réception a été offerte aux différentes délégations présentes par les ressortissants résidant à Douala.

D.S.C.

FIG. 62. L'élite de Komako, Cameroon tribune 24 juillet 1975.

des contingents importants à l'émigration. L'élite de Komako (et le terme est souvent employé ailleurs) désigne tout naturellement non sans quelque suffisance, l'ensemble des personnes qui ont quitté leur village et il est significatif que son congrès se tienne à Douala et non sur place. L'on retrouve dans ce compte rendu, de manière très vivante, la double appartenance au monde traditionnel et au monde moderne qui caractérise les émigrés: c'est un groupement traditionnel, mais on élit un bureau avec président et secrétaire général. On parle de développement économique, mais la tâche qui paraît la plus pressante est la reconstitution de la chefferie. C'est plus qu'un acte symbolique, la volonté même de conserver les racines et du coup chacun est imposé, soit financièrement, soit par investissement humain pour les villageois. Il est frappant également de constater combien l'accent est mis sur le développement de cultures vivrières: il faut permettre au paysan d'échapper « aux aléas de la conjoncture internationale », certes, mais on ressent aussi, sous-jacent, le besoin des citadins d'améliorer leur ravitaillement vivrier en évitant une trop forte hausse des prix. C'est donc

un phénomène intéressant : même s'il est ambigu par certains côtés, avec le risque de voir le développement rural pris en charge essentiellement par les habitants des villes, il témoigne du moins du maintien et de la vivacité des liens entre les émigrés et leur village.

Dans le même ordre d'idée, lors des dernières élections municipales (1978) on a désigné comme candidats bon nombre de citoyens qui participaient déjà à des opérations de développement dans leur village. Reconnaissance officielle en quelque sorte de leur capacité à gérer les communes rurales, mais en même temps, risque de dépossession accentué du monde paysan par rapport à son devenir.

VOYAGES ET ÉCHANGES

Les voyages sont fréquents et contribuent à la symbiose entre villes et campagnes. Ils contribuent aussi à la diffusion de l'information et aux échanges de nouvelles. Ils permettent également les échanges des biens : les produits vivriers que les paysans envoient aux parents qui sont en ville ou qu'ils emportent lorsqu'ils vont se faire héberger chez eux, et tous les produits de la ville, des médicaments au vin, des tissus au poisson séché, qu'il est normal pour le citoyen de rapporter à sa famille lorsqu'il vient la visiter.

Ces échanges ont été étudiés lors de l'enquête sur les trois quartiers de Bafoussam. À la question « envoyez-vous de l'argent au village ? », 21,15 % ont répondu positivement. Avec des différences sensibles selon les catégories socio-professionnelles : plus de 46 % des agents de l'État envoient de l'argent mais 13 % seulement des agriculteurs, et entre 23 et 30 % dans les catégories transports, commerces, services. Cet argent est destiné essentiellement (74 % des cas) aux parents et beaux-parents. Par contre très peu reçoivent de l'argent du village (16 dont 9 agriculteurs sur 591 interrogés). Les cadeaux reçus par contre sont plus nombreux et sont mentionnés dans un peu plus de la moitié des cas (53 %), et de façon à peu près identique selon les catégories. Dans 70 % de cas, les cadeaux viennent des parents ou des beaux-parents, et consistent uniquement en produits vivriers. Il en est de même des cadeaux envoyés (58 % des chefs de famille font des cadeaux en nature à des parents à la campagne), les commerçants et les agents de l'État étant les plus nombreux (68 %) à le faire. Comme pour l'argent, ils sont destinés en priorité aux parents (66 % des cas), mais on note ensuite 18 % pour l'oncle paternel.

Par ailleurs plus de 72 % de ces envois consistent en huile, sel, savon ou tabac, suivis de loin (10 %) par les produits alimentaires locaux, les vêtements (9,5 %) et les produits alimentaires importés ou du pain (6 %).

La question a été également posée des envois d'argent vers d'autres villes. Les réponses positives n'atteignent là que 42 % des familles et les destinataires sont les enfants dans 60 % des cas ou bien un frère (25 %). Quant aux villes où résident ces bénéficiaires il s'agit essentiellement de Bafoussam même (71 %) suivie de Douala (6 %), Nkongsamba, Yaoundé. Ce sont là, vraisemblablement, des dons envoyés à des enfants qui poursuivent des études.

Dans le sens inverse, les échanges sont beaucoup moins fréquents et ne représentent que le 1/5 des envois précédents. Il en est de même des cadeaux reçus qui sont surtout des échanges avec un conjoint ou un frère et portent principalement sur des vêtements.

LES HABITATIONS

Parmi les résultats de ces échanges et de ces déplacements de population figure aussi la monétarisation croissante de la vie des campagnes. Elle se manifeste notamment dans l'habitation, assez peu dans le mobilier, mais de façon nette dans l'aspect extérieur. Si la maison à murs traditionnels est encore la règle générale, le toit de tôles se répand partout dans le sud camerounais à mesure que s'accroissent les revenus monétaires des paysans. Le schéma ci-après, emprunté à une étude sur le Mungo Central ⁽¹⁾ illustre ce phénomène : si la maison en dur (c'est à dire à murs de ciment) est encore très minoritaire hors des villes, la maison traditionnelle à toit de nattes tend à disparaître au profit de l'habitation qui est le plus souvent dans le Mungo (71 % des cas) à murs de planches et toit de tôles.

L'exemple a été donné en ce domaine par les émigrés eux-mêmes. De nombreuses personnes qui vivent maintenant au village l'ont quitté à une période de leur vie. Ils sont revenus pour plusieurs raisons : des femmes qui, se trouvant seules en ville après un veuvage ou un divorce, reviennent vivre près de leur famille ; des hommes qui ont perdu leur emploi ou des jeunes qui après avoir tenté leur chance durant quelque temps en ville n'ont pas trouvé de travail ; ils sont revenus à la campagne et se sont remis à l'agriculture avec l'amertume de n'avoir pas réussi ; les héritiers aussi, qui, s'ils n'ont pas en ville une situation assez confortable pour pouvoir faire des allers et venues fréquents entre leur domicile et leur village, désertent la ville pour prendre en charge le patrimoine ; les retraités enfin qui ont souvent de longue date préparé leur retour. Ces derniers, comme ceux qui ont réussi en ville, ont édifié dans leur village des résidences secondaires parfois spectaculaires, qui sont souvent implantées au bord des routes ou sur les sommets de collines, à l'inverse des maisons de notables traditionnels installées en général à mi-versant. Les constructions sont des maisons modernes pourvues même parfois de l'eau courante et de l'électricité grâce à une installation domestique.

L'ALIMENTATION

Parmi les changements apportés aux campagnes par les villes figure aussi celui des habitudes alimentaires par la diffusion de produits importés

(1) J.-C. BARBIER et J. CHAMPAUD, 1978. *L'enquête portait sur les maisons situées en bordure de la route nationale entre Nkongsamba et Mbanga et le graphique représente donc un nombre de maisons par kilomètre linéaire.*

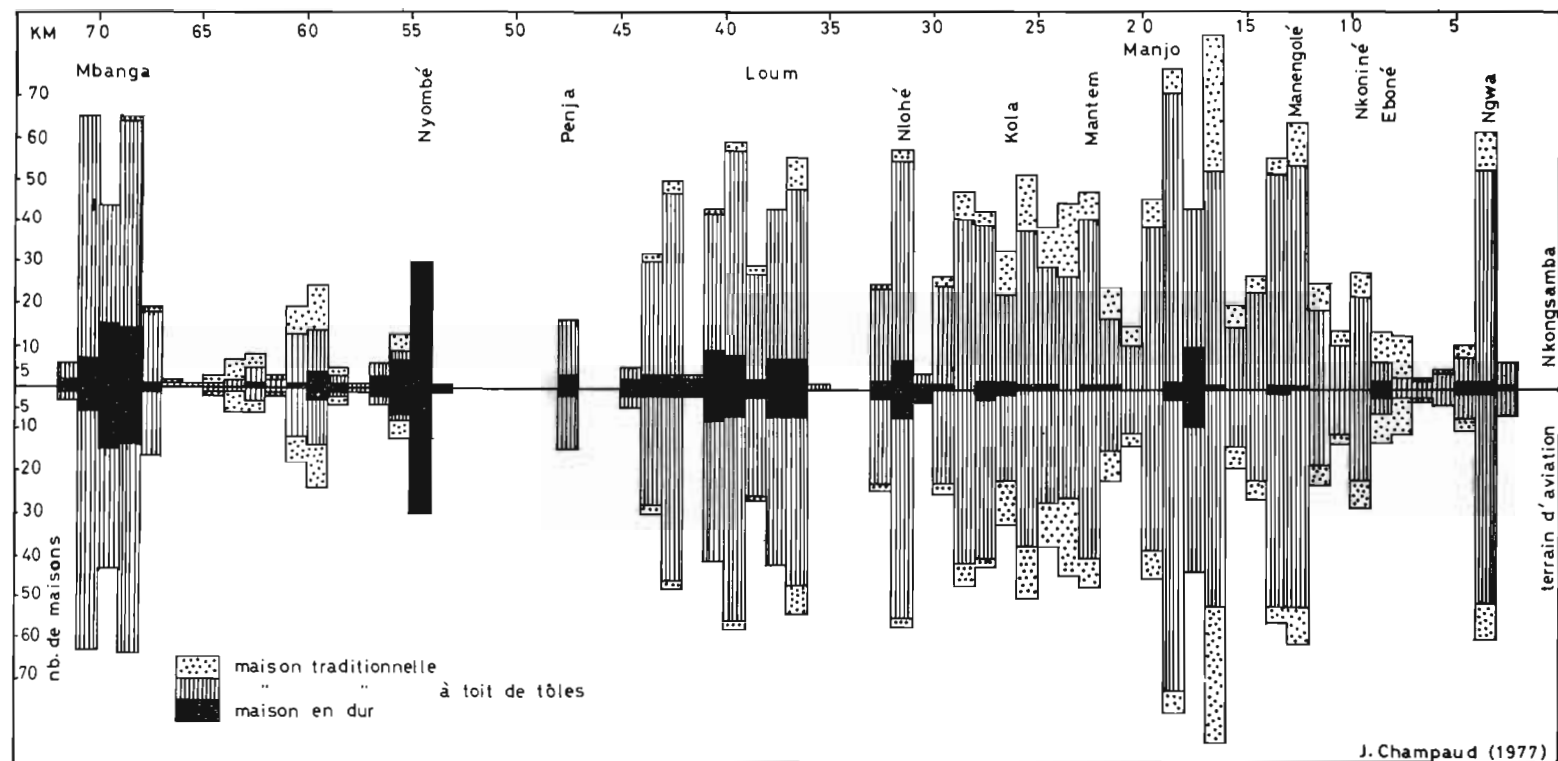


FIG. 63. Nature des maisons le long de la route nationale de Nkongsamba à Mbanga.

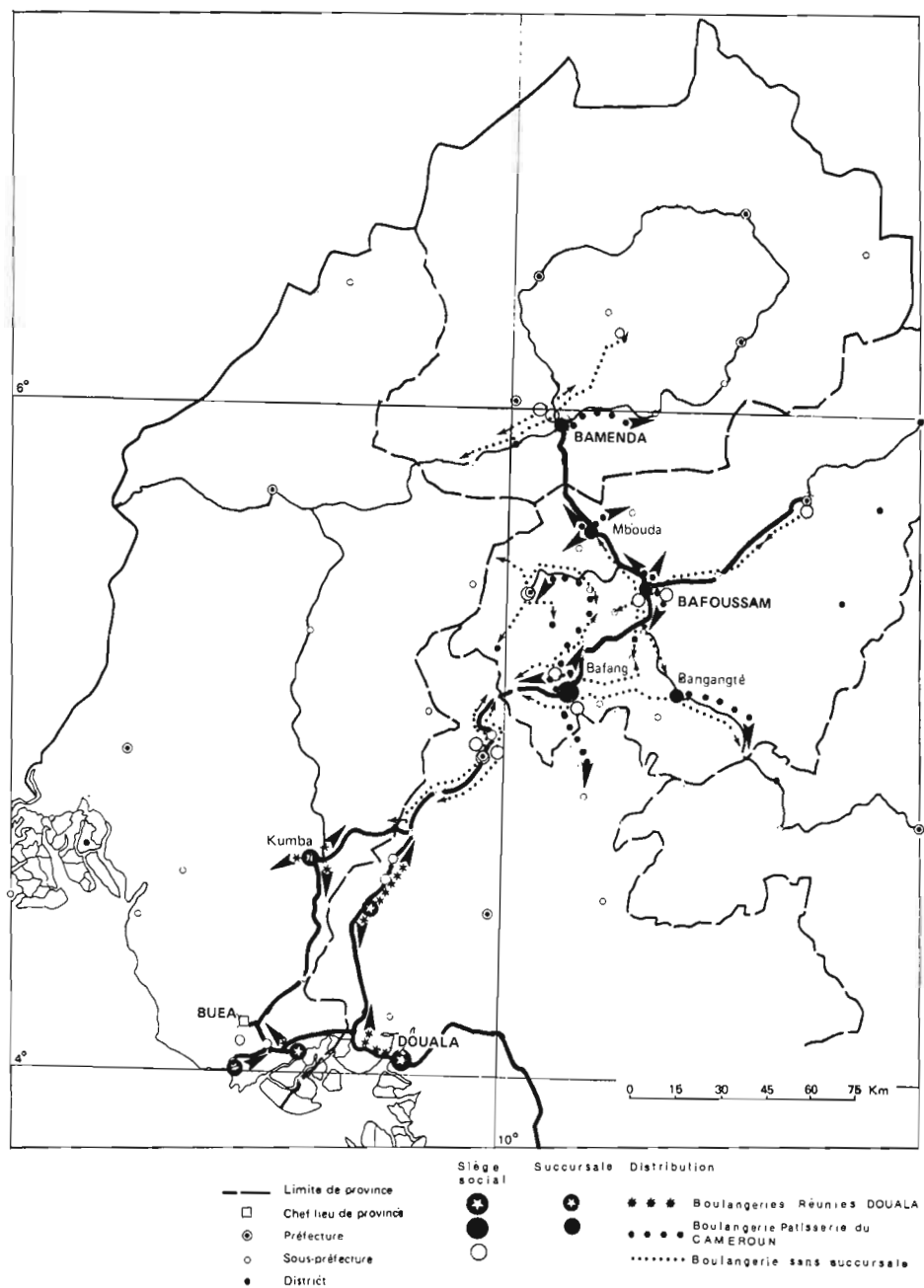


FIG. 64. Distribution du pain.

comme les conserves. Un élément est significatif, c'est l'augmentation très importante de la consommation du pain. Aliment européen autrefois, spécifiquement citadin ensuite, il est maintenant largement diffusé dans les campagnes, du moins dans celles qui sont d'une desserte facile par les routes. La carte ci-dessus montre l'implantation des principales boulangeries et des circuits de distribution. Il ne s'agit là que d'installations modernes, car il existe en outre de nombreuses petites boulangeries artisanales qui fabriquent un pain de médiocre qualité mal levé et peu cuit (au Cameroun anglophone c'est une sorte de pain brioché incluant de la farine de maïs qui est fabriqué).

Les boulangeries ont été installées d'abord dans les grandes villes par des Européens. À Douala, de nombreuses boulangeries européennes se sont associées pour fonder les « Boulangeries Réunies » qui disposent d'installations modernes de fabrication. Les camerounais sont aujourd'hui légèrement majoritaires dans cette société. Celle-ci, à la faveur de la Réunification a créé des succursales dans les principales villes de la province voisine, à Kumba, Victoria et Tiko, ainsi qu'à Mbanga dans le Mungo. Des circuits de distribution par camionnettes légères sont organisés au départ de ces succursales.

Dans la province de l'Ouest, la boulangerie est dominée par une société importante, appartenant à des hommes d'affaires bamiléké, « Les Boulangeries Pâtisseries du Cameroun » (B.P.C.) dont le siège social se trouve à Bafang. Les B.P.C. ont des succursales à Bangangté, Bafoussam, Mbouda, Bafia et Bamenda qui distribuent elles-mêmes le pain.

En dehors de ces deux groupes importants des particuliers fabriquent aussi du pain à Nkongsamba, Dschang, Bafoussam et Mbouda. Un Français s'est installé il y a quelques années à Bamenda et y a fondé aussi une boulangerie. À Bafang a été installée en 1953 une des premières boulangeries de l'Ouest, la boulangerie Pontramont fondée par un ancien officier de l'armée française. Elle s'est transformée depuis 1969/70 en société : la Société Boulangère de Bafang (SOBOBA) et des hommes d'affaires locaux ont été admis comme actionnaires ⁽¹⁾. Une autre boulangerie européenne a été également rachetée par des commerçants bamiléké de la ville.

En conclusion, on peut se demander si l'ouest camerounais n'évolue pas vers une situation de type Yoruba. Tout au moins le pays bamiléké, le Mungo Central et la zone de plantations du Mt Cameroun. L'intensité des liens entre les citadins et leur village d'origine interdit de parler d'exode rural au sens où on l'entend en Occident. Mais d'autre part, une large partie de ces citadins sont des agriculteurs qui n'ont en ville que leur résidence et poursuivent leurs activités agricoles en se rendant quotidiennement ou plusieurs fois par semaine sur leurs champs ou leur plantations. On peut d'ailleurs penser que ces occupations agricoles ne sont pas, dans bien des cas, le résultat d'un choix délibéré, mais simplement celui de l'absence de travail salarié. Cela permet en tout cas d'échapper au caractère dramatique du petit nombre des emplois spécifiquement urbains.

(1) D. TCHAMGME, 1973, p. 170.

CHAPITRE XI

L'EMPLOI DANS LES VILLES

Le caractère massif des migrations rurales conduit vers les villes un nombre de personnes très supérieur à ce que semble être la capacité d'absorption normale de celles-ci. Aussi bien pour l'accueil physique des nouveaux venus, nous y reviendrons, que pour l'emploi. Celui-ci est un problème lancinant des villes africaines. Les centres urbains sont créés le plus souvent pour des raisons administratives, mais l'apport de fonctionnaires qu'entraîne une telle création n'est pas suffisant pour faire vivre un grand nombre de personnes, et les activités induites qui se greffent sur la « fonction administrative » se limitent aux activités marchandes de boutiques modestes et de marchés périodiques. Même lorsque la ville se crée dans un milieu économique dynamique, ou lorsqu'elle naît d'une grande plantation (Mbandjock), d'un terminus de chemin de fer (Belabo) ou d'une activité industrielle (Édéa) offrant un nombre d'emplois notable, la population des immigrants est très vite supérieure à celle qui peut bénéficier des emplois créés.

Le chômage urbain n'est pas pour autant une réalité facile à cerner. Il n'est guère mesurable : il n'existe pas d'agence de l'emploi où les sans travail devraient se faire recenser pour percevoir une quelconque indemnité. Par contre, il est mal vu, dans des centres où les contrôles policiers sont fréquents, de se dire chômeur, et les citoyens eux-mêmes ne se classent pas spontanément dans cette catégorie. Un jeune en effet ne s'estime pas sans emploi s'il a travaillé quelques heures dans la semaine à aider quelqu'un de sa famille ou à charger un camion. Ainsi le travail épisodique ou marginal masque en fait le sous-emploi réel d'un nombre important de citoyens. Et l'examen de ce travail comme des nombreux petits métiers dont l'intérêt économique est minime permet de comprendre pourquoi le nombre de « chômeurs » officiellement reconnu est faible. Les statisticiens, dans leurs enquêtes, n'en saisissent qu'une faible part.

Un autre aspect de ce problème du sous-emploi est celui de la subsistance en ville de leurs nombreux habitants. Elle est à mettre en relation avec la persistance des liaisons continues avec la campagne déjà évoquées au chapitre précédent.

Enfin l'avenir de l'emploi urbain passe par une industrialisation plus marquée. Mais celle-ci, pour laquelle le Cameroun bénéficie d'avantages

supérieurs à bien d'autres pays africains, est encore trop localisée dans la région de Douala et trop dépendante de l'extérieur pour pouvoir être dans l'immédiat une solution à tous ces problèmes ; et la création de petites et moyennes entreprises camerounaises n'atteint pas un rythme suffisant pour être autre chose qu'un palliatif encore modeste à l'urgence de ces difficultés.

Les emplois dans les villes

Le tableau ci-dessous extrait du Recensement de 1976, représente pour la population urbaine masculine de chaque département, la répartition en pourcentage des diverses catégories de personnes occupées. On y relève des situations très diverses, les extrêmes étant représentés par Douala et Yaoundé d'une part, la N'dian de l'autre. Les chiffres des deux principales villes du pays sont très voisins, sauf pour le nombre d'employeurs qui est presque deux fois plus élevé à Douala que dans la capitale ⁽¹⁾. Les salariés permanents représentent la catégorie la plus fournie. Les salariés temporaires sont peu nombreux car il n'y a pas là d'activités saisonnières marquées, et les travailleurs indépendants (commerçants, artisans, mais aussi professions libérales) ne constituent que 1/5 de la population totale occupée. À l'opposé, la N'dian se singularise par le nombre élevé de salariés temporaires (plus de la moitié des effectifs) qui sont pour une part des travailleurs de plantations, mais aussi sans doute des pêcheurs d'origine nigériane ; c'est également à cette activité maritime qu'il faut attribuer le nombre étonnant d'employeurs (plus de 1 200, soit plus qu'à Douala) et la proportion relativement faible de travailleurs indépendants : la pêche en effet est pratiquée par de petits groupes d'hommes et non par des individus isolés ⁽²⁾.

Le Mungo également comprend dans ses villes un nombre élevé d'employeurs (863) ; ce chiffre doit comprendre outre les commerçants, de nombreux planteurs résidant dans les villes et employant souvent des salariés permanents ou temporaires, ceux-ci étant relativement nombreux dans le département.

Le Fako, avec un nombre d'employeurs plus faible a également un pourcentage élevé de salariés, surtout permanents (près de la moitié de la population active) et un taux faible de travailleurs indépendants.

Ce sont là les secteurs les plus soumis à l'économie monétaire moderne. Sur les plateaux, trois départements bamiléké, Bamoutos, Ménoua, Mifi

(1) Les employeurs ainsi comptabilisés ne représentent que les personnes physiques qui ont répondu aux enquêteurs du R.G.P.H. et ces chiffres nous paraissent très sous estimés. Les personnes morales (sociétés, administrations, coopératives) sont absentes de ces données.

(2) Rappelons le caractère très peu urbain de la population classée ainsi par le R.G.P.H. dans ce département, et paradoxalement, l'absence de Bamouso.

ont aussi des taux relativement élevés de salariés, supérieurs à ceux de la province du Nord Ouest dont l'image se prolonge sur le département Bamoun.

Dans le Sud Ouest, la Meme n'a qu'un taux assez faible de salariés permanents (23 %) inférieur à celui de la Manyu voisine (31,5) bien moins dynamique sur le plan économique ; mais il faut noter qu'en chiffres absolus, ce dernier département n'a que des effectifs modestes de population active occupée (2 257 contre 14 763 dans la Meme) et que ces salariés permanents ne sont que 711 contre 3 409 dans le département voisin. Dans ces deux cas, ce sont les travailleurs indépendants qui constituent plus de la moitié de cette population occupée. C'est d'ailleurs cette catégorie qui est à peu près toujours la mieux représentée, sauf pour la Ndian, pour les raisons indiquées plus haut et les deux départements de plantations que sont le Fako et le Mungo ; c'est une situation qui contraste avec celle des deux grandes métropoles dont la population active est formée presque aux deux tiers de salariés permanents.

Mais ce ne sont là, au demeurant, qu'indications générales qu'il convient de détailler par secteurs d'activités.

Les secteurs d'activité

On retrouve dans les villes de l'ouest camerounais les grands traits qui sont communs à la plupart des villes africaines : le maintien d'une activité agricole notable, la faiblesse du secteur secondaire, le gonflement du tertiaire. La plupart des données qui suivent ont été relevées sur les listings mécanographiques du Recensement de 1976 où l'on s'est attaché surtout à mesurer l'activité masculine, plus révélatrice et plus différenciée que celle des femmes. Les principaux résultats ont été reproduits sur le tableau n° 27 ⁽¹⁾ ; seuls ont été omis les chiffres des branches 2, « industries extractives et 4, « Électricité, eau », qui sont toujours inférieurs à 1 % de la population active.

Sur l'ensemble de la région, le *secteur primaire* est très largement représenté et dans 33 cas sur 48 c'est celui qui vient en tête parmi les activités. On constate sur la carte que les taux les plus élevés d'emplois dans l'agriculture correspondent aux centres urbains du Mungo et de la bordure méridionale du pays bamiléké. À Isangele, 91 % des « citadins » pratiquent la pêche, et il en est de même pour 73 % des ressortissants de l'arrondissement de Bamusso (dans son entier, faute de connaître la population urbaine). Dans le même département, le cas de Mundemba paraît douteux : sur 1 685 actifs masculins, 45 seulement auraient un emploi dans l'agriculture

(1) Il s'agit de la population urbaine des arrondissements. Dans la grande majorité des cas, celle-ci ne concerne qu'une localité chef-lieu. Il arrive parfois que plusieurs agglomérations soient regroupées (cf. annexe n° II) c'est le cas pour Victoria-Buea ou pour Loum-Nyombe-Penja.

Tableau n° 26

POPULATION URBAINE MASCULINE, SITUATION DANS L'EMPLOI

	TOT. POPULAT. OCCUPÉE	TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	SALARIÉS PERMANENTS	SALARIÉS TEMPORAIRES	NOMBRE D'EMPLOYEURS
BUI	2 828	54,99 %	25,95 %	8,13 %	8
DONGA-MANTUNG	1 682	46,61	26,46	12,84	1
MENCHUM	4 486	66,99	17,25	7,24	10
MEZAM	12 183	44,18	28,16	12,34	158
MOMO	1 575	61,02	24,83	4,51	45
BAMBOUTOS	3 023	40,03	31,69	14,56	18
BAMOUN	8 091	64,78	19,27	7,54	72
MENOUA	4 064	38,12	33,19	17,57	30
MIFI	11 122	39,22	35,43	12,61	113
HAUT NKAM	6 453				
NDE	3 171	61,84	25,03	6,46	9
FAKO	16 080	33,21	46,52	12,59	189
MANYU	2 257	53,43	31,50	6,96	16
MEME	14 763	53,97	23,09	12,19	100
NDIAN	9 068	22,18	6,39	50,33	1 238
MUNGO	36 150	35,71	36,67	18,57	863
DOUALA	86 751	20,47	65,37	6,18	962
YAOUNDÉ	59 122	20,19	63,75	8,41	493

Source : R.G.P.H. 1976, tableau n° 18 (listings mécanographiques). Le Haut Cam manquait dans les listings consultés à Yaoundé.

Tableau *n° 27*
POPULATION URBAINE ACTIVE MASCULINE SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ

	1	3	5	6	7	8	9		
	Popu- lation active	Agricul- ture Pêche	Industries manufac- tures	Bâtiment T.P.	Commerce Hôtel Rest.	Transport communic.	Banques Assur- rances	Services collec- tifs	Cherch. Trav. 1 ^{re} fois
DOUALA	109 146	2,66 %	17,63 %	7,25 %					
YAOUNDE	69 424	1,24	10,59	9,93	5,82 %	12,92 %	21,80 %	2,08 %	18,56 %
NKONGSAMBA	14 172	30,60	8,94	4,83	3,53	6,40	1,68	37,64	18,51
LOUM	13 921	65,33	3,41	1,37	9,50	8,30	1,19	22,33	13,85
KUMBA	13 586	27,15	9,23	3,58	7,91	2,99	0,19	9,90	8,45
BAMENDA	12 583	10,59	13,01	6,09	6,91	5,23	0,32	25,61	11,55
BAFOUSSAM	11 270	11,46	14,16	6,63	6,49	6,04	0,51	32,71	14,16
VICTORIA	10 484	8,97	6,03	4,47	4,88	7,19	1,02	28,11	16,11
BAMUSSO	9 023	83,74	2,14	0,19	1,01	2,86	1,24	51,06	13,84
FOUMBAN	6 786	35,72	13,19	4,08	8,64	0,69	—	2,73	1,87
ISANGELE	6 437	95,29	0,30	0,11	8,31	5,03	0,40	18,92	14,19
TIKO	5 340	13,63	11,69	3,45	1,86	0,45	—	0,73	1,24
MBANGA	4 744	57,86	5,35	1,96	4,03	5,96	0,13	29,72	20,88
BAFANG	3 991	28,39	10,50	5,36	7,67	3,88	0,30	12,58	10,22
MELONG	3 982	67,33	3,84	1,21	9,30	6,92	0,78	25,83	12,33
DSCHANG	3 920	23,09	11,28	4,21	4,92	2,31	0,15	9,59	10,62
FUNDONG	3 449	42,07	4,18	3,45	2,17	4,64	0,66	31,83	11,58
MANJO	2 965	62,16	3,54	1,21	4,81	0,29	0,06	10,15	34,97
MBOUDA	2 883	13,18	14,81	8,64	4,79	2,36	0,10	14,03	11,70
MUYUKA	2 658	34,38	5,34	1,05	3,28	5,65	0,49	32,26	6,10
KUMBO	2 547	28,27	8,91	5,42	7,79	1,84	0,15	35,40	14,64
WUM	2 423	30,42	13,70	5,08	2,64	4,91	0,39	30,54	8,76
FOUMBOT	2 149	42,21	7,03	11,21	7,26	1,82	0,08	23,77	17,87
KEKEM	2 076	77,65	3,85	1,54	5,56	2,75	0,42	14,94	12,75
TOMBEL	1 733	46,62	4,90	0,81	2,07	0,92	0,10	9,63	3,42
MUNDEMBA	1 685	2,67	2,37	0,71	6,87	1,38	—	29,32	10,10
MAMFE	1 619	11,67	9,14	3,09	2,02	0,18	—	87,78	4,27
BANGANGTÉ	1 449	20,22	8,07	6,28	3,04	2,78	0,43	47,38	7,04
NKAMBE	1 397	28,92	9,31	10,52	9,11	5,31	0,21	41,33	8,76
MBENGWI	1 278	32,47	5,48	4,93	9,59	3,65	0,21	30,29	7,30
TONGA	1 204	76,50	3,49	1,16	4,93	0,31	0,31	28,64	22,69
EKONDO TITI	1 106	45,66	3,89	1,54	2,91	0,75	—	9,22	5,90
NDOP	1 062	25,52	15,35	4,33	5,52	0,72	—	31,55	11,12
FONTEM	807	48,20	1,24	2,25	10,92	2,82	0,19	31,83	9,04
BAZOU	757	63,41	6,34	3,96	3,22	—	—	12,27	32,71
COMPANY	629	73,13	2,70	1,91	2,64	0,26	—	16,12	7,27
BATIBO	573	27,75	7,68	4,89	1,59	1,27	—	11,92	7,31
BANSOA	571	40,63	9,81	5,25	5,01	1,40	0,52	25,48	17,22
DIBOMBARI	548	62,42	5,84	2,19	9,30	0,53	0,70	28,19	8,58
JAKIRI	509	40,67	7,86	6,09	4,74	1,09	0,18	14,23	5,29
BANGOU	493	43,61	2,23	7,10	9,43	2,36	0,20	22,00	11,39
NGUTI	492	48,17	2,24	1,63	7,51	1,01	—	28,81	9,33
BANDJOUN	473	11,42	5,29	5,29	3,86	1,02	0,20	30,28	12,60
BANGEM	428	42,76	1,87	1,40	7,55	2,96	—	41,44	15,64
BAMENDJOU	403	40,69	5,21	10,17	9,11	1,17	—	27,10	16,59
NWA	399	60,90	6,27	1,75	9,70	1,74	0,25	24,07	10,92
BANA	393	60,40	0,99	6,60	3,01	2,51	—	20,05	5,51
GALIM	238	51,26	4,62	2,94	2,31	—	—	15,51	14,19
AKWAYA	176	50,57	2,27	4,55	5,46	2,10	—	25,21	8,40
BATCHAM	97	19,59	8,25	—	2,84	—	—	30,68	9,09
					5,46	2,06	—	37,11	17,53

Source : R.G.P.H. 1976, tableau n° 15 (listings).

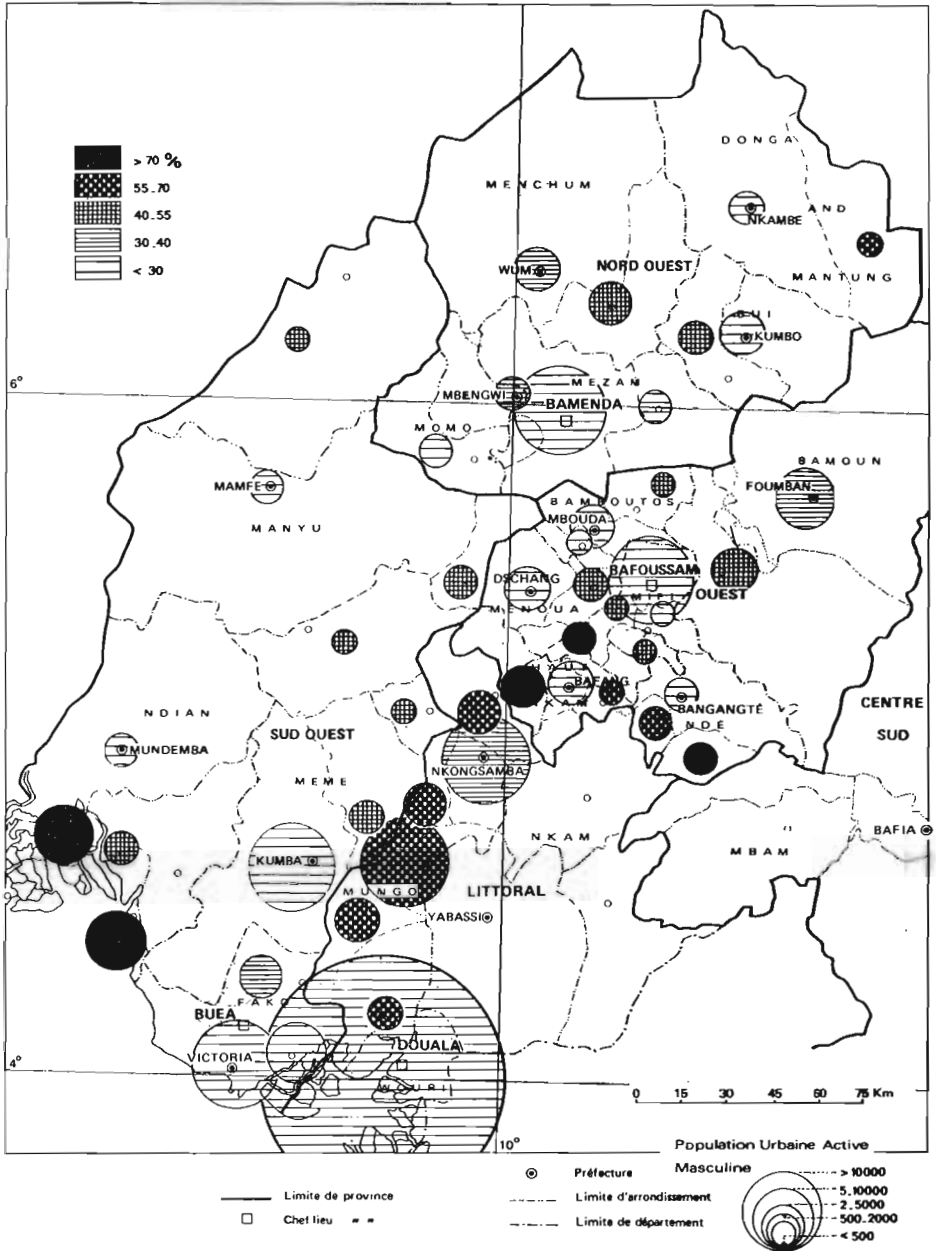


FIG. 65. Secteur Agriculture — Pêche.

et 1 246 dans les services (santé, éducation, réparations diverses). Or, la population urbaine de Mundemba est composée pour une très large part de travailleurs des plantations de la société PAMOL.

Ce taux d'activité dans le secteur primaire est plus élevé encore si l'on tient compte des femmes. À Bamenda par exemple, où 10,6 % des hommes travaillent dans l'agriculture, c'est le lot de 47,7 % des femmes à Foubam, elles sont 45 % (et les hommes 36 %), à Bafoussam 72 %, (11 % pour les hommes) et 81 % à Bafang (28 % pour les hommes). Elles sont proportionnellement moins nombreuses dans le Sud Ouest : 35 % et 29 % à Tiko et Victoria (où les hommes sont 14 et 9 %).

Il faut remarquer en outre que de nombreux citadins pratiquent l'agriculture comme activité secondaire : ainsi dans l'enquête démographique de 1964 sur le Cameroun Occidental, on avait dénombré 17 % des hommes pratiquant une activité secondaire, la plupart du temps agricole ; le pourcentage atteint 36 % pour les actifs des services, 27 % pour les travailleurs manuels et 22 % des manœuvres. De même, dans les trois quartiers de Bafoussam enquêtés en 1968, 78 % des hommes non agriculteurs avaient une activité secondaire agricole (et un peu plus de 70 % des femmes).

C'est dire que l'agriculture requiert une part importante de l'activité des citadins et que, quelle que soit leur profession principale, les hommes, et plus largement encore leurs épouses, pratiquent une agriculture de subsistance.

Il est intéressant en outre de suivre l'évolution dans le temps de ce type d'activité, en comparant au Recensement Général de 1976, les enquêtes démographiques de 1964 (Cameroun Occidental) et de 1965 (Pays bamiléké et départements limitrophes). La population active ne recouvre pas exactement les même tranches d'âges dans les deux cas : dans les enquêtes il s'agit des personnes de 15 ans et plus, dans le R.G.P.H. de la population âgée de 6 ans et plus. Mais la différence peut être tenue pour négligeable dans la mesure où la tranche des 6 à 14 ans comprend 95 % « d'inactifs » (93 % en effet sont des élèves) et ne constitue que 1,34 % des effectifs de population active dans l'Ouest et moins de 4 % dans le Nord Ouest.

Dans la plupart des villes de l'ouest, (cf. tableau n° 28) le pourcentage de la population urbaine masculine travaillant dans l'agriculture a baissé en dix ans. Cette baisse a été particulièrement nette dans la province de l'Ouest. Elle s'explique pour une bonne part par la fin du rôle de refuge qu'elles ont joué dans les années proches de l'Indépendance. Une telle explication toutefois ne joue pas pour la ville de Foubam.

Pour l'ensemble des villes il y a donc eu en dix ans une urbanisation plus diversifiée, marquée par un accroissement des activités non agricoles. La diminution des actifs agricoles est nette également à Nkongsamba, en dépit de ce que l'on sait de son relatif déclin, elle est par contre insignifiante à Loum et faible à Mbanga.

Dans les deux provinces anglophones, il y a presque autant de cas que de villes. Les deux plus importantes, Bamenda et Kumba ont augmenté leur pourcentage d'actifs agricoles, ce sont les seuls exemples dans la région. Les changements sont insignifiants à Tiko et faibles à Mamfe. La diminu-

tion sensible de l'ensemble Buea-Victoria doit être examinée avec circonspection étant donné le regroupement opéré entre les deux villes en 1976.

La diminution du nombre des agriculteurs cependant, est confirmée par l'étude de G. COURADE sur Victoria-Bota ⁽¹⁾ : de 1964 à 1967 leur pourcentage dans la population née hors de l'arrondissement serait passé de 15 à 5 % (hommes et femmes). L'auteur attribue cette diminution au manque de terres disponibles « malgré les tolérances de la C.D.C. à l'égard des chop Farms », et souligne toutefois que la « majorité des femmes ayant un petit champ vivrier ont déclaré être ménagères ».

Tableau n° 28

POURCENTAGE DE POPULATION ACTIVE MASCULINE
EMPLOYÉE DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

	1964/1965	1976
Bamenda	9,7 %	10,59 %
Mamfe	14,5	11,67
Kumba	23,3	27,15
Tiko	13,9	13,63
Buea	5,8	}
Victoria	26,1	
Foumban	49,5	35,72
Dschang	26,73	23,09
Bafang	37,19	28,39
Bafoussam	25,01	11,46
Mbouda	46,80	13,18
Nkongsamba	39,40	30,60
Loum	65,5	65,33
Mbanga	62,5	57,86

Sources : *Enquêtes démographiques SEDES 1964 et 1965, R.G.P.H. 1976.*

Le *secteur secondaire* est faiblement représenté dans les villes de l'ouest. Encore les données utilisées ne donnent-elles qu'une image imparfaite de l'industrialisation. La catégorie des « industries manufacturières » regroupe en effet, en dehors des industries proprement dites les activités de traitement du café, la fabrication de farine (moulins à maïs par exemple), les boulangeries et toute une série d'activités artisanales, comme la confection, la menuiserie ou la fabrication des matelas. Dans les activités urbaines de transformation, celles qui sont liées à la confection viennent généralement en tête, suivies par l'industrie du bois et la fabrication des boissons.

(1) G. COURADE, 1979, p. 33.

Ces trois branches représentent plus de 80 % des actifs masculins de ce secteur à Bamenda et Kumba, 78 % à Bafoussam, mais 59 % seulement à Nkongsamba où les industries liées au café ou à la fabrication de produits alimentaires regroupent également un nombre relativement important d'actifs.

Tableau n° 29

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES
Répartition par branches

	Population active dans le secteur	Branche 12 Textiles confection	Branche 14 Bois et Meubles	Branche 11 Fabrication de Boissons et Tabacs
BAMENDA	1 637	722	446	201
BAFOUSSAM	1 596	574	399	277
NKONGSAMBA	1 267	385	279	86
KUMBA	1 254	472	294	282

Les femmes actives travaillant dans ce secteur sont à une très forte majorité des couturières : 86 % à Bamenda, plus de 90 % dans les autres villes importantes : Victoria, Nkongsamba, Bafoussam, Bafang, Kumba.

La carte par villes est à peu de choses près l'inverse de celle représentant le secteur primaire. Ce sont les préfectures qui concentrent la plus forte proportion d'actifs dans ce secteur industriel ou artisanal. L'ensemble Victoria-Buea fait exception ainsi que les petites préfectures de Mundemba et Mbengwi. Parmi les sous-préfectures, Tiko se distingue comme ville « industrielle » avec près de 12 % des actifs. Toutefois, l'examen des branches d'activités fait ressortir que ces actifs sont employés surtout dans la confection (44 %), la fabrication des boissons (18 %) et les industries du bois (12 %), l'industrie du caoutchouc ne venant qu'en quatrième position avec 7 %. Ndop également a 15 % d'actifs dans le secteur secondaire, mais il s'agit là aussi d'activités artisanales : confection (47 %), boissons (9 %) et bois (37 %). Le titre d'industries manufacturières emprunté au vocabulaire des statisticiens mériterait donc d'être remplacé par celui, plus adéquat, d'artisanat de production.

Le tertiaire est le mieux représenté parmi les citoyens actifs. Il englobe plusieurs secteurs d'importance inégale. Le plus fourni est celui des « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels » (secteur 9). Catégorie un peu disparate, qui ne permet pas d'isoler les agents payés par l'État, puisqu'on y trouve aussi bien, dans la branche 30, les services sanitaires, médicaux, sociaux, éducatifs que les réparateurs de

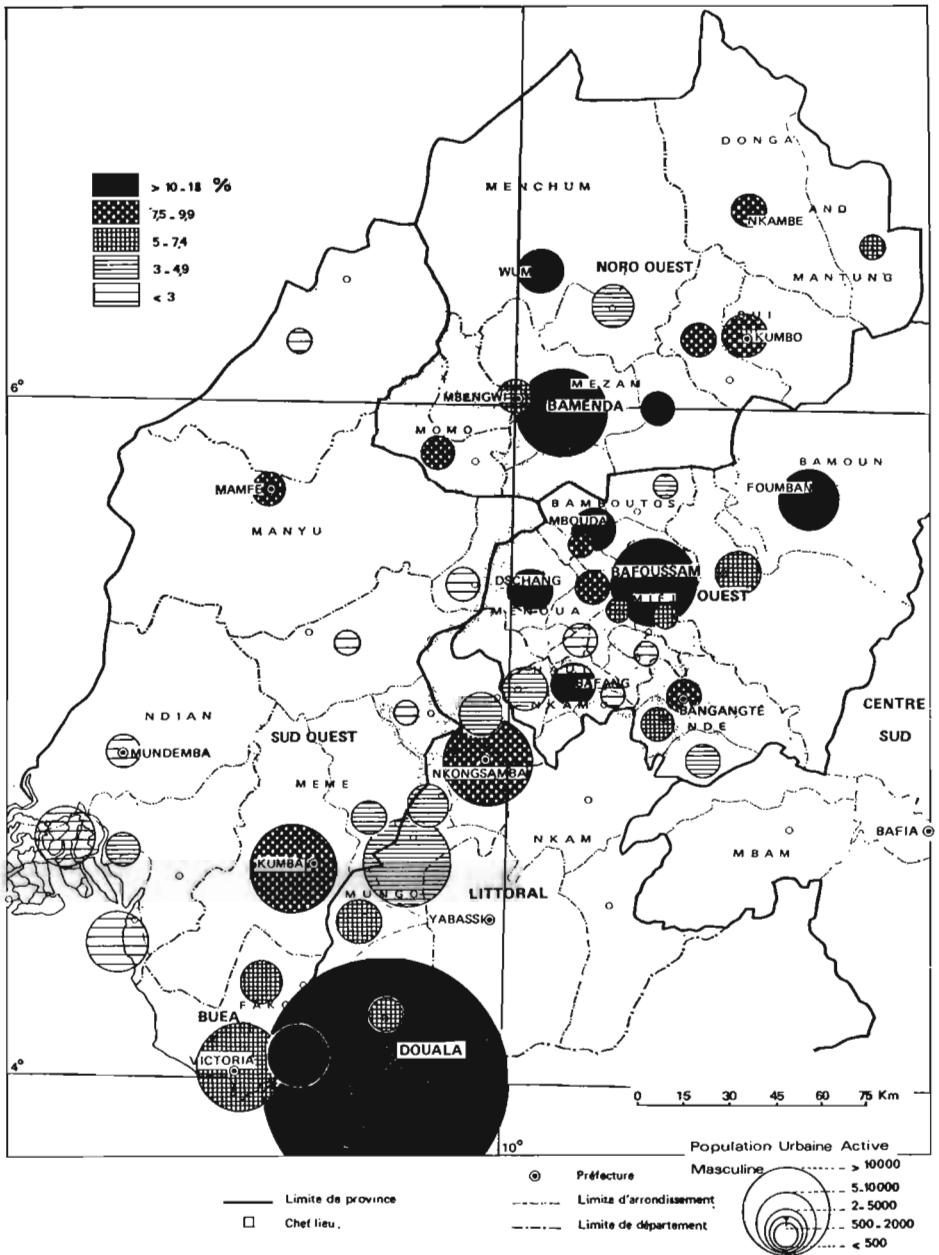


FIG. 66. Industries Manufacturières.

toutes sortes, et dans la branche 31 aussi bien les services rendus par les administrations publiques que les services domestiques. C'est sans doute pour cette raison que la répartition des villes selon ce critère ne fournit aucun renseignement intéressant et ne peut être reliée ni à l'importance des villes, ni à leur fonction, ni à leur situation géographique.

La catégorie « commerces, hôtels, restaurants » (secteur 6) est représentée de façon inégale mais elle est toujours inférieure à 19 % des actifs. Toutes les préfectures figurent dans les deux classes les plus importantes (plus de 9 %) à l'exception de Foumban (qui en est cependant assez proche avec 8,21 %) et de petits centres peu actifs comme Mbengwi, Wum et Mundemba. Les proportions les plus faibles concernent de modestes bourgades marginalisées comme Nwa, Akwaya, les centres de la N'dian ou la bordure méridionale du plateau bamiléké.

Par delà cet examen des chiffres, il est utile d'examiner la réalité plus concrète de l'emploi pour les habitants des villes. Une attention particulière doit être apportée aux métiers artisanaux. Ils apparaissent mal dans les statistiques du Recensement car ils sont dispersés entre plusieurs secteurs. Cette activité est en fait très diverse. À titre d'exemple, on comptait en 1965, 209 artisans producteurs à Foumban (dont 51 menuisiers et 47 tailleurs), 192 à Bafoussam (49 tâcherons du bâtiment, 33 tailleurs, 28 menuisiers) et 292 à Nkongsamba, où prédominaient là aussi menuisiers et tailleurs ⁽¹⁾.

Une enquête plus détaillée conduite en 1970 par le service régional de la statistique de l'Ouest évaluait à 3 219 le nombre des artisans de la province dont le tiers habitait à Bafoussam. La capitale provinciale avait 1 009 artisans « utilitaires » sur 1 039 en tout, dont 269 tailleurs, 243 personnes travaillant dans le bâtiment, 210 dans la mécanique et 153 sur le bois. À Foumban par contre, les artisans d'art étaient plus nombreux (317) que les artisans « utilitaires » et l'enquête mentionnait 124 fondeurs et 117 tisseurs-brodeurs.

Ces métiers traditionnels de l'artisanat évoluent avec les années. Ainsi à la catégorie ancienne des menuisiers est venue s'ajouter récemment celle des sculpteurs sur bois : dans plusieurs villes de l'ouest notamment, on voit maintenant du mobilier, souvent de bonne qualité, tables d'apéritif, lits, buffets, ornés de sculptures qui étaient naguère réservées à des panneaux décoratifs et fabriquées uniquement à Dschang ou à Foumban. Dans le même ordre d'idée, on a assisté récemment à un développement spectaculaire de la ferronnerie pour la fabrication de grilles, de volets, de portes d'entrée ou même d'éléments décoratifs.

Parmi les métiers artisanaux les mieux représentés figurent ceux de la confection. Comme partout en Afrique Noire on trouve des tailleurs installés avec leur machine souvent à la porte d'un magasin de tissus, qui fabriquent à la demande pantalons, chemises ou robes. De plus en plus aussi apparaissent des couturières qui, elles, travaillent plutôt à domicile.

L'artisanat de réparation occupe aussi une place importante dans les

(1) SEDES, 1966 : *La population du pays bamiléké... (annexe)*.

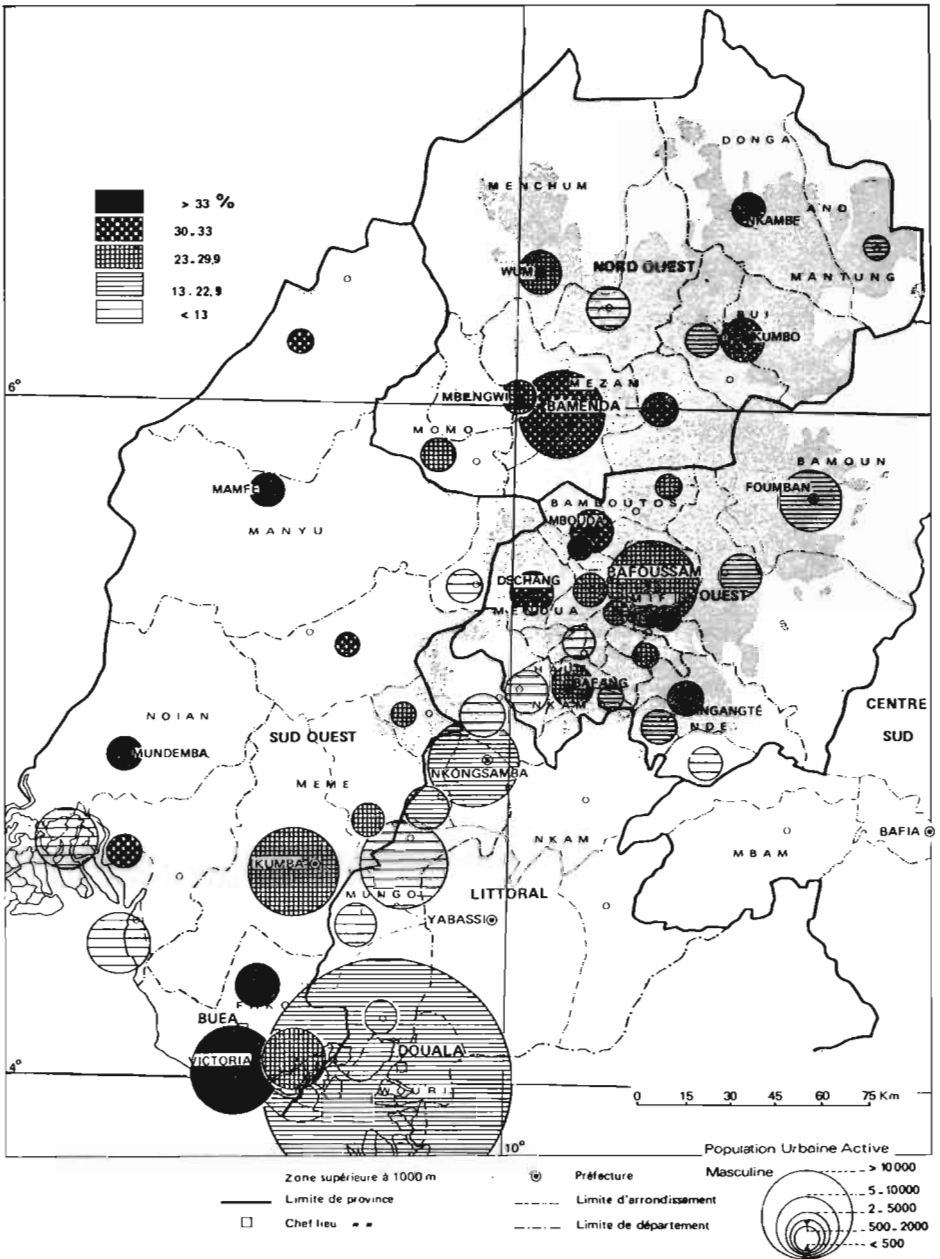


FIG. 67. *Services fournis à la collectivité.*

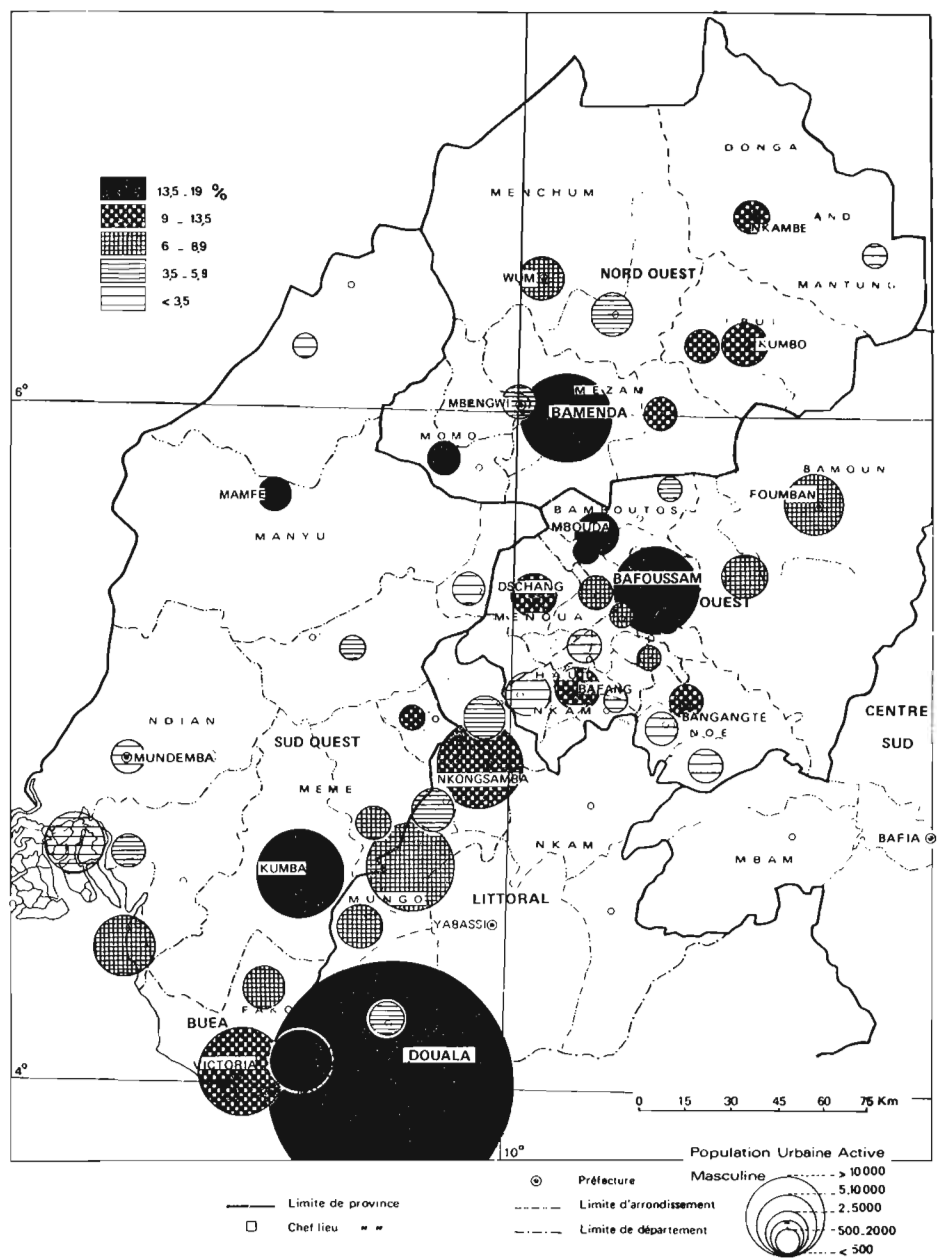


FIG. 68. *Commerces, hôtels, restaurants.*



20. Le « médecin indigène » — Bamenda.

21. Car Toyota — Bafang.

Les petits métiers ne manquent pas d'humour



22. Le fabricant de cercueils — Bonabéri.

23. L'auto-école — Manjo.



24. Gargotte et guérisseur — Manjo.

25. « 1 000 kg Renault » — Foubot.

emplois urbains, de façon très diverse. Cette catégorie comprend aussi bien les horlogers installés sur une simple table devant un magasin, comme les tailleurs, qui réparent à la demande les montres avec un outillage rudimentaire, et en vendent quelques unes, que les cordonniers, qui s'intitulent eux-mêmes « savetiers » et réparent ou fabriquent des chaussures de façon sommaire, et surtout les métiers plus modernes de la réparation automobile. Le vocabulaire médical est souvent utilisé pour désigner les « docteurs en batteries » ou « docteurs en pneumatiques » qui non loin des stations services effectuent des menues réparations. La mécanique elle-même est soignée dans des « cliniques automobiles » qui ne sont souvent que des hangars ouverts à tous les vents et au sol de terre. Une nuée d'apprentis ou « motor boys » peuple généralement ces garages improvisés qui tiennent souvent la gageure de maintenir en état de marche des véhicules à bout de souffle.

Parmi les services, une place doit être faite aux métiers de la restauration qui relèvent d'une gamme très étendue. Le restaurant de modèle européen est l'apanage des villes les plus importantes. Mais chaque ville modeste ou chaque bourgade recèle un nombre variable de petits restaurants ou gargottes souvent dénommés « Aide Maman » où pour une somme modique le passant peut obtenir un plat de viande, garni le plus souvent de riz. La restauration est souvent liée, autour des marchés, au commerce du vin de palme, et l'une et l'autre servent parfois de paravent à la prostitution clandestine.

Parmi les salariés du secteur des services l'enquête de 1970 sur la province de l'Ouest montrait la part prépondérante de l'administration avec 52 % des personnes, concentrées pour un tiers à Bafoussam (laquelle abritait également le tiers des emplois artisanaux). Les établissements d'enseignement privé et les hôpitaux privés regroupaient 20 % des emplois du secteur, suivis par les transports (10,5 %), le personnel de maison (9 %) les banques et services récréatifs (8 %).

Dans la province du Nord Ouest, quelques chiffres peuvent être empruntés aux statistiques de l'« Inland Revenue Department ».

On n'y dénombrait en 1965/70 que 11 048 « tax payers » déclarés par leurs employeurs. Parmi ceux-ci les plus importants étaient les missions (près de 30 % pour les Missions Catholiques, Presbytériennes et Baptistes) grâce à leur personnel d'enseignement et de santé. Venaient ensuite les Councils (20 %) et les salariés de l'administration (19,5 %), puis les plantations (Santa, Ndu et la ferme allemande de Wum) avec 14,5 %, les coopératives (7,5 %) et une dernière catégorie qui avec 8,7 % d'imposables regroupait les personnes travaillant pour le secteur privé, commercial principalement. Il faut souligner cependant que la majeure partie de ces emplois était des emplois ruraux et non urbains.

EMPLOI URBAIN ET ORIGINE

On sait qu'il existe une corrélation entre l'emploi occupé en ville et l'origine des citadins. Cela est particulièrement net pour le secteur

Tableau n° 30

POPULATION ACTIVE ET CHÔMEURS (POPULATION URBAINE MASCULINE)

	POPULATION de 6 ANS et +	POPULATION ACTIVE	% POP. ACTIVE POPUL. TOTALE	CHÔMEURS	% CHÔMEURS POPUL. ACTIVE
BUI	5 614	3 056	54,43	228	7,46
DONGA MANTUNG	3 140	1 796	57,20	114	6,35
MENCHUM	13 251	5 872	44,31	1 386	23,60
MEZAM	26 620	13 645	51,26	1 462	10,71
MOMO	4 208	1 851	43,99	276	14,91
NORD OUEST	52 833	26 220	49,63	3 466	13,22
BAMBOUTOS	6 954	3 218	46,28	195	6,06
BAMOUN	17 653	8 935	50,61	844	9,45
MENOUA	10 699	4 491	41,98	427	9,51
MIFI	26 607	12 639	47,50	1 517	12,00
HAUT NKAM	15 331	6 999	45,65	546	7,80
NDE	8 354	3 410	40,82	239	7,01
OUEST	85 598	39 692	46,37	3 768	9,49
FAKO	34 774	18 482	53,15	2 402	13,00
MANYU	6 141	2 602	42,37	345	13,26
MEME	27 877	16 239	58,25	1 476	9,09
NDIAN	11 258	9 228	81,97	160	1,73
SUD OUEST	80 050	46 551	58,15	4 383	9,42
MUNGO	74 674	40 332	54,01	4 182	10,37
LITTORAL (sans Douala)	93 446	49 915	53,42	5 292	10,60
DOUALA	170 750	109 146	63,92	22 395	20,52
YAOUNDE	124 260	69 424	55,87	10 302	14,84

J. CHAMPAUD

Source : R.G.P.H. 1976, tableau 14 2B (Provinces) et listings mécanographiques (départements).

Population active : personnes occupées + « chômeurs ».

Chômeurs = personnes sans emploi ayant déjà travaillé + personnes cherchant du travail pour la première fois.

La population dite inactive comprend les catégories suivantes : ménagères, élèves et étudiants, handicapés, retraités etc...

commercial, par exemple, qui est pour une très large part aux mains des Ibo (provinces du Nord Ouest et du Sud Ouest) ou des Bamiléké pour le sud et l'ouest du pays. Un rapport du SMUH utilisant des données de 1964 notait à propos de cette répartition ethnique des emplois à Douala :

« Le pourcentage de Bamiléké travaillant dans le secteur public et para-public est faible (moins de 10 %). De plus, dans le secteur public, 80 % sont des emplois subalternes. Il y a là, nettement, la marque d'une rupture entre Bamiléké et pouvoirs publics » (1).

Sans doute est-il exagéré de parler de rupture au sens où cela laisse entendre une manifestation d'hostilité, ou à tout le moins de mécontentement. La constatation faite du petit nombre de Bamiléké dans la fonction publique est plutôt à mettre en rapport avec ce « projet » du migrant que nous avons évoqué et qui vise plus à l'entreprise individuelle qu'au salariat, qu'il soit administratif ou privé. Mais soulignait M. LACAN, à propos du recensement administratif de 1967 sur la ville de Douala, « les indépendants et particulièrement les petits commerçants n'ont une réelle importance que parmi les originaires du Ndé, du Haut Nkam et de la Mifi. En revanche le personnel de maison figure en bonne place chez les migrants de la Ménoua et des Bamhoutos. » (2). C'est l'ancienneté dans la migration qui fait la différence. Si les salariés représentent 71 % de la population active originaire des Bamhoutos ou de la Ménoua, ils ne sont que 59 % parmi ceux qui sont venus, antérieurement dans l'ensemble, du Ndé ou du Haut Nkam.

Dans les autres villes, ce sont en général les ethnies locales qui sont les mieux représentées dans l'agriculture traditionnelle. Avec quelques exceptions cependant : à Tiko et Kumba, ce sont les Camerounais orientaux, Bamiléké pour la plupart, qui ont les effectifs les plus importants dans ce secteur, avec 44 % et 47 % et ils arrivent en seconde position à Victoria avec 27 % (3).

Chômage et sous-emploi

La notion de chômeur est difficile à appréhender. On a regroupé à partir du R.G.P.H. de 1976 les deux catégories « personnes sans emploi ayant déjà travaillé » et « personnes cherchant du travail pour la première fois ». Ce sont là définitions de statisticiens inspirés de la réalité des pays occidentaux mais qui ne correspondent pas forcément à celle des villes camerounaises : les citadins sans emploi fixe sont en fait bien plus nombreux que ne le laissent entendre les chiffres.

L'examen du tableau n° 30 et de la carte pose plus de questions qu'il

(1) SMUH, 1973, Douala.

(2) M. LACAN, 1974, p. 176.

(3) La population du Cameroun Occidental, p. 140.

n'apporte de réponses. Certes les situations extrêmes de la N'dian et du Wouri sont relativement faciles à expliquer. Dans la N'dian, le nombre insignifiant de chômeurs vient du fait que la population urbaine recensée représente pour une large part des camps de travailleurs de plantation, qui sont logés par l'employeur, s'ils ont effectivement un emploi sur le domaine ; en outre, une bonne partie de la population urbaine du département est d'origine étrangère et ne réside donc au Cameroun que dans la mesure où elle y trouve du travail. Pour le reste, il est difficile de trouver une explication générale et aucune corrélation n'apparaît entre le pourcentage des chômeurs et le taux d'urbanisation ou bien le sex ratio des villes. Ainsi les faibles taux du Ndé et du Haut Nkam (7 % et 7,8 %) peuvent être attribués à une proportion faible d'hommes parmi les citadins (respectivement 75 et 84 hommes pour 100 femmes) mais les taux voisins des Bamboutos, de la Bui et de la Donga et Mantung (6 à 7,5) correspondent à une proportion élevée d'hommes en ville (135 dans les Bamboutos) ou équilibrée (101 et 96 pour les autres départements).

Un chiffre étonne, c'est celui de la Menchum : 23,6 % de chômeurs dans ses villes. Ce taux est essentiellement dû à l'arrondissement de Fundong ; pour l'ensemble de l'arrondissement (rural et urbain), il est en effet de 19,25 %, et de 9,41 % seulement pour celui de Wum.

La population urbaine de l'arrondissement de Fundong comprend outre celle de la sous-préfecture, celles de deux gros villages qui n'ont rien d'urbain, Belo et Anyajua, et celle de Njinikom, naguère chef-lieu de l'arrondissement ; sans doute le transfert de ce chef-lieu a-t-il entraîné la perte d'un certain nombre d'emplois, mais il est difficile d'admettre comme réel que près d'un « citadin » sur quatre dans le département soit chômeur.

Pour le reste, il paraît difficile de tirer des enseignements très précis de cette carte (sans doute des données par localité urbaine seraient-elles plus utiles) tout au plus illustre-t-elle bien les ambiguïtés inhérentes à la définition même du chômage.

Quoiqu'il en soit cependant, même s'il est sous-évalué par les statisticiens, le chômage urbain est une réalité de la vie quotidienne des grandes cités. Il n'est que de voir les queues qui s'allongent chaque matin auprès des services des Inspections du Travail ou aux portes des grands chantiers : elles sont le fait des candidats à un emploi venus tenter leur chance et à peu près toujours en vain. C'est en outre un état qui dure relativement longtemps et ne débouche que rarement sur un poste stable. L'une des rares enquêtes menées sur cette question au Cameroun avait montré qu'à Yaoundé 46 % des « chômeurs ayant déjà travaillé » trouvaient du travail en moins d'une année, mais 20 % seulement parmi ceux qui étaient à la recherche de leur premier emploi ; 17,3 % pour le premier groupe, 28 % pour le second trouvaient du travail après 1 à 2 ans d'attente. D'autre part, cette durée de l'attente augmente avec l'âge et devient nettement plus longue pour les classes d'âge de 45 ans et plus ⁽¹⁾.

Enfin il y a certainement aggravation du chômage dans le temps, le

(1) Service de la Statistique et SEDES : *Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé. Note de synthèse*, p. 13.

nombre d'emplois créés étant très inférieur aux arrivées sur le marché du travail : à Douala par exemple, l'enquête de 1964 notait 16,7 % de chômeurs parmi les hommes actifs, pourcentage qui est monté à 18,6 % en 1976 et s'est certainement aggravé depuis avec la crise économique.

JEUNES CHÔMEURS À DOUALA

Une enquête plus détaillée a été menée à Douala en 1967 par des étudiants de l'I.P.D. ⁽¹⁾ sur 338 jeunes chômeurs âgés de 16 à 29 ans et choisis au hasard dans la ville. Parmi eux, 10 % seulement étaient nés en ville et 80 % n'y avaient pas leur père ou leur mère. Beaucoup d'entre eux (57 %) n'avaient jamais travaillé. Il s'agissait dans l'ensemble de jeunes qui avaient été scolarisés puisque l'on ne comptait que 4 % n'ayant aucune instruction, 42 % avaient une instruction primaire et 45 % avaient fréquenté quelques temps l'enseignement secondaire. Cependant, les emplois de bureau n'étaient pas parmi les plus recherchés, contrairement à une idée courante, puisque 18 % seulement les citaient parmi leurs préférences et que 39 % choisissaient des emplois manuels. On notait également une large aspiration (environ 25 %) vers les professions indépendantes, particulièrement dans l'artisanat, la mécanique et l'électricité notamment. Ainsi note l'auteur de l'article cité :

« Il est clair que les jeunes ne sont pas attirés principalement par des emplois de bureau ou par un salariat sécurisant, mais par des métiers qui leur semblent modernes, qui les font entrer dans la civilisation technique. Cette conclusion, même si elle est en opposition avec une opinion généralement répandue, n'a rien d'étonnant. L'ambition d'un adolescent est rarement d'avoir un métier peu fatigant, elle est beaucoup plus souvent de pouvoir accéder au monde moderne : la mécanique, l'électricité sont les symboles de cette modernité » ⁽²⁾.

Une autre étude publiée dans le même ouvrage établit une corrélation entre le taux d'emploi et la région d'origine ; ce taux est d'autant plus élevé, à Douala, que la zone de départ est lointaine : 79 % parmi les originaires du Littoral, 87 % parmi ceux de l'Ouest, 89 % pour le Nord et 91 % pour le Cameroun Occidental, ces derniers à vrai dire, émigraient depuis peu de temps à Douala à la date de l'enquête (1964) ⁽³⁾. L'explication est à rechercher surtout dans le fait que les personnes sans emploi peuvent plus facilement demeurer en ville si elles sont proches de leur lieu d'origine où elles peuvent retourner facilement pour de courts séjours.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI EN 1973

Une étude du Ministère de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale évaluait, en 1973, à 35 250 le nombre de personnes cherchant un emploi,

(1) I.P.D. *Institut Panafricain de Développement*. Voir Ph. LIPPENS, 1974.

(2) *Ibid.*, p. 139.

(3) J. SWEEN et J. CLIGNET, 1974, p. 155.

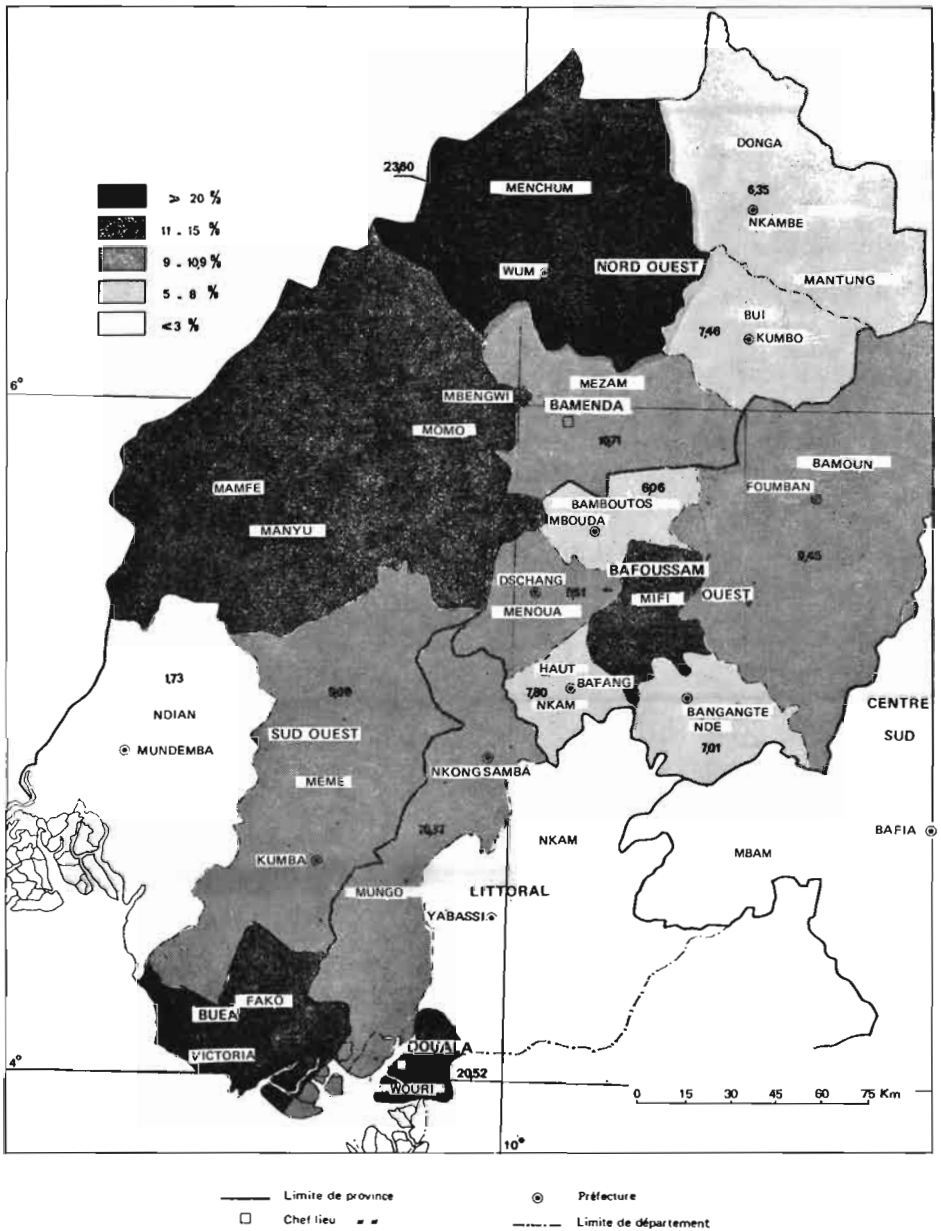


FIG. 69. Population urbaine masculine : % de chômeurs.

enregistrées aux bureaux provinciaux de la main-d'œuvre ⁽¹⁾. Sur l'ensemble de la population active urbaine camerounaise, cela représenterait un pourcentage de 3,07 %, très inférieur, on s'en doute, au nombre réel de ceux qui sont effectivement en recherche de travail, mais n'éprouvent pas le besoin de se faire recenser comme tels.

Parmi ces demandeurs recensés, il est significatif de noter que plus de 40 % sont candidats à un travail de manœuvre, 11 % à un emploi de bureau, 10 % à un poste de conducteur (d'automobiles ou d'engin) et 8,5 % à un travail dans le bâtiment ou les travaux publics. D'autre part, ces demandeurs d'emplois sont jeunes puisque près de la moitié d'entre eux ont moins de 25 ans (et 70 % moins de 30 ans). Ceci s'explique, selon cette étude, par le fait que les personnes ayant déjà travaillé trouvent plus facilement un emploi et s'inscrivent rarement aux bureaux provinciaux de main-d'œuvre ; ces inscriptions sont donc prises par des jeunes, qui, non qualifiés, la plupart du temps, sont à la recherche de leur premier emploi. Il faut bien admettre en outre, que cette inscription officielle comme demandeur d'emploi est loin d'être une assurance de trouver du travail. Au cours de cette année 1973 en effet, on n'a relevé que 5 630 placements, soit 16 % à peine des demandes d'emploi, avec de grandes différences selon les catégories demandées : 11,70 pour les manœuvres, 6,77 pour les emplois de bureaux, 7,69 pour les conducteurs, et 23,55 pour le secteur Bâtiment et Travaux Publics. Par contre, dans le secteur « emplois agricoles, forestiers, de la pêche », le nombre de placements (1383) a été très supérieur au nombre des emplois demandés (897) dans cette branche, indication supplémentaire du faible attrait que représentent pour les jeunes les emplois ruraux par rapport aux emplois urbains.

LES CONSÉQUENCES DU CHÔMAGE

Importance du chômage réel ou du sous-emploi, certes. Mais ils sont tempérés par les activités secondaires : soit celles des citadins eux-mêmes qui outre leur métier pratiquent des cultures vivrières ou entretiennent une plantation, soit surtout celles des femmes, qui en ville comme à la campagne, ont en charge la nourriture de la famille.

Ces conséquences varient avec la taille des villes et leur contexte régional. Elles sont évidemment tout autres dans les grandes villes comme Douala ou Yaoundé, au peuplement hétérogène d'origine souvent lointaine et les villes moyennes du Mungo, du Sud Ouest ou de la zone des plateaux. Dans ces régions en effet, les citadins sont généralement plus proches de leur village d'origine et peuvent facilement y retourner pour y chercher du ravitaillement ; en outre, il leur est plus facile d'obtenir du travail temporaire à la campagne, soit lors de la récolte du café, soit à nouveau dans leur village où l'appoint de main-d'œuvre qu'ils peuvent fournir à

(1) Ministère de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale. *Le marché de l'emploi, année 1973*, 14 p. multigr.

certaines époques leur facilite par la suite l'accès aux vivres dont ils ont besoin pour se nourrir.

Ce va et vient entre ville et campagne est bien illustré dans une toute autre partie du Cameroun par l'attitude des paysans riverains du Logone : nombre d'entre eux, des jeunes surtout à la recherche d'argent, partent en ville :

« Ils se spécialisent dans quelques travaux : vendeurs de bois sec pour la cuisine, transporteurs à la demande, porteurs d'eau ; mais ils se consacrent surtout à la construction... La période de construction des habitations se situe toujours en effet en saison sèche, de novembre à mars. Les villes musulmanes offrent alors beaucoup d'emplois aux cultivateurs qui sont tous plus ou moins maçons... La préparation du mortier à partir de boue pétrie aux pieds, l'élévation des murs, sont des travaux sales auxquels les musulmans aisés de la ville répugnent » ⁽¹⁾.

On a ainsi une illustration de l'importance du « tertiaire primitif » dans les villes africaines, reposant sur la multiplicité des petits emplois, et entre autres sur ceux qui sont en relation avec la construction. Ces services peu rémunérés, sont à l'image des revenus de la majeure partie des citadins et permettent à une majorité d'entre eux de se loger par exemple, même s'ils ne sont pas capables d'effectuer eux-mêmes la plupart des travaux de construction. C'est également ce secteur qui recouvre les multiples catégories de petits transports comme les pousse-pousse qui servent pour les marchés mais rendent aussi de nombreux services dans les villes.

Ainsi les citadins mettent en œuvre toute une série de mécanismes d'accommodement qui leur permettent de survivre dans des conditions précaires. À la rareté et à la précarité de l'emploi, ils font face par les relations maintenues avec le milieu agricole ou par le travail rural de leurs femmes et par la multiplicité de petits métiers qui vont des tâches de manœuvre ou de portefaix jusqu'à la vente au micro-détail. La rationalité économique de toute une série d'activités est faible, mais leur intérêt social est évident et traduit l'adaptation d'une société à un contexte de crise. Les enfants eux-mêmes d'ailleurs participent à ces mécanismes : les jeunes garçons qui vendent des sucettes glacées aux portes des écoles (« Glacecam ») ou des cigarettes, arrivent dans une certaine mesure à « se débrouiller tout seuls ».

Mécanisme d'adaptation encore que l'état de travailleur non salarié, c'est-à-dire celui qui est apprenti chez un mécanicien ou un maçon et ne reçoit que des « cadeaux » épisodiques en guise de salaire, ou le vendeur qui a l'autorisation de vendre à son compte quelques marchandises dans la boutique de son patron, ou bien les catégories variées de main-d'œuvre familiale non rémunérée, très largement répandues.

Il faut y ajouter aussi une série de pratiques qui frisent la mendicité. « Allah Karim, Madam » est le refrain lancinant entendu dans maintes villes du Cameroun de la part de jeunes garçons qui sollicitent l'autorisa-

(1) *Les migrations*, in J. BOULET, J. BOUTRAIS et al., 1979.

tion de garder la voiture, porter un panier ou demandent simplement « l'argent pour acheter le pain » ou « l'argent pour acheter le crayon ».

Il reste enfin que la faiblesse des revenus du grand nombre de citadins est compensée par la solidarité familiale et que c'est souvent aussi à l'intérieur de la famille (étendue parfois aux dimensions du village ou de la chefferie) que s'exercent, en échange de nourriture, ces petits métiers, qui sont des tâches domestiques et consistent à aller chercher l'eau, garder les jeunes enfants ou aider à la cuisine ou aux champs.

Toutes ces pratiques toutefois ne sont que des palliatifs à la gravité du problème de l'emploi que seul un développement substantiel d'entreprises nouvelles permettrait de résoudre. À défaut d'une industrialisation encore faible et très concentrée, la création de petites entreprises peut-elle apporter une solution ?

La faiblesse de l'industrialisation

La carte ci-jointe traduit la présence des diverses industries de l'ouest du Cameroun. Elle a été empruntée pour l'essentiel à l'Atlas du Cameroun ⁽¹⁾ complétée sur certains points par nos propres observations. Ces industries représentent des domaines divers qu'il convient de détailler :

- les industries alimentaires comprennent à la fois les boulangeries modernes ou biscuiteries (Mbanga), les entreprises de pêche industrielle (Victoria, Douala) ou d'élevage industriel (la Pastorale à Nkongsamba).
- les textiles et chaussures ne comprennent que quelques entreprises de tissage (Tiko), confection (Douala, Victoria) ou de fabrication de chaussures (Douala, Victoria).
- les industries métallurgiques et mécaniques recouvrent des entreprises de mécanique générale, de montage et d'électricité, la métallurgie lourde étant concentrée exclusivement à Édéa.

Si la plupart de ces établissements industriels sont installés en ville, il n'en est pas de même d'une part des scieries, qui se trouvent en général sur les lieux même de l'exploitation forestière (Magba, Massangam par exemple) d'autre part, des usines de transformation des produits agricoles. Ces dernières sont très diverses et comprennent des huileries pour les produits des palmiers qui sont en général des établissements de dimensions importantes, plusieurs usines à latex (Mukonje, Tiko), celles qui préparent le thé (Ndu, Tole) et celles, les plus nombreuses, qui sont consacrées au café. Outre les usines coopératives pour le café arabica, on note une floraison de petites usines, mobiles parfois, pour le décorticage de café robusta, ainsi que les usines de triage électronique (Nkongsamba pour le robusta, et Bafoussam pour l'arabica).

(1) Planches XIII, XIV et XV, dressées et commentées par Y. MARGUERAT, (1976).

L'examen de la carte montre bien la concentration en quelques points de l'activité industrielle, si l'on fait abstraction de ces établissements de campagne que sont les scieries et les usines à café. Douala et les villes du Fako, Nkongsamba, Bafoussam, Bamenda et Kumba sont les points forts et quasi exclusifs de l'industrialisation. Et cette impression est renforcée encore si l'on tient compte du fait que les entreprises les plus importantes par leur chiffre d'affaires et le nombre de leurs salariés sont localisées à Douala. La province du Littoral en effet concentre 40 % des établissements, 36 % de la main-d'œuvre et réalise 55 % du chiffre d'affaires. Douala se taillant la part du lion : si l'on s'en tient aux industries de transformation, elle offre 54 % des emplois et assure 62 % du chiffre d'affaires ⁽¹⁾.

Une autre caractéristique de l'industrialisation, outre sa localisation géographique, est sa dépendance vis à vis de l'étranger. Celle-ci se manifeste à la fois par l'importance des capitaux engagés et par la place des cadres expatriés dans les entreprises. Le premier aspect rend le pays très dépendant de la volonté d'investissement des pays étrangers. Or la conjoncture internationale n'est pas spécialement favorable, et un rapport récent du Syndustriam, qui regroupe les principales entreprises du pays (réalisant ensemble environ 75 % du chiffre d'affaires industrielles) soulignait les médiocres résultats enregistrés en 1978/79, après deux années qui avaient été remarquables. Le chiffre d'affaires n'avait progressé que de 7 % après une croissance de 25 % entre 1976 et 1977 et 26,5 % entre 1977 et 1978. La progression des emplois était plus lente, passant de 19 028 en 1976 à 25 708 en 1979 (soit un taux d'accroissement de 13,6 % entre 1976 et 1977, de 11,9 % de 1977 à 1978 et de 6 % seulement de 1978 à 1979). Ce sont là toutefois des résultats fort honorables compte tenu de la conjoncture internationale et en comparaison avec bien d'autres pays africains ⁽²⁾.

Un espoir cependant dans cette conjoncture industrielle : le Cameroun est devenu en 1978 producteur de pétrole et sa production a dépassé le million de tonnes en 1979 grâce aux gisements off shore situés au large de Victoria. Une raffinerie est en cours de construction à Pointe Limboh, près de Victoria et même si le Cameroun ne devient pas, dans un proche avenir, un grand exportateur, sa production nationale permettra d'atteindre rapidement l'autosuffisance et de réaliser du coup d'appréciables économies de devises.

Parmi les arguments invoqués pour faciliter l'industrialisation des pays africains, figure celui du coût de la main-d'œuvre. Or celui-ci est compromis lorsque, comme c'est le cas au Cameroun, la part des cadres étrangers est élevée, et selon une étude de la Banque Mondiale, les coûts d'exploitation sont identiques au Cameroun et en Europe si les étrangers bénéficient du tiers de la masse salariale :

« L'équilibre est conservé lorsque pour 35,4 camerounais il n'y a qu'un seul résident. Or les membres du SYNDUSTRICAM signalent environ 350 résidents étrangers pour 16 000 ouvriers, soit un résident

(1) Y. MARGUERAT, *Atlas National. Commentaire des Planches XIII, XIV et XV.*

(2) Marchés Tropicaux, 4 janvier 1980.

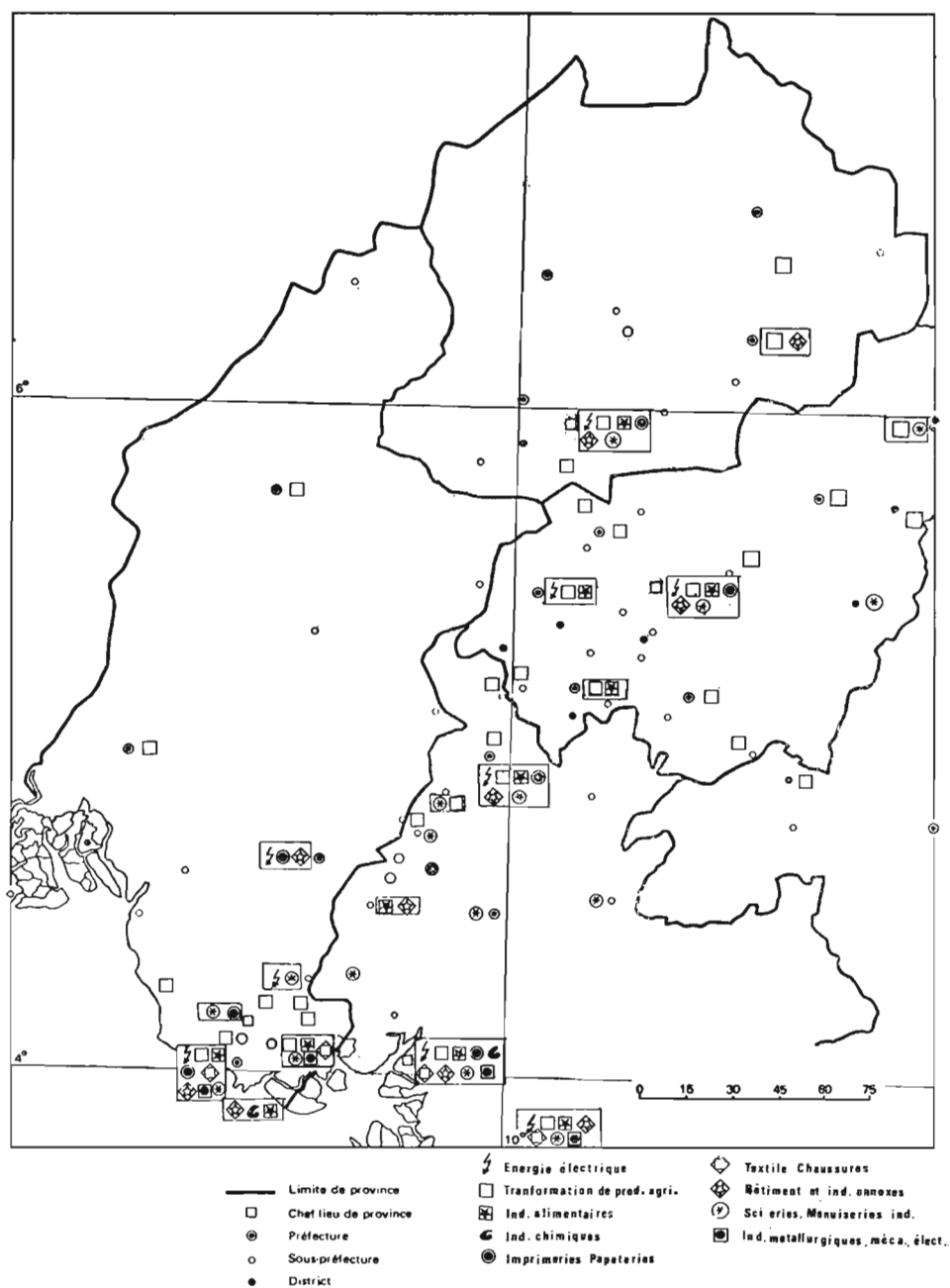


FIG. 70. Industries.

pour 29,1 camerounais. En conséquence, la masse salariale totale des industries camerounaises est légèrement supérieure à celle des industries européennes concurrentes diminuant leur compétitivité sur les marchés mondiaux » ⁽¹⁾.

Au total, même si le Cameroun figure en bon rang (le 3^e derrière la Côte-d'Ivoire et le Sénégal) parmi les pays africains francophones, il est encore loin d'avoir acquis un potentiel industriel suffisant pour que ses entreprises apportent une solution aux problèmes de l'emploi urbain. D'autant que le choix qu'il a fait du « libéralisme planifié » s'accompagne d'un système bureaucratique très tâtilon qui s'est révélé de nature à décourager bien des investisseurs potentiels.

L'État essaie de réduire cette influence prédominante des étrangers en intervenant directement dans la vie économique par des prises de participation, gérées par la S.N.I. (Société Nationale d'Investissement), dans diverses sociétés. La S.N.I. participait ainsi, en 1976, à plus de cinquante sociétés, industrielles pour la plupart. Selon les cas, il s'agissait soit d'entreprises déjà anciennes (la S.N.I. détenait 8,32 % du capital d'Alucam, 9,10 % de celui des Brasseries du Cameroun, participation qui a été portée à 17,35 % en 1977), soit d'opérations nouvelles auxquelles le gouvernement entendait contribuer : ainsi les textiles avec CICAM (26,15 % des parts sont l'État camerounais), les ciments avec CIMENCAM (45 %), les contreplaqués avec COCAM (40 %). Dans certaines entreprises par ailleurs, la B.C.D. (Banque Camerounaise de Développement) détient elle aussi des participations.

Les petites et moyennes entreprises

Une industrialisation véritablement camerounaise à capitaux nationaux et essaimant hors de Douala est un objectif à long terme. Bien peu d'hommes d'affaires sont à l'heure actuelle en mesure d'affronter l'aventure industrielle. Un bien plus grand nombre par contre, sont capables de faire fonctionner des entreprises de taille modeste, mais gérées de façon moderne. En l'état actuel ce sont surtout ces entreprises qui peuvent être créées dans les villes de l'intérieur et fournir des emplois. Un effort a été entrepris en ce sens de la part du gouvernement, avec l'appui de la Banque Mondiale, pour aider de telles entreprises. Dès 1970 avait été créé un Centre National d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (C.A.P.M.E.) mais il a fonctionné avec peu de moyens jusqu'à la création d'un fond d'aide et de garantie des crédits aux P.M.E. (FOGAPE) au sein de la Banque Camerounaise du Développement. Les réalisations sont encore modestes, mais les délégations provinciales du C.A.P.M.E. qui fonctionnent à Douala

(1) BIRD. *Situation et perspectives des industries de la République Unie du Cameroun*, 1^{er} mai 1974, 131 p. multigr.

et à Bafoussam ont pu néanmoins organiser la formation comptable et administrative d'un certain nombre de petits entrepreneurs et les aider à préparer des dossiers pour obtenir prêts ou subventions. Avant même la création du C.A.P.M.E., la S.A.T.E.C., société (française) d'aide technique et de coopération, avait été chargée d'une mission d'assistance aux hommes d'affaires désireux d'investir, et étudiait des projets en ce sens. En 1974, 15 entreprises avaient été ainsi établies et une quinzaine d'autres étaient en cours d'organisation ⁽¹⁾. Une impulsion nouvelle a été donnée par la suite au FOGAPE : celui-ci a examiné en deux ans (1976-1978) 94 dossiers et en a agréé 67 pour un montant de 908 millions de F CFA. Sa dotation budgétaire pour l'année suivante (1978/79) était de un milliard de F CFA ⁽²⁾.

C'est sans doute ce secteur qui offre le plus de possibilités d'emplois, en y incluant les entreprises agricoles auxquelles s'intéressent également les hommes d'affaires camerounais.

Les problèmes de l'emploi en ville varient en fonction de la taille des centres et de leur localisation. De ce point de vue, l'ouest fait un peu figure de zone privilégiée. D'une part parce que les villes sont généralement de taille moyenne et recrutent encore majoritairement dans leur environnement proche. De ce fait, elles peuvent s'accommoder d'un faible taux d'emplois salariés : les sans-emplois trouvent une compensation dans les échanges avec la campagne, les cultures pratiquées hors des villes et les travaux temporaires à certains moments de la vie agricole. D'autre part ce sont aussi, à l'échelle du Cameroun, des agglomérations où existe une classe sociale dynamique qui a les moyens et le désir de créer des entreprises et d'investir. Il y a certes des échecs et le niveau de salaires est souvent peu élevé, grâce en particulier à l'apport notable de main-d'œuvre dite familiale, mais ces petites entreprises permettent du moins à un bon nombre de citadins de vivre en ville sans être véritablement des chômeurs. Mais il n'en demeure pas moins que les emplois créés sont très largement inférieurs aux besoins et que l'afflux en ville de personnes aux ressources très faibles se traduit également par des difficultés importantes dans l'aménagement de l'espace urbain.

(1) B.I.R.D. : *Situation et perspectives des industries de la République Unie du Cameroun*, mai 1974, p. 21.

(2) Marchés Tropicaux 01/09/1978.

CHAPITRE XII

L'ESPACE URBAIN

Le paysage urbain qu'offrent les villes camerounaises a de multiples facettes et l'on y retrouve la même diversité africaine que dans le pays : villes du nord aux allures soudanaises, villes de forêts tapies dans de larges clairières, villes de plateaux à la topographie souvent mouvementée et ombragée d'immenses eucalyptus, villes côtières dont la moitié n'est tempérée que sur le rivage lui-même.

La diversité morphologique laisse apparaître cependant des constantes et les problèmes sont identiques. Et tout d'abord la répartition des quartiers à l'intérieur des villes. La ségrégation raciale n'a plus cours, du moins celle qui prévalait à l'époque allemande et au début de la colonisation française, et prônait le développement séparé des quartiers pour protéger la santé des Européens ⁽¹⁾. Lui a succédé cependant une ségrégation sociale tout aussi efficace et bien marquée dans le paysage : les beaux quartiers sont ceux où il y a des arbres et de l'espace, de grandes villas et une voirie généralement en bon état. Les « quartiers indigènes », « native towns » ou autres que l'on appelle souvent « les quartiers », ne sont jamais très loin avec leur océan de tôles rouillées, l'entassement des maisons et les chemins incertains et tortueux. Le contraste est trop connu dans toutes les villes du Tiers Monde pour qu'il soit besoin d'y insister. Constante également que la répartition fonctionnelle entre quartiers administratifs, quartiers commerçants et zones d'habitation. Constante elle aussi, cette sorte de débordement qu'entraîne la croissance trop rapide des villes. Les moyens matériels de la majorité des citoyens sont faibles mais ceux des pouvoirs publics le sont aussi, et les efforts faits peuvent paraître dérisoires, parfois, face à l'énormité des problèmes que la collectivité ne paraît pas en mesure de maîtriser. Ceux-ci nous paraissent tenir essentiellement à plusieurs difficultés : l'incertitude et les transformations du régime foncier, le retard des équipements publics et l'urbanisme proprement dit.

(1) « Il importe de savoir que la ségrégation est une mesure d'hygiène. Défendre la santé de l'Européen, ne déplacer ou ne modifier les villages indigènes que pour améliorer les conditions d'existence des habitants, combattre les maladies des populations autochtones, voilà le but qu'elle poursuit. Faire de la ségrégation c'est prendre l'intérêt de la santé des européens qu'on protège et celui de la santé des indigènes qu'on améliore ». Dr. L. ROUSSEAU in MARTIN (Dr. G), 1921, p. 389.

Les problèmes fonciers

La situation foncière des villes est loin d'être claire. Si elle pose problème un peu partout, l'opposition entre le droit coutumier et l'appropriation foncière de type occidental est source de conflits, particulièrement dans les grandes villes africaines, comme l'ont montré quelques études récentes. À Libreville par exemple, l'attitude de refus systématique d'une partie de la communauté Mpongoué, celle de Glass, et la politique plus conciliante de celle de Louis, se traduisent encore nettement dans le paysage urbain : le premier quartier est demeuré pour une très large part entre les mains de Gabonais titulaires de permis d'occuper tandis que dans le second, les ventes de terrains ont permis la construction de belles villas ⁽¹⁾. À Dakar, les Lébou possédaient individuellement les terrains du Cap Vert et chaque opération d'urbanisme nécessitait une transaction particulière avec les propriétaires ⁽²⁾. À Abidjan également, l'urbanisme actuel est le reflet d'une histoire foncière complexe, comme il l'est aussi à Douala ⁽³⁾. Dans cette dernière, l'histoire est longue de l'opposition obstinée des Duala à leur dépossession par les colonisateurs successifs. Les Bell avaient été chassés de leurs terres par les Allemands qui voulaient s'approprier les quartiers les plus proches de l'estuaire du Wouri et reléguer les autochtones à l'intérieur, derrière une « Freie Zone » non bâtie ⁽⁴⁾. Ce fut l'origine, outre des réclamations incessantes des Duala, de la constitution du quartier de New Bell dont l'entassement et le mauvais état sont bien connus. L'expropriation réalisée par les Allemands à partir de 1910 fut maintenue par les Français ainsi que le principe de la ségrégation, et la puissance publique consacra tous ses efforts à l'urbanisation des zones proches du Wouri et à l'aménagement du port et de ses abords.

LES LOIS FONCIÈRES

En 1932, l'administration introduisit la reconnaissance individuelle de la propriété foncière pour les Africains, facilitant du même coup l'immatriculation des terrains par des individus et leur vente — la crise aidant — à des sociétés ou à des particuliers européens, qui, dans le quartier d'Akwa notamment, bâtirent des constructions neuves et en firent un quartier moderne. Un certain nombre de Duala purent ainsi faire de bonnes affaires tout en se réservant un espace suffisant pour leur propre habitation. L'admi-

(1) G. LASSERRE, 1958 et 1972.

(2) A. SECK, 1970.

(3) P. HAERINGER, 1969 et 1973.

(4) R. GOUILLAIN, 1973.

nistration de son côté réussit à se procurer les terres dont elle avait besoin pour édifier des logements pour ses fonctionnaires, implanter des équipements publics ou aménager des zones industrielles. Par contre,

« la résistance des communautés autochtones fut toujours beaucoup plus vive lorsque l'administration se proposait de lotir un terrain au profit de tiers que lorsqu'il s'agissait d'un équipement. Cette réaction n'est pas fondée sur une opposition de principe au développement de la ville ; elle n'est même pas précisément xénophobe. Elle signifie seulement que les propriétaires coutumiers entendent vendre ou exploiter eux-mêmes les terres qu'ils estiment leurs, comme ils ont pu le faire à Akwa et Bonadoubé » (1).

C'est donc surtout vis à vis de l'accueil des « étrangers », c'est-à-dire des non Duala que la ville répondit le moins bien et particulièrement sur le plan de l'habitat populaire. L'absence d'une maîtrise foncière a été l'un des facteurs aggravant de la non résolution d'un problème qui est permanent dans toutes les villes africaines.

Une tentative de règlement global du régime foncier a été faite par une loi de 1963 qui définit quatre statuts : la propriété d'État, la propriété privée, la propriété coutumière, et une catégorie nouvelle, le patrimoine national. Celui-ci englobe toutes les terres dépourvues de titre foncier qui ne sont pas mises en valeur ou nécessaires pour l'agrandissement futur d'une communauté rurale. Cette loi a été élaborée essentiellement pour permettre la mise en route de projets de développement agricole. Mais elle a été en fait rarement utilisée sinon pour des grandes opérations comme la route de colonisation Yabassi-Bafang, ou l'installation des complexes sucriers de la Haute Sanaga (SOSUCAM et CAMSUCO à Mbandjock). Elle est au demeurant un instrument insuffisant pour régler le problème foncier urbain.

Par la suite, de nouvelles lois, en 1966 et 1968, ont rendu obligatoire l'enregistrement et établi que tout terrain non enregistré peut être déclaré propriété de l'État.

En 1974 enfin, une loi établit les modalités du régime foncier privé, du régime domanial et du transfert des biens fonciers privés en biens publics.

Mais quoi qu'il en soit la croissance des villes, se fait en règle générale, sauf dans quelques lotissements, en dehors d'une politique foncière volontariste de la part des pouvoirs publics qui se trouvent démunis, moins de moyens juridiques que de moyens financiers et surtout d'une volonté politique affirmée de maîtriser en l'organisant la croissance urbaine.

TITRES FONCIERS ET LOTISSEMENTS

Dans la réalité les habitants des villes dans leur majorité, ont trouvé le moyen de contourner le problème par toute une série d'astuces qui

(1) P. HAERINGER, 1973, p. 485.

apportent souvent une solution temporaire, porteuse de conflits, parfois, à plus long terme.

Les quartiers d'habitat moderne sont régis par des règles foncières assez précises, basées sur la possession d'un titre foncier. Mais la proportion de ceux-ci par rapport aux terrains réellement occupés diminue avec la taille des villes ou l'éloignement par rapport au centre moderne.

Ainsi le relevé des titres enregistrés au livre foncier de Bafoussam pour la province de l'Ouest (en 1968) indique que 501 titres urbains avaient été délivrés contre 220 ruraux, de superficie bien plus élevée en général. La répartition par ville était la suivante :

Bafang.....	184	Foumbot.....	24
Bafoussam.....	155	Kékem.....	6
Foumban.....	81	Bangangté.....	5
Dschang.....	41	Mbouda.....	3
		Autres.....	3

Le nombre relativement élevé de titres fonciers pour Bafang s'explique sans doute par le fait que la ville est bâtie pour l'essentiel sur le territoire d'une petite chefferie et que la majorité de ses habitants sont donc des « étrangers » qui éprouvent le besoin plus qu'ailleurs de faire reconnaître officiellement leurs droits. Il reste toutefois que les 500 titres pour les villes de l'Ouest ne représentent qu'un chiffre dérisoire par rapport aux terrains effectivement bâtis.

Il est évident que la majorité des habitants des villes trouvent d'autres solutions pour se loger que la construction sur un terrain immatriculé.

L'une de celles-ci est l'installation dans un lotissement organisé par l'administration. Les plus anciens datent des années 1940, mais le rythme de leur création est loin de suffire à satisfaire les demandes. En outre, ils ne peuvent être utilisés que par les personnes disposant déjà de certains revenus, et la majorité des néo-citadins d'origine rurale s'en trouvent par le fait même exclus. C'est ce qui ressort par exemple d'une enquête menée sur la ville de Bangangté en 1974.

Un premier lotissement a été créé en 1940, trois autres l'ont été en 1961 pour accueillir les ruraux fuyant les troubles, aucun autre depuis malgré la demande continue. Le bureau domanial vend les lots résidentiels à 80 F le m² et les lots commerciaux à 120 F. Chaque titulaire d'un lot a un délai de mise en valeur de 3 ans avant la transformation de l'attribution provisoire en attribution définitive, et doit investir (en 1976) au moins 7 millions de francs si son lot se trouve en bordure de la route goudronnée, et 500 000 F ailleurs. D'autre part, la procédure d'attribution est longue et passe par les étapes suivantes :

- demande d'ouverture d'un dossier à la Préfecture,
- examen par le Bureau domanial de la solvabilité du requérant et établissement du dossier pour attribution d'un lot vacant (le dossier réglementaire comprend un formulaire sur papier timbré à 250 F., un plan de situation, la carte d'identité),
- transmission par le Préfet du dossier, revêtu de son avis au service provincial des domaines qui le transmet à son tour au Ministère.
- arrêté ministériel attribuant provisoirement le lot pour trois ans.

La longueur du circuit et la complexité de la procédure ont donc de quoi décourager une bonne partie des candidats.

Le dépouillement des fiches du Bureau domanial de la ville a permis d'établir le profil des titulaires de lots, par profession et domicile au moment de l'achat.

Tableau n° 31
PROFESSION ET DOMICILE DES PROPRIÉTAIRES
DE LOTS À BANGANGTÉ

PROFESSIONS		DOMICILES	
Agents de l'État.....	172	Bangangté	415
Commerçants.....	82	Yaoundé	52
Planteurs		Douala.....	30
Cultivateurs	48	Ndé (sauf Bangangté)	24
Artisans.....	34	Nkongsamba	16
Ménagères	25	Centre Sud	
Personnel des missions	16	(sauf Yaoundé).....	16
Notables et hommes politiques	13	Mungo (sauf Nkongsamba)	13
Employés de sociétés	11	Bafoussam.....	11
Chauffeurs	11	Bafang.....	10
Autres	15	Ouest (sauf Bafoussam et Bafang).....	12
		Reste du Cameroun.....	12
		Étrangers.....	5
<i>TOTAL</i>	427	<i>TOTAL</i>	616

Source : *Bureau Domanial Bangangté.*

Les employés de l'État possèdent donc à eux seuls plus de 40 % des lots de la ville, suivis de loin par le groupe des commerçants. Cependant que les paysans ne représentent guère plus de 10 % de l'effectif. Si les 2/3 des propriétaires sont domiciliés dans la ville même, on note pour le reste une très grande dispersion, particulièrement dans les villes les plus importantes. Ces propriétaires lointains sont, cependant, des originaires du département que le hasard des affaires ou des affectations a conduits hors de leurs lieux de naissance.

LES SOLUTIONS COUTUMIÈRES

Mais si ces lotissements ne sont occupés que par une minorité de citadins, comment se logent les autres ? On touche là au domaine, vaste, des

solutions de fortune qui recouvrent toute une gamme de situations allant de l'habitat spontané toléré jusqu'aux formes illégales.

La population qui a afflué brusquement dans les villes de l'ouest au moment des troubles a été hébergée sur les terrains libres moyennant un permis d'occuper attribué provisoirement et gratuitement. Mais les situations provisoires se sont perpétuées et les réfugiés qui occupent maintenant des terrains depuis dix ans et plus se considèrent chez eux.

En dehors de cette situation de crise, le nouveau citadin qui ne veut ou ne peut acquérir tout de suite une parcelle dans un lotissement s'adresse généralement à un propriétaire coutumier et achète ou emprunte un terrain. Dans les trois quartiers de Bafoussam enquêtés en 1968, plus de 78 % des résidents étaient propriétaires de leur maison et du terrain sur lequel elle est implantée, et 21 % seulement ne possédaient ni l'une ni l'autre. Selon ce droit coutumier le terrain prêté ne peut être ni vendu, ni construit avec des matériaux en dur sans être immatriculé. Ce prêt se concrétise soit par un loyer, soit par des cadeaux en nature, et le propriétaire se réserve en général l'usage des cafiers ou des arbres fruitiers qui s'y trouvent.

Dans les villes les plus importantes, les propriétaires n'accordent parfois qu'un droit d'occuper aléatoire, mais moyennant une rétribution importante qui peut d'ailleurs être augmentée par la suite si l'occupant veut couvrir sa maison de tôles ou crépir sa façade. Un rapport de la Banque Mondiale cite le cas de familles qui à Yaoundé doivent ainsi acquitter un droit de s'installer de l'ordre de « 100 à 200 000 F CFA pour une parcelle de 200 à 300 m², soit 500 à 700 F CFA par m² » ; celui-ci pourtant ne « donne aucun droit définitif puisque en cas de vente de la parcelle, le nouveau propriétaire demandera que le même droit lui soit acquitté » ⁽¹⁾. On a ainsi un prélèvement pour droit d'utilisation qui est du même ordre que le prix de vente lui-même mais est loin d'offrir à celui qui s'en acquitte les mêmes garanties de stabilité.

Dans une ville comme Loum, l'appropriation des terrains urbains a suivi le même processus que celle des terrains ruraux. Les immigrants, d'abord hébergés par les Bafun locaux, acquièrent bientôt l'usage des terres, « moyennant quelques services ou cadeaux (dans la liste des cadeaux figurent souvent le rhum Mangoustan, le casque colonial, le tabac et du poisson) » ⁽²⁾. Puis, les propriétaires coutumiers qui s'étaient réservés l'exploitation des cacaoyères ne laissant aux étrangers que le droit de pratiquer des cultures vivrières, comprirent qu'ils pouvaient bien tirer un meilleur parti de leur terrain et commencèrent à vendre, entre 1950 et 1960, aussi bien des plantations que des parcelles urbaines, préférant la spéculation foncière à la culture :

« Malgré les hauts cours du cacao et du café, les autochtones n'hésitent pas à morceler leurs plantations entourant la ville en lots pour vendre aux immigrants ; un contrat signé par l'acheteur et le vendeur d'une part et par les témoins des contractants d'autre part stipulait que le terrain était définitivement acquis par l'acheteur qui pouvait en disposer comme bon lui semblait » ⁽³⁾.

(1) Banque Mondiale 1975. *Reconnaissance du secteur urbain*, p. 12.

(2) P. NANA, 1974, p. 19.

(3) P. NANA, 1974, p. 21.

Ce n'est que plus tard qu'apparurent des inscriptions au livre foncier matérialisant sur le plan juridique ces transferts de propriété. Mais on voit là une nouvelle dépossession des autochtones du Mungo au profit des immigrés bamiléké, sous la pression de l'urbanisation cette fois, complétant un processus entamé une vingtaine d'année auparavant sous la pression de la crise économique.

Au total, le développement des villes se fait donc hors du contrôle des pouvoirs publics à la fois parce que les lotissements créés ne répondent qu'à une faible part des besoins de terrains à bâtir, et que l'administration ne se donne pas les moyens de contrôler les cessions de propriétés privées, ni de récupérer une partie des plus-values que donnent aux terrains à la fois l'extension continue des villes et les équipements de voirie mis en place par l'État ou les communes.

L'habitat

Les villes de l'ouest camerounais sont des cités horizontales. Douala et Yaoundé d'ailleurs l'étaient aussi jusqu'à une date récente. Ce n'est guère qu'aux alentours de 1970 que l'on a commencé à construire en hauteur : des ministères tout d'abord à Yaoundé, puis dans les deux principales villes, des immeubles-tours construits par des sociétés pétrolières, des banques ou des groupes industriels que le gouvernement a obligé à investir davantage sur place. Depuis c'est une politique un peu systématique qui est menée en ce domaine puisque l'on prévoit que la capitale par exemple soit dotée, sur l'emplacement de la vallée de l'ancienne gare, d'une voie triomphale bordée de hautes constructions.

Ailleurs, la place étant moins mesurée, on n'a pas éprouvé le besoin de construire en hauteur, à part de petits immeubles à 3 ou 4 niveaux au maximum. L'administration a d'ailleurs donné l'exemple de ces bâtiments plus modernes : la résidence de l'Inspecteur Fédéral (aujourd'hui gouverneur de province) de Bafoussam ou celle de Buea, construites sur le même modèle, ont voulu témoigner de l'importance administrative donnée à ces villes. C'est le même esprit qui a présidé à Mbengwi, modeste village promu en 1971 au rang de chef-lieu de département, à la construction d'une vaste préfecture, perchée sur une colline, qui contraste étrangement avec le vide urbain qui l'entoure.

Pour les constructions privées, seule Bafoussam à l'heure actuelle, a vu construire des immeubles importants dont le premier a été celui du siège de l'UCCAO suivi d'un immeuble d'appartements, puis de deux hôtels (un troisième étant en construction en 1978). Un peu partout les rues commerçantes se distinguent par une structure identique : les rez-de-chaussée sont généralement occupés par des magasins largement ouverts sur la rue, et l'étage ou les deux étages qui le surmontent sont utilisés par des bureaux ou des appartements.

Quant à l'habitat individuel, il va de la villa moderne en dur, au toit de tôle, à la maison rurale transformée. C'est ainsi que si on ne retrouve pratiquement pas la traditionnelle maison bamiléké, à murs de terre armée de bambous et toit de chaume, on rencontre un peu partout dans les villes de l'Ouest la maison à murs de parpaings de terre et toit de tôle. Dans la province du Nord Ouest, on est frappé de voir des maisons souvent très coquettes en pierres de taille, soit noires, soit blanches, selon que la pierre provient de carrières de basalte ou de trachyte. À Foumban, c'est du sous-sol même de la ville que l'on extrait les fûts prismatiques de basalte qui sont débités en pierres pour servir de soubassement aux maisons.

Dans le Mungo et la province du Sud Ouest domine la maison à murs de planches ou carabottes dont l'aspect extérieur peut être très avenant si les planches sont badigeonnées ou peintes, ou bien délabré si elles sont laissées sans aucun entretien.

Le tableau ci-joint donne une idée des variantes régionales de l'habitat et de son degré de confort :

- les maisons modernes constituent de 17 à 29 % du parc immobilier urbain (ces deux extrêmes étant tenus par les deux plus grandes villes du pays). Elles sont par contre rares à la campagne.
- la maison la plus répandue est soit en briques séchées (Nord Ouest et Ouest), soit en carabottes (Sud Ouest, Littoral et Douala) et ceci aussi bien à la ville qu'à la campagne.
- les toits sont en grande majorité en tôles, sauf dans les zones rurales du Nord Ouest et du Sud Ouest.
- quant au sol, il est le plus souvent en terre battue sauf dans les deux grandes villes, et les zones urbaines du Littoral et du Sud Ouest.

Le degré de confort, ou de commodités modernes, mesuré par l'alimentation des maisons en électricité et en eau fait ressortir là aussi l'avantage des centres les plus importants, mais même là, la disposition à domicile de ces deux éléments est le fait de privilégiés encore peu nombreux ⁽¹⁾. Le branchement individuel est une dépense élevée : à Douala en 1972, il fallait compter de 40 000 à 70 000 F CFA selon l'éloignement du réseau principal de distribution. Les citadins ne sont même pas sûrs de trouver hors de leurs maisons les équipements souhaitables, et notamment de disposer d'eau potable à proximité de leur domicile.

Les équipements collectifs

Les Voies et Réseaux Divers (V.R.D.) sont généralement très défectueux dans les villes camerounaises. L'aspect le plus spectaculaire est

(1) Toutefois la progression est rapide : entre 1967 et 1976, le nombre d'abonnés à l'électricité a doublé à Douala, Dschang et Nkongsamba, il a été multiplié par 2,5 à Yaoundé et il a plus que triplé à Bafoussam et Foumban.

Tableau n° 32
QUALITÉ DE L'HABITAT PAR PROVINCES

	NORD OUEST		OUEST		SUD OUEST		YAOUNDE	DOUALA	LITTORAL	
	URB.	RUR.	URB.	RUR.	URB.	RUR.			URB.	RUR.
<i>MURS</i>										
Béton, parpaings, briques cuites	18,1 %	2,3 %	21,0 %	6,6 %	26,4 %	9,9 %	17,3 %	29,2 %	22,7 %	6,5 %
Pierres de taille	4,3	1,2	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Planches, carabottes	0,2	0,2	0,1	0,4	55,8	41,8	10,1	69,0	73,2	52,9
Terre, briques séchées	73,3	84,2	74,7	89,6	6,2	20,3	34,7	0,2	1,9	28,9
Pisé	3,3	9,7	3,8	1,7	3,6	16,4	36,8	0,5	1,0	4,8
Végétal ou autres	0,8	2,2	0,3	1,6	7,7	11,4	0,9	0,9	1,0	6,8
<i>TOIT</i>										
Ciment	0,6	0,2	1,3	0,1	1,4	0,5	1,5	1,3	1,0	0,2
Tôle ou tuiles	76,2	41,3	85,8	68,7	77,7	41,0	96,9	95,1	92,1	49,4
Terre	23,1	58,3	0,8	1,1	19,71	57,02	0,8	0,3	0,5	1,2
Végétal ou autres	0,1	0,2	12,1	30,1	1,1	1,3	0,8	3,3	6,4	50,1
<i>SOL</i>										
Cimenté	48,5	8,2	39,5	7,7	68,0	24,5	67,4	77,4	64,0	15,0
Terre	50,4	91,4	59,9	91,7	30,0	73,6	31,3	21,5	35,1	81,4
Autres	1,1	0,4	0,6	0,6	2,0	2,0	1,3	1,1	0,9	3,6
Habitations alimentées en électricité	8,6	0,4	10,0	0,4	21,5	1,9	39,0	30,8	24,1	1,8
en eau courante	10,7	15,1	5,6	4,0	5,9	7,8	23,4	11,4	8,9	1,6

Source : *R.G.P.H. 1976*, tableaux 26, 27, 28, 29, 30.

certainement l'état médiocre de la voirie. Un effort important est fait parfois dans des circonstances exceptionnelles : visite de chefs d'État étrangers à Yaoundé, congrès du Parti à Bafoussam (1965) ou Douala (1975). On crée dans ce cas là, ou on refait complètement des routes bitumées. Mais la circulation des camions, non réglementée en ville, les fortes pluies (l'écoulement pluvial en dehors des centres mêmes des villes souvent équipés de caniveaux cimentés, emprunte en général des fossés de terre qui ne sont pas curés régulièrement), ont tôt fait de les endommager. Et l'entretien, surtout, est très insuffisant, ou bien n'est pas fait à temps pour empêcher une dégradation rapide. Quant au réseau secondaire de voies en terre, il est lui aussi victime des mêmes insuffisances.

À cette médiocrité de la voirie s'ajoute l'insuffisance des autres réseaux. L'électricité est encore rare et même si le nombre des villes équipées s'accroît rapidement, les branchements individuels sont encore peu nombreux, et l'on rencontre fréquemment, le soir, de petits groupes d'écoliers qui étudient assis sur le trottoir, à la lueur des réverbères, faute d'avoir chez eux de meilleures conditions de travail.

La carte de la distribution d'électricité montre à nouveau le retard d'équipement des provinces anglophones : seule la région du Fako et les villes de Kumba et de Bamenda ont un réseau d'adduction électrique. Tout le Mungo par contre est maintenant alimenté depuis Édea, et la distribution ne se limite pas aux villes les plus importantes. Par contre dans l'ouest, seules les préfectures sont desservies en électricité ainsi que Foumbot. Un réseau général d'interconnexion était prévu entre les diverses villes pour les alimenter au départ de l'importante centrale hydro-électrique d'Édea, dont la production a été récemment renforcée par la retenue de Bamendjing.

Plus inquiétant sans doute est l'approvisionnement en eau. Là aussi les branchements individuels sont rares et les équipements publics ne sont pas suffisants pour pallier leur petit nombre. Les bornes fontaines ne sont pas assez nombreuses, beaucoup tombent en panne et ne sont pas réparées et l'approvisionnement au marigot voisin ou à une source non contrôlée, est de règle pour de trop nombreux citoyens. Au-delà du pittoresque des lavandières ou des enfants qui s'ébrouent dans l'eau, il n'est pas difficile d'imaginer ce que cette rareté de l'eau représente de fatigue pour les femmes et de risques sanitaires pour l'ensemble de la population. La province de l'Ouest est particulièrement en retard de ce point de vue. À Dschang par exemple, où l'eau est installée depuis 1957, il existe une vingtaine de bornes fontaines, mais elles sont souvent en panne. « Une seule école primaire sur dix, en 1975, est alimentée, et il n'y a que 263 abonnés dans la ville » ⁽¹⁾. À Nkongsamba, la situation n'est pas meilleure puisqu'il n'existe que 49 bornes fontaines dont 10 sont en mauvais état ⁽²⁾.

Ce qui est en cause en ce domaine est moins la rareté proprement dite de l'eau que sa qualité.

(1) P. NGWEPE, 1976, p. 112.

(2) D. TCHAMGME, 1979.

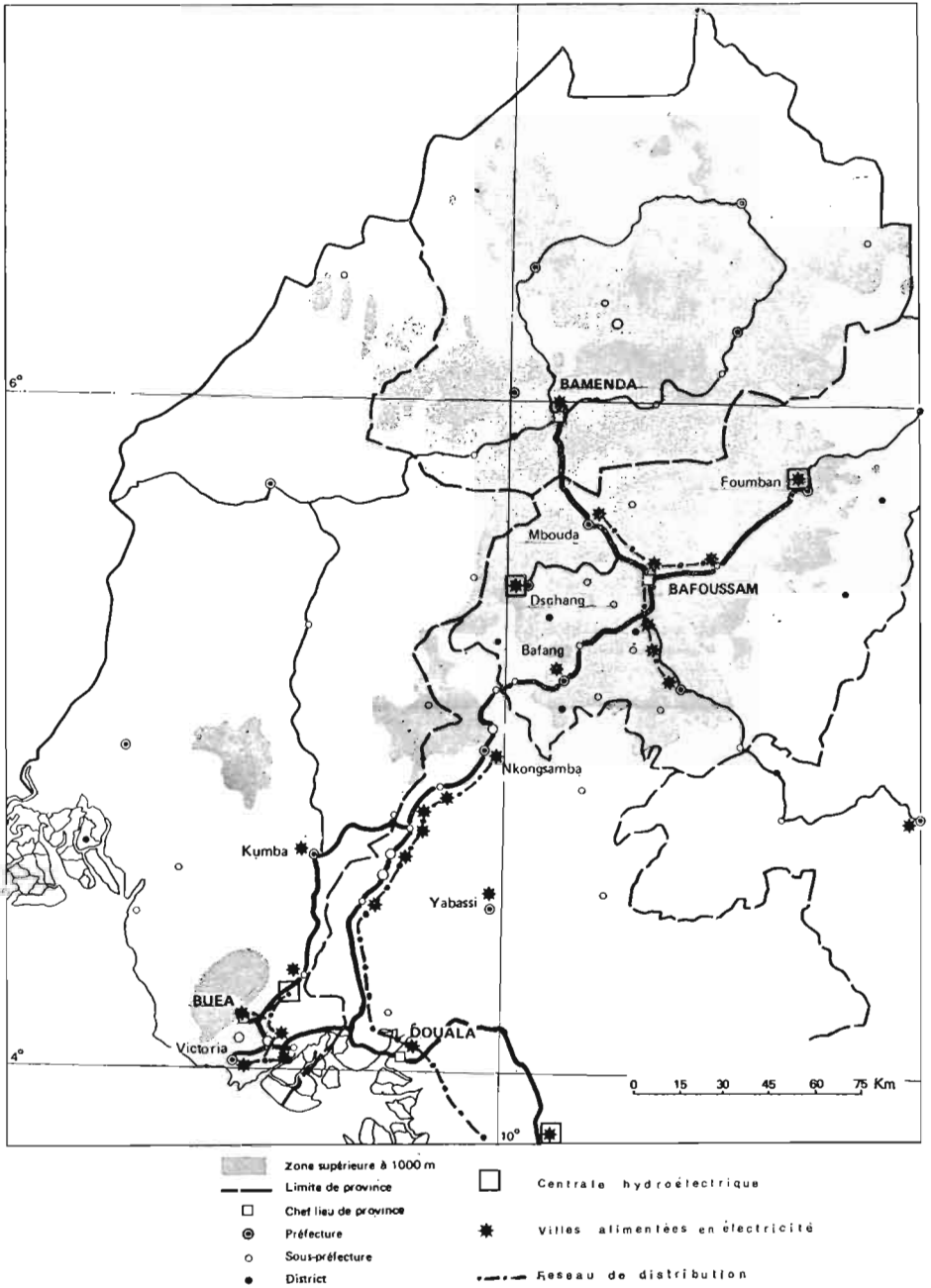


FIG. 71. Électricité.

La situation paraît meilleure dans les provinces anglophones où sous l'impulsion du Community Development de nombreuses adductions d'eau ont été réalisées, même dans des villages, par l'investissement humain.

Tableau n° 33

RÉPARTITION DES HABITATIONS SELON LE MODE
D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

	N.W. URB.	OUEST URB.	S.W. URB.	YAOUNDÉ	DOUALA	LITTOR. URB.
Eau courante	10,7 %	5,6 %	5,9 %	23,4 %	11,4 %	8,9 %
Borne fontaine	57,4	38,5	67,8	56,1	64,7	57,6
Source	18,4	39,4	10,3	8,2	3,1	15,1
Rivière ou marigot	9,3	10,9	7,3	0,4	1,0	2,5

Source : R.G.P.H. 1976, tableau n° 30, 1, 2, 3.

Même lorsqu'elles ont un branchement individuel dans leur habitation, de nombreuses familles restreignent leur consommation d'eau personnelle dont le prix est assez élevé (70 F le m³ à Douala en 1972) et vont s'approvisionner également aux bornes fontaines dont la consommation est payée par la ville.

La situation de Douala vis à vis de l'eau pose de sérieux problèmes : outre ceux d'approvisionnement, la difficulté de l'évacuation des eaux pluviales et l'absence de réseau d'égoûts créent des risques permanents d'inondation dans certaines zones ou d'épidémie dans l'ensemble des quartiers populaires de la ville ⁽¹⁾. À quoi il faut ajouter la pollution industrielle qui se développe au gré d'investissements capitalistes peu soucieux de la protection de l'environnement ⁽²⁾.

Autre problème mal résolu dans les villes camerounaises, celui du ramassage des ordures ménagères : il est assuré, et souvent de façon fort médiocre, par les municipalités. À Yaoundé et Douala, les quartiers centraux bénéficient d'une collecte quotidienne des poubelles individuelles ⁽³⁾. Dans les autres villes et dans les autres quartiers des deux métropoles, le

(1) À Douala par exemple, une étude a été conduite sur les enfants du jardin de Nkololoun ; celui-ci recrute dans les trois quartiers de Nylon, Kassalafam et Nkololoun (environ 50 000 personnes) qui ne sont desservis que par trois bornes fontaines. De nombreux habitants ont donc creusé des puits dans leur concession ; la nappe phréatique n'est pas loin... mais les latrines également sont proches et l'eau est polluée. Les analyses de selles ont montré que la moitié des enfants hébergeaient des parasites intestinaux (*Trichocyphaes*, *Ascaris*, *Ankylostomes*) (NGALLE EDIMO, 1974).

(2) Voir à ce sujet le mémoire de DES de P. MBASSI ELONG, 1972.

(3) À Douala l'ampleur du problème des ordures a conduit la municipalité à confier le ramassage à une société privée, l'HYSCAM (*Hygiène et Salubrité du Cameroun*).



26. Dans les « quartiers », une voirie souvent très médiocre.

27. Maison en carabottes, largement répandue dans le Sud Ouest, le Mungo et à Douala.

ramassage est plus épisodique et consiste à relever les grands conteneurs ou plus simplement à enlever les tas d'ordures qui s'accumulent en un certain nombre de points. Les animaux domestiques, volailles et parfois porcs, éparpillent ces ordures, et il n'est pas rare que des enfants jouent à proximité dans les conditions d'hygiène que l'on imagine.

L'effort des municipalités

Le statut des municipalités est ambigu : elles ont un conseil municipal élu, mais un maire qui le plus souvent est désigné par le gouvernement ; c'est le moyen pense-t-on, de mettre à leur tête des hommes compétents et intègres. Dans les trois plus grandes villes Douala, Yaoundé et Nkongsamba, érigées depuis longtemps en communes, coexistent un maire-président du conseil municipal et un délégué du gouvernement qui a en fait, l'essentiel des pouvoirs et gère la commune comme le préfet son département. Reconnaissons cependant qu'à Douala notamment, ce nouveau système a donné des résultats utiles sur le plan de l'urbanisme, par le lancement de grands programmes de travaux publics, après que les finances locales eussent été assainies. Il manque sans doute encore une délégation plus grande de pouvoirs pour qu'une série de travaux sur le plan de l'urbanisme puissent être décidés sur le plan local et non à Yaoundé, mais on touche là au problème général de la vie politique camerounaise et à la crainte farouche qu'éprouvent les dirigeants vis à vis de tous les autonomismes possibles.

Le manque de moyens financiers est une des raisons essentielles de la difficulté de l'action municipale : en 1976/77 par exemple, le budget de la commune de plein exercice de Bafoussam n'était que de 312 millions de F CFA pour une population de 80 à 100 000 personnes ⁽¹⁾.

Elles ont aussi peu de moyens techniques et très peu de cadres compétents. Les Plans d'urbanisme qui devraient être un outil précieux sont rares et souvent anciens. Douala n'avait en 1976 qu'un plan établi en 1959. Des plans sommaires existent pour les centres secondaires. Dans l'Ouest, les villes-préfectures ont fait l'objet de plans directeurs établis vers 1963, mais ils n'ont pas été remis à jour depuis et n'ont pas été traduits par des projets détaillés.

Les communes ont été réformées par une loi du 5 décembre 1974 qui étend le système communal à tout le Cameroun et il était envisagé en 1975, de créer des communes urbaines dans l'ex-État anglophone, notamment à Victoria, Kumba et Bamenda.

(1) L'ensemble des recettes des communes du Cameroun est passé entre 1964/65 et 1971/72 de 3 620 millions de F CFA à 4 481 millions soit une augmentation inférieure à 24 % en francs courants en sept ans. Les dépenses se ventilant à peu près ainsi : la moitié des budgets communaux sert à payer des salaires, un peu plus du quart est utilisé pour le fonctionnement des communes et un peu moins du quart pour les investissements.

Un autre aspect de l'absence de politique urbaine est illustré par l'éparpillement des responsabilités entre divers services ou ministères. La Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat du Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et des Domaines n'est qu'un service, somme toute assez modeste disposant de moyens réduits ⁽¹⁾. Il n'existe pas par exemple, de taxe spécifique affectée à l'habitat, les plans cadastraux sont insuffisants et on estime que 15 à 20 % au mieux des transactions sont enregistrées. De même le nombre de permis de construire délivrés est dérisoire par rapport aux constructions réelles ⁽²⁾.

Dans le domaine de l'habitat, les seules interventions sont celles de la S.I.C. (Société Immobilière du Cameroun) organisée à l'origine par une filiale de la Caisse (française) des Dépôts et Consignations ⁽³⁾. Celle-ci est intervenue à peu près uniquement à Douala et à Yaoundé. Dans la capitale, elle a construit quelques grands immeubles et la « cité verte » de 2 000 logements en habitat horizontal ; ils sont assez réussis sur le plan architectural, mais les loyers demandés en réservent pratiquement l'accès aux classes moyennes. Aucune réponse ne paraît pouvoir être donnée pour l'instant à la question de l'habitat du plus grand nombre.

Au demeurant on peut se demander si les efforts publics en matière d'urbanisme n'ont pas été orientés à l'excès vers le logement au détriment de l'urbanisme proprement dit. Autrement dit, n'eût-il pas été préférable, devant la pénurie des crédits publics, de les consacrer à l'organisation générale des quartiers, aux équipements collectifs, bref à l'environnement plutôt qu'à l'habitat lui-même ? il eût fallu aussi, pour cela, que cet effort précède l'urbanisation, qu'il tende à créer la trame générale des quartiers quitte à moduler cet effort dans le temps, mais en prévoyant tout de suite l'organisation générale. Beaucoup de temps a été perdu, mais le rythme d'accroissement des villes est tel qu'il est de plus en plus indispensable de prévoir un peu mieux l'avenir et d'améliorer l'accueil et le cadre de vie des citadins.

Tout espoir n'est cependant pas perdu face à ces problèmes de l'habitat du plus grand nombre pour peu que surgisse à un moment donné une volonté collective de prise en charge de l'urbanisme. C'est le cas par exemple, au quartier Nylon à Douala, qui au delà de New Bell, dans des zones d'appropriation coutumière et hors du périmètre urbain officiel a vu s'installer, ces dernières années, de nombreux « étrangers », Bamiléké principalement :

« C'est à eux que l'on doit, selon toute apparence, l'indéniable vigueur d'une animation communautaire qui pallie, dans une certaine mesure,

(1) Notons cependant que le remaniement ministériel du 8 novembre 1979 a été l'occasion de créer un Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat qui devait prendre en compte ces problèmes et donner une impulsion nouvelle à l'administration en ce domaine.

(2) Pour l'année 1976/77, dans la province de l'Ouest, 41 permis de construire ont été demandés pour la ville de Bafoussam, 27 pour Dschang, 17 pour Foumbam, 8 pour Mbouda, 3 pour Bafang et 2 pour Bangangté. En 1974 on n'avait délivré que 94 permis à Yaoundé et 67 à Douala.

(3) Créée en 1952, la S.I.C. est devenue société d'économie mixte en 1971 et l'État Camerounais y est majoritaire. En 18 ans d'activité, la S.I.C. a réalisé 2 833 logements, dont 90 % de standing dit économique, et 1 815 ont été vendus. Elle prévoyait en 1980 la mise en route d'un nouveau programme de 1 421 logements (600 à Yaoundé, 700 à Douala et 120 à Edéa) pour un investissement de 10 milliards de F CFA (Marchés Tropicaux, 18/07/1970).

forçant ici ou là l'admiration, la démission absolue de l'administration en matière d'organisation de l'espace, d'assainissement, d'équipement et d'entretien... Cette animation fait appel aussi bien à l'investissement humain (travail le dimanche), qu'à la cotisation en espèces pour le financement de tel projet précis, parfois à une combinaison des deux systèmes de contribution. Elle se traduit, sur le strict plan des équipements par l'aménagement de collecteurs de drainage, de rues carrossables et de caniveaux, par la construction de marchés abrités, de ponts en bois (exceptionnellement en béton), ou par l'amenée d'une ligne électrique » ⁽¹⁾.

Cette difficulté qu'ont les pouvoirs publics à assumer l'équipement et le fonctionnement des villes s'accroît évidemment avec la taille des agglomérations. La situation est moins mauvaise dans les centres moyens ou modestes, qui souffrent d'ailleurs plutôt du défaut inverse d'avoir été conçus avec un cadre trop large par rapport à leur volume actuel. Cela se manifeste surtout par la voirie (allées triomphales à double voie menant aux bâtiments administratifs), mais aussi par une répartition en quartiers qui donnent de ces petits centres l'impression qu'ils flottent dans un habit trop large. On retrouve cependant, quelle que soit leur taille, quelques traits communs notamment dans la répartition fonctionnelle et l'organisation des quartiers.

(1) P. HAERINGER, 1973, p. 493.

Voir aussi dans le même numéro des Cahiers d'Études Africaines : M. VERNIÈRE, p. 604.

CHAPITRE XIII




MORPHOLOGIE URBAINE

Les villes de l'ouest présentent des visages divers selon leur situation géographique, sur les plateaux, en zone forestière ou parmi les grandes plantations. Diversité qui est également liée à l'origine de ces villes : cités pré-coloniales, fondation française, anglaise ou camerounaise (c'est à dire postérieure à l'indépendance). Diversité encore selon le volume de la population urbaine. Autant de caractéristiques dont on peut dégager les grands traits à partir de photographies aériennes prises en 1973 et 1974. Une dizaine d'exemples ont été choisis :

- deux cités pré-coloniales : Wum et Foumban
- deux villes ou bourgs de plantation : Tiko et Penja
- deux vieilles villes coloniales, « anglaise » et « française » : Kumba et Nkongsamba
- deux centres administratifs modestes : une préfecture (Bangangté) et une sous-préfecture (Bansoa)
- deux capitales provinciales : Bafoussam et Bamenda.

Dix villes de l'ouest camerounais

Légende commune aux figures des pages suivantes

A Bâtiments administratifs	Ⓜ Hôpital
Bq Banque	M Mairie
C.o Commerces	SP Sous-Préfecture
Cell Collège	 Gare et voie ferrée
Eo École	x Marché
Gd Gendarmerie	 Bureau de poste
⊞ Dispensaire	 Église

Les photographies aériennes qui suivent ont été prises par l'I.G.N. (Institut Géographique National), la plupart pour le Recensement Général de la Population et de l'Habitat réalisé en 1976.

A partir de ces quelques exemples, on peut essayer de dégager quelques traits caractéristiques de la structure urbaine.

Les centres des villes

Les villes de l'ouest ont-elles un ou plusieurs centres ? Un point et une aire en sont les symboles.

Le point c'est le mât élevé destiné à monter les couleurs : quelques marches bétonnées ne suffisent pas à lui donner l'aspect monumental que mériterait l'importance qu'il revêt à maintes occasions. Il est en effet l'élément caractéristique de tous les centres administratifs, au milieu de la « Place de l'Indépendance » et à l'extrémité d'une large « avenue Ahmadou Ahidjo » à double voie. Cette Place est le plus souvent au sommet d'une colline et les bâtiments administratifs, préfecture grandiose ou sous préfecture modeste en forment le cadre bâti, complété souvent par les autres édifices officiels abritant les services locaux des différents ministères. Tous ces services publics, y compris la mairie, constituent un quartier bien individualisé où l'on trouve aussi les habitations des fonctionnaires les plus importants. Cette place de l'Indépendance est le lieu de rassemblement de toute la population urbaine dans les grandes occasions de fêtes nationales ou lors du passage d'un membre du gouvernement.

L'aire, c'est le marché, qui occupe une superficie assez vaste mais souvent insuffisante pour contenir l'ensemble des personnes qui le fréquentent certains jours de la semaine. Le grouillement des personnes cache mal une grande pauvreté du bâti : à quelques exceptions près, comme le nouveau marché de Bamenda, c'est un univers de tôles rouillées et de murs médiocres, posés sur un sol de terre qui se transforme en cloaque à la saison des pluies, particulièrement sur l'espace contigu réservé aux gares routières.

A Kumba comme à Bamenda il y a quelques années, le marché est au cœur de la ville, et celle-ci est ceinturée par une sorte de rocade. On constate, en 1978, une sorte de dépérissement de cette partie centrale qui paraît en voie de taudification : l'entassement s'accroît, les maisons se dégradent, la voirie est incertaine. Pendant ce temps les constructions neuves, les commerces, les banques, les services administratifs s'installent à l'extérieur de cette rocade. Il paraît urgent là de promouvoir une reconquête de ces centres si l'on ne veut pas voir se créer des zones d'habitat très précaire, au cœur même de la ville.

À proximité du marché en général, et assurant la liaison entre lui et le quartier administratif, une rue le plus souvent, quelquefois deux, constituent un quartier commercial très actif, avec cependant quelques nuances. À Nkongsamba par exemple, le contraste est évident entre le caractère un peu morne de la rue principale — rue du Commerce — bordée de magasins des grandes sociétés commerciales étrangères, fermés ou à activité réduite,

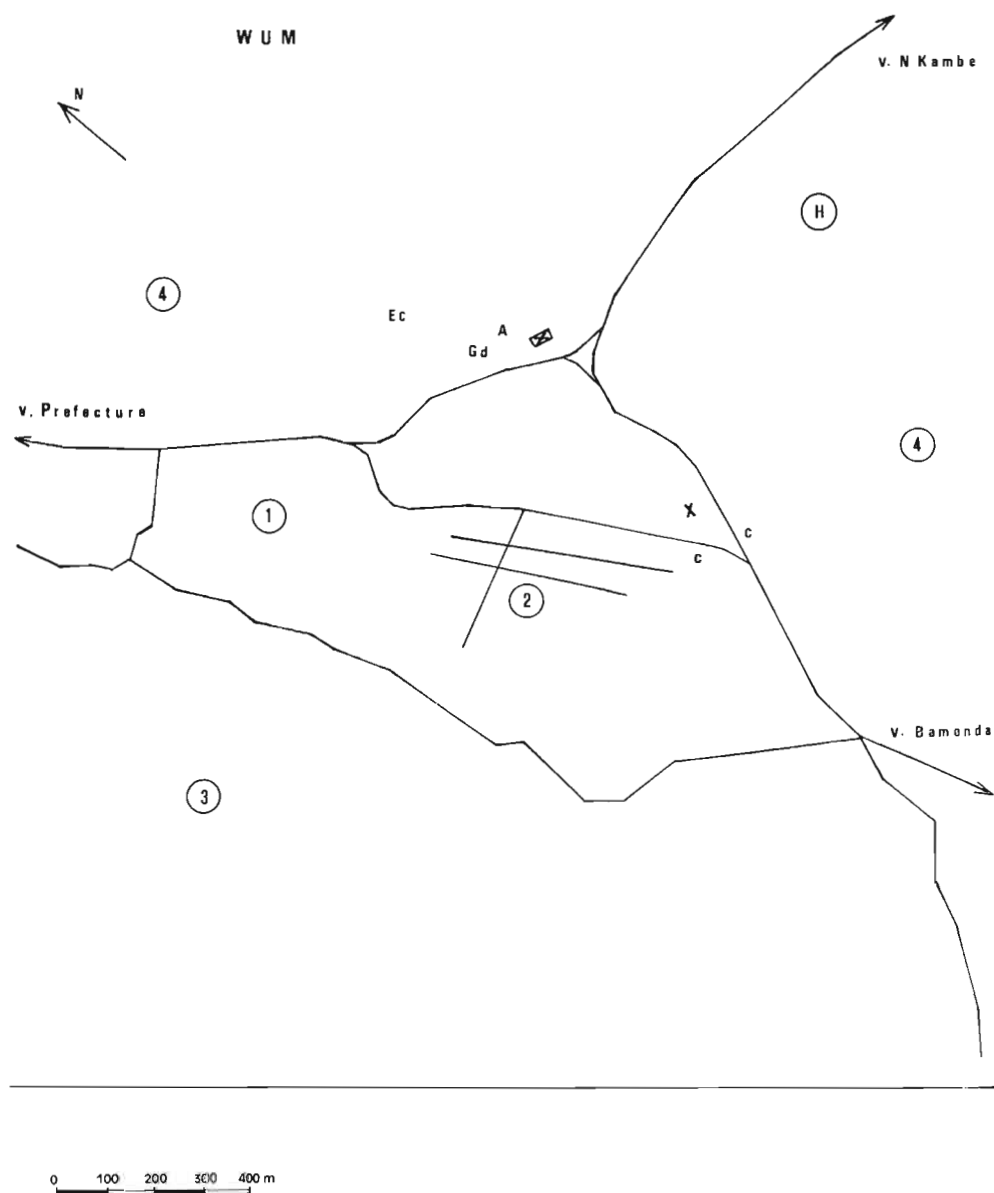
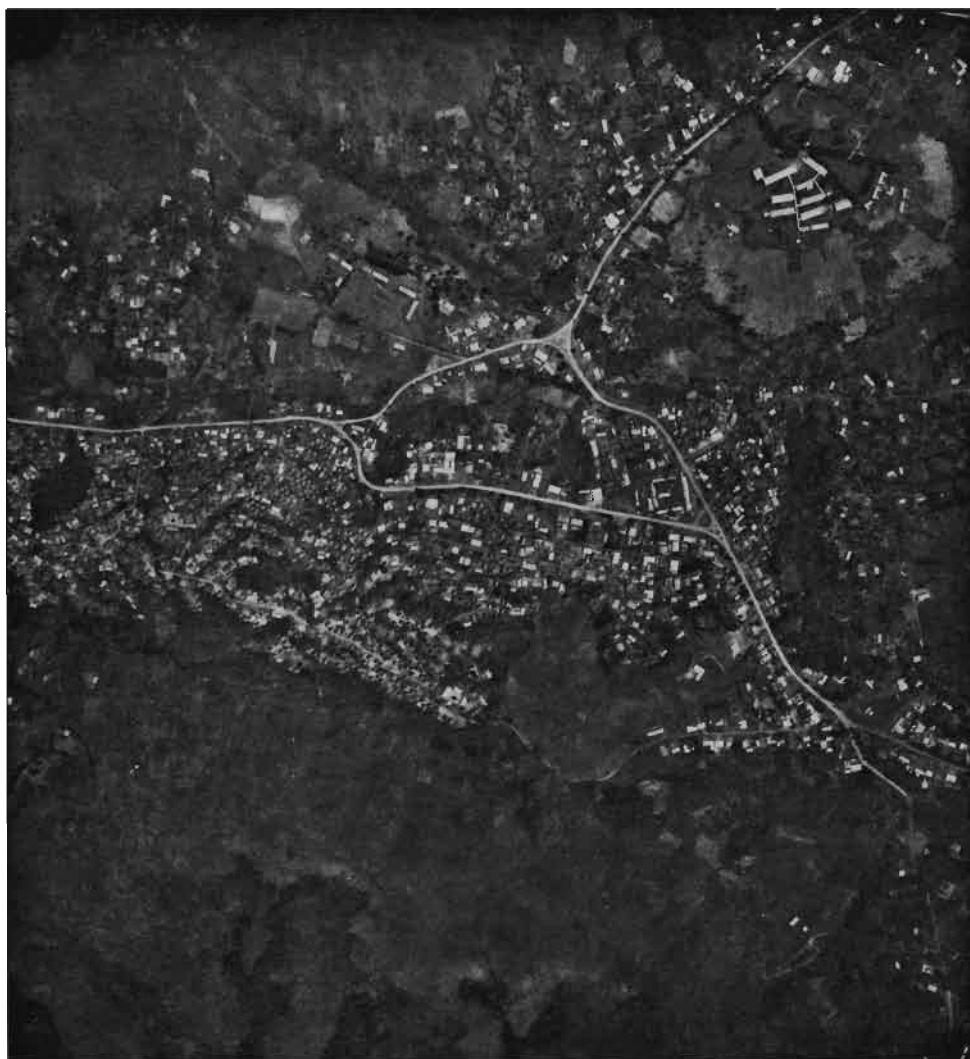


FIG. 72. *Wum.*

- 1. Chefferie des Aghem
- 2. Quartiers récents

- 3. Cultures vivrières
- 4. Fermes et zones de bocage.



73 CAM 77/80 cl. 5.

28. **WUM.** Situation originale de ce centre administratif accolé à une vieille chefferie précoloniale : plusieurs milliers d'Aghem avaient constitué une grosse agglomération rurale faite de multiples maisons carrées à toit de chaume ; quelques maisons tôlées sont apparues depuis une dizaine d'années. Les services administratifs (dont la Préfecture) sont installés très à l'écart, à trois kilomètres vers le N.W. Des quartiers nouveaux se sont développés autour du marché, mais l'habitat y reste peu concentré. Les équipements modernes (hôpital, poste, gendarmerie) se sont installés aux marges orientales de la ville. Contraste entre les zones d'open fields cultivées au S.W. par les habitants de la chefferie et le paysage bocager des périphéries S. et N.E. 15 000 hab. en 1976, mais le niveau d'équipement n'est pas en rapport avec une population restée essentiellement rurale.

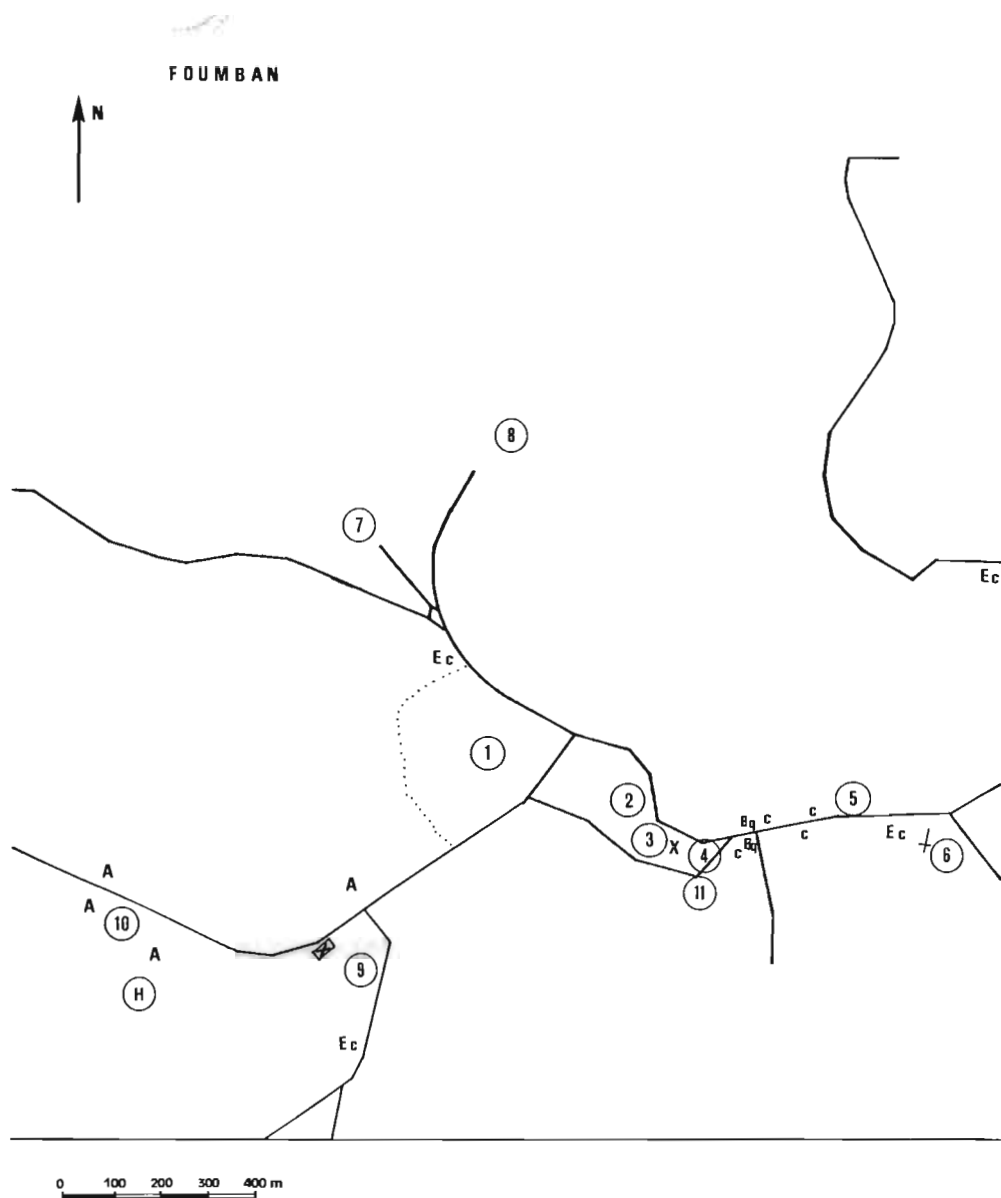


FIG. 73. *Fouban.*

- | | |
|-----------------------|------------------------|
| 1. Palais du Sultan | 7. Chefferie de Njinka |
| 2. Mosquées | 8. Lycée |
| 3. Marché | 9. Stade |
| 4. Gare routière | 10. Préfecture |
| 5. Hôtel | 11. Cinéma |
| 6. Mission Catholique | |



73 CAM 74/80 cl. 16

29. **FOUMBAN.** *Ville précoloniale organisée autour du palais du souverain. Le sultan et sa cour occupent un vaste terrain, avec de nombreux champs. En face du palais vaste place ombragée bordée par la mosquée des femmes, celle des hommes et le marché. Au delà de celui-ci, gare routière et rue commerçante s'arrêtant à la concession de la mission catholique. La chefferie de Njinka, comme neuf autres dans la ville, commande à la fois un quartier urbain et un groupement en campagne. Fouillis végétal, dispersion des maisons enfouies dans la verdure au milieu de leurs champs. Pas de lotissement, voirie rare et sommaire sur une topographie tourmentée.*

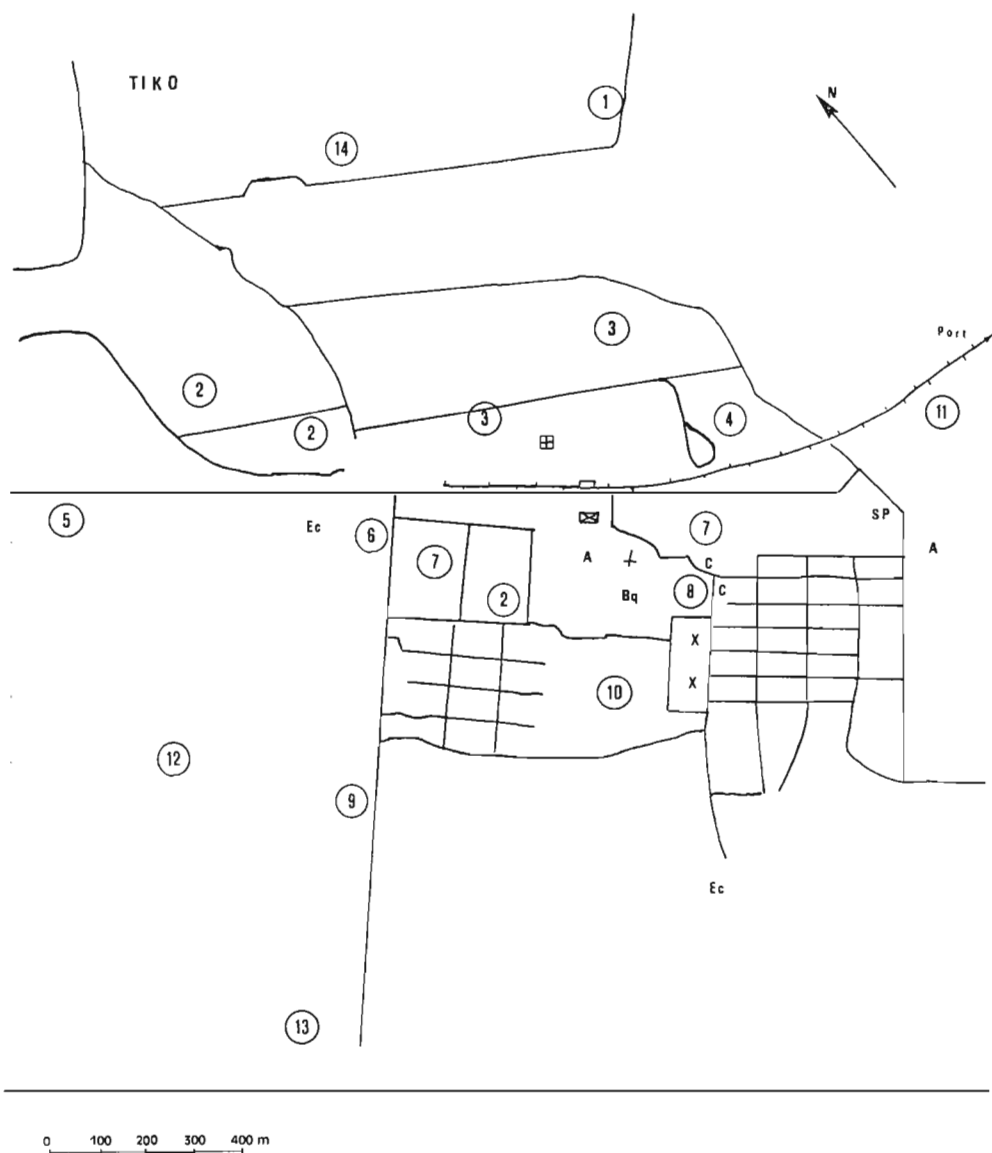


FIG. 74. *Tiko*.

- | | |
|--------------------------------|------------------------|
| 1. Logements de cadres C.D.C. | 8. Gare routière |
| 2. Camp de travailleurs C.D.C. | 9. Magasin C.D.C. |
| 3. Usine à latex C.D.C. | 10. Pâturage à bœufs |
| 4. Réservoirs d'hydrocarbures | 11. Port de pêche |
| 5. Savonnerie | 12. Cultures vivrières |
| 6. Tennis | 13. Plantation |
| 7. Football | 14. Tennis. Club |



74 CAM 105/80 cl. 3

30. **TIKO.** Ville de plantation et ville industrielle. La C.D.C. imprime sa marque au paysage urbain : vaste usine de latex, entrepôts, magasins ; le personnel est logé selon sa catégorie : cadres, employés, manœuvres. Au S. de l'agglomération, « native town » séparée des quartiers C.D.C. par le centre commercial, qui comprend marché, gare routière, stations services, boutiques et banque. Les maisons sont contiguës, le plan moins bien ordonné. Habitat spontané sur la marge sud de la ville. Le port maritime (à peu près abandonné aujourd'hui) est relié aux installations de la CDC par une voie ferrée étroite. À l'ouest, « chop farms » des travailleurs de la CDC et plantation de palmiers.

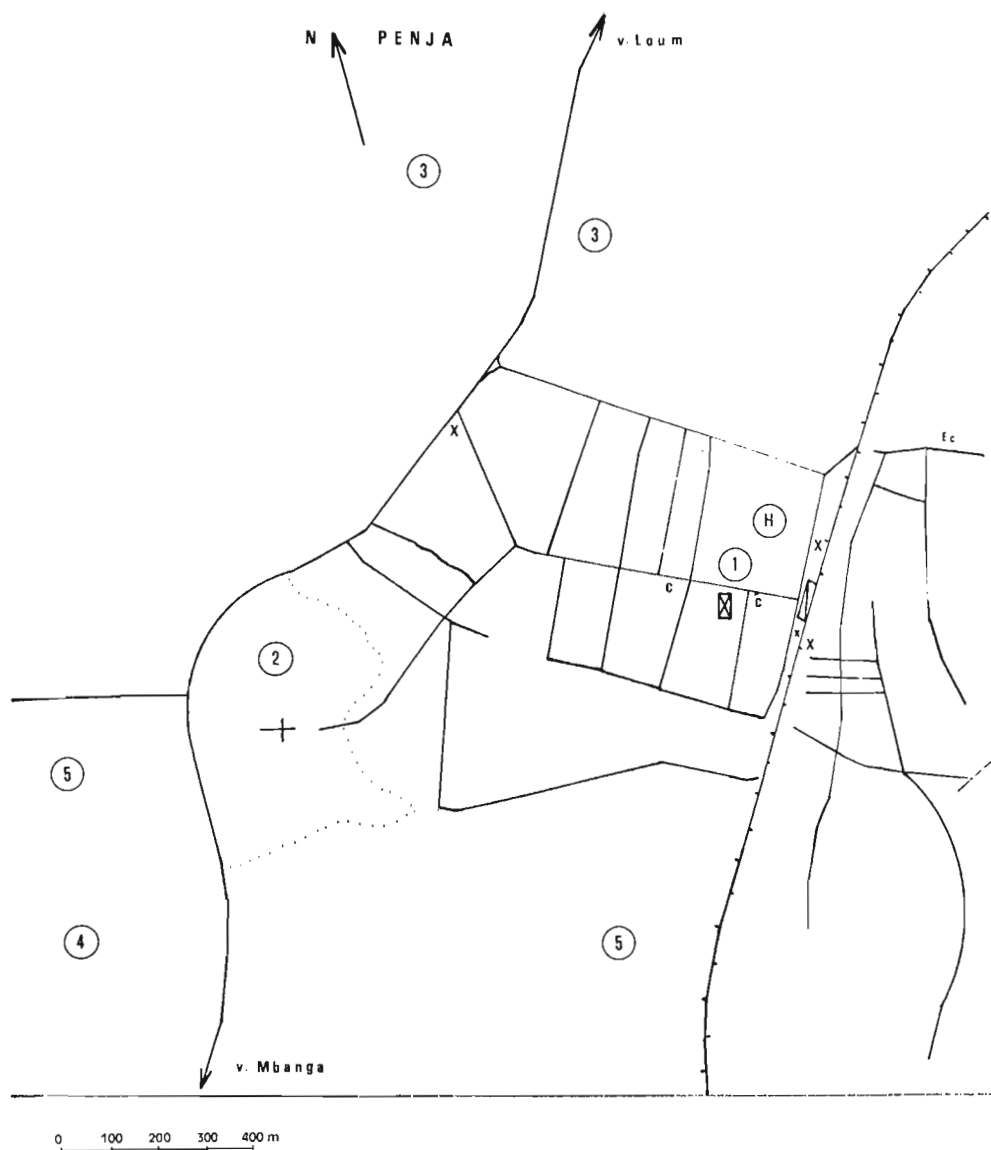


FIG. 75. *Penja*.

1. O.C.B. (Organisation camerounaise de la banane).
2. Mission Catholique.
3. Plantations de bananiers.
4. Plantation d'ananas.
5. Direction de plantation.



74 CAM 110/80 cl. 2

31. **PENJA.** Bourg de plantation, n'ayant aucune fonction administrative malgré ses 9 000 habitants. Il s'est d'abord développé autour de la gare. Quadrillage régulier à l'ouest, désordre et entassement à l'est. Gare d'expédition des bananes, Penja est aussi le siège de l'O.C.B. qui a en charge la réorganisation de cette culture dans le Mungo central. Important hôpital privé, fondé par les plantations et géré par la fondation Ad Lucem. Mission catholique importante en bordure de l'agglomération et près de la route goudronnée. Des quartiers récents se sont installés entre la voie ferrée et la route Douala-Nkongsamba, mais l'extension est bloquée par les grands domaines des plantations. Parmi celles-ci, plusieurs se sont converties à la culture rémunératrice de l'ananas : dans l'angle SW, plantation de M. Yepcheu, 1^{er} exportateur du Cameroun. Peu de place pour les cultures vivrières qui sont plus à l'est, dans la zone forestière.

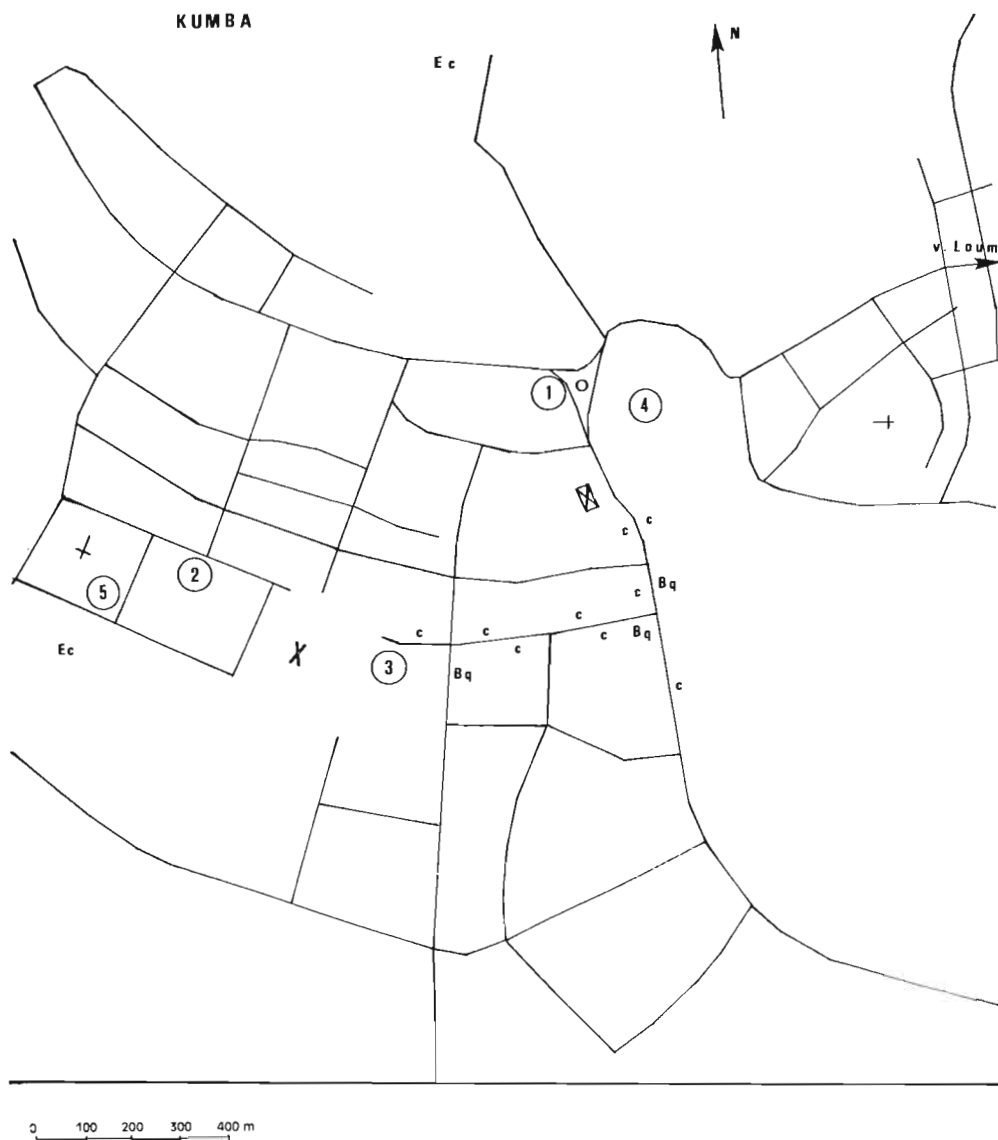
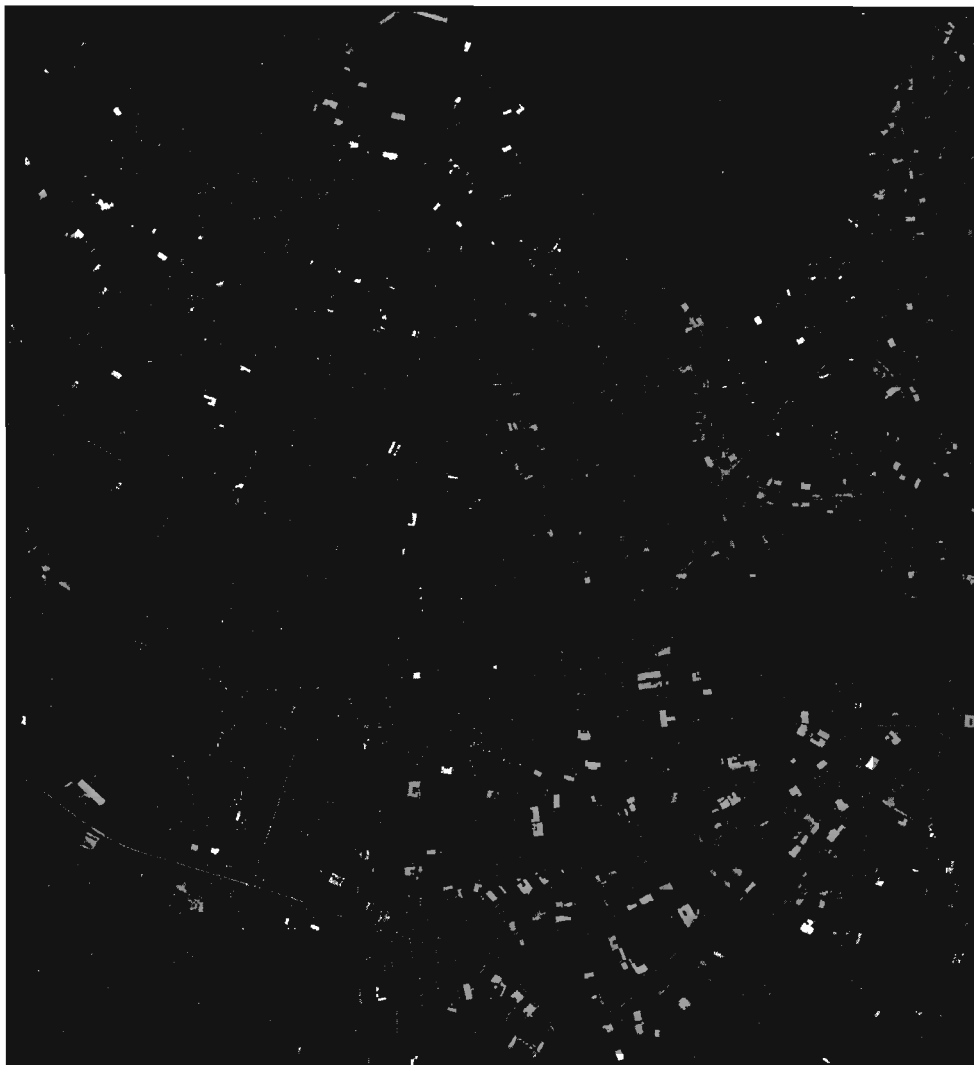


FIG. 76. Kumba.

1. Siège de la KUMBA FEDERATION OF COOPERATIVE.
2. Urban Council.
3. Gare Routière.
4. Stade.
5. Mission Catholique.



74 CAM III/80 cl. 6

32. **KUMBA.** L'une des principales villes de l'ouest (4 000 hab. en 1976). La photographie représente le centre de la ville. L'administration en est quasi-absente (elle s'est installée, à l'époque allemande sur les flancs du Barombi, à 4 km de la ville). Importance du marché, couvert en partie, et de ses abords, gare routière notamment. La vie commerciale s'est organisée autour du marché et le long de l'artère principale N.S. où sont également la coopérative, les banques, la poste. Au S.W. la mission catholique occupe un vaste terrain. Entassement des maisons autour du marché. Quartiers plus récents à l'est. Écoles et habitat moderne se sont installés au delà de la rocade qui fait le tour de la partie ancienne de la ville. Larges espaces non bâtis au cœur même d'une ville qui manque d'un véritable centre.

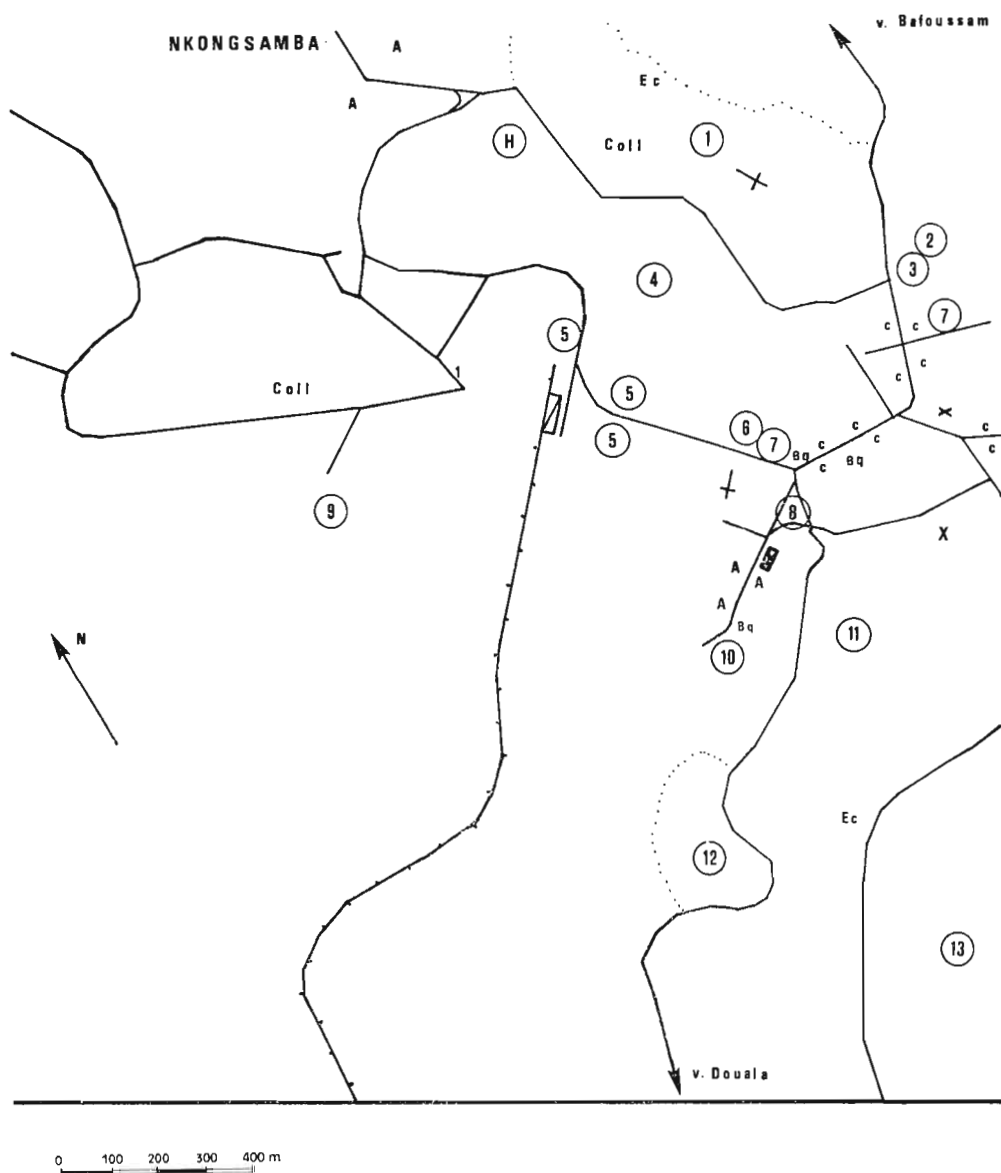


FIG. 77. *Nkongsamba.*

1. Mission Catholique
2. Centrale électrique
3. Usine à café
4. Caserne
5. Entrepôts

6. Cinéma
7. Hôtel
8. Mairie
9. Ferme de la Pastorale

10. Préfecture
11. Maison du Parti
12. Gendarmerie
13. Stade



74 CAM 115/80 cl. 3

33. **NKONGSAMBA.** *Ville ferroviaire. La gare est aux marges de la ville, mais celle-ci s'est constituée en fonction d'elle : l'avenue de la gare est perpendiculaire à la voie ferrée et c'est là que se sont installées les grandes sociétés avec leurs magasins et leurs entrepôts. Elle se poursuit par la « rue du commerce » bordée de boutiques et aboutit au grand marché au delà duquel s'étend un quartier de petits commerces. Parallèle à la voie ferrée, le quartier administratif, aéré et boisé avec les principaux services départementaux et la mairie ; la Préfecture et la résidence du préfet occupent une butte. À 700 m env., au nord, la mission catholique occupe un plateau : évêché et cathédrale, mais aussi collèges, école primaire, imprimerie. Vaste domaine de la Pastorale qui élevait des bovins sur les flancs du Manengouba.*



73/CAM 118/80 cl. 4

34. **BANGANGTÉ.** *La Cendrillon des villes-préfectures de l'Ouest. Illustration de l'urbanisme « collinaire » : une colline pour la préfecture et les services administratifs qui lui sont rattachés, une autre pour le marché et la gare routière, une encore pour l'hôpital ; la mission catholique et la protestante, avec leurs équipements sont également sur les hauteurs, à l'écart de la ville. Un symbole : la voie à deux chaussées séparées, trop large pour être entretenue régulièrement, qui va de la Préfecture à la récente Maison du Parti ; derrière celle-ci, marché aux vivres. Disparition du bocage autour de la ville, mais nombreux champs à la périphérie. Habitat relativement aéré ; la voirie épouse les contraintes de la topographie. (plan p. 377).*



35. **BANGANGTÉ** 1964/65 (I.G.N. NB 32 XI I AB 200 Cl. 05). La comparaison avec le cliché de 1973 montre la densification de l'espace urbain et la disparition de surfaces boisées. On a peine à croire que la population ait pu passer de 10 080 hab. en 1966 à 9 864 en 1976. La population n'a-t-elle pas été sous-évaluée en 1976 ?

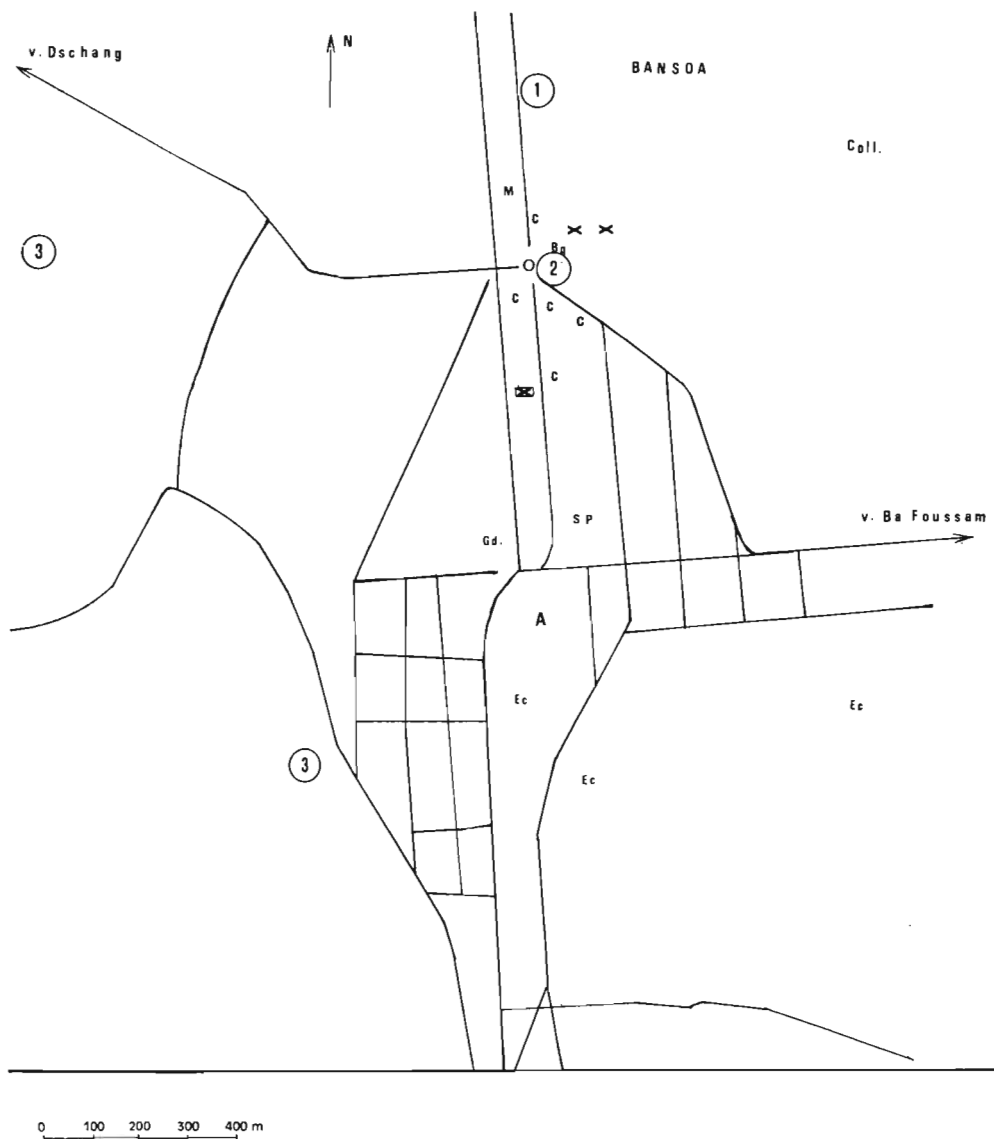


FIG. 78. Bansoa.

1. Avenue principale
 2. Place de l'Indépendance
 3. Raphialeraies
- (voir photos pages suivantes).

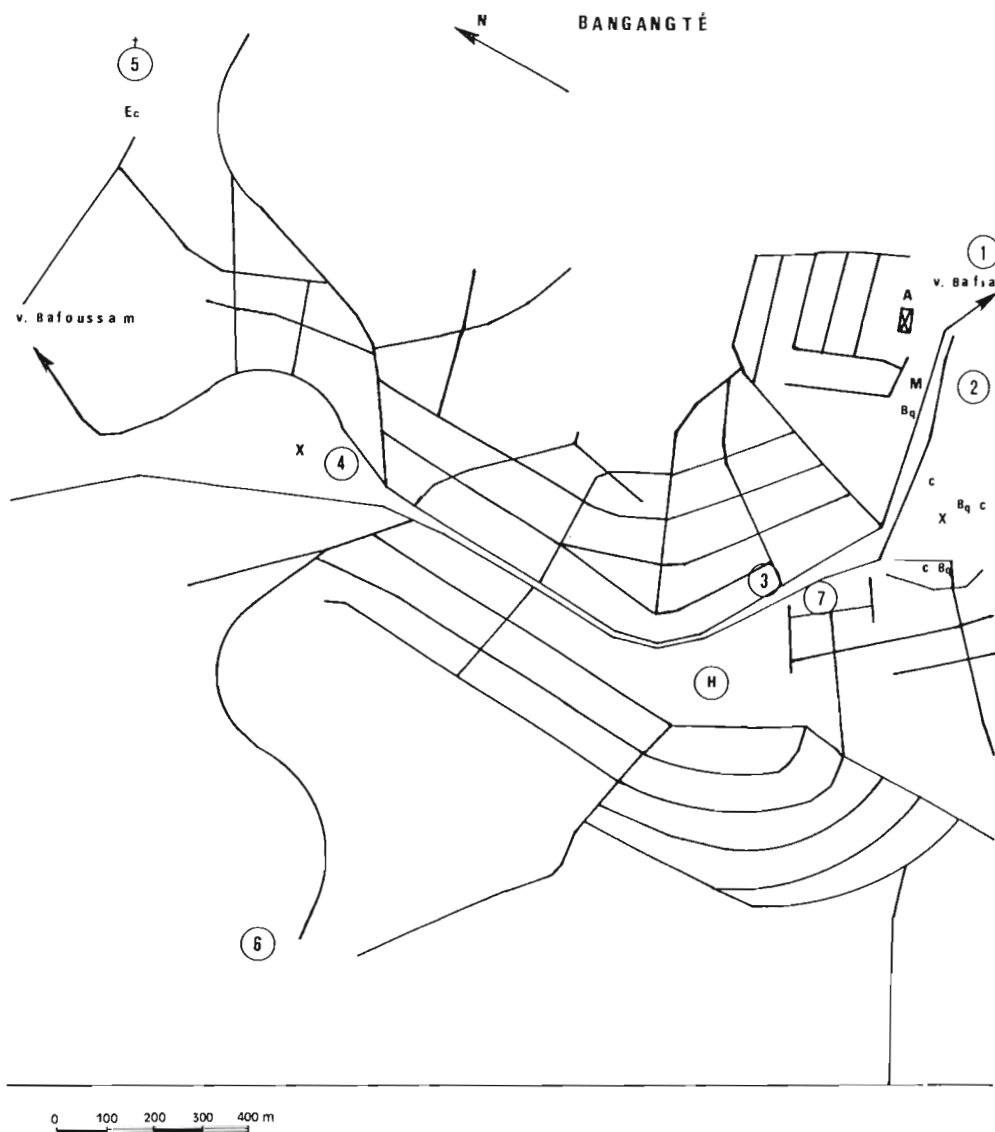


FIG. 79. Bangangté.

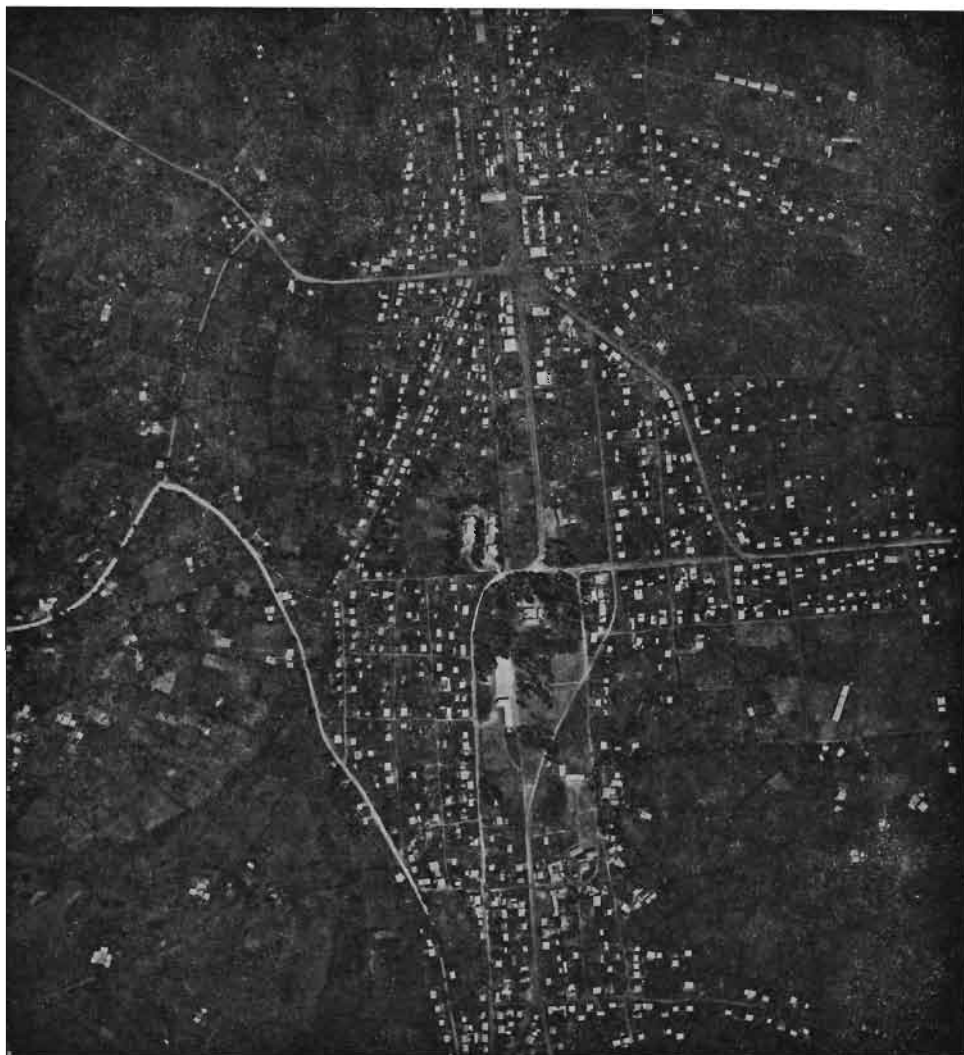
1. Préfecture
2. Cinéma
3. Hôtel
4. Maison du Parti

5. Mission Catholique
6. Mission Protestante
7. Gare routière

(voir photos pages précédentes).



36. **BANSOA** (Penka Michel) (IGN NB 32 XI I C 200 cl. 48 — 1964/65). Près de dix ans séparent ce cliché de celui de la page ci-contre. En 1964/65, Bansoa était un gros regroupement de 3 000 hab. Il avait été créé en 1959 sur l'emplacement d'une ancienne plantation de quinquina. Habitat précaire, entassement des maisons en de nombreux endroits. Plus de quinquina et très peu de caféiers, les « regroupés » utilisant les terrains les plus proches pour leurs cultures vivrières. Trame lâche d'un « centre urbain » aux allures de camp militaire.



73 CAM 123/80 cl. 3

37. **BANSOA.** Bansoa n'a que 3 300 h en 1976, mais s'est organisée comme une petite ville ; les équipements administratifs et commerciaux ont été renforcés : banque périodique, boutiques, collèges, centre de santé développé. La voirie est large (notamment l'avenue à double voie qui mène du marché à la sous-préfecture), l'espace n'est pas mesuré aux habitants. Hors de la ville, nombreuses plantations de caféiers créées récemment, bocage partiellement reconstitué. Le regroupement a disparu mais de nombreuses maisons se sont maintenues au bord de la route. Bansoa représente l'échelon de base de l'équipement urbain c'est un exemple plutôt réussi d'un centre de services pour la campagne.

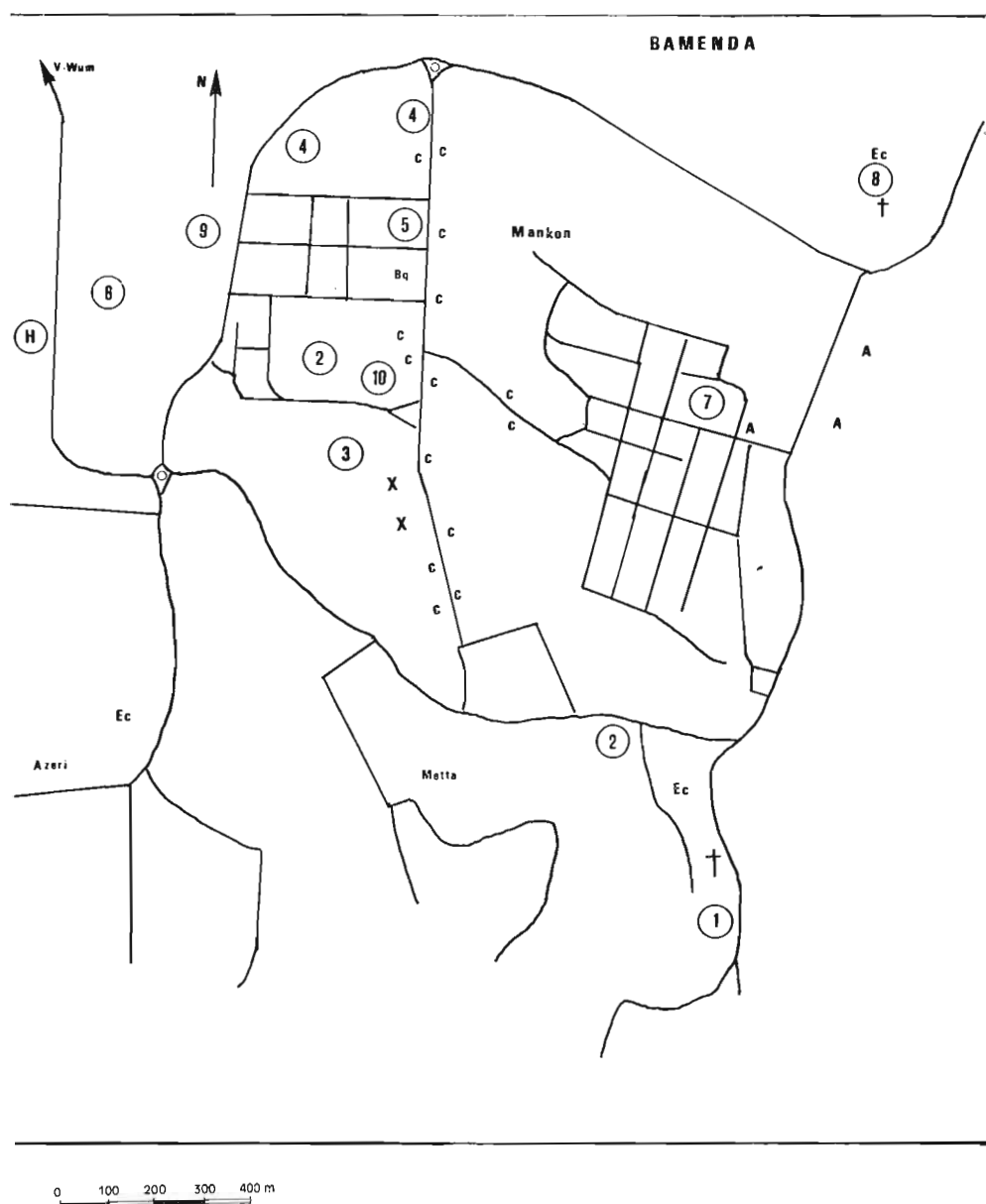


FIG. 80. *Bamenda.*

- | | |
|-----------------------|-----------------------------|
| 1. Mission catholique | 6. Caserne de police |
| 2. Stade | 7. Ancien marché |
| 3. Gare routière | 8. Mission |
| 4. Hôtel | 9. Étang de pisciculture |
| 5. Coopérative | 10. Community Hall et Musée |



73 CAM 78/80 cl. 11

38. **BAMENDA.** Le cliché représente Mankon, la ville basse ; la « station » administrative se trouve à l'est et près de 300 m plus haut. Mankon s'est organisée autour du vieux marché et du Council, mais l'espace était trop mesuré et l'un et l'autre se sont installés ailleurs. Le vieux centre se taudifie (maisons délabrées, toits rouillés, voirie très médiocre). La vie active s'est développée à l'ouest, avec une large artère bordée de commerces et surtout un vaste marché neuf : boutiques sous le marché couvert, vente de vivres juste au sud, gare routière au nord. Un lotissement récent s'est étendu à proximité. L'accroissement actuel se fait en dehors de la rocade (hôpital, camp de police), principalement sur la route de Wum et, hors photo, sur celle de Ndop. Importance des missions. La restructuration du centre devrait être une opération prioritaire.

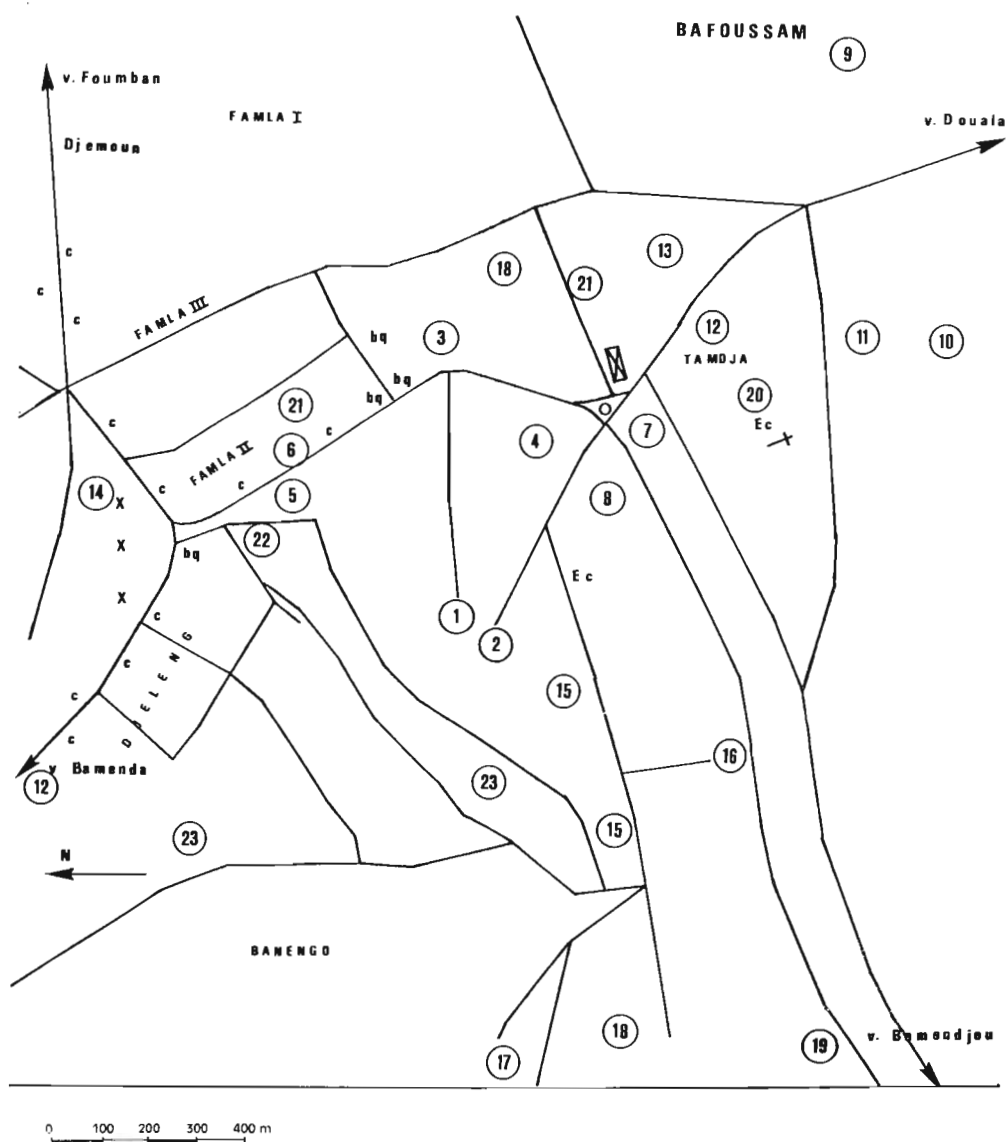


FIG. 81. Bafoussam.

- | | | |
|--------------------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| 1. Province, Préfecture | 8. Tourisme, Musée | 16. Coopérative |
| 2. Résidence du Gouverneur | 9. Chefferie de Bafoussam | 17. Prison |
| 3. Palais de justice | 10. Lycée | 18. Gendarmerie |
| 4. Mairie | 11. Stade | 19. Centre de collecte de peaux |
| 5. UCCAO : siège social | 12. Cinéma | 20. Mission Catholique |
| 6. Chambre de commerce | 13. Clinique | 21. Hôtel |
| 7. Services Provinciaux des Finances | 14. Gare routière | 22. Maison du Parti |
| | 15. Collège | 23. Jardins |



73 CAM 120/80 cl. 11

39. **BAFOUSSAM.** Ville champignon, dont on voit ici les deux éléments structurants essentiels : le centre administratif, à la voirie large et ombragée, avec les principaux services provinciaux, sur une colline ; et le marché, triangulaire, qui déborde largement de ses limites initiales. Entre les deux, bâtiments administratifs, commerces, banques, hôtels. Au S.E., la chefferie de Bafoussam demeure intacte au milieu de son bois sacré et de ses plantations de café. Activité industrielle le long de la route de Bamendjou. Importance des établissements scolaires. Des quartiers bien lotis et anciens : Famla, Djeleng. Anarchie des quartiers récents (Banengo), entassement résultant des regroupements. Répartition fonctionnelle des quartiers, mais imbrication, à part sur la colline « provinciale » des équipements administratifs et des services. Difficultés pour reprendre en une trame de voirie cohérente des quartiers comme Banengo.



40. **BAFOUSSAM.** *Le cliché ci-dessus (CDP 1325), de novembre 1952 montre les progrès de l'urbanisation en vingt ans (la ville avait alors environ 7 000 hab).*

et l'animation fébrile qui règne dans son prolongement vers les quartiers, où toutes les boutiques sont camerounaises.

Villes « anglaises » et villes « françaises »

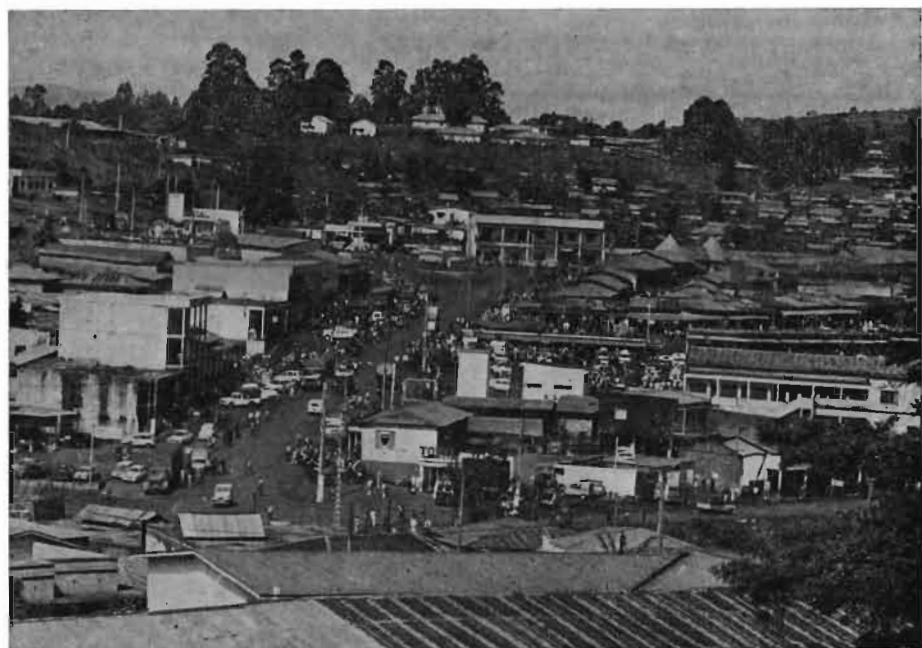
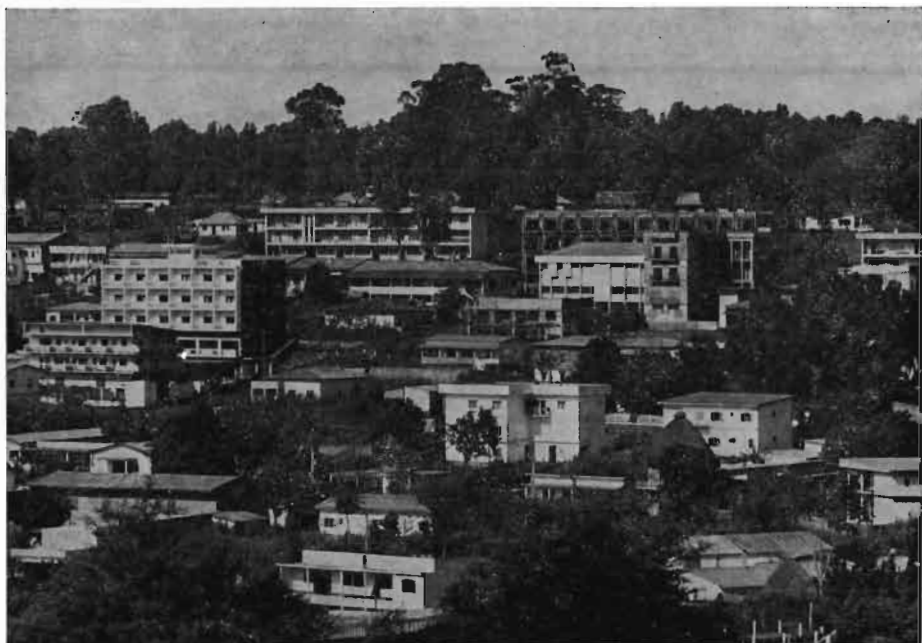
Les villes de l'ouest portent également la marque de leur origine coloniale, et la structure est différente selon qu'elles ont été fondées par les britanniques ou par les français.

Dans les centres de tradition anglaise (cf. schéma ci-dessous), les principaux services administratifs se sont installés, souvent, assez loin de l'agglomération proprement dite. L'exemple le plus spectaculaire est celui de Bamenda où la « station », à la suite du fort allemand, a pris possession du rebord trachytique qui domine de plus de 200 mètres la ville proprement dite. À Kumba, la station est installée sur les flancs du volcan qui porte le lac Barombi. À Victoria c'est dans le parc de Botanical Garden que s'isolait le quartier administratif. Même à Kumbo, érigée en préfecture après l'Indépendance, l'administration s'est installée à Tobin, nettement à l'écart de la ville elle-même. Buea enfin, l'ancienne capitale du Kamerun, puis de l'État du Cameroun Occidental, offre un bel exemple de répartition sociale des quartiers en fonction de l'altitude.

« La station vit au rythme de ses fonctionnaires installés selon leur position hiérarchique dans la vieille Station pour les plus importants, dans les lotissements ou les chalets de Mountain Hotel pour les cadres supérieurs africains ou expatriés, au quartier des « Juniors Service » pour les employés de bureau déjà anciens, dans des camps pour les policiers, les gardiens et les gendarmes. L'ensemble de ces quartiers s'étend entre 1 020 m et 830 m. d'altitude et on note une répartition des fonctionnaires selon cette altitude qui est en gros à l'image de la pyramide des fonctions administratives. Cette stratification sociale est symbolisée par l'existence de trois clubs, l'un pour les « Seniors Service », le deuxième pour les « Juniors Service », le dernier pour les policiers » (1).

Une autre caractéristique propre aux villes anglophones est l'existence à leur périphérie de « Fuel plantations », appartenant aux Councils et dont le but est de fournir du bois de chauffe aux citadins. C'est une forêt plantée d'eucalyptus, avec parfois des pins, qui est divisée en 7 ou 8 soles : l'une d'entre elles est coupée à blanc chaque année et le bois est vendu par le Council aux habitants de la ville. Dans la province de l'Ouest, les services des Eaux et Forêts se chargent également, mais moins systématiquement, de mettre à la disposition des habitants le bois coupé dans les réserves forestières de Mélap, près de Foumban, et de Baleng, près de Bafoussam.

(1) G. COURADE, 1972, p. 487.



41. Famla, un des quartiers anciens, où l'on construit maintenant en hauteur.

42. Le marché et le centre commercial.

Dans les villes de tradition française, la séparation des quartiers est moins nette. Certes on retrouve toujours un quartier administratif bien individualisé, mais il est généralement proche du centre ville qui est là aussi marqué par le marché et les rues commerçantes. Les missions sont également à l'écart des villes. Autre différence, les lotissements ont été organisés par l'administration centrale et non laissés à l'initiative des pouvoirs locaux, ce qui leur donne une allure plus ordonnée.

Les quartiers d'habitation

Autour de ces deux parties centrales des villes qui sont tantôt voisines, tantôt éloignées, s'étalent les quartiers d'habitation. Ils sont d'aspect divers : trame orthogonale des lotissements organisés ou fouillis des quartiers d'habitat spontané ; toits de tôles en général, mais les murs sont soit en terre, soit en planches. La superficie de la concession comme la qualité de la construction varie en fonction des revenus des habitants. Mais l'ensemble au total, sauf les « quartiers chics » des deux métropoles, a une architecture assez pauvre et les quartiers sont le plus souvent totalement dépourvus d'équipements collectifs, de lieux de rencontres, de places ou d'espaces verts.

Les quartiers les plus mal lotis sont ceux qui abritent la population arrivée le plus récemment, qui s'installe par entente directe avec les propriétaires locaux sans aucune intervention de l'État. La description que fait G. COURADE de l'un de ces quartiers, Buea Town Strangers vaut pour bien d'autres villes de l'Ouest camerounais :

« Un habitat très dense (plus de 450 bâtiments sur 17 ha environ), des rues étroites, défoncées où apparaissent les blocs de laves déchaussés par la pluie, quelques fontaines autour desquelles se sont formées des mares de boue, aucun espace libre sinon les ravines et le parc de stationnement, aucune végétation... des maisons de planches mal assemblées, pourries par la pluie et l'humidité, des toits en tôles rarement changées, une cuisine pour 3 à 10 ménages (de même pour les W.C.) » ⁽¹⁾.

Cités précoloniales et bourgs de plantation

Cette structure d'ensemble des villes de l'ouest souffre quelques exceptions, comme les vieilles cités pré-coloniales de Foumban et de Wum.

(1) G. COURADE, 1972, p. 482.

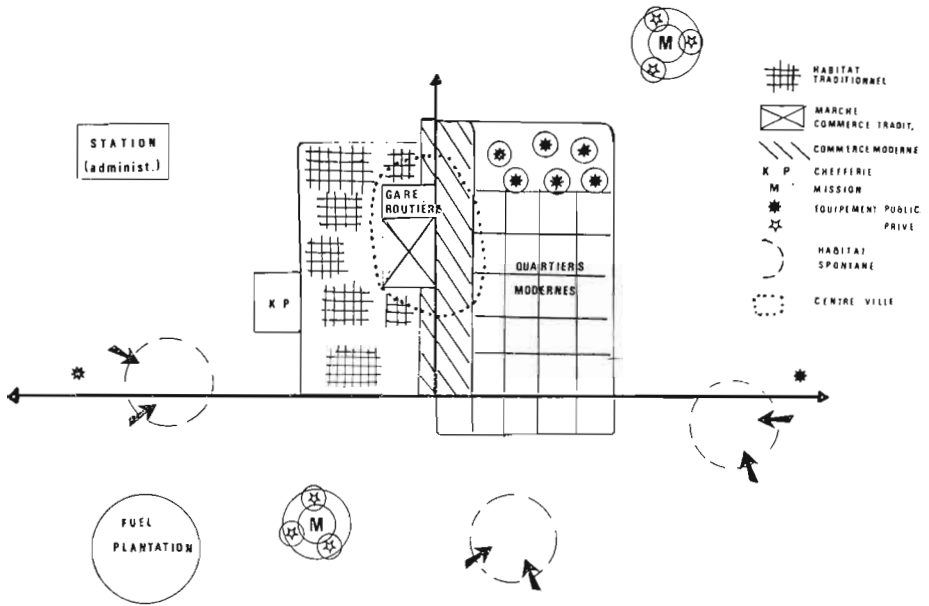


FIG. 82. Structure des villes « anglaises »

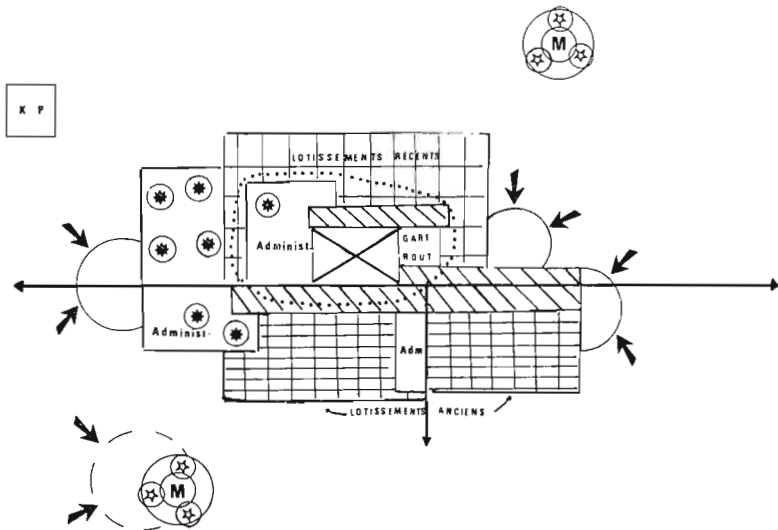


FIG. 83. Structure des villes « françaises »

La première, en dehors de la rue principale, rassemble un grand nombre de maisons semblables à celles de la campagne bamoun. Ville-oasis en saison sèche, cité-jardin en saison des pluies, où les silhouettes dégingandées des palmiers à huile jettent au loin, le soir tombant, leur bouquet étoilé, ravins escarpés où dévalent les maisons posées sur d'étroites plate-formes, bas-fonds de palmiers raphia, omniprésence du maïs cultivé durant une bonne partie de l'année. Ces maisons rurales en briques de terre et toit à quatre pans sont élégantes, mais ne paraissent pas assez urbaines. Aussi pouvait-on lire sur nombre d'entre elles, en 1978, la mention écrite à la peinture rouge « à démolir 12 mois » ou « à tôler et crépir ». C'est ce procédé, nécessaire sans doute dans une ville comme Yaoundé où les propriétaires du quartier central se refusaient obstinément à se conformer aux plans d'urbanisme (et où le « à démolir 3 mois » n'a été exécuté finalement qu'après un délai de grâce de plusieurs années) qui a conduit dans nombre de villes à un « durcissement » de la construction qui ne va pas toujours dans le sens d'un meilleur cadre de vie ⁽¹⁾.

Foumban, dans son fouillis de végétation, se ressent de n'avoir jamais eu de lotissement. Mais on va créer un « Foumban II » à la sortie de la ville, en direction de Bafoussam, à la fois pour préserver le caractère de la ville et installer à ses portes les « étrangers », notamment les Bamiléké.

Wum, autre exemple de vieille cité, conserve immuablement son entassement de maisons traditionnelles : plan carré et toit de chaume. Tout au plus commence-t-on à voir quelques toits de tôles ici ou là. La ville moderne pendant ce temps, s'organise très modestement, à l'écart, en ordre très dispersé. En dehors du marché, on ne trouve à Wum aucun centre à la ville. Ce qui lui est propre, c'est la concentration étonnante des habitations dans une cité qui reste essentiellement rurale. Dans les autres centres antérieurs à la colonisation au contraire, l'habitat demeure très dispersé, comme à Bandjoun, et on retrouve un schéma identique à Bali ou Bafut, ces grosses chefferies où ont été implantés récemment des équipements de petites villes, sans pour autant que soient créés des lotissements ou la voirie orthogonale caractéristique des centres de création récente.

Tout à fait à l'opposé, l'habitat des bourgs de plantation est formé pour une bonne part de camps de travailleurs aux allures de casernes : maisons identiques, exigüité de l'espace extérieur, monotonie des quartiers ; en revanche, les équipements sont généralement supérieurs à ceux que l'on trouve dans les autres villes : électricité et eau le plus souvent, dispensaires, écoles, commerces.

Des villes inachevées

La plupart de ces villes de l'ouest offrent aussi une curieuse impression d'inachevé. Bafang est un bon exemple mais n'a pas le monopole de ces

(1) La même obligation de tôler et crépir est faite, avec encore moins de justification, aux riverains de la nouvelle route bitumée Pt du Noun-Foumban.

constructions commencées il y a déjà longtemps et restées en plan : le tas de parpaings qui verdit devant les murs incomplets, ou les fers à béton rouillés qui surgissent d'un rez de chaussée habité, témoignent du caractère provisoire des constructions actuelles. Des villes en attente. Attente de quoi ? d'argent certes pour terminer la construction. Mais aussi prudence des investisseurs. Ils ont compris qu'il était urgent d'occuper les bons emplacements dans ces villes en croissance rapide, mais ont saisi assez vite aussi que les investissements immobiliers n'avaient pas forcément une rentabilité assurée. Du côté de la rue principale, les façades sont animées, avenantes parfois. Mais dans les rues latérales, apparaît un côté cour caractérisé par l'écoulement pluvial insuffisant, l'encombrement des ordures, l'entassement des bidons ou des matériaux de construction. Les sites de l'ouest sont souvent grandioses et les paysages admirables, en début de saison des pluies surtout, qu'il s'agisse de Bamenda, de Bafoussam, de Foumban, de Dschang, Victoria, Buea et bien d'autres plus modestes, mais le détail de l'urbanisme, vu à ras du sol est, lui, beaucoup moins séduisant et ne constitue que la pierre d'attente de villes en devenir où les pouvoirs publics auront beaucoup à faire pour organiser un cadre de vie agréable.

Considérations topographiques

Les contraintes du site pèsent souvent sur l'organisation de l'espace urbain et contribuent à le différencier. G. COURADE a montré comment, à Buea, la répartition de l'habitat en altitude correspond à une différenciation sociale. À Bamenda, dès le début de la colonisation, on a opposé de façon spectaculaire la « station » où les plus belles maisons sont à proximité de la « falaise » et la « native town » de Mankon. Mais il est aussi beaucoup de sites difficiles qui posent problème : les pentes sont trop raides, l'écoulement pluvial n'est pas maîtrisé, l'érosion apparaît et les fonds de vallées, mal drainés sont souvent inondés. Dans ces conditions, les pouvoirs publics se contentent en général d'aménager la ligne de crête sur laquelle s'étire la ville, c'est le cas par exemple à Bafang, Foumban, Nkambe, et ne pratiquent que des aménagements sommaires dans les quartiers qui dévalent sur les versants.

La topographie se traduit souvent également, par un urbanisme « collinaire », chaque colline étant le siège d'une fonction ou d'un quartier : on a ainsi une colline administrative, une autre commerciale et une pour les missions.

Ces quartiers de missions occupent souvent de vastes espaces : l'église et le presbytère, les écoles, parfois un collège ou un hôpital. Un quartier de chrétiens entoure souvent ces édifices. À l'origine, les missions étaient généralement installées à l'écart des agglomérations, catholiques et protestants occupant souvent des positions diamétralement opposées. Cette

structure est très visible aujourd'hui à Bafang, à Bafoussam, Bamenda, Bangangté. La tendance, maintenant, est plutôt de construire des lieux de culte au centre même des villes et non plus à la périphérie.

Cette diversité des formes urbaines qui est pour une bonne part le reflet de l'histoire est cependant en voie d'uniformisation et progressivement tend à s'estomper la marque des colonisations antérieures au profit de villes nouvelles ou de quartiers nouveaux. La prise en charge des villes par l'État se traduit par la construction d'équipements, publics presque toujours (quelques hommes d'affaires construisent encore des collèges, mais les missions n'investissent plus guère dans des bâtiments à usage sanitaire ou éducatif) et un effort plus grand, même s'il est encore insuffisant, pour améliorer voirie et quartiers. Ce sont ces équipements en effet, qui permettent aux villes d'assumer leur rôle dans l'organisation de l'espace.

CHAPITRE XIV

LES VILLES ET L'ORGANISATION RÉGIONALE

Les villes ne sont pas simplement le lieu d'activités spécifiques ou le point d'aboutissement de migrants venus de la campagne. En relations étroites avec les zones rurales, elles ont contribué à les transformer profondément. Mais elles ont également un rôle essentiel dans l'organisation régionale.

Les villes de l'ouest sont à la fois des centres d'encadrement des campagnes pour lequel la fonction administrative joue un rôle primordial, et le lieu d'implantation de services qui s'adressent, dans des proportions diverses, à la population citadine et à la population rurale. Mais les campagnes elles-mêmes abritent également un certain nombre de ces services qui font penser à une certaine « rurbanisation ».

La fonction de commandement

TAILLE DES VILLES ET HIÉRARCHIE ADMINISTRATIVE

Le rôle de l'administration a été décisif, nous l'avons vu, dans la création et la croissance des centres urbains. Il est encore capital et d'une manière générale la taille des villes et leur importance régionale est fonction de leur place dans la hiérarchie administrative. Dans chaque province, le chef-lieu, puis les préfectures constituent les villes les plus peuplées. À quelques exceptions près, facilement explicables : Maroua a un peu plus d'habitants que Garoua (62 000 en 1976 contre 59 000) car elle est au cœur d'une région bien plus densément peuplée que la Bénoué. Buea (19 000 habitants) est dépassée par Kumba (40 000) et Victoria (30 000), car elle est dans un cul de sac sur les pentes du Mt Cameroun, elle a été créée pour des raisons climatiques et non commerciales, et n'est plus en quelque sorte, qu'une ville administrative résidentielle : chef-lieu de province sans être préfecture (celle du Fako est Victoria), ni même sous-préfecture, après avoir été la capitale du Kamerun, puis du Southern Cameroon, puis de

l'État fédéré du Cameroun Occidental. Quant à Bertoua, sa petite taille (17 000 habitants, Batouri en a autant) est le reflet de la faiblesse de peuplement (343 000 habitants) et de la situation marginale de la province de l'Est.

Sur l'ensemble du Cameroun, seule parmi les agglomérations de plus de 10 000 habitants, la ville de Nyombe, dans le Mungo (14 500 habitants) n'a aucune fonction administrative. Parmi les centres de plus de 5 000 habitants, il faut ajouter Penja (9 000) et Baré (6 700), également dans le Mungo, Njinikom (7 800) sous-préfecture déchue, dans la Menchum, Mutengene et Tole (6 800 et 6 000) dans le Fako, et Mbonge (5 300) dans la Meme ; sept agglomérations seulement sur une liste de 64 noms, c'est dire l'adéquation qui existe, dans l'ensemble, entre la taille des agglomérations et la fonction administrative.

L'ENCADREMENT ADMINISTRATIF

Cette fonction de commandement est très importante pour la structuration du pays, mais pas simplement par la hiérarchisation des centres qu'elle représente. Chefs-lieux de province, de département et d'arrondissement manifestent l'omniprésence du gouvernement central, et les circonscriptions qu'ils commandent dessinent un emboîtement hiérarchisé d'espaces.

Le nombre de fonctionnaires varie selon la place de l'agglomération dans cette hiérarchie administrative. D'autant que les différents ministères calquent leur représentation locale sur celle de l'administration générale.

Le tableau ci-dessous indique pour la province de l'Ouest quelles sont les représentations locales des ministères (y compris les délégations à la sûreté nationale et à la gendarmerie). On y constate que tous, (à l'exception, bien normale, des affaires étrangères et de la fonction publique) y sont présents. Seul le ministère des Postes et Télécommunications n'a pas de représentation provinciale, mais une série de services. Un tel schéma se répète pour les autres provinces à très peu de choses près.

À l'échelon départemental, la répartition des services n'est pas toujours identique et certaines administrations ne sont pas représentées ou ont un ressort territorial qui s'étend sur deux ou trois départements (comme les compagnies de gendarmerie par exemple ou les secteurs de grandes endémies).

Les sous-préfectures ne réunissent qu'un nombre beaucoup plus réduit de fonctionnaires : on rencontre généralement une agence du ministère des finances, un poste agricole, une brigade de gendarmerie et un Centre de Santé ; plus rarement un bureau de poste.

Cette fonction d'encadrement que remplissent toutes ces villes administratives conduit à rapprocher de la population rurale la présence du pouvoir central. Par ailleurs, les limites des circonscriptions tendent à devenir des frontières et le département, simple entité administrative, devient une entité géographique ressentie comme telle par les habitants. Dans la mesure même où la notion d'ethnie est pourchassée, les citoyens ont tendance à

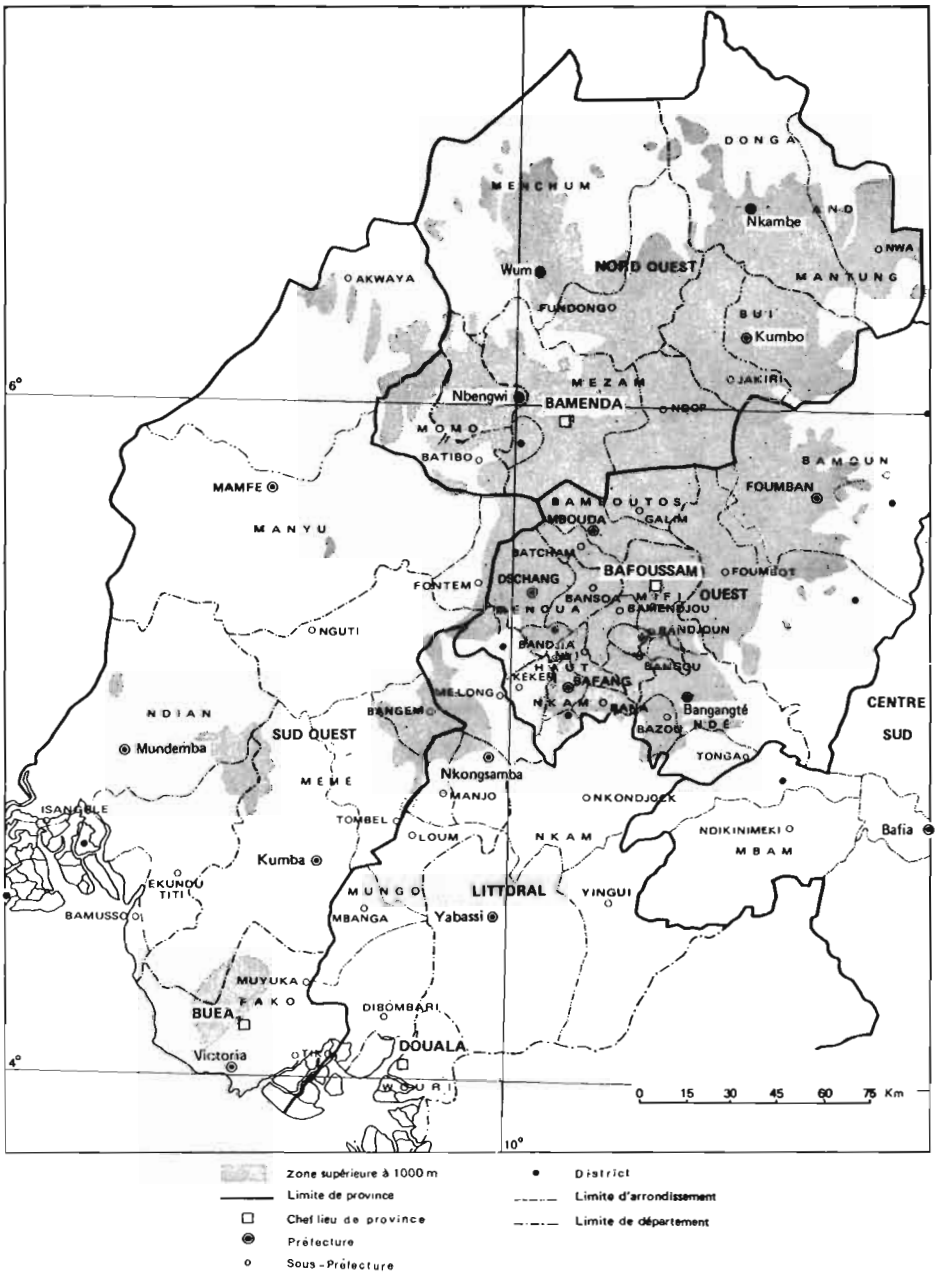


FIG. 84. *Encadrement administratif.*

dire « je suis originaire du Ndé » ou « du Fako », plutôt que de mentionner leur appartenance à un groupe, à une chefferie ou à un village et l'on a vu que dans les villes les associations coutumières ont souvent pour base de recrutement le département.

Les circonscriptions administratives sont d'ailleurs un cadre général qui sert également à d'autres structures d'encadrement de la population.

Tableau n° 34

PROVINCE DE L'OUEST

SERVICES ADMINISTRATIFS

MINISTÈRES	REPRÉSENTATION À BAFOUSSAM
Administration Territoriale	Gouverneur
Agriculture	Délégation Provinciale <ul style="list-style-type: none"> • Section Prov. de l'Agriculture • Section Prov. de la Coop/Mut. • Section Prov. des Eaux et Forêts • Section Prov. du Génie Rural
Développement industriel et commercial	Service Provincial des Prix
Éducation Nationale	Délégation Prov. de l'Éducation Nationale
Élevage et Industries Animales	Sous secteur Ouest
Emploi et Prévoyance Sociale	Inspection Prov. de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale
Équipement, Habitat et Domaines	Service Provincial de l'Urbanisme et de l'Habitat
	Service Prov. de la Construction
	Service Prov. du Cadastre
	Service Prov. des Domaines
	Service Prov. des Routes
Finances	Contrôle Provincial des Finances
	Inspection Prov. des Impôts
	Inspection d'Enregistrement, du Timbre et de la Curatelle
Forces Armées	Trésorerie Provinciale
Information et Culture	4 ^e Secteur Militaire
	Centre Provincial de Presse et d'Information
Jeunesse et Sports	Inspection Provinciale de la Jeunesse et des Sports
Justice	Cour d'Appel
Plan et Aménagement du Territoire	Division Économique Provinciale
	Service Provincial de la Statistique
Postes et Télécommunications	—
Santé	Médecin-chef Provincial
Transports	Délégation Provinciale
Tourisme	Délégation Provinciale
Délégation Générale à la Sûreté Nationale	Service Provincial de la Sûreté Nationale
Délégation Générale à la Gendarmerie Nationale	Légion de Gendarmerie

LE PARTI

Le parti unifié par exemple, l'Union Nationale Camerounaise a des structures calquées sur le département et ses subdivisions : sections pour les départements, sous-sections pour les arrondissements, comités de base pour les villages ou les quartiers de la ville. L'U.N.C. et ses organisations satellites O.F.U.N.C. (Organisation des Femmes de l'U.N.C.) et J.U.N.C. (Jeunesse de l'U.N.C.) jouent un rôle complémentaire de celui de l'administration dans le contrôle des campagnes ⁽¹⁾. Selon la formule de J. F. BAYART, il s'agit d'un « parti dépendant » ⁽²⁾ qui représente en quelque sorte la courroie de transmission entre le pouvoir central et la masse des habitants, mais ne dispose d'aucune autonomie. Par ailleurs c'est une action verticale à sens unique. Le Parti a pour rôle de populariser les consignes et les décisions du Pouvoir, il ne semble pas être en mesure de « faire remonter » les problèmes réels des habitants, qu'ils habitent en ville ou à la campagne. Par ailleurs, lorsqu'il y a débat à l'intérieur du Parti c'est presque uniquement pour la désignation des candidats à la candidature lors des élections à divers niveaux : les volontaires sont alors très nombreux, la discussion semble largement ouverte à l'intérieur du Parti, mais il s'agit de compétition entre des individus et non de discussion autour de lignes ou de tendances différentes. Lorsque le conflit ne peut trouver sa solution à l'intérieur des instances appelées à le connaître, c'est le gouverneur ou le préfet qui tranche ou bien transmet avec son avis aux instances supérieures du Parti.

Un certain nombre d'actions ont été entreprises ces dernières années sous l'égide du Parti, qui témoignent d'une volonté d'intervention directe dans le pays. J.-F. BAYART en relève quatre ⁽³⁾ :

— l'école sous l'arbre dont l'idée fut lancée dès 1962 pour alphabétiser rapidement les campagnes. Mais le Parti n'a pris en charge cette tâche que tardivement et l'impulsion a été donnée davantage par les services administratifs d'Éducation Populaire que par les militants de l'U.N.C.

— la formation professionnelle entreprise a été, elle, limitée au milieu urbain et plus particulièrement à Yaoundé où la J.U.N.C. anime quatre centres où l'on vise à former essentiellement des employés de bureau. À cet égard, une action plus diffuse a été entreprise par l'O.F.U.N.C. pour la formation familiale et ménagère des femmes. Cette organisation selon J.-F. BAYART « semble moins dépendante des services techniques administratifs que la J.U.N.C., grâce au militantisme qu'elle a suscité chez ses adhérentes et à une certaine volonté politique de ses dirigeantes ». Certes, cette relative autonomie ne va pas cependant jusqu'à préconiser une politique familiale différente de la politique nataliste officielle, ni à prendre en

(1) L'UNTC (*Union nationale des travailleurs du Cameroun*) bien qu'elle ne soit pas liée organiquement au parti a un rôle identique à celui de ces organisations.

(2) J.-F. BAYART, 1979, voir notamment, p. 195 sq.

(3) J.-F. BAYART, 1979, p. 196-199.

compte les problèmes réels des femmes en ce domaine. L'action du Parti paraît d'ailleurs moins efficace et moins répandue que celles des missions. Il y aurait beaucoup à dire sur le rôle des femmes dans la vie politique camerounaise (comme dans le reste de l'Afrique) et de la dialectique hésitante qui consiste tantôt à les vouloir mobiliser dans le sens du Parti unique, tantôt à les pousser à une relative autonomie d'organisation, le résultat étant toujours cependant un étroit contrôle de leur action par les hommes politiques.

— les opérations d'investissement humain se sont manifestées dans certaines campagnes par des champs collectifs, et dans quelques quartiers urbains, par l'animation. On cite souvent le cas, à ce propos, du quartier Nylon de Douala, mais sans doute parce qu'il est à peu près unique, et en fait peu représentatif dans la mesure où sa réussite repose sur l'alliance — rare — du Parti, d'un groupe ethnique à peu près homogène et d'une aide confessionnelle.

Il faut ajouter la construction des permanences du Parti qui ont mobilisé beaucoup d'énergie et d'argent dans de nombreuses villes de l'Ouest. Les citoyens militants du Parti constituaient la main-d'œuvre, les villageois proches fournissaient des matériaux (sable par exemple) et les émigrés (ou les coopératives) les sommes nécessaires à l'achat du ciment, des tôles etc... Le résultat, spectaculaire, est l'existence de bâtiments qui sont souvent les plus importants de la ville et témoignent entre autres du pouvoir d'organisation de la région par le Parti.

— la quatrième action relevée par J.F. BAYART nous paraît moins convaincante, il s'agit de la garantie de la « paix civile » qui pourtant devrait orienter les efforts des citoyens vers le développement économique et non vers les luttes politiques. Mais il souligne lui-même le caractère ambigu de ce phénomène dans la mesure où le système du parti unique empêche la contestation, étouffe la compétition et occulte les idées nouvelles.

Les unités administratives servent aussi à d'autres interventions économiques : on a vu (cf. ch. VIII) comment les coopératives ont dû progressivement se mouler dans ce cadre et sont devenues depuis peu, du moins dans l'Ouest (mais le Nord Ouest sera sans doute contraint d'emprunter la même voie) exactement basées sur le département et non sur une spécialisation par produits.

Il en est de même de toute l'organisation privée de la collecte des produits agricoles d'exportation qui fonctionne également dans ce cadre.

Mais, en fait, cela va même plus loin et on retrouve souvent le cadre départemental dans l'utilisation des principaux services qu'offre la ville.

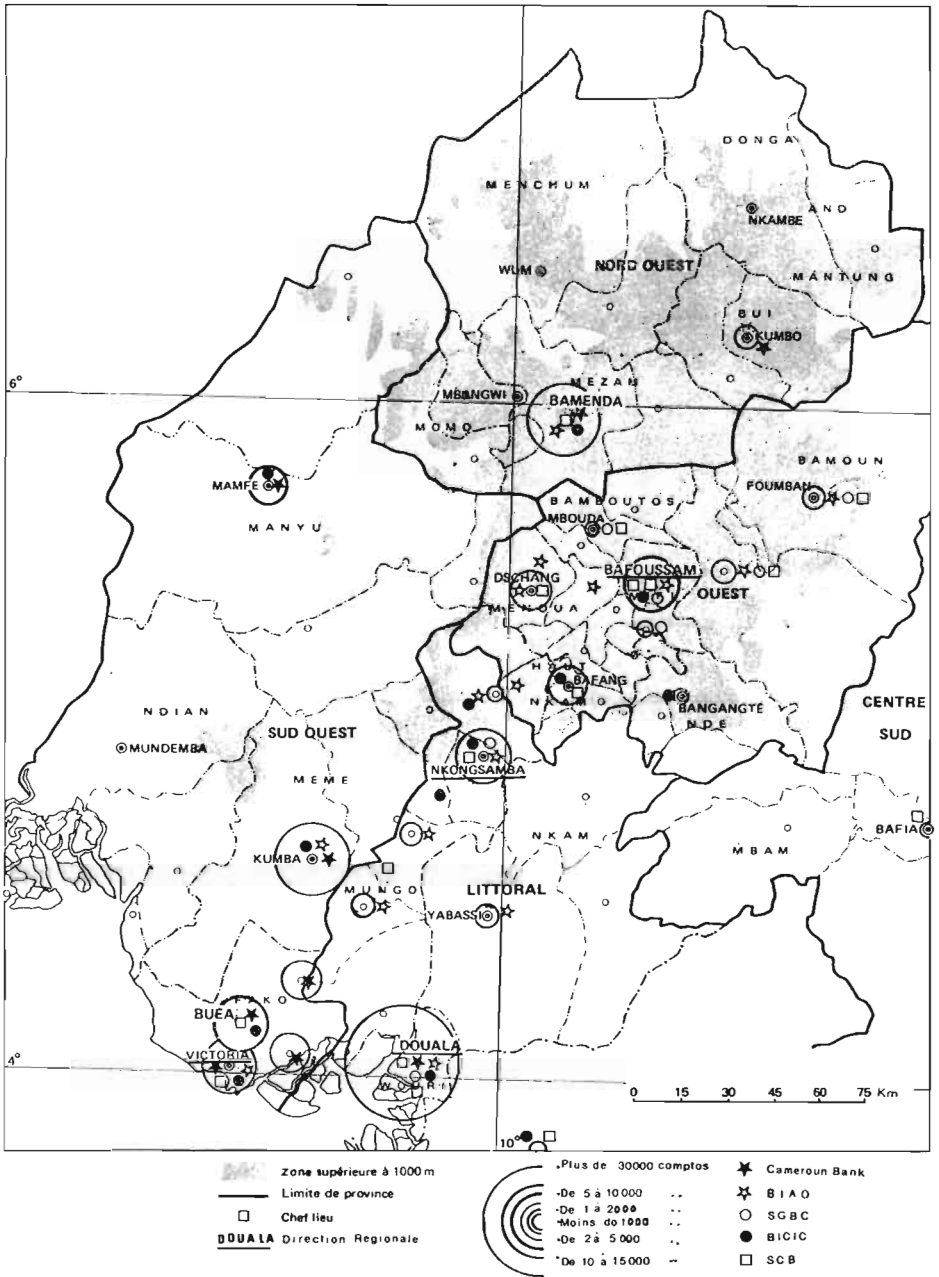


FIG. 85. Les Banques.

Les villes centres de services

L'étude du rôle des villes comme centres de services revêt un double aspect. D'une part celui de la concentration en quelques lieux d'un certain nombre d'équipements. D'autre part, celui de leur impact sur la campagne et de l'utilisation qu'en font citadins ou villageois.

Ces indications donnent des éléments d'appréciation de l'importance respective des centres urbains (sans qu'il y ait forcément hiérarchisation entre eux) et de la manière dont ils rayonnent sur les campagnes.

Les cartes 85 à 90 montrent la localisation de quelques équipements significatifs de l'ouest du Cameroun. Parmi ceux-ci nous avons retenu : banques, bureaux de poste, distribution des hydrocarbures, établissements scolaires et hôpitaux.

LES BANQUES

Le système bancaire camerounais repose sur quatre établissements publics et cinq banques de dépôts. Dans la première catégorie figurent la Banque des États d'Afrique Centrale (B.E.A.C.) institut d'émission inter-États qui a son siège à Yaoundé, l'agence de la Caisse Centrale de Coopération Économique qui est le relais financier entre la France et le Cameroun, la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.) qui a pour rôle de promouvoir et de gérer les capitaux investis dans le secteur industriel, et la Banque Camerounaise de Développement (B.C.D.) organisme public de prêt à des sociétés ou à des particuliers pour des opérations de développement. La représentation locale de ces organismes est limitée à une agence de la B.C.D. par province et à une agence, à Nkongsamba, de la Banque Centrale.

Les cinq banques de dépôts sont :

La Société Camerounaise de Banque (S.C.B.) qui appartient majoritairement au gouvernement camerounais (35 % directement et 25 % par l'intermédiaire de la B.C.D.) le reste du capital étant détenu par le Crédit Lyonnais (25 %) qui a assuré dans les premières années l'assistance technique, la Deutsche Bank A.G. (5 %), la Banco Commerciale Italiana (5 %) et la Morgan Guaranty International Banking Corporation (5 %). La S.C.B. est la première banque commerciale du Cameroun, elle est bien implantée dans le pays, et assure la gérance des campagnes de coton et de café.

La B.I.A.O. (Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest) filiale de la banque dakaroise, a été transformée en B.I.A.O. — Cameroun en 1974. La compagnie financière France-Afrique détient, en 1975, 51 % du capital et la First National City Bank 49 %. Elle est représentée essentiellement dans l'Ouest du pays.

La S.G.B.C. (Société Générale de Banque au Cameroun) est une filiale de la Société Générale française, et ne possède que peu d'agences hors des villes principales.

La B.I.C.I.C. (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun) est une ancienne filiale de la B.N.P. française (Banque Nationale de Paris) qui ne possède plus maintenant que 14 % de son capital, le gouvernement camerounais en détient 35 % et la Barclay's Bank 17 %. Cette dernière, autrefois bien implantée au Cameroun anglophone, a été reprise en 1967 par la B.I.C.I.C.

Quant à la Cameroun Bank, elle est de petite taille, ne possède des agences que dans l'ancien État anglophone (plus une agence à Douala) et ne paraît pas témoigner d'un grand dynamisme.

La carte (n° 85) des agences bancaires montre leur concentration dans les villes les plus importantes. Seule Douala possède une représentation des cinq banques existant au Cameroun. Dans l'ouest, Bafoussam, Nkongsamba et Victoria ont quatre agences chacune, ce qui témoigne bien de la vitalité des transactions dont elles sont la place. Elles sont toutefois dépassées en nombre de comptes par Bamenda (12 519) et Kumba (10 036, contre 9 998 à Victoria, 7 100 à Nkongsamba et 6 341 à Bafoussam) ⁽¹⁾. Sans doute peut-on penser que les commerçants Ibo utilisent plus volontiers les services bancaires que les Bamiléké. On est surpris, en outre, de constater que Douala possède à peine trois fois plus de comptes bancaires que Bamenda, avec une population qui est presque neuf fois supérieure.

On ne possède pas de données sur les professions ou le lieu de domicile des titulaires de comptes. Il y a tout lieu de penser que ces services sont utilisés essentiellement par des citoyens. Il faut noter toutefois l'effort qui est fait par certaines banques pour offrir leurs services, ne serait-ce que sous la forme d'un guichet périodique ouvrant les jours de marché, dans de petites localités où la clientèle ne peut guère être que rurale : par exemple à Bafou, Bandjoun, Santchou, Bansoa. Il s'agit là d'une diffusion récente de ce type de service qui est limitée pour l'instant à la province de l'Ouest.

Il faut noter en outre que deux de ces banques, la B.I.C.I.C. et la S.C.B. ont une structuration régionale dont le siège est à Bafoussam, ajoutant ainsi un élément essentiel à la fonction de « commandement » de la capitale provinciale. La compétence de la Direction Régionale de la B.I.C.I.C. s'étend d'ailleurs également à la province du Nord Ouest. L'approvisionnement des banques des deux provinces du Nord Ouest et de l'Ouest est assuré par l'agence de la Banque Centrale de Nkongsamba.

LES BUREAUX DE POSTE

La poste est utilisée beaucoup plus largement que la banque pour les échanges monétaires. Elle l'est aussi bien entendu, pour les échanges de

¹⁾ Situation en 1975.

lettres ou de colis. Le Ministère des Postes et Télécommunications a créé de nombreux bureaux de poste au cours de ces dernières années, mais ceux-ci sont distribués de façon inégale sur le territoire national. Toutes les préfectures ont maintenant le leur, depuis que Mbengwi, à son tour, a été dotée d'un bureau. Dans plusieurs départements il n'y en a pas d'autres : c'est le cas de Donga et Mantung, de la Menchum, de la Bui et de la Ndian. La province de l'Ouest par contre, ainsi que le Fako, la Meme et le Mungo ont une armature assez dense de bureaux de poste.

La carte n° 86 traduit deux données chiffrées : l'importance de chaque bureau qui a été mesurée en fonction de ses recettes budgétaires annuelles. À titre de comparaison, les divers bureaux de Douala ont une recette de plus de 630 millions de F CFA. Quatre villes de l'Ouest seulement dépassent les 30 M : Nkongsamba (56 M en 1974-75, le chiffre de 1975-76 : 18,5 M nous a paru aberrant par rapport à celui des années précédentes), Victoria (48 M) Bafoussam (44) et Bamenda (33) ; une ville a une recette de 16 M, Kumba. On descend ensuite bien au-dessous des 10 M (Dschang et Bafang : 6,7 chacune, Buea : 5,7 etc...). Ainsi, beaucoup plus que par les banques, les villes les plus actives se distinguent par l'importance de leur bureau de poste et la disproportion est considérablement plus grande là, entre Douala et les autres villes, qu'elle ne l'était au regard du nombre de comptes bancaires (avec toutefois la réserve qu'impose la comparaison entre un nombre de comptes d'une part — faute d'avoir pu recueillir le montant des dépôts — et les recettes postales).

En dessous de ces villes importantes ou moyennes (de 4 à 7 M), on note un semis de bureaux plus petits qui font moins de 3 M de recettes annuelles.

La deuxième donnée cartographiée représente la comparaison entre le montant des mandats émis et payés par bureau de poste, et l'on voit là s'esquisser une répartition géographique intéressante. Les deux provinces de l'Ouest et du Nord Ouest sont déficitaires, (les villes reçoivent plus d'argent qu'elles n'en expédient) ce qui est le cas aussi de leurs zones limitrophes : le nord du Mungo jusqu'à Nkongsamba et le Mbam. Les exceptions, rares, à ce schéma concernent soit de tout petits bureaux : Magba (17 mandats émis pour 417 000 F, 5 payés pour 41 000), Gwofon, bureau marginal, seul équipement restant de l'ancienne préfecture de la Momo (42 mandats émis pour 377 M, 49 payés pour 508 M), soit des villes plus importantes : Dschang 3 869 envois pour 411 millions, 9 060 paiements pour 512 M et Kumbo (Nso sur les statistiques postales) avec 2 691 envois (26 M) et 2 185 paiements (25 M).

À ces quelques exceptions près, les bureaux de poste à bilan excédentaire (émissions supérieures aux paiements), sont concentrés essentiellement dans le sud (Fako, Meme et sud du Mungo). L'explication la plus simple de ce phénomène nous paraît résider dans les expéditions d'argent par les émigrés des petites villes ou des zones de plantation vers les régions d'où ils sont originaires. Mais seule une exploitation détaillée des mandats émis par lieu de destination permettrait d'apporter une confirmation sûre à cette hypothèse.

Les bureaux de poste sont utilisés principalement par les habitants

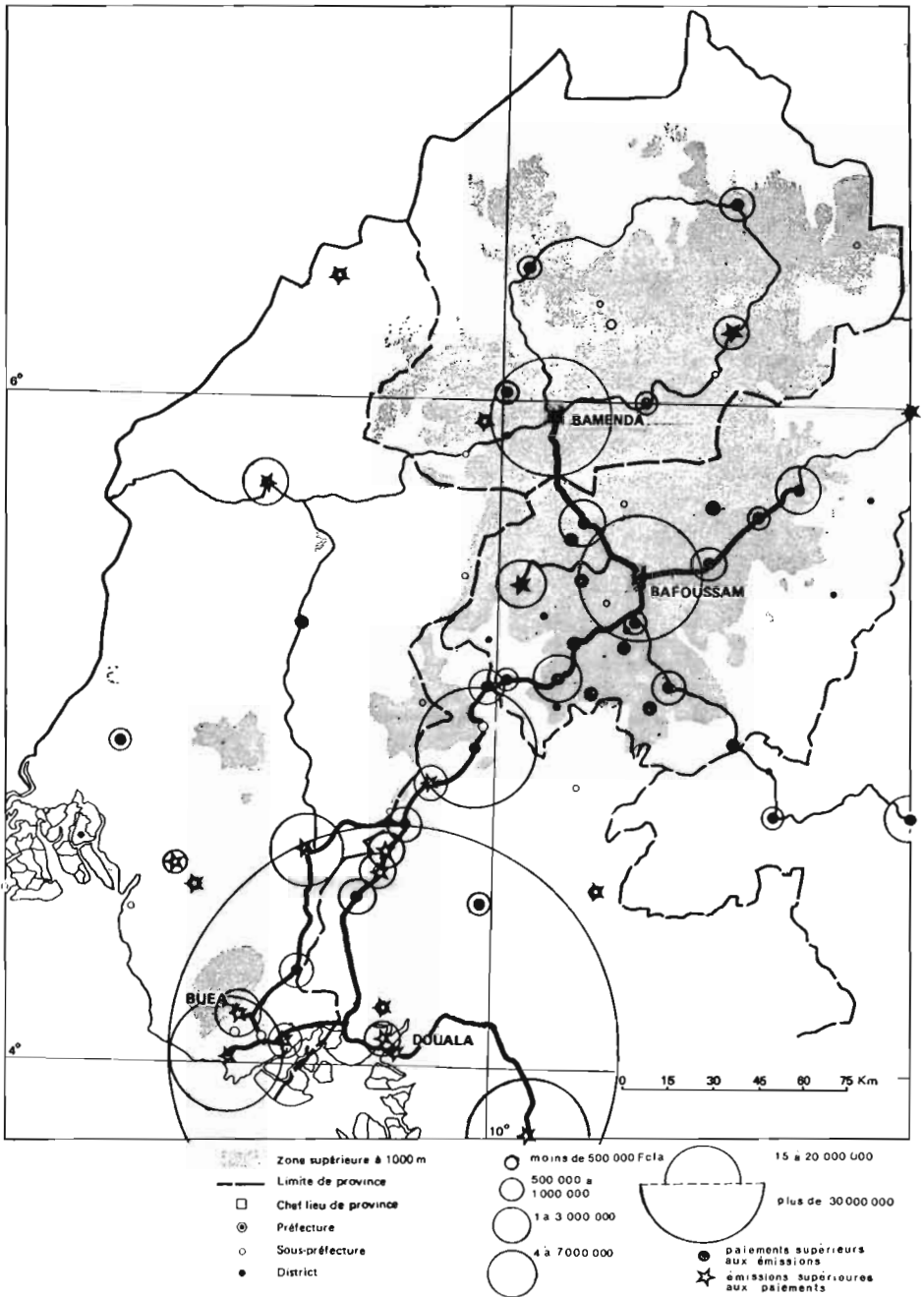


FIG. 86. Bureaux de Poste 1975/76.

des villes, mais moins exclusivement sans doute que les guichets bancaires. Par ailleurs, à partir de 1974, le Ministère des P. et T. a mis en service une Poste Automobile Rurale destinée à desservir les villages dépourvus d'une implantation postale permanente. Des cars spécialement équipés visitent une fois par semaine un certain nombre de villages. À chaque étape un « correspondant postal » a pour tâche de collecter et de distribuer le courrier. En 1975, cinq itinéraires étaient en service dans la province de l'Ouest et une extension était prévue pour celle du Nord Ouest. La carte n° 87 indique le tracé de ces circuits au départ des villes de Bafoussam, Mbouda, Foumbot et Fombran.

LA DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS

La distribution des hydrocarbures est intéressante à plus d'un titre. D'une part les quantités de carburants vendues sont un bon indice de l'activité économique d'une ville ou d'une région. D'autre part, ce commerce joue sur des sommes importantes et les sociétés de distribution disposent de capitaux considérables, ce qui donne une assez grande souplesse dans les circuits d'approvisionnement des postes de vente. Les compagnies s'adaptent très vite au mode de transport le plus économique ou le plus pratique. Par ailleurs, le choix des lieux d'implantation des stations est significatif de l'opinion qu'ont ces sociétés — généralement bien informées — du devenir économique de telle ou telle localité : la répartition des postes de distribution est un indice intéressant de géographie prospective. Toutefois, la concurrence sévère que se livrent ces sociétés les a conduites parfois à des investissements hasardeux pour occuper le terrain en quelque sorte avant qu'il ne soit vraiment rentable et un certain nombre de points de vente ont dû être fermés par la suite ⁽¹⁾.

Six sociétés se partagent le marché camerounais des hydrocarbures : MOBIL, TOTAL, B.P., SHELL, TEXACO et AGIP.

Elles ont leur siège à Douala, et parfois une direction régionale ou des secteurs ou districts. Ainsi TOTAL et MOBIL ont une représentation à Nkongsamba dont le ressort déborde un peu les deux provinces de l'Ouest et du Nord Ouest. Texaco conserve une agence à Tiko pour les deux provinces anglophones. B.P. avait ouvert en 1967, une direction régionale à Bafoussam mais les bureaux ont été depuis transférés à Douala. En fait, seule Nkongsamba, de par sa position de terminus ferroviaire joue un rôle régional dans la distribution des produits pétroliers.

L'approvisionnement se faisait autrefois à partir des dépôts situés respectivement à Tiko (Texaco) qui était lui-même alimenté par des barges venant de Port Harcourt (Nigeria), Nkongsamba (Shell, Mobil, Total) approvisionné par voie ferrée, et Douala (C.D.P. Total, Mobil, Agip). Actuellement, l'essentiel des transports se fait au départ de Douala, et le

(1) En 1974 par exemple on a ouvert 5 stations au Cameroun, mais on en a fermé 25.

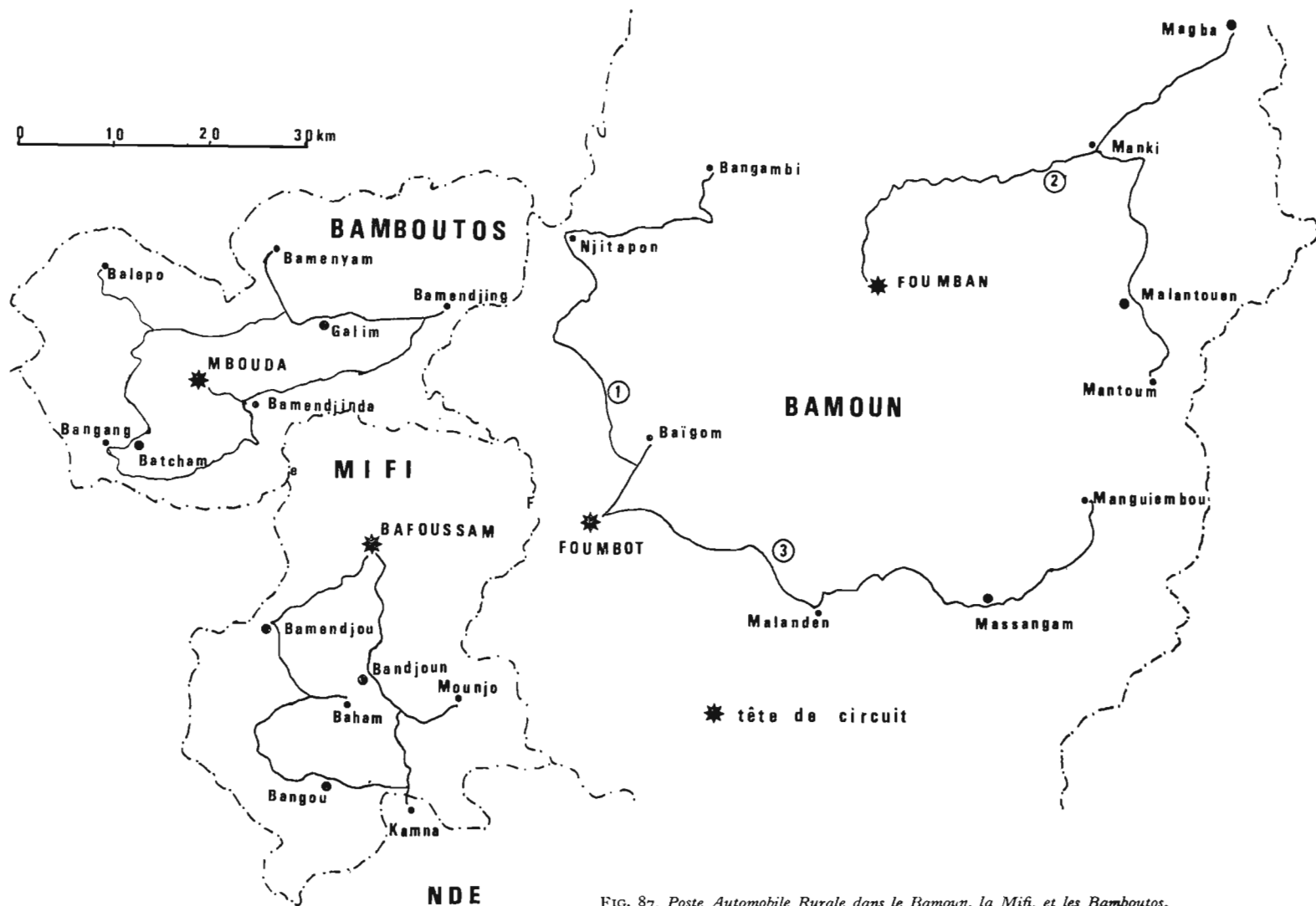


FIG. 87. Poste Automobile Rurale dans le Bamoun, la Mifi, et les Bamboutos.

BILAN : L'URBANISATION ET SES RÉSULTATS

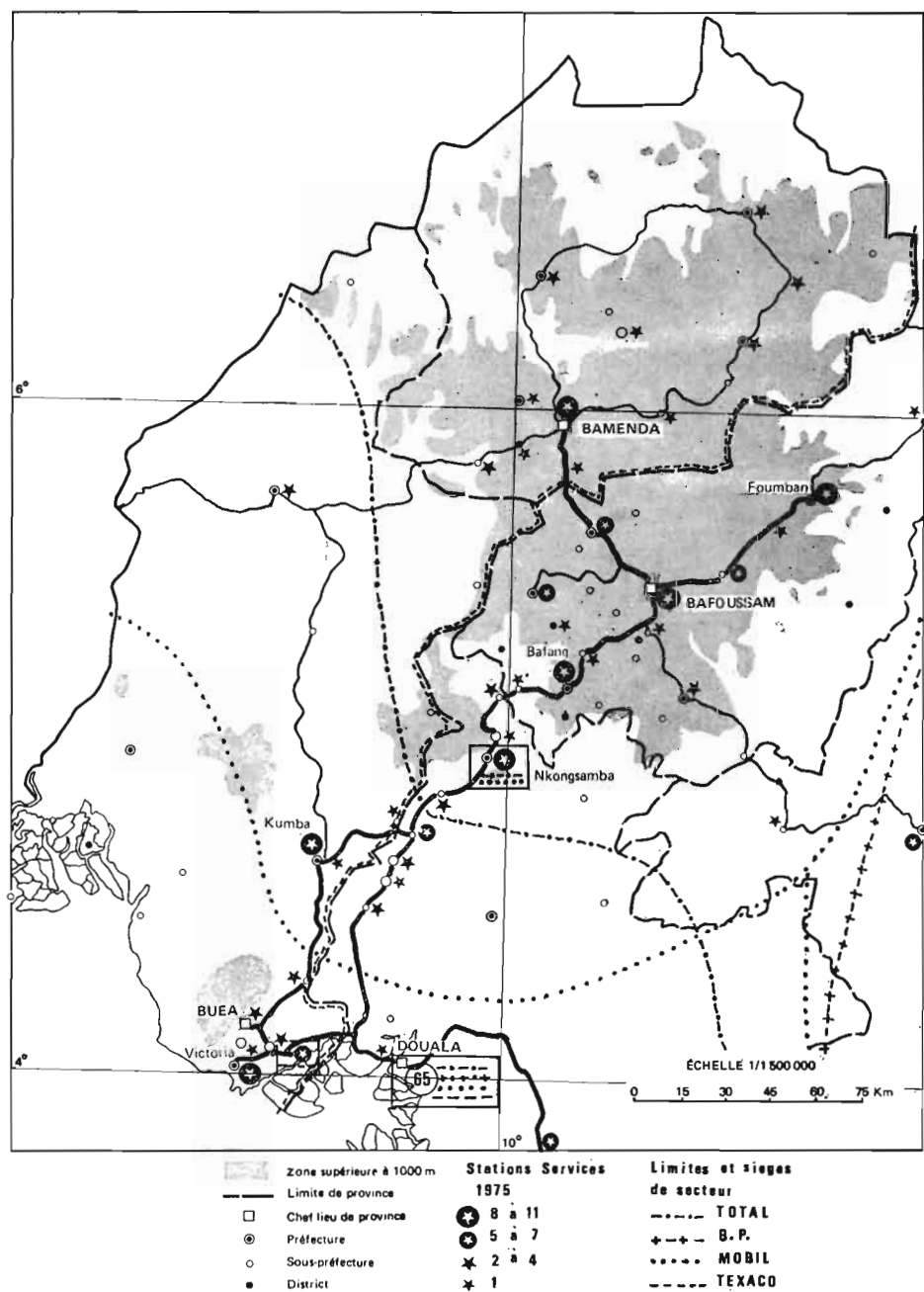


FIG. 88. Hydrocarbures.

trafic des hydrocarbures sur le chemin de fer du Nord va en s'amenuisant (il représentait 11,24 % du trafic marchandise en 1966/67 à son point maximum, et seulement 4,82 % en 1970/71), il a encore décliné depuis, mais il se maintient sur le chemin de fer du Centre, qui achemine des wagons citernes jusqu'à Ngaoundéré (depuis l'interruption du trafic par la Benoué en 1967, Garoua qui dispose de vastes réservoirs de stockage est alimentée par camions citernes depuis le terminus du chemin de fer).

Les sociétés font appel en général à des transporteurs privés pour acheminer leurs produits. Elles assurent la construction des dépôts de vente sur des terrains qui sont le plus souvent loués, puis l'ensemble de l'installation est confié en location à des gérants libres.

La répartition des stations et leur nombre fait ressortir à nouveau l'axe privilégié Nord Est-Sud Ouest de développement de cette région. La fonction administrative des centres ne transparaît plus là que de manière très secondaire, au profit de l'importance du trafic routier : c'est ce qui vaut à Foumbot, Loum, Tiko, leur nombre de stations services. Par ailleurs, les villes les plus actives sont toujours en très bonne position : Bafoussam, Bamenda, Nkongsamba, Kumba et Victoria, auxquelles se joignent ici, Bafang et Foumban. Il faut souligner encore l'écart qui sépare Douala (65 stations) de la ville la mieux équipée (Kumba : 12 stations), qui est à l'image des autres indicateurs que nous avons déjà examinés.

LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

La scolarisation est un des grands facteurs de déplacement de population au Cameroun. Si le réseau des écoles primaires est suffisamment étendu, du moins dans l'Ouest, pour que l'on atteigne des taux de scolarisation élevés, il n'en est pas de même de l'enseignement secondaire, dont les établissements, pour l'essentiel, demeurent l'apanage des centres urbains. Leur existence pousse bon nombre de jeunes ruraux scolarisés à se rendre en ville pour y poursuivre des études. Pour éviter la concentration excessive dans les centres les plus importants, la politique officielle est de créer, à terme, un collège par arrondissement et un lycée par département. On est encore loin du compte et la répartition actuelle des établissements secondaires est un bon indice du niveau d'équipement des villes.

On distingue plusieurs types d'organisation de l'enseignement. Pour l'enseignement général (82 205 élèves), le secteur confessionnel regroupe 35 % des élèves (23 % pour les catholiques et 12 % pour les protestants), le secteur public 37 % et le privé laïc 28 % ⁽¹⁾. Pour l'enseignement technique de second degré, c'est le secteur privé laïc qui regroupe la plus grosse partie (65 %) des 24 000 élèves, le secteur public vient ensuite avec 18 % à égalité avec le secteur confessionnel (14 % pour les missions catholiques et 4 pour les églises protestantes).

(1) Les statistiques utilisées dans ces pages viennent de la publication du Ministère de l'Éducation Nationale : *liste des Établissements de second degré, général, technique, année scolaire 1973/1974*.

BILAN : L'URBANISATION ET SES RÉSULTATS

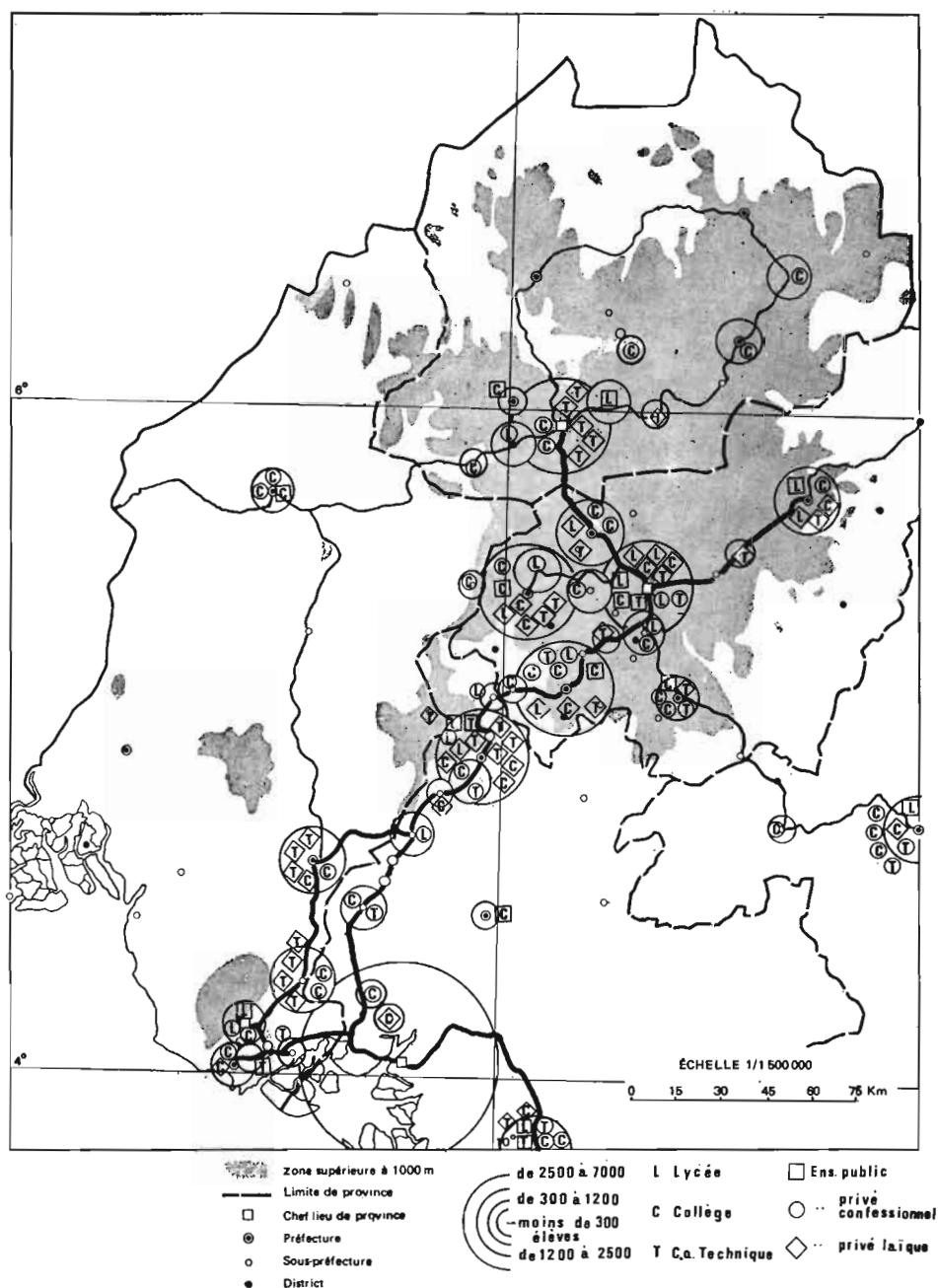


FIG. 89. Enseignement secondaire.

Ce système scolaire présente deux caractéristiques essentielles qui sont l'importance des missions et celle du privé laïc. Pour les premières il faut retenir à la fois la concurrence que se sont faites depuis longtemps les églises catholiques et protestantes, aboutissant à une sorte de partage de fait, la première étant majoritaire autour de Yaoundé et en pays bamiléké, les secondes conservant le contrôle du pays boulou et du Littoral, et la prépondérance très forte qu'elles détiennent au Cameroun anglophone dans le secteur scolaire avec 68 % des élèves de l'enseignement secondaire général, le public n'en ayant que 18 %. Encore cet enseignement public est-il dans l'ensemble très récent puisque à l'époque britannique, l'administration s'en était remise très largement aux missions pour assurer la scolarisation.

Le secteur privé laïc est très prospère au Cameroun. Son développement s'est appuyé à la fois sur le besoin de scolarisation, une soif de diplômes en quelque sorte que l'administration n'était pas en mesure d'étancher, et sur une bourgeoisie en voie de constitution, qui voyait là le moyen de réaliser de bonnes affaires. Le niveau de cet enseignement est très variable mais généralement plus bas que celui de l'enseignement confessionnel ou public.

Cette part des secteurs privés de diverses obédiences est plus importante dans l'Ouest que dans l'ensemble du Cameroun. L'enseignement secondaire public ne scolarise en effet que 26 % des élèves, contre 40 % pour le confessionnel et 34 % pour le privé laïc. Quant à l'enseignement technique, la part du privé laïc devient écrasante avec 78 % des élèves, notamment dans de nombreux établissements d'enseignement commercial ou de secrétariat, les missions regroupant 14 % des élèves et le public 7 %. On peut même noter qu'il y a là une véritable carence du service public : outre le petit nombre d'élèves, il faut souligner qu'il n'existe aucun établissement dans toute cette région qui puisse conduire les élèves jusqu'au niveau du baccalauréat technique. Quels que soient ses défauts par ailleurs, l'enseignement privé — surtout laïc — joue donc un rôle de suppléance indispensable.

La répartition géographique des établissements secondaires fait ressortir le rôle polarisateur des principales villes, Bafoussam et Nkongsamba notamment, qui ont plus de 5 000 élèves dans le secondaire. Elles sont suivies de trois villes : Bamenda (2 967), Bafang (2 621) et Dschang (2 729). La province de l'Ouest et le Mungo sont bien pourvus en établissements, beaucoup mieux que l'ancien Cameroun Occidental où les établissements sont rares en dehors d'une sorte de nébuleuse autour de Bamenda et des centres du Fako. On remarque encore que certaines petites localités émergent du lot par un nombre de scolaires important : c'est le cas de centres missionnaires comme Ndoungue, dans le Mungo, ou bien de Muyuka qui a plus d'élèves que Buea ou Victoria.

Cette émergence de petits centres est due au fait que de nombreux établissements scolaires en zone anglophone notamment sont situés hors des villes. G. COURADE le soulignait en 1970 :

« La localisation de ces établissements obéit à la tradition britannique de l'éloignement par rapport aux centres urbains : sur 31 établisse-

ments existants, onze seulement se trouvaient à moins de 5 km du centre d'une ville. Les autres se situaient le plus souvent sur un site isolé. L'internat est la règle générale, ce qui introduit une coupure entre l'élève et son milieu social et culturel. Le « style campus » des établissements et le port de l'uniforme symbolisent cette coupure » ⁽¹⁾.

La situation a quelque peu évolué depuis dans la mesure où le rapprochement entre les deux Cameroun a conduit à augmenter le nombre d'établissements scolaires ⁽²⁾ et à les installer dans les villes les plus importantes, comme au Cameroun oriental.

LES HÔPITAUX

L'encadrement sanitaire du Cameroun repose sur une organisation régionale calquée sur celle de l'administration : les provinces sanitaires correspondent aux provinces administratives, sauf au Cameroun anglophone où n'existe en 1975 qu'une seule unité régionale dont le siège est à Victoria et non à Buea. D'autre part, deux types d'équipement concourent à la protection sanitaire : le service des grandes endémies (ex-service d'hygiène mobile et de prophylaxie) dont les équipes parcourent les campagnes pour pratiquer une médecine préventive et vacciner la population, et dont les médecins ont en outre la charge du contrôle des dispensaires de brousse ; et des installations fixes qui selon leur niveau d'équipement en personnel et en matériel s'appellent Centre de Santé Élémentaire, Centre de Santé Développé, Hôpital d'arrondissement ou de département.

Les hôpitaux sont répartis principalement dans les villes les plus importantes et chaque préfecture a le sien. Quelques nouveaux hôpitaux ont été construits il y a une dizaine d'années dans le cadre d'un programme FED, à Wum, Mbouda, Foubot, Bangangté et Ndikiniméki.

Un caractère original de cette répartition est le nombre relativement important des hôpitaux qui sont hors des villes et dont l'existence est liée à celle d'une mission importante (Ndoungue, Fontem, Acha Tugi, Bandjoun) ou bien de plantations (Penja, Ekona, Mundemba). Comme pour l'enseignement secondaire, le nombre de lits offerts par le secteur privé est supérieur à celui du public.

Ces quelques exemples de localisation des équipements tertiaires, dont on pourrait d'ailleurs allonger la liste, montrent la concentration sur les villes les plus importantes et introduisent une différenciation entre les centres plus grande que la simple énumération de leurs fonctions administratives. Les Préfectures ne sont plus, dans ces conditions, d'un niveau d'équipement équivalent et bien des sous-préfectures sont mieux pourvues

(1) G. COURADE, 1974, p. 123.

(2) « Le secondaire, grâce aux missions et au gouvernement fédéral a vu ses effectifs multipliés par plus de dix, et le technique aux mains de businessmen, avait vingt fois plus d'inscrits en 1972 qu'en 1959 » (G. C. COURADE, et 1978, p. 754).

« Aux trois établissements secondaires généraux de l'époque coloniale — saint Joseph Sasse, Cameroon Protestant College Bali, Queen of Rosary Okoyong — sont venus s'ajouter 19 collèges en l'espace de quinze ans, permettant de porter le nombre d'élèves de 882 en 1961/62 à 7503 en 1973/74 » (ibid., p. 757).

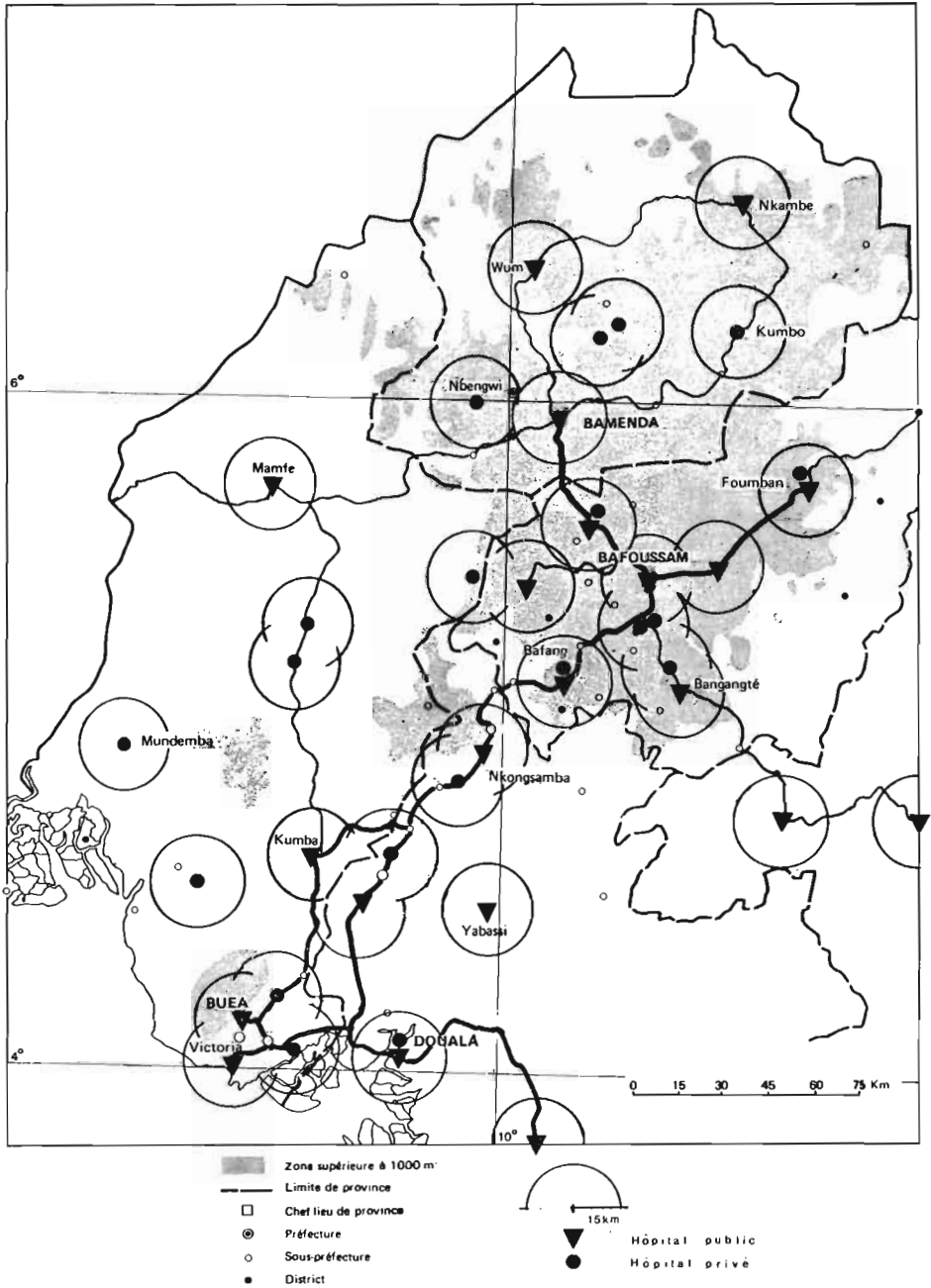


FIG. 90. Hôpitaux.

que certains chef-lieux de département de création récente, ou mal desservis par les voies de communication.

D'autre part, ces différentes cartes soulignent combien l'axe privilégié de l'urbanisation est constitué par la grande voie Sud-Ouest-Nord-Est qui emprunte le Mungo et va jusqu'à Foumban. Le Cameroun anglophone, malgré la concentration d'équipements dans le Fako et à Bamenda est relativement sous-équipé par rapport au reste du pays et s'en est remis beaucoup plus encore que la partie francophone au secteur privé pour réaliser et faire fonctionner l'ensemble des équipements sanitaires et éducatifs. On retrouve aussi, souvent, dans l'ouest, y compris dans certains secteurs de l'ex-Cameroun Oriental, un type original d'urbanisation sans villes.

L'urbanisation sans les villes

Si l'administration, nous l'avons vu à plusieurs reprises, a joué le rôle moteur, d'une manière générale, dans la création et la croissance des villes, deux autres facteurs ont joué qui sont les grandes plantations et les missions. De manière différente d'ailleurs, de part et d'autre de l'ancienne frontière coloniale. Dans le premier cas, il s'agit de milieux fermés : les plantations regroupent, autour d'une usine et de la direction du domaine, des entrepôts, organisent des camps de travailleurs dont les logements sommaires sont conçus essentiellement pour des célibataires, mais qui sont d'un « standing » différent selon la qualification des employés. Ces camps comprennent en général un dispensaire, ou parfois, un petit hôpital, réservé à l'origine aux travailleurs de la plantation, mais acceptant aussi maintenant les habitants du voisinage. L'ensemble de ces installations se situe donc logiquement hors des villes, mais dans certains cas, ces camps de travailleurs sont devenus peu à peu des centres urbains ou de gros bourgs, comme par exemple Ekona, Tiko, ou dans le Mungo, Penja et Nyombe, à condition qu'une impulsion nouvelle leur soit donnée, que ce soit par l'administration ou par l'activité d'entreprises.

Les Missions au contraire, sont beaucoup plus ouvertes, par vocation, vers l'extérieur. Mais très souvent elles se sont installées hors des villes, pour plusieurs raisons sans doute : une plus grande disponibilité de terrains, qu'elles voulaient vastes, le désir de créer autour d'elles des villages de chrétiens (ce qui était sans doute plus le cas des missions catholiques que des protestantes) et aussi une certaine crainte face au phénomène urbain naissant. L'éloignement des villes se limitait quelquefois à une distance de quelques kilomètres du quartier administratif (exemple : Bafang, Bafoussam, Bamenda), mais l'espace a été comblé depuis par l'extension de la ville et la mission et ses annexes constituent maintenant un quartier, souvent très large, dans le tissu urbain.

Par contre lorsque les missions sont demeurées à l'écart des villes, elles ont parfois constitué autour d'elles un noyau d'équipement, culturel

bien sûr, mais aussi scolaire : écoles primaires, collège, centre d'apprentissage parfois, sous forme d'un atelier de mécanique ou d'une modeste ferme expérimentale, ou sanitaire. Cette juxtaposition d'équipements a un caractère marqué de centralité dans la mesure où ils sont utilisés par la population environnante. Ils ne constituent pas pour autant des villes : en effet, à part quelques commerces de fréquentation quotidienne, et, quelquefois un marché, on ne voit pas s'y implanter d'équipements indépendants de la mission. Si des bourgs de plantation ont été quelquefois érigés en chefs-lieux d'unité administrative, il n'est pas d'exemple de bourgs de mission qui aient suivi le même processus.

Un autre phénomène est à prendre en considération, c'est celui des civilisations elles-mêmes. Nous avons évoqué au début de cet ouvrage le cas de Fouban, résultat d'une civilisation urbanisante bien antérieure à la période coloniale. De nos jours, le pays bamiléké offre l'image inverse de campagnes qui sont quelquefois urbanisées, au sens de la présence d'équipements tertiaires, mais qui n'arrivent pas pour autant à constituer une ville. Le cas de Bandjoun à cet égard est très frappant : les missions, catholique et protestante, installées à 6 km l'une de l'autre, à Mbwo et Pété, possèdent chacune un hôpital et des installations propres : églises, logements des personnels de mission et de leurs auxiliaires ; celle de Mbwo, protestante, gère en outre un collège. La sous-préfecture s'est installée non loin du carrefour des routes qui mènent à Douala et à Yaoundé et sa présence a entraîné celle d'un bureau de poste et d'une brigade de gendarmerie, le tout étant à l'écart de la chefferie qui demeure, tous les quatre jours, le centre principal de la vie économique de l'arrondissement avec l'un des plus gros marchés du pays bamiléké. Aucun caractère urbain dans le paysage, mise à part une certaine concentration, très récente, des commerces, d'un hôtel, et de stations services le long de la route bitumée. Mais l'habitat est encore entièrement dispersé dans l'arrondissement. La population a des activités essentiellement agricoles et artisanales mais n'éprouve pas le besoin, pour utiliser les services « urbains » mis à sa disposition, de bouleverser son mode d'habitat. Au surplus, les densités rurales sont élevées et il n'y aurait guère de terrain disponible pour constituer un centre urbain.

C'est à une structure analogue que répond la grande chefferie de Bali, près de Bamenda. Là aussi, des équipements sont présents : collège, mission et un centre commercial modeste s'est organisé, mais la population demeure dans sa campagne.

D'autres exemples pourraient être pris dans la province du Nord Ouest où hôpitaux et collèges, voire lycées (ceux de Buea ou de Bambili) sont hors des agglomérations. Ainsi que la plupart des Councils qui, jusqu'à une date récente, détenaient l'essentiel des pouvoirs d'organisation administrative de la campagne.

Le résultat : les équipements structurants sont moins concentrés (ils sont aussi globalement moins nombreux) donc il y a moins de villes dans le Cameroun anglophone, à l'exception notable du Fako dont la structure est à rapprocher du Mungo, sa nébuleuse de centres étant le pendant du chapelet de petits centres du département voisin aligné sur la voie ferrée et la route.

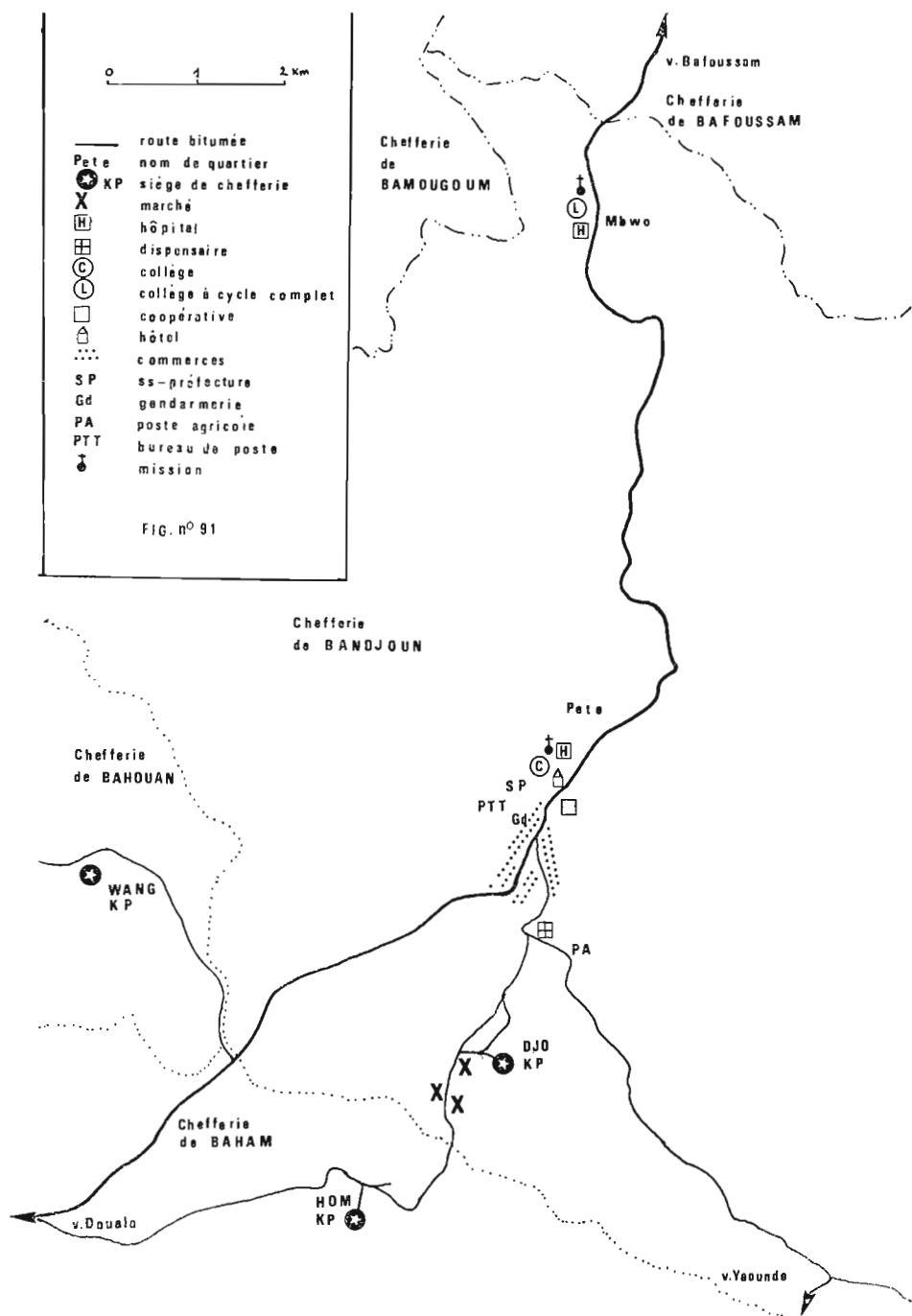
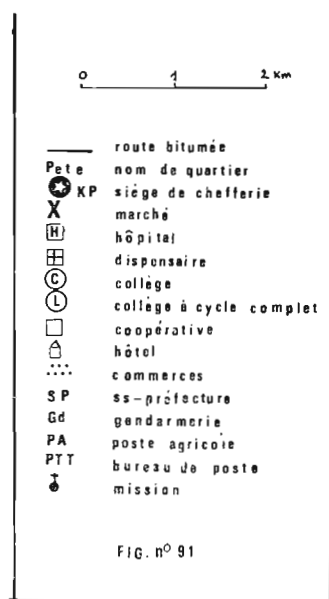


FIG. 91. Bandjoun.

Il reste à voir quelle est l'utilisation que font respectivement citadins et ruraux de ces équipements.

L'utilisation des équipements tertiaires

Une enquête faite il y a quelques années sur une partie de la zone couverte par la présente étude avait cherché à montrer à la fois quelle était la portée et le taux d'utilisation de certains équipements ⁽¹⁾. Ils avaient été mesurés pour les hôpitaux et les collèges.

L'examen de la carte de la zone de recrutement de ces équipements indiquait d'une part que celle-ci coïncidait, à quelques nuances près, avec les limites du département, et d'autre part que les établissements situés hors des villes, à niveau égal, avaient une portée beaucoup plus limitée que les établissements urbains. On peut dire, en gros, qu'un équipement situé dans une Préfecture a une aire de recrutement sensiblement égale à celle de la fonction administrative, alors que celle d'un établissement situé à la campagne ne recrute que faiblement au delà de ses environs immédiats. Il se produit donc un phénomène cumulatif de l'utilisation de ces équipements. On va plus facilement en ville pour se faire soigner, on y envoie plus facilement ses enfants scolarisables que dans la chefferie voisine. Ce n'est pas seulement la distance qui est en jeu, mais, outre le fait de pouvoir utiliser d'autres facilités de la ville, l'assurance d'y retrouver des personnes de son village, ce qui est bien plus rarement le cas dans la zone rurale voisine.

Lorsque l'on compare les taux d'utilisation de ces équipements, on note que les citadins sont nettement privilégiés ainsi que les zones les plus proches des équipements :

« Parmi les unités proches d'un hôpital, 71 % ont une forte fréquentation hospitalière et 7 % une fréquentation faible. À l'inverse, parmi les zones situées à l'écart des hôpitaux et des principales voies de communications 26 % ont une fréquentation forte et 55 % une fréquentation faible » ⁽²⁾.

La proximité a un rôle essentiel et semble jouer au maximum dans un rayon de 15 km autour de chaque hôpital. Si l'on se reporte à la carte des hôpitaux, on constate l'avantage dont bénéficient l'Ouest et le Mungo dont la très grande majorité des habitants vit à moins de 15 km d'un hôpital (un cercle de rayon 20 km couvrirait la quasi totalité de la zone), par contre dans le Nord Ouest et le Sud Ouest on remarque davantage une disposition en îlots (Fako et région proche de Bamenda mis à part) qui laisse hors de portée des hôpitaux une très grande partie des habitants des campagnes.

(1) J. CHAMPAUD, 1972.

(2) J. CHAMPAUD, 1972, p. 409.

Les taux de scolarisation font ressortir le même avantage pour les secteurs les plus proches des villes, mieux scolarisés dans le secondaire que les campagnes.

Ces diverses remarques sont confirmées, pour l'essentiel, par des enquêtes conduites en 1970 par G. COURADE sur le sud du Cameroun anglophone ⁽¹⁾. Notamment

« Ce sont les personnes vivant à proximité de l'hôpital qui profitent le plus de cet équipement : à l'hôpital de Mamfé, 60 % des patients venaient de l'agglomération, 4 % seulement de l'arrondissement d'Akwaya...

Les zones les plus mal desservies se trouvent être celles qui sont à plus de 20 km d'un équipement quand le réseau routier est inexistant ou insuffisant » ⁽²⁾.

Il note également ⁽³⁾ comme je l'avais fait moi-même pour Bafoussam, le nombre important, dans les collèges et les lycées, d'enfants d'agriculteurs : 72 % dans les écoles normales, 45 % dans les lycées et collèges du Cameroun Occidental, 63,5 % des garçons et 36,8 % des filles au lycée de Bafoussam.

Le monde rural est encore très largement représenté dans l'enseignement secondaire mais moins que sa proportion dans l'ensemble de la population, et, déjà joue pleinement le mécanisme de reproduction sociale qui privilégie, de façon de plus en plus nette à mesure que l'on monte vers un niveau d'études plus élevé, les classes moyennes ou la bourgeoisie urbaine.

Ainsi la structuration de l'espace régional est-elle le fait, principalement, des villes-préfectures dont l'impact sur la campagne se prolonge aussi bien par le réseau routier et les flux qui l'empruntent que par la présence de points d'appui secondaires beaucoup plus diversifiés, qu'ils s'appellent sous-préfectures, bourgs ruraux ou « bourgs missionnaires ». Réseau et relais facilitent bien sûr le contrôle de la population, mais lui permettent en même temps d'accéder à un ensemble de services et d'équipements dont les villes sont seules à détenir une collection assez vaste.

(1) G. COURADE, 1974.

(2) Ibid., p. 123.

(3) Ibid., p. 124.

CHAPITRE XV

TYPLOGIE DES VILLES ET SYSTÈMES URBAINS

Les villes de l'ouest n'ont pas toutes le même rôle ni la même influence. La fonction administrative est la caractéristique la plus commune, mais à niveau égal dans la hiérarchie, elles structurent différemment leur espace, aussi bien en fonction de leur niveau d'équipement que de la nature de l'environnement local ou régional.

Plusieurs typologies sont possibles qui tiennent compte de la genèse des centres (cités pré-coloniales, villes « anglaises », villes « françaises », villes camerounaises), de la situation géographique (villes de plateaux, villes côtières), du contexte économique (grandes plantations, agriculture de petites propriétés, marchés), de la desserte routière (carrefours de communication ou zones marginalisées) ou, tout simplement, du paysage urbain. Ces diverses approches du même phénomène n'ont peut être après tout qu'un intérêt limité : dans certains cas il satisfait davantage au plaisir spéculatif de la classification qu'il n'apporte d'éléments décisifs d'explication. Tout en ayant présentes à l'esprit ces données, nous nous limiterons dans ce chapitre à l'examen de quelques aspects qui nous paraissent particulièrement importants :

- le niveau d'équipement des agglomérations
- leur typologie fonctionnelle
- les rapports qu'entretiennent entre elles les diverses catégories de centres ainsi définis et ceux qu'elles ont avec leur région.

L'équipement des villes

Le niveau d'équipement des villes a été représenté à partir d'une matrice ordonnée traitée sur ordinateur ⁽¹⁾. On a retenu, en ordonnées, tous

(1) Grâce à la collaboration précieuse de Jean-Daniel GRONOFF de l'EHESS (antenne de Marseille) groupe de recherches Images-Méthodes sur logiciel EURISTA.

les chefs-lieux d'unités administratives (province, département, arrondissement, district) ainsi que des localités de plus de 5 000 habitants ou voisines de ce chiffre, disposant de plusieurs équipements « urbains ».

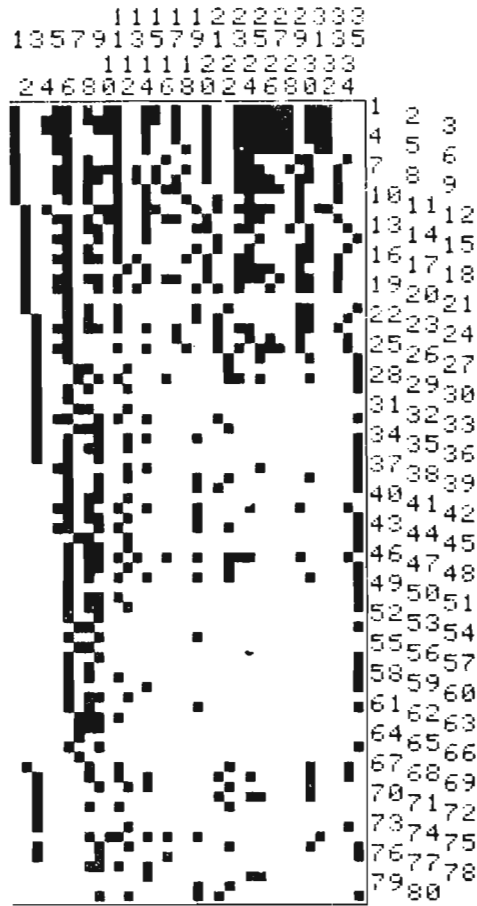
Parmi les indicateurs choisis figurent, outre la fonction administrative :

- le nombre d'habitants de l'agglomération (plus de 20 000, 10 à 20 000, 5 à 10 000),
- l'encadrement religieux, très important dans la région : une très large partie de la population est christianisée, et les missions jouent un rôle essentiel dans la gestion des équipements sanitaires et scolaires. Trois niveaux ont été différenciés : 1 mission, 2 missions (catholique et protestante), définies par la résidence d'un prêtre ou d'un pasteur et non simplement par l'existence d'un lieu de culte, et l'évêché (en donnant un rang équivalent à Ndoungué, qui abrite un centre de formation de pasteurs et plusieurs services destinés aux églises protestantes, ainsi qu'à Foumban, siège d'un sultanat qui joue un rôle éminent dans l'Islam de la région),
- l'équipement hospitalier, avec deux niveaux : 2 hôpitaux ou un seul, qu'ils soient publics ou privés,
- l'équipement scolaire secondaire (général et technique) en distinguant deux niveaux pour les lycées (1 ou 2 établissements) et trois pour les collèges (5 et plus, de 2 à 4, 1),
- les stations services (trois niveaux : 5 et plus, 2 à 4, 1),
- les banques (3 et plus, 1 ou 2),
- les bureaux de poste, classés selon leur catégorie officielle (1^{re}, 2^e, 3^e classe, 4^e classe et agence postale),
- la desserte publique en électricité, eau et téléphone,
- la présence d'hôtels, coopératives, pharmacies.

Deux indicateurs de situation ont été ajoutés : agglomérations situées à plus de 900 mètres d'altitude et appartenance à l'ancien état francophone.

À partir de la matrice de départ (fig. 92), une première manipulation selon l'importance de la population donne un premier rangement (fig. 93) qui indique d'emblée que les centres les plus peuplés sont aussi, en gros, les mieux équipés ; mais avec une grande dispersion à l'intérieur de chaque grand groupe, qui conduit à tenter d'autres classements. Après diverses manipulations au cours desquelles on a « marginalisé » à gauche les indicateurs de situation (population, francophonie, altitude), on parvient à une matrice de classement tenant compte du niveau d'équipement de chacune des villes (fig. 94) ; ce classement est plus complexe que celui résultant du volume démographique ou de la fonction administrative, et conduit à distinguer quatre grands ensembles de localités : centres régionaux, centres principaux, centres secondaires et bourgs.

Les centres régionaux sont au nombre de cinq : Nkongsamba, Bafoussam, Bamenda, Kumba et Victoria. Ce sont les villes importantes de la région, les plus peuplées (elles ont toutes plus de 30 000 habitants) et leur rayonnement dépasse le cadre du département qu'elles commandent. Elles possèdent une fonction d'encadrement majeure, ce sont des préfectures et deux d'entre elles, Bafoussam et Bamenda sont chefs-lieux de provinces ; en outre, trois évêchés (Bamenda, Bafoussam et Nkongsamba) assurent la direction de l'église catholique. Ce sont également les villes les mieux équipées sur le plan économique, sanitaire et scolaire. Les trois villes anglophones, toutefois, sont moins bien pourvues sur le plan scolaire que leurs voisines orientales : le lycée qui dessert la province du Nord-Ouest se trouve à Bambili, à 14 km de Bamenda, et celui du Sud-Ouest à Moliko, près de Buea. à 26 km de Victoria.



INDICATEUR DE CLASSEMENT 0

FIG. 92. *Matrice ordonnée : rangement de départ.*
 Codification : cf Annexe III (p. 494).

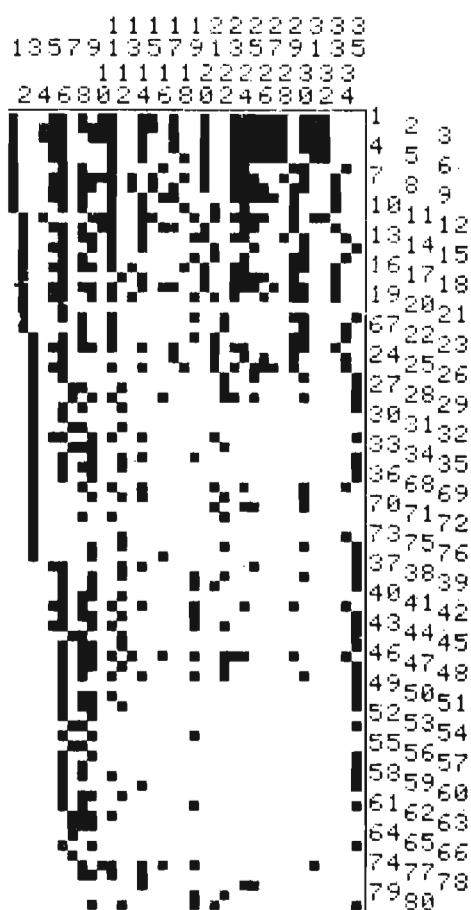
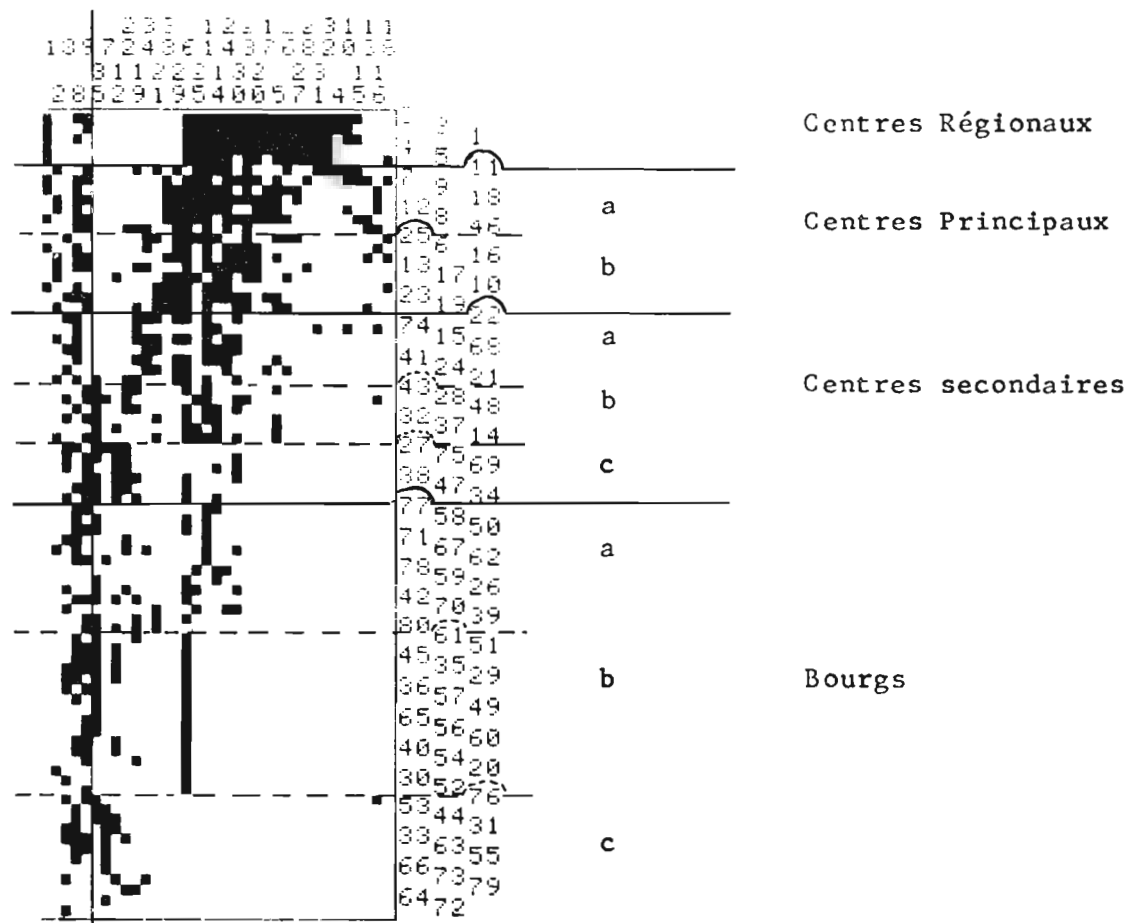


FIG. 93. Rangement selon l'importance de la population.

FIG. 94. *Matrice de classement final.*

Ces centres régionaux représentent, en dessous des deux métropoles nationales, l'échelon le plus complet de la vie urbaine. Ce sont eux également qui bénéficient de l'activité commerciale la plus intense : elle se manifeste par la présence de quelques grossistes, mais aussi par la fréquentation de leurs marchés et l'importance de gares routières toujours en effervescence. Ils sont aussi pratiquement les seuls qui possèdent pharmacie, imprimerie, et bureau de poste de 1^{re} catégorie.

Les centres principaux caractérisés par un bon niveau d'équipement bancaire, hospitalier et scolaire, constituent deux sous-ensembles :

a) *Le premier* regroupe les agglomérations qui réunissent à la fois les deux équipements majeurs que sont les lycées et les hôpitaux. On y trouve une capitale provinciale, Buea (19 000 habitants), trois préfectures de l'Ouest (Foumban 24 000 hab., Dschang 12 600 hab., Bafang 24 000 hab.), deux préfectures qui sont aux limites de la zone étudiée : Bafia et Edéa, et, assez curieusement dans cette catégorie, Bandjoun. Celle-ci est l'exemple même de « rurbanisation » évoqué au chapitre précédent. Sa taille n'est pas celle d'une ville (à peine 3 000 habitants en population urbaine en 1976), mais plus de 41 % de cette population active travaille dans le secteur des services et 18 % dans le commerce. Bandjoun doit son très bon niveau d'équipement (deux hôpitaux, catholique et protestant, un lycée et un collège) à la fois à la concurrence des missions qui ont tenu il y a déjà longtemps à être présentes dans la plus importante chefferie bamiléké, et à sa position de carrefour entre les routes de Douala-Bafoussam et Bafoussam-Yaoundé : le centre commercial qui s'est développé ces dernières années en bordure de la route goudronnée et la proximité de Bafoussam lui ont valu l'implantation d'une banque, d'un hôtel, d'une station service et la desserte en électricité ; c'est également un centre de groupage important du café arabica, et le plus gros marché rural bamiléké. L'absence de concentration des équipements et de l'habitat, la non-existence en quelque sorte d'un paysage urbain ne doivent pas faire oublier que Bandjoun a une « centralité » évidente dont les équipements s'adressent non seulement aux 46 000 habitants de la chefferie mais aussi à quelques groupements voisins, et même, pour une part, à la ville proche de Bafoussam.

Les autres villes de cette série possèdent toutes au moins une banque, un hôtel (sauf Bafia), un collège, plusieurs stations-services et un bureau de poste de 2^e classe (1^{re} pour Buea, 3^e pour Foumban), le téléphone automatique était attendu à brève échéance en 1976 pour les villes qui ne le possédaient pas encore.

b) *Le deuxième sous-ensemble* comprend des agglomérations qui ne possèdent que l'un des équipements majeurs définis plus haut : soit un hôpital, soit un lycée. Il s'agit à la fois de préfectures plus modestes que les précédentes : Kumbo (12 000 hab.), Mamfe (8 500), Mbouda (14 000), Banganté (près de 10 000) et de sous-préfectures très actives : Fombot (6 100 hab. en 1976 mais environ 17 000 si on avait recensé le même espace qu'en 1966), Loum (29 500 avec Loum chantiers), Mbanga (21 000) et Tiko (14 000). Tous ces centres, sauf un, ont un hôpital, aucun n'a de

lycée sauf Loum, qui par contre n'a pas d'hôpital (mais celui de Penja n'est qu'à 10 km). Ils disposent aussi d'une banque et de plusieurs stations services et d'un bureau de poste de 2^e classe (sauf Foubot, Loum et Mamfe qui ont des bureaux de 3^e classe) et sont desservis en électricité (à l'exception de Mamfe et Kumbo).

Les centres secondaires sont au nombre de 19. Les équipements qu'ils possèdent tous sont : un bureau de poste de 4^e classe (sauf Njinikom), une station service au moins (sauf Yabassi, Fontem et Mundemba) et une mission au moins (sauf Muyuka et Fokoué). Plusieurs sous-ensembles peuvent également être dessinés :

a) *Cinq agglomérations* relativement importantes : Melong (9 900 hab.), Manjo (14 300), Penja (9 300), Muyuka (9 800), Kékem (10 200), qui, Penja exceptée, sont des sous-préfectures, et une petite ville en déclin, Yabassi (3 500 hab.), la préfecture du Nkam. Outre leur équipement administratif, elles ont deux missions (sauf Muyuka), un collège (Muyuka étant particulièrement bien équipée en ce domaine avec six établissements), une banque (sauf Penja) et elles disposent de l'électricité (Melong et Kékem ne l'avaient pas en 1976 mais devaient être branchées assez rapidement sur le réseau du Mungo). Parmi les équipements majeurs, seuls Penja et Yabassi possèdent un hôpital.

C'est dans cette catégorie de centres secondaires qu'il faut encore classer comme une localité à part Ndoungué, bourgade modeste de 3 600 habitants mais dont les équipements sont à la mesure de son rayonnement au service des églises protestantes : hôpital, lycée, collège technique, imprimerie. Une situation analogue à celle de Bandjoun aussi proche de Nkongsamba que Bandjoun l'est de Bafoussam, mais aucune fonction administrative n'est venue compléter son équipement confessionnel, et surtout, elle s'est développée autour de la gare, à 4 ou 5 km de la route goudronnée à laquelle elle est reliée par une piste médiocre.

On retrouve là, outre Yabassi et Muyuka, les centres actifs du Mungo qui ne figurent pas dans les catégories supérieures.

b) *Un second sous-ensemble* comprend 6 centres aux fonctions administratives diverses : quatre préfectures anglophones dont trois sont faiblement peuplées : Mbengwi (3 100 hab.), Nkambe (6 000), Wum (15 100) et Mundemba (4 900) ⁽¹⁾, une sous-préfecture, Ndikiniméki (moins de 3 000) et un district, Bali, (7 000) également anglophone. Leur équipement est principalement d'ordre administratif, il n'y a plus de banque, ni l'électricité (sauf à Bali). Les établissements scolaires sont moins nombreux : un lycée à Bali et un collège à Mbengwi et Ndikiniméki. Les missions par contre sont présentes dans chacun de ces centres, et quatre d'entre eux possèdent un hôpital. Ce sont des localités essentiellement anglophones.

c) On peut classer à part *un troisième groupe* de 6 agglomérations, modestes centres administratifs : sous-préfectures à Ndop (4 600 hab.),

(1) Ces 4 préfectures sont bien mal équipées alors qu'elles sont les seules villes à desservir des départements qui comprennent respectivement 118 000, 173 000, 183 000, 74 000 personnes.

Fontem (5 900), Bandjia (ex-Company 3 000), districts à Magba (7 700) et Fokoué env. (6 000) ou bien localités sans rôle d'encadrement : Njinikom (7 800) et Santa (5 900). Elles ont généralement une mission et une station service (sauf Fontem). Deux ont un hôpital (Njinikom et Fontem) ou un collège (Ndop et Fontem), mais une n'a pas de bureau de poste (Njinikom). On arrive ainsi à des centres qui mériteraient tout juste le qualificatif d'« urbains », et ceux qui viennent ensuite dans la liste ne paraissent pas justifier mieux qu'une mention de « bourgs ».

Les bourgs forment une cohorte de près de quarante unités que l'on peut à nouveau répartir en trois séries.

a) *Un premier groupe* de 13 (Tombel, Bansa Yingui, Nguti, Batibo, Ndu, Nyombé, Mutengene, Baham, Bangwa, Baré, Ekona, Bana) contient des localités peu peuplées dans l'ensemble (seule Nyombé à 14 500 hab. et trois autres dépassent les 5 000 : Baré 6 700, Tombel 8 400, Mutengene 6 800) dont la moitié ont une fonction administrative (6 sous-préfectures : Bana, Yingui, Nguti, Tombel, Bansa, Batibo et un district, Baham). Leur niveau d'équipement est un peu disparate : hôpital (3 centres), missions (8), coopératives (3) stations-services (5). Les plus actifs de ces bourgs sont d'ailleurs ceux qui n'ont pas de rôle administratif : Nyombé (encore que, à défaut d'un sous-préfet, il ait une brigade de gendarmerie) et Ekona sont au cœur des zones de plantations et bénéficient des retombées de stations de recherches agronomiques importantes ; Ndu est également un bourg actif près d'une grande plantation de thé, Baré, marché très animé (qui a lui aussi une brigade de gendarmerie) et Mutengene, un bourg-carrefour à la jonction des routes Douala-Victoria et Victoria-Kumba, marché important qui abrite aussi une école de formation de la police.

b) *Une deuxième série* regroupe des sous-préfectures peu équipées. Les bureaux de l'arrondissement sont même le seul élément de centralité à Isangele (10 700 hab. en 1976, mais nous savons que c'est une surestimation importante de la population « urbaine »), à Bamusso (env. 7 000) et Jakiri (2 300), ces deux dernières étant toutefois de petits centres commerciaux (marché, quelques boutiques) pour leur arrondissement. Plusieurs ont en outre un bureau de poste : Fundong (5 300), Nkondjock (1 700), Ekondo Titi (2 700), Akwaya (700) et Nwa (1 800) ou bien une mission : Galim (1 200), Bamendjou (3 800) ou encore un collège : Bangem (2 000). Cinq de ces sous-préfectures sont un peu mieux fournies, avec un bureau de poste, et soit une mission : Bangou (2 400), Batcham (3 000), Bazou (5 700), Tonga (7 000), soit un collège : Dibombari (1 000).

c) On arrive enfin à *une dernière catégorie* de petits bourgs qui jouent encore un rôle modeste de centralité mais ne sauraient prétendre à la qualité de villes. Ils sont une douzaine et ce sont soit des districts, c'est à dire l'échelon de base de l'administration générale et rien d'autre : c'est le cas de Malantouen, Petit Diboum ⁽¹⁾, Santchou, Idabato et Kombo Itindi, soit un district et un équipement : mission (Makénéné), bureau de poste

(1) Dénommé Bakou depuis juin 1977.

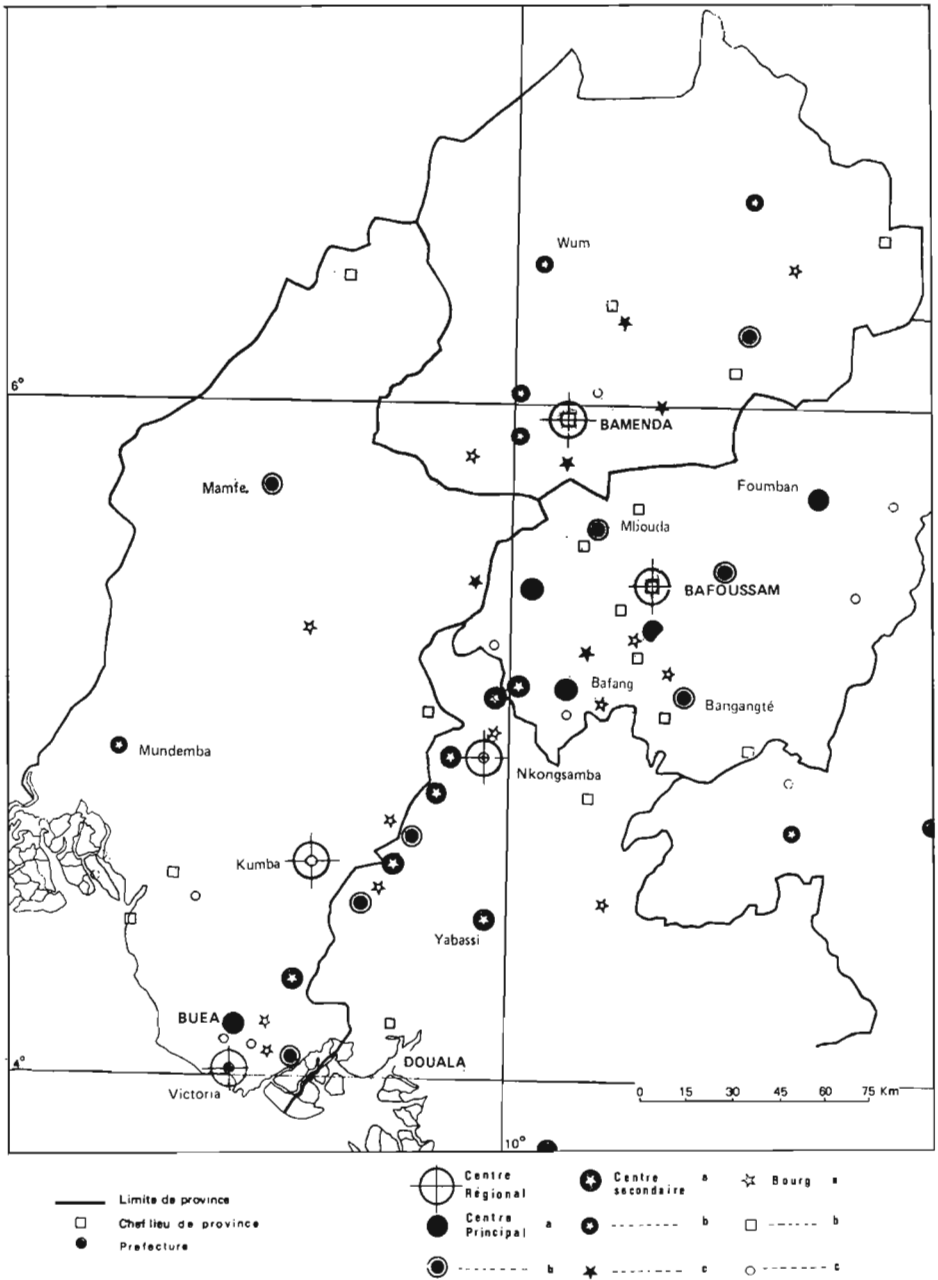


FIG. 95. Typologie des villes (équipement).

Massangam) station-service (Fokoué), soit des localités sans fonction administrative mais réunissant plusieurs équipements, telles Ombe (collège, station-service), Bambili (lycée, poste) Mbonge (mission, poste, à quoi il faut ajouter un port piroguier et un marché actif). Tole par contre, dernière localité à figurer sur cette liste, n'a aucun équipement, malgré ses 6 000 habitants, ayant un pouvoir de polarisation : c'est essentiellement un vaste camp de travailleurs autour de la plantation de thé et de l'usine, aux portes même de Buea.

À cette dernière liste de petits bourgs pourraient éventuellement être rattachées certaines localités qui se distinguent des villages voisins par la présence d'un équipement leur assurant un rayonnement d'une portée supérieure à l'agglomération elle-même. Ce sont par exemple des hôpitaux de missions comme Acha Tugi dans la Momo ou Manyemen dans la Manyu, des établissements scolaires comme le collège secondaire à cycle complet de Bafou (Ménoua), ou bien Koutaba, dans le Bamoun, à laquelle la proximité d'une importante base militaire et d'un aéroport assurent une certaine animation. Mais on parvient alors à une liste dont les éléments inférieurs ne se caractérisent que par la présence d'un équipement et ne suscitent pas le développement d'une agglomération notable ; ils ne participent donc que très marginalement au phénomène urbain.

Ce classement des villes en fonction de leurs équipements montre une grande diversité de situations dans la gamme des services offerts aux habitants des villes et des campagnes. Des seuils apparaissent assez nettement entre les centres régionaux et les centres principaux, entre ceux-ci et les centres secondaires, entre ces derniers et les bourgs ; par contre, il n'y a guère de solution de continuité à l'intérieur de chacun de ces groupes et c'est au demeurant une situation qui est en évolution constante à mesure que des équipements nouveaux sont implantés dans des centres qui en étaient jusqu'alors dépourvus. Mais d'autres classements sont également intéressants à opérer.

Typologie fonctionnelle

Le rangement des villes qui est tenté ci-dessous vise à classer les agglomérations en tenant compte à la fois de facteurs démographiques (indicateurs 1 à 6) des catégories socio-professionnelles (7 à 11) et des données chiffrées économiques et sociales (12 à 16).

Il aboutit à un regroupement de types voisins aux caractéristiques communes et non à un classement des villes par ordre d'importance des équipements comme dans la classification précédente.

Les sources

La source essentielle des données est constituée par le Recensement de 1976. Celui-ci a l'inconvénient de présenter des résultats (relevés dans le cas présent, pour la plupart,

sur les listings mécanographiques) par arrondissement, en différenciant seulement la population rurale de la population urbaine. Celle-ci, nous l'avons déjà dit, n'est pas toujours clairement définie, et l'on a regroupé parfois avec le chef-lieu de l'arrondissement des localités qui ne sont que des villages périphériques (cf. annexe II, p. 492). Dans la majeure partie des cas la part de la population de la sous-préfecture représente la totalité de celle de l'arrondissement. Dans quelques cas cependant, la situation est plus complexe. Dans le Fako par exemple, un arrondissement, celui de Victoria, regroupe deux villes authentiques, la sous-préfecture (30 000 hab.) et Buea (19 000). Dans le Mungo, la population urbaine de Loum comprend à la fois celle de la sous-préfecture (24 000) et celle de bourgs importants qui représentent 54 % de la population urbaine de la circonscription : ce sont Loum-chantiers (5 100) incluse dans Loum-ville lors de l'étude sur les niveaux d'équipement, Nyombe (14 500) et Penja (9 300). La nature et l'activité des populations de ces localités sont très voisines de celles de la ville proprement dite et le biais introduit par cet amalgame n'est donc pas considérable.

Nous partageons l'avis de Y. MARGUERAT qui considère que l'on peut tenir pour acceptables les chiffres tels qu'ils sont donnés par le R.G.P.H. tant que les villages extérieurs ne dépassent pas le tiers de l'ensemble ⁽¹⁾. On se souviendra donc dans l'examen du traitement des données que ce tiers de population extérieure est dépassé dans quelques cas. Dans la province du Nord-Ouest, Bamenda regroupe 36 % de population extérieure à la ville. À Fundong et Mbengwi, les pourcentages sont de 77 et 55 ; on peut toutefois estimer dans ces deux cas que la population des villages assimilés à la ville a sans doute une structure peu différente de ces deux localités.

Dans le Sud-Ouest, à Tiko et Muyuka, la population des villages extérieurs représente 29 % de la population urbaine de l'arrondissement, et 28 % à Kumba.

Par contre, nous avons ajouté à la liste Bamusso dont la population urbaine n'a pas été isolée, il était intéressant de le comparer aux autres arrondissements même si, nous l'avons déjà vu, aucune agglomération de la N'dian ne présente de caractéristique urbaine bien marquée.

Les indicateurs

On a retenu les données suivantes :

1. Population urbaine de l'arrondissement (R.G.P.H. 1976, tabl. n° 2)
2. Taux de masculinité : nombre d'hommes pour 100 femmes (R.G.P.H. 1976, tabl. n° 2)
3. Taux d'urbanisation : Population urbaine / population totale de l'arrondissement (R.G.P.H. 1976, tabl. n° 2)
4. Population active masculine, en pourcentage par rapport à la population totale urbaine (R.G.P.H. 1976, tabl. 15 listings)
5. Taux d'accroissement annuel, calculé, en règle générale à partir des chiffres de l'année 1967 (parfois 1966 ou 1968). Ce chiffre est lui-même incertain dans la mesure où les périmètres recensés ne sont pas toujours identiques d'une enquête à l'autre.
6. Le pourcentage d'« immigrés » c'est à dire dans le cas présent, les personnes ayant changé d'arrondissement de résidence depuis leur naissance (*Source* : Y. MARGUERAT 1979 et relevés personnels sur les listings de tableau n° 20).
Les catégories socio-professionnelles proviennent d'un relevé sur les listings du tableau n° 15 du R.G.P.H. 1976. Elles concernent uniquement la population active masculine et sont exprimées en pourcentage par rapport à cette population.
7. La catégorie « agriculteurs » regroupe les personnes travaillant dans l'agriculture, l'élevage, la pêche ou les exploitations forestières.
8. La catégorie « industries-B.T.P. » regroupe les secteurs 3 et 5 du recensement et représente : les industries manufacturières, la transformation des produits d'origine agricole (café par exemple), la boulangerie, le textile et la confection, les industries du bois, les imprimeries, la fabrication des matériaux de construction, le bâtiment et les travaux publics.
9. Dans la catégorie « commerce » ont été incluses des activités commerciales proprement dites ainsi que les hôtels et restaurants (secteur 6 du recensement).

(1) Y. MARGUERAT, 1979, p. 6.

10. Les « services » représentent à la fois ceux qui sont fournis aux particuliers (domestiques etc...) et ceux qui sont fournis à la collectivité : santé, enseignement, administration, armée, police, ainsi que les banques, les assurances et les réparateurs divers (véhicules, coiffeurs, photographes...) soit les secteurs 8 et 9 du R.G.P.H. Il n'est malheureusement pas possible d'après les données du Recensement d'isoler les emplois purement administratifs.
11. Les « chômeurs » représentés ne sont que ceux qui cherchent du travail pour la première fois (ainsi qu'une proportion généralement très faible, de professions « non déterminées »).
On a mis par ailleurs en corrélation avec ces données d'autres éléments chiffrés qui sont :
12. Le nombre d'élèves de l'enseignement secondaire (général ou technique) d'après les statistiques officielles du Ministère de l'Éducation Nationale pour l'année 1973/74, en regroupant l'ensemble des établissements de chaque arrondissement ; ils sont situés le plus souvent au chef-lieu mais il y a quelques exceptions.
13. Le nombre de cartes grises relevé au Ministère de l'Équipement pour l'année 1973.
14. Les recettes postales, issues des statistiques du Ministère des PTT (1975/76).
15. Le nombre d'abonnés à l'électricité provient de la SONEP (Société Nationale d'Électricité).
16. Les comptes bancaires ont été communiqués par les cinq banques qui opèrent au Cameroun.

Les groupes urbains

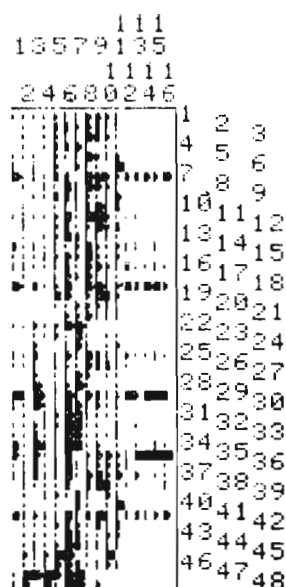
La matrice finale ordonnée, traitée sur ordinateur comme la précédente, met en valeur six groupes de villes :

1. *Le premier* correspond exactement aux *centres régionaux* définis plus haut et comprend Bamenda, Bafoussam, Nkongsamba, Kumba et Victoria. Ce sont les agglomérations qui contiennent la population la plus élevée et ont le plus grand nombre d'élèves dans l'enseignement secondaire, de comptes bancaires, de cartes grises, d'abonnés à l'électricité et les recettes postales les plus importantes. Toutes ont plus d'hommes que de femmes, et la proportion des immigrés est proche de la moitié de la population (46 à 51 %) sauf à Bamenda (30 %). Parmi les catégories socio-professionnelles, on note relativement peu d'agriculteurs (9 à 11 %) sauf à Nkongsamba (27 %) où résident de nombreux planteurs du Mungo et à Kumba (31 %), mais on sait que dans celle-ci, la population de la ville proprement dite ne représente que 68 % de la « population urbaine » de l'arrondissement, les effectifs complémentaires étant fournis par de gros villages des environs. En contre-partie il y a une proportion relativement élevée dans les industries, l'artisanat et le commerce.

2. *Le deuxième ensemble* réunit des agglomérations de tailles diverses : Mamfe, Tiko, Bandjoun, Mbouda, Ndop, Dschang, et Batcham. Il se caractérise par une part relativement faible de l'agriculture qui regroupe moins du quart des actifs masculins et la part importante du *commerce*. Par rapport à leur population, on remarque une proportion relativement forte de comptes bancaires et de cartes grises (sauf à Batcham et Ndop).

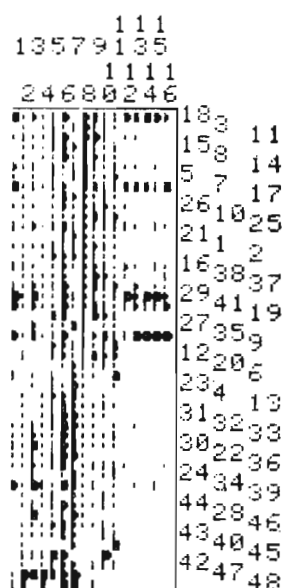
Le cas de Mundemba (45) paraît aberrant et mériterait un classement à part si l'on n'avait quelque peine à croire que 88 % de sa population active est employée dans le secteur des services.

3. *La série qui vient à la suite* est quelque peu disparate et regroupe à la fois de petits centres très faiblement équipés, situés presque tous dans l'ancien

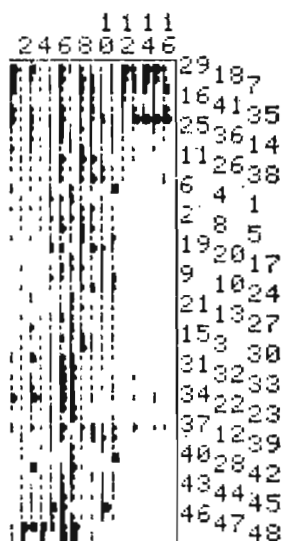


INDICATEUR DE CLASSEMENT 0

FIG. 96. Typologie fonctionnelle. Matrice de départ.



INDICATEUR DE CLASSEMENT 8



INDICATEUR DE CLASSEMENT 12

Codification : cf. Annexe IV

FIG. 97-98. Manipulations intermédiaires.

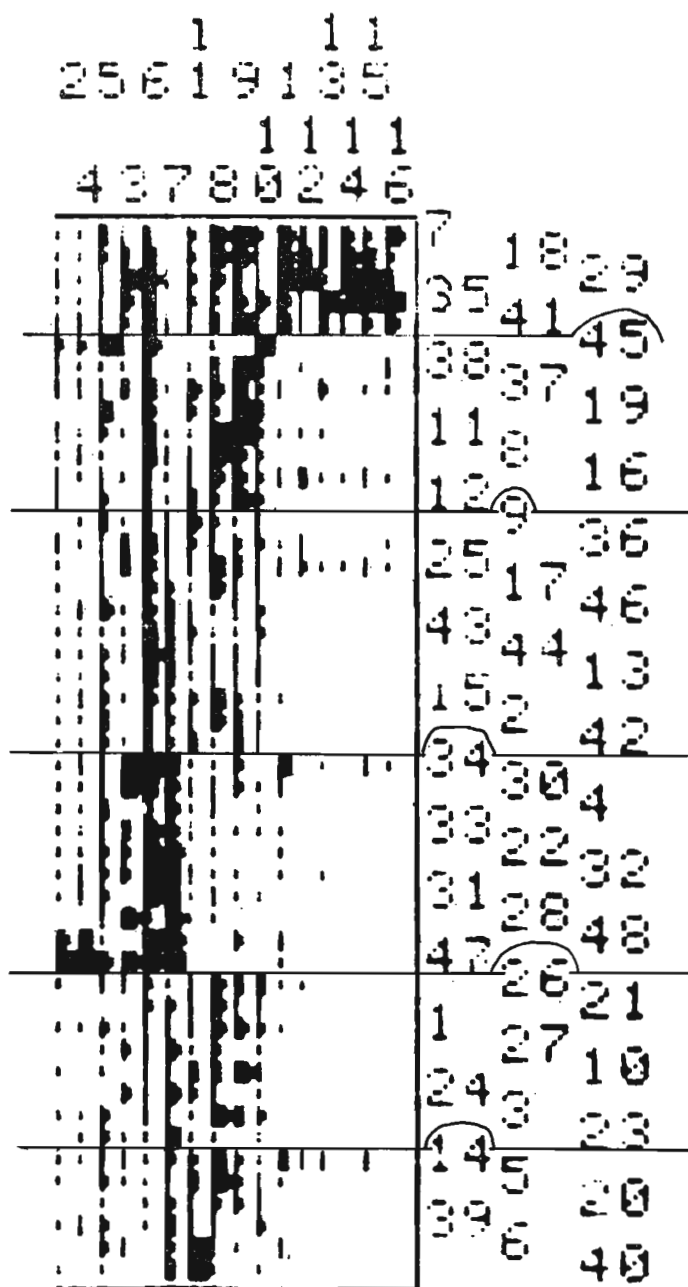


FIG. 99. *Matrice de classement final.*

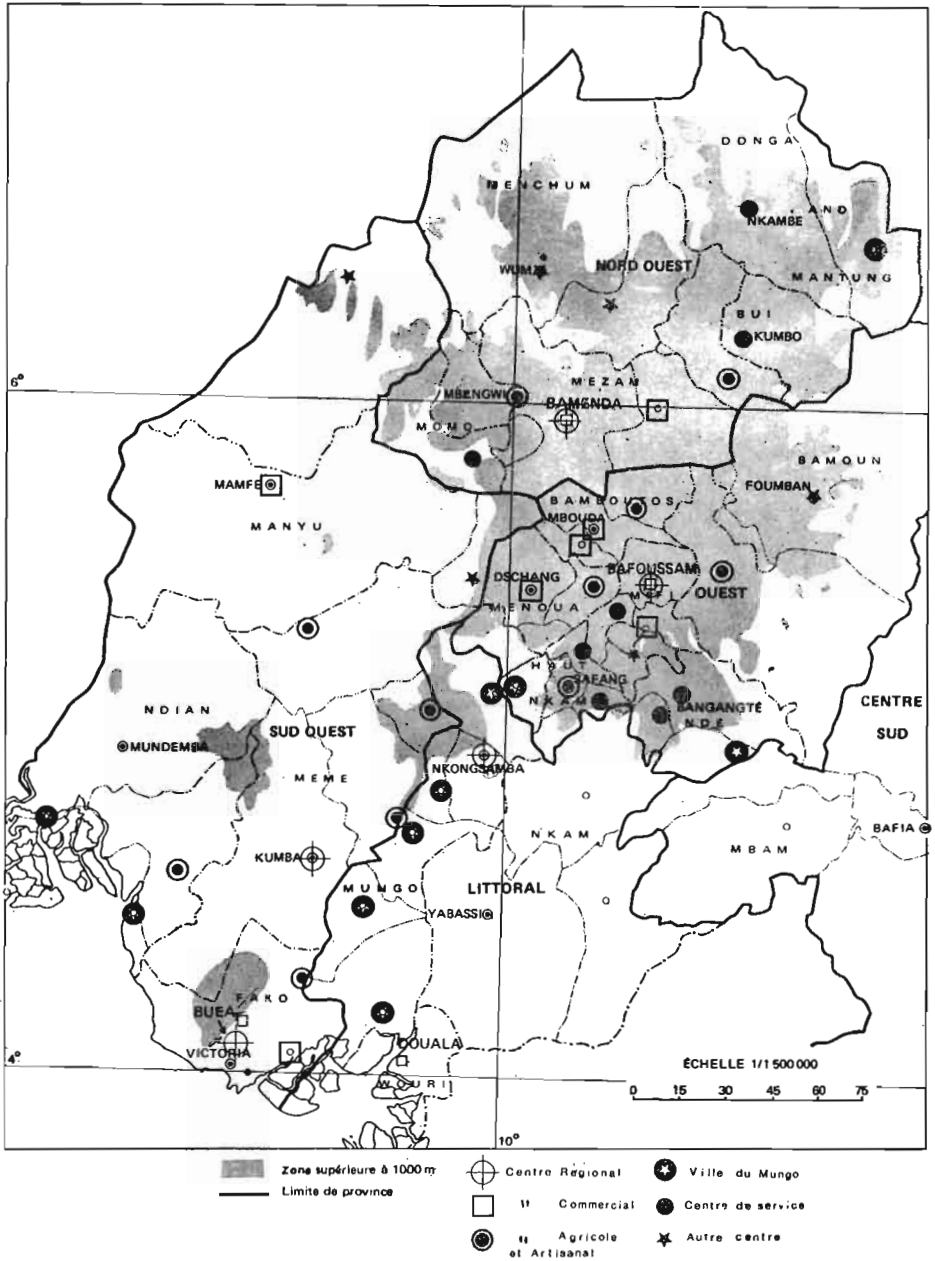


FIG. 100. Typologie fonctionnelle des villes.

Cameroun Occidental : Jakiri, Mbengwi, Bangem, Nguti, Tombel, Ekundu Titi, Galim et d'autres qui le sont mieux (Bansoa, Muyuka) ou sont de véritables villes (Foumbot, Bafang).

Ils ont en commun une forte proportion de population « immigrée », un nombre d'agriculteurs plus élevé que dans les deux catégories précédentes, et dans l'ensemble une forte proportion dans le secteur Industrie-T.P. qui recouvre en fait la présence de nombreux artisans. On peut les qualifier de *centres agricoles et artisanaux*.

4. *Les villes du Mungo* forment l'essentiel de ce groupe : Kékem, Melong, Manjo, Loum, Mbanga, Dibombari, auquel se rattachent également Tonga, Nwa, Isangele, Bamusso. Ce sont des agglomérations de taille moyenne, supérieure à 10 000 habitants (sauf Nwa et Dibombari). La proportion des hommes par rapport aux femmes est élevée et atteint même des chiffres maximum à Isangele (261) et Bamusso (181) ; elle ne descend au-dessous de 100 qu'à Dibombari (98), Kékem et Nwa (95) ainsi qu'à Tonga (87). Le pourcentage d'immigrés est voisin de 50 % à l'exception de Tonga et Nwa. Les équipements scolaires et bancaires sont rares. C'est là que l'on trouve le plus fort pourcentage d'agriculteurs (plus de 60 % sauf à Mbanga 58) ou de pêcheurs (Isangele, Bamusso).

5. *Dans le cinquième groupe* (Kumbo, Nkambe, Batibo, Bamendjou, Bandjia, Bana, Bangangté, Bazou), on remarque un faible taux d'immigrés. Ce sont essentiellement *des centres de services* aux dimensions modestes où l'on retrouve notamment bon nombre de petites sous-préfectures du pays bamiléké.

6. *Vient enfin un regroupement un peu disparate* : Wum, Foumban, Akwaya, Fontem, Fundong, Bangou. Les immigrés y sont très peu nombreux (6 % à Akwaya, moins de 17 % ailleurs) et on remarque surtout des valeurs très faibles pour le commerce, compensées, à Foumban et Wum par l'importance de l'artisanat.

Réseaux ou systèmes urbains

Ces deux approches de la typologie des villes conduisent à une classification des centres selon leur importance et leurs fonctions. Mais elle n'est pas suffisante pour déterminer le type de relations que les villes entretiennent entre elles. On peut d'ailleurs se demander s'il existe un réseau urbain dans l'ouest du Cameroun. Réseau, c'est à dire hiérarchisation d'un ensemble de villes qui entretiennent entre elles des rapports de subordination ou de dépendance. Il existe de façon claire pour l'administration où les chefs-lieux de province « commandent » les préfectures qui à leur tour dirigent les sous-préfectures. Chacune des quatre villes provinciales de l'ouest — Bamenda, Bafoussam, Buea, Douala — n'est d'ailleurs qu'un relais de Yaoundé et du gouvernement central.

Mais en dehors de cette structuration administrative aucun réseau n'apparaît à l'évidence. Ces villes jouent partiellement un rôle polarisateur, mais sans représenter pour autant de véritables capitales régionales. Certes Bafoussam et Bamenda ont sans doute en ce domaine les rôles les plus complets. Elles centralisent à peu près toute la production de café arabica de leur province et ont quelques grossistes qui approvisionnent les commerçants. Mais ce dernier rôle est ténu, depuis que de bonnes voies de communication permettent à la plupart d'entre eux de se rendre directement à Douala. Nkongsamba de son côté a un rôle voisin pour le café Robusta et centralise avant expédition l'essentiel de la production du Mungo et de l'Ouest, sans déborder, pratiquement, vers l'ancien Cameroun Occidental, mais sa fonction de commerce de gros a tendance à s'effriter depuis que le chemin de fer ne joue plus le rôle principal dans l'acheminement des marchandises depuis Douala. Dans la province du Sud Ouest aucune agglomération ne s'impose véritablement comme tête de réseau, surtout depuis la création de la route Douala-Victoria.

Il est donc difficile dans ces conditions de parler de réseau urbain au sens propre du terme. Par contre apparaissent des « systèmes urbains » et une articulation des villes entre elles, au travers desquels transparaissent ces divisions majeures de l'espace régional que sont l'altitude et l'ancienne frontière coloniale.

De ce point de vue, c'est la répartition par provinces qui permet le mieux de rendre compte du schéma de l'organisation urbaine.

Celle de l'Ouest offre la structure la plus simple. Bafoussam, incontestable chef-lieu dont la primauté s'affirme dans tous les domaines est relayée par 3 centres principaux bien équipés (Foumban et Dschang qui furent jadis des chefs-lieux de région, et Bafang) et deux centres un peu moins bien fournis qui sont les deux autres préfectures de la province, Mbouda et Bangangté. Deux sous-préfectures, dont l'une, Bandjoun, n'est pratiquement pas représentée par une agglomération évidente (l'autre étant Foumbot) complètent cet équipement de Bafoussam. On ne trouve pas de centres secondaires (à part Kékem, aux confins de la province, qui est en fait une ville du Mungo et Bandjia) mais un semis de bourgs ruraux qui représentent les autres sous-préfectures ou districts. Les centres principaux sont suffisamment bien équipés, et les distances entre villes suffisamment courtes pour qu'il n'y ait pas besoin de cet échelon intermédiaire. On peut considérer que l'ensemble de la population est bien desservi par les villes et, nous l'avons déjà montré par ailleurs ⁽¹⁾, c'est un schéma circulaire qui rend le mieux compte de ce système urbain. La mouvance de la province s'étend quelque peu au delà de ses limites administratives : Fontem est relié par une piste à Dschang et non à sa préfecture Mamfe ; dans la plaine Tikar, Bankim qui appartient à la province du Nord, a plus de relations avec Foumban ou Bafoussam qu'avec Ngaoundéré ; Nkondjock, dans le Nkam, est en liaison avec Bafang plutôt que Yabassi ; enfin si Makenéné est un prolongement du Ndé, la sous-préfecture de Ndiikiniméké

(1) J. CHAMPAUD, 1972.

est surtout en relations avec Nkongsamba et son trafic transite par le sud du pays bamiléké (route Bangangté-Bafang).

La province du Nord Ouest a un niveau d'équipement urbain inférieur à sa voisine orientale. Bamenda est en effet la seule véritable ville. Kumbo, qualifiée précédemment de centre principal de 2^e catégorie doit sa position aux équipements organisés par les missions et à son rôle de capitale d'un royaume important, celui du peuple Nso, comme Foumban l'est pour les Bamoun. Kumbo n'a reçu qu'à une date récente des fonctions administratives officielles (sous-préfecture en 1963, préfecture trois ans plus tard). Nkambe et Wum, centres administratifs bien plus anciens n'ont que des équipements modestes pour des préfectures, comme Mbengwi, très récente. Quelques centres secondaires et bourgs complètent cette armature urbaine, à laquelle il faudrait ajouter quelques équipements tertiaires disposés ici ou là dans les campagnes.

Le schéma d'ensemble de la province apparaît alors comme un dispositif étoilé, avec une branche plus fournie, la portion de « ring road » qui joint Bamenda à Nkambe, chaque ville ayant pratiquement des relations directes avec le chef-lieu de la province.

La province du Sud Ouest a une organisation plus complexe. Mamfe est un peu un isolat, seul centre relativement bien équipé dans son département, souvenir d'un passé plus brillant que le présent. Le département de la Ndian constitue aussi un cas particulier. Sa préfecture, Mundemba est sous-équipée par rapport aux centres de même rang du Cameroun, et l'absence d'équipements des sous-préfectures ou districts montre bien le caractère marginal de ce département qui ne vit guère que des plantations de la PAMOL et d'activités de pêcheries pratiquées surtout par les Nigériens. Ceux-ci sont d'ailleurs également majoritaires parmi les travailleurs de plantations. Ces confins amphibies sont davantage dans la mouvance relationnelle du Nigeria que du Cameroun, et l'on comprend que le gouvernement y ait créé ces quelques centres administratifs pour les structurer et les rattacher plus efficacement à la République Unie ; il est cependant significatif qu'une seule route atteigne, depuis Kumba, le département de la Ndian, encore s'arrête-t-elle à Ekundu Titi, à quelques kilomètres seulement à l'intérieur du département.

Kumba de son côté s'affirme comme centre régional mais n'est relayée dans son propre département que par des bourgs assez éloignés et faiblement équipés.

Par contre le département du Fako a une structure originale rassemblant sur de courtes distances un ensemble de centres de différents niveaux. Ce sont les grandes plantations, installées sur les terres volcaniques qui donnent son originalité au département et en constituent la richesse. L'urbanisation en découle, comme la vie économique moderne. C'est dans cette région aussi que sont installés les premiers centres coloniaux : Victoria, centre missionnaire, vieux de plus d'un siècle, et Buea, dont les avatars de l'histoire ont réduit progressivement le territoire qu'elle commande, de tout le Kamerun, à une seule des deux provinces anglophones. Encore a-t-elle cette particularité, seul exemple dans le pays, de n'abriter qu'une partie des services provinciaux (les Travaux Publics et l'Urbanisme, les

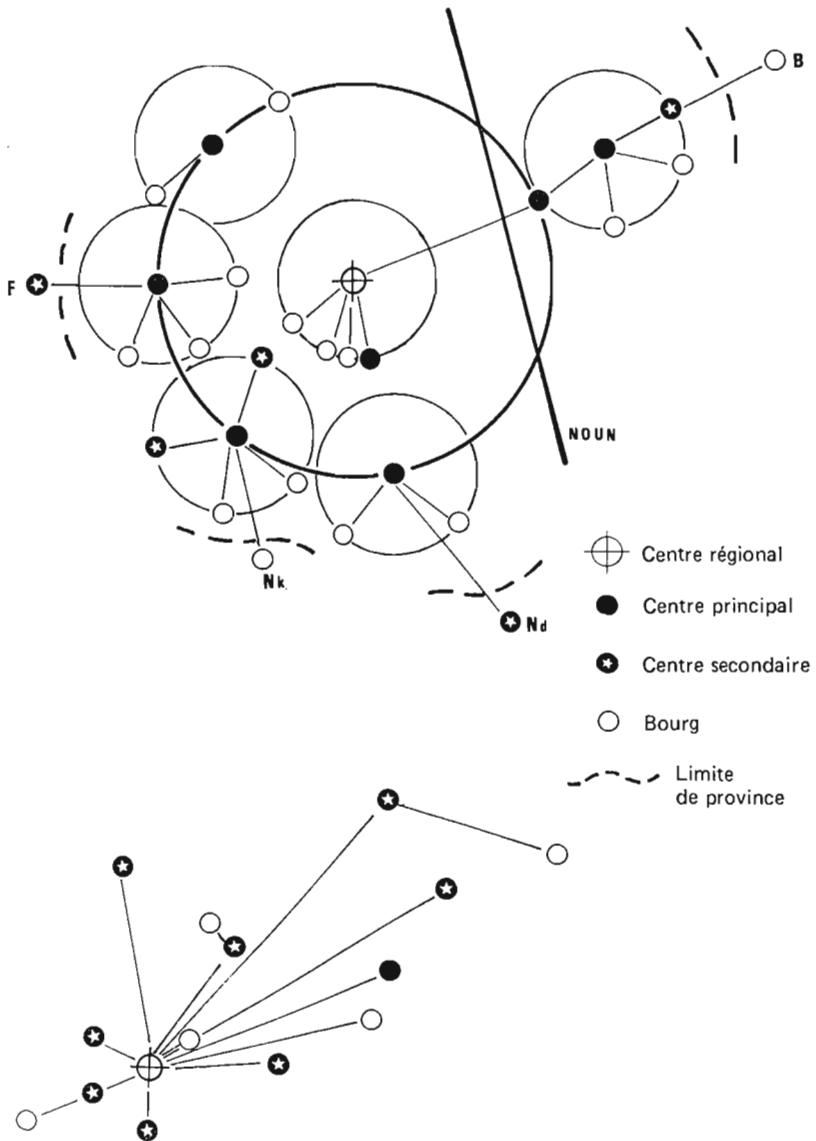


FIG 101. Schéma urbain de l'Ouest.
FIG. 102. Schéma urbain du Nord-Ouest.

Douanes, les directions des Impôts, de la Santé, de la Géologie, sont à Victoria, qui est aussi le siège du Marketing Board, de la Chambre du Commerce, et jusqu'à une date récente, de la Compagnie d'Électricité) et de ne posséder aucun service départemental.

Port, plantation, administration sont les trois aspects de l'urbanisation du Fako. Une urbanisation sans tête de réseau évidente : Buea la détient pour l'administration (de façon incomplète), Victoria pour la vie économique, et Bota, son quartier résidentiel, pour les plantations, puisque c'est là que siège la direction de la Cameroons Development Corporation. Toute une série de villes secondaires ou de bourgs participent au phénomène urbain : sous-préfectures (Tiko, Muyuka), bourgs de plantation avec usine, camps de travailleurs, centre commercial, mais aussi station de recherches (Ekona), école de police (Mutengene) usines diverses implantées hors des centres (comme les Brasseries du Cameroun à Ombe) ainsi que des établissements scolaires. La dispersion des équipements, l'intensité de la circulation automobile sur des routes construites ou refaites ces dernières années, et la multiplicité des petits centres pourraient évoquer l'idée d'une conurbation s'il n'y avait tant d'espaces agricoles entre les agglomérations mais ceux-ci il est vrai, sont très souvent de grandes plantations qui participent comme les villes, de l'économie marchande moderne. À défaut de conurbation qui s'appliquerait plutôt à des centres d'une taille plus importante que ceux de la région, on peut au moins parler, pour reprendre l'expression de G. COURADE, d'une « nébuleuse urbaine » où un ensemble de villes, de bourgs, de gros villages, bien reliés entre eux participent également à la diffusion de l'urbanisation sans pour autant former le centre unique de taille importante qu'aurait engendré la concentration de tous les équipements et services en un lieu unique.

La figure n° 103 schématise cette structure dont le cadre est donné de façon rigoureuse par trois éléments physiques importants : la montagne (le Mt Cameroun aux pentes escarpées), l'océan, et la mangrove. Les principaux centres ainsi que quelques gros villages qui ne figurent pas sur ce dispositif « urbain » s'organisent en fonction des principaux axes routiers et des trois villes qui occupent les sommets d'un triangle presque équilatéral : Buea, Tiko et Victoria.

Le cas du *Mungo* voisin ne représente pas une nébuleuse mais une ligne qui était à l'origine celle de la voie ferrée. La colonisation n'y a pas été marquée par de grandes plantations ou du moins elles étaient moins nombreuses et elles ont été morcelées au lieu d'être rassemblées sous une direction unique comme dans le Sud-Ouest. Par contre son empreinte essentielle a été marquée par la construction de cette voie de pénétration qu'était le chemin de fer. Celui-ci, nous l'avons déjà vu, a perdu depuis longtemps son rôle structurant, mais la route nationale qui suit un tracé très proche a pris le relais. Les petites agglomérations qui étaient centrées sur les gares se sont simplement étendues au bord de la route. Comme dans le Fako on a également de Nkongsamba, ou plutôt de Kékem, à Mbanga une succession de villes ou de bourgs ruraux qui à intervalles réguliers, ponctuent l'espace de leur agglomérat dense de cases de planches, de leur gare routière active et de leurs marchés agricoles importants qui drainent

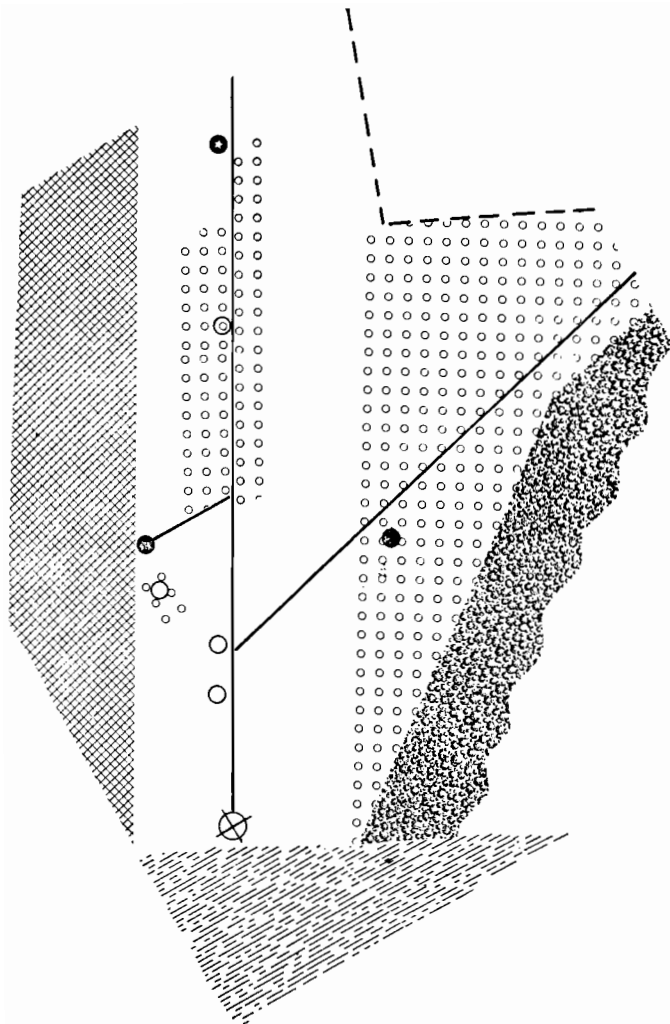


FIG. 103. Le système urbain du Fako.

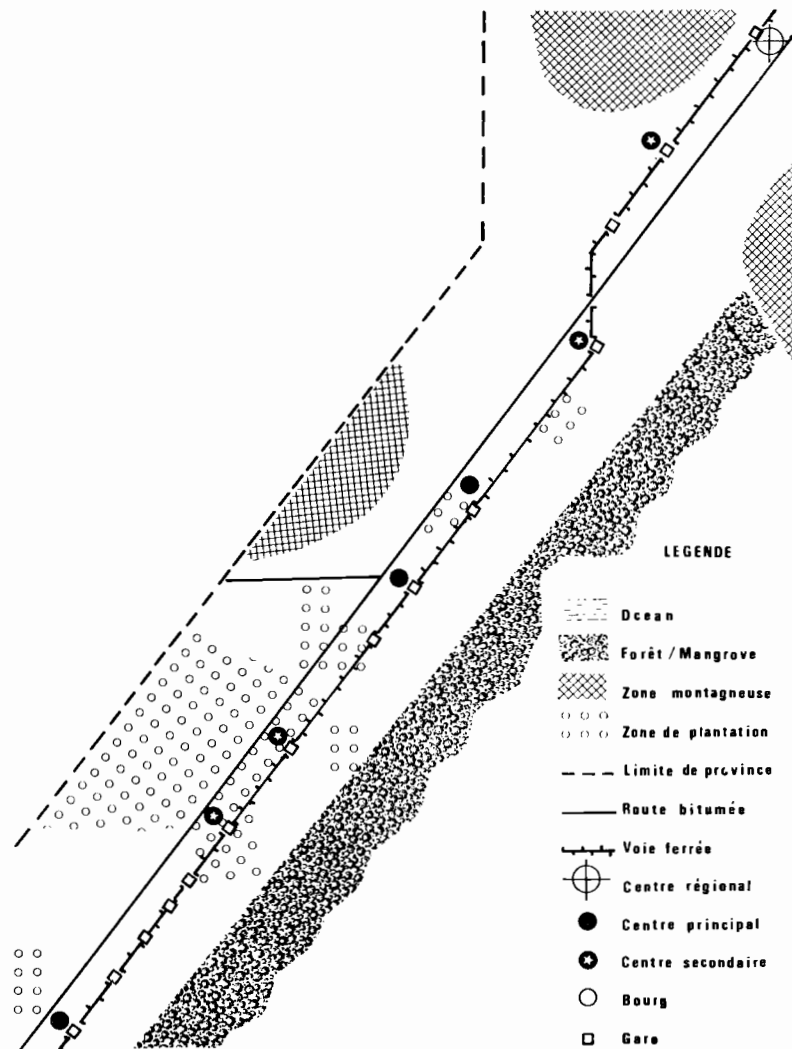


FIG. 104. Le système urbain du Mungo.

les produits vivriers vers Douala. Nkongsamba est la tête de ligne de ce système urbain, de façon claire sur le plan administratif, beaucoup moins sur le plan commercial (à part pour le café, mais Nkongsamba n'a pas le même rôle centralisateur par les coopératives que ne l'a Bafoussam avec l'UCCAO) : d'une part tout le trafic d'expédition des bananes et d'ananas se fait directement au départ de la plaine de Loum, d'autre part les commerces situés entre la préfecture du Mungo et Douala, vont à peu près toujours, à Loum et au sud s'approvisionner directement dans la métropole économique.

DÉCADENCE DES CENTRES SECONDAIRES ?

En conclusion de cette recherche de « réseaux » ou de « systèmes » urbains on peut se demander, comme l'avait fait avant nous Y. MARGUERAT ⁽¹⁾, s'il existe une « décadence des villes secondaires au Cameroun ». Il y a certes, dans l'ouest, des cas de dépérissement de la fonction urbaine qui sont dûs aux péripéties de l'histoire politique récente et de l'évolution des moyens de communication : Mamfe a été ainsi victime de la coupure avec le Nigeria, et Dschang végète depuis qu'elle a perdu au profit de Bafoussam son rôle régional ; Yabassi est dans la même situation, mais son dépérissement est plus ancien.

L'auteur cité plus haut, insistait en outre sur la « décadence discrète » des centres à laquelle il voyait quatre causes : la diffusion de la fonction administrative par création de nouvelles unités, le déclin relatif de la fonction commerciale, le repli des Européens sur Yaoundé et Douala et la concurrence des grands centres liée à l'amélioration des voies de communication directes.

Tout ceci mérite réflexion. Ce que les anciennes subdivisions ont perdu en surface (mais non en nombre de fonctionnaires) a été compensé largement par la création de multiples centres plus petits et à compétence territoriale moins étendue. Si beaucoup de ces nouvelles sous-préfectures ou nouveaux districts ne sont encore que des bourgades, ce sont du moins des points de rencontres qui se distinguent des villages et créent dans la campagne une activité économique nouvelle. Le repli des Européens n'est pas grave en soi mais la disparition des grandes sociétés l'est davantage si elle marque la fin des activités économiques. Or, on l'a vu, il y a à la fois reconversion des sociétés de traite vers des tâches plus spécialisées et plus modernes, et leur remplacement au niveau de la distribution par un plus grand nombre de petits commerçants camerounais.

Il est certain par contre, que dans la zone anglophone la réunification a entraîné un essor important des petites villes, à la fois en taille et en niveau d'équipement. G. COURADE le soulignait en 1974 :

« Les causes de décadence des villes secondaires analysées pour le Cameroun Oriental ne s'appliquent pas ici. Pas un centre n'avait plus

(1) Y. MARGUERAT, 1972.

de 15 000 habitants voici quinze ans ; la fonction administrative et commerciale était limitée au strict minimum et la présence européenne dérisoire ; le réseau routier, en dehors de la zone côtière, ne répondait même pas aux besoins de l'administration » ⁽¹⁾.

Ce qui est indéniable cependant, c'est d'une part, que bon nombre de villes anciennes n'ont plus l'exclusivité de l'« urbanité » si l'on peut dire, et que la modernisation des voies de communication a entraîné une polarisation directe sur Douala pour l'essentiel du commerce de gros par exemple. Le grand port s'impose à l'évidence comme la tête de ces systèmes urbains de l'ouest du Cameroun. Certes Nkongsamba a des difficultés, Victoria, après le boom des années qui ont suivi l'indépendance est un peu retombée, mais malgré la disparition dans l'un et l'autre cas de quelques sociétés européennes, nous n'avons pas le sentiment que le nombre de fonctionnaires a diminué, ni le nombre de commerçants, bien au contraire.

Cette évolution récente des systèmes urbains est aussi le reflet d'une évolution politique. G. SAUTTER le soulignait en 1970 :

« La situation actuelle dans laquelle ne demeurent vivant que les petits centres locaux et les grandes métropoles correspond peut être simplement à une meilleure adaptation de l'armature urbaine à la réalité des choses, c'est à dire la coexistence de deux systèmes d'organisation de l'espace : système de base adapté aux besoins des paysans en services élémentaires indépendants de la qualité des transports, et système projeté de l'extérieur, s'incarnant dans une capitale » ⁽²⁾.

Cette situation résulte de la prise en charge des villes par leurs dirigeants nationaux et non plus par des administrateurs ou des sociétés étrangères. D'où la multiplication des centres administratifs plus faciles à gérer et plus proches de la population que les anciennes circonscriptions coloniales et l'émiettement également des activités commerciales. Mais contrairement au schéma habituel divisant les villes en grandes métropoles et petits centres, il existe bel et bien à l'ouest du Cameroun, un ensemble de villes moyennes dynamiques qui, elles, sont prises en charge avec efficacité par la bourgeoisie nationale. Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'on est en présence d'un système parfaitement autonome.

(1) G. COURADE, 1974, p. 157.

(2) Intervention au colloque organisé par le CEGET en 1974 « Transports et croissance urbaine dans les pays tropicaux » 1976.

CHAPITRE XVI

LES DÉPENDANCES

L'étude des villes et des relations avec leurs campagnes menée jusqu'à présent conduit à s'interroger sur le degré d'autonomie ou de dépendance du système urbain de l'ouest camerounais. Ces villes de l'ouest en fait n'apparaissent nullement comme un système autonome : d'une part, nous l'avons vu, il n'existe pas de réseau proprement dit, d'autre part, les villes en dépit de la fonction d'encadrement qu'elles exercent sur la campagne sont très dépendantes de celle-ci. En outre, aux dépendances internes vis à vis de Yaoundé pour l'administration et de Douala pour l'économie, s'ajoute une dépendance externe sur laquelle il convient de s'interroger en se demandant notamment si l'on est en présence de villes relais, telles que les définissait G. SAUTTER en exergue à un numéro des Cahiers d'Études Africaines ⁽¹⁾, ou bien de villes véritablement nationales.

La dépendance des villes vis à vis des campagnes

Si la présence des villes a contribué largement à modifier les campagnes et si elles jouent vis à vis d'elles un rôle de commandement et de centres de services, les rapports qu'elles entretiennent avec elles ne sont pas uniquement des rapports de domination. Elle dépendent aussi, très largement, de la vie rurale. Pour leur ravitaillement, c'est évident, et par les emplois ruraux que continuent d'occuper un grand nombre de citadins. Mais aussi pour leur vie économique. Dans la mesure où la fonction industrielle est très limitée, c'est essentiellement la commercialisation des produits agricoles, qu'elle s'opère par le canal des coopératives ou par des sociétés privées, qui leur apporte leur vitalité. Et celle-ci est liée, pour une large

(1) « On assiste en Afrique à la confrontation de la société technicienne universelle, dominée par la capital ou la bureaucratie, avec une société particulière et localisée. La ville cesse alors en partie de figurer l'expression originale d'une histoire attachée aux lieux pour n'être plus qu'un relais dans les relations à longue distance ». G. SAUTTER (Cahiers d'Études Africaines, 51, 1973, p. 408).

part, au rythme de la vie agricole, et plus particulièrement, sur les plateaux et dans le Mungo, à la saison du café⁽¹⁾. Celle-ci débute en novembre-décembre avec la récolte, mais la commercialisation ne commence en règle générale que dans le dernier mois de l'année ou en janvier pour s'échelonner jusqu'en mars-avril. C'est à cette époque que les planteurs reçoivent leurs revenus les plus élevés et peuvent donc rembourser les dettes qu'ils ont contractées, souvent lors de la rentrée scolaire, construire ou améliorer leur habitation, effectuer toutes sortes d'achats, voyager.

Plusieurs graphiques sont, à cet égard, révélateurs de ce rythme saisonnier de l'activité urbaine.

La consommation d'hydrocarbures relevée pour quelques stations de quatre villes de l'Ouest fait ressortir l'importance de la saison du café : c'est de décembre à juin que l'on atteint les chiffres les plus élevés (avec, curieusement, un creux au mois de mai, peut être en relation avec le travail agricole intense de préparation des champs au début de la saison des pluies). On peut penser que la saison pluvieuse en tant que telle n'influe que modérément sur le trafic routier, dans la mesure où, Dschang mise à part, les échanges les plus importants se font sur des routes bitumées.

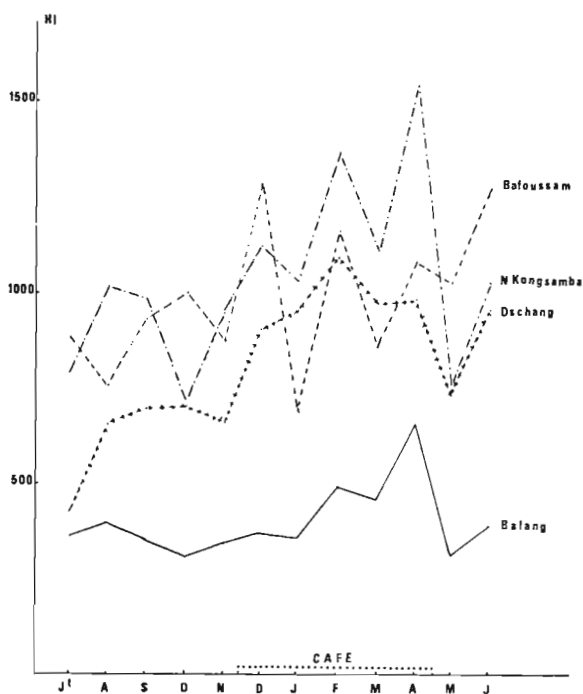


FIG. 105. Vente des hydrocarbures, 1974.

(1) Cf. par exemple le lien entre les activités de transport des voyageurs et la « saison » (ci-dessus, p. III).

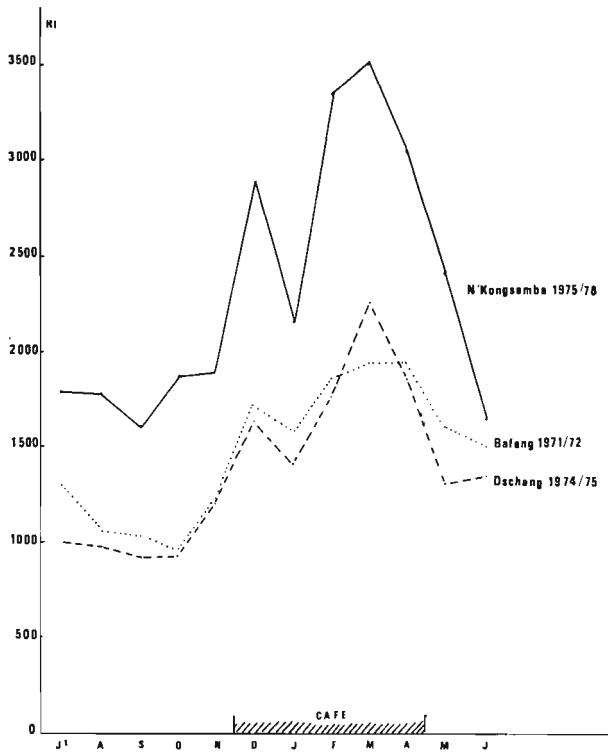


FIG. 106. Vente de bière. Sources : Tchamgme, 1973-1979 Nwepe, 1976.

Le graphique de la consommation de bière, d'après les chiffres relevés à Dschang par P. NGWEPE ⁽¹⁾ ou à Bafang et Nkongsamba par D. TCHAMGME ⁽²⁾ présente une allure analogue avec une consommation maximum de décembre à avril et minimum en septembre-octobre.

On peut penser, pour expliquer les mois déficitaires, à l'influence de la saison des pluies, mais nous ne croyons pas que les données climatiques jouent un rôle important en ce domaine. La bière est en effet moins un moyen d'étancher la soif qu'un rite social, à l'occasion de retrouvailles ou de fêtes. Une consommation importante de bière est liée notamment aux cérémonies de funérailles, en pays bamiléké, qui ont lieu souvent à la période où les planteurs disposent le plus d'argent. À l'échelle de toute la province de l'Ouest, alimentée par l'usine des Brasseries du Cameroun de Bafoussam, on note les mêmes pointes de production en décembre et mars-avril et les mois les plus creux en août-septembre.

Les autres commerces vivent sur un rythme analogue, et nous emprun-

(1) P. NGWEPE, 1976.

(2) D. TCHAMGME, 1973, et 1979.

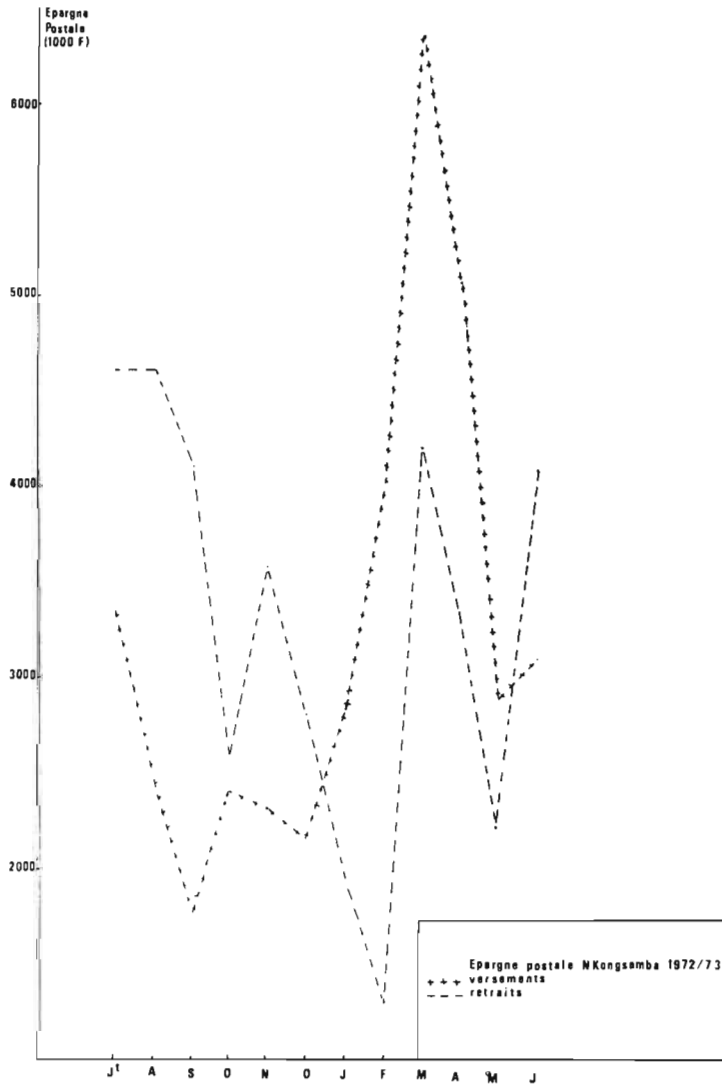


FIG. 107. Épargne Postale. Source : Tchamgne 1979.

tons à D. TCHAMGME des notations intéressantes sur les ventes de tissus à Bafang :

« Dans une maison de tissus de la place, la moyenne des recettes mensuelles à la saison morte est de 170 000 F, avec en septembre, un minimum qui est de 100 000 F. Au cours de la saison, la moyenne mensuelle des recettes monte à 350 000 F dans la même saison. Elles atteignent 400 000 F en février mars...

On note aussi une modification de la clientèle : pendant la saison morte, la clientèle est formée surtout d'agents de l'administration ou d'autres salariés aisés ; elle se compose pendant la « saison » de planteurs, de paysans, de petites gens » (1).

Un autre relevé significatif également est celui des mouvements de la caisse d'épargne postale. L'exemple cité est celui du bureau de poste de Nkongsamba pour l'année 1972/73 (2). Les versements les plus élevés sont enregistrés en février, mars, avril, cependant que les retraits les plus importants ont lieu en juin, juillet, août, septembre, mais également en mars. Certes l'épargne postale ne constitue qu'une partie très limitée de l'épargne paysanne (pour une ville comme Nkongsamba, les versements n'atteignent pas les quarante millions de francs CFA par an), mais c'est un indicateur intéressant qui montre une certaine accumulation d'argent en fin de saison du café, épargne que l'on utilise ensuite partiellement au cours des mois suivants.

Ces quelques exemples, dont on pourrait allonger la liste, montrent combien les villes ont un rythme de vie économique qui est parallèle à celui des campagnes. Toute l'activité commerciale urbaine dépend largement des résultats de la saison agricole.

Cette dépendance de l'agriculture rejoint une dépendance extérieure grave qui est celle des cours mondiaux des produits d'exportation. Des prix internationaux sur lesquels le gouvernement camerounais n'a aucune prise ; à plus forte raison les paysans, ou les villes qui organisent la commercialisation de ces produits. On pourrait sans doute mettre en parallèle l'évolution des prix du café et le rythme des constructions dans les villes (mais ce dernier est très mal connu). Or après quelques années de stagnation, les prix du café ont augmenté sensiblement à partir de 1972/73. Mais précisément à cette époque la production a diminué (pour l'UCCAO, 29 000 t commercialisées en 1972/73, 16 000 en 1973/74) (3) par suite des aléas climatiques (pluviométrie moins abondante) mais aussi de la diminution des épandages d'engrais consécutive à la baisse des subventions accordées aux achats. Il est certain que les principales villes de l'ouest ont connu des constructions moins nombreuses dans la période 1972-1978 que dans la phase précédente.

On ne saurait toutefois aller plus loin dans l'examen de ces relations. Et cette « dépendance » des villes par rapport à leurs campagnes ne compense pas le fait, essentiel, que ce sont des villes que viennent l'organisation de la

(1) D. TCHAMGME, 1973, p. 146.

(2) Chiffres extraits de D. TCHAMGME, 1979, p. 257.

(3) La production a continué de baisser : 14 000 t d'arabica en 1976, 10 139 en 1977.

commercialisation, l'encadrement des paysans et la diffusion de l'économie monétaire. Et si l'on parle de dépendance de ces villes occidentales, on pense plus clairement à celle qui les tient sous l'emprise de Yaoundé ou de Douala.

Les villes et l'État

Le réseau urbain hiérarchisé sur le plan administratif, avec la succession des chefs-lieux de provinces, de départements et d'arrondissements ne constitue qu'un relais de l'autorité centrale. Mais il n'est pas inutile pour le présent et l'avenir des villes de s'interroger sur le fonctionnement actuel de l'État camerounais et sur le cas particulier qu'il représente, avec les deux tendances qui jalonnent son histoire, de centralisme et de régionalisme.

LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT

Au premier janvier 1960, nombre d'observateurs politiques ne donnaient pas cher des chances de survie de l'ancien Cameroun Français dont on proclamait l'indépendance. Douala était en effervescence, la rébellion avait cessé depuis peu en pays bassa (qui n'était d'ailleurs pas encore vraiment pacifié), mais elle contrôlait une bonne part du pays bamiléké, malgré l'action répressive des militaires français qui agissaient pour le compte du gouvernement de Yaoundé. Enfin dans le nord persistaient des tendances à la séparation d'avec le sud. À toutes ces difficultés, on allait bientôt en ajouter une autre, en octobre 1961, qui était la réunification avec le Cameroun sous tutelle britannique. Celle-ci permettait certes de faire pièce aux nationalistes en prenant en compte l'une de leurs principales revendications, mais représentait une opération lourde aussi bien sur le plan politique que financier (charges liées au bilinguisme, développement d'infrastructures nouvelles etc...).

Vingt ans après, le Cameroun se présente comme un pays stable, ayant à sa tête le même chef depuis 1958, et dont l'unité nationale paraît beaucoup mieux assurée qu'au terme de son expérience coloniale. On peut certes attribuer une large part dans cette stabilité à l'habileté politique du président Ahidjo, qui a su tirer parti des divisions régionales par un subtil dosage pluri-ethnique aux principaux postes politiques, du traumatisme causé dans la population par la guerre civile, et d'une certaine croissance économique du pays.

Ces deux décennies ont été marquées par un renforcement constant de l'autorité de Yaoundé sur l'ensemble du pays. Notamment par la multiplication des petits centres administratifs visant à l'encadrement plus proche de la population. De même, la prééminence accordée au corps préfectoral (généralement étranger à la région) par rapport au parti, allait dans le même sens.

Mais c'est peut être la politique suivie vis à vis de l'ancien Cameroun britannique qui est à cet égard la plus révélatrice.

Quelle qu'ait été l'aspiration des peuples de part et d'autre du Mungo à se retrouver dans un Cameroun uni, les quarante années d'administration séparée avaient créé des habitudes de vie et de gouvernement et formé des élites qu'il n'était pas possible de fondre d'un coup en un moule unique. D'où l'idée d'une fédération. Mais celle-ci a été conçue dès le départ comme une structure évolutive devant aboutir à une unification progressive du pays. Dès 1961, le Président Ahidjo déclarait :

« Si les États conservent des compétences propres suffisamment larges pour leur permettre de répondre à leurs particularités propres... la liste des matières fédérales, longue et précise, marque notre volonté de tendre autant que faire se peut vers une homogénéité réelle de notre vie politique » ⁽¹⁾.

Cette « homogénéité » passait par une uniformisation progressive des institutions d'encadrement. Elle fût symbolisée très vite par l'affectation à Buea d'un Inspecteur Fédéral d'Administration, représentant du gouvernement fédéral et responsable notamment de l'administration générale. Sa coexistence avec le Premier Ministre de l'État fédéré n'allait pas sans poser de nombreux problèmes de compétence ou de préséance. Il ne restait plus guère, dix ans après la Réunification, au gouvernement fédéré du Cameroun Occidental que la responsabilité de l'enseignement primaire, de l'agriculture (mais les grandes opérations de développement relevaient du ministère — fédéral — du Plan) et des Travaux Publics (les Transports de leur côté étant fédéraux) ainsi que des attributions limitées sur la justice locale et la tutelle des Councils. Ceux-ci qui étaient pourtant une des institutions les plus originales de l'État furent profondément modifiés en 1968 par le Premier Ministre d'alors, M. MUNA, afin de les rapprocher du système municipal fonctionnant dans l'autre état fédéré. Les présidents des Councils depuis lors sont désignés par le gouvernement et ils choisissent eux-mêmes les membres de leur conseil ; à cette occasion six seulement des chefs coutumiers qui président traditionnellement les councils furent désignés (sur vingt quatre councils) ⁽²⁾.

Autre aspect de l'homogénéité : la constitution progressive d'un parti unifié. Une vie parlementaire réelle existait à Buea inspirée des traditions britanniques. L'opposition était reconnue comme un élément normal des institutions, et en 1965 encore, le nouveau Premier Ministre M. JUA (désigné par le président Ahidjo après de larges consultations à Buea qui l'avaient conduit à modifier son choix initial) déclarait à l'Assemblée du Cameroun Occidental :

« Je dis à l'opposition : je n'approuverai pas ce que vous direz, mais je défendrai jusqu'à la mort votre droit de le dire » ⁽³⁾.

(1) *Discours à l'Assemblée Nationale 11 août 1961, cité par J. BENJAMIN, 1972, p. 10.*

(2) J. BENJAMIN, 1972, p. 47.

(3) *Ibid.*, p. 54.

Même en faisant sa part à l'éloquence politique (ici d'inspiration voltairienne) une telle phrase était le reflet d'un sentiment largement répandu alors, mais contraire à l'idéologie dominante à Yaoundé. Pourtant, un an plus tard, tous les partis légaux du Cameroun fusionnaient pour former l'Union Nationale Camerounaise, les trois partis du Cameroun Occidental ayant finalement préféré cette solution plutôt que de poursuivre entre eux leurs querelles.

L'ultime étape fut, en 1972, la Constitution de la République Unie, mettant fin à un système fédéral qui n'avait guère fonctionné, il faut bien le dire, comme une véritable fédération d'États. La décision présidentielle d'organiser très rapidement la réforme constitutionnelle au mois de mai 1972 avait été motivée par le renouveau de tendances autonomistes au Cameroun Occidental et la crainte de voir s'organiser un mouvement qui aurait pris sa distance vis à vis du gouvernement fédéral. Le Cameroun Occidental fut scindé en deux provinces dirigées par Bamenda et Buea ; cette dernière voyait son aire de commandement singulièrement réduite au profit de Yaoundé.

Sans entrer plus avant dans le détail et les péripéties ⁽¹⁾, ces événements soulignent le renforcement constant du pouvoir de Yaoundé et l'accentuation de la dépendance de la région, des villes plus encore que des campagnes, vis à vis de la capitale.

À défaut de pouvoir s'opposer au mouvement unitaire, les populations anglophones ont manifesté leur réticence par le peu d'empressement mis à renouveler les adhésions au parti. La trésorerie de l'U.N.C. révélait par exemple, à l'occasion du 2^e congrès, que de 1972 à 1974 le nombre de cartes placées était passé de 8 480 à 3 000 dans la Bui, de 30 070 à 6 000 dans la Manyu, de 15 761 à 3 988 dans la Momo, de 3 300 à 0 dans la Menchum. La Mezam s'était montrée plus fidèle (18 077 cartes en 1972, 14 000 en 1974) et le Fako, seul département des deux provinces avait augmenté le nombre de ses adhérents (20 000 en 1972, 24 000 en 1974) ⁽²⁾.

C'est d'ailleurs la même volonté de renforcement du pouvoir de direction de la capitale qui a conduit le gouvernement à obliger un bon nombre de sociétés (bancaires ou commerciales) à transférer leur siège social de Douala à Yaoundé.

Dans le même ordre d'idées, l'amélioration des moyens de communication est également une façon d'accentuer ce contrôle du pouvoir central. Certes Yaoundé est très mal reliée par la route aux quatre provinces occidentales, mais les liaisons aériennes, le téléphone, la radio, sont très utilisés par l'administration.

L'information participe de la même stratégie. Il est significatif de constater que les quelques journaux de langue anglaise qui existaient dans le Sud Ouest (comme Cameroon Express ou Cameroon Times) ont maintenant disparu au profit d'une édition hebdomadaire de l'Unité (le journal du Parti) et de Cameroon Tribune (qui n'a d'anglais que son titre dans sa

(1) *Sur cette histoire politique récente on peut lire notamment* V. T. LÉVINE, 1964 et 1970, J. BENJAMIN, 1972, M. PROUZET, 1974 et J. F. BAYART, 1979, MÉDARD, 1977.

(2) *Cité par* J.-F. BAYART, 1979, p. 260.

présentation quotidienne). C'est là aussi une influence des villes locales qui disparaît au profit de celle de la capitale.

Enfin la diffusion de la langue française au Cameroun anglophone va dans le même sens et contribue à accentuer cette dépendance vis à vis de la capitale, et, au-delà, de la culture française. La République Unie, comme la Fédérale, demeure officiellement bilingue, mais comme le soulignent parfois avec humour les anglophones, elle est surtout « *bilingual in French* », en ce sens qu'elle vise surtout à apprendre le français aux anglophones plutôt qu'à diffuser l'anglais parmi les francophones. Les fonctionnaires ont d'ailleurs compris depuis longtemps que leur seule chance de réussite et de promotion réside dans leur capacité à maîtriser correctement la langue dominante. Le lycée bilingue de Buea (où les coopérants français étaient nombreux, un important centre culturel et un centre linguistique français dans la même ville, les émissions radiophoniques (le Français par la radio) ont été les principaux véhicules de cette « francisation » ⁽¹⁾.

Ce Cameroun toutefois est loin d'être un pays uniforme. La Fédération disparue, qu'en est-il de la régionalisation ?

LA RÉGIONALISATION

Si la Fédération avait été conçue comme une étape transitoire permettant d'intégrer progressivement la partie anglophone dans un Cameroun d'obédience culturelle française, on peut cependant se demander si l'État est aussi centralisé qu'on ne le dit, sur le plan politique et administratif. La création des provinces en 1972 succédant aux Inspections Fédérales d'Administration n'a pas conduit, contrairement à ce que pouvait suggérer le changement de vocabulaire, à une plus grande régionalisation mais au contraire à un centralisme accru. Les gouverneurs de provinces, le titre est significatif, ont reçu des pouvoirs de coordination et de contrôle sur l'ensemble des fonctionnaires de la province.

« Placé administrativement sous l'autorité du Ministre de l'Administration territoriale, le gouverneur est en réalité le délégué du président de la République (auquel il rend compte directement de son action) et le représentant du gouvernement et de chacun des ministres... Cette réforme régionale est sans doute plus importante que la mutation constitutionnelle elle-même, d'autant plus qu'elle se répercute au niveau national, la « conférence des gouverneurs » présidée par le chef de l'État doublant désormais le Conseil Ministériel » ⁽²⁾.

Par ailleurs, aucune représentation élue n'a été envisagée sur le plan provincial qui puisse sinon constituer un contre-pouvoir, du moins exprimer les désirs et les besoins de la population.

Il est cependant deux cas où joue apparemment une modeste autonomie provinciale. C'est d'une part la province du Nord, la plus peuplée du Came-

(1) Cf. le bilan qu'en ont dressé G. et C. COURADE (1978).

(2) J.-F. BAYART, 1979, p. 218-219.

roun et la plus éloignée de la capitale. La distance elle-même imposait, bien avant l'indépendance, que les fonctionnaires d'autorité bénéficiassent d'une relative autonomie pour diriger leur circonscription. Par ailleurs, le gouverneur, homme de confiance du Président est en place depuis plus de dix ans et les préfets (ainsi que la plupart des sous-préfets) sont maintenant tous originaires de la province. Garoua est aussi la ville du Président, qui s'y rend fréquemment. Elle remplit donc mieux que les autres chefs-lieux un rôle de véritable capitale de province.

Le deuxième cas est celui des provinces du Nord Ouest et du Sud-Ouest. Là aussi les plus hauts fonctionnaires sont d'origine locale et ils ont conservé de l'époque britannique quelques habitudes de liberté d'expression et des désirs de « self government », malgré la centralisation accrue qui a marqué ces dernières années.

Dans ces deux cas, il semble d'ailleurs que ce soit surtout au plan du parti politique que joue cette relative autonomie. En particulier par le choix des candidats aux diverses élections qui s'effectue à l'échelle de la province, sans intervention directe, semble-t-il de Yaoundé, où le bureau exécutif de l'U.N.C. se borne à entériner les choix faits localement.

Le Nord bénéficie de la situation d'être de fait déjà contrôlé étroitement par le Président, le Cameroun anglophone de sa situation antérieure d'autonomie. Dans les autres provinces par contre, la présence de Yaoundé est beaucoup plus directe et il est significatif par exemple que, en dépit d'une demande qui est périodiquement renouvelée par la base, les dirigeants de l'U.N.C. se sont toujours refusés à instituer des structures provinciales pour le parti de crainte de voir se constituer « des partis dans le parti » ⁽¹⁾. Signe évident à la fois de la prééminence de l'administration sur le parti et de la capitale sur les provinces. Une telle politique a reçu son couronnement en quelque sorte par la désignation comme Ministre d'État chargé de l'Administration Territoriale du secrétaire politique de l'U.N.C.

Toute aussi significative était cette déclaration d'un des leaders du Parti au Congrès de l'Union Camerounaise en 1966 :

« Les élus... n'ont pas pour mission d'entraver l'action de l'Exécutif, mais au contraire de faciliter sa tâche en expliquant aux masses la portée de ses décisions et en en suivant l'exécution » ⁽²⁾.

Les tendances centralisatrices sont accentuées encore, par la pratique du système présidentieliste. On note certes, depuis vingt ans une répartition dosée des portefeuilles ministériels entre les diverses régions (disons plus précisément entre les divers groupes ethniques). Mais en fait, la conduite même du gouvernement relève de plus en plus du Président seul. Celui-ci d'une part ne réunit que rarement le Conseil des Ministres (une ou deux fois par an semble-t-il, et moins pour organiser un débat sur de grandes orientations à prendre que pour exposer les éléments d'une politique déjà définie). D'autre part, il a constitué autour de lui une sorte de

(1) J.-F. BAYART, 1979, p. 209.

(2) J.-F. BÉTAYÈNE cité par J. BENJAMIN, 1972, p. 55.

super gouvernement où les conseillers délégués à la Présidence ont souvent plus de poids que les Ministres.

Plusieurs des proches collaborateurs du Président ont d'ailleurs rang de ministre : le Secrétaire Général de la Présidence est ministre d'État, et trois ministres sont Chargés de Mission à la Présidence, un autre étant délégué à l'Inspection de l'État. Le Directeur de Cabinet du Président a également rang de ministre. D'autre part un certain nombre de départements ministériels relèvent directement de la Présidence et non du Premier Ministre, comme les Forces Armées et les Affaires Étrangères.

Tout au moins faut-il reconnaître au Président Ahidjo de ne pas avoir commis l'erreur d'autres chefs d'État africains de choisir ces personnes parmi les membres de son ethnie.

Mais au demeurant, un système fédéral ou une régionalisation peuvent-ils fonctionner dans un système de parti unique ? Des villes autonomes peuvent-elles se développer dans ce contexte ?

La réponse est moins évidente si l'on considère non plus les relations politico-administratives qui animent ce réseau urbain, mais les relations économiques et le rôle de Douala apparaît, lui, à l'évidence, comme un contrepoids à l'influence de Yaoundé.

Les villes de l'ouest et Douala

Les centres urbains sont marqués par l'administration en tant que structures d'encadrement, mais ils ne vivent pas de cela. Et l'originalité du réseau urbain camerounais réside dans la dyarchie qui le caractérise.

Sur le plan de la vie économique, c'est à l'évidence Douala, port principal, ville industrielle, principal aéroport, tête de ligne des voies de communications, qui s'impose comme la métropole de tout le pays.

Douala compte 25 335 personnes travaillant en 1976 dans le secteur industriel, soit 21 % de cette population sur l'ensemble du pays (et 35 % si l'on retient les citadins du sexe masculin dans le même secteur).

De plus cette prépondérance a été accentuée récemment par l'amélioration des moyens de communication qui a rendu plus faciles les liaisons directes avec le port. La construction de l'embranchement ferroviaire Mbanga-Kumba a eu sans doute moins d'effet que le bitumage (et la reconstruction partielle en certains points) des axes Douala-Bafoussam, et de là, Bamenda d'une part, Foumban de l'autre. La construction de la route vers Tiko-Victoria a produit également un phénomène de capture à son profit. La suppression du péage sur le pont du Wouri quelques années plutôt avait enlevé une gêne à ces communications. La prééminence de Douala est aussi favorisée par la médiocrité des voies de communication entre Yaoundé et Bafoussam, et entre Yaoundé et Édéa.

L'importance économique de Douala s'accompagne d'ailleurs d'un rôle strictement administratif qui est loin d'être négligeable ; en plus de sa

fonction provinciale la ville est aussi le siège de quelques services nationaux dont la présence est liée surtout à ses fonctions portuaires ou aéroportuaires : la Régie Nationale des chemins de fer du Cameroun, Cameroon Airlines et Cameroon Shipping Lines, l'ASECNA ⁽¹⁾, la Météorologie Nationale, l'Office des Ports, la Direction des Douanes, les Caisses de Stabilisation, mais aussi la SONEL, la SNEC ⁽²⁾ et le centre des chèques postaux (mais un deuxième centre a été installé récemment à Yaoundé).

L'évolution contemporaine des États africains, accentuée depuis les indépendances montre un avantage de plus en plus net des États côtiers par rapport à ceux de l'intérieur, à l'inverse de la situation précoloniale où les royaumes et les villes étaient l'apanage des zones soudaniennes et sahéliennes. La mise en valeur des zones les plus proches de la côte par un développement de l'agriculture de plantation comme l'industrialisation liée aux ports en ont été les facteurs décisifs.

Il en a été de même au Cameroun où les villes du Nord étaient plus nombreuses et plus peuplées avant la deuxième guerre mondiale, que celles du Sud.

En 1933, par exemple rappelle Y. MARGUERAT (1973)

« Douala a 26 000 habitants, mais la deuxième ville du Cameroun est une vieille ville du Nord, Maroua 13 600 habitants, suivie d'une autre ville de cette province Ngaoundéré (8 400). Yaoundé n'a alors que 6 500 habitants et elle est suivie encore d'une ville nordiste Garoua (5 000 habitants). Nkongsamba n'a alors que 2 100 habitants ».

Vingt ans plus tard, ce schéma est déjà bouleversé et les années suivantes ont accentué le basculement au profit de la côte et des zones les plus proches.

Dans le même temps se développent des villes qui, comme Douala, sont essentiellement des relais, ou des points d'appui de la domination extérieure, qu'ils soient essentiellement administratifs, ou commerciaux, avec l'impact des grandes sociétés commerciales. Dschang et Nkongsamba sont de bons exemples de cette situation. Ce n'est qu'après l'indépendance que l'on a vu se développer des villes nationales dont Bafoussam est le meilleur témoin. Non que ces centres soient indemnes de toutes sujétion vis à vis de l'extérieur. Mais ils se sont développés uniquement par les investissements de l'administration nationale et de la bourgeoisie locale, dans le contexte d'un pays politiquement indépendant et pratiquement sans intervention des capitaux des sociétés étrangères. La dépendance vis à vis du monde capitaliste occidental est au second degré : celui-ci n'intervient plus directement dans le fonctionnement de certains secteurs de l'économie, il a trouvé le relais tout aussi efficace d'une bourgeoisie d'affaires nationale.

*
* *

Ainsi apparaissent plusieurs systèmes de relations et d'espaces emboîtés. Yaoundé et Douala sont, chacune dans leur sphère, le pôle de commande-

(1) ASECNA : *Association pour la Sécurité de la Navigation Aérienne*.

(2) SONEL : *Société Nationale d'Électricité*, SNEC : *Service National des Eaux du Cameroun*.

ment réel de ces ensembles urbains de l'ouest et leur influence directe sur les villes et les campagnes de la région s'est accentuée au cours des dernières années. C'est le résultat, pour la capitale, du renforcement du centralisme politique et administratif, et, pour le port, de l'amélioration très sensible du réseau routier dans tout le sud ouest du pays. On peut donc parler, globalement, d'un accroissement de la dépendance vis à vis des deux métropoles.

Dépendance des villes de l'ouest également à l'égard de leurs campagnes dont le rythme économique commande aussi celui de leurs propres activités. Mais cela ne conduit pas pour autant à donner aux paysans la maîtrise de leurs échanges. Certes les rapports sont parfois conflictuels entre ces derniers et les citadins pour l'approvisionnement urbain en denrées vivrières. Les habitants des villes se plaignent du renchérissement des vivres et l'attribuent volontiers à une trop faible productivité paysanne. Mais l'effort qui est impulsé par l'État pour améliorer le ravitaillement urbain (MIDEVIV, « ceinture verte ») profite davantage aux citadins qui en sont les promoteurs qu'aux paysans eux-mêmes. Dans le même temps l'État s'est fait aussi le promoteur de grandes opérations « agro-industrielles », désireux qu'il est d'accroître les rentrées de devises en augmentant les exportations agricoles. Ce faisant, il accroît la dépendance du pays vis à vis du système capitaliste international et cela risque, à terme, de transformer en salariés agricoles bon nombre de petits planteurs qui étaient jusqu'à présent relativement indépendants ⁽¹⁾. Dans la mesure toutefois où les paysans de l'ouest manifestent peu d'empressement pour ces travaux de plantations c'est ailleurs qu'il faudra chercher les ouvriers agricoles, dans le Nord notamment, et cela contribuera d'autant à étendre l'emprise de la zone la plus « développée » du Cameroun sur cette partie éloignée.

(1) Dans le même temps augmente le contrôle, direct cette fois, de la bureaucratie sur la production agricole. On peut lire avec intérêt ce qu'écrivait récemment J.-F. MÉDARD à propos du « néo-patrimonialisme » qui caractérise selon lui la société camerounaise contemporaine : « La strate supérieure de la bureaucratie a seule des privilèges et un style de vie du luxe. Mais l'ensemble de la bureaucratie entretient avec le reste de la société et principalement avec les agriculteurs une relation non seulement de domination mais d'exploitation et c'est ce qui constitue son caractère de classe : en fait elle contrôle des moyens de production en contrôlant l'État » (J.-F. MÉDARD, 1977).

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cet examen des relations qu'entretiennent les villes et les campagnes, quelle réponse peut-on apporter à la question initiale : villes prédatrices ou villes animatrices ? Les domaines d'échanges sont trop divers et les centres sont de tailles trop différentes pour que la réponse soit unique. En outre, d'autres facteurs interviennent qui perturbent le simple rapport des milieux urbain et rural.

Un élément essentiel de cette réponse est donné sur le plan démographique par la taille des villes et leur pouvoir d'attraction. La densité rurale sur les plateaux est forte depuis longtemps sans doute et ces campagnes d'altitude n'auraient pu indéfiniment capitaliser sur place leurs excédents démographiques. Parmi les solutions offertes, l'extension périphérique a été pratiquée la première, avant l'arrivée des Européens ; elle a été suivie par les départs, pas toujours volontaires, vers les secteurs où l'on demandait de la main-d'œuvre (chantiers, plantations), avant de se diriger prioritairement, c'est le cas maintenant, vers les villes. Celles-ci sont les principales responsables des départs actuels mais ne sont pas, historiquement, à l'origine de l'exode rural. Ce ne sont d'ailleurs pas les secteurs les plus denses, que l'on pourrait estimer les plus « surpeuplés », qui ont fourni les plus forts contingents à l'émigration. En pays bamiléké, par exemple, les chefferies les plus touchées ont été celles du rebord méridional du plateau, aux terres de qualité très moyenne il est vrai, et qui ont été atteintes les premières par la colonisation. Et c'est là que l'émigration rurale pose maintenant problème. Elle a atteint des proportions telles par rapport à la population résidente, que l'on est entré dans une phase de régression démographique. En données brutes, le département du Ndé dans son entier diminue de population (de plus de 2 % d'une année sur l'autre), mais c'est aussi le cas de l'arrondissement voisin de Bangou ; et ceux de Bafang et de Bana ont des taux de croissance si faibles (0,9 et 0,7, ce qui laisse à penser que la campagne de Bafang est, elle, en régression), qu'ils sont sur la même voie que le Ndé. Si l'on raisonne par rapport aux forces vives de la population, le déséquilibre est encore plus net et la régression démographique se traduira bientôt (se traduit déjà en certains secteurs) par une régression économique. Ailleurs, sur les plateaux, la situation paraît meilleure et la plupart des arrondissements conservent des densités rurales fortes tout en alimentant encore l'émigration. Plus au sud, le Nkam, depuis plusieurs décennies déjà, se vide de ses forces vives au profit de Douala, et le départe-

ment de la Manyu, forestier lui aussi et sans grandes plantations, semble emprunter la même voie.

Le bilan migratoire est donc ambivalent : dans une majorité des cas, les départs compensent partiellement le croît démographique sans mettre en péril le fonctionnement harmonieux des systèmes agraires ; mais quelques zones déprimées paraissent vouées à une paupérisation accentuée et ces campagnes n'ont plus en elles-mêmes les forces suffisantes pour remonter la pente. D'où peut venir dès lors le remède, sinon des villes ? Mais c'est un changement de mentalité que les citadins doivent alors opérer pour être un peu mieux les acteurs du développement de leur région d'origine comme l'est d'ailleurs dans l'ensemble la bourgeoisie des plateaux de l'Ouest et du Nord-Ouest. À défaut, l'État peut prendre le relais et promouvoir des opérations de colonisation (Plaine de Ndop, Galim, Plaine des Mbo, nord du Nkam) mais à un coût tel pour la collectivité que ces entreprises ne peuvent être multipliées.

À l'inverse, faut-il limiter la croissance urbaine ? Les villes étudiées dans cet ouvrage sont dans l'ensemble des villes moyennes ou petites. Douala seule pose vraiment des problèmes, dont on se demande si le retard mis par les pouvoirs publics à les prendre en considération ne les a pas rendus quasiment insurmontables. Pour le reste demeurent les difficultés, sérieuses certes, notamment sur le plan de l'organisation de l'espace urbain et de la vie quotidienne. Mais aucune ne paraît hors de portée de la collectivité. Il faudrait surtout pour les résoudre, outre des moyens financiers importants, la volonté politique de les prendre en charge et un minimum de planification du devenir urbain : réserves foncières au profit de la collectivité (État ou communes) organisation de lotissements, aide à la prise de responsabilité par les habitants eux-mêmes de leurs conditions de vie.

Limiter la croissance urbaine, c'est-à-dire fermer l'accès des villes à ceux qui veulent s'y installer paraît au demeurant bien illusoire. Comme il est illusoire de penser qu'il suffit d'implanter des collèges ou des hôpitaux dans les chefs-lieux d'arrondissements pour que les ruraux n'éprouvent plus le besoin d'aller jusqu'à la ville. Il est certes indispensable d'offrir aux paysans des services du même ordre que ceux dont disposent les citadins. Mais l'attrait du voyage est essentiellement économique, et la seule façon de le diminuer est d'assurer aux paysans des revenus qui ne soient pas trop inférieurs à ceux des citadins. Toutes les études montrent que le petit emploi en ville donne plus de ressources monétaires, et plus régulières, que la plantation familiale de café ou de cacao. Or l'État lui-même effectue des prélèvements importants sur les produits d'exportation par le biais de taxes ou des Caisses de Stabilisation, ajoutant ainsi sa ponction au caractère aléatoire des cours mondiaux. Certes, il n'est pas d'exemple de développement industriel moderne qui ne soit basé sur un prélèvement sur les revenus agricoles. Mais ne va-t-on pas là un peu loin ? Que l'on ne s'étonne pas en tout cas de voir le monde paysan dans son ensemble se détourner peu à peu des cultures de rente au profit des produits destinés au ravitaillement des villes. Il tire plus de bénéfice (sinon à l'hectare du moins à l'heure de travail, et c'est ce qui importe à ses yeux) de ces dernières et il en contrôle un peu mieux le marché. Il a le sentiment d'avoir dans ce cas une

possibilité de discussion des prix qu'il ne possède pas dans l'autre volet de son économie. Même lorsqu'il s'agit de coopératives, le processus de commercialisation s'accompagne toujours d'une véritable dépossession des paysans « de base » au profit des citadins, des commerçants ou des notables, bref d'une emprise entière de la ville, agissant là pleinement comme relais de l'extérieur sur la campagne. Peut-être une phase nouvelle s'ouvre-t-elle au retour positif vers les campagnes avec la responsabilité donnée aux coopératives du développement de produits qui ne sont pas destinés à l'exportation. Il conviendrait aussi qu'elles participent davantage au financement des achats d'engrais (elles l'ont fait dans le passé), aux traitements phyto-sanitaires et à la vulgarisation pour qu'elles jouent véritablement le rôle d'animateur des campagnes que l'on est en droit d'attendre d'elles.

Quant au rôle des villes comme centres de services, il paraît fonctionner de façon correcte dans le secteur que nous venons d'étudier, du moins lorsque sont réunis un certain nombre de conditions qui sont : des densités élevées, des centres relativement proches, et une bonne desserte routière. Ces conditions sont bien réalisées dans le pays bamiléké. Elles le sont un peu moins dans le Nord-Ouest, mais intervient alors un autre phénomène, plus nettement que dans l'Ouest : la multiplicité et la dispersion de services dûs aux missions qui en dehors même des agglomérations assurent en des centres monovalents les services indispensables.

Tout ceci manifeste une symbiose étroite entre villes et campagnes, accentuée par la permanence des activités agricoles des citadins, l'absence de grandes entreprises industrielles et la multiplicité des centres de petites dimensions : on passe sans solution de continuité du petit centre au bourg et de celui-ci au gros village. Nous ne pensons pas pour autant qu'il faille refuser le qualificatif d'urbain soit à des agglomérations qui contiennent une forte proportion de personnes travaillant dans l'agriculture, comme c'est le cas à Loum (65 %) ou bien à des localités modestes, type Bandjoun, où la dispersion des équipements n'a pas donné naissance à une véritable agglomération. Ce ne sont peut-être pas des villes au sens complet ou occidental du terme, mais elles n'en participent pas moins à l'urbanisation, soit par le niveau d'équipement dont elles disposent, soit parce que ses habitants sont bel et bien des « consommateurs » urbains, même s'ils demeurent des producteurs agricoles.

Une telle situation, marquée par l'imbrication étroite de l'urbain et du rural est typique également de civilisations voisines comme celle des Yoruba du Nigeria.

Mais au-delà même de ces relations villes-campagnes dans l'ouest, il nous paraît utile, pour terminer, de nous interroger sur l'urbanisation du Cameroun dans son ensemble.

L'originalité du système urbain camerounais nous paraît résider dans trois caractéristiques essentielles qui sont la dyarchie, la régionalisation et le rôle de la bourgeoisie.

Le Cameroun ne connaît pas la macrocéphalie qui est de règle dans la plupart des pays africains. Les Camerounais en ont parfois des complexes face à l'image d'Abidjan, de Dakar, ou de quelques autres ports-métropoles.

À court terme il est sûr qu'il est plus difficile de hisser à un niveau moderne deux grandes villes qu'une seule. Et les quelques 900 000 habitants que regroupent Yaoundé et Douala ne sont pas plus faciles à administrer, à loger, à nourrir que la population équivalente dans la cité « primatiale » d'autres pays africains. Il y a eu certes un certain partage des responsabilités et des investissements entre les deux villes. À l'une l'intendance : le port et les voies de communication, les industries, le moteur de la vie économique. À l'autre le prestige, la Présidence, les Ministères, l'Université. Dans le premier cas, l'urbanisme s'essouffle loin derrière l'urbanisation, dans le second, c'est l'intendance qui ne suit pas et le gouvernement a bien du mal à essayer de promouvoir d'autres emplois que ceux des bureaucrates.

Cette dyarchie géographique du pays et les avatars de son histoire ont produit des ensembles de villes quelque peu différents et relativement autonomes. Mais ils ont l'inconvénient d'être mal reliés entre eux. Tout se passe comme si l'on se résignait à la dyarchie au lieu de renforcer la complémentarité entre les deux métropoles. Ainsi Douala est véritablement à la tête du système urbain occidental, relayé par des centres régionaux actifs qui lui sont bien reliés maintenant par des routes bitumées. Ainsi Yaoundé est-elle aussi à la tête d'un autre système dont les éléments lui sont correctement reliés dans le Centre Sud et l'Est, et de façon plus lâche dans le Nord par le Transcamerounais. Faut-il s'y résigner ? La concurrence de la route et du rail n'est pas ici mythique et commande en partie l'avenir de ces relations urbaines. Il est à penser que tôt ou tard, le Nord sera relié correctement par la route à l'ouest et donc à Douala. Qu'advient-il alors de Yaoundé si l'on persiste à maintenir la capitale dans une sorte d'isolat, en refusant des liaisons routières permanentes, c'est-à-dire, ici, bitumées avec Douala et avec Bafoussam ?

Si une bonne route reliait Yaoundé à Bafoussam, le ravitaillement urbain de la capitale en serait amélioré (et c'est une des préoccupations de bien des habitants de Yaoundé) et les régions du Mbam traversées par cette route s'en trouveraient vitalisées. Certains pensent qu'il y a là un « risque » de colonisation bamiléké. Est-il si grand que cela si l'on prend toutes les précautions indispensables pour que les paysans installés dans la région ne soient pas phagocytés et bénéficient du progrès engendré par la proximité de la route ? Peut-on au nom de ce « risque » refuser que ne se constitue enfin un réseau urbain plus fonctionnel à l'échelle du pays tout entier ?

Autre originalité, cette prise en charge des villes par une bourgeoisie nationale. Essentiellement bamiléké nous l'avons dit, mais maints exemples de réussites analogues d'hommes bamoun, bamenda, duala, ou du Mungo, montrent que c'est une affaire de technique et absolument pas d'une quelconque « supériorité » ethnique. Réussite intéressante qui a engendré des villes véritablement nationales. Mais elles sont maintenant l'objet d'attentions du monde extérieur : des banques s'y installent que la bourgeoisie locale ne contrôle pas, des succursales de sociétés étrangères aussi, spécialisées dans des types de commerces particuliers. Processus normal et peu inquiétant en soi si cette bourgeoisie a l'appui du pouvoir d'État pour continuer à investir et à développer les villes. Or cet appui n'est pas toujours acquis. Et l'action de cette bourgeoisie est elle-même ambiguë.

L'État n'a pas tort de rappeler périodiquement que les lois sociales (pour tant bien peu contraignantes au Cameroun) doivent s'appliquer aussi aux entreprises camerounaises. On est certes encore dans une phase transitoire de développement, notamment urbain, et beaucoup rêvent sans doute d'une croissance à la japonaise où le développement des entreprises est fondé pour une bonne part sur la fidélité, le consensus social et l'absence de revendication. Il y a, à l'évidence, le risque d'une dépossession des travailleurs comme existe par ailleurs une dépossession des paysans vis à vis du produit de leur travail.

Le risque est d'autant plus grand que fonctionne déjà au profit de cette bourgeoisie un système efficace de reproduction sociale. La fonction publique, qui était jusqu'à une date récente un moyen de promotion pour les enfants de paysans se ferme de plus en plus et toute une série de phénomènes tendent à réserver l'accès aux « situations » à ceux qui appartiennent déjà familialement à la bourgeoisie, aussi bien politico-administrative que commerçante. L'école et la culture étant les principaux moyens de cette fermeture. Inutile de revenir sur l'inadaptation des systèmes scolaires africains, importés, aux besoins réels du pays. Il paraît peu réaliste dans un pays comme le Cameroun d'instaurer une reconversion totale basée sur un enseignement en langue locale (au demeurant laquelle choisir parmi les cinq ou six grandes langues véhiculaires ?), mais on ne peut se contenter d'une culture franco-anglaise comme exemple de l'originalité camerounaise. Certes une volonté passionnée a été mise au service de la construction nationale mais au détriment des cultures nationales. Lesquelles, qu'on le veuille ou non, reposent sur des groupes culturels, qui ne sont pas identiques et qui s'expriment par des associations traditionnelles, des groupes dits folkloriques, des regroupements de cotisation, des langues. Le « tribalisme » est un danger invoqué en permanence. Certes la voie est étroite entre l'unité nationale et ce « tribalisme ». Mais la politique actuelle, au travers de l'action menée par la bourgeoisie nationale vise à une acculturation accentuée du monde paysan et du petit peuple citadin si on leur enlève la possibilité de se regrouper par affinités ethniques. Les villes ne sont pas, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le lieu privilégié de cette acculturation, puisque c'est là que se développent des groupes comme le mouvement Nufi en pays bamiléké, qui se donnent pour tâche de maintenir et de développer les cultures locales.

Blocage aussi par le fonctionnement du système scolaire qui sélectionne les élèves en fonction de leur aptitude à maîtriser la langue française et réserve de fait l'accès aux écoles les meilleures (de la maternelle à l'université) aux enfants de la bourgeoisie qui seule a par ailleurs la possibilité d'envoyer ses enfants en Europe.

Tout ceci ne conduit-il pas à s'interroger sur le rôle même de l'État et du Parti ? Au-delà de la phase de construction nationale qui a été une période difficile de l'histoire du Cameroun mais paraît maintenant acquise, n'est-il pas temps de promouvoir une régionalisation accentuée, de donner des pouvoirs aux « élites » locales et d'instaurer une libéralisation politique ? Ce n'est qu'à ce prix que les villes pourront être prises en charge plus complètement par ceux qui les habitent et jouer pleinement leur rôle de pôle d'animation des campagnes.

SOURCES

Archives :

L'essentiel des archives concernant le Cameroun se trouve à Yaoundé aux Archives Nationales. La plupart des documents intéressants sont à rechercher dans la série APA (Affaires Politiques et Administratives).

Un certain nombre de documents se trouvent également aux Archives d'Outre Mer à Aix en Provence, notamment dans la série D et dans la série B (Correspondance générale).

Les archives de la rue Oudinot à Paris conservent aussi des documents, soit des rapports anciens, soit les Procès Verbaux des Conseils d'Administration du Cameroun (avant la 2^e guerre mondiale), ou des rapports de Missions d'Inspection. On peut y consulter également un certain nombre de journaux locaux tels que :

- *Le Cameroun de Demain* (mensuel) : 1953-1954.
- *Journal des villages du Nyong et Sanaga* (bimensuel) : 1953-1956.
- *L'action du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture* (mensuel) : 1955-1956.
- *Le Bamiléké*, organe de liaison des communes et chefferies (mensuel) : 1955-1960.
- *Le Cameroun libre*, organe des Français libres du Cameroun (bi-mensuel) : 1943-1958.
- *L'Écho du Cameroun* (hebdomadaire) : 1954-1956.
- *L'Éveil du Cameroun* (hebdomadaire) : 1928-1955.
- *La Gazette du Cameroun* (mensuel) : 1923-1938.
- *Kamerun Observateur* (tri-hebdomadaire) : 1957.
- *Nkongsamba* (hebdomadaire) : 1955-1959.
- *La Presse du Cameroun* (quotidien) : 1955-1968.
- *Radio-Presse*, service d'information de Yaoundé, (tri-hebdomadaire) : 1950, 1955, remplacé en septembre 1955 par :
- *La Vie Camerounaise* (hebdomadaire) : 1955-1956.
- *Bulletin de l'Association des Colons au Cameroun* 1946.
- *Le Cameroun de demain* (mensuel) : 1951-1954.
- *L'express Wongo* (hebdomadaire politique, Douala) : 1956-1957.
- *La Nation Kamerunaise*, organe progressiste d'expression politique et culturelle (hebdomadaire, Douala) : 1956.
- *L'opinion au Cameroun*, organe progressiste : 1956.
- *L'Afrique urbaine* (trimestriel, Yaoundé) : 1968-1972.
- *Les Nouvelles du Mungo* (mensuel) : 1955-1958.

Journaux actuels

- *Cameroon Tribune*, quotidien, Yaoundé.
- *L'Unité*, hebdomadaire de l'Union Nationale Camerounaise.
- *L'Effort camerounais*, hebdomadaire catholique, Yaoundé.
- *L'Essor des Jeunes*, catholique, Nkongsamba.
- *La Semaine camerounaise*, hebdomadaire protestant.

Rapports

On trouve une mine de renseignements intéressants dans les rapports annuels que faisaient les puissances mandataires à la S.D.N., puis à l'O.N.U.

BIBLIOGRAPHIE

A. Études comparatives — Généralités sur le Cameroun

- AMIN (S.) 1969. — Le monde des affaires sénégalais. Éd. de Minuit, 207 p.
- AUGER (A.) 1965. — Kinkala, centre urbain secondaire, et sa vie de relations. Brazzaville. Centre ORSTOM 209 p. *multigr.*
- AUGER (A.) 1968. — Les centres urbains secondaires au Congo Brazzaville. *Cah. d'O.M.* T. XXI, n° 81 : 29-55.
- AUGER (A.) 1972. — Le ravitaillement vivrier traditionnel de la population africaine de Brazzaville. Contribution à l'étude géographique des rapports villes-campagnes en Afrique Intertropicale. La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar C.N.R.S. 273-298.
- BAIROCH (P.) 1973. — Le chômage urbain dans les pays en voie de développement. B.I.T. 106 p.
- BALANDIER (G.) 1955. — Sociologie des Brazzavilles noires, Paris.
- BARBE (R.) 1964. — Les classes sociales en Afrique Noire. Éd. Sociales.
- BATAILLON (C.) 1970. — Rôles et caractères des petites villes (colloque CNRS : villes et fonction des régions en Amérique Latine). *Bull. AGF* 382-338 juin-novembre, p. 185-191.
- BAUMANN (H.), WESTERMANN (D.) 1970. — Les peuples et les civilisations de l'Afrique. Payot Paris, 605 p.
- BERNUS (S.) 1968. — Particularismes ethniques en milieu urbain : l'exemple de Niamey. Institut d'Ethnologie 310 p.
- BERRON (H.) 1976. — L'association Air-Afrique — UTA et les transports aériens dans les pays d'Afrique Noire francophone. *Cah. d'O.M.* n° 114, p. 113-136.
- BILLARD (P.) sd. — Le Cameroun Fédéral. Lyon Imp. des Beaux Arts 2 vol. 292 + 399 p.
- BORELLA (F.) 1968. — L'Union des États d'Afrique Centrale. *Annuaire français de droit international* : 167-178.
- BOUET (C.) 1973. — Pour une introduction à l'étude des migrations modernes en milieu sous-peuplé : situation actuelle du salariat et de l'emploi au Gabon. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.* X, 2/3 : 295-306.
- BOULET (J.), BOUTRAIS (J.), FRECHOU (H.), HALLAIRE (A.), MARGUERAT (Y.), PONTIÉ (G.), SEIGNOBOS (L.) 1972. — Le Nord du Cameroun. Bilan de dix ans de recherches. 2 vol. Travaux et documents de l'Institut de Sciences Humaines n° 16. ONAREST, Yaoundé.
- BERRY (BRIAN J.-L.), 1971. — Géographie des marchés et du Commerce de détail. trad. B. Marchand, Coll. U 2, 256 p.
- BRUEL (G.) 1935. — La France Équatoriale Africaine. Larose 558 p., cartes h.t.
- BRUNSWIG (H.) 1957. — L'expansion allemande Outre-Mer, du xv^e siècle à nos jours. PUF. Études coloniales, 208 p.

- BRUNSWIG (H.) 1971. — Le partage de l'Afrique Noire. Flammarion Question d'histoire. 186 p.
- BURTHER D'ANNELET (Lieutenant-Colonel de) 1932. — À travers l'Afrique française. Du Cameroun à Alger. Paris Roger, 2 vol. 448 et 843 p.
- BURTHER D'ANNELET (Lieutenant-Colonel de) 1939. — Du Sénégal au Cameroun. 2 vol.
- CAMARA (C.) 1968. — Saint-Louis du Sénégal. Évolution d'une ville en milieu africain. Dakar IFAN. *Série Initiations* n° XXIV, 292 p.
- CAMARA (C.) 1971. — L'organisation de l'espace géographique par les villes Yoruba. L'exemple d'Abeokuta. *Ann. géo.* n° 439, mai-juin : 257-287.
- CAMEROUN (Le) 1954. — Aspect géographique, historique, touristique, économique et administratif du territoire. Préface par M. André SOUCADAUX. Introduction par le Dr L. P. AUJOLAT. Coll. *Les documents de France* 229 p. Alépée édit.
- COQUERY-VIDROVITCH (C.) 1972. — Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires 1898-1930. Mouton, 598 p.
- COTTEN (A. M.) 1969. — Les petites villes de Côte-d'Ivoire. Introduction à l'étude des petites villes de Côte-d'Ivoire. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. hum.*, vol. VI, n° 1 : 61-70.
- COTTEN (A. M.) 1969. — Les petites villes de Côte-d'Ivoire (2^e partie). Le développement urbain d'Odienné. Essai d'explication. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. hum.*, vol. VI, n° 2 : 21-50, 4 fig., 3 tabl., 2 phot.
- COTTEN (A. M.) 1972. — Les villes de Côte-d'Ivoire, essai de typologie fonctionnelle. La Croissance Urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. CNRS : 455-474.
- COTTEN (A. M.) 1973. — Le rôle des villes moyennes en Côte-d'Ivoire. *Bull. AGF*, n° 410 : 619-625.
- DALMASSO (E.) 1976. — Les activités tertiaires. Leur rôle dans l'organisation de l'espace. T. III. Systèmes urbains et activités tertiaires. CDU SEDES, 162 p.
- DALMASSO (E.) 1978. — Évolution des disparités régionales entre capitale, métropoles et reste du pays. Colloque sur les capitales et les métropoles méditerranéennes. *Bull. AGF* n° 454 : 225-231.
- DENIEL (R.) 1967. — De la savane à la ville. Essai sur la migration des Mossi vers Abidjan et sa région. Aix en Provence CASHA, 21 × 27, 185 p., 9 fig. id. avec préface de R. DESCLOITRES. AUBIER 1968, 223 p. coll. Tiers Monde et Développement.
- DENIS (J.) 1958. Le phénomène urbain en Afrique Centrale. *Acad. roy. des Sc. Coloniales*. Bruxelles. 407 p.
- DENIS (J.) 1966. — Les villes d'Afrique tropicale. *Civilisations* XVI, n° 1, : 26-41.
- DESCHAMPS (H.) (sous la direction de) 1970-1971. — Histoire Générale de l'Afrique noire, de Madagascar et des archipels. T. I, des origines à 1800, PUF 1970, 576 p. T. II, de 1800 à nos jours, 1971, 720 p.
- DHONT (Y.) 1963. — Les marchés africains de Pointe Noire. Notes sur quelques aspects socio-économiques. ORSTOM Brazzaville, mars, 98 p. *multigr.*
- DRESCH (J.) 1950. — Villes d'Afrique Occidentale. *Cah. d'O.M.* juillet-sept. : 200-230.
- DUCHÉMIN (J.-P.), TROUCHAUD (J.-P.) 1969. — Les petites villes de Côte-d'Ivoire. Données démographiques sur la croissance des villes en Côte-d'Ivoire. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. hum.*, vol. VI, n° 1, : 71-82, 3 fig.
- DUGRAND (R.) 1963. Villes et campagnes en Bas Languedoc. PUF. 638 p.
- DUMOLARD (P.) 1975. — Région et Régionalisation. Une approche systématique. *L'espace géographique* n° 2, : 93-111.
- ÉTIENNE (P. & M.) 1968. — L'émigration Baoulé actuelle. *Cah. d'O.M.* n° 82, avril-juin : 155-195.
- FROELICH (J.-C.) 1956. — Cameroun Togo. Berger Levrault, 217 p.
- GALLAIS (J.) 1976. — De quelques aspects de l'espace vécu dans les civilisations du monde tropical. *L'espace géographique* V, I : 5-10.
- GEORGE (P.) 1972. — Rapport de Synthèse. in La Croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. Colloque de Talence (29 sept-2 oct 1970). Paris CNRS : 231-239.

- GEORGE (P.) 1978. — Rôle de l'investissement national et international dans la croissance économique de la région urbaine, capitale ou métropole. Colloque sur les capitales et les métropoles méditerranéennes. *Bull. AGF*, n° 454 : 233-238.
- GIBBAL (J.-M.) 1973. — Le retour au village des nouveaux citadins. *Cah. Et. Afric.* n° 51, XIII : 549-574.
- GIBBAL (J.-M.) 1974. — Citadins et villageois dans la ville africaine. L'exemple d'Abidjan. Press. Univ. Grenoble Maspéro, 403 p.
- GOOD (C. M.) 1973. — Markets in Africa : a Review of Research Themes and the question of Market Origins. *Cah. Et. Afric.* Vol. XIII, n° 52 : 769-780.
- GOOD (C. M.) 1975. — Periodic markets and traveling traders in Uganda. *Geographical Review* (janv.) : 49-72.
- GOUROU (P.) 1947. — Géographie du peuplement en Nigeria méridional. *Bull. Soc. Belge d'ét. géogr.* Louvain.
- GUERNIER (E.) (sous la direction de) 1951. — Cameroun Togo. *Encycl. de l'Afrique Française*, 574 p.
- HAERINGER (P.) 1968. — L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines. *Cah. ORSTOM Sci. hum.* V, 2 : 3-22.
- HAERINGER (P.) 1969. — Structures foncières et création urbaine à Abidjan. *Cah. d'Ét. Afric.* n° 34 : 219-270, 16 pl. photo.
- HAERINGER (P.) 1973. — Cheminements migratoires maliens, voltaïques et nigériens en Côte-d'Ivoire. *Cah. ORSTOM, Sci. hum.* X, 2-3 : 195-201.
- HARRISON CHURCH (R. J.) 1967. — Urban problems and economic development in West Africa. *The Journal of Modern African Studies*, 5, 4 : 511-20.
- HODDER (B. W.) 1961. — Rural Periodic Day Markets in Part of Yorubaland. *Institute of British Geograph., Transactions and Papers* 29 : 049-159.
- HOSSENLOPP (J.) 1970-1971. — Évolution de l'urbanisation des 14 États d'Afrique noire et Madagascar avec une esquisse prospective à l'horizon 1985. Communication présentée au colloque de Talence oct. 1970 et au colloque de démographie africaine ORSTOM, Paris, oct. 1970. *Cah. ORSTOM, Sci. hum.* vol. VIII, n° 1, 1971 : 25-36.
- LABASSE (J.) 1966. — L'organisation de l'espace. Herman, Paris, 605 p.
- LABOURET (H.) 1937. — Le Cameroun. Paris.
- LASSERRE (G.) 1958. — Libreville, la ville et sa région. Paris. A. Colin, 347 p.
- LASSERRE (G.) 1972. — La dynamique de l'espace urbain à Libreville. Réglementation foncière et morphologie des quartiers. *La Croissance Urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*. CNRS. T. II : 739-762.
- LASSERRE (G.) 1972. — Les effets de la croissance urbaine sur les relations villes-campagnes en Afrique Noire et à Madagascar. *La Croissance Urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*. CNRS : 189-204.
- LELOUP (Y.) 1970. — Les villes du Minas Geraes. *Trav. et Mémoires de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine* n° 25, Paris.
- LEMBEZAT (B.) 1960. — Le Cameroun. *La France Équatoriale* p. 153-282 (E. Trezenem-B. Lembezat). Paris Sté Édit. Géogr. Marit. et Coloniales. 2^e édition, 286 p.
- LEMBEZAT (B.) 1954. — Le Cameroun. Ed. Col. et Marit. 208 p.
- LOMBARD (J.) 1967. — Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique Noire. A. Colin. Paris.
- MABOGUNJE (A. L.) 1969. — Urbanization in Nigeria.
- MABOGUNJE (A. L.) 1973. — Migration et urbanisation. Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest (Éd. J.-C. Caldwell). *The Population Council New York* : 210-229.
- Mc NULTY (M. L.) 1972. — African urban systems, transportation networks and regional inequalities. *African urban notes*, vol. 6, n° 3 : 56-66.
- MEILLASSOUX (C.) 1971. — The development of indigenous trade and markets in West Africa. OUP.

- MONDJANNAGNI (A. C.) 1977. — Campagnes et villes au sud de la République populaire du Bénin. Mouton. 616 p.
- RICHARD MOLARD (J.) 1953. — Villes d'Afrique Noire. France Outre Mer, 255, XII. Hommage à J.R.M. Présence africaine, 295-306.
- ROCHEFORT (M.) 1960. — L'organisation urbaine de l'Alsace. Fac. Lettres Strasbourg.
- ROCHEFORT (M.) 1972. — Typologie fonctionnelle des villes en Afrique Noire et à Madagascar. La Croissance Urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. CNRS, Paris, 139-148.
- ROCHEFORT (M.) 1976. — Les activités tertiaires. Leur rôle dans l'organisation de l'espace. T. I. Formes de relations entre activités tertiaires et organisation de l'espace. C.D.U. SEDES, 78 p.
- ROCHETEAU (G.) 1975. — Sociétés Wolof et mobilité. *Cah. ORSTOM sér. Sci. Hum.*, XII, I : 3-18.
- SANTOS (M.) 1971. — Les villes du Tiers Monde. Th. Génin. Paris, 428 p.
- SANTOS (M.) 1972. — Les villes incomplètes des pays sous-développés. *Ann. Géogr.* 445, mai-juin : 316-323.
- SAUTTER (G.) 1957. — Terroirs tropicaux. Structures agraires et paysages ruraux. Annales de l'Est, Nancy : 144-146.
- SAUTTER (G.) 1966. — De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. Paris Mouton, 2 vol.
- SAUTTER (G.) 1972. — Les ruraux dans la ville. Genèse et différenciation des sociétés urbaines. La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. Coll. C.N.R.S. : 77-91.
- SAUTTER (G.) 1973. — Recherches en cours sur les villes d'Afrique Noire : thèmes et problèmes. Point de vue d'un géographe. *Cah. d'Ét. Afric.* 51 : 405-416.
- SAUTTER (G.) 1979. — Le paysage comme connivence. *Hérodote* n° 16, 4^e trim. : 40-67.
- SECK (A.) 1970. — Dakar, métropole ouest Africaine. Dakar. IFAN 516 p.
- SPILL (C.) 1976. — Système de transport et hiérarchie urbaine dans les pays tropicaux. Transports et Croissance urbaine dans les pays tropicaux. CEGET-CNRS *Travaux et Documents de Géographie Tropicale* n° 23 : 11-22.
- UDO (R. K.) 1973. — Migration et urbanisation (Nigeria). Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest : 406-417. Sous la direction de J.-C. CALDWELL, The Population Council New York.
- VANCHI (R.) 1977. — La vie de relations au Sénégal. Thèse, Lille.
- VENNETIER (P.) 1968. — Pointe-Noire et la façade maritime du Congo-Brazzaville. ORSTOM, 458 p.
- VENNETIER (P.) 1969. — Le développement urbain en Afrique Tropicale. Considérations générales. *Cah. d'O.M.* n° 85 janv.-mars : 5-62.
- VENNETIER (P.) 1972. — Réflexions sur l'approvisionnement des villes en Afrique noire et à Madagascar. La Croissance urbaine dans les pays tropicaux. Dix études sur l'approvisionnement des villes. CEGET, *Trav. et Doc.* n° 7 : 1-13.
- VENNETIER (P.) 1975. — Quelques données sur l'artisanat dans les villes d'Afrique tropicale. *Cah. d'O.M.* n° 110, avril-juin : 105-113.
- VENNETIER (P.) 1976. — Les villes tropicales. Masson, Paris, 192 p.
- VERNIÈRE (M.) 1969. — Les petites villes de Côte-d'Ivoire. Anyama, étude de la population et le commerce kolatier. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. hum.*, Vol. VII, n° 1 : 83-114, 7 fig., 2 photo.
- VERNIÈRE (M.) 1973. — Campagne, ville, bidonville, banlieue : migration intra-urbaines vers Dagoudane-Pikine, ville nouvelle de Dakar (Sénégal). *Cah. ORSTOM sér. Sci. Hum.* X, 2-3 : 217-243.
- VERNIÈRE (M.) 1973. — Volontarisme d'État et spontanéité populaire dans l'urbanisation du Tiers Monde. CNRS EPHE 223 p. + cartes.
- VERNIÈRE (M.) 1973. — À propos de la marginalité : réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain et suburbain africain. *Cah. d'Ét. Afric.* n° 51 : 587-605.

BIBLIOGRAPHIE

VILLIEN ROSSI (M.-L.) 1972. — Le développement du commerce à Jacob (République Populaire du Congo). La Croissance Urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. CNRS. : 1055-1072.

B. L'environnement physique

- BAWDEN (M. G.), LANGDALE-BROWN (I.) 1961. — An aerial photograph reconnaissance of the present and possible land use in the Bamenda Area, S. Cameroons. Dept. Tech. Co-operation, Dir. overseas Surveys London.
- BUISSON (E. M.) 1931. — Les données récentes sur la source minérale de Baré (Cameroun). *Togo Cameroun*. janv. : 5-8.
- CAPPONI (A.) 1944. — Le lignite de Dschang. *Bull. Soc. Et. Cam.* n° 7 sept. p. 75-86.
- CLAISSE (G.) 1954. — Terre à café de la région de Foubot. IRCAM ORSTOM.
- COMBEAU (A.) 1954. — Observations sur les sols volcaniques. Région de Nkongsamba. IRCAM ORSTOM.
- DUGAIN (F.) 1960. — Étude sur la fertilité des sols de la plaine bananière du Cameroun. *Fruits*, 4 : 153-170.
- DUMORT (J.-C.) 1967. — Caractères chimiques de trois volcanismes du Cameroun. *Bull. du B.R.G.M.* n° 3.
- DUMORT (J.-C.) 1968. — Notice explicative sur la feuille Douala Ouest carte à 1/500 000 h. t. 69 p. Yaoundé, direction des Mines et de la géologie.
- GEZE (B.) 1942. — Observations sur les sols du Cameroun Occidental. *Ann. Agronomique* : 104-131.
- GEZE (B.) 1943. — Géographie physique et géologie du Cameroun occidental. *Mém. Muséum nat. d'Hist. Nat.*
- HASSELO (H. N.) 1961. — The soils of the lower eastern slopes of the Cameroon mountain and their suitability for various perennial crops. Wageningen, Veeman en Zonen, 67 p., 1 carte h.t.
- HASSELO (H. N.), SWARBRICK (J. T.) 1960. — The eruption of the Cameroun Mountain in 1959 : observation on the lava flow and its initial flore. *J. West Afric. Sci. Assoc.* n° 2 : 96-101.
- HAWKINS (P.) BRUNT (M.) 1965. — Report to the government of Cameroun on the soils and ecology of West Cameroun. (a broad reconnaissance survey, with special reference to the Bamenda area). FAO Rome, Report n° 2083, 2 vol. 516 p. *multigr.*, photos, 10 cartes h. t.
- JACQUES FÉLIX (H.) 1945-1946. — Une réserve botanique à prévoir au Cameroun : le sommet des Monts Bamhoutos. *Bull. Muséum Nat. d'Hist. Nat.*, p. 506-513. Sur une réserve botanique aux Bamhoutos. *Rev. Intern. de Botanique appliquée et d'agricult. tropicale* : 311-13.
- JACQUES FÉLIX (H.) 1950. — Géographie des dénudations et dégradations du sol au Cameroun. *Bull. Agric. Trop.* n° 3.
- JACQUES FÉLIX (H.) 1968. — Évolution de la végétation au Cameroun sous l'influence de l'homme. *J. Agr. Trop. et Bot. appl.* vol. XV, n° 9-10-11 : 350-356.
- LANGUILLON (J.) 1957. — Carte épidémiologique du paludisme au Cameroun. *Bull. Soc. Path. exot.* T. 50, n° 4, juill.-août : 585-600.
- LAPLANTE (A.), BACHELIER (G.) 1954. — Les principaux sols formés sur roches volcaniques au Cameroun. Proc. II, Int. Afr. Conf. Léopoldville CCTA : 441-451.
- LEFÈVRE (R.) 1967. — Aspect de la pluviométrie dans la région du Mont Cameroun. *Cah. ORSTOM, sér. Hydrol.* Vol. IV, n° 4 : 15-45.
- LETOUZEY (R.) 1958. — Phytogéographie camerounaise. Atlas du Cameroun, 1 carte à 1/2 000 000, 6 p.
- LETOUZEY (R.) 1968. — Étude phytogéographie du Cameroun. Paris, Lechevalier, 511 p.

- LIGTBODY (J. S.) 1952. — The Mountain Grassland forests of Bamenda. Oxford.
- MARTIN (D.) 1965. — Les sols du Mungo et leur utilisation. ORSTOM Yaoundé, 23 p. *multigraph*.
- MARTIN (D.), SIEFFERMANN (G.) 1966. — Le département du Mungo (Ouest Cameroun). Étude des sols et de leur utilisation. *Cah. ORSTOM, sér. Pédol.* vol. IV, n° 2 : 27-49.
- MOUCHET (J.), GARIOU (J.) 1960. — Anophélisme et paludisme dans le département bamiléké. *Rech. Et. Cam.* pp. 92-114.
- MOUCHET (J.), GARIOU (J.) 1966. — Notice de la carte de répartition des glossines au Cameroun Oriental. *Cah. ORSTOM Entom. Médic.* vol. IV, 6, pp. 83-85, 1 carte h.t.
- MOUCHET (J.), GARIOU (J.), HAMON (J.) 1960. — Note faunistique sur les moustiques des montagnes de l'Ouest Cameroun Présence de neuf formes de culicidae nouvelles pour le Cameroun. *Bull. IFAN T. XXII, sér. A, n° 1*, p. 207-216.
- PASSARGE (S.) 1909. — Ostafrika und Kamerun. Leipzig.
- PORTÈRES (R.) 1946. — Climat et végétation sur la chaîne des Bamboutos. *Bull. Soc. Bot. de Fr.*, T. 93, p. 352-360.
- PORTÈRES (R.) 1948. — Esquisse géologique et agro pédologique des Hauts plateaux de Dschang-Foumban au Cameroun français. *Agronomie Tropicale* 3-4 : 157-173.
- ROCHETTE (C.) 1959. — Étude du ruissellement et de l'érosion sur les sols noirs de la région de Bafoussam, Cameroun. C.R., 3^e Conf. Interafr. des sols, Dalaba, p. 585-596, id. 11 p. ronéo, ORSTOM, Yaoundé.
- SEGALEN (P.) 1967. — Les sols et la géomorphologie du Cameroun. *Cah. ORSTOM, Pédol.* V, 2 : 137-187.
- SEGALEN (P.) 1967. — Les sols de la vallée du Noun. *Cah. ORSTOM Pédol.* V, 3 : 287-349, 1 carte h.t. au 1/200 000.
- SIEFFERMANN (G.) 1973. — Les sols de quelques régions volcaniques du Cameroun. Variations pédologiques et minéralogiques du milieu équatorial au milieu tropical. ORSTOM Paris, 183 p.
- SMITH (J.) 1941. — Forests and forestry in the Cameroons. *Nigerian Forester*, vol II, 2 : 62-68.
- SUCHEL (J.-B.) 1972. — La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun. CEGET CNRS, 287 p.
- VALET (S.) 1967. — Principe d'organisation des régions naturelles en strates homogènes et son application à l'ouest Cameroun. IRAT Dschang, 36 p. *multigr.*
- WEECKSTEEN (G.) 1957. — Rapport préliminaire sur la bauxite de Fongo-Tongo. *Dir. Mines Géol. Cam.* Yaoundé, 17 p.

C. Histoire, sociétés, vie politique

- ALBERT (A.) 1934. — Les croyances religieuses indigènes à Foumban *in* Les missions Catholiques n° 3209, 1^{er} octobre 1934, p. 471-476.
- ALBERT (A.) 1935. — Croyances des indigènes de Bandjoun. *in* Les Missions Catholiques n° 3227, 1^{er} juillet 1935, p. 299-304.
- ALBERT (A.) 1937. — Coutumes des Bandjouns à la naissance, au mariage et à la mort. Les missions Catholiques 1937 p. 117-121, 138-143.
- Justice et Guerre au pays des Bandjouns *ibid.* p. 231-237.
- La magie à Bandjoun *ibid.* p. 277-284.
- Locutions proverbiales des Bandjouns *ibid.* p. 422-423.
- ALBERT (A.) 1943. — Au Cameroun Français. Bandjoun. Montréal. Éditions de l'Arbre 2^e éd. 283 p.
- ALEXANDRE (P.) 1965. — Proto-histoire du groupe bété, bulu-fang. Essai de synthèse provisoire. *Cah. Ét. Afr.* n° 20 : 503-560.

- ANDRÉ (E.) 1961. — L'évolution des sociétés africaines au Cameroun. Évolution et réformes en région Bamoun de 1951 à 1955. *Agronomie Tropicale* 1961 n° 1, janvier-février p. 60-98.
- ARDENER (E.) 1956. — Coastal Bantu of the Cameroons. London Internat. African Institute 116 p.
- ARDENER (E.) 1959. — Social and demographic problems of Southern Cameroons Plantation Area. Social change in Modern Africa. Kampala. International African Institute O.U.P.
- ARDENER (E.) 1962. — The political history of Cameroun. *World Today* août 1962 : 341-350.
- ARDENER (E.) 1965. — Historical Notes on the Scheduled Monuments of West Cameroon. Ministry of Education and Social Welfare. Buea 16 p.
- ARDENER (E.) 1968. — Documentary and linguistic evidence for the rise of the trading politics between Rio del Rey and Cameroons 1500-1650. : 81-126 in I. M. LEWIS ed. History and social anthropology. London Tavistock Publications 1968, XXVIII 307 p. ASA monographs 7.
- ARDENER (S.) s. d. — Eye Witnesses to the Annexation of Cameroon 1883-1887. Ministry of Primary Education and West Cameroon Antiquities Commission Buea 88 p.
- ASMIS 1931. — Le monopole commercial des Duala autrefois. *Togo Cameroun* : 443-448.
- AYMERICH (Général de Division) 1933. — La conquête du Cameroun (1^{er} août 1914 — 20 février 1916). Payot 1933, 215 p. 9 croquis.
- BAHOKEN (J.-C.) 1960. — Les rapports des missions chrétiennes avec l'administration du Kamerun, de 1841 à nos jours. Fac. libre de Théologie Paris 1960, 224 p. *multigr.*
- BARBIER (J.-C.) 1974. — Le peuplement de la partie méridionale du plateau bamiléké, l'exemple de Bana. ORSTOM Yaoundé, 36 p. *multigr.*
- BARBIER (J.-C.) 1976. — Les sociétés bamiléké de l'ouest du Cameroun : Étude régionale à partir d'un cas particulier. Communautés Rurales et Paysanneries Tropicales ORSTOM coll. *Travaux et Documents* n° 53 p. 103-122 A propos de l'opération Yabassi-Bafang ISH ONAREST 1977.
- BARBIER (J.-C.) 1978. — Note sur les relations entre les populations bamiléké et les Bannem. Cahiers de l'ONAREST I, 2 octobre : 45-52.
- BAYART (J.-F.) 1970. — L'Union Nationale Camerounaise. *Rev. française de Sc. Politique* XX 4 août p. 681, 718.
- BAYART (J.-F.) 1977. — Autour de la notion de dépendance. *Rev. française d'études politiques africaines* 138-139 juin-juillet p. 126, 171, 140-141 août-septembre p. 124, 129.
- BAYART (J. F.) 1979. — L'État au Cameroun. Presses de la Fond. Nat. des Sc. Politiques Paris, 298 p.
- Bekombo Manga. 1963. — Conflits d'autorité au sein de la société familiale chez les Duala du Sud Cameroun. *Cah. Et. Afric.* n° 14.
- Bekombo (M.), MASSION (A.) 1968. — Vie familiale et délinquance juvénile en Afrique Noire. Paris International Federation for Parent Education 58 p. coll. La vie à travers le Monde.
- BENJAMIN (J.) 1972. — Les Camerounais occidentaux : la minorité dans un État bi-communautaire. Montréal. Presses de l'Université XX 250 p. (C.R. par J. Fonkoue in *Cah. Et. Afric.* n° 53 1974 p. 197).
- BETI (M.) 1972. — Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation. F. MASPERO Cahiers Libres 240-241 Paris 219 p.
- BETI (M.) 1972. — Les procès du Cameroun, autopsie d'une décolonisation. *Partisans* p. 111-132 n° 64.
- BETI (M.) 1959. — Tumultueux Cameroun. *Revue Camerounaise* 2^e année n° 11, septembre-octobre.
- BINET (J.) 1951. — Droit foncier coutumier au Cameroun. *Le Monde non chrétien*, n° 18, 25 p.
- BINET (J.) 1952. — Le commandement chez les Bamoun. Processus d'unification d'un peuple. *Le Monde non chrétien* n° 2, oct-déc. : 399-415.

- BINET (J.) 1958. — Sociologie religieuse dans le Sud Cameroun *Monde non chrétien* 47/48, juillet-décembre : 153-184.
- BINET (J.) 1958. — Groupes socio-professionnels au Cameroun. *Cahiers internat. sociol.* vol. XXIV : 88-103.
- BINET (J.) 1961. — Les Cadres au Cameroun. *Civilisations*, vol. XI n° 1 : 21-36.
- BOCKEL (A.) 1971. — L'administration camerounaise. Paris Berger Levraut in 8, 61 p. (Encyclopédie administrative, publiée par l'institut International d'Administration Publique).
- BOND (E.) 1916. — The conquest of the Cameroons. *The Contemporary Review*, vol. CIX June.
- BOUCHAUD (J.) 1946. — Les Portugais dans la baie de Biafra au XVI^e siècle. *Africa* XVI, 4 oct. p. 217.
- BOUCHAUD (J.) 1952. — La Côte du Cameroun dans l'histoire et la cartographie. *Mém. IFAN*. Cameroun n° 5 217 p.
- BRAIN (R.) 1972. — Bangwa Kinship and Mariage. *Cambridge Univ. Press*. IX, 195 p.
- BRAIN (R.) 1969. — Bangwa (Western Bamileke) Marriage words *Africa*. vol. XXXIX, n° 1 janv. : 11-23.
- BRIault (M.) 1937. — Au Cameroun catholique. Les chiffres et la qualité. *Études* 1937 (nov.) T. 233 : 449-464.
- BRUENS (A.) 1942-45. — The Structure of Nkom and its Relations to Bantu and Sudanic. *Anthropos*. XXXVII/XL 4-6 : 826-866.
- BRUNDSCHWIG (H.) 1971. — Un récent bilan historique de la colonisation allemande au Cameroun et en Afrique orientale. *Rev. fr. Hist. Outre-Mer* n° 210 : 116-24.
- BRUNDSCHWIG (H.) 1972. — Ouvrages récents sur le Kamerun allemand. *Annales FLSH Yaoundé* (4) : 38-44.
- BRUTSCH (Pasteur J. R.) 1951. — Les débuts du christianisme au Cameroun. *Et. Cam.* 33-34, sept-déc. : 53-59.
- BUISSON (E. M.) 1931. — Présentation d'une carte ethnographique du peuple bamiléké comparé aux groupements en ceinture. *Togo Cameroun* : 83-87.
- BUISSON (E. M.) 1931. — Les tatouages bamiléké. *Togo Cameroun* p. 107-116. La céramique bamiléké. *ibid.* p. 117-118. Quelques réalisations animales chez les Bamiléké *ibid.* : 119-122.
- BUREAU (R.) 1962. — Ethno sociologie religieuse des Duala et apparentés. *Rech. te Et. Cam.* n° spécial 7-8, 372 p. IRCAM Yaoundé.
- BURTON (R.F.) 1863. — Abeokuta and the Cameroons Mountains. London. Tinsley 2 vol. T. II, 306 p.
- CAMEROUN FRANÇAIS 1945. — Les événements de Douala des 24, 25 et 26 septembre 1945. Imprimerie Commerciale du Cameroun. Douala.
- CELARIE (A.) 1966. — Contribution à une sociologie de l'information. Étude de l'efficacité des moyens modernes d'information en Afrique à partir d'enquêtes menées au Cameroun 1962-65. SEPA Paris. 273 p. *multigr.*
- CHAFFARD (G.) 1965-1967. — Les carnets secrets de la décolonisation. Calmann-Lévy 2 vol. 346, 441 p. Le coup d'éclat du gouverneur Ramadier. I : 295-329 ; La mort de l'Ho Chi Minh Camerounais. II : 343-429.
- CHAMPAUD (J.) 1977. — Pouvoir central, pouvoirs locaux et développement au Cameroun in : C. Bataillon : État, pouvoir et espace dans le Tiers Monde. PUF. : 153-165.
- CHAPOULIE (H.) 1931. — La case du Bamiléké. Chefferies bamiléké. *Togo-Cameroun* fév. : 91-100, 101-105.
- CHATAP (E. R.) 1959. — Les noms de personnes en pays bamiléké. Paris ENFOM. 48 p.
- CHAZELAS (V.) 1928. — Trente ans de colonisation allemande au Cameroun. *Revue Togo-Cameroun*. Paris.
- CHAZELAS (V.) 1929. — De quelques coutumes particulières du Mariage au Cameroun. *Togo-Cameroun* fév. : 54-59.

- CHAZELAS (V.) 1931. — Territoires africains sous mandat de la France. Cameroun et Togo. Paris. *Sté d'Édit. Géo. Marit. et coloniales*. 240 p.
- CHILVER (E. M.) 1962. — Nineteenth century trade in the Bamenda Grassfields. *Afrika und Übersee* vol. XLV/4 : 233-258.
- CHILVER (E. M.) 1963. — Native administration in the West Central Cameroons. Essays in Imperial Government London.
- CHILVER (E. M.) 1964. — A Bamileke Community in Bali Nyonga : a note on the Bawok. *Afr. Studies* 23 (3-4) : 121-127.
- CHILVER (E. M.) 1966. — Zintgraff's Explorations in Bamenda. Adamawa and the Benue Lands 1889-1892. Ministry of Primary Education and Social welfare and West Cameroon Antiquities Commission Buea, 34 p.
- CHILVER (E. M.) 1967. — Paramountcy and Protection in the Cameroons The Bali and the Germans, 1889-1913. Britain and Germany in Africa ed. by Prosser Gifford and Wm Roger Levis. Yale University Press.
- CHILVER (E. M.), KABERRY (P. M.) 1960. — From Tribute to tax in a Tikar chiefdom. *Africa* XXX. 1 jan. : 1-19.
- CHILVER (E. M.), KABERRY (P. M.) 1961. — An outline of the traditional political system of Bali-Nyonga. Southern Cameroons *Africa* XXXI, 4 oct. : 355-371.
- CHILVER (E. M.), KABERRY (P. M.) 1963. — Traditional Government in Bafut, West Cameroon. *The Nigerian Field* XXVIII, 1, janv. : 4-30.
- CHILVER (E. M.), KABERRY (P. M.) 1967. — Traditional Bamenda. The precolonial history and Ethnography of the Bamenda Grassfields. vol. I, 134 p., 1 carte h.t. Ministry of Primary Education and Social Welfare and West Cameroon Antiquities Commission.
- CHILVER (E. M.), KABERRY (P. M.) 1967. — The Kingdom of Kom in West Cameroons. West african Kingdom in the nineteenth century. Ed. by D. Forde and Ph. Kaberry. London.
- CHILVER (E. M.), KABERRY (P. M.) 1970. — Chronology of the Bamenda Grassfields. *Journal of African History* IX, 2.
- CHRISTOL (F.) 1922. — Quatre ans au Cameroun. Paris. Sté des Mis. Évangéliques de Paris. 246 p.
- CLIGNET (R.) 1972. — Quelques remarques sur le rôle des femmes africaines en milieu urbain, le cas du Cameroun. *Canadian Journal of African Studies*, Ottawa 6 (2) : 303-315.
- COMMISSARIAT de la République Française au Cameroun. 1923. — Guide de la colonisation au Cameroun. Larose 170 p.
- COMMISSARIAT de la République Française au Cameroun. 1927. — Guide de la colonisation au Cameroun. Larose 199 p.
- COSTEDOAT (R.) 1930. — Le mandat français et la réorganisation des territoires du Cameroun. Besançon. Imp. Jacques et Demontrond. 288 p.
- COURADE (G.) & (C.) 1978. — L'école du Cameroun anglophone. De l'école coloniale à l'école nationale. *Tiers Monde* XIX, n° 76, oct.-déc. : 743-769.
- CROUZOL (J.) Les Indésirables. Ed. Kent Segep. (Roman).
- DAMBIELLE (B.) 1960. — Regards sur le pays Bamoun. *Tropiques* n° 425, fév., : 9-16.
- DECRAENE (P.) 1977. — Lettre de Foumban. Le petit monde clos des Bamoun. *Le Monde* 20-21 mars.
- DELAROZIÈRE (R.) 1949. — Les institutions politiques et sociales des populations dites Bamiléké. *Études Camerounaises* n° 25-26 : 5-68 et 27-28 : 127-175. *Mémoire IFAN* 1950, 113 p.
- DIKOUME (C.) 1974. — Les obstacles psycho-sociaux au développement. Kamerun Strukturen und problem der sozio-ökonomischen entwicklung. Hase & Koehler Mainz : 65-85.
- DIKOUME (C.), LIPPENS (P.) 1972. — Les Hommes et la Terre. IPD Douala, avril.
- DOMINIK (H.) 1908. — Vom Atlantik zum Tschadsee. Berlin.

- DOUMBE MOULONGO (M.) 1968. — Origine et migrations des Douala. *Abbia* n° 20 : 79-149.
- DREUX-BREZE (J. de). 1968. — Le problème du regroupement en Afrique Équatoriale. Du régime colonial à l'U.D.E.A.C. Paris Lib. Gale. de Droit et de Jurisprudence 211 p.
- DUBIE (P.) 1957. — Christianisme, Islam et Animisme chez les Bamoun (Cameroun). *Bull. IFAN*, série B, T. XIX n° 3-4, p. 337-381.
- DUGAST (I.) 1949. — Inventaire ethnique du Sud Cameroun. *Mém. IFAN*, 159 p.
- DUGAST (I.) 1955-1959. — Monographie de la tribu des Ndiki (Banen du Cameroun). *Travaux et Mémoires de l'Institut d'Ethnologie*. T. I. LVIII, T. II. Vie sociale et familiale LXIII, XX + 636 p. (CR. M. IZARD. *L'Homme* 1, 1).
- DUGAST (I.), JEFFREYS (M. D. W.) 1950. — L'écriture des Bamum, sa naissance, son évolution, sa valeur phonétique, son utilisation. *Mém. IFAN* n° 4.
- EGERTON (F. C. C.) 1938. — African Majesty. A record of refuge at the court of the King of Bangangté in the French Cameroon. London Routledge, XX, 348 p.
- EYONGETAH (T.), BRAIN (R.) 1974. — A History of the Cameroun. Longman. London, 192 p.
- FOTSO (M.) 1966. — Le Bamiléké devant le christianisme. Mém. lic. Théol. protest. Montpellier F.T.P., 183 p. *multigr.*
- GARDINIER (D. E.) 1963. — Cameroon : United Nations Challenge to French Policy. OUP, 154 p.
- GEORGES (Général E. Howard) 1933. — La guerre dans l'Ouest Africain. Togo : août 1914, Cameroun : 1914, 1916. Payot.
- GHOMSI (E.) 1972. — Les Bamiléké au Cameroun. Essai d'étude historique des origines à 1920. Paris 304 p. *Annexe* : Recueil des traditions historiques des chefferies du plateau bamiléké et de la région de Bamenda, ainsi que des populations Bamoun, Tikar et Mboum 140 p.
- GHOMSI (E.) s.d. — Les traditions d'origine des Bamiléké. Avec l'étude de quelques dynasties régnantes. 109 p. *multigr.*
- GICQUEL (J.) 1977. — Le présidentialisme négro-africain, L'exemple camerounais. Mélanges offerts à G. Burdeau, Paris LGDJ, p. 715.
- GIFFORD (L.) 1967. — German and Britain in Africa.
- GILLES (R. P.) 1960. — L'église catholique au Cameroun et les prêtres du S. C. de St Quentin. Yaoundé.
- GONIDEC (P. F.) 1961-1962. — Les institutions politiques de la République Fédérale du Cameroun. *Civilisations* (4) 1961 p. 370-395. *Civilisations* (1) 1962 p. 13-22.
- GOUELLAIN (R.) 1956. — New-Bell, Douala, enquête sociologique. ORSTOM IRCAM Yaoundé, 62 p. *multigr.* 16 cartes et plan.
- GOUELLAIN (R.) 1961. — Parenté et affinités ethniques dans l'écologie du Grand quartier de New-Bell. Douala. Social Change in modern Africa. I.A.I. O.U.P.
- GOUELLAIN (R.) 1973. — Douala : formation et développement de la ville pendant la colonisation. *Cah. Et. Afric.* n° 51 XIII, 3 : 442-468.
- GOUELLAIN (R.) 1975. — Douala, ville et histoire. Paris. Institut d'ethnologie, 402 p.
- GUTHRIE (M.) 1953. — The Bantu languages of Western Equatorial Africa. OUP International African Institute 94 p.
- HURAUULT (J.) 1962. — La structure sociale des Bamiléké. Mouton Paris, x-133, 1 carte h.t.
- HURAUULT (J.) 1970. — Essai de synthèse du système social des Bamiléké. *Africa*. Londres. vol. XL, janv. : 1-24.
- HURAUULT (J.) 1970. — L'organisation du terroir dans les groupements Bamiléké. *Et. Rur.* n° 37-38-39 : 232-256.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1945. — Le serpent à deux têtes Bamoun. *Bull. Soc. Et. Cam.*, n° 9, mars : 7-12.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1946. — Nsaangu's head (Cameroons). *African studies* 5, I. : 57-62.

BIBLIOGRAPHIE

- JEFFREYS (M. D. W.) 1950. — The Bamoun coronation ceremony in described by King Njoya. *Africa*, vol. XX, janv. : 38-45.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1957. — The Bali of Bamenda. *African studies* 16, 2 : 108-113.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1962. — Some notes on the Bum. *The Nigerian Field* XXVII, 4, oct. : 177-184.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1962. — The Wiya Tribe. *African Studies* 21, 2 : 83-104. *African Studies* 21, 3-4 : 174-222.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1963. — Some notes on the Rom people. *The Nigerian Field* XXVIII, 2, april : 78-86.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1963. — Traditional sources prior to 1890 for the grassfield Bai of Northwestern Cameroons. *Afrika und Ubersee* XLVI, 3 : 168-199, *Afrika und Ubersee* XLVI, 4, : 296-313.
- JEFFREYS (M. D. W.) 1963. — Some notes on the customs of the Grassfield Bali of North-western Cameroons. *Afrika und Ubersee* XLVI, 3, 00. 161-168.
- JOHNSON (W. R.) 1970-1973. — The Cameroon Federation : political integration in a fragmentary society. Princeton Univ. Press. IX, 426 p. 12, 50.
- JOSEPH (G.) 1922. — Ce qu'il faut savoir du Cameroun. A. Tournon.
- JOSEPH (R. A.) 1974. — Settlers, strikers and sans travail : the Douala riots of september 1945. *J. of African History* XV, 4 : 669-687.
- JOSEPH (R. A.) 1974. — The Royal Pretender : Prince Douala Manga Bell in Paris, 1919-1922. *Cah. Étud. Afr.* n° 54, XIV, 2 : 339-358.
- JOUBE (E.) 1977. — Cinq ans d'État unitaire. *Rev. Franç. d'Et. Pol. Afric.* n° 140-141, août-sept., p. 42-65.
- KABERRY (P. M.) 1950. — Land Tenure among the Nsaw of the British Cameroons. *Africa* XX, 4 : 307-23.
- KABERRY (P. M.) 1952. Women of the Grassfields. *Colonial Research Publication* n° 14, London HMSO.
- KABERRY (P. M.) 1962. — Retainers and Royal Households in the Cameroons Grassfields. *Cah. Etud. Afric.* n° 10, : 282-298.
- KAMDEM (A.) 1965. — Le régime traditionnel de la chefferie en pays bamiléké. Évolution. Dipl. Études Sociales *Inst. d'Ét. Soc. Univ. de Grenoble*, 201 p. *multigr.*
- KAME (S.) 1956. — Institutions politiques et administratives coutumières en pays bamiléké. Paris ENFOM, 78 p.
- KANGA (V. J. C.) 1959. — Le droit coutumier Bamiléké en contact des droits européens. Paris, Thèse droit.
- KOPYTOFF (I.) 1973. — Aghem (Wum) trade CA, 1900 pre-colonial trade and local development. Coll. CNRS Paris, sept., 14 p.
- KOPYTOFF (I.) 1973. — Aghem Ethnogenesis and the Grassfields ecumene Aghem (Wum) trade CA, 1900 Precolonial trade and local development. 9 et 14 p. Coll. CNRS. Contrib. de la Recherche ethnol. Paris, sept.
- KWAYEB KATTE (E.) 1957. — Situation actuelle des coutumes Bamiléké. Paris, ENFOM, 47 p.
- KWAYEB KATTE (E.) 1960. — Les institutions de droit public du pays bamiléké. Paris, Éd. Pichon, 199 p.
- LABOURET (H.) 1935. — 1. En pays Bamoun. La ville de Foumban. 2. L'ancien Palais Royal de Foumban. 3. L'écriture Bamoun. *Togo Cameroun*, avril-juil. : 110-133.
- LABOURET (H.) 1935. — Les populations dites Bamiléké. *Togo Cameroun* : 135-156.
- LABURTHE TOLRA (P.) 1970. — Yaoundé, d'après Zenker (1895). *Ann. FLSH Yaoundé*, n° 2 : 1-115.
- LAMBERTON (J.) 1960. — Les Bamiléké dans le Cameroun d'aujourd'hui. *Revue de Défense Nationale*, mars : 417-477.
- LATOUR DEJEAN (C. H. de) 1973. — Les Bamiléké à Bangwa. *Communic. à Colloque Intern.*

- CNRS « contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun ».
- LEBEUF (A.) 1969. — Les principautés Kotoko. Essai sur le caractère sacré de l'autorité. Paris CNRS, 388 p.
- LECOQ (R.) 1951. — Quelques aspects de l'art Bamoun. In : Diop A. L'art nègre. *Présence Africaine*, 10 nov. : 175-80.
- LECOQ (R.) 1953. — Les Bamiléké. Une civilisation africaine. *Présence Africaine*, 221 p.
- LEVINE (V. T.) 1964-1970. — The Cameroons from mandate to Independence. University of California Press. Berkeley and Los Angeles, XI, 329 p. Traduit en français sous le titre « Le Cameroun », coll. Nouveaux Horizons, 2 vol. 236 et 181 p. 1970, les Éditions Internationales.
- LEVINE (V. T.) 1948. — Political elite recruitment and political structure in French speaking Africa. *Cah. Etud. Afr.* 8 (3) 31 : 369-389.
- LEVINE (V. T.) 1971. — The Cameroun Federal Republic. *Ithaca Cornell Univ. Press.* XXIII, 205 p.
- LYEE DE BELLEAU (M. de) 1945. — Du Cameroun au Hoggar. Paris Alsatia.
- MC CULLOCH (M.), LITTLEWOOD (M.), DUGAST (I.) 1954. — Peoples of the Central Cameroons. London International African Institute, 174 p.
- MAFIAMBA (P. C.) 1966. — Les Ekot Ngba du département de Mamfé. *Abbia*, 14-15 juil.-déc. : 99-107.
- MARABAIL (Cdt.) 1919. — Étude sur les Territoires du Cameroun occupés par les troupes françaises. Larose, Paris, 179 p. (Thèse Droit).
- MARCHAND (C.) 1970. — L'enseignement au Cameroun sous le mandat français 1921-1939. Québec, Univ. Laval, XVI, 106 p.
- MARGUERAT (Y.) 1969. — Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun. ORSTOM Yaoundé, X, 83 p. *multigr.*
- MARIÉ ANDRÉE du S. C. 1950. — La loi d'airain du mariage dotai au Cameroun français. *Études T.* 267 : 3-21.
- MARTET (J.) 1934. — Les bâtisseurs de royaume (Voyage au Togo et au Cameroun). Albin Michel, 314 p.
- MARTET (J.) 1939. — Le sultan de Foumban. Paris Albin Michel, 316 p.
- MARTIN (de) 1969. — Programme de développement rural dans la plaine de Ndop. Étude sociologique. BDPA, 34 p., sd. *multigr.*
- MARTIN (Dr G.) 1918. — Recrutement et protection de la main-d'œuvre en pays tropicaux et au Cameroun. Congrès d'Agriculture Coloniale, mai, T. IV.
- MARTIN (Dr G.) 1921. — L'existence au Cameroun. Études sociales, études médicales, études d'hygiène et de prophylaxie. Éd. Larose, 535 p.
- MARTIN (H.) 1951. — Le pays Bamoun et le Sultan Njoya. *Et. Cam.* sept.-déc., pp. 5-40.
- MARTIN (J. Y.) 1971. — Sociologie de l'enseignement en Afrique Noire. ORSTOM Yaoundé, 44 p. *multigr.* *Cah. internationaux de Sociologie* LI, juil.-déc.
- MARTIN DU GARD (M.) 1939. — L'appel du Cameroun. Flammarion Paris.
- MASSON (R. P.) 1939-40. — Médecine et sorciers en pays bamiléké. *L'Anthropologie*, T. XLIX : 312-332.
- MÉDARD (J. F.) 1977. — L'État sous-développé au Cameroun. *L'Année Africaine*.
- MELONE (S.) 1972. — La parenté et la terre dans la stratégie du développement. L'expérience camerounaise : étude critique. Paris Klincksieck, 201 p.
- MICHEL (M.) 1970. — Les plantations allemandes du Mont Cameroun 1885-1914. Revue française d'histoire d'O.M. n° 207, 2^e trimestre 1970 : 183-212.
- MIGEOD (F. W. H.) 1925. — Through the British Cameroons. London. Heath Cranton.
- MONGBET (L. M.) 1966-1970. — La médecine traditionnelle des Bamoun. Thèse 3^e cycle Ethnologie Paris FLSH, EPHE, 6^e sect.
- MONGORY (J.) 1968. — Les problèmes politiques de la réunification du Cameroun. Mém. DES Sc. po. Nancy. FDSE.

- MUELLER (O.) 1905. — Die Manenguba Expedition. Deutsches Kolonialblatt, 15 August : 498-503.
- MVENG (E.) 1963. — Histoire du Cameroun. *Présence Africaine*, 533 p.
- NCHOWAT NJOYA (O.) 1971. — Système politique traditionnel et organisation municipale du Cameroun Oriental. (Exemple Bamoun). Thèse 3^e cycle, chez l'auteur, 460 p.
- NDONGMO (A.) (Abbé) 1955. — L'éducation au pays bamiléké. *Étud. Cam.* n° 47-48. mars-juin : 43-51.
- NICOD (H.) 1943. — La vie mystérieuse de l'Afrique Noire. Payot, Lausanne.
- NICOD (H.) s.d. — Sur les sentiers de l'Afrique Équatoriale. Paris, Soc. des Missions évangéliques.
- NICOD (P.) 1947. — Conquérants du Golfe de Guinée. Paris et Genève.
- NICOLAS (G.) 1956. — Transformation du peuple Bamoun, étude d'une société de l'Ouest Cameroun. DES Bordeaux, 176 p. 5 cartes et croquis.
- NICOLAS (J. B.) 1953. — Couverture linguistique du pays bamiléké. *Bull. IFAN* oct. : 1633-1641.
- NICOLAS (R.) 1922. — Le Cameroun depuis le Traité de Versailles. St Amand, Cherbourg.
- NISSIM (G. M.) 1972. — Banjun, étude phonologique du parler de Jo. Univ. Féd. du Cameroun. Sect. de linguistique appliquée, 116 p. *multigr.*
- NJOB (C. N.) 1971. — Introduction to the study of the Traditions of the chiefdoms of the West Cameroon. Ministry of Education, Culture and vocational Training. Federal Linguistic and Cultural Centre Yaoundé, 118 p. *multigr.*
- NJOYA (Sultan). — 1952. — Histoire et coutumes des Bamum. Traduction du Pasteur Henri Martin. *Mém. IFAN*, 273 p.
- NKUISSI (B.) 1967. — Nkongsamba. Les années obscures de la fondation de 1898 à 1923. Essai de monographie urbaine. DES FLSH Lille, juin, 156 p. *multigr.*
- NKWENGA (J.) 1965. — Histoire de la chefferie de Bangangté. *Abbia* 9-10 juil.-août : 91-129.
- NONILANTUM (D.) 1969. — Population change in West Cameroon before 1961. *Abbia* n° 23, sept.-déc., p. 51.
- NSEKE (G.) 1959. — Évolution des structures sociales ancestrales dans la subdivision de Mbanga (Cameroun). Paris IHEOM, fév.
- OWONA (A.) 1973. — La naissance du Cameroun (1884-1914). *Cah. Etud. Africaines* n° 49 : 16-36.
- PARÉ (I.) 1966. — Les Allemands à Foumban. *Abbia* n° 12-13. mars-juin : 211-231.
- PEYROUTON (M.) 1930. — Le char des dieux. Roman. Préface du Mal. Lyautey. Paris. Les Éditions de France 229 p.
- PONTIÉ (G.) 1973. — Les Guiziga du Cameroun Septentrional. *Mémoires ORSTOM*, n° 65, Paris, 255 p. + photos.
- PRESCOTT (J. R. V.) 1959. — Les Régions politiques des Cameroun anglo-français. A. G. n° 367, mai-juin : 263-267.
- PRESCOTT (J. R. V.) 1961. — La Géographie politique du Cameroun septentrional sous mandat britannique. *Annales de géographie*, n° 377, janv.-fév. : 86-90.
- PRESCOTT (J. R. V.) 1962. — The evolution of the Anglo-French inter Cameroons Boundary. *Niger. Geogr. J.* 5, n° 2 : 103-120, 5 fig.
- PROUZET (M.) 1974. — Le Cameroun. Pichon & Durand Auzias, 377 p. (coll. « comment ils sont gouvernés » T. XXVII).
- REIN WUHRMANN (A.) 1925. — Mein Bamumvolk in Grasland von Kamerun. Stuttgart.
- REIN WUHRMANN (A.) 1948. — Foumban, die Stadt auf dem Schutte. Bâle.
- RELLY (P.) 1945. — Quelques notes sur les noms et titres du Grassfield. *Bull. Soc. Et. Cam.* n° 10, juin : 77-83.
- RENAUD (P.) 1968. — La réalité scolaire au Cameroun oriental. S.I., Section de linguistique appliquée du Cameroun, 55 p., tabl.

- RETIF (A.) 1955. — À propos de l'Union des Populations du Cameroun : Communisme et Religion au Cameroun. *L'Afrique et l'Asie*, n° 33, nov.
- RICHARDSON (I.) 1956-1957. — Linguistic Survey of the Northern Bantu Borderland. Vol. I. OUP, 146 p., Vol. II, OUP 95 p., 2 cartes.
- RIPERT (J.) s.d. — Le travail familial chez les Bamiléké. Bull. Agence économique des Territoires africains sous mandat. Supplément au n° 20.
- RITZENTHALER (R. & P.) 1965. — Cameroons village. An ethnography of the Bafut Publications in Anthropology, n° 8. Milwaukee Public Museum (Wisconsin). 1962, 156 p.
- RUBIN (N.) 1971. — Cameroun : An African Federation. London Pall Mall Press, XII, p. 259.
- RUDIN (H.) 1938. — Germans in the Cameroons. 1884-1914. London Cape, 456 p.
- RUEL (J.) 1962. — Banyang Settlement. *Man* 62, 175, July : 99-103. *Man* 62, 176, Aug. : 115-119.
- SCALABRE (C.) 1977. — Notes sur l'Islam, le christianisme et l'animisme au Cameroun. *Rev. Franç. d'Et. Polit. Afric.*, n° 140-141 : 79-92.
- SICE (A.) 1946. — L'Afrique Équatoriale Française et le Cameroun au service de la France. Paris PUF.
- SLAGEREN (J. V.) 1972. — Les origines de l'Église Évangélique du Cameroun. Yaoundé. Clé., 298 p.
- STOECKER (H.) 1960-1968. — Kamerun inter Deutscher Kolonialherrschaft. Berlin 1960, T. I. 288 p., Berlin 1968, T. II. 272 p.
- TARDITS (C.) 1965. — Stratification sociale et parenté chez les Bamoun. *L'Homme*, vol. V, n° 3-4, pp. 174-188.
- TARDITS (C.) 1960. — Contribution à l'étude des populations bamiléké de l'Ouest Cameroun. Berger Levrault, coll. l'Homme d'O.M. n° 4, 140 p.
- TARDITS (C.) 1973. — Parenté et pouvoir politique chez les Bamoun (Cameroun). *L'Homme* XIII, 1-2, janv.-juin, pp. 37-49.
- TARDITS (C.) 1973. — Le royaume bamoun. Coll. CNRS « Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun ». Paris sept., 34 p. ronéo.
- TARDITS (C.) 1980. — Le royaume bamoun. Edisem, public. de la Sorbonne, A. Colin, 1078 p.
- TCHERNONOG. 1953. — La nature juridique des chefferies du Cameroun. *Rev. jurid. et politique de l'Union Franç.* avril-juin, pp. 197-204.
- TETOUOM (A.) 1966. — La polygamie et le christianisme au pays bamiléké. Mém. Lic. Théol. Prot. Montpellier FTP, 145 p. *multigr.*
- TOLEN (A.) s.d. — Le processus de l'accession du Cameroun à l'Indépendance. Thèse 3^e cycle Histoire. Bordeaux, 196 p. ronéo + annexes.
- WARNIER (J.-P.) 1973. — Rapport de base sur l'histoire précoloniale de la chefferie de Mankon (département de la Mézam). Coll. intern. CNRS « Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisation du Cameroun » Paris, sept. 30 p. ronéo.
- WHEITAS, REMI, CHARBONNEAU 1931. — La conquête du Cameroun et du Togo. Histoire Militaire des Colonies n° 9 Imprimerie Nationale.
- WILBOIS (J.) 1935. — Le Cameroun. Les indigènes, les colons, les missions, l'administration française. Paris, Payot, 256 p. (2^e éd. 1943).
- WILHELM (H.) 1973. — Rapport de synthèse : le commerce précolonial de l'Ouest (plateau Bamiléké, Grassfields, région Bamum et Bafia). Coll. Intern. CNRS, Paris sept. 18 p. *multigr.* + 9 cartes h. t.
- WIRZ (A.) 1973. — La « Rivière du Cameroun » : commerce pré-colonial et contrôle du pouvoir en société lignagère. *Rev. franç. Hist. O.M.* n° 219, pp. 172-195.

D. Démographie, Migrations, Villes

- AKONUMBO (W. C.) 1971. — Bamenda town, a geographical study D.E.S. F.L.S.H. Yaoundé 1971, 102 p. *multigr.*
- ARDENER (E.) 1962. — Divorce and Fertility, an african study O.U.P. 1962, 171 p.
- BARBEDETTE (L.), BUGNICOURT (J.), Cisse (B. M.) 1975. — La formation comme action sur la ville. *Environnement Africain* n° 3 : 19-54.
- BARBIER (J.-C.) 1971. — Les villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang (aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt dans le département du Nkam (Cameroun). ORSTOM Yaoundé novembre, 303 p. *multigr.*
- BARBIER (J.-C.) 1973. — Colonisation agricole et référence au milieu urbain. Exemple des villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang, au nord est de Douala (Cameroun). *Cah. ORSTOM sér. Sci. Hum.* X, 2-3, 203, 216.
- BARBIER (J.-C.) & CHAMPAUD (J.) 1978. — Manjo et le Mungo central, introduction à une étude de l'immigration (Cameroun). ONAREST/ISH Yaoundé, 237 p. *multigr.*
- BARBIER (J.-C.), COURADE (G.), GUBRY (P.) 1978. — L'exode rural au Cameroun. ONAREST/ISH Yaoundé 113 p. *multigr.*
- BARBIER (J.-C.) & TISSANDIER (J.) 1977. — Mbandjok ou les promesses d'une ville liée à un complexe agro-industriel sucrier (Cameroun) ONAREST/ISH Travaux et Documents n° 5, 128 p. *multigr.* in « Complexes agro-industriels au Cameroun » : 127-221, *Travaux et Documents de l'ORSTOM*, n° 118.
- B.C.E.A.C. 1963. — L'habitat urbain en Afrique Équatoriale et au Cameroun. *Études et Statistiques* (81) 431, 449.
- BINET (J.) 1948. — L'Habitation dans la subdivision de Nkongsamba. *Et. Cam.* n° 21/22, juin-septembre : 35-48.
- BINET (J.) 1950. — L'Habitation dans la subdivision de Foubot. *Et. Cam.* n° 31/32, sept.-décemb. : 189-199.
- BLANC (J.), MARIETTI (D.) 1955-56. — Étude démographique des villes du Cameroun. La population des Territoires d'O.M. T.V. Analyse du recensement de 1955/56.
- BODIN (J.) 1965. — Nkongsamba, étude de géographie urbaine. DES Grenoble.
- BONGFEN JUMBAN (L.) 1973. — Kumbo, a study in urban geography. DES. Department de géographie FLSH Yaoundé 107 p. *multigr.*
- BORY (P.) 1971. — Douala capitale économique du Cameroun. Perspectives O.M., n° 78 : 9-61.
- BOUTRAIS (J.) 1973. — La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (Monts Mandara). ORSTOM. 279 p.
- CARTON (C.) 1934. — Étude démographique comparée des Bamiléké et Bamoun. *Ann. Médic. et Pharm. Colon.* XXII, p. 350-63.
- CHAMPAUD (J.) 1972. — L'utilisation des équipements tertiaires dans l'ouest du Cameroun. La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. C.N.R.S. T. I : 401/413.
- CHAMPAUD (J.) 1972. — Génèse et Typologie des villes du Cameroun de l'Ouest. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.* vol. IX, n° 3 : 325-336.
- CHAMPAUD (J.) 1975. — Croissance démographique et migrations au Cameroun. Banque Mondiale. Mission Économique Cameroun Washington, avril, 125 p. *multigr.*
- CHAMPAUD (J.) 1981. — L'espace commercial des Bamiléké *L'Espace Géographique X*, 3 : 198-206.
- CHRÉTIEN (C.) 1969. — Douala, démographie et urbanisation. Mémoire maîtrise Lyon.
- CLARKE (J. I.) 1970. — Population distribution and dynamics in Cameroon. Geography and a crowding world. Ed. by Zelinsky, Kosinski, Prothero OUP.
- CLIGNET (R.), JORDAN (F.) 1971. — Urbanization and Social Differentiation in Africa :

- a Comparative Analysis of the Ecological Structures of Douala and Yaoundé. *Cah. Et. afr.* n° 42, vol. XI : 261-297.
- CLIGNET (R.), STARK (M.) 1974. — Modernisation and Football in Cameroon. *The Journal of Modern African Studies* 12, 3 : 409-421.
- CODE. 1968. — Code de l'Urbanisation. Secrét. d'État au Dvpt Urbain. Yaoundé.
- COMITÉ (HAUT). Consultatif de la Population et de la Famille (1956). — Étude démographique des villes du Cameroun. Rapport T. 5. Les populations des territoires d'O.M. : 94-104. La Documentation Française.
- COQUEREL (R.), COURTIER (M.) 1961. — Principes généraux pour une politique d'urbanisme au Cameroun. S.M.U.H. Paris 147 p.
- COTTEN (A. M.), MARGUERAT (Y.) 1976-1977. — Deux réseaux urbains africains. *Cah. d'O.M.* n° 116, oct.-déc. 1976 : 348-385 — *Cah. d'O.M.* n° 120 oct.-déc. 1977 : 348-382.
- COURADE (G.) 1972. — L'espace urbain de Buea (Cameroun Occidental) : essai de géographie sociale. La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. C.N.R.S. : 475-492.
- COURADE (G.) 1979. — Victoria Bota. Croissance urbaine et immigration. *Travaux et Documents de l'ORSTOM* n° 105, Paris 117 + v p.
- COURRET, GORSE, GILLET, POTTIER. 1962-63. — Les regroupements en pays bamiléké. I broch. 85 p. Rép. Féd. Cam. oct. 62 janv. 63.
- DELANCEY (M. W.) 1974. — Plantation and migration in the Mt Cameroon region. Kamerun Strukturen und Probleme der Sozio ökonomischen Entwicklung. Hase & Koehler Verlag Mainz : 181-236.
- DEPRET (R.), CHARLIER (R.) 1963. — Politique d'urbanisme et d'habitat. rapport partiel. Inspection fédérale de l'Ouest Cameroun. SMUH, 92 p., 7 ph. h.t.
- DIZAIN (R.) 1952. — Cartes de la densité de population et de l'élevage en pays bamiléké. IRCAM déc., 47 p., 4 cartes h.t.
- DIZAIN (R.) 1953. — Les facteurs de l'expansion bamiléké au Cameroun. *Bull. Assoc. Géogr. franç.* mai-juin, n° 235-236, pp. 117-126.
- DIZAIN (R.), CAMBON (A.) 1960. — Étude sur la population du quartier New-Bell à Douala 1956-1962. *Rech. et Et. Cam.* 3 n° spécial 210 p. IRCAM Yaoundé.
- DONGMO (J.-L.) 1977. — La colonisation agricole des Bamiléké dans le Mungo : l'exemple de l'arrondissement de Manjo. *Cah. du Département de Géographie FLSH Yaoundé*, n° 1, mai : 59-97.
- DONGMO (J.-L.) 1978. — Le dynamisme bamiléké. Univ. de Yaoundé. 2 vol., XXVI, 1265 p. *multigr.*
- DONGMO (J.-L.) 1981. — Le Dynamisme Bamiléké (Cameroun) vol. I La maîtrise de l'espace agraire 424 p., vol. II La maîtrise de l'espace urbain 293 p. Yaoundé.
- DOUALA et la région du Wouri. *Chroniques d'Outre-Mer* 22 1956 : 3-22, ill.
- DOUALA, capitale économique du Cameroun. 1970. *Prospectives d'Outre-Mer*, n° 78, avril : 9-61 (n° spécial).
- DUGAST (I.) 1948. — Essai sur le peuplement du Cameroun. *Et. Cam.* n° 21-22, juin-sept. : 19-33.
- ENYEGUE MONGO 1971. — Mbalmayo, étude de morphologie urbaine. Yaoundé FLSH.
- ESSANG (S. M.), OBEN (D. H. E.) 1975. — Labour absorption in large scale agriculture : a case study of the Cameroon Development Corporation Plantations. *Malayan. Econ. Rev.*, n° 2, pp. 22-32.
- EUROPE-OUTRE-MER 1955. — Les deux métropoles du Cameroun : Yaoundé et Douala. *Europe France O.M.* (305) : 9-44.
- FEUILLÈRE (J.) 1970. — Yaoundé, étude urbaine partielle de la capitale du Cameroun. *Mém. Maîtrise Aix.*
- FRANQUEVILLE (A.) 1968. — Le paysage urbain de Yaoundé. *Cah. d'O.M.* n° 82, avril-juin : 113-154.

BIBLIOGRAPHIE

- FRANQUEVILLE (A.) 1972. — Les immigrés du quartier de « la Briqueterie » à Yaoundé (Cameroun). La Croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. CNRS, Paris, : 567-590.
- FRANQUEVILLE (A.) 1972. — Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé. *Cah. ORSTOM, Sci. hum.* IX, 3.
- FRANQUEVILLE (A.) 1973. — Réflexions méthodologiques sur l'étude des migrations. *Cah. ORSTOM Sci. hum.*, X, 2-3 : 143-149.
- FRANQUEVILLE (A.) 1973. — L'émigration rurale dans le département de la Léké. *Cah. ORSTOM, Sci. hum.* X, 2-3 : 151-193.
- FRANQUEVILLE (A.) 1978. — Deux cas d'évolution de la population rurale dans le sud du Cameroun. *Études Rurales* avril-juin, n° 70, pp. 81-95.
- FRANQUEVILLE (A.) 1974. — Zone d'attraction urbaine et région migratoire : l'exemple de Yaoundé. in Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar. Journées de travail de Yaoundé. *Travaux et Documents de l'ORSTOM*, n° 39 : 39-51.
- FROELICH (J.-C.) 1954. — Ngaoundéré. La vie économique d'une cité peul. *Etud. Cam.* n° 43-44, mars-juin : 3-66.
- GOUROU (P.) 1958. — Problèmes de géographie humaine au Cameroun septentrional. (CR de KABERRY P. M. : Women of the Grassfields. A study of the Economic Cameroons. Londres HMSO 1952, 220 p. Colonial Research Publication n° 14). *Cah. d'O.M.* oct.-déc. : 426-430.
- GWATKIN (D. R.) 1973. — Politique démographique des gouvernements. Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'ouest. Ed. J.-C. Caldwell. The Population Council New York : 230-250.
- HABITAT Urbain en Afrique Équatoriale et au Cameroun. Études et Statistiques. Banque Centrale Cam. et Afr. Équat. n° 81, juil. : 431-449.
- HAERINGER (P.) 1972. — Le dynamique de l'espace urbain en Afrique Noire et à Madagascar. Problèmes de politique urbaine. La Croissance Urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. CNRS, p. 177.
- HAERINGER (P.) 1973. — Propriété foncière et politiques urbaines à Douala. *Cah. Etud. Afric.* n° 51, XIII, 3, : 469-496.
- HAMANI (G.) 1967. — La colonisation agricole des Bamiléké dans l'arrondissement de Loum. DES Strasbourg.
- HAMEL (H.) 1971. Naissance d'une ville : Bélabo. *Ind. et Trav. d'O.M.* : 820-22, oct.
- HURAUULT (J.) 1976. — Problèmes de recensements administratif en Afrique Tropicale ; l'exemple de l'arrondissement de Banyo (Cameroun). *Cah. d'O.M.* n° 114 : 200-218.
- KAMGA SOUOP (A.) 1972. — La croissance de Bafoussam. DES géographie. FLSH Yaoundé, 129 p. *multigr.*
- KAMGA SOUOP (A.) 1977. — Bafoussam : étude géographique. Thèse 3^e cycle. Bordeaux III. 154 p. *multigr.*
- KENGNE (F.) 1977. — Bonabéri dans Douala. Autonomie et indépendance. Thèse 3^e cycle Bordeaux III, 299 p.
- KONGNSO LAFON. 1974. — 1/4 Century Economic Development in Kimbo Central. Yaoundé ESIJY, 97 p.
- LACAN (M.) 1974. — La population de Douala. Structures internes et mouvements migratoires. Thèse 3^e cycle Toulouse 434 p.
- LAGERBERG WILLMS 1974. — Profile of a commercial town in West Cameroun. Tilburg Univ. Press. 65 p.
- LIPPENS (P.) 1971. — Le problème foncier à Douala. IPD. Douala dactylogr.
- LIPPENS (P.) 1973. — Les relations entre la population et les pouvoirs publics dans la ville de Douala. Bull. de l'Institut International d'Administration publique 27 juil.-sept. : 45-63.
- MAINET (G.) 1974. — L'alimentation carnée à Douala. Yaoundé, 43 p. *multigr.*
- MAINET (G.) 1974. — Douala ville industrielle. Yaoundé, 38 p. *multigr.*

- MAINET (G.) 1976. — La population française à Douala. 50 p., 14 fig. *multigr.*
- MAINET (G.) 1976. — Douala, le port et la ville. *Cah. d'O.M.* 113, janv.-mars : 44-69.
- MAINET (G.) 1976. — Logement et niveau de vie dans les quartiers nord de Douala. 59 p., 9 fig. *multigr.*
- MAINET (G.) 1977. — Stratégie pour un logement. Étude géographique des quartiers centraux « allogènes » de l'agglomération de Douala. 41 p. 9 fig. *multigr.*
- MAINET (G.) 1977. — Les gens d'Akwa. Étude d'écologie urbaine d'un quartier traditionnel de Douala. 54 p., 16 fig. *multigr.*
- MAINET (G.) 1978. L'occupation sociale de l'espace urbain à Douala. Cameroun : l'exemple des « beaux quartiers ». *Bull. AGF*, n° 449 : 37-40.
- MAINET-DELAIR (N.), MAINET (G.) 1977. — Les déplacements-loisirs au départ et à destination de la grande ville : étude comparative à Yaoundé et à Douala. *Cah. du département de géographie. FLSH Yaoundé*, n° 1, mai : 27-42.
- MARGUERAT (Y.) 1974. — Migrations vers les villes et polarisation régionale. L'exemple du Cameroun. in Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar. Journées de travail de Yaoundé. *Travaux et Documents de l'ORSTOM*, n° 39 : 175-182.
- MARGUERAT (Y.) 1972. — Réflexions provisoires sur la décadence des villes secondaires au Cameroun. La Croissance Urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. T. II : 841-845.
- MARGUERAT (Y.) 1973. — Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun. ORSTOM. Yaoundé, 163 p.
- MARGUERAT (Y.) s.d. — Les villes et leurs fonctions. Atlas du Cameroun, pl. XVII, commentaire : 131 p. *multigr.* Petit Bassam.
- MARGUERAT (Y.) 1978. — Réflexions cursives sur l'évolution des réseaux urbains en Afrique Noire. ORSTOM, Lomé, juillet, 26 p. *multigr.*
- MARGUERAT (Y.) 1979. — « Citadinité » et « Ruralité » des populations urbaines au Cameroun. Note sur les caractères spécifiques de la population des villes selon le recensement de 1976. ONAREST Yaoundé, sept., 25 p. *multigr.*
- MASSON (J.) 1956. — Vie, croissance et problèmes de quelques ports africains : Douala, Matadi, Durban. *La vie écon. et soc.* juil.-sept., n° 4 : 185-204.
- MBASSI ELONG (P.) 1972. — Le problème de l'eau à Douala. DES Géo. FLSH Yaoundé.
- MEDOU (G. C.) Yaoundé à l'époque coloniale (1887-1960). Essai de monographie urbaine. Yaoundé Université sd, 175 p. *multigr.*
- MERLO (J.) 1962. — Essai sur la « retribalisation moderne » dans une grande ville d'Afrique noire. Les Duala et Bassa à Douala au Cameroun. Douala Paris 1958-1960. Diplôme EPHE, 239 p. *dactyl.*
- MEY (G.), SPIRIK (H.) 1974. — L'adaptation à la vie urbaine. Étude sur l'immigration dans les quartiers de Messe Mokolo de Yaoundé. *Flambeau* n° spécial 41, fév. Clé Yaoundé 72 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN. Direction de la Statistique et de la comptabilité nationale. Recensement Général de la Population et de l'Habitat d'Avril 1976.
- I., 1. Résultats : République Unie du Cameroun 105 p.
- I., 2. Résultats : Centre Sud, Yaoundé, Est, Littoral, Douala. 314 p. 1978.
- I., 3. Résultats : Nord, Nord-Ouest, Ouest, Sud-Ouest. 314 p. 1978.
- II., 1. Analyse. Structures par sexe et âge, 103 p. 1978.
- MORINIÈRE (J.-L.) 1972. — La région maraîchère intra et péri-urbaine de Yaoundé. In : Dix études sur l'approvisionnement des villes. *CEGET Trav. et Doc.* n° 7 : 47-79.
- MOUGOUÉ (B.) 1977. — Étude géographique d'un type de quartiers de l'agglomération de Douala : Bonapriso — Bonadoumbé — Bonadouma et Nkondo. *Mém. DES. Univ. Yaoundé*, 196 p.

BIBLIOGRAPHIE

- NANA (P.) 1974. — Loum, ville secondaire du Cameroun. Yaoundé FLSH. 108 p. *multigr.*
DES géogr.
- N'DIFO (M. E.) 1966. — Contribution à l'étude des problèmes d'urbanisme et d'habitat du plus grand nombre en Afrique. Cas concret de Yaoundé (Cameroun). Paris, 3 vol. 21 × 27, 364 p. 100 p. phot. Plan directeur au 1/20 000. Thèse Institut d'Urbanisme de Paris.
- NGALLE EDIMO (S.) 1974. — Zone d'habitat précaire et conditions sanitaires des enfants : un exemple à Douala. *Environnement Africain*, n° 1 : 81-91.
- NGANDJEU (J.) 1973. — Contribution de l'électricité du Cameroun à la symbiose ville-campagne : l'exemple de Nlohé-Nkongsamba-Loum-Mbanga. Yaoundé ESIJY, 59 p.
- NGANSO (E.) 1977. — Bangangté, étude urbaine. Mém. DES géographie FLSH Yaoundé, 102 p. *multigr.*
- NGWEPE (E.) 1978. — Circulation et Transports à Édéa. Mém. DES Géogr. FLSH Yaoundé, 120 p. *multigr.*
- NGWEPE (P.) 1976. — Dschang, étude de géographie urbaine. Mém. DES, FLSH Yaoundé, 221 p. *multigr.*
- NICOLAS (J.-P.) 1957. — Deux ports d'estuaire : St Louis du Sénégal et Douala. Bull. IFAN XIX, B, n° 1, 2 : 258-274.
- NOFIÈLE (D.) 1973. — Mbouda. Étude de géographie urbaine. DES Géographie, FLSH Yaoundé, 140 p.
- N'SANGOU (A.) 1975. — Le phénomène du « Buy 'em Sell'em » et les populations camerounaises. *Cameroun Agric. Pastoral et Forestier* n° 147 : 9-14.
- N'SANGOU (A.) 1975. — La consommation alimentaire dans la région de Yaoundé. *Cameroun Agric. Pastoral et Forestier* n° 148, pp. 10-19.
- N'SANGOU (A.) 1975. — Commerce et Développement : les « Buy'em Sell'em » au Cameroun. *Cameroun Agric. Pastoral et Forestier* n° 150 : 25-35.
- NZOUANKEU (J.-M.) 1967. — Le rôle des villes dans la modernisation du Cameroun. INCIDI, 57 p.
- ONAMBELE (X.) 1969. — La distribution des biens de consommation et les problèmes urbains à Yaoundé (Cameroun). Paris. Bureau d'Études Coopératives et Communautaires, 2 vol. *multigr.*
- ONGUENE OWONA (J.) 1970. — Urbanisation et systèmes urbains de la ville africaine. Paris, Daguerre, 375 p. Thèse Droit et Sc. Eco. Univ. Paris.
- O.R.S.T.O.M. 1971. — Section de Géographie. Tableau de la population du Cameroun. 3^e édition juillet, ORSTOM Yaoundé, 117 p. *multigr.*
- OYIE OTTOU (M.) 1974. — L'approvisionnement de Yaoundé en produits vivriers locaux par sa campagne immédiate. Yaoundé ESIJY, 130 p.
- PASSELANDE. 1972. — Le ravitaillement vivrier de Douala par la voie ferrée. Trav. et Doc. de géo. tropic. CEGET CNRS Bordeaux. Dix études sur l'approvisionnement des villes : 207-216.
- PODLEWSKI (A. M.) 1971. — Démographie. Atlas du Cameroun, 10 p.
- PODLEWSKI (A. M.) 1973. — Le Cameroun. Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest Ed. J.-C. Caldwell. *The Population Council* : 739-766.
- POPULATION du Cameroun Occidental. 1969. — Résultats de l'enquête démographique de 1964. Ministère des Affaires Économique et du Plan. Service de la Statistique Générale 1969. 3 tomes : XVIII, 295 p., 352 p., 81 p.
- POPULATION du pays bamiléké et des départements limitrophes, 1966 Ministère des Affaires Économiques et du Plan. Direction de la Statistique. Société d'Études pour le Développement économique et social. juin, 265 p. *multigr.*
- ROUSSEL (L.) 1970. L'exode rural des jeunes dans les pays en voie de développement : réflexions méthodologiques. *Rev. Intern. du Travail* : 253-270.
- ROUSSEL (L.), TURLOT (F.), VAURS (R.) 1968. — La mobilité de la population urbaine en

- Afrique Noire. Deux essais de mesure, Abidjan et Yaoundé. *Population* n° 2, mars-avril : 333-351.
- SAINT-VIL (J.) 1971. — Aspects démographiques de la croissance urbaine au Cameroun. Mém. Maîtrise géo. Bordeaux.
- SOURNIES (H.) 1954-55. — L'émigration des populations bamiléké dans la région du Mungo (Cameroun 1954), aspects divers et conséquences. ENFOM, mém. de stage.
- SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE MÉCANOGRAPHIE. 1962. — Statistique du mouvement migratoire au cours de l'année 1960. Cameroun Oriental et Cameroun Occidental. Yaoundé, juin, 27 p.
- STATISTIQUE (Direction de la) et SEDES. Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé 1964-1965. Note de synthèse, SEDES, 50 p.
- STATISTIQUE (Direction de la... et de la Comptabilité Nationale). 1970. La population de Yaoundé en 1969. Résultat principaux (Rapport provisoire) Yaoundé, juin, 116 p. *multigr.*
- STATISTIQUE (Service Régional de la). 1971. — Enquête sur les logements dans les villes du Cameroun Occidental. Buea.
- STECK (B.) 1972. — Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant. *Cah. ORSTOM Sci. Hum.* IX, 3 : 287-308.
- S.M.U.H. (Dubus, Pargade, Petit, Piron, Richard, École Ponts et Chaussées). Étude des problèmes posés par le développement de l'agglomération, ville de Douala. SEAE. SMUH. Atelier d'aménagement régional et urbain juin, non paginé, 1 rapport justificatif + 16 cartes h.t.
- S.M.U.H. 1973. — Douala, livre blanc. SMUH, nov. non paginé.
- S.M.U.H. 1968. — Futur aéroport de Douala. Problème des liaisons avec les villes. SMUH, 48 p. 1 vol. de planches en annexe.
- TCHAMGME NJENDE (D.) 1973. — Bafang, étude de géographie urbaine. DES géo. FLSH, Yaoundé, déc., 201 p. *multigr.*
- TCHAMGME NJENDE (D.) 1979. — Nkongsamba, étude de géographie urbaine. thèse 3^e cycle. Bordeaux, 373 p. *multigr.*
- TRUITARD (L.) 1930. — Le port de Douala. *Togo-Cameroun*, nov.-déc. : 477-496.
- TSEMO (A.) 1972. — Le quartier New Deido à Douala. DES Géo. FLSH Yaoundé.
- TURLOT (F.) 1967. — Les élasticités de consommation des ménages de Yaoundé (analyse économétrique des résultats d'une enquête sur les budgets des ménages effectuée à Yaoundé en 1964-65). *Étude et conjoncture* (12) : 25-49.
- VERSEL (J.) 1946. — Problèmes démographiques et sanitaires au Cameroun. Paris ENFOM, 75 p.
- WUNDO (T.), TSONGWAIN. 1977. — Mbengwi : urbanization in a rural environment. Mém. DES Géo. FLSH, Yaoundé 154 p. *multigr.*
- ZE NGUELE (R.) 1972. — Problèmes démographiques de la croissance urbaine à Yaoundé. La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. CNRS : 1089-1103.

E. Développement économique, Études Régionales

- AFRIQUE INDUSTRIE 1972. — Spécial Cameroun : les trente grands projets industriels. *Afrique Industrie* n° 38, 1^{er} juin 1972 : 751-780.
- ANDRÉ (E.) 1953. — La région Bamoun. *Encyclopédie mensuelle d'O.M.* Supplément au n° 36-37 août-septembre 1953 12 p.
- ANGLADETTE (A.) 1958. — La production vivrière en A.E.F. et au Cameroun. *Bull. Inst. Émission A.E.F. Cameroun*, juin 1958 : 232-253.
- ARDENER (S.) 1958. — Banana Cooperatives in the Southern Cameroon. NISER Conference Proceedings 1958.
- ARDENER (E. W.), ARDENER (S. G.), RUEL (M. J.), WARMINGTON (W. A.) 1960. — Planta-

BIBLIOGRAPHIE

- tion and village in the Cameroons. Some Economic and Social Studies. Nigerian Institute of Social and Economic Research. London O.U.P. 435 p.
- ASSOUMOU (J.) 1962. — Problèmes économiques de la Réunion. *Rev. Soc. d'Études et d'Expansion*. Liège mai-juin-juillet 1962 n° 201 : 351-357.
- ATANGANA (B. E.) 1965/68. — Culture industrielle et commerce de la banane au Cameroun Oriental. Mém. EPHE Économie 6^e sect.
- BAKOUNINE (A.) 1969. — Étude du réseau des transports et communications de surface de la République Fédérale du Cameroun. Yaoundé, 143 p. *multigr.*
- BANEN (J.) 1965/67. — Le marché de la viande au Cameroun. Mém. EPHE, 6^e sect. Econ. 1965/67.
- BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT 1974. — Situation et Perspectives des industries de la République Unie du Cameroun. 1^{er} mai 131 p. *multigr.*
- BANQUE MONDIALE B.I.R.D. A.I.D. Étude du Secteur Agricole. République Unie du Cameroun. I. Rapport Principal 15 mars 1974, n° 357 CM 83 p. + cartes h.t. *multigr.* II. Annexes 1^{er} mars 1974, 94 p. *multigr.*
- BANQUE MONDIALE. 1975. — Mission Économique au Cameroun. Le secteur Rural. Rapport préliminaire. B. M. Washington 25 juillet, V 236 p. *multigr.*
- BARBIER (J.-C.) 1977. — Opérations de développement et histoire des populations : cas de l'opération Yabassi-Bafang (Cameroun). À propos de l'opération Yabassi-Bafang ISH ONAREST 1977 *multigr.* : 55-123.
- BARBOTEU (G.), POISSON (U.), VIGNAL (P.) 1962. — Étude des structures rurales (République Fédérale du Cameroun) I. Analyse et diagnostic, 178 p. II. Propositions de réformes, 61 p. III. Annexes. Modalités d'application des réformes, contribution à l'étude des problèmes régionaux 79 p. Ministère de la Coopération.
- B.C.E.O.M. Étude en vue de l'établissement d'un plan de Transport du Cameroun Occidental. I vol. rapport 87 p. 1 vol. annexes, 13 cartes, *multigr.*
- B.C.E.O.M. 1967. — Étude du Trafic Routier. BCEOM août non paginé.
- B.D.P.A. Développement rural de la plaine de Ndop : riziculture et points d'eau. I. CHABROLIN : perspectives offertes par la riziculture dans la plaine de Ndop (sept.-oct. 1969) 15 p. ronéo 2. FAYE : Possibilités d'introduction de la riziculture dans la plaine de Ndop. Avant projet de casiers expérimentaux, 78 p. ronéo + 16 cartes. 3. GENY : Aménagement des points d'eau dans la plaine de Ndop, 38 p. *multigr.* + 3 cartes.
- B.D.P.A. 1964. Le mouvement coopératif au Cameroun. I dossier 4 exempl. 138 p.
- B.D.P.A. 1974. — Mouvements coopératifs en Afrique Noire et à Madagascar. sept. 1974.
- BEAUFILS (M.) 1966. — La vie rurale des Bamiléké. Mém. maîtrise Aix 165 p. dactyl. + annexes.
- BEDERMAN (S. H.) 1968. — The Cameroons Development Corporation, Partner National Growth. London Bota W. C. 80 p.
- BEDERMAN (S. H.) 1967. — The Tole Tea Estate in West Cameroon. Tijdschrift voor econ. en soc. geography nov.-déc.
- BELLONCLE (G.) s.d. — Pour une nouvelle méthodologie du développement rural en Afrique noire. (les leçons de 3 expériences de développement intégré au Cameroun : Zapi C. S., Zapi E., Sodenkam) 32 p. *multigr.*
- BELLONCLE (G.), GENTIL (D.) 1973. — Une expérience de colonisation de terres nouvelles au Cameroun. La Sodenkam. IRAM Paris, 97 p. *multigr.*
- BERGERET (B.) s.d. — Les marchés bamiléké de saison sèche.
- BILLARD (P.) 1961. — La circulation dans le Sud Cameroun. C. Annequin Lyon 431 p.
- BINET (J.) 1952. — Le marché de Foumbot. *Et. Cam.* n° 37/38 sept.-décemb. : 63-70.
- BINET (J.) 1956. — Les capitaux autochtones et leur mobilisation dans l'économie rurale. Mobilisation des capitaux dans l'économie rurale du Sud Cameroun. 3^e Symposium d'économie rurale tropicale. Paris : 141-155.

- BINET (J.) 1959. — Marchés africains. Cahiers de l'Inst. Sci. Econ. appl. sér. « Humanités » t. I Novembre : 67-85.
- BONNAMOUR, CRESPIN. 1972. — Opération Yabassi-Bafang. Mission d'évaluation. Janv.-fév. 214 p. *multigr.* FAC.
- BOUPDA (E.) 1972. — L'arrondissement de Mélong. DES Géol. FLSH Yaoundé.
- BOUTRAIS (J.) 1978. — Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide (Cameroun). ORSTOM Paris. *Trav. et Doc.* n° 88, 194 p.
- BROUWERS (M. J. A.) s.d. — Les rapports éleveurs-agriculteurs au Bamenda. 48 p. dactylogr.
- BROUWERS (M. J. A.) 1962. — Proposal for the settlement of the farmer grazier and related problems. Rome FAO 22 p. *multigr.*
- CAPOT REY (P.), AUDEBERT (D.), OTABELA (P.). — Les cultures vivrières dans l'Ouest du Cameroun Oriental. S.E.D.R./IRAT slnd non paginé, *multigr.*
- CAPOT REY (P.), AUDEBERT (D.), OWONA (R.) s.d. — Les structures agricoles de la zone littorale. s.d. 37 p. *multigr.* Yaoundé S.E.D.R.
- CAPOT REY (P.), AUDEBERT (D.), OWONA (R.) 1968. — Opération Yabassi-Bafang. Enquête agricole. Dir. de l'Agriculture Ydé mai-juin, 42 p., 1 carte h. t.
- CAPOT REY (P.), AUDEBERT (D.), CARLE (H.), ROSTOLAN (L. de) 1967. — Premier programme de développement de la culture du palmier à huile au Cameroun oriental. Étude agro-socio-économique dans le secteur de Dibombari. Ydé. mai. Min. Plan et Dvpt. SEDR 52 p. *multigr.*
- CAPOT REY (P.), MAHDAVI (G.), AUDEBERT (D.) s.d. — Les structures agricoles de l'ouest du Cameroun Oriental. SEDR slnd 55 p.
- CARLE (H.) Évolution et situation actuelle du mouvement coopératif au Cameroun.
- CARTER (J.) 1967. — The Fulani in Bamenda. The Journal of Tropical geography. vol. 25 déc. : 1-7.
- CAVEN NNOKO BELE. 1977. — The Cooperative Movement in the South West Province of Cameroon : a geographical appraisal. Mém. DES Geo. FLSH Ydé. 103 p. *multigr.*
- CHAMPAUD (J.) 1969. — Coopérative et Développement : l'U.C.C.A.O. *Cah. d'O.M.* n° 85, janv. -mars : 95-100.
- CHAMPAUD (J.) 1970. — Mom (Cameroun) ou le refus de l'agriculture de plantation. *Études Rurales* n° 37, 38, 39 : 299-311.
- CHAMPAUD (J.) 1973. — Mom, terroir bassa. Atlas des Structures agraires au sud du Sahata n° 9. Mouton ORSTOM 59 p. 7 cartes h. t.
- CHAMPAUD (J.) 1973. — Atlas Régional OUEST 2. ORSTOM Paris.
- COSTE (R.) 1937. — La culture du caféier d'arabica sur les hauts plateaux du Cameroun. Togo-Cameroun décemb. p. 20-26. (étude tirée de 2 articles parus dans le « Bulletin mensuel de l'Institut Colonial du Havre » (oct. 1937) et « Les annales agricoles de l'Afrique Occidentale » (avril 1937).
- COURADE (G.) 1974. — Atlas Régional Ouest I. ORSTOM. 191 p. + 12 pl. h. t.
- COURADE (G.) 1978. — Les plantations industrielles d'Unilever au Cameroun (plantations Pamol du Cameroun limited) ou la croissance d'une firme multinationale dans une région marginale. Cah. de l'ONAREST, vol. I, n° 2, oct. : 91-159.
— ORSTOM Paris 1980 in « Complexes agro-industriels au Cameroun » p. 7-126 Travaux et Documents de l'ORSTOM n° 118.
- COUTY (P.) 1973. — Différences de niveau technologique et circuits commerciaux africains. Cah. ORSTOM. Sci. hum., X 4, p. 311.
- DELAPORTE (G.) 1972. — La commercialisation du Cacao et du Café au Cameroun et l'action des caisses de stabilisation. *Marchés Tropicaux* n° 1368 p. 288-292.
- DEPRET (R.) 1966. — Yabassi-Bafang : aménagement et habitat. Étude de la liaison routière Yabassi-Bafang et de la mise en valeur de la partie nord du département du Nkam. Scet-Coop., SMUH 21 x 30, 115 p.

- DESPOIS (J.) 1945. — Des montagnards en pays tropical : Bamiléké et Bamoun (Cameroun Français). *Rev. Géogr. alpine* p. 595-634.
- DONGMO (J.-L.) 1969. — La chefferie de Bafou (Cameroun). Étude de géographie rurale. Mém. Maîtrise Lille.
- DONGMO (J.-L.) 1971. — L'aménagement de l'espace rural en pays bamiléké (Ouest Cameroun). 3^e cycle Lille 200 + XI p. ronéo + atlas 21 cartes.
- DONGMO (J.-L.) 1976. — Production et commercialisation des denrées alimentaires à destination des villes dans la province de l'Ouest au Cameroun. *Le Cameroun Agricole, Pastoral et Forestier* n° 145, déc. 1974 pp. 13-46. Recherches sur l'approvisionnement des villes. Mém. CEGET CNRS, pp. 41-79.
- EKOLLO MOUNDI (A.) 1971. — Culture bananière et changement social dans un département camerounais (le département du Mungo) Paris. Centre de Recherches Coopératives (École Pratique des Hautes Études), 25, 290 p.
- EPOPA MOUSSA (G. B.) 1973. — L'UCCAO vue à travers une lucarne. Enquête. Yaoundé ESIJY, 35 p.
- ETOGA EILY (F.) 1971. — Sur les chemins du Développement. Essai d'histoire des faits économiques du Cameroun. CEPMA Yaoundé, XIV, 521 p.
- ETOUNDI (J.-M.) 1974. — Le chômage à Yaoundé. Yaoundé ESIJY, 58 + 11 p.
- EUROPE-OUTRE MER, 1975. — Le mouvement coopératif au Cameroun en 1975. *Europe O.M.* n° 551 : 25-26.
- FARCY (Henri de). 1967. — Freinage à la croissance. Attitudes africaines en face des problèmes de commercialisation des produits agricoles. *Tiers Monde* T. VII, n° 29, janv.-mars, pp. 69-82.
- FAVIER (J.) 1969. — Effets et rôle de la formule coopérative dans le processus du développement en Afrique noire francophone (à partir des exemples camerounais, dahoméens et sénégalais). Grenoble, I.E.P., 120 p.
- FERRAND (G.), ROUBIER (J.-P.) 1966. — Plan de santé publique (Cameroun). Rapport de synthèse. Paris, 21 × 27, 189 p., 3 cartes, 8 pl. VII tabl.
- FRANQUEVILLE (A.) 1973. — Atlas Régional Sud-Ouest I. ORSTOM, 93 p. 18 cartes h.t.
- FOUCHIER (P.) Mission au Cameroun en vue de l'élaboration d'un plan d'aménagement de la région côtière. Manuscrit 101 p.
- GAUDIO (A.) 1971. — L'industrialisation des états de l'UDEAC. Paris. La Documentation Française, 44 p. *Notes et études documentaires*, n° 3830.
- GLEAVE (M. B.) 1965. — The West Cameroun Meat Scheme. *Geography* vol. XLIX, part. 2, April : 166-168.
- GLEAVE (M. B.), THOMAS (M. F.) 1968. — The Bagango Valley : an exemple of land utilisation and agricultural practise in the Bamenda Highlands. *Bull. IFAN*, sér. B. Avril, n° 2 : 655-682.
- GORSE (J.), PETIT (J.) 1965. — Projet de développement rural de la plaine de Ndop dans le Nord du Cameroun Occidental. BDPA, 3 fasc. (projet, devis, cartes).
- GUILBOT (J.) 1947. — Petite étude sur la main-d'œuvre à Douala. IFAN Dakar, 76 p.
- GUILBOT (J.) 1949. — Les conditions de vie des indigènes de Douala. *Études Camerounaises* n° 27-28, Douala IFAN : 179-239.
- HAGE (K.), LEUPOLT (M.) 1970. — Centre de colonisation agraire et de formation, Wum, Cameroun Occidental. *Réforme Agraire* n° 2 : 75-81.
- HAMEL (H.) 1966. — Les chemins de fer du Cameroun. Éd. Paul Bory Monte-Carlo, 36 p.
- HAPI (G.) 1967. — Structures de l'économie camerounaise et évolution monétaire. *Fac. Droit et Sci. Econ.* Paris, 241 p. dactylogr.
- HODGE 1966. — Trafic routier autour de Yaoundé. Rapport définitif sur l'enquête de 1965. SEDES, juin, 92 p.
- HOFFHERR (M. R.) Les chances du Cameroun.

- HUGON (P.) 1968. Analyse du sous-développement en Afrique Noire. L'exemple de l'économie au Cameroun. PUF, VII, 325 p.
- HUGOT (P.) 1965. — Cameroun. Bilan d'un premier plan, perspectives du second. *Ind. et Trav. O. M.* 13 déc. : 951-958.
- ILLY (H. F.) 1974. — Brauchen Genossenschaften in Entwicklungsländern ein Vermarktungsmonopol? Das Beispiel der « Union des Coopératives de Café Arabica de l'Ouest » (UCCAO) in Kamerun. Kamerun Strukturen und Probleme der Sozio-ökonomischen Entwicklung. Hase & Koelher Verlag Mainz : 279-295.
- IND. ET TRAV. D'O.M. 1971. — Les perspectives du secteur industriel au Cameroun : l'évolution de certaines branches d'activité reste incertaine en raison des déficiences des transports et de l'évacuation. *Ind. et Trav. d'O.M.* n° 208 : 215-218.
- IND. ET TRAV. D'O.M. 1975. — La révision de la voie ferrée Douala-Yaoundé dans sa phase de réalisation. *Ind. et Trav. d'O.M.* n° 260 : 565-570.
- IYEBI MANDJEK (O.) 1978. — Le pays banen : l'arrondissement de Ndikiméki. Mém. DES géo. FLSH Yaoundé 127 p.
- JENNINGS (J. H.) 1959. — The cooperative movement in the Southern Cameroons. *Geography* XLIV, 208.
- KAMDEM (A.) 1969. — L'évolution des formes de la rémunération du travail au Cameroun. 3^e cycle Sc. Soc. du Travail Grenoble FDSE, 179 p. dactylogr.
- KAYA (J.) 1963. — Visage des pays de l'OAMCE. La République Fédérale du Cameroun. OAMCE n° 2 mars : 32-52.
- KETCHEMEN (Z.) Le facteur humain dans la modernisation de l'agriculture camerounaise par la voie de coopération. sl. nd., 77 p.
- KOM (D.) 1971. — Le Cameroun. Essai d'analyse économique et politique. Ed. Soc., 334 p.
- LACROUTS (M.) 1963. — Étude des problèmes posés par l'élevage et la commercialisation du bétail et de la viande au Cameroun Occidental. Paris Ministère de la Coop. 86 p.
- LACROUTS (M.), SARNIGUET (J.) 1965. — Le cheptel bovin du Cameroun. Exploitation, commercialisation, perspectives d'avenir. T. I. Les zones de production. 257 p. T. II. La consommation dans le sud Cameroun. Les améliorations proposées. 145 p.
- LECOIN (M.). — Le café dans l'Ouest. Institut de Promotion Sociale et de Développement appliqué. Université Fédérale du Cameroun. sd, 26 p. *multigr.*
- LECOQ (J.) 1972. — L'évolution de l'économie bananière au Cameroun. *Fruits*, vol. 27, n° 10 : 677-696.
- LEMBEZAT (B.) 1962. — Marchés du Nord Cameroun. Cah. ISEA, nov. : 85-104.
- LIPPENS (P.) 1968. — Démocratie économique et démocratie sociale au Cameroun. *Rev. des Ét. Coopérat.* n° 151, premier trim. 1968.
- LIPPENS (P.) 1974. — Les jeunes chômeurs de Douala. Kamerun Strukturen und Probleme der Sozio ökonomischen entwicklung. Hase et Koelher Verlaz Mainz : 137-144.
- MABU (P. T.) 1973. — The cooperative enterprise in the North West province of Cameroon and its socio economic role in the development effort. Yaoundé ESIJY, 84 p.
- MC CULLOCH (J.) 1948. — Grazing improvement in the Bamenda Division, Cameroons under British Mandate. *Bull. Agric. du Congo Belge*, vol. 40 fasc. 2.
- MANGOLTE (M.) 1965. — Évolution économique des plantations de café au Cameroun. DES Paris.
- MARTICOU (H.) 1973. — Les freins à la pénétration du progrès technique dans l'agriculture camerounaise. *L'Agronomie Tropicale*, vol. 28, n° 5 mai : 518-536.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN. 1977. — Quatrième Plan de Développement économique, social et culturel (1976-1981). Yaoundé. 620 p.
- MOBY ETIA (P.) 1968. — Les plantations arbustives familiales africaines riveraines du golfe de Guinée : structures et aménagement du paysage. Mém. Maîtrise. Paris.
- MOBY ETIA (P.) 1976. — Les pays du Bas Mungo, Bas Wouri. Thèse 3^e cycle. Paris I. 271 p.
- MORINIÈRE (J.-L.) 1975. — L'organisation de l'espace d'un pays en voie de développe-

BIBLIOGRAPHIE

- ment. Cah. du Centre Nantais de Recherche pour l'Aménagement Régional n° 9, 10 janvier. Nantes.
- MOUNLOM (E.) 1967. — La commercialisation coopérative au Cameroun Mém. EPHE, 6^e sect. Sociol. du dévpt.
- NANKO (G.) 1973. — La plaine des Mbo Mém. D.E.S. Géogr. F.L.S.H. Yaoundé.
- NDOUMBE MANGA (S.) 1970. — Contribution au développement de la théiculture dans le Grassfield. Étude socio-économique du complexe agro-industriel théicole de Ndu. ORSTOM Yaoundé, 82 p.
- NDOUMBE MANGA (S.) 1972. — Le barrage réservoir du Noun et les populations installées en amont de la cuvette. ORSTOM Yaoundé, 145 p. *multigr.*
- NGANGO (G.) 1973. — Les investissements d'origine extérieure en Afrique Noire francophone : statut et incidence sur le développement. *Présence Africaine*, 452 p.
- NGAWA (S. J.) 1969. — Les investissements au Cameroun. Thèse 3^e cycle. Econ. EPHE.
- NGOUE (F.) Implantation des organismes coopératifs dans la zone cacaoyère au Cameroun Oriental. 1960-1961. Rapport provisoire IRCAM Yaoundé 62 p. *multigr.*
- NGWA NEBASIN (A.) 1977. — Fences in the North West Province : some analysis of their functions and evolution. Cah. du Département de Géographie FLSH Yaoundé, n° 1, mai, pp. 43-57.
- NJOK BATHA (G.) 1975. — Développement économique et conditions actuelles de croissance au Cameroun (croissance, emploi et changement technologique 1960-1974). Thèse 3^e cycle, Paris V.
- NKAMGANG (M.) 1965. — Le marché bamiléké au Cameroun. Paris. Thèse, 316 p.
- N'SANGOU (A.) 1973-1974. — Production et commercialisation des produits vivriers de la Lékié. ORSTOM Yaoundé, 250 p + ann. *multigr.*
- NTOWADJAGUE (C.) 1977. — La chefferie de Banka. Étude de géographie rurale. DES géo. FLSH Yaoundé, 119 p.
- NUENTSA (R.) 1974. — Impact de la crise bananière sur la population du Mungo. Yaoundé ESIJY, 53 p.
- OBAM MFOU'OU (J.) 1965. — L'Union des Coopératives de café arabica de l'Ouest. Un exemple de succès de la coopération au Cameroun. *Le Cameroun agric. Pastoral et forestier* n° 83, janvier : 17-19.
- ONAMBELE (X.) 1966. — Les formes coopératives et para-coopératives au Cameroun Oriental, des origines à la loi de 1959. Mém. EPHE, 6^e sect. social du dévpt.
- ONAMBELE (X.) 1970. — Les problèmes de la distribution coopérative au Cameroun. *Rev. des Et. Coopératives* 49, 162 4^e trim., : 383-389.
- OSENDE AFANA. 1966. — L'économie de l'Ouest Africain perspectives de développement. Maspéro, 255 p.
- PLANCHON (A.) 1966. — La recherche d'un système de commercialisation au Cameroun. Thèse Doct. État Sc. Eco. Montpellier, FDSE.
- PORTERES (R.) 1948. — Notes sur la culture de Coffea Arabica au Cameroun français. *Agron. Tropic.* Vol. III, n° 7-8.
- POUMAILLOU (P.) (sous la direction de). 1963. — Inspection Fédérale de l'Ouest. La Relance de l'économie et les perspectives de développement. Paris. Ministère de la coopération, 2 vol. 59 + 416 p. + atlas.
- PRAQUIN (J. Y.), MARCHAND (D.) 1970. — Premiers résultats des recherches maraichères dans les zones d'altitude de l'Ouest Cameroun. *Agronomie tropicale*, août : 660-681.
- PUECHAVY (X.), SIMON (X.) 1967. — Le commerce de la noix de cola en Rép. Féd. du Cameroun. *Café, Cacao, Thé*, Vol. XI, n° 1 janv.-mars : 64-70.
- QUARANTA (L.) 1970. — L'industrialisation du Cameroun. Mém. Maîtrise Géo. Aix n° 584, oct., 177 p. dactyl.
- RAPPORT sur l'application du décret du 12 oct. 1961 réorganisant la commercialisation du café Arabica au Cameroun Oriental. Mission de la chambre d'Agriculture en pays bamoun et bamiléké, mars 1962. 1 vol. 59 p. *multigr.* + ann. Ch. d'agriculture Yaoundé 31 mars 1962.

- RATHERY (G.) 1960. — Cameroun, terre d'avenir. Paris.
- REGIFERCAM. — Statistiques Ligne Nord 1927-1938
 — Statistiques voyageurs 1961-62 à 1970-71
 — Statistiques marchandises 1961-62 à 1970-71
 — Statistiques 1972-73
 — Les chemins de fer du Cameroun 1974.
 — Statistiques 1972/73, 1973/74, 1975/76, 1976/77.
- RUSSEL (T. A.) 1955. — The Kola of Nigeria and the Cameroons. *Trop. Agric. Trin.* Vol. 32 (3) : 210-240.
- SANGUE (J.) 1966. — Les institutions traditionnelles et les mouvements associatifs dans la vie économique bamiléké. Mém. EPHE, 193 p. dactylogr.
- SANMARCO. 1945. — Les Bamiléké du district de Dschang. Exemple de l'influence du climat sur la vie indigène au Cameroun. *Annales de Géographie* T. LIII-LIV : 223-24.
- S.C.E.T./COOP. 1964. — La région du Mungo. *Le Cameroun Agricole pastoral et forestier* n° 76, juin : 33-50.
- SCHAEZTEN (Y. de). 1970. — Cameroun 70 : bilan et perspectives. *Marchés Tropicaux et Médit.* 26 (1263), 24 janvier : 170-181.
- S.E.D.E.S. (SIMON, PUECHAVY, SERVANT, HOLLANDE). 1965. — Circuits commerciaux du Cameroun et biens essentiels.
Titre I. Les produits vivriers.
 T. 1. Analyse par produits. déc. 252 p.
 T. 2. Analyse globale et propositions 133 p.
Titre II. Les marchandises d'importation de production ou de fabrication locale.
 T. 3. Analyse de la situation, 168 p.
 T. 4. Synthèse et propositions, 83 p.
 T. 5. Synthèse, 121 p.
- S.E.D.R. (Secrétariat d'État au Développement Rural). 1970. Direction de l'Agriculture. Enquête sur la structure des exploitations agricoles. Estimations des superficies. Yaoundé, mai, non paginé.
- SÉGUY (L.), GIGOU (J.), RAUNET (M.) 1976. — La culture du riz dans la plaine des Mbos (Ouest Cameroun). *Agron. Trop.* Riz et Riziculture n° 2 : 114-140.
- SOEN (D.), COMARMOND (P. de) 1971. — Modern Cooperation and the Male Mutual Help Association in the Land of Bassa, South Cameroon. *Zeitschrift für Ethnologie*, 96, n° 2, : 145-154.
- SOEN (Dan), COMARMOND (P. de) 1972. — Savings associations among the Bamileke : Traditional and modern Cooperation in Southwest Cameroon. *American Anthropologist* vol. 74, n° 5, oct. : 1170-1179.
- S.O.G.E.P. 1960. — Cameroun. Plan de Développement économique et Social. Travaux Préparatoires. I. Rapport de Synthèse, 53 p. II. Rapport général, 40 p. III. Rapport analytique, 263 p.
- STATISTIQUE (Service Régional de la). 1968. — Résultat du recensement industriel et commercial du Cameroun Occidental. I. Secteur moderne 1966. II. Secteur traditionnel 1967. Buea.
- STANFORD RESEARCH Institute (S.R.I.) 1965. — Le potentiel économique du Cameroun Occidental. Priorités pour le développement. SRI, 9 vol. *multigr.*
- SURRE (C.). — Le palmier à huile au Cameroun. Situation actuelle et programme de développement. *Le Cameroun agricole pastorale et forestier* n° 121.
- SWEEN (J.), CLIGNET (R.) 1969. — Urban unemployment as a determinant of political unrest : the case study of Duala Cameroun. *Canadian Journal of african studies* 3 (2) : 364-487. Kamerun... : 145-171, 1974.
- TANGA (S.) 1974. — La région de Foumbot, étude géographique. Yaoundé DES Géographie, oct. 140 p.
- TIOKING (T.) 1978. — Collecte et commercialisation du café dans le nord du Mungo. Mém. DES géo. FLSH Yaoundé, 124 p. *multigr.*
- TISSANDIER (J.) 1969. — Zengoaga, étude d'un village camerounais et de son terroir au

BIBLIOGRAPHIE

- contact forêt-savane. Atlas des structures agraires au sud du Sahara n° 3, 88 p., 5 cartes h. t., Mouton, ORSTOM.
- TISSANDIER (J.) 1972. — Aspects des relations villes-campagnes dans le département de la Haute Sanaga (République Féd. du Cameroun). La Croissance Urbaine en Afrique Cool. CNRS, T. II, p. 1029.
- TREUTENAERE. — Modernisation rurale dans la plaine de Ndop. Rapport d'exécution de l'opération préliminaire. B.D.P.A., 32 p. *multigr.*
- VEGA (B. de la) 1971. — La plantation de thé de Tole (Cameroun Occidental). Mém. maîtrise Bordeaux.
- VENE (M.) 1969. — Yabassi-Bafang : une opération intégrée de colonisation. Coopération et développement, 26 juil.-août : 33-41.
- VESSE (J.) 1960. — Étude de l'économie camerounaise. Paris, INSEE, serv. statist. gén. Cameroun, 311 + 263 p. *multigr.*
- WARMINGTON. Saving and Indebtness among Cameroons Plantations Workers. Africa XXVIII, n° 4.
- WEBER (J.) 1974. — Reproduction des milieux ruraux africains et malgaches 1^{re} phase : type de surproduit et formes d'accumulation. La province cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. ORSTOM Yaoundé sept. 32 p. *multigr.*
- WEBER (J.) 1977. — Types de surproduit et formes d'accumulation : la province cacaoyère du Centre Sud Cameroun. Essais sur la reproduction des formations sociales dominées. ORSTOM : 69-85.
- WEBER (J.), KUOH MOUKOURI (M.) 1971. — Le concept de mode de production et l'évolution africaine. Nanterre. Univ. de Paris X, DES Sci. Eco.
- WORLD BANK 1976. — Proposals for a Medium Term Public Development Program. A special study Cameroon. April 23, West Africa.

INDEX

ADAMAOUA : noms de lieux ; *AGHEM* : noms de peuples ;
BAFOUSSAM : noms de villes

- ADAMAOUA** : 73, 151
 Administration : allemande, anglaise, française : voir à colonisation générale : 78, 87, 89
 régionale ou provinciale, 87
 rôle dans l'urbanisation, 91, 302, 361
 emplois, 331
 hiérarchie, 392, 395
 évolution, 437
 Activités : (secteurs d') primaire, 76, 315
 secondaire : artisanat, 38, 283, 325
 industrie, 322, 339.
 tertiaire, 323, 331, 338
 activités urbaines, 313, 439
 classement des villes, 426
AGHEM : 51, 363
 Agriculture traditionnelle ou vivrière, 300
 de plantation, 60, 75, 454
 extra-urbaine, 232
 changements dans l'agriculture, 297
 agriculteurs et éleveurs, 23, 230
 Alimentation, 226, 309
AMBAS BAY, 17, 82
 Assemblées, 84, 87, 286
 Assimilation, 33
 Associations coutumières, 34, 203, 262 sq.
- BAFANG** : 27, 71, 158, 182, 197, 389, 421, 431, 432,
 route Bafang-Yabassi : 149 sq., 346
BAFOUSSAM : 29, 71, 85, 105, 158, 172, 226, 228, 277 sq., 295, 325, 349, 382 sq., 417, 427, 432
BAFUT : 33, 34, 51, 55
BAKOKO : 32
BAKOSSI : 144
BALI : 33, 34, 51, 61, 412, 422
BAMENDA : 23, 90, 197, 279, 312, 321, 361, 380, 400, 408, 417, 426, 427, 431, 433
BAMBOUTOS : 19, 228, 231
BAMENDJING : 26, 150
BAMILEKE : plateau, 26
 bocage, 16
 peuplement, 21, 32
 société, 34 sq., 84, 261, 267, 282, 286
 migrations, 127 sq., 135, 143 sq., 186, 202 sq.
 économie, 222, 261 sq.
BAMOUN : plateau, 27
 peuplement, 33, 48
 société, 35, 43, 56, 69
 migrations, 134, 145, 182
 économie, 38, 45, 48, 222, 243, 283
BAMUSSO : 426, 431
BANA : 69, 81, 182, 431
 Banane : 129, 137, 237, 240, 250, 252
BANDJOUN : 35, 51, 69, 186, 226, 281, 412, 421, 427, 570, 572
BANGANGTE : 27, 71, 77, 155, 169, 182, 184, 206, 218, 281, 303, 347, 374, 421, 431
BANGOU : 182, 423
 Banques : 266, 272, 399
BANSOA : 376, 423
BANTOIDES : 33
BARE : 69, 71, 423
BASSA : 32, 84
BATIBO : 89, 431
BATOURI : 73
BELABO : 105
BOUMBA NGOKO : 73
 Bourgeoisie : 209, 261, 267, 286, 297
BUEA : 56, 64, 84, 87, 90, 387, 421, 425, 433, 445
 Cacao : 85, 106, 127, 250
 Café : 27, 85, 111, 129, 134, 236, 241, 248, 254, 295, 339, 440, 443
 (voir aussi : coopératives)
 Caisses de Stabilisation : 256, 454
 Capitalisme : 296, 300, 340
 Chefferies : 34, 36, 68, 206
 Chômage : 313, 333, 335, 427
 Christianisation : voir missions
 Colonisation européenne : 54 sq., 74, 81, 85, 385
 Colonisation agricole : 129, 143 sq., 238
 Commerçants : 130, 261, 274, 281, 284

INDEX

- Commerce : 37, 42, 52, 89, 211 sq., 213, 221, 230, 255, 261, 274 sq., 283, 284
(voir aussi : marchés)
Coopératives : 238 sq., 455
Côte (du Cameroun) : 34, 36, 51, 137
Councils : 74, 385, 445
- DEBUNDSHA (cap) : 20
Démographie : 33, 77, 151 sq., 160, 190 sq., 453
Densités : 21, 23, 33, 293
Dépendances : 439 sq., 455
Déplacements (de population) : voir migrations
Dot : 78.
Dot : 101
- DOUALA** : 56, 64, 69, 77, 78, 83, 84, 93, 96, 98, 117, 130, 172, 174, 208, 233, 314, 335, 345, 351, 355, 449, 453, 456
DSCHANG : 20, 27, 68, 71, 80, 85, 87, 108, 153, 293, 353, 421, 427, 437
DUALA : 32, 36, 54, 128, 207, 345
- Élevage : 23, 230, 301
Emploi : 76, 313 sq
Esclaves : 38, 49, 52, 53, 128
ESEKA : 79
- FAKO** : 29, 201, 314, 412, 426, 433, 435
Femmes : 27, 321, 396
FOKOUÉ : 423
FONTEM : 20, 153, 423, 431
FOTOUNI : 77
FOULBE, FULANI : 23, 33, 230
FOUMBAN : 27, 43 sq., 68, 85, 90, 133, 155, 238, 283, 325, 351, 387, 421, 431, 432
FOUMBOT : 27, 85, 90, 134, 145, 218, 228, 421, 431, 432
FUNDONG : 423, 426, 431
- GALIM** : 144, 423, 431
GAROUA : 73, 87, 95, 159, 406
GWOFONG : 89
- Habitat : 29, 292, 309, 350
HAOUSSA : 133, 222, 223, 284
Héritage : 36, 186
Hôtellerie : 282
Hydrocarbures : 340, 403
IBO : 284, 285
Industries : 282, 322, 339 sq.
- JAKIRI** : 423, 431
- KEKEM** : 146, 197, 422, 431
Kola : 39, 134, 221 sq.
KOM : 33.
KOUNDEN : 81
KOUTABA : 425
- KRIBI** : 93, 95
KUMBA : 74, 89, 97, 155, 370, 400, 417, 427, 433
KUMBO : 90, 385, 401, 421, 431, 433
- LOGONE : 68, 73
LOUM : 82, 85, 90, 99, 133, 349, 421, 426, 431, 437
- MAGBA** : 134, 145, 401, 423
MAKENENE : 135
MANDARA : 68, 73
Mandjong : 34
MANJO : 155, 218, 303, 422, 431
MAMFE : 30, 74, 197, 421, 427, 433, 437
MANYU : 30, 454
Marchés : 38, 211 sq., 277, 361, 505
MAROUA : 68, 73, 159
MBAKAOU : 150
MBALMAYO : 95, 105, 106
MBANDJOK : 141, 346
MBANGA : 82, 134, 421, 431
MBENGWI : 89, 155, 422, 426, 431, 433
MBO : 32
(plaine des Mbo :) 26, 146
MBOUDA : 27, 85, 87, 197, 215, 228, 293, 303, 421, 427
MELONG : 422, 431
MENCHUM : 334
MENOUA : 228
Migrations : 32, 61 sq., 76, 127, 139, 150, 159, 174, 185, 202, 453
Missions : 57, 82, 208, 301, 390, 409, 417
MOKOLO : 73, 159
Monétarisation : 29, 211, 309
Mousson : 20
MUNDEMBE : 422, 427, 433
MUNGO : 29, 95, 201
MUYUKA : 301, 422, 426, 431
- Navigation fluviale : 93
NDE : 179, 453
NDIAN : 29, 179, 191, 314, 334, 433, 575
NDOP : 422, 427
plaine de Ndop : 26, 34, 145
NDOUNGUE : 417, 422
NDU : 137, 423
NGAOUNDERE : 44, 73, 92, 105
NGEMBA : 33, 34
NJINIKOM : 91, 155, 423
NKAM : 30, 179, 453
NKAMBE : 422, 431
NKONDJOK : 90, 423
NKONGSAMBA : 64, 71, 77, 79, 98, 105, 133, 144, 158, 169, 230, 252, 275, 353, 361, 372, 400, 401, 408, 417, 427, 432, 435
NORD (province) : 159, 177, 447
NORD OUEST (province) : 23, 33, 159, 177, 191, 253, 433, 448

NOUN : 145, 49

NSO : 33, 34, 51

NYOMBE : 269, 423

OUEST (province) : 26, 160, 169, 191, 241, 347, 353, 393, 432

Partis politiques : 84, 396, 445, 448

Patente : 275, 277

PENJA : 129, 155, 368, 422, 426

Plantations : 17, 21, 27, 29, 60 sq., 75, 127, 129, 136, 174, 226, 433

Portage : 63, 78, 79, 95

Propriété foncière : 128, 144, 292, 296, 345

Prostitution : 331

Régionalisation : 87, 447

Regroupements : 84, 135

Réunification : 85, 444

Routes : 105, 109, 121

Salaires : 141, 187

Santé : 409, 413

Scolarisation : 187, 193, 201, 286, 396, 406, 457

Ségrégation : 78, 344.

Société :

sociétés coutumières : voir associations coutumières

évolution sociale : 261, 267, 296, 457

sociétés et migrations : 186, 202, 205, 305

SOUZA : 98, 71

SUD OUEST (province) : 161, 315, 351, 433, 448

Technostructure : 286

Télécommunications : 119

TIKAR : 34

TIKO : 82, 89, 155, 323, 366, 421, 427,

Tontines : 263

Transports : 93 sq., 449, 456

voie ferrée : 64, 75, 78, 89, 92, 95 sq.

aériens : 117 sq.

urbains : 108, 109

péri-urbains : 108, 303, 308

Travail :

réglementation : 76

U.C.C.A.O. : voir à coopératives

U.N.C. : voir à partis politiques

U.P.C. : voir à partis politiques

Vassalisation : 33, 47

VICTORIA : 74, 81, 89, 93, 174, 385, 400, 401, 417, 426, 427, 433.

WOURI : 32, 34, 52, 85, 334

WUM : 51, 362, 389, 422, 431, 433

YABASSI : 30, 80, 155, 422, 437

route Yabassi-Bafang : voir Bafang

YAOUNDE : 68, 79, 85, 175, 350, 450, 456, 598

YINGI : 85

YOKADOUMA : 73

ANNEXES

I — POPULATION PAR ARRONDISSEMENTS 1967-1976.....	490
II — POPULATION DES VILLES.....	492
III — MATRICE DES VILLES SELON LEUR NIVEAU D'ÉQUIPEMENT..	494
IV — MATRICE DES VILLES : TYPOLOGIE FONCTIONNELLE.....	495
V — RELATIONS MIGRATOIRES ENTRE DÉPARTEMENTS.....	496
VI — ORIGINE DE LA POPULATION URBAINE.....	497

ANNEXE I

POPULATION PAR ARRONDISSEMENTS

Arrondissements (ou districts)	1967			1976			Taux Acc. Moy 67/76	Superf. (Km2)	Densité 1976
	URBAINE	RURALE	TOTALE	URBAINE	RURALE	TOTALE			
MBOUDA	7 555	45 539	53 094	14 093	61 176	75 269	3,9%	477	158
BATCHAM	443	41 434	41 877	620	59 540	60 160	4,1	183	329
GALIM	866	13 064	13 930	1 175	18 589	19 764	4,0	513	39
BAGBOUTOS	8 864	100 037	108 901	15 888	139 305	155 193	4,0	1173	132
FOUMBAN	22 863	50 021							
Magba	3 402	3 988	97 005	36 802	92 201	129 003	3,2	4394	30
Malantouen	2 351	14 380							
FOUMBOT	11 997	24 578	48 623	9 228	59 298	68 526	3,9	3293	21
Massagam	1 831	10 217							
BAHOUN	42 444	103 124	145 628	46 030	151 499	197 529	3,4	7687	26
DSCHANG	17 000	77 570							
Fokoué	3 778	6 696	115 692	20 696	125 789	146 485	2,65	1104	133
Mbo (1966)	593	10 055							
BANSOA (PM)	3 687	38 727	42 414	3 361	51 563	54 924	2,9	276	199
WENOUA	25 058	133 048	158 106	24 057	177 352	201 409	2,7	1380	146
BAFOUSSAM	35 274	45 408	80 682	58 097	60 545	118 642	4,4	402	298
BAMENDJOU (66)	12 166	22 108	34 274	2 907	34 186	37 093	0,8	201	185
BANDJOUN(66)	658	38 557	39 215	2 988	43 156	46 144	1,6	264	175
BANGOU (66)	9 065	12 211	3 320	3 320	37 117	40 437	-0,2	303	133
Baham (66)	536	16 279	41 091						
MIFI	57 699	137 563	195 262	67 312	175 004	242 316	2,2	1170	207
BANGANGTE	10 080	45 385	55 465	9 854	35 055	44 909	-2,5	932	49
BAZOU (66)	9 846	7 895	17 741	5 721	8 522	14 243	-2,5	221	66
TONGA (66)	7 288	3 053	10 341	7 018	1 772	8 790	-1,6	362	24
NJE	27 214	56 333	83 547	22 593	45 349	67 942	-2,2	1515	45
BAFANG	19 636	17 932		24 886	23 112	47 998	0,9	374	130
Petit Diboum (66)	312	6 486	44 366						
BANA (66)	4 841	1 945	6 786	2 490	4 787	7 277	0,7	132	55
COMPANY (66)	2 298	15 116	17 414	3 431	18 059	21 490	2,1	213	101
KEKEM	6 610	17 463	24 073	10 169	17 533	27 702	1,6	239	117
HAUT NKAM	33 697	58 942	92 639	40 976	63 491	104 467	1,5	958	109
QUEST	194 976	589 107	784 083	216 856	752 000	968 856	2,35	13883	70
KUMBO	8 311	60 843	69 154	11 764	72 189	83 953	2,2	1525	55
JAKIRI	1 029	50 144	51 173	2 340	55 722	58 062	1,4	727	80
BUI	9 340	110 987	120 327	14 104	127 911	142 015	1,9	2252	63
NKAMBE	4 724	74 477	79 201	6 372	118 981	125 353	5,2	2886	96
NWA	969	31 302	32 271	1 887	45 472	47 359	4,3	1454	33
DONGA MANTOU	5 693	105 779	111 472	8 259	164 453	172 712	5,0	4340	40

WUM	II 000	52 370	63 370	15 295	82 568	97 863	5,6	4489	22
FUNDONG	500	57 000	57 500	20 456	64 736	85 192	5,0	1636	38
MENCHUM	II 500	109 370	120 870	35 751	147 304	183 055	5,3	6 125	30
BAMENDA	25 900	106 087	157 865	62 713	143 734	206 447	3,0	1841	112
Ba11		25 878							
NDOP	6 419	69 153	75 572	4 681	87 783	92 464	2,3	1117	83
MEZAN	32 319	201 118	233 437	67 394	231 517	298 911	3,1	2958	101
MEHENGWI	1 388	51 949	53 337	7 057	58 191	65 248	2,3	872	75
BATIBO	5 460	40 976	46 436	4 024	48 947	52 971	1,5	862	61
MOLO	6 848	92 925	99 773	11 081	107 138	118 219	1,9	1734	68
NORTH WEST	65 700	620 179	685 879	136 589	778 323	914 912	3,9	17409	53
VICTORIA (68)	40 750	32 005	72 755	48 166	35 972	84 138	1,8	1107	76
MUYUKA	8 657	16 941	25 598	13 718	15 365	29 083	1,4	466	62
TIKO (68)	13 185	24 436	37 621	21 853	21 958	43 811	1,9	484	91
FAKO	62 592	73 382	135 974	83 737	73 295	157 032	1,8	2057	76
MAMPE	II 729	49 181	60 910	8 478	52 614	61 092	<0,1	5768	11
AKWAYA	463	27 240	27 703	708	26 074	26 782	<0,1	3690	7
PONTEM	9 163	30 222	39 385	5 921	58 883	64 804	5,7	598	108
MANYU	21 355	106 643	127 998	15 107	137 571	152 678	1,9	10056	15
KUMBA	40 530	64 560	105 090	54 578	74 686	129 264	2,3	3023	43
BANGEM	I 197	14 279	15 476	2 047	16 922	18 969	2,3	349	54
NGUTI	I 564	13 380	14 944	2 359	14 846	17 205	1,6	1731	10
TOMBEL	6 282	18 650	24 912	8 410	22 622	31 032	2,5	1217	25
MEKE	49 553	110 869	160 422	67 394	129 076	196 470	2,3	6320	31
MUNDEMBA (68)	I 71	23 577	23 748	5 219	12 009	17 228	-4	3602	4,8
BAMUSSO (68)	I 393	15 107	16 500		19 469	19 469	2,1	673	29
JABANE/ISANGELE	500	11 800	12 300	10 845	2 493	13 338	1,0	485	28
EKUNDU TITI	I 860	19 809	21 669	4 690	19 455	24 145	1,4	1516	16
NDIAN	3 924	70 293	74 217	20 754	53 426	74 180	-0,1	6276	12
SOUTH WEST	137 424	361 187	498 611	186 992	393 368	580 360	1,7	24 709	23
NKONGSAMBA	45 278	16 340	61 618	74 063	11 148	85 211	3,7	505	169
DIBOMBARI	I 155	19 074	20 229	2 130	21 431	23 561	1,7	954	25
LOUM	14 280	35 474	49 754	53 420	11 784	55 204	1,2	530	104
MANJO	12 499	16 379	28 878	14 407	18 854	33 261	1,6	346	96
MBANGA	17 099	7 041	24 140	21 612	5 335	26 947	1,2	525	51
MELONG	3 919	40 631	44 550	16 873	34 399	51 272	1,6	852	60
MUNGO	94 230	134 939	229 169	182 505	92 951	275 456	2,1	3712	74
YABASSI	4 459	14 819	19 278	3 319	12 646	15 965	-2,1	3080	5,2
YINGUI	779	4 415	5 194	1 655	2 194	3 849	-3,3	1609	2,4
NKONDJOCK	278	11 401	11 679	1 659	12 900	14 559	2,5	1530	8,9
NKAM	5 516	30 635	36 151	6 633	27 740	34 373	-0,56	6319	5,4
WOUKI (68)	229 473	14 780	244 253	395 813	23 264	419 077	7	886	473
NDIKINIMEKI	8 581	22 045	30 626	9 030	14 368	23 398	-3	2839	8,2
TOTAL CAMEROON			5 437 618	2 005 223	5 126 610	7 131 833	3,06	1465458	15,32

Source : Tableau de la Population du Cameroun. ORSTOM 1971, RGPH 1976.

ANNEXE II

POPULATION DES VILLES : 1967 ET 1976

A/ Agglomérations	POPULATION 1976	POPULATION 1967	Tx moy. Ac. Ann.	B/ POPULATION URBAINE DE L'ARRONDISSEMENT 1976
DOUALA.....	395 813	1968 : 229 473	7,05 %	
YAOUNDE	291 071	151 237	7,54	
NKONGSAMBA	66 859	45 278	4,42	Nkongsamba (66859), Manengolé (3460), Ndoungue(3574)
BAFOUSSAM	57 978	35 274	5,68	
BAMENDA	(I) 42 821	1968 : 25 900	6,49	Bamenda (39623), Babanki Tungoh (7212) Big Babanki (4271)
KUMBA	40 134	1968 : 37 065	0,99	Bafut centre (469), Bali Town (7044) Nkwen (3198)
VICTORIA	30 252	25 488	1,92	Kumba (40134) Mbonge (5303) Bekondo 3 Corners (1774)
LOUM	(2) 29 496	27 018	0,98	Big Bekondo (2042), Ekonbe Bonji (4183), Match (2232)
FOUMBAN	28 435	(4) 22 863	2,45	Victoria (30 252), Buea (19 140)
BAFANG	24 002	19 636	2,25	Loum ville (24 397), L.Chant.(5099)Nyombe(14527)Penja (9332)
EDEA	23 758	18 392	2,88	Foumban (28 535), Magba (7748)
MBANGA	21 052	17 099	2,33	Bafang (24 002), Petit Diboum (865)
BUEA	19 140	1968 : 13 870	4,10	
BAFIA	17 864	11 936	4,58	
FOUMBOT	(3) 16 938	11 997	3,90	
WUM	15 086	1968 : 11 000	4,02	
NYOMBE	14 527	10 358	3,83	
MANJO	14 331	1966 : 12 502	1,37	
MBOUDA	14 104	7 555	7,18	
TIKO	13 739	1968 : 13 048	0,65	Tiko (13 739), Mutengene (4691), Mudeka (1055)
DSCHANG	12 642	16 310	-0,87	Dschang (12 642), Fokoué + Sanchou (8062)
KUMBO	11 657	1969 : 8 311	4,95	
ISANGELE	10 739	1968 : 6 660	41,72	Isangele Town ou Jabane (10 739), Idabato (103)
KEKEM	10 155	6 600	4,90	
MELONG	9 894	3 919	10,84	Melong (9894), Baré (6746)
BANGANGTE	9 864	1966 : 10 080	-0,89	
MUYUKA	9 844	5 965	5,72	Muyuka (9844) Ekona CDC (542) Ekona Mbenge (3589)
NDU	9 348			
PENJA	9 339	10 330	-0,88	
MAMFE	8 473	11 729	-0,86	
TOMHEL	8 383	6 262	3,29	
BAMBILI	8 201	1968 : 4 906	6,63	
NJINIKOM	7 763	1968 : 7 200	0,94	
MAGBA	7 748	3 402	9,57	
BALI	7 044			
TONGA	7 007	7 300	-0,89	
BAMUSSO	7 000	1968 : 1 393	22,36	
MUTENGENE	6 780	1968 : 3 378	9,09	
BARE	6 746	6 392	0,60	

MAKENENE	5 300	1968	4 220	3,88	
NKAMBE	6 018		720	3,08	
POKOUÉ	6 000		778	5,27	
TOLE	5 984	1968	1 621	17,73	
PONTEM	5 902		9 163	-0,85	
SANTA	5 877		3 214	6,93	
BAZOU	5 719		7 300	-0,87	
MBONGE	5 303		3 465	4,84	
FUNDONG	5 293		500	29,97	Fundong (5293), Belo (635), Njinikom (7763) Anyajua (8000)
MUNDEMBA	4 864	1968	718	27,02	
NDOP	4 600	1968	6 419	-0,86	
EKONA	4 081		2 962	3,62	
BATIBO	3 896		5 460	-0,86	
BAMENDJOU	3 759		7 200	-0,83	
NDOUNGUE	3 574		2 404	4,50	
YABASSI	3 503		4 459	-0,87	
BANSOA	3 311		3 687	-0,88	
MBENGWI	3 135		1 388	9,47	Mbengwi (3135), Ngwo (3851)
MALANTOUEN	3 124		2 351	3,21	
BATCHAM	3 058		443	23,94	
BANDJOUN	2 988	1966	658	16,34	
BANDJIA	2 981	1966	2 298	2,64	
NDIKINIMEKI	2 700		4 025	-0,43	
EKUNDU TITI	2 681	1968	1 860	4,68	Ekundu Titi (2881), Dikome Balut (2007)
BANA	2 473	1966	4 840	-0,83	
BANGOU	2 401		4 400	-0,83	Bangou (2401), Baham (906)
JAKIRI	2 297		1 029	9,33	
MASSANGAM	2 216		1 831	2,14	
BANGEM	2 045	1968	1 197	6,92	
SANTCHOU	2 000		593	14,46	
BANGWA					
OMEE		1972	885		
NWA	1 834		969	7,35	
NKONDJOCK	1 659		278	21,95	
YINGUI	1 655		779	8,73	
NGUTI	1 639		1 564	0,52	Nguti (1639), Isserayib (693)
GALIM	1 163		866	3,33	
DIBOMBARI	988		1 155	-0,88	
BAHAM	906		536	6,01	
PETIT DIBOUM	865		312	12,00	
KOMBO ITINDI		1968	711		
AKWAYA	708		463	4,83	
IDABATO	103		1 752	-2,72	

(1) y compris Nkwem

(2) y compris Loum-chantiers

(3) périmètre recensé en 1967, population officielle 1976 : 6103

(4) Enquête démographique SEDES 1965 : 27 770

Recensement administratif 1965 : 23 392

Sources : RGPH 1976 (population non redressée; après enquête de contrôle, le bureau central de recensement estime que ces chiffres devaient être multipliés par 1,16 pour Douala, 1,078 pour Yaoundé, 1,071 pour les autres villes et 1,068 pour les zones rurales). ORSTOM 1971 : Tableau de la Population du Cameroun (3ème édition).

ANNEXE III

MATRICE DES VILLES SELON LEUR NIVEAU D'ÉQUIPEMENT (CODIFICATION)

1 nkongsamba	28 bali	55 santchou
2 bafoussam	29 tonga	56 nwa
3 bamenda	30 bamusso	57 nkondjock
4 kumba	31 makénéné	58 yingui
5 victoria	32 nkambe	59 nguti
6 loum	33 fokoué	60 galim
7 fouban	34 fontem	61 dibombani
8 bafang	35 bazou	62 baham
9 edea	36 fundong	63 petit diboum
10 mbanga	37 mundenba	64 kombo itindi
11 buea	38 ndop	65 akwaya
12 bafia	39 batibo	66 idabato
13 foubot	40 bamendjou	67 nyombé
14 wum	41 yabassi	68 penja
15 manjo	42 bansoa	69 njinikom
16 mbouda	43 mbengwi	70 mutengene
17 tiko	44 malantouen	71 baré
18 dschang	45 batcham	72 tole
19 kumbo	46 bandjoun	73 mbonge
20 isangele	47 bandjia	74 ndoungué
21 keken	48 ndikini méki	75 santa
22 melong	49 ekondo titi	76 bambili
23 bangangté	50 bana	77 bangwa
24 muyuka	51 bangou	78 ekona
25 mamfe	52 jakiri	79 ombé
26 tombel	53 massangam	80 ndu
27 magba	54 bangem	

Niveau d'équipement

1 20 000 h et +	20 5 stations services et +
2 10 000 à 19999 h	21 2 à 4 stations services
3 5000 à 9999 h	22 1 station service.
4 province	23 hotel
5 préfecture	24 electricité
6 sous-préfecture	25 eau
7 district	26 téléphone
8 francophone	27 pharmacie
9 plus de 900 m	28 3 banques et +
10 "évêché"	29 1 ou 2 banques
11 2 missions	30 coopérative
12 1 mission	31 imprimerie
13 2 hopitaux	32 poste: 1ère cl.
14 1 hopital	33 poste: 2è cl.
15 2 lycées	34 poste: 3è cl.
16 1 lycée	35 poste: 4è cl.
17 5 collèges et +	
18 2 à 4 collèges	
19 1 collège	

ANNEXE IV

MATRICE DES VILLES : TYPOLOGIE FONCTIONNELLE (CODIFICATION)

typologie des villes

1 POP URB ARR 76
2 H/100 F
3 TX URB
4 POP ACT M URB
5 ACC ANN
6 IMMIGRES
7 AGRIC
8 IND B.T.P.
9 COMMERCE
10 SERVICES
11 CHOMEURS
12 ELEVES
13 CARTES GRISES
14 RECETTES POST
15 ABONNES ELECTR
16 COMPTES BANCAIRES

1 KUMBO
2 JAKIRI
3 NKAMBE
4 NWA
5 WUM
6 FUNDONG
7 BAMENDA
8 NDOP
9 MBENGWI
10 BATIBO
11 MBOUDA
12 BATCHAM
13 GALIN
14 FOUMBAN
15 FOUMBOT
16 DSCHANG
17 BANSOR
18 BAFUSSAM
19 BANDJOUN
20 BANGOU
21 BAMENDJOU
22 KEKEM
23 BANDJIA
24 BANA

25 BAFANG
26 BANGANGTE
27 BAZOU
28 TONGA
29 NKONGSAMBA
30 MBANGA
31 DIBOMBARI
32 MELONG
33 MANJO
34 LOUM
35 VICTORIA
36 MUYUKA
37 TIKO
38 MAMFE
39 AKWAYA
40 FONTEM
41 KUMBA
42 BANGEM
43 NGUTI
44 TOMBEL
45 MUNDEMBER
46 EKONDO TITI
47 ISANGELE
48 BAMUSSO

ANNEXE V

RELATIONS MIGRATOIRES ENTRE DÉPARTEMENTS d'après la population ayant changé d'arrondissement (effectifs en centaines)

<div> <div>Résidence antérieure</div> <div>Résidence habituelle</div> </div> <div> Départs Arrivées </div>	BUI	DONGA M.	MENCHUM	MEZAM	MOMO	BAMBOUTOS	BAMOUN	HT. NKAM	MENOUA	MIFI	NDE	FAKO	MANYU	MEME	NDIAN	MUNGO	NKAM	WOURI	TOTAL	Rangs Arrivées
BUI	59	21	8	25	2	-	4	-	-	-	-	8	1	4	2	2	-	1	158	17
DONGA	17	29	10	22	2	-	6	3	-	2	-	40	2	11	-	14	-	2	230	12
MENCHUM	6	9	14	26	3	-	2	1	-	1	-	69	4	19	2	6	-	3	203	13
MEZAM	28	19	28	32	25	25	11	4	5	9	1	100	17	45	3	13	-	13	422	6
MOMO	4	2	5	35	13	-	-	1	-	1	-	57	11	36	1	10	-	2	184	15
BAMBOUTOS	-	-	1	25	-	56	12	7	23	21	4	4	1	7	-	40	-	24	246	11
BAMOUN	4	9	-	25	-	19	119	5	8	44	7	2	2	1	-	13	1	29	343	7
HT. NKAM	-	3	1	10	-	7	4	94	18	36	11	5	1	6	-	60	4	38	324	8
MENOUA	-	1	-	5	-	19	6	22	24	30	8	6	4	8	-	76	1	41	283	10
MIFI	-	-	-	11	-	27	33	27	43	157	19	7	1	6	-	86	1	81	596	5
NDE	-	-	-	2	-	2	5	5	3	12	22	2	-	4	-	35	2	38	159	16
FAKO	5	19	52	76	56	2	1	6	4	7	6	141	62	80	21	10	1	19	705	3
MANYU	1	1	4	14	10	1	1	1	3	1	-	64	18	41	3	4	-	9	191	14
MEME	4	7	16	49	47	11	2	15	7	8	10	119	57	98	74	26	1	15	671	4
NDIAN	3	1	6	7	3	-	-	-	-	-	-	26	7	37	23	1	-	2	298	9
MUNGO	1	10	4	47	8	73	17	141	90	177	176	21	11	40	1	217	45	135	1338	2
NKAM	-	-	-	1	-	5	1	13	4	6	5	1	-	1	-	16	14	37	124	18
WOURI	1	1	2	31	1	42	55	101	85	191	143	50	15	30	1	316	120	466	12567	1
C.S.	2	2	2	21	1	17	47	45	58	169	79	49	6	18	1	140	15	594		
EST	-	-	-	1	-	3	4	2	3	11	4	2	-	1	-	9	1	45		
NORD	-	13	-	17	1	3	14	3	5	10	2	4	1	1	-	10	1	40		
TOTAL.....	137	153	155	483	173	315	344	499	385	896	499	783	223	497	133	1115	214	1742		
RANGS DEPARTS	17	16	15	8	14	11	10	6	9	3	5	4	12	7	18	2	13	1		

Source : R.G.P.H. 1976 - Tab. 21

59 = 1ère attraction / 28 = 2ème attraction / - = effectifs inférieurs à 50 individus.

ANNEXE VI

ORIGINE DE LA POPULATION URBAINE

Depuis la rédaction de ce texte, le R.G.P.H. 1976 a été plus complètement dépouillé et des chiffres nouveaux ont été publiés sur le recrutement des villes ⁽¹⁾ : les chiffres ci-dessous qui concernent uniquement des villes de plus de 10 000 habitants, portent sur la population totale (et non sur les hommes de 15 ans et plus, dont les effectifs de 1967 ont servi à l'élaboration des cartes du chapitre V).

Pourcentage de la Population Urbaine

	Née au Caméroun	Née dans l'arrondissement	Née dans le département
<i>OUEST</i>			
BAFANG	99,7	62,2	76,8
BAFOUSSAM	99,6	45,1	72,0
DSCHANG	99,6	69,8	73,8
FOUMBAN	99,7	89,4	91,1
KEKEM	99,8	37,4	61,7
MBOUDA	99,5	53,8	74,8
<i>NORD-OUEST</i>			
BAMENDA	95,8	63,3	65,9
KUMBO	98,1	78,4	85,0
WUM	99,5	85,6	86,8
<i>SUD-OUEST</i>			
BUEA	94,7	49,6	52,1
KUMBA	85,6	40,3	43,7
TIKO	42,5	20,4	25,2
VICTORIA	89,2	45,3	48,7
<i>MUNGO</i>			
LOUM	99,7	41,0	47,6
MANJO	99,7	42,8	51,3
MBANGA	99,9	42,6	50,5
MELONG	99,8	37,6	42,7
NYOMBE	99,2	35,7	42,4
NKONGSAMBA	99,4	45,2	50,7
PENJA	99,1	38,0	44,1

1. Ministère de l'Économie et du Plan Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. Recensement Général de la Population et de l'Habitat d'Avril 1976. Volume I. T5. — Données sur les villes plus de 10.000 habitants.

Dans la province de l'Ouest, on note deux situations extrêmes : à Kekem, 27 % seulement des citadins sont nés dans l'arrondissement, ce qui souligne à nouveau sa ressemblance avec les centres urbains du Mungo plus qu'avec ceux de sa province, c'est un centre de colonisation agricole alimenté cependant en majorité par le département du Haut Nkam. Foumban par contre recrute presque exclusivement dans son arrondissement. Une évolution intéressante à Bafoussam qui reçoit un peu plus que par le passé des habitants de toute la province et pas seulement de son département.

Dans le Nord-Ouest, Bamenda, comme Bafoussam, accentue son rôle régional sur le

plan démographique, en contraste avec les deux autres villes citées dont le peuplement est analogue à celui de Foumban.

C'est dans le *Sud-Ouest* que l'on rencontre la proportion la plus élevée d'étrangers — et particulièrement à Tiko, cité cosmopolite, où ils sont majoritaires. Province d'immigration où les originaires de l'actuelle province du Nord-Ouest sont aussi nombreux parfois que ceux de la province elle-même.

La situation est analogue dans le *Mungo* (mais les étrangers y sont très peu nombreux) où dans toutes les villes plus de la moitié de la population est née en dehors de l'arrondissement.

LISTE DES TABLEAUX

1. Ligne Ouest. Trafic par gare au départ.....	97
2. Voies bitumées en 1975.....	107
3. Accessibilité des villages.....	111
4. Quatrième Plan. Projets de Plantations.....	138
5. Travailleurs de la C.D.C.....	139
6. Origine des travailleurs par province.....	141
7. Les travailleurs du chantier de Mbakaou.....	150
8. Bilan migratoire théorique 1967-1976.....	160
9. Personnes ayant changé d'arrondissement depuis leur naissance.....	163
10. Durée de résidence des citadins nés hors de l'arrondissement.....	176
11. Population totale et population urbaine par province 1967-1976.....	178
12. Proportion des jeunes et taux de masculinité par province.....	200
13. Les marchés de la Mifi.....	216
14. Analyse de trois marchés urbains.....	219
15. Les coopératives de l'UCCAO.....	246
16. La nouvelle UCCAO.....	247
17. Quotas des exportateurs de café robusta en 1974-75.....	248
18. Les coopératives de l'UCCROCAM.....	249
19. Les coopératives du Mungo.....	251
20. Les coopératives du Nord-Ouest.....	253
21. Coopératives de la province du Sud-Ouest.....	255
22. Coopératives du Sud-Ouest : produits commercialisés.....	256
23. Nombre de patentes délivrées par commune.....	276
24. Boutiques de marchés à Bafoussam et Bamenda.....	278
25. Boutiques de marchés : Bandjoun, Bangangté, Manjo.....	280
26. Population urbaine masculine. Situation dans l'emploi.....	316
27. Population urbaine active masculine selon la branche d'activité.....	318
28. Pourcentage de population active masculine employée dans le secteur primaire..	322
29. Industries manufacturières. Répartition par branches.....	323
30. Population active et chômeurs.....	332
31. Profession et domicile des propriétaires de lots à Bangangté.....	348
32. Qualité de l'habitat par provinces.....	352
33. Répartition des habitations selon le mode d'approvisionnement en eau.....	355
34. Province de l'Ouest : services administratifs.....	395

TABLE DES FIGURES

Provinces et départements.....	4
Carte repère.....	6
1. Zone étudiée.....	8
2. Relief de l'ouest du Cameroun.....	18
3. Densités de population (par arrondissement).....	22
4. Les espaces régionaux.....	28
5. Commerce précolonial : esclaves et fusils.....	40
6. Commerce précolonial : Kola, sel, fer, huile.....	41
7. Plan Bamoun de la ville de Foumban.....	44
8. La ville de Ngaoundéré.....	46
9. Groupes ethniques et chefferies.....	50
10. Le Cameroun Allemand (1910).....	62
11. Villes et chefferies.....	70
12. Les divisions administratives en 1935.....	72
13. Les divisions administratives au 1.1.1960.....	86
14. Les divisions administratives en 1976.....	88
15. La navigation fluviale dans le Sud-Ouest du Cameroun.....	94
16. Ligne de l'Ouest. Trafic voyageurs par gare 1937.....	100
17. Ligne de l'Ouest. Trafic voyageurs par gare 1975/76.....	101
18. Ligne de l'Ouest. Trafic marchandises 1937.....	102
19. Ligne de l'Ouest. Trafic marchandises 1975/76.....	103
20. Les grands axes de communications. Les étapes de la construction des voies ferrées.....	104
21. Lignes Equiprix.....	112
22. Le trafic routier du Cameroun en 1970.....	114
23. Trafic routier en 1973.....	115
24. Liaisons aériennes intérieures 1972.....	116
25. Liaisons aériennes intérieures 1978.....	118
26. Centraux téléphoniques.....	120
27. Ensembles urbains et communications 1960.....	122
28. Ensembles urbains et communications 1976.....	123
29. L'immigration bamiléké dans le Mungo 1955.....	131
30. Immigrés ; date d'installation : Loum, Manjo, Nlohé.....	132
31. Plantations.....	140
32. Colonisation agricole.....	147
33. Les villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang.....	148
34. Croissance des villes.....	154
35. Taille des villes (1967) et taux de croissance.....	156
36. Taille des villes (1976) et accroissement moyen annuel (1967-76).....	157
37. Personnes ayant changé d'arrondissement.....	162
38. Relations migratoires prioritaires.....	164
39. % de citadins nés dans l'arrondissement.....	166
40. % de citadins nés dans le département.....	168
41. % de citadins nés dans la province.....	170
42. Province de l'Ouest. Attraction électorale (Bafoussam/Nkongsamba).....	171

TABLE DES FIGURES

43. Attraction électorale des villes bamiléké.....	173
44. Taux d'urbanisation 1967.....	180
45. Taux d'urbanisation 1976.....	181
46. Taux d'accroissement moyen annuel par arr. 1967/76.....	183
47. Nombre de jeunes (% de moins de 15 ans).....	192
48. Nombre d'hommes adultes pour 100 femmes (plus de 15 ans).....	194
49. Nombre d'hommes pour 100 femmes (par arrondis.).....	196
50. Pyramide d'âges MIFI/MUNGO.....	198
51. Pyramide d'âges BUI/FAKO.....	199
52. Le marché de Mbouda et le centre commercial.....	212
53. Les marchés de la Mifi.....	217
54. Les Bayam Selam.....	220
55. Commerce de la kola.....	224
56. Principales zones de production : prod. maraîchers, kola, huile de palme.....	227
57. Les coopératives de l'Ouest.....	257
58. Principales zones de cultures vivrières autour de Bafoussam.....	294
59. Manjo : nombre de liaisons hebdomadaires.....	304
60. Bangangté : nombre de liaisons par semaine (cars et taxis).....	305
61. Mbouda : flux des véhicules.....	306
62. L'élite de Komako.....	307
63. Nature des maisons le long de la route nationale de Nkongsamba à Mbanga..	310
64. Distribution du pain.....	311
65. Secteur Agriculture — Pêche.....	320
66. Industries Manufacturières.....	324
67. Services fournis à la collectivité.....	326
68. Commerces, hôtels, restaurants.....	327
69. Population urbaine masculine : % de chômeurs.....	336
70. Industries.....	341
71. Électricité.....	354
72. Wum.....	362
73. Foumban.....	364
74. Tiko.....	366
75. Penja.....	368
76. Kumba.....	370
77. Nkongsamba.....	372
78. Bansa.....	376
79. Bangangté.....	377
80. Bamenda.....	380
81. Bafoussam.....	382
82. Structure des villes « anglaises ».....	388
83. Structure des villes « françaises ».....	388
84. Encadrement administratif.....	394
85. Les Banques.....	398
86. Bureaux de Poste 1975/76.....	402
87. Poste Automobile Rurale dans le Bamoun, la Mifi, et les Bamboutos.....	404
88. Hydrocarbures.....	405
89. Enseignement secondaire.....	407
90. Hôpitaux.....	410
91. Bandjoun.....	413
92. Matrice ordonnée : rangement de départ.....	418
93. Rangement selon l'importance de la population.....	419
94. Matrice de classement final.....	420
95. Typologie des villes (équipement).....	424
96. Typologie fonctionnelle. Matrice de départ.....	428
97-98. Manipulations intermédiaires.....	428
99. Matrice de classement final.....	429
100. Typologie fonctionnelle des villes.....	430
101. Schéma urbain de l'Ouest.....	434
102. Schéma urbain du Nord-Ouest.....	434
103. Le système urbain du Fako.....	436

104. Le système urbain du Mungo.....	436
105. Vente des hydrocarbures 1974.....	440
106. Vente de bière.....	441
107. Épargne Postale.....	442

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

PLANCHES		PAGES
I	<i>Deux aspects des paysages de l'ouest</i>	24
	1. Le bocage bamiléké	
	2. La plaine de Ndop	
II	3. Baleng : l'entrée de la chefferie.....	25
	4. Paysage rural près de Jakiri	
III	5. Wum	58
	6. Fontem	
IV	<i>Souvenirs de l'époque allemande</i>	59
	7. Bamenda : le fort	
	8. Buea : The Lodge	
V	<i>Les plantations</i>	142
	9. Le thé à Ndu	
	10. Caféiers à Manjo	
VI	<i>Émigration et Tradition</i>	204
	11. Dans les secteurs de colonisation, les immigrés bamiléké	
	12. Fêtes traditionnelles de la chefferie	
VII	<i>Les marchés</i>	214
	13. L'entrée du marché de Dschang	
	14. Gare routière de Bafoussam	
VIII	<i>La commercialisation du café</i>	245
	15. Le siège de l'UCCAO à Bafoussam	
	16. Usine à café à Kékem	
IX	<i>Des vivres pour les villes</i>	298
	17. Du maïs à perte de vue dans la vallée du Noun	
	18. Vente de pommes de terre à Santa	
	19. Culture de fraisières à Foumbot.....	299
X	<i>Au hasard des enseignes : les « petits métiers » ne manquent pas d'humour</i>	328
	20. Le « médecin indigène » — Bamenda	
	21. Car Toyota-Bafang	
	22. Le fabricant de cercueils — Bonabéri.....	329
	23. L'auto-école — Manjo	
	24. Gargotte et guérisseur — Manjo.....	330
	25. « 1 000 kg » Renault — Foumbot	

XI	<i>Quartiers et maisons</i>	356
	26. Dans les « quartiers » une voirie souvent très médiocre	
	27. Maison en carabottes, largement répandue dans le Sud Ouest, le Mungo et à Douala	
XII	28. Wum (photographie aérienne 1973).....	363
XIII	29. Foumban (photographie aérienne 1973).....	365
XIV	30. Tiko (photographie aérienne 1974).....	367
XV	31. Penja (photographie aérienne 1974).....	369
XVI	32. Kumba (photographie aérienne 1974).....	371
XVII	33. Nkongsamba (photographie aérienne 1974).....	373
XVIII	34. Bangangté (photographie aérienne 1973).....	374
XIX	35. Bangangté (photographie aérienne 1964/65).....	375
XX	36. Bansoa (photographie aérienne 1964/65).....	378
XXI	37. Bansoa (photographie aérienne 1973).....	379
XXII	38. Bamenda (photographie aérienne 1973).....	381
XXIII	39. Bafoussam (photographie aérienne 1973).....	383
XXIV	40. Bafoussam (photographie aérienne 1952).....	384
XXV	<i>Bafoussam</i>	386
	41. Famla	
	42. Le marché et le centre commercial	

TABLE DES MATIÈRES

<i>AVANT-PROPOS</i>	5
<i>ABRÉVIATIONS</i>	11
<i>INTRODUCTION</i>	13

PREMIÈRE PARTIE

ÉLÉMENTS : L'ENVIRONNEMENT ET L'HISTOIRE

<i>CHAPITRE I. LES ESPACES RÉGIONAUX</i>	16
Les paysages.....	16
La ligne du Cameroun.....	19
« L'empire de la mousson ».....	20
La densité du peuplement.....	21
Les ensembles régionaux.....	23
<i>Les plateaux de l'ouest</i>	23
<i>La province du Nord Ouest</i>	23
<i>La province de l'Ouest</i>	26
<i>Les zones côtières</i>	29
<i>Les zones forestières</i>	30
 <i>CHAPITRE II. LA GENÈSE DES VILLES : CITÉS TRADITIONNELLES ET COLONISATION ALLEMANDE</i>	 31
L'histoire du peuplement.....	32
<i>L'organisation sociale</i>	34
<i>Marchés et courants d'échanges pré-coloniaux</i>	37
Les cités pré-coloniales.....	42
La pénétration européenne.....	52
<i>Les rivalités européennes</i>	52
<i>La colonisation allemande</i>	54
 <i>CHAPITRE III. LE DÉVELOPPEMENT DES VILLES : DU MANDAT A L'INDÉPENDANCE</i> ..	 66
L'époque du mandat.....	66
<i>Pouvoir administratif et pouvoirs traditionnels</i>	67
<i>L'activité économique</i>	74
<i>L'emploi dans les plantations</i>	76
<i>Quelles villes ?</i>	78
De la tutelle à l'Indépendance.....	83
Les années d'indépendance.....	85
 <i>CHAPITRE IV. LES VOIES DE COMMUNICATIONS</i>	 93
Ports et fleuves.....	93
La construction des chemins de fer.....	95
Le réseau routier principal.....	105
Le réseau routier secondaire.....	109
Liaisons aériennes et télécommunications.....	117

DEUXIÈME PARTIE

FLUX : LA CIRCULATION DES HOMMES ET DES BIENS

CHAPITRE V. LES DEPLACEMENTS DES HOMMES	126
L'histoire des migrations.....	127
Les migrations actuelles vers les campagnes.....	135
<i>Les déplacements vers les plantations</i>	136
<i>La colonisation agricole</i>	143
<i>Les travailleurs de chantiers</i>	150
Les migrations vers les villes.....	151
<i>Migration et croissance urbaine</i>	151
<i>Le bilan migratoire</i>	159
<i>L'aire de recrutement des villes de l'ouest</i>	167
Les cheminements migratoires.....	174
Les conséquences sur les campagnes.....	177
Les motivations des migrations.....	185
CHAPITRE VI. LES HOMMES DANS LA VILLE	190
Démographie urbaine.....	190
— Les sources.....	190
— Les grands groupes d'âges.....	191
— La répartition par sexes.....	193
— Pyramides d'âges.....	197
Structures sociales.....	202
— La distance sociale.....	202
— L'accueil du migrant.....	202
— Répartition par quartiers.....	207
— Christianisation et urbanisation.....	208
— Un nouveau type de citadin.....	208
CHAPITRE VII. LES MARCHES ET LES VILLES	211
L'organisation des marchés.....	213
<i>Les produits vendus</i>	215
<i>Trois marchés de petites villes</i>	218
Le commerce de la kola.....	221
Le commerce de l'huile de palme.....	225
Les cultures maraîchères.....	226
Le bétail et le marché de la viande.....	230
Le ravitaillement vivrier des villes.....	232
<i>Conclusion</i>	234
CHAPITRE VIII. LA COLLECTE DES PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION	236
La commercialisation des produits d'exportation et l'organisation traditionnelle de la traite.....	236
Le système coopératif.....	238
<i>La province de l'Ouest : l'UCCAO</i>	241
<i>Ouest et Mungo : le marché du Robusta</i>	248
<i>La province du Nord-Ouest</i>	253
<i>Les coopératives dans la province du Sud-Ouest</i>	254
Les caisses de stabilisation.....	256
<i>Conclusion</i>	259
CHAPITRE IX. L'ORGANISATION COMMERCIALE	261
Les fondements du dynamisme bamiléké.....	261
L'ascension sociale.....	267
Les différentes catégories de commerces.....	274

TABLE DES MATIÈRES

La bourgeoisie d'affaires camerounaise.....	281
— Un cas particulier : les antiquaires bamoun.....	283
Les concurrents.....	284
Bourgeoisie d'affaires et vie politique.....	286

TROISIÈME PARTIE

BILAN : L'URBANISATION ET SES RÉSULTATS

CHAPITRE X. LES TRANSFORMATIONS DE LA VIE RURALE.....	291
Les modifications foncières.....	292
<i>Trois quartiers de Bafoussam.....</i>	<i>295</i>
<i>L'appropriation foncière par les citadins.....</i>	<i>296</i>
Les transformations de l'agriculture.....	297
Les changements dans la vie quotidienne.....	302
<i>Le trafic routier péri-urbain.....</i>	<i>303</i>
<i>L'« élite » et les paysans.....</i>	<i>305</i>
<i>Voyages et échanges.....</i>	<i>308</i>
<i>Les habitations.....</i>	<i>309</i>
<i>L'alimentation.....</i>	<i>309</i>
CHAPITRE XI. L'EMPLOI DANS LES VILLES.....	313
Les emplois dans les villes.....	314
Les secteurs d'activité.....	315
— Secteur primaire.....	315
— Secteur secondaire.....	322
— Secteur tertiaire.....	323
<i>Emploi urbain et origine.....</i>	<i>331</i>
Chômage et sous-emploi.....	333
<i>Jeunes chômeurs à Douala.....</i>	<i>335</i>
<i>Le marché de l'emploi en 1973.....</i>	<i>335</i>
<i>Les conséquences du chômage.....</i>	<i>337</i>
La faiblesse de l'industrialisation.....	339
Les petites et moyennes entreprises.....	342
CHAPITRE XII. L'ESPACE URBAIN.....	344
Les problèmes fonciers.....	345
<i>Les lois foncières.....</i>	<i>345</i>
<i>Titres fonciers et lotissements.....</i>	<i>346</i>
<i>Les solutions coutumières.....</i>	<i>348</i>
L'habitat.....	350
Les équipements collectifs.....	351
L'effort des municipalités.....	357
CHAPITRE XIII. MORPHOLOGIE URBAINE.....	360
Dix villes de l'ouest camerounais.....	360
Les centres des villes.....	361
Villes « anglaises » et villes « françaises ».....	385
Les quartiers d'habitation.....	387
Cités précoloniales et bourgs de plantation.....	387
Des villes inachevées.....	389
Considérations topographiques.....	390
CHAPITRE XIV. LES VILLES ET L'ORGANISATION RÉGIONALE.....	392
La fonction de commandement.....	392
<i>Taille des villes et hiérarchie administrative.....</i>	<i>392</i>

<i>L'encadrement administratif</i>	393
<i>Le Parti</i>	396
Les villes centres de services.....	399
<i>Les banques</i>	399
<i>Les bureaux de poste</i>	400
<i>La distribution des produits pétroliers</i>	403
<i>Les établissements scolaires</i>	406
<i>Les hôpitaux</i>	409
L'urbanisation sans les villes.....	411
L'utilisation des équipements tertiaires.....	414
 CHAPITRE XV. TYPOLOGIE DES VILLES ET SYSTÈMES URBAINS.....	416
L'équipement des villes.....	416
— Les centres régionaux.....	417
— Les centres principaux.....	421
— Les centres secondaires.....	422
— Les bourgs.....	423
Typologie fonctionnelle.....	425
— Les sources.....	425
— Les indicateurs.....	426
— Les groupes urbains.....	427
Réseaux ou systèmes urbains.....	431
— La province de l'Ouest.....	432
— La province du Nord Ouest.....	433
— La province du Sud Ouest.....	433
— Le Mungo.....	435
<i>Décadence des centres secondaires ?</i>	437
 CHAPITRE XVI. LES DÉPENDANCES.....	439
La dépendance des villes vis à vis des campagnes.....	439
Les villes et l'État.....	444
<i>La construction de l'État</i>	444
<i>La régionalisation</i>	447
Les villes de l'ouest et Douala.....	449
 CONCLUSION GÉNÉRALE.....	453
 SOURCES.....	458
 BIBLIOGRAPHIE.....	459
 INDEX.....	486
 ANNEXES — I. POPULATION PAR ARRONDISSEMENTS 1967-1976.....	489
II. POPULATION DES VILLES.....	
III. MATRICE DES VILLES SELON LEUR NIVEAU D'ÉQUIPEMENT (codification).....	
IV. MATRICE DES VILLES : TYPOLOGIE FONCTIONNELLE (codification).....	
V. RELATIONS MIGRATOIRES ENTRE DÉPARTEMENTS.....	
VI. ORIGINE DE LA POPULATION URBAINE.....	
 LISTE DES TABLEAUX.....	499
 TABLE DES FIGURES.....	500
 TABLE DES PHOTOGRAPHIES.....	503
 TABLE DES MATIÈRES.....	505

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 18 NOVEMBRE 1983
PAR L'IMPRIMERIE F. PAILLART
ABBEVILLE

N° d'impr. : 5474
Dépôt légal : 4^e trimestre 1983

Fabrication - Coordination
Hélène DARDENNE

Jacques CHAMPAUD, géographe, est directeur de recherches à l'ORSTOM. Il a effectué de nombreux séjours en Afrique, en Guinée, au Mali et au Cameroun, où il a résidé durant dix ans. Il a publié divers ouvrages ou articles sur ce pays, notamment sur la zone forestière (atlas régional, terroir) et sur l'Ouest (études sur la région, les villes, les échanges, les pouvoirs). Il a également séjourné en Polynésie Française et est actuellement président du Comité technique de Géographie de l'ORSTOM.

L'Ouest camerounais est une région originale à bien des titres : massifs volcaniques, plateaux, vastes plantations, plages de sable noir ou mangroves composent, à des distances courtes, une mosaïque de paysages qui a peu d'équivalents en Afrique. L'altitude crée un milieu particulier qui échappe au schéma zonal habituel au continent et rappelle les hautes terres de l'est africain. Les diversités de population y sont élevées et les structures sociales traditionnelles demeurent vivaces. Par ailleurs la Réunification, en 1961, a rassemblé en un seul État des peuples et des milieux qui avaient été marqués par quarante ans de colonisation différente, britannique et française.

Dans ce contexte très diversifié, les villes ont connu un essor spectaculaire au cours des vingt dernières années prenant appui sur une économie largement modernisée et des échanges nombreux. L'ouvrage s'attache à montrer comment sont nés et se sont développés des centres urbains de tailles diverses. Il montre également comment ils sont enracinés dans leur milieu régional, dont ils sont plus le reflet que le simple relais d'une dépendance extérieure. C'est en grande partie dans la réussite de ces relations villes et campagnes que se joue l'avenir de ce pays neuf et passionnant qu'est le Cameroun.